CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEIL
DES
TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ECHANGE, de Protection & de Garantie; de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES; les Sentences Arbitrales dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocolles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; sur tout des Actes de* RYMER; *& enfin des* AUTEURS *les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE' IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME IV. PARTIE III.



A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET G. WETSTEIN, les JANSSONS - WAESBERGE, L'HONORE' ET CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXVI.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PIECES

CONTENUES

Dans la III. Partie du IV. Tome.

ANNO 1552.

prise contre lui. A Bamberg le 19. Mai 1552. 35

21. Mai. *Traité d'Accommodement entre* MELCHIOR *Evêque de Wurtzbourg, &* ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg, sur les Differents survenus entr'eux; par lequel l'Evêque & son Chapitre s'obligent de payer au Marcgrave 220. mille Florins, & de se charger de 350000. Florins de ses dettes, moyennant quoi il promet de se desister de la Guerre qu'il avoit entreprise contr'eux. Fait le 21. Mai 1552.* 37

19. Juin. *Traité d'Accord entre* ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg & la Ville de* NUREMBERG *sur les hostilités commencées entr'eux, & par lequel ladite Ville s'oblige de payer à ce Prince la somme de 200. mille Ecus pour les dépenses du Siege. Du 19. Juin 1552.* 37

2. Août. *Transaction conclue & ratifiée à Passau le 2. d'Août 1552. sous l'autorité de* CHARLES QUINT *Empereur entre* FERDINAND *son Frere Roi des Romains, & quelques* ETATS *d'*ALLEMAGNE, *dite la Paix publique.* 42

6. Mai. 28. Juill. & 2. Août. *Capitolo dell'Amicitia, & buona Vicinità tra la* CÆSAREA MAESTA, *& Eccellentissimo Signor* FERDINANDO GONZAGA, *per il Stato di* Milano, *& li Signori di XIII.* CANTONI SUIXARI *per loro, & suoi Sudditi di quà, & di là da Monti.* 47

6. Août. *Accord de Passau entre* FERDINAND I. *Roi des Romains comme Archiduc d'Autriche &* CHRISTOPHLE *Duc de Wirtemberg, moyené par* ALBERT *Duc de Baviere, au sujet de la Sous-Infeudation du Duché de* Wirtemberg; *par lequel tous les diférens survenus entre sa Majesté & le Duc* ULRIC, *Pere du moderne, étant mis en oubli & accommodez; sadite Majesté promet au Duc, pour lui & ses Descendans mâles, la Sous-Infeudation du Duché; en échange dequoi le Duc s'engage à payer, dans trois mois, à sa Majesté la somme de 250. mille Florins, & de lui être fidelle à lui & à ses Successeurs Archi-Ducs d'Autriche comme à ses Seigneurs. Fait le 6. d'Août 1552.* 50

25. Août. *Decret Imperial, portant Cassation du Traité d'Accord passé le 19. Juin 1552. entre* ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg & la Ville de* NUREMBERG. *Donné à Augsbourg le 25. d'Août 1552.* Avec *la Confirmation Imperiale sur le précedent Decret de Cassation. A Bruxelles le 20. Mars 1553.* 39

26. Août. *Lettres Imperiales de Cassation, par lesquelles l'Accord passé entre* WIGAND, *Evêque de Bamberg, &* ALBERT *Marcgrave de Brandebourg est mis à néant. A Augsbourg le 26. d'Août 1552.* 36

24. Oct. *Articles de l'Accord conclu entre* CHARLES V. *Empereur, &* ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg, par lequel Sa Majesté Imperiale le reçoit en sa grace, & confirme ses Accords avec* Bamberg *& avec* Wurtzbourg, ALBERT *promettant de son côté qu'il se rendra au Camp de l'Empereur pour le servir avec ses Troupes. Avec la Confirmation & Ratification de l'Empereur. A Dietenhofen le 24. Octobre 1552.* 51

10. Nov. *Traité de Metz entre* CHARLES V. *Empereur &* ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg, par lequel l'Accord du 24. Octobre est de nouveau confirmé, &* ALBERT *reçu dans la grace de l'Empereur. Fait au Camp devant Metz le 10. Novembre 1552.* 52

1552. *Privilege accordé par* HENRI II. *Roi de France aux* VILLES ANSEATIQUES *le 20. Janvier 1552.* 53

1553. 20. Janvier.

1553. 11. Sept. *Traité d'Accommodement entre* AUGUSTE *Electeur de Saxe, &* ALBERT *Marcgrave de Brandebourg, par lequel ils se promettent reciproquement de faire cesser entr'eux les Hostilités & de vivre desormais en bonne intelligence. A Brunswick le Lundi après la Nativité de la Vierge 1553.* 54

ANNO 1553.

11. Sept. *Accommodement final entre* PHILIPPE I. *Landgrave de Hesse, &* HENRI le jeune *Duc de Brunswich, par l'entremise de* MAURICE *& d'Auguste, successivement Electeurs de Saxe le 11. Sept. 1553.* 55

16. Octob. *Recès conclu, par l'interposition de* PHILIPPE *Landgrave de Hesse-Cassel, entre* ADOLPHE *Electeur de Cologne, & le Comte de* WALDECK, *au sujet de quelques Pâturages situés dans les Bois, qui étoient disputés entr'eux. Ils y conviennent de remettre lesdits Pâturages en sequestre jusqu'à la decision finale de leur diférent; & cependant de vivre en bonne intelligence. Le 16. Octobre 1553.* 56

20. Oct. *Accord fait & conclu, par l'interposition des Commissaires de l'Empereur, entre* HENRI le jeune *Duc de Brunswich d'une part, & les Magistrats & Bourgeois de la Ville de* BRUNSWICH *d'autre part, sur les Hostilités commises à l'occasion de la* LIGUE *de* SMALCALDE. *On y convient que ceux de la Ville se soumettront au Duc, lui demanderont pardon, & lui seront fidelles à l'avenir; que les deux Partis, savoir les Catholiques & les Protestans, vivront en Paix sans se faire tort l'un à l'autre; & que la Ville payera au Duc pour réparation des Dommages à lui causez, la somme de quatre-vingts mille Ecus en cinq termes; On y convient aussi de ce qui regarde la sureté des Chemins publics, la liberté des Prisonniers, la Collecte des Cens & Rentes, & la cessation de toutes sortes d'Hostilités. A Wolfenbutel le 20. Octobre 1553.* 57

2. Nov. *Transaction & Accommodement amiable, final & perpetuel, entre* JEAN FREDERIC *Electeur de Saxe, &* HENRI le jeune *Duc de Brunswich, sur toutes leurs précedentes Inimitiés, Guerres, Demandes, Prétentions, & Causes pendantes en litige devant la Chambre Imperiale de Justice. Fait à Weimar le Jeudi après la Fête de tous les Saints 1553.* 60

2. Nov. *Pacte de Succession établi & conclu dans la Serenissime Maison* PALATINE, *portant que si la Ligne Electorale masculine vient à manquer, les Biens qui lui appartiennent ne seront point divisés, mais que tous ensemble passeront à la Ligne des Princes Palatins de* SIMMEREN, *reservé pourtant le Comté de* Lutzelstein, *& les autres Biens adventices qui passeront à la Ligne des* DEUX-PONTS; *& à condition que par dessus cela, les Princes de* SIMMEREN *seront obligés de lui donner de leur propre Patrimoine, pour satisfaction, le Comté posterieur de* Sponheim. *A Heidelberg le Jeudi après la Fête de tous les Saints 2. Novembre 1553.* 61

1. Dec. *Ban de Proscription publié au nom de l'Empereur* CHARLES V. *contre* ALBERT le jeune, *Marcgrave de Brandebourg, aux instances de* WIGAND *Evêque de Bamberg. A Spire le 1. Decembre 1553.* 64

1554. 12. Janvier. *Protestation d'*ALBERT le Jeune *Marcgrave de Brandebourg contre le Ban de Proscription publié contre lui. A Swinfort le 12. Janvier 1554.*

24. Fevrier. *Accord Hereditaire de* Naumbourg *passé entre* AUGUSTE *Electeur de Saxe d'une part; &* JEAN FREDERIC *né Electeur de Saxe d'autre part, sur les différens survenus entr'eux au sujet des Droits & Prétentions dudit* JEAN FREDERIC *comme Duc de Saxe. A Naumbourg le 24. Fevrier 1554.* 70

Trac-

DE LA III. PART. DU TOME IV.

FIN DE LA III. PARTIE DU TOME IV.



CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITÉS D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

I.

ANNO 1549/1550. 24. Mars. FRANCE ET ANGLETERRE.

Traité entre HENRI II. *Roi de France &* EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre, pour la restitution de* Boulogne *à la France, fait entre Boulogne & la Riviere de Lyene, le 24. Mars* 1549. (1). [FREDER. LEONARD, Tom. II. pag. 472.]

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitias præsentes Litteræ pervenerint, Salutem. Cùm multa sint in bonis Principibus & Magnis Viris laude dignissima, nihil tamen præclarius majorique commendatione, ac seculorum omnium memoria celebrandum magis unquam extitit, quàm cum ita se natos meminerint, ut ad suorum omnium salutem, studia, suaque omnia, suasque cogitationes omnes conferendas putent, atque sic ita suos ab omni injuria teneant ac defendant, ut tamen paci, & publicæ quieti, quoad ejus fieri possit, semper consultum velint. Quo fit, ut cùm meritò nobis gratulari debeamus, tum præcipuè Deo optimo maximo gratias agere, qui talem mentem dedit potentissimis & invictissimis Henrico, Francorum Regi Christianissimo, hujus nominis secundo; & Eduardo VI. Angliæ, &c. Regi, ut pronis animis in Fœdera coirent, & inter se eam Pacem stabilirent, quæ in Infinitas ætates ad posteros esset transitura; idque eo majori suorum Civium & commodo, & desiderio, quo post tot malorum, & calamitatum injurias, quas innocua plebs ad hanc usque diem maximas pertulit, majus periculum erat ne calamitatis quotidie injuriis gravius multo tantorum Regum exulcerarentur animi, odiaque prima adhuc & vita, & imperii ætate concepta, cum animis veterascerent, ac proinde maximo utriusque Regni malo altiùs radices agerent, ut difficillimum esset ea ex animis avelli, nisi dissidiorum, simultatum, bellorum, diffidentiæ materiam primis incunabilis Imperii sui deponerent, atque abjicerent, proque his mutuam benevolentiam, sinceramque Amicitiam inirent, quo optimis Principiis facta officiorum vicissitudine, & temporum successione propagaretur, arctiorique tandem vinculo sanciretur.

ANNO 1549/1550.

Itaque optimi illi Principes, & duo totius Orbis Christiani Lumina, tametsi nullas privatas simultates inter se gerebant, reliquias tamen Bellorum à majoribus traditas, quasi per manus cum accepissent, eas ut tollere & penitus extirpare, concordiaque, ac mutua benevolentia consopire possent, diligenter elaboraverunt, ne malum

(1) *Varillas*, dans son Hist. de *Henri* II. Tom. I. pag. 142. range ce Traite sous la même annee 1549; au lieu que *Mezerai*, dans son Hist. de France Tom. II. Regne de *Henri* II. pag. 1064 le place sous l'année 1550. Mais cela revient à la même chose; puis que l'année 1549. se doit entendre du Stile Paschal de France, & l'année 1550. du Stile Romain [DUM.]

lum hoc latiùs serperet, & majoris diffidii, velut ex fomite incendium, seminarium quoddam suscitaret. Quod eo magis Divini Numinis providentia, incredibilique quadam bonitate naturæ, in ipsis factum videri debet, quòd cùm utrumque, & ætas, quæ Bellorum avidior esse solet, & vitæ disciplinæ ratio ad arma stimularet, memores tum quantum Bello Pacem prætulerit Servator noster Christus, qui ad Patrem rediturus, suæ erga nos benevolentiæ perpetui pignoris salutarem Pacem nobis est elargitus, judicio quodam animi, & certo consilio ad Pacem & Concordiam Regnorum & Imperiorum conservatricem, tam promptè inclinarunt, ut non sit ulla futura tam ingrata posteritas, quæ non eos dignos immortalitate sit judicatura, quibus tantopere publica quies, & communis omnium salus, curæ fuerit, ac magis etiam quàm propriæ laudis & gloriæ amplificandæ studium. Ac quo magis Pax inter eos stabiliretur, sunt ab ipsis hæ Leges, ea Pacta, ea Conventa posita, quibus obfirmata nulla unquam hominum perversitas tanta esset futura, ut eam tollere, sed ne labefactare quidem posset; quin posteris, & Regibus, & Subditis, à Bellis quietem, & cum felicitate tranquillum otium tantorum non sine summa laude & benevolentia Regum, qui autores extiterunt, esset allatura. Nos igitur Franciscus de Montmorency, Dominus de la Rochepot, Insulæ Franciæ Prorex atque Gubernator, nec non ejusdem Christianissimi Regis in Picardia Legatus, seu Locumtenens Generalis; & Gaspar de Coligny, Dominus de Châtillon, ejusdem Regis in absentia dicti Domini de la Rochepot, etiam Legatus, seu Locumtenens Generalis in Comitatu Boloniensi Galliorumque Peditum Præfectus, ac insignis Ordinis Divi Michaëlis Eques auratus; Andreas Guillard, Dominus du Mortier, etiam Eques auratus, & ejusdem Christianissimi Regis in Consilio suo sanctiore, & privato Consiliarius; & Guillelmus Bochetel, Dominus de Sassy, ejusdem Christianissimi Regis Consiliarius, & Status Regni à Secretis, ac etiam Ordinis Sancti Michaëlis ab Actis, seu Grapharius; Oratores, Commissarii, Procuratores, & Ambassiatores ad infra scripta autoritatem habentes, cum Egregiis, Magnificis, & Nobilibus Viris Dominis, Joanne de Bedford, privati Sigilli ejusdem Serenissimi Regis Angliæ, Cullode, Guillelmo Paget, Domino de Beaudefert, Ordinis Jarterii Equitibus auratis; Guillelmo Peter, Secretario primario; & Joanne Masone, in Lingua Gallicana etiam ejusdem Regis Angliæ Secretario, Equitibus auratis, præfati Regis Consiliariis, Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus, Ambassiatoribus ad infra scripta sufficienter autorisatis, quod fœlix faustumque sit, convenimus, concordavimus, & conclusimus, atque autoritate Commissionum nostrarum pro præsente, convenimus, concordamus & concludimus articulatim prout sequitur.

Imprimis, conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd inter prædictos Illustrissimos & Potentissimos Reges, eorumque Hæredes & Successores, qui in Regnis Francorum & Anglorum, futuris temporibus, Regiam Majestatem fuerint adepti, Regna, Terras, Dominia, Civitates, Castra, Oppida, Villas, Vicos, ab utrovis nunc possessa, aut imposterum possidenda, nec non Subditos, Clientes, Vassallos, sit vera, stabilis, firma, immobilis, sincera, perpetua, & certa Pax, Amicitia, Confederatio, Unio, Liga, & summa Concordia, non solùm quoad ipsi Reges vitam egerint, quam Deus sua clementia & bonitate quàm longissimam esse velit; sed in omne ævum duraturam.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd quandiu hæc Pax & Amicitia integra inviolataque permanebit, omnes & singuli præsentis utriusque præfati Regni, omniumque Terrarum, & Dominiorum, quæ nunc ab utrolibet prædictorum Regum possidentur, ac imposterum possidebuntur, incolæ, quacunque dignitate, quocumque statu & conditione extiterint, poterunt sese mutuis officiis Amicitiæ prosequi, & excipere, liberè, tutò, securè, ultro citroque, Terra Marique, ac Fluminibus, commeare, navigare, inter se contrahere, emere, vendere, illic quamdiu velint morari, vel hinc inde, quando quæ vi sua, industria, labore, aut quocumque alio justo modo, arte operaque comparaverint, & emerint, visum erit recedere, & abire quæsierint ad suos, vel exteros, quocumque locorum libuerit, sine ullo impedimento, offensione, arrestatione, seu cohibitione, salvo conducto, licentia, & speciali permissione invehere, & transportare, salvis semper & integris Regnorum & Civitatum Legibus, Statutis, & Consuetudinibus, prout per antiquos Pacis Tractatus, Ligas, & Confederationes facere licuit.

Item. Conventum etiam est pro libero intercursu Mercium, & Mercatorum utriusque Principis, quòd, durante Pace prædicta, nulla Navis armata, & ad Bellum seu Guerram parata & instructa egredietur, seu egredi permittetur Portus maritimos Regnorum Franciæ & Angliæ, nisi priùs satisdederit, ac bonam & sufficientem cautionem præstiterit in manibus Admiraldi Franciæ, seu ejus Locumtenentis vel alterius Judicis ordinarii illius Loci, & hoc quoad Naves Flandriæ; & Admiraldi Angliæ, seu ejus Locumtenentis, aut Custumariorum prædictorum Portuum quoad Naves Angliæ, de non invadendo, molestando, deprædando, vel offendendo Subditos utriusque Principis, aut eorum alterius, nec eorum Alligatos, nec eis aliquam injuriam inferendo, &c. sub pœna publicationis Navium, & punitionis corporis cum restitutione omnium bonorum, & damnorum quibuscumque illatorum.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd Urbs Boloniæ, Portus ejusdem, cum aliis Propugnaculis & Fortalitiis, captis, expugnatis, extructis, & fortificatis in Patria & Comitatu Boloniensi, à tempore Bellorum novissimè susceptorum inter defunctos bonæ memoriæ Principes Franciscum, & Henricum, Franciæ & Angliæ Reges, quæ nunc à dicto Serenissimo Rege Angliæ in dicta Patria & Comitatu Boloniensi possidentur & detinentur, ante sex septimanas à die præsentis Tractatus restituentur in manus & potestatem Domini Christianissimi Regis, aut ab eo ad id committendorum & deputandorum, ea integritate, fortificatione & melioratione, in qua nunc sunt; idque bona fide, & sine dolo malo; simul etiam omnia Tormenta, & omnes Machinæ bellicæ cum omni suo apparatu, scilicet pulverum, bouletorum, morteriorum, atque omnia alia cum munitione bellica, quæ tum erant, tam in ipsa Urbe Boloniensi, quàm in Præsidiis & Propugnaculis circumjacentibus, per dictum Regem Angliæ nunc possessis, antequam in potestatem ejusdem Serenissimi Regis Angliæ venerint; quorum si quæ pars perierit, aut ad suum usum inutilis facta fuerit, idem Serenissimus Rex Angliæ damnum factum tenebitur resarcire in iisdem speciebus Machinarum, formis, viribus, materia, & numero, cumque omni re frumentorum, annona, & reliquo commeatu alendi exercitûs causa comparato, quo tum instructa ea Loca fuerint cum in potestatem Domini Christianissimi Regis restituentur.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd dictam restitutionem prædictorum Locorum, sicut supra dictum est, faciendo in intuitu & consideratione dictarum fortificationum, ac meliorationum, & sumptuum, per dictum Regem Angliæ in dictis Locis impensorum, ac ratione etiam Tormentorum, seu Machinarum, commeatusque, tam rei bellicæ, quam annonæ, dictus Christianissimus Rex tenebitur solvere & tradere dicto Regi Angliæ, seu ab eo deputandis, summam quadringentorum millium Coronarum auri de Sole, in Coronis auri de Sole valoris, ponderis, pretii, puritatis, & æstimationis, quibus nunc sunt, & communiter exponuntur in dicto Regno Franciæ. Quæ quidem summa, ut sequitur, eidem Regi, ab eove deputandis, in Oppido Calesiæ solvetur, videlicet summa ducentorum millium Coronarum auri de Sole, valoris prædicti, tum cum realiter, & cum effectu in manus & potestatem dicti Regis Christianissimi, aut ab eo potestatem habentis dicta Urbs Boloniensis, aliaque omnia Propugnacula, seu Fortalitia, ut dictum est, instructa & munita, restituta fuerint, aut saltem intra tres dies proximè sequentes; & altera pars prædictæ summæ, summam ducentorum millium Coronarum auri de Sole conficiens, intra & ante diem Divæ Mariæ Virgini sacrum, videlicet decimum-quintum mensis Augusti proximè sequentis, eidem Regi Angliæ, aut ab eo deputandis, in eodem Oppido Calesiæ, ejusdem ponderis, & valoris, sicut dictum est, etiam absolvetur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd ut melius utrisque Regibus cautum sit & provisum, Christianissimo videlicet Regi & Urbe Boloniæ, & dictis Propugnaculis adjacentibus; Angliæ Regi, de summa quadringentorum millium Coronarum auri de Sole; Obsides utrinque sex numero, intra Festum Paschæ proximum dabuntur, quorum nomina sequuntur, videlicet pro parte Christianissimi Regis, Dominus d'Anguien, *le Marquis de Maine*, Filius Domini Ducis de Guise; Dominus de Montmorency, primogenitus Domini

ANNO 1549. 1550.

mini Conestabilis; Dominus de la Trimoüille; Dominus Vidamus de Chartres; Dominus de la Hunaudaie, Filius Domini Admiraldi; pro parte verò Serenissimi Regis Angliæ; Dominus Dux de Suffolk; Dominus Comes de Herford, primogenitus Ducis de Somerset; Dominus Montravers, primogenitus Comitis Arundelli; Dominus de Talbot, primogenitus Comitis Shrewsbury; Dominus Strange, primogenitus Comitis de Derby; Dominus Fitzwaring, primogenitus Comitis Bathoniensis.

Item Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd intra dictum diem Paschæ utrique Obsides dandi sistent sese, & comparebunt, videlicet ex parte Christianissimi Regis, in Oppido *d'Ardres*; & ex parte Serenissimi Regis Angliæ, in Castro *de Guisnes*; & die proximo sequenti dictum diem Paschæ utrique concomitati ad summum numero ducentorum hominum conveniant in confinibus dictorum Locorum, unde dicti Obsides utrobique recipiantur, scilicet Galli, à Deputatis Serenissimi Regis Angliæ; Angli verò à Deputatis Christianissimi Regis.

Item, Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd ubi primum dictus Serenissimus Rex tradiderit & restituerit dictam Urbem Boloniæ cum prædictis Propugnaculis, sicut dictum est, instructis & munitis, Domino Christianissimo Regi, aut ab eo deputandis, dictus Christianissimus tenebitur donare libertate prædictos Obsides Anglos, ut illis liceat, quoties commodum visum fuerit, Angliam repetere, vel quovis alio proficisci, aut pro arbitrio ubivis morari.

Item, Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd solvendo priorem dictæ summæ quadringentorum millium Coronarum auri de Sole partem, dicto Serenissimo Angliæ Regi, aut ab eo deputandis, in prædicto Oppido Calesiæ, dictus Serenissimus Angliæ Rex tenebitur liberos dimittere tres ex prædictis sex Obsidibus Gallis, quos Christianissimus Rex, ex dictis sex Obsidibus, liberandos duxerit.

Item, Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd dictus Serenissimus Rex Angliæ tenebitur etiam libertate donare reliquos tres Obsides Gallos, solvendo illi, aut ab eo deputandis, alteram & posteriorem partem prædictæ summæ quadringentorum millium Coronarum auri de Sole summam conficientem, ejusdem ponderis, valoris, puritatis, & æstimationis, prout dictum est, quibus Obsidibus Gallis, dicta posteriore summa persoluta, licebit in Galliam proficisci, & ad suos redire.

Item, Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd Arces seu Castra vulgò nuncupata *de Dunglas & Lardre*, in recognoscentia constructa per dictum Serenissimum Regem Angliæ, restituentur Reginæ Scotiæ, aut ab ea deputandis, cum suis Fortalitiis, & Munitionibus, Tormentis, & Machinis bellicis in dictis Castris ad tuitionem & defensionem eorumdem existentibus, exceptis tamen illis Machinis, quæ à loco nominato *Gaddingteyn* illuc fuerunt adductæ, idque quam citissimè commodè fieri poterit, & antequam dicto Serenissimo Regi Angliæ, aut ab eo deputandis, posterior dictæ summæ quadringentorum millium Coronarum auri de Sole pars persolvatur. Quibus Castris & Locis de *Dunglas & Lardre* restitutis, licebit Anglis in dictis Locis tunc existentibus, illinc liberè, tutè, securè cum suis sarcinis abire, & quo voluerint recedere, cumque omnibus Machinis bellicis à dicto Loco de *Gaddingteyn* in præfatas Arces de *Dunglas & Lardre* invectis.

Item, Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd si dictæ Arces seu Castra de *Dunglas & Lardre* desierint esse in manu & potestate dicti Serenissimi Regis Angliæ, nihilominus tamen liber erit ab ea obligatione, qua illa, ut suprà dictum est, restituere spoponderat, & se adstrinxerat, pro quibus & veluti recompensæ loco.

Item, Serenissimus Rex Angliæ tenebitur Oppida & Castra de *Roxborvangh & Aymonth*, diruere & solo æquare intra 40. dies, à die datæ præsentis Tractatus; nec licebit dictis Serenissimo Angliæ Regi, Christianissimo Regi, Reginæque Scotiæ, dicta Loca de *Roxborvangh & Aymonth*, restaurare, aut reædificare. Et ulterius, si prædictus Serenissimus Rex Angliæ reddat atque restituat prædictas Arces de *Dunglas & Lardre*, ut supra conventum est, tum Oppida & Castra de *Roxborvangh & Aymonth*, diruere & solo æquare tenebitur, si modo dicta Regina Scotiæ quidem voluerit, & fecerit in dictis Arcibus, & Castris de *Dunglas & Lardre*: quod si acciderit, non licebit dictis Serenissimo Angliæ Regi, Christianissimo Regi, Reginæque Scotiæ, eorumve Hæredibus & Successoribus, posthac restaurare, & reædificare dicta Oppida & Castra de *Roxborvangh & Aymonth*.

Item, Concordatum, atque conclusum est, quòd, cum dicta Regina Regnumque Scotiæ in hoc Tractatu Pacis veluti Confœderati dicti Christianissimi Regis comprehendantur, quos dictus Rex Angliæ invadere, aut bello lacessere, non poterit, nisi nova & justa occasione ab ipsis Scotis orta, dicta Regina Scotiæ certiorem facere tenebitur dictum Serenissimum Regem Angliæ intrà 40. dies à data præsentis Tractatus, sub magno Sigillo Scotiæ, & præsentem comprehensionem, omniaque in hoc Tractatu conventa, quæ ad se suumque Regnum pertinent, rata firmaque habebit. Quæ omnia & singula in præsenti Tractatu conventa & conclusa sunt, reservatis ipsis Serenissimo Regi Angliæ, & Successoribus suis, omnibusque aliis, Juribus, Actionibus, Petitionibus, & Prætentionibus per eum, tam contra dictum Christianissimum Regem, ejusque Successores, quam contra dictam Reginam Serenissimam Scotiæ prætensis; necnon ipsis Christianissimo Regi, Reginæ, Regnoque Scotiæ, suisque Successoribus eorum in contrarium Juribus, Actionibus, Prætentionibus, Defensionibus, & Exceptionibus etiam reservatis.

Comprehenduntur etiam pro parte dicti Christianissimi Regis, Carolus quintus, Romanorum Imperator, &c. & in hoc Pacis Tractatu pro ipsius Confœderato perpetuo; ac etiam pro parte Serenissimi dicti Regis Angliæ, comprehenditur idem Imperator, secundum vim perpetuæ Confœderationis, quam idem Rex & Imperator, eorum Regna, Patriæ ac Subditi, invicem habent.

Item, Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd si quid contra vires & effectus præfati Tractatus Pacis & Amicitiæ, Terra Marive, aut in Aquis dulcibus, per Vassallum aliquem, Subditum, aut Alligatum alterius prædictorum Principum, attentatum, actum, aut gestum fuerit, nihilominus hæc Pax & Amicitia in suis viribus permanebit, & pro ipsis attentatis solummodo punientur qui damnum attulerint, & non alii.

Item, Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd hunc præsentem Tractatum Pacis & Amicitiæ Domini Illustrissimi & Potentissimi Principes, scilicet Dominus Christianissimus Rex & Serenissimus Rex Angliæ, de assensu Consilii sui, infra 40. dies à Data hujus præsentis Tractatus, confirmabunt & ratum habebunt; ac quod in Literas Patentes suis ipsorum magnis Sigillis muniendas, ac propriis manibus eorumdem Principum & Consiliariorum dicti Angliæ Regis subscribendas dicta Confirmatio & Ratificatio redigetur, ipsasque Literas Confirmationis, ut dictum est, Signis & Sigillis munitas, uterque Princeps alterius Principis Oratori sive Commissario, Oratoribus sive Commissariis, autoritatem habenti, seu habentibus, mutuò & reciprocè tradet realiter & cum effectu. Jurabunt præterea dictus Christianissimus Rex, & dictus Serenissimus Rex Angliæ, in præsentia & cum assensu dictorum suorum Consiliariorum, & uterque Princeps in præsentia ejusdem, sive eorumdem Oratorum alterius Principis, se omnia & singula prædicta, quatenus eum concernunt, inviolabiliter observaturum & perimpleturum, ac tactis Sacrosanctis Evangeliis.

II.

Réglement touchant le Commerce entre la FRANCE *& les* PAYS-BAS, *avec les Ordres qui s'en sont ensuivis. A Bruxelles, le 26. Avril, 1550.* [Manuscrit.] 1550. 26. Avril. LA FRANCE ET LES PAYS-BAS.

MARIE par la grace de Dieu Royne Douagiere de Honguerie, de Boheme &c. Regente.

Tres-chiers & bien amez,

L'On a cy devant publié en France certaine Ordonnance par vertu de laquelle, quant en quelque Chariot, Batteau, ou Voiture, sortant dudit Royaulme, estoient aucunnes Denreez ou Marchandises prohibées, l'on confisquoit non seullement icelles, mais aussy tous les autres biens ou Marchandises licites, & non deffendues estans es meismes Chariotz, ou Navires, au moyen

ANNO 1550.

moyen de quoy les Subgetz de pardeca, & aultres, ont esté grandement endommaigez, & aulcuns d'iceulx totallement destruictz, sans qu'on ayt sceu obtenir aucune revocation de ladicte Ordonnance par trop inique & exhorbitante, quelque remonstrance, debvoir & sollicitude qu'on ait pour ce fait jusques a nagueres que aiant fait observer la mesme Loy ès Pays de pardeca envers les Subgectz de France des Biens & Marchandises qu'ilz menoient hors iceulx, ou se retrouvoit aucune chose deffendue, les Ministres du Roy de France sont entrez en communication avecq les Ministres de l'Empereur Monseigneur, pour moderer la rigeur de ladicte Ordonnance, à quoy Sa Majesté Imperiale s'est voluntiers condescendue en la forme & maniere que verrez par ses Lettres Patentes d'agreation de l'accord qui s'en est fait, dont vous envoyons Copie autenticque, vous requerant, & par charge expresse de Sa Majesté ordonnant faire enregistrer & interiner lesdictes Lettres d'aggreation & conforme à icelles vous reigler & conduire es causes & proces meuz, & à mouvoir à cause des prinses ou arrestz desdits Biens ou Marchandises, & est l'intention de Sa Majesté Imperiale, si l'on observe presentement autres semblables Ordonnances en France, ou que par cy apres l'on en fist autres si iniques, & exhorbitantes que celle cy dessus, que l'on debvra observer le rechiproque pardeca envers les Subgectz de France; puis qu'il ny a autre moyen de les faire renger à la raison, si ne faictes en ce faulte, tres-chiers & bien amez: notre Seigneur soit garde de vous. Escript à Bruxelles le XXV. jour de May 1550. *Soubz escript* MARIE, *& plus bas signé* DESFLEGLEM, *& au dos estoit escript*, à noz treschiers, & bien amez les President & Gens de la Chambre de Conseil en Flandres.

COPIE.

CHARLES &c. A tous qui ces presentes verront salut: comme pour faire cesser les plaintes, & doleances (puis aucun temps enca) faictes par aucuns noz Subgectz & ceulx de notre tres-chier, & tres-amé bon Frere, Cousin & Allié, le Roy tres-Chrestien de France, de la rigeur de certaine Ordonnance observée respectivement en noz Pays de pardeca, & au Royaulme de France, par laquelle le bien desdits Subgetz prins, saisy, ou arresté d'une part, & d'autre, tant par Mer, que par Terre, demeure entierement confisquié, quant il se treuve avec icelluy aucune Marchandise prohibée ou biens appertenans aux Ennemis, & quant aussy il se treuve du bien aux Navires des Ennemis esquelles il y ait Personnes, Marchandises ou autres Biens des Subgectz, Alliez, Confederez, & Amys, ou esquelz lesd. Subgectz, Confederez & Alliez fussent portionaires, ledit Sieur Roy & nous eussions par aucuns noz Ministres sur le tout fait tenir diverses communications affin d'y mectre ordre par quelques bons & convenables moyens, au bien & avancement de l'entrecours de la Marchandise, & à l'indempnité des Subjectz d'un costé & d'autre, au moyens de quoy lesditz Ministres apres avoir le tout meurement digeré, & examiné, & des difficultez y trouvez fait rapport, se sont finablement accordez soubz notre bon plaisir en la forme & maniere qu'il s'ensuit, à sçavoir que doresnavant toutes, & quantes fois qu'on aura faict d'ung costé ou d'aultre aucune prinse, ou arrest, soit en Mer, ou par Terre, de quelques Marchandises ou autres Biens, de quelque qualité qu'ilz soyent, estans lesdits Marchandises ou Biens trouvez en Navires ou Chariotz & autres Voitures des Subgectz tant dudit Sr. Roy que de Nous ou en Navires d'Ennemis, que du bien ainsi prins & arresté tant par Mer que par Terre sera seulement declaré confisquié, ce qui se trouvera appartenir aux Ennemis, ou seulement la Marchandise prohibée, & deffendue, & non autre, sans ce que pour l'advenir ladite Ordonnance (qui des maintenant demeure du tout nulle, & revocquée) puisse estre alleguée ny mise en avant pour le regard desd. prinses, & quant aux biens qui ont esté prins par Mer ou par Terre à l'occasion de ladite Ordonnance depuis le premier jour de Juing dernier passé qui fut le temps au quel l'on commenca à parler de la revocation d'icelle, ilz seront plainement renduz, & restituez encoires que Sentence diffinitive ait esté rendue dedens ledit temps, lequel Jugement sera, & demeurera nul. & quant au bien qui auroit esté prins ung an, ou deux ans auparavant ledit premier jour de Juing, dont touttes fois le Jugement seroit indecis, & n'en auroit esté pronunchié Sentence diffinitive avant ledit premier jour de Juing, il sera entierement rendu, & reaulment restitué d'une part & d'autre, promptement & de bonne foy, sans aucun empeschement ou tergiversation, en retenant seullement le bien qui sera prohibé ou appertenu aux Ennemis, sans que, en l'un ou l'autre desdits cas, à raison de ce, l'Officier qui pourroit pretendre droit ou autre qui que ce soit y puisse quereler aucune chose sur lesd. Marchans ou Biens non deffenduz, ains pour la pacification d'iceulx ou autres qui pretendront aucun droit y sera pourveu par notre dit bon Frere & nous d'ung costé, & d'autre à l'endroict de noz Subgectz & les siens selon que trouverons convenir en raison, & équité, & seront touttes Parties respectivement deschargées des cautions par elles données en quelque lieu que ce soit pour le regard des biens qui leur peuvent avoir esté rendus depuis ledit temps d'ung an ou deux, moyennant lesd. cautions lesquelles des maintenant demeurent nulles, & au regard de ce qu'auroit esté prins auparavant lesdits deux ans, le tout est remis au bon vouloir de nostre dit bon Frere, & de nous, pour en estre faict selon nostre bon plaisir, & vouloir, & au surplus se sont nosdits Ministres accordez que des poinctz, & articles dessus specifiez, & entre eulx accordez nous baillerons respectivement noz Lettres de Ratification, & ferions icelles enregistrer & interiner en noz Cours Souveraines & Consaulx Provinciaulx es Sieges de l'Admiraulté, & autres qu'il appertiendra, & les ferions precisement & inviolablement observer par tous nos Royaulmes & Pays pourvoiant que ce qui doibt estre rendu en vertu d'icelles soit promptement effectué, & s'execute par main Souveraine, de sorte que les Parties n'en tumbent en aucun Proces.

Sçavoir faisons, que nous ayant l'Accord cy dessus inseré agreable & en revocquant & annullant entierement la susd. Ordonnance, & l'observance d'icelle, pour l'entretenement de bonne Amitié & voisinance, nous, pour ces causes & autres raisonnables considerations, avons icelles Accord, en tous & chacuns ses poinctz & articles, accepté, ratiffié, & approuvé, acceptons, ratiffions, & approuvons par cesdites presentes, promectant en bonne foy & parole d'Empereur & Roy de l'entretenir, & observer, & faire entretenir, & observer en tous poinctz en & par tous noz Royaulmes & Pays, sans y contrevenir ne souffrir estre contrevenu en maniere quelconcque, le tout sans fraulde ou abuz, en tesmoing de ce nous avons fait mettre nostre Séel à ces presentes. Donné en nostre Ville de Bruxelles le XXVI. d'Apvril l'an mil cincq cens & cincquante, de nostre Empire le XXXI. & noz Regnes de Castille & autres le XXXV. *Sur le ply estoit escript* par l'Empereur *& Signé* VERREYKEN, *& séellé en double queue de cyre vermeil.*

III.

Hereditaria Unio Rhenanæ Patriæ *Archi-Diœcesis Coloniensis, quæ Anno Christi* 1463. *erecta, & postmodum anno* 1550. *ab Archi-Episcopo & Electore* ADOLPHO, *cum Capitulo Metropolitano, & reliquis Statibus Comitum, Nobilium, & Civitatum ad publicam utilitatem stabiliter renovata, & à Successoribus Archi-Episcopis confirmata fuit.* Accedit DECLARATIO *Electoris* JOSEPHI CLEMENTIS, *quòd pecuniæ subsidiariæ præsenti Bello ab Ordinibus pro communi Bono sibi suppeditatæ nullatenus in consequentiam contrà Libertates & Privilegia eorum trahi debeant. Datum Bonnæ anno* 1694. 12. Mai.

[Gravatorialschreiben an Ihro Käyserl. Majest. von dem Cöllnischen Dom-Capitul / de dato Cölln. d. 12. Decembr. 1701. wider die von Ihro Churfürstl. Durchl. zu Cölln beschehene grosse Beeinträchtigung &c. apud THUCELIUM in Actis Publicis S. R. Imp. Part. II. pag. 548. FABRI Europ. Staats Cantzley Tom. VI. pag. 471. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. III. Absatz III. pag. 435. en Allemand.]

Nos

ANNO 1550.

NOs Adolphus Dei gratia Archiepiscopus Coloniensis Sacri Romani Imperii per Italiam Archi-Cancellarius & Princeps Elector, Westphaliæ & Angriæ Dux, &c. Itemque nos Decanus & Capitulum Metropolit. Ecclesiæ Colon. &c. Wilhelmus Comes in Newenahr & Moers, Dominus in Bedbühr, Hæreditarius Aulæ Præfectus &c. Joannes Comes in Salm, Dominus in Rufferscheidt, Dick & Alfter, Mareschallus Hæreditarius &c. Gumbertus Comes in Newenahr & Limburg, Dominus in Alpen, Lennep & Helffenstein &c. Johannes de Ligne, Comes in Arburg, Baro in Barbason, Sacræ Cæsareæ Majestatis Locumtenens, Generalis Frisiæ Trans Issulanæ, Gröningæ & finitimorum Locorum, Archi-Pincerna &c. Theodorus Comes in Manderscheid & Blanckenheim, Dominus in Schleiden, Kerpen, Cronenburg & Newerburg, &c. Joannes Comes de Weda, Dominus in Runchel & Isenburg, &c. Arnoldus Comes in Benheim & Steinfort, Dominus in Wevelinghoven, Joannes Comes in Sain, Dominus in Homburg, Monkler, &c, Wilhelmus de Rennenberg, Dominus in Suelen, Palserkamp, Wilhelmus de Bongardt in Bergerhausen, Antonius Hausman de Namedi Equites, Wilhelmus Baro de Schwartzenburg, Satrapa in Newerburg, Adolphus Dominus in Gymnich & Vyschel, Lotharius & Hermannus Quade, Fratres, Domini in Tomberg & Myle, Gothardus Burggravius in Drachenfeltz, Dominus in Meilendunck & Ruland, Wilhelmus de Flodorff, Burggravius in Odenkirchen, Wilhelmus Hase in Conartzheim, Marescballus, Degenhardus Haase, Jurium Doctor & Satrapa in Lynn, Gothardus Haase in Hülse, Fratres, Adamus Spies de Bullesheim in Vrechen, Satrapa in Lechenig, Fridericus Steprath in Hoeningen, Joannes Quade in Feldbrüggen, Satrapa in Erbrath, Wilhelmus de Breitbach, Dominus in Burresheim, Henricus Rolmannus a Dadenberg, in Cleberg, Satrapa in Siegburg, Joannes & Otto Walpotten, Domini in Olbrück & Königsfelt, Philippus Diethardus a Braunsberg, Dominus in Broel, Satrapa in Nurburg, Georgius de Leyen in Adendorff, Dominus in Saffig, Satrapa in Andernach, Gothardus a Densberg, Satrapa in Hardt, Hermannus Hase Archi-Portenarius, Dominus in Turnich, Joannes a Virmund, Præfectus Hæreditarius in Anrode & Urdingen, Joannes a Metternich, Dominus in Vettelhoven, Satrapa in Syntzig, Wilhelmus Ketzgen in Gereshoven Portenarius Hæreditarius, Theodorus & Arnoldus ab Hemmerich, Fratres, Bernardus a Velbruggen, Possessor Domus de Newerburg, Satrapa in Vianden, Joannes a Wachtendonck, Satrapa in Kempen, Joannes a Brembt, Satrapa in Oede, Joannes a Paland in Horst, Dominus in Keppel & Vorst, Walramus Scheiffart de Merode in Weilerswist, Wilhelmus Scheiffarth de Merode, Dominus in Bornheim & Heimersbach, Fridericus a Metternich in Broel, Theodorus & Wilhelmus a Metternich in Sommersberg, Conradus Blanckart in Saar, Joannes ab Ahr, Præfectus in Antweiler, Joannes Schall de Morenhoven, Dominus in Lufftelberg, Remboldus Scharpman de Lechnich in Rammelshoven, Henricus & Wilhelmus Schall de Bell in Schwadorff & Moehlern, Hæreditarii Aulæ Præfecti Deo dicatæ Domus in Dietkirchen, Arnoldus & Gerhardus a Vellbrüggen in Bachem, Camerarius Hæreditarius, Adolphus Quade de Buschfelt, Adamus Galen in Muchausen, Wilhelmus a Goir in Soppenbroich, Conradus Patfzfeld, Bertramus de Lippe, Condictus Hoen de Dreuel, Satrapa in Moers, Joannes de Wevert, Præfectus in Offenberg, Wilhelmus de Budderich in Gripswaldt, Georgius Quade in Collenberg, Emmericus Hurdt in Pesch, Rupertus de Cappellen in Broichausen, Goswinus a Raitzfeldt in Eille, Goswinus a Hurtzlaer in Hulsdunck, Joannes Roist in Aldendorff, Everhardus a Dript, Wilhelmus Schramme in Bürgen, Wilhelmus ab Hersell in Vochen, Hieronymus Wulff de Metternich in Gracht, Gerardus de Recke Possessor Domus de Nette, Gerhardus Schilling in Lanstein, Emundus a Wilburg, Dominus in Arendall, Emmericus Kolve. Dominus in Schwwenberg, Petrus de Kaldenborn, Wilhelmus Horst in Heimertzheim, Wilhelmus Kessel de Bruck, Gerhardus de Meckenheim, Wilhelmus Hürd in Ringsheim, Wernerus Crummel in Weyer, Theodorus a Buchel in Weyer, Gualterus Bulich in Cocheim, Wilhelmus ab Hove dictus Bell, Satrapa in Rolandtseck, Theodorus Burtscheit in Bullesheim, Adamus ab Ilem, in Merekoulu, Theodorus a Zwivel in Dronsdorff, Wernerus Grutzgen in Kleinen Veruich, Wilhelmus a Kintzweiler, Dominus in Madersheim, Henricus Beissel de Gymnich in Friessem, Erasmus Schall de Bell in Bell, & Gerardus ejus Frater in Glewel, Joannes a Trentz in Sclenderen, Gerardus de Arffr, Gotthardus Dutsch de Kulen; Christophorus Dutsch de Kulen, Conradus Berenkot, Philippus de Königsdorff in Kreutzberg, Bertramus de Mirbach in Arloff, Forst in Forst, Adamus de Halle in Busch, Wilhelmus a Reiffschenberg in Seleyum, Winandus ab Anxtel in Anxtel, Joannes de Randerath in Kleinen Broich, Henricus de Schlickum, Wilhelmus ab Haffdene, Godescalcus de Hulse in Rode; Everhardus de Brügen, Christophorus ab Hunneler, in Schaken, Henricus ab Ossenbroich in Bockum, Engelbertus ab Asselte in Dunck, Godscalcus a Weyenhorst, Gothardus ab Eill in Gasdunk, Joannes & Adamus ab Hambroich Fratres, Jacobus Ingenhove in Glinde, Joannes a Parle, &c. Ordo Equestris;

Et nos Consules, Scabini, Senatus & Communitates universæ Civitatum Bunnæ, Andernacæ, Novesii, Arweileræ, Lintzii, Berckæ, Cæsaris Insulæ, Zomini, Urdingæ, Kempenæ, Rheinobaci, Tolpiaci, Bruelæ, Sintziaci, Remagii, Linnæ & Lechniaci Archi-Diœcesis Coloniensis, hisce pro nobis, nostra Archi-Diœcesi, Successoribus & Hæredibus notum testatumque facimus Universis. Posteaquam olim Venerabile Capitulum nostrum Metropolitanum, itemque Metropoli nostri Decani & Capituli, nec non Comitum, Ordinis Equestris & Civitatum laudabilis Archi-Diœcesis Coloniensis, Prædecessores & Majores piæ memoriæ post obitum quondam laudabilis recordationis Archi-Episcopi Theodorici se congregaverunt, ac in dictæ Archi-Diœcesis Coloniensis ejusdemque universæ Patriæ Subditorum Gratiam, Bonum, Prosperitatem & Incrementum Conservationemque Pacis publicæ, laudabilem Patriæ Unionem, pro se, Successoribus suis, & Hæredibus sub appensis Sigillis suis erexerunt, eamque se firmam, inviolatamque observaturos mutua ac reciproca fide spoponderunt, ac promiserunt, cujus Unionis Patriæ initium est tale:

Nos Decanus & Capitulum Metropolitanæ Ecclesiæ Coloniensis, atque Gerardus Comes in Seyn &c. terminaturque in hunc modum: Datum Anno Domini nostri millesimo, quadringentesimo sexagesimo & tertio, die 26. mensis Martii &c. Cum plura vero stemmata ac nomina Comitum, Dominorum & de Nobilitate in prædicta Patriæ Unione mentionatorum moderno tempore non amplius in vivis existant, aliqui etiam eorumdem per occasionem & rerum exigentiam aliorsum extra Archi-Diœcesin domicilium suum transtulerunt, interimque etiam alia stemmata & nomina denuo subintrarunt; Idcirco & pluribus aliis moventibus ex causis Nos Adolphus Archiepiscopus & Princeps Elector, &c. Nosque Decanus & Capitulum, itemque nos Comites, universus Ordo Equestris, & Civitates Archi-Diœcesis Coloniensis prætactæ in novissimis generalibus Comitiis Bonnæ habitis, currente hoc anno quinquagesimo, Deputatos quosdam selegimus, iisdemque commisimus, ac mandavimus prætactam Patriæ Unionem ad manus sumere, examinare & qualiter ea meliori modo iis in locis, in quibus paulo obscurior & minus intelligibilis esse posset, elucidanda sit, declarare. Qui ad Commissionem hujusmodi Deputati prælibatam Patriæ Unionem, pro ea, qua potuerunt diligentia, examinarunt, & deinde nobis suam desuper mentem indicarunt, adeoque, quod ipsis commiseramus, sedulo adimpleverunt.

Hisce proinde præviis nos Adolphus Archi-Episcopus, Decanus & Capitulum, Item Comites, Ordo Equestris ac universa Patria, tanquam caput & membra, exhibitum hujusmodi Sentimentum studiose perpendimus & ponderavimus, illudque taliter ad laudem & honorem Omnipotentis Dei, Mariæ dilectissimæ ejusdem Matris, bonique Sancti Petri Patroni nostri (hac tamen ratione, ut per id prætactæ antiquæ Patriæ Unioni nihil derogatum, sed eadem per hanc & hæc vicissim per illam potius corroborata, confirmata, elucidata & correcta esse & manere debeat) unanimiter consentiendo, acceptavimus, atque pro nobis, omnibus nostris Successoribus & Hæredibus, in perpetua tempora firmiter, stabiliter & inviolabiliter observare & adimplere mutuo invicem promittimus & addiximus, prout tenore ac vigore harum Literarum consentimus, acceptamus, promittimus atque addicimus.

1. Et ita videlicet pro primo, quod nos Decanus & Capitulum, nec non Comites, Domini, Ordo Equestris, Civitates ac universa Patria, neque conjunctim,

Anno 1550.

neque singillatim futurum quempiam Archi-Diœcesis Colon. Dominum venturis temporibus admittere, recipere, neque eidem Juramentum, Homagium, vel Votum præstare debeamus, nisi ipse prius eosdem Articulos, & Puncta consensu suo ratificaverit, & admiserit, & in quantum iidem Articuli & Puncta ipsum concernunt, appromiserit, & ad sanctas juraverit Scripturas, desuperque unicuique statui Sigillum suum ac Literas impertierit, eadem se facturum, observaturum, & omnimode adimpleturum juxta Patriæ Unionis tenorem, prout expressum sequitur.

2. Item Judicium Ecclesiasticum in Curia taliter ordinabitur, ut hujusmodi Judicium secundum Dei voluntatem ac probitatis Justitiæque normam servetur, ut eidem Judicio honesti Officialis, Sigillifer, Advocati, Notarii & Procuratores præficiantur, ut omnibus pauperibus & divitibus indilata Justitia administretur, utque causæ per Dominum minime avocentur, neque protelentur, desuperque fiat Reformatio, quemadmodum Jus scriptum & Statuta clare continent, & casu quo aliquis ex supra memoratis adversus eandem quidquam committeret, id Dominus punire debet.

3. Item, ut omnia sæcularia Judicia sic formentur & ordinentur, ut pauperibus & divitibus singulis sine impedimento indilata Justitia administrari valeat, pro consuetudine ac cursu eorundem Judiciorum, utque Judicia a Domino sive Officientibus in futurum minime protrahantur.

4. Item, liberum Judicium in Westphalia taliter ordinandum, ut ex Subditis alter alterum ad id non citet, qui sese honeste ac legitime Domino ac Judicio illi sistere offerret, sub cujus Jurisdictione possessionatus existeret, nisi forte ei, qui id acturus esset, Jus ac Justitiæ administratio a Domino sive Judiciis, sub quibus ipse possessionatus existeret, protraheretur vel denegaretur.

5. Item, omnes Comites, Barones, Ordo Equestris, Civitates ac universa Patria Archi-Diœcesis Coloniensis penes suas Immunitates, Privilegia ac antiquas Consuetudines conservabuntur, & inturbate relinquentur.

6. Item, ut successurus Dominus absque scitu & consensu Capituli ac communis Patriæ Bellum non suscipiat.

7. Item, ut successurus Dominus Subditorum Archi-Diœcesis Coloniensis Corpora, Bona ac Prædia non oppigneret, siquidem per hujusmodi oppignorationes Archi-Diœcesis Subditos expilari, incendi, devastari, magnoque detrimento affici contigit.

8. Item, Illustres Viri & Ordo Equestris *in antiqua sua exemtione a Vectigalibus* relinquentur, eorumque Bonis Terra & Aqua vehendis, erga eorum scripturas & sigilla sine Vectigalis exactione liber transitus concedetur.

9. Item, Cæsaris Insula, Castra Fridburg & Bilstein penes Archi-Diœcesin Coloniensem conservabuntur, eisdemque Castris non alio, quam bono Coloniensi Præsidio providebitur.

10. Item, ut in futurum succedens Dominus specialiter spondeat, ac juret, Sigilla ac Reversalia extradat, se Concordata Patriæ Montensis, pariterque Sigilla & Litteras Domini Nostri piæ mem. quæ desuper data fuerunt, servaturum, iisque in rebus nihil addat aut detrahat, absque scitu & voluntate Capituli, Illustrium Virorum, Ordinis Equestris, Civitatum & conjunctim universæ Patriæ Montensis, pariterque Sigilla & Literas Domini Nostri piæ mem: quæ desuper data fuerunt, servaturum, iisque in rebus nihil addat aut detrahat, absque scitu & voluntate Capituli, Illustrium Virorum, Ordinis Equestris, Civitatum & conjunctim universæ Patriæ.

11. Item, ubi Archi-Diœcesis Coloniensis novi operis extructione tam in fluminibus, quam in fundo, aut fovearum ductibus fuerit occupata, aliasque divisa vel dissipata, id ipsum Dominus avertet & recuperabit omnibus suis viribus.

12. Item, ut Dominus futurus nullam obligationem obstagii contrahat, præter scitum & voluntatem Capituli.

13. Item, si Capitulum unanimiter, seu major pars Capituli Dominum elegerit, casu quo tunc quisquam esset sive in sive extra Capitulum constitutus, qui ratione ejusmodi Electionis dissensiones & discordias in Diœcesi facere vellet; Ex tunc Viri Illustres, Ordo Equestris, Civitates & communis Patria taliter electo Domino obedientiam præstabunt, singuli pro sua obligatione, electum Dominum sumtibus ipsius penes Archi-Diœcesin servare juvabunt, eaque in causa Dominus eorundem aget Caput.

14. Item, si Capitulum unanimiter, seu potior pars Capituli Dominum elegerit, ex tunc ipse immediate post confirmationem acceptam Presbyteratus ordine sese initiari consecrari faciet.

15. Item, quando Capitulum expediens ac necessarium esse judicaverit, sive in rebus Ecclesiasticis, sive in sæcularibus, Viros Illustres, Ordinem Equestrem & Civitates ad se convocare, id ipsum ei facere licebit, nec Dominus impediet, & ex tunc eadem Patria Capitulum sequetur, super quibus Ordo Equestris, Civitates & communis Patria Domino Juramentum exsolvet, & non aliter.

16. Item, similiter si eveniret, quod Viri Illustres, Ordo Equestris vel Civitates collectim sive sigillatim a Capitulo rationabilibus ex causis peterent, etiam modo præmisso congregari, id ipsum iis Capitulum non denegabit, & casu quo id denegari contingeret (quod tamen fieri non debet) ex tunc Marischallus Hæreditarius Archi-Diœcesis Coloniensis facultatem habebit similem in modum faciendi, quod Marischallus non recusabit, neque protrahet.

17. Item, ut in futurum succedens Dominus stabile Consilium erigat ex Ecclesiasticis & Sæcularibus Personis, taliter tamen, ut Ecclesiasticarum Personarum nulla in Ecclesia quadam Decanus sit, excepto Decano & Capitulo Metropolitano, siquidem ii omnes tanquam Membrum ad Domini Consilium pertinent. Insuperque Personæ sæculares Archi-Diœcesis ab antiquo Vasalli & in Archi-Diœcesi possessionati sint, præter hos etiam Dominus in suo Consilio semper penes se habebit duos Dominos de gremio Capituli.

18. Item, ut nemo Nobilium vel Subditus Archi-Diœcesis Coloniensis in hac Unione alium inimicitiis, rapinis, incendiis, aut violentia lacessat, qui legitimo Juris eventui acquiescit absque dolo.

19. Item, ut in futurum succedens Dominus, seu ejusdem Officiantes & Ministri nemini, quiscunque etiam fuerit, qui Archi-Diœcesi, seu cuidam Archi-Diœcesis indigenæ pignorationibus, expilationibus, incendiis, emunctionibus, sive violentiis damnum intulisset, sive id ipsum ex ædibus suis fieri permisisset, ratione cujus cum illo sive illis nondum reconciliatus existeret, Dominus sive Officiantes in Archi-Diœcesi commeatum liberum non concedant: & casu quo Dominus sive Officiantes quibuspiam taliter commeatum præstarent, aut præstitissent, absque notitia, iidemque desuper requirerentur, ex tunc Dominus & Officiantes illi vel illis datum commeatum statim cassabunt.

20. Item, ut successurus Dominus omnes Literas sigillatas servet, quas Antecessores ipsius & Capitulum conjunctim dederunt, & sigillarunt, atque etiam Successor Dominus ejusque Capitulum deinceps dant, aut Dominus noster p. mem. Capitulo dederat, & successurus Dominus in futurum Capitulo soli daturus est. Et casu quo quispiam de Archi-Diœcesi pro Domino nostro p. m fidejussisset, sive Dominum ipsummet sibi Debitorem, desuperque Litteras obligatoriales & indemnisatorias haberet, debitumque in Archi-Diœcesis emolumentum conversum fuisset, ut Dominus hujusmodi debita ac damna benigne agnoscat, ac Fidejussores relevet, ita tamen, ut id ipsum sine præscitu & voluntate Capituli ulterius non fiat.

21. Item, quod si futuris temporibus successurus Dominus noster, sive Ministri ejusdem contra hæc præscripta Puncta, aut Juramenta sua, & Literas obligatoriales Capitulo præstanda, quidquam committeret, ita ut ille sive illi eadem in parte vel in toto non servarent, sive quidquam innovationis in rebus Sacrosanctæ Religionis nostræ contra Christianæ ac Catholicæ Ecclesiæ Oecumenicas Ordinationes, vel alias in Ecclesiasticis & Sæcularibus rebus vel per se vel per suos moliri præsumerent (quod Deus avertat) ejusdemque Capitulum, illum, ejusdemve Ministros ob id requisivisset, iique illud non cassarent, ex tunc Capitulum poterit Viros Illustres, Ordinem Equestrem, Civitates, & communem Patriam conjunctim vel sigillatim convocare, qui etiam Capitulo, absque quo Dominus id impediat, parebunt, iisque illud exponere.

22. Et casu quo id ipsum Dominus incontinenti non cassaret, & adimpleret id, quod promisit, juravit, & scripsit, ex tunc Viri Illustres, Ordo Equestris, Civitates, Officiantes & communis Patria a parte Capituli perstabunt, eidemque obedientiam præstabunt, non autem Domino, nec ejus Ministris, donec & quousque Dominus adimpleverit id quod promisit, juravit & scripsit, desuperque

ANNO 1550.

ſuperque etiam Officiantes & Patria Domino homagium præſtabunt, & non aliter, Taliter tamen, ut Comites, Ordo Equeſtris, Officiantes & Civitates Juramentis ſuis & Votis, quibus ſeſe Domino obſtrinxerant ad interim minime contravenire, aut contraveniſſe cenſeantur, & ab obligationibus ac Juramentis ſint ſoluti, donec talia a præfato Domino caſſata fuerunt & obſervata, & quando illa a Domino caſſata & obſervata fuerint, ſinguli eidem denuo Obligationibus & Juramentis, quibus ante, ſubjacebunt, idque toties quoties neceſſitas poſtulaverit.

23. Quod ſi quoque contingeret, quod quiſquam de Archi-Diœceſi, quiſcunque ille vel illi etiam eſſent, in hac Unione nobiſcum conſiſtere, ac in omnes Clauſulas & Puncta præiata, non ſecus ac nos, jurare vellent, ii ſubintrare poterunt mediantibus ſuis Litteris hiſce transfigendis, Sigillis ſuis ſigillatis. Quæ transfixæ Litteræ ad inſtar harum Literarum principalium robur obtinebunt, eosdemque principales Litteras minime vitiabunt.

24. Similiter ſi forte noſtrum quiſpiam in hiſce Litteris nominatus, easdem Litteras ſigillare, aut nobiſcum conſentire detrectaret, id ipſum pariter haſce Litteras non deteriorabit, nec vitiabit, ſed eædem in pleno ſuo robore a Nobis, qui easdem ſigillavimus, ſeu ſigillari petivimus & conſenſimus, & a Succeſſoribus noſtris & Hæredibus habebuntur, & manebunt, quacunque turbatione excluſa.

25. Quod ſi etiam eveniret præſentes Litteras madefieri, perforari, maculari, aut in Sigillis quibusdam lædi, alioque vitio affici, nihilo tamen minus ſucceſſurus Dominus, & nos univerſim, & quiſque noſtrum in ſolidum, Succeſſores & Hæredes noſtri, tenebuntur omnia & ſingula Pacta, & Articulos harum Literarum obſervare, adimplere, & exequi, prout præſcriptum extat.

26. Omnia & ſingula præmiſſa Puncta & Articulos in quantum nos concernunt, nos Adolphus Archiepiſcopus &c. Decanus & Capitulum, Comites, Viri Illuſtres, Equites, Conſules, Scabini, Senatores & Communitates Civitatum prædictarum, pro Nobis, Succeſſoribus & Hæredibus noſtris, collectim & ſingulatim, vera & ſincera fide, ac loco veri Juramenti ſub noſtra Principis Dignitate & Honore, Juramentis, Homagiis ac Votis quibus Eccleſiæ & Archi-Diœceſ. Colonienſi, alte fato Domino noſtro Clementiſſimo, aliiſque Dominis noſtris obſtricti ſumus, quæque præſtitimus, ſingula ſingulis addiximus, & ſpopondimus, addicimus & ſpondemus, nos firmiter, ſtabiliter ac inviolabiliter obſervaturos & executuros, adverſus ea nihil facturos, ſive curaturos, neque per nos ipſos, neque per alium noſtro nomine, ſed invicem unusquisque alteri, ad hoc ut iidem Articuli & Puncta, ut præfertur, adimpleantur & obſerventur, atque à nemine impediantur ſeu infringantur, opem, conſilium & aſſiſtentiam cum proſecutione corporis & bonorum, pro omnibus noſtris viribus & facultatibus præſtituros, ubi & quando id res vel neceſſitas poſtulaverit, abſque dolo, nosque in eo ab invicem nequaquam ſeparandos, neque dividendos eſſe, ex quibusvis cauſis præteritis vel futuris, quocunque modo, omnibus concuſſionibus, divexationibus, & minis, impeditionibus & contradictionibus excluſis.

In quorum fidem Nos Alphonſus Archiepiſcopus & Princeps Elector &c. nosque Decanus & Capitulum præfatum, Pontificale noſtrum & Sigillum ad cauſas in veritatis teſtimonium omnium præinſertorum pro Nobis Succeſſoribusque noſtris his Litteris appendi fecimus. Et nos Wilhelmus Comes in Newenahr & Moers &c. Archi-Præfectus Aulæ, Joannes Comes in Salm &c. Archi-Marceſchallus, & Gumbertus Comes in Newenahr & Limburg &c. Archi-Præfectus Colonienſis, Sigilla noſtra pro Nobis prædictisque Viris Illuſtribus, ac noſtris eorumque Hæredibus ad petitionem eorundem hiſce Litteris appendimus. Id quod nos Viri Illuſtres prædicti ita fatemur ſub Sigillis præfatorum trium Comitum ac Dominorum, quibus ad hoc ſimul utimur.

Et nos Ordo Equeſtris præfati fatemur, nos ſingulos Sigilla noſtra pro nobis noſtrisque Hæredibus, hiſce Litteris ad convincendum nos de præmiſſis omnibus rebus appendiſſe.

Et nos Conſules, Scabini, Senatus & univerſæ Communitates Civitatum Bonnæ, Andernaci, Noveſii, Arweileræ & Lintzii pro nobis, nec non pro præfatis Civitatibus, noſtris eorumque Succeſſoribus & Hæredibus, Sigilla noſtra hiſce Litteris appendimus. Id quod nos aliæ præſcriptæ Civitates ita fatemur ſub Civitatum præfatarum Sigillis ad hoc a Nobis ſimul adhibitis. Datum Anno Domini noſtri Milleſimo quingenteſimo quinquageſimo Lunæ 12. menſis Maii.

ADOLPHUS m. p. | ADOLPHUS m. p.

L.S. Archi-Episcopi Adolphi. | L.S. Metrop. Eccleſ. Colon. ad cauſas.

Sequuntur loca Sigillorum præfatorum trium Comitum.

Comes Wilhelmus de Newenahr &c.	Joannes Comes in Salm &c.	Comes Gumbertus in Newenahr &c.

Loca Sigillorum Ordinis Equeſtris.

Georgius Quade.	Emmericus Hurdt.	Rupertus de Capellen.	Goswinus de Ratzfelt.	Goswinus de Hunslar.
Joannes Roiſt.	Everardus de Dript.	Wilhelmus Schramme.	Wilhelmus Herſel.	Wilhelmus de Bongard.
Antonius Hausman.	Wilhelmus de Schwartzenberg.	Hieronymus Wulff de Metternich.	Gerardus de Recke.	Gerlacus Schilling.
Adolphus de Gymnich	Lotharius Quade.	Hermannus Quade.	Emundus de Wilburg.	Emmericus Kolve.
Petrus de Kaldenborn.	Theodorus Burggravius in Drachenfeld.	Wilhelm de Flodorff Burgr. in Odenkirch.	Wilhelmus Haaſe Marſchallius.	Wilhelmus Horſt.
Wilhelmus Keſſel.	Gerardus de Meckenheim.	L. S. ſine nomine.	L. S. ſine nomine.	L. S. ſine nomine.
Wilhelm Hurdt.	Werner Crümel.	Theodorus de Büchel.	Fridericus Steprath.	Joannes Quade.
Wilhelmus de Streitbach.	Wolterus Boulich.	Wilhelmus de Hove dictus Bell.	Theodorus Bourtſcheid.	Henricus Rollman.
Joannes de Walpott.	Otto Walpott.	Adamus de Ilem.	Theodorus de Zwivel.	Wernerus Gurtzgen.

Henricus

ANNO 1550.

Philippus Dithardus a Braunsberg.	Georgius de Leyen.	Gothardus de Duisberg.	Wilhelmus Kintzweiler.	Henricus Beissel.
Joannes a Virmond.	Erasmus Schall.	Hermannus Haase.	Joannes de Metternich.	Gerardus Schall.
Joannes a Frentz.	Gerardus de Arfft.	Wilhelmus de Kerzgen.	Theodorus ab Hemmerich.	Arnoldus ab Hemmerich.
Gothardus Deutsch.	Conradus Berenkot.	Philippus a Konigsdorff.	Bernardus a Vellbruggen.	Joannes a Waehtendonck.
Joannes a Brembr.	Bertramus a Mirbach.	N. Forst. &c.	Adamus de Halle.	Joannes a Paland.
Walramus Scheiffart.	Wilhelmus Scheiffart.	Wilhelmus de Reuseheuberg.	Winandus de Anstel.	Joannes de Randerach.
Fridericus de Metternich.	Theodorus de Metternich.	Wilhelmus de Metternich.	Heinricus a Schliekm.	Wilhelmus ab Hoffden.
Godscalcus ab Huls.	Conradus a Blanckart.	Joannes ab Ahr.	Joannes Schall.	Everardus de Brüggen.
Christophorus de Henslar.	Henricus ab Offenbruch.	Remboldus Scharpman.	Henricus Schal.	Wilhelmus Schall.
Engelbertus ab Aspelt.	Godolscalcus a Weyenhorst.	Gotthardus ab Eill.	Arnoldus a Velbruck.	Wilhelmus ab Efferen.
Joannes ab Stambroch.	Adamus ab Stambroch.	Jacobus Inginhove.	Joannes Schilling.	Leopoldus a Velbruck.
Adolphus Quadt in Buschfeldt.	Adamus de Gahlen.	Wilhelm de Goer.	Conradus Putzfelt.	Bertramus de Lippe.
	Joannes de Wever.	Wilhelmus de Buderich,		

Loca Sigillorum supra memorat. Civitatum.

Civitas Bonnensis.	Civitas Andernacensis.	Civitas Novesensis.
Civitas Arweilerana.	Civitas Lintzensis.	

Sequitur nunc CONFIRMATIO *Archi-Episcopi* JOANNIS GEBHARDI.

NOs Joannes Gebhardus Dei gratia electus in Archi-Episcopum Coloniensem, Sacri Romani Imperii per Italiam Archi-Cancellarius & Princeps Elector, Westphaliæ & Angariæ Dux &c. Hisce notum omnibusque fidem facimus: quandoquidem dilectus quondam Dominus noster & Prædecessor Archi-Episcopus Adolphus piæ recordationis Unionem Patriæ hujus nostræ Archi-Diœcesis cum præscitu & consensu Venerabilis Capituli nostri Metropolitani, Comitum, Ordinis Equestris, Civitatum & totius Patriæ prætactæ nostræ Archi-Diœcesis renovari & erigi fecit sub Dato anno Domini nostri 1550. Lunæ 12. mensis Maii. Sua Dilectio autem deinde in Domino obdormivit, adeo ut mentionati Archi-Diœcesis nostræ Status apud nostrum dilectum Dominum & proximum Prædecessorem Dominum Antonium electum & confirmatum &c. Juxta antiquam consuetudinem pro hujusmodi Patriæ Unionis confirmatione enixe humiliterque institerint; Veruntamen fata novissimi Prædecessoris nostri Dilectio deinde ex hac miseriarum valle in Domino decessit, absque quo ejusmodi Confirmatio Litteræque Confirmatoriales datæ & expeditæ fuerint.

Posteaquam vero nos uti Successor utriusque suæ Dilectionis à prædictis nostris Statibus pro hujusmodi confirmatione & corroboratione Litteris Nostris transfixis facienda enixe & devote interpellati fuimus: Nosque proinde non minus hanc rem & dictæ Archi-Diœcesis nostræ bonum, utilitatem, & incrementum promovere summo studio inclinati sumus. Idcirco nos præmissis iisdem, nec non prætactis humilibus precibus attentis, eisdem Statibus nostris clementer addiximus & appromisimus, Nos præfatam Patriæ Unionem in singulis ejusdem Punctis & Articulis clementissime confirmaturos, corroboraturos & stabilituros: Prout nos ejusmodi Patriæ Unionem taliter hisce & vigore harum transfixarum confirmamus & corroboramus, ac parati sumus, in quantum Nos concernit, eandem observare, & realiter adimplere. Et pro majori ejusdem firmitate hujusmodi transfixas Litteras propria manu subscripsimus, sigillari, dictæque Patriæ Unioni scienter appendi fecimus. Datum in Civitate nostra

Bonnæ, 25. die Octobr. Anno 1558.

JOHANNES GEBHARDUS manu mea.

{ L. S. JOHANNIS GEBHARDI Archi-Episcopi Colon. }

Sequitur CONFIRMATIO *Archi-Episcopi* ERNESTI.

NOs Dei gratia Ernestus electus & confirmatus in Archi-Episcopum Coloniensem, Sacri Romani Imperii per Italiam Archi-Cancellarius ac Princeps Elector, Episcopus Leodiensis, Administrator Diœcesium Monasteriensis, Hildesiensis & Frisingensis, Princeps Stabulensis, Comes Palatinus Rheni, utriusque Bavariæ, Westphaliæ, Angariæ & Bullionii Dux, Marchio Franchimontensis, &c. Hisce notum facimus omnibus & singulis; Quandoquidem quondam noster dilectus Dominus & Prædecessor Archi-Episcopus Adolphus, piæ recordationis, Patriæ Unionem hujus nostri Venerabilis Capituli Metropolitani, Comitum, Ordinis Equestris, Civitatis, & communis Patriæ prætactæ

prætactæ nostræ Archi-Diœcesis renovari & erigi fecit, cujus Data est, Anno Domini nostri millesimo quingentesimo & quinquagesimo, Lunæ duodecimo die mensis Maji.

Jam vero nos uti Successor a mentionatis nostris Statibus pro confirmatione & corroboratione prælibatæ Unionis Patriæ facienda enixe, devoteque interpellati fuimus. Nosque proinde hanc rem, & fatæ nostræ Archi-Diœcesis bonum, utilitatem & incrementum promovere summo studio inclinati sumus;

Eapropter nos iisdem nostris Statibus clementer addiximus & promisimus, præmentionatam Patriæ Unionem in omnibus & singulis ejusdem Punctis & Articulis nos clementissime confirmaturos, corroboraturos & stabilituros: prout hujusmodi Unionem Patriæ taliter hisce & vigore harum confirmamus & corroboramus; promittimus etiam sub nostro Electorali Honore & veris verbis, nos eandem Patriæ Unionem, in quantum nos concernit, firmiter & inviolabiliter adimpleturos: summoque etiam studio omnique efficacia curaturos, ut quicquid contra eandem factum aut præsumtum fuerit, cassetur. Proque hujus vera corroboratione & veritatis testimonio has Litteras propria manu subscripsimus, nec non Sigillo nostro clementissime sigillari fecimus. Datas in Civitate nostra Bonnæ vigesima tertia mensis Maii Anno quingentesimo nonagesimo tertio.

ERNESTUS Princeps Elector. m. p.

Sequitur CONFIRMATIO *Archi-Episcopi* FERDINANDI.

NOs Dei gratia Ferdinandus Archiepiscopus Colon. Sacri Romani Imperii Archi-Cancellarius & Princeps Elector, Episcopus Leodiensis & Monasteriensis, Coadjutor & Administrator Diœcesium Paderbornensis, Hildesiensis & Bergtesgadensis, Princeps Stabulensis, Comes Palatinus Rheni, utriusque Bavariæ, Westphaliæ, Angariæ, & Bullionii Dux, Marchio Franchimontensis &c. Hisce universis notum facimus; Cum Reverendissimus Serenissimus in Deo dilectus noster Consanguineus, & Pater Dominus Ernestus Archi-Episcopus & Princeps Elector Colonien. p. mem. juxta immutabilem Dei Omnipotentis voluntatem ex hac miseriarum valle pie decesserit;

Ideoque laudabiles in hisce Comitiis præsentes universi Status pro Confirmatione hujus Archi-Diœcesis nostræ Unionis Patriæ, quam quondam noster Prædecessor Archi-Episcopus Adolphus piæ recordationis cum præscitu & consensu Venerabilis nostri Capituli Metropolitani, Comitum, Ordinis Equestris, Civitatum & Communis Patriæ prætactæ nostræ Archi-Diœcesis Anno quingentesimo, quinquagesimo, duodecima die mensis Maji, renovari & erigi fecit, diligenter humiliterque institerunt, nosque proinde hoc negotium, & dictæ nostræ Archi-Diœcesis, bonum, utilitatem & incrementum promoveri summo studio inclinamur.

Hinc nos iisdem Statibus nostris clementer addiximus & promisimus, nos prætactam Patriæ Unionem in omnibus & singulis ejusdem Punctis & Articulis clementissime confirmaturos, corroboraturos & stabilituros: prout hujusmodi Unionem Patriæ hisce & harum Litterarum vigore confirmamus & corroboramus, spondemus etiam sub nostro Electorali Honore & veris verbis, eandem Patriæ Unionem, in quantum Nos concernit, Nos firmiter & inviolabiliter observaturos, manutenturos, & realiter adimpleturos, summoque etiam studio, omnique efficacia clementissime curaturos, ut quidquid adversus eam factum vel præsumptum fuerit, cassetur. Proque hujus vera corroboratione & veritatis testimonio hasce Literas propria manu subscripsimus, nec non Sigillo nostro clementissime sigillari fecimus. Datas in Civitate nostra Bonnæ decima quarta mensis Februarii, hujus Anni millesimi sexcentesimi & decimi quarti.

FERDINANDUS m. p.

{ L. S. Archi-Episcopi FERDINANDI. }

PETRUS HULSMAN m. p.

Sequitur CONFIRMATIO *Archi-Episcopi* MAXIMILIANI HENRICI.

NOs Dei gratia Maximilianus Henricus Archi-Episcopus Coloniensis, & Princeps Elector, Episcopus Hildesiensis & Leodiensis, Administrator Bergtesgadensis, Comes Palatinus Rheni, utriusque Bavariæ, Westphaliæ, Angariæ & Bullionii Dux, Marchio Franchimontensis &c. Hisce notum facimus ac fatemur palam pro nobis, nostrisque in Archi-Diœcesi Successoribus: Cum in factæ Intronisationis nostræ Actu apud nos, una cum Venerabili Capitulo nostro Metropolitano sese tres Sæculares hujus nostræ Archi-Diœcesis laudabiles Status pro confirmatione Unionis Patriæ humiliter insinuaverint, nosque præterea requisiverint & petiverint, desuper, & quod eadem imposterum, uti ab antiquo, in omnibus suis Punctis & Clausulis sit observanda, clementissimum in Scriptis Reversale communicari; Nosque proinde id iis taliter præstituros jam tum clementissime firmiter addixerimus & promiserimus; Quod nos idcirco hisce & vigore harum dictam Patriæ Unionem clementissime confirmemus & stabiliamus; Prout etiam iterato firmiter promittimus, Nos eandem in omnibus suis Punctis & Clausulis firmiter, stabiliter, & inviolabiliter observaturos, fatos nostros laudabiles Patriæ Status conjunctim vel singulatim adversus eandem nullo modo nec via gravaturos, vel gravari permissuros. In quorum fidem hasce Literas ipsimet subscripsimus, eisque Electorale Sigillum nostrum scienter appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Coloniæ 26. mensis Octobris Anno a Nativitate Christi Domini Redemtoris nostri millesimo sexcentesimo & quinquagesimo.

MAXIMILIANUS HENRICUS.

{ L. S. MAXIMILIANI HENRICI Archi-Episcopi. }

PET. BURMAN. m. p.

Sequitur CONFIRMATIO *moderni Serenissimi Archi-Episcopi & Principis Electoris Coloniensis* JOSEPHI CLEMENTIS &c. *juratæ Capitulationi inserta.*

In nomine Domini Amen.

NOs Josephus Clemens Archi-Episcopus Coloniensis, Sac. Rom. Imperii Princeps Elector, per Italiam Archi-Cancellarius, sanctæ Sedis Apostolicæ Legatus natus, Episcopus & Princeps Frisingensis & Ratisbonensis, Administrator Berchtesgadensis, utriusque Bavariæ, superioris Palatinatus, Westphaliæ & Angariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Luchtenbergensis &c. Notum facimus universis & singulis publice, quod cum tam in anno millesimo sexcentesimo octuagesimo octavo, decima nona mensis Julii, in Actu de nobis factæ Electionis ad Archi-Episcopatum Coloniensem, per Serenissimum Principem D. Ludovicum Antonium Montium ac Juliæ Ducem, Principem Neoburgensem, ac supremi Ordinis Teutonici Magnum Magistrum &c. Dominum Cognatum nostrum, quam insuper etiam in desuper sub 12. Octobr. anni præmissi, per nomine nostro constitutum Procuratorem Celsissimum Dominum Philippum Heinricum Ducem de Croy &c. Ecclesiæ Metropolitanæ Coloniensis Canonicum Capitularem adeptæ possessionis præfati Archi-Episcopatus & Electoratus tempore per utrumque promitti & respective adjurari fecimus, &c.

Clausula concernens.

Decimo quarto pro majore præmissorum corroboratione omnia & singula Statuta, Jura & Privilegia, bonos Mores & Consuetudines dictæ Ecclesiæ nostræ, Unionem etiam Patriæ nostræ Coloniensis, Anno millesimo quadringentesimo sexagesimo tertio, vigesima sexta die Martii factam, & anno millesimo quingentesimo quinquagesimo duodecima Maii renovatam in omnibus eorum

ANNO 1550.

eorum Clausulis, præsentium tenore innovamus, approbamus, & autoritate nostra ordinaria confirmamus, & de novo concedimus, neque per Nos, vel alios nostro nomine contrarium attentari vel fieri permittemus:

In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium has nostras Literas propria manu subscripsimus, & Sigilli nostri jussimus & fecimus appensione communiri.

JOSEPHUS CLEMENS Elector m.p.

L. S.
Archi-Episcopi
JOSEPHI CLEMENTIS.

DECLARATIO *Electoris* JOSEPHI CLEMENTIS, *quòd pecuniæ subsidiariæ, sibi ab Ordinibus præsenti Bello in commune bonum suppeditatæ in consequentiam nullatenus contra Libertates, Privilegiaque eorum trahi debeant. Data Bonnæ anno 1694.*

NOs Dei gratia Josephus Clemens Archi-Episcopus Colon., Sac. Rom. Imperii per Italiam Archi-Cancellarius, & Princeps Elector, Apostolicæ Sedis Legatus natus, Episcopus Leodiensis, Præpositus Bergtesgadensis, Coadjutor Hildesiensis, utriusque Bavariæ, nec non superioris Palatinatus, Westphaliæ, Angariæ & Bullionii Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergensis, Marchio Franchimontensis, Comes Lossensis & Hornensis &c. Universis notum fidemque facimus per patentes hasce Literas pro Nobis nostrisque Successoribus Archi-Episcopis & Diœcesi. Cum Venerabiles & Nobiles Decanus ac Capitulum, itemque Comites & Viri Illustres, Ordo Equestris & Civitates Diœcesis nostræ Coloniensis, devoti nobis dilecti Consiliarii & fideles, jam aliquo abhinc tempore, sub initium & continuationem Belli motuum ac turbarum, insontem hanc Archi-Diœcesin involventium, pro avertendis hostilibus malis, pacificoque statu restabiliendo, successivis aliquot annis ad clementissimas ac benigniter factas instantias pluribus variisque vicibus, in ocurrentibus nostris nostræque Archi-Diœcesis notabilibus necessitatibus, non medioeres pecuniarum summas ex bona libera voluntate, & non aliter; (dum ad id faciendum de Jure & a Justitiâ exigenti minime obligati fuerunt) duntaxat ingentem necessitatem, & pericula, ac formidabile ob oculos versans dilectæ Patriæ exitium cum commiseratione, considerantes, suppeditaverint, contribuerint ac dederint: Ad hoc etiam & iterato ex bona ac libera voluntate pro meliori sæpiusque exoptata omnimoda Paritate utrorumque Ecclesiasticorum, & Sæcularium hujus nostræ laudabilis Archi-Diœcesis Subditorum, in descriptionem bonorum, (ut ita unitim ingruenti hujusmodi malo anteverti posset, ita tamen, ut dictis Statibus hujusmodi descriptionem & Collectationem cassare quovis tempore integrum ac liberum remaneat) haut gravatim condescenderint: Pro quo nos ipsis omnibus & eorum cuilibet in solidum merito clementissimas gratias rependimus, id ipsum erga eosdem Gratiis remereri non immemores futuri, sed clementissime aggituri, eosque eo diligentius & fidelius adversus quascunque injurias & violentias, in quantum ullatenus possibile, protecturi & defensuri. Ut autem prætactis nostris Patriæ Statibus hujusmodi voluntariæ suppeditatæ Contributiones & subsidiales pecuniæ, nec non extraditæ descriptiones, desuperque in extremis hisce necessitatis casibus factæ Repartitiones & Collectæ ad nocivam consequentiam & præjudicium non cedant, vel etiam ipsis seu posteritati suæ in aliam quamcunque sinistram partem expliceutur, iique penes avita sua Jura, Privilegia & Exemtiones, absque molestationibus relinquantur, & vigore Unionis Patriæ in iis minime turbentur, sed undiquaque omni meliori modo manutencantur & defendantur.

Ea propter promittimus ac pollicemur, Nos pro nobis nostrisque in Archi-Diœcesi Successoribus, mediantibus hisce Litteris in bona fide sub nostris Electoralibus Honoribus & veris verbis nos prætactas pecunias subsidiarias non aliter quam voluntaria & charitativa subsidia, uti & memoratas ac initas descriptiones desuperque factas exactiones non pro debito, neque consuetudine & obligatione, sed duntaxat pro voluntaria præstatione & fideli devotione acceptasse.

Nos etiam neque debemus neque volumus hujusmodi pecunias subsidiarias, exactionem & descriptionem unquam de Jure vel ex debito allegare, aut eorundem Jus aliquod seu possessionem vel quasi &c. Nobis arrogare, jactitare aut prætendere, neque Successores nostri id ipsum prætendere habere debebunt, vel volent, nulla ratione: multo potius iidem omnes vel singuli imposterum hujusmodi Oneribus, Contributionibus & Subsidiis exemti, liberati, minimeque coacti, ad Descriptiones pariter nullatenus obligati existent, prout supra latius mentionatum.

Eumque in finem, si Descriptiones & Collectationes per Status fuerint cassatæ, ex tunc cuivis statui sua Descriptio ex Cancellaria fideliter restitui, eaque penitus mortificata esse debebit.

Nos etiam id ipsum & similia in posterum nunquam, (nisi fiat cum ulteriori eorundem bona voluntate) ab ipsis requiremus, sed eos penes bene acquisita continuanda Privilegia & Exemptiones tuebimur, manutenebimus & conservabimus, absque tamen Archi-Diœcesis nostræ Dominii & Jurium renunciatione, seclusis dolo & fraude.

In quorum fidem & veritatis Testimonium Nos præsentes Litteras manu propria subscripsimus, Sigilloque nostro munitas communicavimus. Et quia hæc cum scitu & voluntate Venerabilium & Nobilium devotorum nobis dilectorum Decani & Capituli nostri Metropolitani sunt acta; idcirco eosdem benigne & clementer requisivimus, ut, in Testimonium veritatis & perpetuæ firmitatis robur, Sigillum suum hisce simul appendere vellent. Id quod nos Decanus & Capitulum Metropolitanum ad Clementissimi Domini nostri Archi-Episcopi & Principis Electoris instantiam & petitionem taliter verum esse fatemur, & id ipsum pro stabili firmitate lubenter fecimus atque etiam Capituli nostri Sigillum hisce appendimus. Datum in Residentia nostra Civitatis Bonnensis 19. mensis Novembr. 1694.

JOSEPH CLEMENS Elector.

L. S. Archi-Episcopi JOSEPHI CLEMENTIS.	L. S. Metropolitanæ Ecclesiæ Colon.

CASPAR BUCK, m. p.

IV.

15. Dec. L'EMPEREUR ET L'ECOSSE.

Traité de Paix conclu entre l'Empereur CHARLES V. & MARIE STUARD *Reine d'Ecosse. A Binch en Hainaut le 15. de Décembre 1550.* [Manuscrit.]

CAROLUS QUINTUS, Divinâ favente clementiâ, Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, & utriusque Siciliæ Rex; Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Limburgiæ & Geldriæ; Comes Habsburgi, Flandriæ, Arthesiæ & Burgundiæ, Palatinus Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Ferreti, Namurci & Zutphaniæ, Princeps Sueviæ, & Sacri Imperii Marchio; Dominus Frisiæ, Salinarum, Mechliniæ, Civitatis, Urbium & Provinciæ Trajectensis, cis & ultra Isalam, & Groeningæ, Dominator in Asia & in Africa, ad perpetuam rei memoriam, Recognoscimus, pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris & notum facimus tenore præsentium Universis; Quod cùm nuper videlicet 15. mensis Decembris anno millesimo quingentesimo quinquagesimo Binchii in Hannonia inter nostros Commissarios & Procuratores, & Serenissimæ Principis Dominæ Mariæ Scotorum Reginæ Legatum, de consensu Tutoris ipsius & Regni Scotiæ Dominatoris, Dominorumque magni Consilii, ad hoc specialiter deputatum, perpetuum Pacis Fœdus percussum fuerit, ac inter cætera conventum sit quòd dictum Fœdus in forma congrua à nobis & prædicta Regina Scotorum, ejusque Tutore & Gubernatore, Dominisque magni Consilii, nec non Proceribus & Statibus Regni Scotiæ tàm suo suorumque Hæredum & Successorum Regum & Reginarum Scotiæ, quàm ipsius Regni & Subditorum ejus nomine ratificari, & cum Juramento confirmari ejusmodi Ratificationis & Confirmationis Documentum sub Sigillis debitis expeditum prima die mensis Maji

ANNO 1550.

Maji anni 1551. in Oppido nostro Antuerpiensi Commissariis ad hoc ab utraque parte respective deputandis tradi atque exhiberi debeat, quemadmodum ex Articu is præfati Fœderis latius patet, quorum tenor de verbo ad verbum sequitur & est talis.

Nos Ludovicus de Flandria, Dominus de Praet, Eques Ordinis aurei Velleris, & secundus Cubicularius Invictissimi, Potentissimique Principis ac Domini nostri Caroli V. Romanorum Imperatoris ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ &c. Regis, Archiducis Austriæ, Ducis Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Geldriæ, & Comitis Habsburgi, Flandriæ, Arthesiæ, Burgundiæ, Palatini Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Ferreti, Namurci & Zutphaniæ, Principis Sueviæ, & Sacri Imperii Marchionis, Domini Frisiæ, Salinarum, Mechliniæ, Civitatis Urbium & Provinciæ Trajectensis, cis & ultra Isalam, & Groeningæ; Joannes de Sancto Mauritio, Dominus de Montbarrey, Præses rerum Status, & Vigilius de Zuickem Præses secreti Consilii prædictæ Cæsareæ Majestatis, Equites & Juris utriusque Doctores, supradictæ Cæsareæ Majestatis Commissarii ad infrascripta ab eadem deputati: & Thomas Erskin, Eques, Consiliarius & Commissarius itidem à Serenissima Regina Domina Maria Regina Scotorum, de consensu & authoritate Illustris Domini Jacobi Ducis Castelli-Heraldi Comitis Araniæ, Domini de Hanneton, Tutoris & Gubernatoris, Dominorumque Magni Consilii Regni Scotiæ, ad hoc specialiter deputatus, juxta Mandata quorum tenores præsentibus inferuntur; Notum facimus universis præsentibus & futuris, quòd cum aliquandiu gravis discordiæ hostilitas ac Bellum, inter Potentissimum Romanorum Imperatorem, ejusdemque Regna, Terras, ac Dominia Hæreditaria de una, dictamque Reginam Scotiæ, præfatumque Tutorem & Gubernatorem, nec non Proceres, Status & Subditos ejusdem Regni ex altera parte extitissent, Subditique utriusque Partis gravia inde damna perpessi fuissent, ac tandem super eorum compositione, instaurandaque Pace, Concordia & tranquillitate publica, intercessione Serenissimi & Christianissimi Francorum Regis, communicandi, tractandi, & conveniendi potestas à supradicta Cæsarea Majestate, Serenissimaque Scotiæ Regina ejusque Tutore ac Regni Gubernatore nobis facta, concessaque esset; nos habitâ desuper matura communicatione, & relectis veterum Fœderum & Pactorum Litteris, quæ inter Majores & Prædecessores utriusque Partis, eorundemque Regna, Provincias, Populos ac Terras, nominatim verò inter Serenissimum quondam Jacobum Scotorum Regem, ac Illustrissimum Potentissimumque Principem Philippum Ducem Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, anno 1448. in Urbe Bruxellensi intercesserunt, ac per Sacram Cæsaream Majestatem, ipsiusque Serenissimæ Dominæ Genitorem renovatæ fuerunt; Nos eadem instaurando, confirmando, atque amplificando in infrà scriptos Articulos nomine dictorum Principum convenimus ac consensimus & secundum præsentem tenorem convenimus & consentimus; inprimis quod omnes Inimicitiæ, Discordiæ, Hostilitas & Bellum, quæ inter præfatam Cæsaream Majestatem ejusque Regna, Terras & Dominia suprà in ipsius titulo ad longum enumerata, ac alia per eundem in præsentiarum concessa, ipsorumque Regentes, Gubernatores & Subditos ex una; & prædictam Serenissimam Reginam Scotiæ, ejusque Tutorem & Gubernatorem, Proceres ac Subditos prædicti Regni Scotiæ, Terrasque & Dominia ex altera parte hactenus extiterunt, remissa atque extincta erunt, & cum præteritarum rerum ac prætensarum quarumcumque injuriarum perpetua oblivione in posterum penitùs abolita censebuntur; ita quod occasione earum seu ob violationem præcedentium Fœderum, nihil posthàc ab alterutro eorum, quod sinceritatem Amicitiæ præsenti Tractatu instauratæ lædere aut impedire possit, alteri objici aut allegari queat & debeatur, neque deinceps ipsi Hæredes ac Successores eorum committent ut alter alteri aut Subditis, Regnis, Terrisque ei subjectis aut sub ejus protectione, & obedientia hoc tempore constitutis, Bellum inferat, hostiliterve per se aut per alios eos impediat, offendat, aut invadat, ac non modo ipsi ab omni hostilitate abstinebunt, verum etiam Subditos suos & eos qui sub potestate & obedientia eorum sunt, ab omni vi temperare & abstinere cogent & curabunt, revocando quascumque Commissiones ac Litteras Patentes tam represaliarum, quàm alias quascumque super facultate belligerandi & Subditis alterius Principis nocendi, sive Incolis sive Extraneis datas & concessas declarandoque easdem nullas & cassas penitusque abolitas, ita quod si aliquis deinceps quicumque in eorum prætextu attentare aut Subditis alterius nocere contigerit, si pro Hostibus, Prædonibus, ac Pyratis ab utraque parte habeantur, & pro talibus hactenus tractentur ac puniantur, & præter criminalem pœnam Subditis id requirentibus damna illata atque omnia resarcire compellantur, eritque deinceps inter præfatam Cæsaream Majestatem, Serenissimamque Reginam ac utriusque Hæredes & Successores, nec non Regna, Gubernatores & Subditos bona & sincera vicinitas, firmaque Pax per Terram, Mare & Aquas dulces futuris temporibus perpetuò duratura & inviolabiliter servanda, ita quod Subditi prædictorum Regnorum & Terrarum hinc inde, tam per Terram quàm Mare & Flumina publica, sine aliquo Salvo conductu aut Licentia generali vel speciali, ad dicta Regna, Dominia, vel Terras, Civitates, Oppida, Littora, Portus & Sinus quoscumque tutò, liberè, securè accedere, intrare, navigare & in iisdem, quandiu voluerint, agere, morari, & conversari, ibidemque Merces, Commeatus, & Victualia & alia eis congrua & necessaria sine quacunque contradictione emere & vendere valeant, nec non ab iisdem Regnis, Dominiis, Terris, Civitatibus, Oppidis, Littoribus, Sinubus, Portubus & Districtibus & eorum quo libet, totiès quotiès iis placuerit, ad Regiones, Provincias, Terrasque proprias vel alienas cum propriis conductis aut commodatis Navigiis & Vehiculis, nec non Mercimoniis, bonis & rebus quibuscumque, liberè & securè ire, redire & discedere, & juxta Statuta Regnorum, Terrarum & Locorum, solutisque Teloniis & Vectigalibus eorumdem, sine omni impedimento negotiationes suas liberè exercere possint, ita quod nec Personæ, neque Naves, res vel Merces earundem debeant per Principes utrarumlibet Dition um, earumve Præfectos, Locumtenentes aut Subditos, quovis colore, prætextu vel occasione, detineri, arrestari, aut quovis modo damnificari.

Item ad pleniorem veteris Amicitiæ confirmationem, Majorum vestigiis insistendo, dicta Cæsarea Majestas, Serenissimaque Scotiæ Regina, sicut in Litteris Fœderis inter quondam Serenissimum Jacobum Scotiæ Regem ac Philippum Burgundiæ Ducem initi plenius continetur, vera & sincera dilectione & benevolentia deinceps sese mutuò complectentur, ac alter alterius commodum, utilitatem & honorem procurabit, incommodum aut damnum & detrimentum avertere, & impedire pro virili studebit, & si quando per Inimicos, Hostes & Adversarios Partis unius, qui tamen non sint vel fœdere vel sanguinis aut affinitatis, aut arcto vinculo Parti alteri conjuncti, Bellum moveri aut inferri contigerit, & Pars ea cui Bellum erit illatum, Partem alteram pro subsidio, subventione & assistentia sibi contra Adversarios, Hostes & Inimicos suos præstanda requisierit, aut requiri debitè fecerit, eo casu Pars sic requisita tenebitur & debebit alteri Parti requirenti auxilium, subsidium & assistentiam cum effectu præstare & succursum tàm Hominum armatorum, quàm Victualium, Navium, Machinarum, Artilleriarum, & aliarum rerum ad Bellum pertinentium in ampliori copia, & cum meliori diligentia, qua secundùm casus exigentiam & secundum statum & dispositionem agendorum dictæ Partis requisitæ commodè pro tunc fieri poterit, mittere.

Item si quando alteri Partium, Bellum quodcumque inciderit, eademque postea pro bono & commodo suarum Patriarum, Pacem & Inducias cum suo Adversario & Inimico inire voluerit, ideò citra aliquod alterius impedimentum, dum & prout sibi expedire videbitur; ita tamen ut alteram Partem inter suos Amicos & Confœderatos, juxta prædicti antiqui Fœderis inter dictum Jacobum Scotiæ Regem, & Philippum Burgundiæ Ducem initi tenorem comprehendat.

Item si per Homines stipendiarios, Vasallos aut Subditos Partis unius, alteri Parti vel Patriæ, Dominiis, Vasallis, Stipendiariis aut Subditis ipsius damnum aut detrimentum fieret aut inferretur, in eorum Personis, aut Bonis, in Terra vel Mari, in eum eventum Pars illa de qua damnum processerit, tenebitur compellere culpabiles ad reparandum & restituendum cum effectu, Parti læsæ damnum aut gravamen sibi irrogatum, idque juxta modum & formam certæ Conventionis & Contractus inter Serenissimam Dominam Mariam Hungariæ, Bohemiæ, &c. Reginam, & inferioris Germaniæ pro Cæsarea Majestate Rectricem & Joannem Campbellum Serenissimi quondam Regis Jacobi novissimè defuncti Ambassa-

ANNO 1550.

Ambassatorem, anno 1541. apud Binchium initi, & postea per eundem Regem confirmati. Ad hæc quælibet Partium prædictarum sincerè & bona fide operam dabit, ut Pyratæ cujuscumque Nationis fuerint omninò à Mari ac Littoribus Regnorum, & Dominiorum utriusque Partis exterminentur, nec in Terris aut Portubus alterius quovis modo receptentur, tenebiturque Insulas & Districtus suæ Jurisdictionis, Regnorum & Dominiorum tueri & defendere adversus incursiones quorumcumque Latronum & Pyratarum per quos Subditi Partis utriusque in suis Negotiationibus, Navigationibus, & Piscationibus quomodolibet damnificari possent, & si qui Pyraticam exercere præsumpserint, nulla certa habitatione cogniti, sed vel in desertas Insulas, vel alia ignota loca se recipientes, per quos alterutrius Principis Subditos, damna recipere continget, eos una Pars ad alterius requisitionem communibus armis prosequi tenebitur, nec ab incæpto desistet, donec capti meritas pœnas luerint, aut Mari deturbentur, eodemque modo procedetur adversus eorum sustentatores & fautores, si quos fortè in Ditionibus alterutrius Principis inveniri contigerit. De numero autem & quantitate Navium, quibus prosequendi erunt, inter ipsos Principes, ipsorumve ad hoc deputatos Consiliarios, cùm necessitas aut rei occasio ita fieri postulaverit, tractabitur, atque concordabitur.

Circa Piscationem verò ac liberum usum Maris, ea quæ per supradictum Tractatum anno 1541. 19. Februarii, Binchii inter Serenissimam Reginam Mariam & suprà nominatum Oratorem Regis Scotiæ inita, conclusa ac conventa fuerint debitè ac sincerè observari debebunt.

Porro ut injuriam quoque passorum querimoniis satisfiat, salvum & liberum erit utriusque Partis Subditis capta & ablata ante Belli declarationem, mense Majo, anno 1544. factam, juxta Recessum 28. Aprilis anno 1545. cum Oratore Regni Scotiæ Davide pariter Antuerpiæ initum & conclusum, mediante Justitia prosequi, quemadmodum etiam de his, quæ post dictum Recessum usque ad 1. Maji anni 1547. circa quod tempus ad priorem hostilitatem denuò reditum fuit, contra Salvos conductus & Attestationes illata comperientur, damnumve passis contra prædictos deprædatores, ac Litterarum Salvi conductus & Attestationum violatores duntaxat eorumve Successores quatenus ad eos pervenit aut locupletiores inde facti sunt, prompta administrabitur Justitia; quod si autem ipsi deprædatores eorumve successores, ut suprà, condemnati & discussi reperti fuerint non esse solvendo, propterea tamen dicti Principes Litteras repressaliarum concedere aut Bellum renovare non poterunt. Subditi autem alterutrius Partis quos in promptu aut saltem intra trimestre tempus constiterit, vigore repressaliarum prius concessarum vel quovis alio modo damna sibi illata recuperasse, nullam pro iisdem amplius persecutionem aut actionem habebunt. Similiter si quæ post id tempus quo Belli abstinentia juxta relationem Sebastiani de Laubespine Abbatis à Bassfontanis Oratoris Christianissimi Regis Francorum, ab eodem Rege nomine Serenissimæ Reginæ Scotorum promissa, & per Serenissimam Reginam Hungariæ die 14. mensis Augusti proximè præteriti, nomine Cæsareæ Majestatis, acceptata fuit à Subditis alterutrius Partis, contra eandem abstinentiam, damna illata comperiantur, ea quoque planè, & integrè utrinque reparabuntur, bonaque ablata restituentur, trangressores dictæ abstinentiæ congruis pœnis afficientur.

Item si contingat (quod tamen Deus avertat) per inadvertentiam aut aliàs per dictas Partes, aut alteram earundem, aut per eorum seu Hæredum aut Successorum suorum Vasallos, Subditos seu Stipendiarios quidquam in posterùm ullo unquam tempore, Terra vel Mari, contra præsentis Contractus & Fœderis tenorem fieri, innovari aut attentari, per hoc tamen præsens Pax & Confœderatio rupta non erit, neque ullo modo annullata aut rupta censebitur; sed ea in suis viribus permanebit, nec Bellum ob hujusmodi attentata indici aut moveri debebit, sed ea ipsa attentata & innovata in contrarium facta Parti læsæ benè, debitè & promptè reparabuntur & restituentur, & nihilominus præsens Contractus & Fœdus in suo vigore & virtute, quemadmodum ante hujusmodi factam & habitam novitatem fuerat, in perpetuum manebit, & pro ipsis attentatis solummodò punientur ipsi attentantes & damnificantes & non alii, idque tàm in bonis quàm in corpore, nec debebunt propterea Litteræ repressaliarum, aut alia Mandata quæcumque, debitis admonitionibus & requisitionibus non præcedentibus, decerni, aut ii qui damna non intulerunt aliquo pacto molestari; admonitiones autem & requisitiones fiant per expressum Nuncium vel Legatum quem Princeps Partis quæ de Jure sibi denegato contendet, mittet hac de causâ ad alterum Principem, post cujus Legati vel Nuncii reditum, si constat clarè & apertè Jus denegari aut indebitè retardari, aut plus justo differri, repressalia concedi poterunt, & non aliàs.

ANNO 1550.

Præterea Privilegia Subditis Regni Scotiæ per piæ recordationis Ludovicum Flandriæ Comitem anno 1359. concessa, & per Philippum Burgundiæ Ducem anno 1394, nec non Conventiones inter Deputatos Regis Scotiæ & Philippi Ducis Burgundiæ anno 1427. initæ, & per Carolum Ducem Burgundiæ & præfati Ducis Filium 1469. mense Martio confirmata, nec non Contractus anno 1529. & anno 1531. die 24. Julii per prædictam Cæsaream Majestatem confirmatus, juxta ipsorum formam ac tenorem in suo robore & vigore permanebunt, firmique & rati erunt, quatenus tamen alicui Articulo præsentis Contractus non adversabuntur; vice quoque versa Mercatoribus & Subditis Regnorum & Dominiorum Cæsareæ Majestatis omnia & singula Privilegia in prædictis Litteris, Conventionibus & Contractibus contenta in Regno Scotiæ permissa erunt, iisque liberè & reciprocè uti & frui poterunt, prout juxta prædicta Privilegia, Conventiones & Contractus Subditi Regni Scotiæ uti & frui debebunt.

Item pro parte Cæsareæ Majestatis prædicti sui Commissarii reservaverunt, incluserunt, & comprehenderunt in hoc Fœdere & Tractatu Serenissimum Regem Romanorum, Hungariæ & Bohemiæ, item Christianissimum Regem Francorum, nec non Serenissimum Regem Angliæ, item Serenissimum Electum Regem Daniæ & Norvegiæ, ac Status Sacri Romani Imperii secundum vim perpetuæ Confœderationis, quam illi, eorum Regna, Patriæ & Subditi invicem habebunt: item pro parte Serenissimæ Reginæ Scotiæ præfatus suus Legatus reservavit, inclusit, & comprehendit in hoc Fœdere & Tractatu Christianissimum Regem Francorum, Serenissimum Regem Romanorum, nec non Serenissimum Regem Angliæ, & Serenissimum Regem Bohemiæ; item Serenissimum Regem Daniæ & Norvegiæ ac Status Sacri Romani Imperii, secundum vim perpetuæ Confœderationis quam illi, eorum Regna, Patriæ & Subditi invicem habebunt.

Item ad plenius præmissorum robur, præsens Tractatus à Cæsarea Majestate pro se suisque Hæredibus & Successoribus ex una, nec non, ob Serenissimæ Reginæ Scotiæ pupillarem ætatem, à Tutore eodemque Gubernatore, Dominisque magni Consilii, nec non Proceribus & Statibus Regni Scotiæ tam prædictæ Reginæ suorumque Hæredum & Successorum Regum & Reginarum Scotiæ, quàm ipsius Regni & Subditorum ejus nomine ex altera parte, in forma congrua & cum Juramento ratificabitur & confirmabitur, Ratificationumque Documenta sub Sigillis debitis expedita, primo die Maji, anni sequentis 1551. in Oppido Antuerpiensi, Commissariis ad hoc ab utraque parte respectivè deputandis, hinc inde tradentur atque exhibebuntur, & nihilominus à die Datæ præsentium Pax certa & firma erit, licebitque Subditis utriusque Partis agere & negotiari, quemadmodum si dictæ Ratificationes in præsentiarum ab utraque parte exhiberentur. debebit quoque prius Pax & Concordia ab utraque parte in omnibus principalibus Civitatibus & Locis prædictorum Regnorum & Terrarum, ubi hoc fieri consuetum est, cùm primùm possibile erit, absque ulla fraudulenta dilatione, publicari ac promulgari, dolo & fraude in omnibus præmissis penitus quoque seclusis atque semotis. In quorum omnium & singulorum fidem, nos prædictæ Sacræ Cæsareæ Majestatis Commissarii, nec non Serenissimæ Reginæ Scotiæ Legatus nominibus quibus suprà, præsentes Litteras Sigillis nostris sigillavimus & manibus nostris subscripsimus. Datum Binchii in Hannonia anno Domini 1550. die 15. mensis Decembris.

Tenores autem Commissionum sequuntur & sunt tales.

CAROLUS Quintus, divinâ favente gratiâ, Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, & Geldriæ &c. Comes Habspurgi, Flandriæ, Arthesiæ & Burgundiæ, Palatinus Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Ferreti, Namurci & Zutphaniæ, Princeps Sueviæ & Sacri Imperii Romani Marchio, Dominus Frisiæ, Salinarum, Mechliniæ,

ANNO 1550. liniæ, Civitatis Urbium & Provinciæ Trajecti, cis & ultra Isalam, & Groeningæ; Dominator in Asia & Africa, universis & singulis ad quos præsentes Litteræ pervenerint salutem. Notum facimus quod nos de summa prudentia & dexteritate Serenissimæ Dominæ Mariæ Reginæ Hungariæ, Bohemiæ &c. pro nobis in inferiore Germania Rectricis & Gubernatricis generalis, Sororis nostræ charissimæ, nec non de fide, integritate & industria dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum Domini Ludovici de Flandria Domini de Praet, Equitis Ordinis aurei Velleris, & secundi Cubicularii nostri &c. nec non Joannis de Sancto Mauritio Domini de Montbarrey, Præsidis rerum Status & Vigilii de Zwichem, Præsidis secreti Consilii nostri, Equitum & utriusque Juris Doctorum plurimum confidentes; eandem absentem tanquam præsentem solam, vel si eidem vacare non licuerit, suprà nominatos Consiliarios nostros veros, certos & indubitatos Commissarios & Procuratores ordinavimus, deputavimus & constituimus; ordinamus, deputamus & constituimus per præsentes: Dantes eidem Reginæ in solidum, seu aliis prænominatis conjunctim & duobus eorum divisim authoritatem, facultatem, potestatem generalem, & mandatum speciale pro nobis & nomine nostro cum Oratore, Ambassatore, Commissario sive Procuratore Serenissimæ Dominæ Mariæ Reginæ Scotorum de consensu & authoritate Tutoris ejusdem & Gubernatoris Dominorumque Magni Consilii Scotiæ ad hoc deputato & sufficientem authoritatem habente de & super vera, sincera, firma ac perpetua Pace & Fœdere Amicitiæ & Concordiæ, perpetuis temporibus, seu ad vitam utriusque nostrum seu minora tempora duraturis, inter nos, Hæredes Successoresque necnon Subditos, Regna & Dominia nostra, ac dictam Reginam, ejusque Hæredes, Successoresque Reges ac Reginas Scotiæ ejusdemque Subditos, Regnum, & Dominia incundis, & celebrandis, aut super renovatione, confirmatione & amplificatione Contractus & Fœderis Pacis inter nos & Serenissimum quondam Jacobum Scotorum Regem, præfatæ Reginæ Genitorem, initi & confecti, tractandi & communicandi, paciscendi, conveniendi & firmiter concordandi & concludendi, ac de & super omnibus & singulis hujusmodi tractatis, pactis & conventis & conclusis, Litteras, Instrumenta & alia Documenta conficiendi & dandi, & ab altera parte petendi & recipiendi, & generaliter omnia alia & singula faciendi quæ ad perpetuam seu temporalem Pacem bonumve publicum utriusque Regnorum, Provinciarum, Patriarum & Dominiorum opportuna fuerint in prædictis circa ea necessaria, & quæ nobis facere liceret, si præmissis interessemus, etiamsi ad ea perficienda de sui natura mandatum exigeretur magis speciale; promittentes bona fide & in verbo Imperiali ac Regio id totum & quidquid dicta Serenissima Regina prædictive Commissarii nostri in præmissis & circa ea duxerint faciendum ratum, gratum & firmum nos habituros, atque illa ratificaturos, nec contra ea ullo unquam tempore facturos, vel quovis pacto venturos, sed inviolabiliter ea observaturos. In cujus rei testimonium & fidem præsentes Litteras expediri, Sigillique nostri appensione jussimus communiri. Datum Bruxellæ calendis Novembris anno 1550. Imperii nostri Romani 31. & Regnorum nostrorum Castiliæ, Legionis, utriusque Siciliæ & cæterorum 35. *Supra plicam* per Imperatorem, VERREICKEM, *& erant dictæ Litteræ sigillatæ cum magno Sigillo Imperatoris & cera rubra.*

MARIA, Dei gratia, Regina Scotorum Universis & singulis ad quorum notitiam præsentes Litteræ pervenerint, salutem. Noveritis quod nos de fide, industria, legalitate & proinde circumspectione dilecti nostri Consanguinei & fidelis Consiliarii Thomæ Erskin Equitis, primogeniti Domini & familiæ ab Erskin plurimùm confidentes, ipsum nostrum verum & indubitatum Commissarium & Procuratorem, Legatum & Nuntium specialem, cum consensu & assensu ac authoritate clarissimi Consanguinei nostri Jacobi Comitis Araniæ, Domini de Hannetoun, nostri Tutoris & Regni Gubernatoris, ac etiam Dominorum magni nostri Consilii, facimus, constituimus & ordinamus per præsentes, dantes & concedentes, cum assensu & authoritate prædictis, eidem nostram plenariam & omnimodam potestatem, authoritatem & mandatum speciale & generale, quibuscumque diebus & locis, pro nobis & nomine nostro, omnium supradictorum, cum invictissimo Carolo Romanorum Imperatore semper Augusto, Rege Castiliæ, & Domino Burgundiæ &c. aut cum Excellentissima & Serenissima Principe Maria Hungariæ Regina ipsius Sorore, Flandriæ & aliarum Provinciarum & Dominiorum inferioris Germaniæ Regente & Gubernatrice, vel cum aliis quibuscumque à prædicto Cæsare ejusve Sorore Regente & Gubernatrice prædictam potestatem habentibus, conveniendi, & de & super firma & perpetua Pace & Concordia perpetuis temporibus seu ad vitam utriusque nostrum, seu minora tempora duraturis inter dictam Cæsaream Majestatem, suosque Successores, Subditos, Regna, Provincias & Dominia; & nos ac Successores nostros, Subditos, Regna, Provincias & Dominia Scotiæ futuris temporibus ineundis, celebrandis & capiendis aut super renovatione Contractus & Fœderis Pacis inter suam ipsius Cæsaream Majestatem & olim charissimum Patrem nostrum Jacobum Scotorum Regem initi & confecti communicandi & tractandi, concordandi, paciscendi, confirmandi, ratificandi, approbandi & firmiter finiendi & concludendi, ac de & super omnibus & singulis conventis, tractatis, pactis & conclusis Litteras, Instrumenta, & alia Documenta conficiendi, dandi & recipiendi, & pro observatione & conservatione omnium & singulorum conventorum, si necesse visum fuerit, Juramentum in animam nostram dictique nostri Tutoris præstandi, & è diverso ut præstetur petendi, & illud recipiendi, ac omnia alia & singula quæ ad perpetuam seu temporaneam Pacem aut quæ bono publico utriusque Regni, Patriarum, Provinciarum & Dominiorum opportuna fuerint, faciendi, gerendi, exercendi & statuendi; promittentes verbo Regio id totum & quicquid dictus noster Commissarius in præmissis duxerit faciendum, ratum, firmum & stabile nos habituras, inviolabiliterque observaturas, etiamsi ea sint quæ mandatum exigant magis speciale; in quorum omnium & singulorum robur & testimonium magnum Sigillum nostrum, cum consensu, assensu & autoritate dicti nostri Tutoris & Regni Gubernatoris præsentibus manu sua subscriptis apponi fecimus apud Edimburgum octavo die mensis Septembris, anno Domini 1550. & Regni nostri octavo. *Subsignatum* JAMES; *& erant prædictæ Litteræ sigillatæ Sigillo Reginæ in cera virginea.* Præsenti nostro Tractatui subscriptum fuit LOYS DE PRAET, JOAN. DE St. MAURICE, T. ERSKIN, VIGILIUS ZWICKEM, ac eorundem Dominorum Commissariorum Sigillis impressis munitum.

Nos igitur prædictus Carolus Imperator de præmissis omnibus & singulis tractatis & conclusis plenè informati & de iisdem sufficienter notitiam habentes, desiderantesque summo animi fervore cum prædicta Serenissima Regina Scotorum ejusdemque Regno, Terris, Dominiis & Subditis veterem renovare Amicitiam, veramque, sinceram & perpetuam Pacem & Concordiam redintegrare, prædictum Fœdus cum omnibus Capitulis, Punctis, Clausulis & Articulis suis, juxta ipsorum seriem & tenorem, ex certa nostra scientia & libera voluntate omnibus melioribus via, modo, forma & ordine, quibus melius & validius de Jure possumus & debemus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rata, grata & firma præsentium tenore habemus, & perpetuam roboris firmitatem obtinere volumus, & insuper promittimus expressè per præsentes sub vinculo & religione Juramenti per nos supra Sanctis Dei Evangeliis, manibus nostris corporaliter tactis præstiti, bona fide & in verbo Imperiali pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris omnia & singula in præinsertis Capitulis inserta adimplere & inviolabiliter observare, & contra ipsa quovismodo, directè vel indirectè, aut quovis quæsito colore, non facere vel venire. In quorum omnium & singulorum prædictorum fidem & testimonium, præsentes nostras Ratificationis & Confirmationis Litteras manibus nostris propriis signatas & subscriptas, Sigilli nostri appensione muniri & roborari jussimus. Datum in Civitate nostra Imperiali Augusta Vindelicorum die prima mensis Aprilis, anno Domini 1551. post Pascha, Imperii nostri 32. & Regnorum nostrorum puta Hispaniarum & aliorum 37.

Subscriptum erat.

Tenet præsens Copia in omnibus cum Originali remanente apud Registrum supremi nostri Domini Regis, copiata & collationata per me Magistrum Jacobum Mackall de Rankelden Nether, *Clericum Rotulorum S. D. N. Regis antedicti, sub meis Signo & subscriptione manualibus; signatum* JACOBUS MACKALL.

ANNO 1550.

15. Dec.

L'ECOSSE ET LES PROVINCES UNIES.

V.

Tractaet van Vrede eeuwige Vriendschap tusschen KAREL *de V. Rooms Keiser en Koning van Spagnien ter eenre, en* MARIA *Koninginne van Schotland gevolmagtigt door* JACOB *Hertogh van Castelherald hare Voogt en Goeverneur ter andere zyde; gesloten tot Bings 15. December 1550. en vernieuwt tusschen* JACOBUS *de VI. Koning van Schotland en de Heeren* STATEN GENERAEL *der Vereenigde Provintien; bestaande in twee Actens; waar van d'eene Declaratie van de* STATEN *is, in welk het boven gemelde Tractaet ingesloten is, en getekent in den Hage in Holland den 26. July 1594; Het andere een diergelyke Declaratie van den Koning van Schotland gesloten tot Edimburg den 14. September 1594.* [PIETER BOR, Oorspronck, Begin, en Vervolg des Nederlandsche Oorlog. Tom. III. pag. 838.]

V.

Traité de Paix perpetuelle, d'Amitié & de bonne Intelligence, entre CHARLES V. Empereur des Romains & Roi d'Espagne d'une part, & MARIE Reine d'Ecosse authorisée de JACOB Duc de Castelherald son Tuteur & Gouverneur d'autre part. Toutes les hostilités, & tous les Domages faits de part & d'autre pendant la Guerre sont mis en oubli; On y renouvelle le Traité de Commerce & d'Amitié fait à Binch avec le Roi JAQUES en 1541. comme aussi les anciens Privileges accordés de part & d'autre au sujet du Commerce & de la Pêche, dont la liberté est expressément stipulée, avec promesse & obligation reciproque de chasser tous les Ecumeurs de Mer, Pirates, Capres, & semblables Gens qui troublent la Navigation, le Commerce & la Pêche. Fait à Binch le 15. Decembre 1550. *Avec les* PLEINPOUVOIRS, & *la* RATIFICATION de l'Empereur donnée à Augsbourg le 1. d'Avril 1551. *Comme aussi le* RENOUVELLEMENT du même Traité entre JAQUES Roi d'Ecosse, & les Seigneurs ETATS GENERAUX des Provinces Unies, consistant en deux Actes, dont l'un est une Déclaration des ETATS, dans laquelle le susdit Traité est inseré tout entier, donnée à la Haye le 26. Juillet 1594. Et l'autre, une semblable Déclaration du Roi d'Ecosse, donnée à Edimbourg le 14. Septembre 1594. [PIERRE BOR, *Histoire des Guerres des Païs-Bas. Tom. III. pag.* 838.]

DE Staten Generael der Vereenigde Nederlandse Provintien, allen den genen, die dezen tegenwoordige zulle sien, of horen lezen, Saluyt. Nadien het den Doorluchtigsten Koning Jacobus, de Seste van dien naem, Koning van Schotland, belieft heeft ons te doen aensoeken door de Heeren William Keith, Ridder van sijne Ordre, Raed Edelman van sijn Kamer, en den Kapiteyn Guilliam Murray, Provoost van sijne Stad van St. Andries, sijne Ambassadeurs, om te vernieuwen alle de oude Vrundschappen, Tractaten, Alliantien en Verbonden, hier te voren gemaekt tusschen de Predecessen sijne Voorzaten, Koningen en Koninginnen van Schotland, en de Princen dezer Landen, en van wegen dezelve, en namentlijk het Tractaet van eeuwige Pays en Verbond, gemaeckt en geaccordeert in de Stad van Bings in Henegouwen, in 't jaer 1550. den 15 dagh van December, tusschen de Commissarisen van Keyser Karel de Vijfde, en den Ambassadeur van Me-Vrouwe Marie, Koninginne van Schotland, met den wille en toestaen van den Momboir van hare Majest. Gouverneur van 't Koninkrijk, en de Heeren van het Parlement, daer toe gecommitteert en geauthoriseert; van weder-zijden bevestigt en be-eedigt den eersten Mey Anno 1551. Verklarende de voorschreven Heeren Ambassadeurs. dat sijn Majesteyt te vreden was, voor hem en de Onderzaten van sijn Koningrijk de voorschreven Tractaten te vernieuwen, bevestigen en onderhouden; zoo ist, dat hy den voorschreven Heere Koning zeer ootmoediglijk bedankende van sijne aenbiedinge, en dezelve aenveerdende: Wy voor ons en den Inwoonderen der voorschreven Vereenigde Provintien, hebben geapprobeert, geratificeert, bevestigt en vernieuwt, approberen, ratificeren, bevestigen en vernieuwen by desen, alle de voorschreven oude Vrundschappen, Tractaten en Accoorden van Pays, Alliantie en Verbond, hier bevorens gemaekt tusschen de Predecesseurs en Voorsaten van sijne voorsz. Majesteyts Koningen en Koninginnen van Schotland, en de Princen van deze Landen, en van wegen dezelve, en namentlijk het voorschreven Tractaet van eeuwige Pays en Verbond, gemaekt en geaccordeert in de Stad van Bings in Henegouwen, in 't jaer 1550 den 15 December, tusschen de Commissarissen van Keyser Karel de Vijfde en den Ambassadeur van

LEs Etats Generaux des Provinces Unies, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront, Salut. Comme le Serenissime Roi Jaques, sixiéme du nom, Roi d'Ecosse, a bien voulu nous requerir par les Sieurs Guillaume Keith Chevalier de son Ordre, Conseiller & Gentilhomme de sa Chambre, & le Capitaine Guillaume Murray, Prevôt de la Ville de S. André, ses Ambassadeurs, pour renouveller les anciennes Amitié, Traitez & Alliances, ci-devant faites entre ses Predecesseurs Rois & Reines d'Ecosse, & les Princes de ces Pays & de la part d'iceux, & principalement le Traité de Paix & Alliance perpetuelle, fait & accordé en la Ville de Binche en Hainaut en l'année 1550. le 15. jour de Decembre entre les Commissaires de l'Empereur Charles-Quint, & l'Ambassadeur de Dame Marie, Reine d'Ecosse, avec le consentement & volonté du Tuteur de Sa Majesté, Gouverneur du Royaume, & les Seigneurs du Parlement à ce deputez & authorisez, confirmé & juré de part & d'autre le premier Mai 1551. Declarant lesdits Sieurs Ambassadeurs que Sa Majesté étoit contente de renouveller pour lui & ses descendans les susdits Traitez & de les confirmer & observer; c'est pourquoi remerciant très-humblement le susdit Seigneur Roi de ses offres & y obtemperant, nous pour nous & les Habitans des susdites Provinces Unies avons aprouvé, ratifié, confirmé & renouvellé, aprouvons, ratifions, confirmons & renouvellons par ces présentes, toutes les susdites anciennes Amitié, Traité & Conventions de Paix & Alliances, faites ci-devant entre les Predecesseurs de sa susdite Majesté Rois & Reines d'Ecosse & les Princes de ces Pays, & de leur part; & particulierement le susdit Traité de Paix & Alliance perpetuelle fait & accordé en la Ville de Binche en Hainaut, le 15. Decembre de l'an 1550. entre les Commissaires de l'Empereur Charles-Quint & l'Ambassadeur de Dame Marie

ANNO 1550.

van Me-Vrouwe Marie, Koninginne van Schotland, met wille en toestaen van den Momboir van hare Majesteyt, Gouverneur van het Koningrijk van Schotland, en Heeren van 't Parlement, daer toe specialijk gecommitteert en geauthoriseert van wederzijden bevestigt en be-eedigt op den 1. May Anno 1551 Waer van den teneur van woorde tot woorde hier volgt, en is zodanig:

KAROLUS Quintus, by der gratie Godes Rooms Keyzer, altijd vermeerder des Rijks, Koning van Duytsland, Spangien, beyde Sicilien, &c. Ertz-Hertog van Oostenrijk, Hertog van Burgondien, Lotreringen, Braband, Luxemburg, Gelderland, &c. Grave van Habspurg, Vlaenderen, Arthoys en Burgundien, Palsgrave van Henegouwen, Holland, Zeland, Ferret, Namen en Zutphen, Prince van Swaben, Markgrave des Heyligen Roomsen Rijks, Heere van Vriesland, Salines, Mechelen, der Stad Steden en Provintie van Uytrecht, Over-Yssel en Groeningen; Dominateur in Asia en Africa, tot eeuwige gedachtenisse der zake, erkennen voor ons, onsen Erfgenamen en nasaten, en doen kond eenen ygelijken by dese tegenwoordige, dat also onlangs, te weten, den vijftienden dag der Maend December in 't jaer 1550. te Bins in Henegouwen tusschen onze Commissarissen en Volmagtigen, en den Ambassadeur van den Doorluchtigen Princesse Maria, Koninginne van Schotland, met toestaen van den Momboir van hare Majesteyt, Gouverneur van 't Rijk van Schotland, en van de Heeren van 't Parlament, daer toe specialijk gedeputeert, een eeuwig Vrede-verbond gemaekt, en onder anderen overkomen is, dat het voorsz. Verbond in behoorlijker forme van ons, en de voorsz. Koninginne van Schotland en haren Momboir en Gouverneur, en Heeren van 't Parlament, als ook de Ridderschap en Staten van 't Koninkrijk van Schotland, zo in haren en harer Erfgenamen, Koningen en Koninginnen van Schotland, als des Koningrijks en desselfs Onderdanen name, bevestight en be-eedight, en Acte van sulke bevestiginge en be-ediginge, onder behoorlijke zegelen ge-expedieert, den eersten dag van Maye des jaers 1551. in onse Stad van Antwerpen, den Commissarissen daer toe van weder zijden respectivelijk te deputeren, gelevert en behandigt werden moet, gelijk breeder blijkt uyt de Articlen, van het voorsz. Verbond, welker Teneur van woorde tot woorde volgt, en is sodanig:

WY LODEWYK van Vlaenderen, Heere van Praet, Ridder van d'Ordre van den Gulden Vlies, en tweede Kamerling van den onverwinnelijksten en Machtigsten Prince en Heere, Heere Karel de Vijfde, Rooms Keyser, Koning van Duytsland, Spangien, beyde Sicilien, Erts-Hertog van Oostenrijk, Hertog van Burgondien, Lotteringen, Braband, Limburg, Lutsemburg, Gelderland, &c. Grave van Habspurg, Vlaenderen, Arthoys en Burgondien; Palsgrave van Henegouwen, Holland, Zeland, Namen en Zutphen; Prince van Swaben, en Markgraef des H. Roomsen Rijks, Heere van Vriesland, Salines, Mechelen, der Stad Steden en Provintie van Utrecht, Over-Yssel en Groeningen; Johan van S. Maurits Heere van Montbarrey, President in den Rade van Staten, en Viglius Zwichem, President van den Secreten Rade van sijne voorsz. Keyserl. Majest. Ridders en Docteurs in beyde Rechten, Commissarisen van sijne voorsz. Keyserl. Majest. Gedeputeerde tot 't gene beneden verhaelt staet, en Thomas Erskin, Ridder, Raed en Commissaris, insgelijke van de Doorl. Vrouwe Maria, Koninginne van Schotland, met toestemminge en bewilliginge van den Doorl. Heere Jacob, Hertog van Castelherald, Grave van Arraney, Heere van Hammilton, haer Momboir en Gouverneur, en van de Heeren van den Parlement van 't Koningrijk van Schotland, specialijk daer toe gedeputeert, volgens de Procuratien, welkers teneuren beneden geinsereert worden. Doen kond allen en ygelijken, tegenwoordige en toekomende, dat een tijd lang swaren tweedracht, vyandlijkheyt en Oorloge tusschen den voorsz. Roomsen Keyser, sijne Rijken, Landen en erffelijke Heerschappijen, ter eenre, en de voorsz. Koninginne van Schotland en den voorsz. Momboir en Gouverneur,

Marie Reine d'Ecosse, avec la volonté & consentement du Tuteur de Sa Majesté, Gouverneur du Royaume d'Ecosse & les Seigneurs du Parlement, à ce specialement deputez & authorisez, & confirmé & juré de part & d'autre le premier du mois de Mai 1551. dont la teneur s'ensuit de mot à mot.

ANNO 1550.

CHARLES *Quint, par la grace de Dieu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi d'Allemagne, Espagne, des deux Siciles, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Lorraine, Brabant, Luxembourg, Gueldres, &c. Comte de Habspurg, Flandres, Artois, & Bourgogne, Comte Palatin de Hainaut, Hollande, Zélande, Ferrette, Namur & Zutphen, Prince de Suabe, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise, Salins, Malines, des Ville & Province d'Utrecht, Overyssel, & Groningue, Dominateur en Asie & Afrique, à la memoire éternelle des choses, reconnoissons pour nous, nos Heritiers & Successeurs, & faisons sçavoir à un chacun par ces presentes, que nagueres, sçavoir le quinzième jour du mois de Decembre de l'an 1550. à Binche en Hainaut, entre nos Commissaires & Plenipotentiaires, & l'Ambassadeur de Serenissime Princesse Marie, Reine d'Ecosse, avec l'aprobation du Tuteur de Sa Majesté Gouverneur du Royaume d'Ecosse, & les Seigneurs du Parlement à ce specialement deputez, Alliance & Traité de Paix perpetuelle a été fait; & a été convenu, entre autres choses, que ladite Alliance par nous, & ladite Reine d'Ecosse & son Tuteur & Gouverneur, ensemble les Seigneurs du Parlement & aussi des Nobles & Etats dudit Royaume d'Ecosse, tant pour elle que pour ses Heritiers Rois & Reines d'Ecosse & ses Sujets, confirmée & jurée, & l'Acte de confirmation & de Serment prêté, expedié sous les Sceaux convenables le premier de Mai de l'an 1551. en nôtre Ville d'Anvers, doit être mis és mains des Commissaires qui seront de part & d'autre deputez à cet effet, comme il paroit plus amplement par les Articles de ladite Alliance, dont la teneur s'ensuit de mot à mot, & est telle.*

NOUS LOUÏS *de Flandres, Seigneur de Praet, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or, & second Chambellan de très invincible & très puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Charles Cinquiéme, Empereur des Romains, Roi d'Allemagne, d'Espagne, des deux Siciles, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Lorraine, Brabant, Limbourg, Luxembourg, Gueldres, &c. Comte de Habspurg, Flandres, Artois & Bourgogne; Comte Palatin de Hainaut, de Hollande, Zélande, Namur, & Zutphen; Prince de Suabe, & Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise, Salins, Malines, des Ville & Provinces d'Utrecht, Overyssel, & Groningue; Jean de S. Maurice Seigneur de Montbarrey, President au Conseil d'Etat, & Viglius Zwichem, Président du Conseil Privé de sadite Majesté Imperiale, Chevaliers & Docteurs en l'un & l'autre Droit, Commissaires de sadite Majesté Imperiale, & Deputez pour ce qui est mentionné ci-dessous; & Thomas Erskin, Chevalier, Conseiller & Commissaire semblablement de Serenissime Dame Marie, Reine d'Ecosse, avec aprobation & consentement d'Illustre Seigneur Jacob Duc de Castelherald, Comte d'Arran, Seigneur d'Hamilton, son Tuteur & Gouverneur, & des Seigneurs du Parlement du Royaume d'Ecosse, specialement à ce deputez, suivant la Procuration, dont la teneur est inserée ci-après. A tous presens & avenir sçavoir faisons, que pendant un long-tems y ayant eu dissention, inimitié, & Guerre entre le susdit Empereur des Romains, ses Royaumes, Provinces & Pays Hereditaires d'une part, & la susdite Reine d'Ecosse & le susdit Tuteur & Gouver-*

ANNO 1550.

neur, mitsgaders de Ridderschap, Staten en Onderdanen van het voorsz. Koningrijk, ter andere zijde, geweest zijnde, en de Ondersaten van beyde zijden swaare schaden daer door geleden hebbende, en ons eyndlijk van de voorsz. Keyserl. Majest. en de Doorl Koninginne van Schotland, hare Momboir en Gouverneur van 't Rijk, door intercessie van de Doorl. en Alderchristel. Koning van Vrankrijk, volmagt gegeven, om te communiceeren, handelen en in conferentie te treden om te accorderen, en den Vrede, eendragt en gemeene ruste weder op te richten; wy na rijpe deliberatie, daer op gehouden, en gelet hebbende op de Brieven van de oude Verbonden en Contracten, de welke tusschen beyderzijds Predecesseurs en Voorsaten, en hare Rijken, Provintien, Volkeren en Landen, en namentlijk tusschen wijlen den Doorl. Jacobus, Koning van Schotland, en den Hoog-geboren en Machtigsten Prince Philippus, Hertog van Borgondien, Lotteringen, Braband, &c. in 't jaer 1448. in de Stad van Brussel geaccordeert, en by sijne Heylige Keyserl. Majest. en der selver Doorl. Vrouwe Koninginnen Vader, vernieut zijn, hebben om 't selve weder op te richten, bevestigen en vermeerderen, in den naem der voorsz. Princen in de navolgende Articulen geaccordeert en bewillight, accorderen en bewilligen by desen.

Eerstelijk, dat alle vyandschappen, oneenigheden, hostiliteyt en Oorloge, dewelke tusschen de voorsz. Keyserl. Majest. en sijne Rijken, Landen en Heerschappijen, boven in sijne tijtel in 't lange verhaelt, en andere jegenwoordelijc by hem beseten, en der selver Stadhouders, Gouverneurs en Onderdanen, ter eenre, en de voornoemde Doorl. Koninginne van Schotland, haren Momboir en Gouverneur, Staten en Onderdanen van het voorsz. Koningrijke van Schotland, Landen en Heerschappijen, ter andere zijde, tot noch toe geweest zijn, afgeleyd en te niet gedaen sullen wesen, en niet aller voorgaender dingen en yegelijker gepretendeerder ongelijken eeuwige vergetelheyt, voortaen t'eenemael uytgewischt sullen geacht worden, so dat ter occasie van dien, of om de infractie der voorgaende Verbonden, so dat van nu af van geen van beyden yetwes, 't welk de sinceerheyd der vrundschap, door het tegenwoordige Tractaet weder opgerecht, soude mogen quetsen of beletten, den anderen kan of mach voorgeworpen en geallegeert worden; nochte sullen voortaen sy, hare Erfgenamen of Nasaten, malkanderen, of malkanderens Rijken, Landen en Onderdanen, of den genen die te deser tijd onder hare protectie of gehoorsaemheyd staen, d'Oorloge aendoen, of vyandlijk, selfs of door anderen, afbreuk doen, offenderen of aenvallen, en sy sullen sich niet alleen selfs van alle vyandlijkheyd onthouden, maer sullen ook hare magt en gehoorsaemheyd staen, hun van alle geweld dwingen en doen onthouden; revocerende alle en yegelijke Commissien en opene Brieven, so van represalien, als alle andere, dewelke of den Ingesetenen of Vreemdelingen gegeven en verleent zijn, om den Krijg te mogen voeren, en den Ondersaten van den anderen Prince te beschadigen, en deselve ganschelijcke te niet doen; so dat, indien voortaen yemand onder 't pretext van dien yetwes quam te attenteren, of des anderen Ondersaten te beschadigen, deselve voor Vyanden, Vrybuyters en Zee-Roovers, van beyde zijden gehouden, en als sodanige getracteert en gestraft sullen worden, en behalven de criminele straffen, voor al gedwongen den Ondersaten en Eyschers de gedane schaden te vergoeden; en daer sal voortaen tusschen de voorsz. Keyserl. Majest. en Doorl. Koninginne, en beyder Erfgenamen en Nasaten, mitsgaders hare Rijken, Gouverneurs en Ondersaten, eene goede en oprechte Nabuyrschap, en vaste Vrede, te Lande, ter Zee en op de soete Wateren wesen, dewelke in de toekomende tijden eeuwiglijk duren, en onverbrekelijk onderhouden sal worden, so dat de Ondersaten der voorsz. Rijken en Landen van nu af so te Land, als ter Zee, en op te publijke Rivieren, sonder eenig vrygeleyde of Paspoort, generael of special, in alle de voorsz. Koninkrijken, Heerschappyen of Lande, Steden, Kusten, Havenen, en Reeden, geene uytgenomen, vry, vrank en sekerlijk komen, arriveren, varen, en in deselve, so lang als sy begeeren sullen, sich onthouden, verblyven en converseren, en aldaer Provisien en leeftocht, en wat sy meer van noden hebben en hun dienlijk is, sonder eenig tegenspreeken kopen en verkopen mogen; en ook uyt de voorschreven Koningrijke, Heerschappyen, Landen, Steden, Kusten, Reeden, Havenen en Gewesten, en yegelijke der selven, so dikwils alst hun goeddunken sal, na haer eygen of andere

Gouverneur, ensemble les Nobles, Etats & Sujets de part & d'autre, ayant par là souffert de grands dommages, & nous ayant enfin été donné plein-pouvoir par la susdite Majesté Imperiale, & par ladite Serenissime Reine d'Ecosse, son Tuteur & Gouverneur du Royaume, par l'intercession du Serenissime & Trés-Chrétien Roi de France, pour communiquer, negocier & entrer en conference, afin de retablir la Paix & le repos du public; Nous après meure deliberation sur ce tenuë, & avoir consideré les Lettres d'anciennes Alliances & Accords faits entre les Predecesseurs, Royaumes, Provinces, Peuples & Pays de part & d'autre, & nommement entre feu Serenissime Jaques Roi d'Ecosse & le trés-Puissant Prince Philippes, Duc de Bourgogne, Lorraine, Brabant, &c. en l'année 1448. en la Ville de Bruxelles, & renouvellez par sa Sacrée Majesté Imperiale, & par le Pere de ladite Serenissime Reine, avons pour iceux retablir, confirmer & augmenter, au nom des susdits Princes accordé & consenti les Articles suivans, consentons & accordons par ces presentes.

Premierement, que toute inimitié, desunion, hostilité qui jusques à present ont été entre sa susdite Majesté Imperiale & ses Royaumes, Pays & Seigneuries, au loug mentionnez dans ses titres & autres par lui presentement possedez, & ses Stadtholders, Gouverneurs, & Sujets d'une part, & la susdite Serenissime Reine d'Ecosse, son Tuteur & Gouverneur, Etats & Sujets du susdit Royaume d'Ecosse, Pays & Seigneuries, d'autre; seront assoupies & mises au néant, & que toutes les autres choses & torts pretendus de part & d'autre seront mis en oubli perpetuel, de sorte qu'à l'occasion de ce ou à cause de l'infraction des precedentes Alliances il ne pourra rien être reproché ou allégué d'une part ni d'autre qui puisse être contraire, & faire tort à la sincere Amitié retablie par le present Traité, & ne pourront ciaprès l'un à l'autre se faire la Guerre, assaillir, ni endomager hostilement les Heritiers, Pays, & Sujets l'un de l'autre, & non seulement s'abstiendront de toute Inimitié, mais employeront tout leur pouvoir à reprimer & s'abstenir de toute violence; revocant toutes & chacune Commission & Lettres Patentes, tant de represailles qu'autres, qui auroient été données & accordées ou aux Sujets ou aux étrangers pour faire la Guerre, & nuire à l'un ou l'autre Prince, & le detruire entierement, en sorte qu'à l'avenir si quelqu'un, sous prétexte de ce, venoit à attenter quelque chose ou faire tort aux Sujets de l'un ou l'autre, sera de part & d'autre reputé pour Ennemi, Voleur & Pirate, & puni & traité en cette qualité, & outre la peine du crime, reparera au demandeur le dommage: & sera à l'avenir entre sa susdite Majesté Imperiale & la Serenissime Reine, leurs Heritiers, Descendans, Royaumes, Gouverneurs, & Sujets une bonne & sincere voisinance, & Paix ferme, par Terre, par Mer & Eaux douces, qui sera observée à l'avenir inviolablement à toûjours, en sorte que les Sujets des susdits Royaumes & Pays pourront dès à present, tant par Terre que par Mer & sur les Rivieres publiques, sans Sauf-conduit ou Passeport général ou special, aller & venir dans les susdits Royaumes, Seigneuries, Pays, Villes, Côtes, Havres & Rades librement & franchement, s'y tenir, demeurer & frequenter aussi long-tems qu'ils le desireront, & y acheter & vendre les Provisions, Vivres, & autres choses dont ils auront besoin sans aucune contradiction; comme aussi desdits Royaumes, Seigneuries, Pays, Villes, Côtes, Rades, Havres & Contrées, retourner librement, toutefois & quant ils voudront, dans

ANNO 1550.

dere Quartieren, Provintien en Landen, met hare eygene gehuyrde of geleende Schepen of Wagens, midsgaders alle en yegelijke hare Koopmanschappen, Waren en goederen, vry en versekert gaen, komen en wechtrecken, en na de Ordonnantien der Rijken, Landen en Plaetsen, de Tollen en Impoſten der ſelve betaelt hebbende, ſonder eenige verhinderinge haren Koophandel vryelijk drijven mogen; ſo dat geene Perſonen, Schepen, Waren, noehte goederen van dien, by de Princen van eenige van beyde zijden, haer Gouverneurs, Luytenanten, of Onderdanen, onder geenigerhande coleur, pretext, of occaſie, aengehouden, gearreſteert, of in eenigerhande wijſe beſchadigt mogen werden.

Item, tot volkomender beveſtiginge van de oude Vrundſchap, navolgende de voetſtappen der Voorvaderen, ſullen de voorſz. Keyſerl. Majeſt. en Doorl Koninginne (gelijk in de Brieven van 't Verbond, tuſſchen wijlen den Doorl. Jacobus, Konink van Schotland, en Philippus, Hertog van Burgondien, gemaekt, breeder begrepen ſtaet) voortaen met waerachtige en oprechte liefde en goetwilligheyt malkanderen omhelſen, en malkanderens dienſt, oirbaer en eere beneerſtigen, ondienſt, ſchade en nadeel na al haer vermogen trachten af te keeren en te beletten. En ſo wanneer het ſal komen te geſchieden, dat by de Vyanden en Wederpartyen van het een Deel, dewelke nochtans niet door Verbond of door eenen naeuwen band van Maegſchap, of vetwantſchap met het andere Deel niet verbonden en zijn, den Oorloge aengevangen en aengedaen wiert, en dat Deel, het welke d'Oorloge aengedaen ſal worden, het andere Deel ſal aenſoeke, of benoorlijken doen aenſoeken, om ſich hulpe, ſecours en aſſiſtentie tegens ſijne Wederpartyen en Vyanden te doen; in dien gevalle ſal het Deel, 't welke ſo aengeſogt ſal zijn, gehouden en ſchuldig weſen het andere aenſoekende Deel, metter daet hulpe, aſſiſtentie en byſtand te doen, en ſecours, ſo van Krijgsvolk, als van Leeftocht, Schepen, Inſtrumenten, Artillery, en andere dingen tot den Oorloge behorende, in de meeſte quantiteyt, en met den beſten ſpoet, als na eyſch der ſake, en na den ſtaet en diſpoſitie der affairen van het voorſchreven aengeſochte Deel alsdan bequamelijk ſal konnen geſchieden, te ſenden.

Item, ſo een van beyde Deelen in eenige Oorloge komt te vallen, en 't ſelve daer na tot dienſt en welſtand van ſijne Landen, Heerſchappyen en Onderſaten, Pays of Beſtant met ſijne Wederpartye en Vyand ſoude willen maken, ſal den ſelven dat vry ſtaen, ſonder eenige verhinderinge van den anderen, wanneer en in ſulker voegen, alſt hem goet dunken ſal; ſo nochtans, dat hy het andere Deel onder ſijne Vrunden en Bondgenoten, volgende het voorſz. Verbond, tuſſchen den voorſz. Jacob, Koning van Schotland, en Philips, Hertog van Burgondien, gemaekt, begrijpen.

Item, ſo by de Beſoldigde, Vaſallen, of Onderdanen van het eene Deel, den anderen Deele, of ſijne Landen, Heerſchappyen, Vaſallen, Beſoldigden of Onderdanen, ſchade of afbreuk gedaen of toegevoegt wierd, in haer Perſonen of goederen, te Lande of ter Zee, in dien gevalle ſal dat Deel, waer van de ſchade gekomen ſal zijn, gehouden weſen den ſchuldigen te dwingen, dat ſy de gequetſte Partye met der daed de ſchade of overlaſt den ſelven aengedaen, repareren en reſtitueren, en dat op den voet en forme van ſeker Verdrag en Contract tuſſchen de Doorl. Vrouwe Maria, Koninginne van Hungarien, Bohemen, &c. en Gouvernante van Nederland voor ſijne Keyſerl. Majeſt. en Johan Campbel, Ambaſſadeur van wijlen den Doorl. Koning Jacobus, in 't jaer 1541. te Bins gemaekt, en daer na by den voorſz. Koning beveſtigt.

Hier-en-boven ſal yegelijk der voorſz. beyde Deelen, oprechtelijk en ter goeder trouwe ſijn beſte doen, dat de Zee-Rovers, van wat Natie of geſlachte ſy ook zijn, t'eenemael uyt de Zee en Kuſten van de Rijken en Heerſchappijen beyder Deelen, uytgeroeyt, en in de Landen of Quartieren van eene van beyde de Deelen, in eeniger wijſe of maniere aengehouden werden; en ſal gehouden zijn d'Eylanden en Quartieren van ſijne Juriſdictie, Rijken en Heerſchappijen, te vryligen en beſchermen tegens de Roverijen van alle en yegelijke Schuymers en Zee-Rovers, door dewelke de Onderdanen reſpectivelijk in hare Trafijken, Vaerten, of Viſſcherijen eenigſins ſouden mogen beſchadigt worden. En ſo eenige ſich ver-

dans leurs Quartiers ou autres Lieux, Provinces & Pays, avec leurs propres Vaiſſeaux ou Chariots, ou ceux qu'ils auroient louez ou empruntez, avec toutes leurs Marchandiſes, Danrées & Effets, ayant payé, ſuivant les Ordonnances des Royaumes, Pays & Lieux, les Peages & Impôts, & pourront librement faire leur Negoce ſans aucun empêchement, en ſorte qu'aucune de leurs Perſonnes, Vaiſſeaux, Marchandiſes, ni Effets d'iceux ne pourront être retenus & arrêtez par les Princes de part ou d'autre, ou leurs Gouverneurs, Lieutenants & Sujets, ſous aucune couleur, pretexte ou occaſion que ce ſoit, ni leur être fait tort en nulle maniere.

Item, pour plus entiere confirmation de l'ancienne Amitié, ſuivant les traces de leurs Ancêtres, leſdites Majeſtez Imperiale, & Sereniſſime Reine, (comme il eſt plus amplement porté dans les Lettres d'Alliance faite entre les Sereniſſimes Roi Jaques d'Ecoſſe & Philippes Duc de Bourgogne) s'embraſſeront ci-après l'un l'autre en veritable & ſincere Amitié & bienveillance, & detourneront & empêcheront tout deſervice, tort & dommage l'un de l'autre de tout leur pouvoir. Et s'il arrivoit que l'une des Parties fût attaquée hoſtilement par un autre qui ne fut point Allié de l'autre Partie par Traité ou Parentage, & que la Partie, à qui la Guerre ſeroit faite, requît, ou fît convenablement requerir l'autre de lui donner aide, ſecours, & aſſiſtance contre ſes Adverſaires & Ennemis, en ce cas la Partie qui ſera de ce requiſe ſera obligée d'aſſiſter & deffendre la Partie requerante, tant de Gens de Guerre, que de Vivres, Vaiſſeaux, Inſtruments, Artillerie & autres choſes qui regardent la Guerre, & ce au plus grand nombre & le plus diligemment que le cas l'exigera, & ſelon l'état & diſpoſition des affaires de la ſuſdite Partie requiſe, leſquels ſeront envoyés le plus convenablement que faire ſe pourra.

Item, ſi l'une des Parties vient à entrer en Guerre, & que pour le ſervice de ſes Pays, Seigneuries & Sujets elle voulut faire Paix ou Treve avec ſon adverſe Partie & Ennemi, il lui ſera libre, ſans aucun empêchement de la part de l'autre, quand & en la maniere qu'elle le voudra; de telle ſorte neanmoins, que l'autre Partie y ſera compriſe, ſuivant le ſuſdit Traité, fait entre le ſuſdit Jaques Roi d'Ecoſſe & Philippes Duc de Bourgogne.

Item, ſi par les Soldats, Vaſſaux ou Sujets de l'une des Parties, tort ou dommage étoit fait à l'autre ou à ſes Pays, Seigneuries, Vaſſaux, Soldats ou Sujets, ſoit en leurs Perſonnes, ſoit en leurs biens, par Mer ou par Terre, en ce cas, la Partie de qui procedera le dommage ſera tenuë de contraindre le delinquant ou coupable de reparer & reſtituer le dommage fait à la Partie lezée, & ce ſur le pié & forme de certain Contract & Accord fait à Binch entre Sereniſſime Dame Marie Reine de Hongrie, Boheme, &c. & Gouvernante des Pays-Bas pour Sa Majeſté Imperiale & Jean Campbel, Ambaſſadeur de feu le Sereniſſime Roi Jaques en l'année 1541, & enſuite confirmé par le ſuſdit Roi.

Outre ce chacune des Parties fera ſincerement & de bonne foi de ſon mieux, afin que les Capres, de quelque Nation qu'ils ſoient, ſoient entierement chaſſez des Mers & Côtes des Royaumes & Seigneuries des deux Parties, ſans être retenus aux Pays & Quartiers de l'une ou l'autre des Parties en aucune maniere, & ſeront tenuës les Iles & les Quartiers de leurs Juriſdictions de deffendre les Royaumes & Seigneuries contre tous Ecumeurs de Mer & Pirates, par leſquels les Sujets reſpectifs ſont endommagez en quelque maniere que ce ſoit, en leur Trafic, Navigation, ou Pêche. Et ſi quelqu'un eſt aſſez hardi de

ANNO 1550.

verstouten de Zee te schuymen, de welke niet bekent zijn eenige sekere woon-plaetse te hebben, maer die sich of na onbewoonde Eylanden of na andere onbekende plaetsen retireren, waer door d'Ondersaten van een van beyde de Princen souden mogen komen schade te lijden, die sal het eene Deel, ten versoeke van het andere, gehouden zijn met gemeene Wapenen te vervolgen; en sullen niet aflaten, tot dat die gevangen zijnde de verdiende straffen ontfangen, of uyt der Zee gejaegt werden. En in der selver voegen sal men procederen tegens de gene, die hun de hand bieden en gunstig zijn, so dra eenige in de Landen van 't gebied van eene van beyde de Princen mochten gevonden worden. En aengaende het getal en qualiteyt der Schepen, waer mede die sullen vervolcht worden, daer van sal tusschen de selve Princen, en hare Raden daer toe gedeputeert, als den nood of occasie der sake sulx vereysschen sal, gehandelt en geaccordeert worden. En aengaende de Visscherije en vrye gebruyk der Zee, sal behoorlijk moeten onderhouden worden, 't gene by het voorsz. Tractaet Anno 1541. den 19. February te Bins tusschen de Doorl. Koninginne Maria en den voorsz. Ambassadeur van den Koning van Schotland gemaekt, besloten en geaccordeert is.

Voorts op dat ook de klachten over de voorleeden ongelijken genoeg gedaen werde, sal het den Ondersaten van beyde zijden vry staen, en geoorloft zijn 't gene genomen is voor de verklaringe der Oorloge, in de Maend van May Anno 1545. te Antwerpen met den Ambassadeur van het Coningrijk van Schotland, David Paynter, geaccordeert en besloten, by wege van Justitie te vervolgen; gelijk ook van 't gene 't welke na de voorsz. resolutie tot den eersten May Anno 1547. toe (ontrent welke tijd men weder tot de vorige vyandlijkheyd gekeert is) tegens de vrygeleyden en Attestatien bevonden sal worden ontnomen te wesen. Den beschadigde sal tegens de voorsz. Rovers en hare nakomelingen, voor so vele als sy daer genot van gehad, en te rijker door geworden zijn, veerdige Justitie bedient worden. Doch by aldien de voorsz. Rovers, of hare Nasaten, als boven, gecondemneert en ondersocht, bevonden worden niet machtig te zijn om te betalen, daerom sullen nochtans de voorsz. Princen geen Brieven van Represalien verleenen, noch den Oorloge hervatten mogen: Maer d'Ondersaten van eenige van beyde de zijden, dewelke het kennelijk sal wesen dat datelijk, of altoos binnen drie Maenden tijds, in kracht der Represalien te voren verleen, of op eenigerhande andere maniere, de schade, hun aengedaen, weder ingehaelt hebben, die sullen voor deselve geen vervolg of actie meer hebben. Insgelijken indien bevonden word, dat na dien tijd, dat den stilstant der Wapenen, volgende het rapport van Sebastiaen de Laubespine, Abt van Bas-Fontayne, Ambassadeur van den Alderchristelijksten Koning van Vrankrijk, van den voorsz Koning, in den name van de Doorl Koninginne van Schotland belooft, en by de Doorl. Koninginne van Hongareijen op den 15. Augusti lestleden in den name van sijne Keyserl. Maj. geaccepteert is, yemand van der Ondersaten des anderen Deels bevonden word beschadigt te zijn, tegens den selven stilstand, dat sal ook volkomelijk van weder zijden gerepareert, en d'afgenomen goederen gerestitueert worden, en d'overtreders van de voorsz. stilstand gestraft na behoren. Item, in 't geviel ('t welke nochtans God verhoede) dat door inadvertentie, of andersins, by de voorsz. Deelen, of by eene derselve, of door hare of harer Erfgenaemen en Nasaten, Vasallen, Onderdanen, of Besoldigde, vetwes hier namaels tot eenigen tijde, te Land of ter Zee, tegens den inhout van het tegenwoordige Tractaet en Verbond, aengevangen en geattenteert wiert, daer door sal nochtans de tegenwoordige Vrede en Verbond niet gebroken wesen, nochte eeniglins te niet gedaen of gebroken te zijn geacht werden; maer zy sal in haer kracht blijven, en men sal om dusdanige attentaten den Oorloge niet moeten aensseggen of aenvangen: maer deselve attentaten en nieuwigheden, ter contrarie gedaen, sullen de gequeste Partye, wel, behoorlijk en veerdiglijk gerepareert en gerestitueert worden, en niettemin het tegenwoordige Tractaet en Verbond in sijne volle vigeur en kracht, gelijk het was eer sodanige nieuwigheyd gedaen en gepleeght wiert, eeuwiglijk blijven, en om deselve attentaten sullen alleenlijk gestraft worden de Attentateurs en beschadigers, en geene andere, so aen haer goederen, als aen haer lijf. Ook sullen daerom geene Brieven van Represalien, nochte eenigerhande andere Mandaten, sonder

de croiser les Mers, sans être connu avoir quelque domicile certain, mais se retirent à quelque Isle ou lieux inhabitez par où les Sujets de l'un ou l'autre des Princes vinssent à souffrir quelque tort, l'un, à la requisition de l'autre, sera obligé de le poursuivre à armes communes, & ne cesseront point jusques à ce qu'étant pris il reçoive la punition qu'il aura meritée; ou jusques à ce qu'il soit chassé de la Mer. Et en la même maniere l'on procedera contre ceux qui lui prêteront la main ou l'assisteront, s'il s'en trouve en l'un ou l'autre des Pays de l'obéïssance des deux Princes. Et quant au nombre & quantité des Vaisseaux avec lesquels ils seront poursuivis, on en traitera & conviendra entre lesdits Princes & leurs Conseillers à ce deputez, lors que le cas & la necessité le requerront. Et pour ce qui regarde la Pêche & le libre usage de la Mer, sera convenablement & sincerement observé, ce qui est fait, conclu & accordé par le susdit Traité fait à Binch le 19. Fevrier 1541. entre la Serenissime Reine Marie & le susdit Ambassadeur du Roi d'Ecosse.

De plus, afin que chacun soit satisfait sur les dommages passez, il sera libre aux Sujets de part & d'autre que ce qui a été pris avant la Declaration de la Guerre, accordée & conclue à Anvers avec David Painter Ambassadeur du Royaume d'Ecosse au mois de Mai de l'an 1545. sera poursuivi par la voye de la Justice. Comme aussi ce qui se trouvera avoir été pris contre les Saufs-conduits & Passeports depuis la susdite resolution jusques au premier Mai 1547. environ lequel tems on a recommencé les actes d'hostilité. On fera prompte Justice à celui à qui il aura été fait tort, contre le Ravisseur & ses Successeurs, pour autant qu'ils en auront profité & seront devenus plus riches; mais au cas que les susdits Ravisseurs ou leurs Successeurs se trouvent hors d'état de payer, les susdits Princes n'accorderont pourtant point pour cela des Lettres de Represailles, ni recommenceront la Guerre; mais les Sujets de quelqu'une des deux parts qui auront connu aussi tôt, ou du moins dans l'espace de trois mois, qu'en vertu des Represailles auparavant accordées, ou de quelque autre maniere, le dommage à eux fait a été reparé, n'auront plus aucune action ou poursuite. Semblablement, s'il est trouvé, qu'après le tems de la suspension d'armes promise, suivant le raport de Sebastien de l'Aubepine, Abbé de Bas-Fontaine, Ambassadeur de Sa Majesté Très-Chrêtienne de France, au nom de Sa Majesté la Reine d'Ecosse, & acceptée par la Reine de Hongrie au nom de Sa Majesté Imperiale le 15. Août dernier, quelqu'un de l'autre part a souffert quelque dommage contre ladite suspension, cela sera entierement reparé de part & d'autre, & les biens pris restituez, & les infracteurs de ladite suspension punis. Item s'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise, que par inadvertence, ou autrement, il fût attenté ou entrepris quelque chose contraire au contenu du present Traité & Alliance, par les susdites Parties, ou par l'une d'icelles, ou par leurs Heritiers, Successeurs, Vassaux, Sujets ou Soldats, par Mer ou par Terre, le susdit Traité ne sera pas pour cela aneanti, ni tenu pour enfreint en nulle maniere, mais demeurera en sa force, & pour tels attentats on ne declarera ni commencera la Guerre; mais seront lesdits attentats & nouveautez bien & convenablement reparez, & restituez à la Partie offensée, & neanmoins lesdits Traité & Alliance demeureront en leur force & vigueur, comme ils étoient avant telles nouveautez, & seront punis ceux seulement qui auront commis lesdits attentats en leurs biens ou Personnes, & non autres. On ne demandera ni decernera non plus pour ce aucune Lettre de Represailles ou aucun Mandement sans aver-

ANNO 1550.

ANNO 1550.

der voorgaende behoorlijke vermaningen en versoeken, gedecerneert, of de gene, die de schade niet gedaen hebben, eenigsins gemolesteert worden. En aengaende de vermaningen en versoeken, die sullen geschieden door eenen expressen Bode of Gesante, den welken de Prince van het Deel, 't welke pretenderen sal verongelijkt te wesen, te dien eynde aen den anderen Prince senden sal. Na de wederkomste van welken Gesant of Bode, indien 't klaerlijk blijkt, dat 'er recht geweygert, of onbehoorlijk verachtert, of langer dan na behooren uytgestelt wort, Represalien verleent zullen mogen worden, en anders niet. Ook zo zullen de Privilegien, den Onderzaten van het Koningrijk van Schotland, by Lodowijk Hooglosselijker Memorie Grave van Vlaenderen Anno 1359. verleent, en by Philips Hertog van Burgondien, &c. Anno 1394. bevestigt, als ook het Accoort, tusschen de Gedeputeerde van den Koning van Schotland, en van Philips Hertoge van Burgondien Anno 1427. gemaekt, en by Karel Hertoge van Burgondien, des voorsz. Hertoge Philips Sone, Anno 1469 in de maend van Maert bevestigt, mitsgaders het Contract Anno 1529 gemaekt, en Anno 1531, den 24. July by de voorsz. Keyserlijke Majesteyt bevestigt, na haer forme en inhouden, in haer kracht en vigueur blijven, en vast en bundig wezen, voor zo vele nochtans, als zy eenig Articul van dit tegenwoordige Tractaet niet contrarieren. Aen d'andere zijde ook zullen den Kooplieden en Onderzaten van zijne Keyserlijk Majesteyts Rijken, alle en yegelijke Privilegien, in de voorsz. Brieven, Accorden en Tractaten begrepen, in 't Koningrijk van Schotland gepermitteert zijn, en zullen de zelve vryelijk weder mogen genieten, gelijk d'Onderzaten van 't Koningrijk van Schotland, volgende de voorsz. Privilegien, Accorden en Contracten, in de Landen van sijne Keyserlijke Majesteyt zullen moeten genieten.

Voorts van wegen sijne Keyserlijcke Majesteyt hebben sijne voorsz. Commissarisen in dit tegenwoordige Verbond en Tractaet gereserveert, begrepen, en ingesloten den Doorluchtigen Koning van Romen, Hongaryen, Bohemen; Item den Alderchristelijksten Koning van Vrankrijk, en den Doorluchtigen Koning van Engeland; Item den Doorluchtigen Koning van Denemarken en Noorwegen, en de Stenden van het Heylige Roomsche Rijk, in kracht van het eeuwig Verbond, 't welk zy haer. Rijken, Landen en Onderdanen onder malkanderen hebben. Item, van wegen de Doorlugtige Koninginne van Schotland heeft haren voorsz. Ambassadeur in dit Verbond en Tractaet gereserveert, begrepen en ingesloten den Alderchristelijksten Koning van Vrankrijk, den Doorluchtigen Roomsen Koning, mitsgaders den Doorluchtigen Koning van Engeland; Item, den Doorluchtigen Koning van Denemarken en Noorwegen, en de Stenden van het Heylige Roomse Rijk; in kracht van het eeuwig Verbond, welk zy, haer Koningrijken, Landen en Onderzaten onderlinge hebben. Item tot volkomender bundigheyd van het voorsz. zal het tegenwoordige Tractaet by sijn Keyserlijke Majesteyt voor hem en sijne Erfgenamen en Nazaten, ter eenre, en om de minderjarigheyd van de Doorluchtige Koninginne van Schotland by haren Momboir en Gouverneur, en de Heeren van den Parlament, als ook de Ridderschap en Staten van het Koningrijk van Schotland, zo in den name van de voorsz. Koninginne, en hare Erfgenamen en Nazaten, Koningen en Koninginne van Schotland, als van het selve Rijk en de Onderdanen van dien, ter andere zyde, in behoorlijker forme en met Eede geratificeert en bevestigt worden; en de Acten van Ratificatie, onder behoorlijke zegelen geëxpedieert, zullen den eersten May van het volgende jaer 1551. in de Stad van Antwerpen de Commissarisen, van beyde de Deelen respectivelijk daer toe te deputeren, wederzijds gelevert en behandigt worden; en niet te min zal van date dezer tegenwoordigen, den Pays vast en bundig wesen, en het zal den Onderzaten van beyde zijden vry staen te handelen en te trafiqueren, als of de voorsz. Ratificatien nu datelijk van wederzijden gelevert waren. Ook zal de tegenwoordige Pays en Vrede aen beyde zijden in alle de principale Steden en plaetsen der voorsz. Koningrijken en Landen, daer zulks gewoonlijk is te geschieden, zo haest als 't mogelijk zal zijn, zonder eenig arglistig uytstel, gepublicéert en afgekondigt worden, alle bedrog en listigheyd in alle het voorsz. t'eenemael verbannen en uytgesloten zijnde. In oirconde van alle 't welke, en yegelijk van dien, wy voornoemde Keyserlijke Majesteyts Commissarisen, als ook Ambassadeur van den Doorluchtige Koninginne van Schotland, in de voorsz. namen deze tegenwoordige met onze

avertissement ou demande prealable, & ceux qui n'auront pas commis le dommage ne seront molestez en aucune maniere; Et à l'égard de l'avertissement, ou sommation & demande, il se fera par un Sergent ou Deputé exprés que le Prince de la Partie qui pretendra avoir souffert envoyera à l'autre Prince. Aprés le retour duquel Messager ou Deputé, s'il paroit clairement que Droit soit refusé ou injustement differé, & plus qu'il ne seroit de raison, on pourra accorder la Represaille, & non autrement. Seront aussi confirmez les Privileges accordez aux Sujets du Royaume d'Ecosse par Louïs Comte de Flandres de louable memoire l'an 1359, & confirmez par Philippes Duc de Bourgogne, l'an 1394, comme aussi l'Accord fait entre les Deputez du Roi d'Ecosse & de Philippes, Duc de Bourgogne, l'an 1427, & confirmé par Charles Duc de Bourgogne Fils dudit Duc Philippes l'an 1469. au mois de Mars, ensemble le Contract fait l'an 1529. & confirmé par Sa Majesté Imperiale le vingt-quatriéme Juillet 1531, lesquels demeureront en leur force & vigueur, & fermes & stables, pour autant qu'ils ne seront point contraires à aucuns Articles du present Traité. D'autre côté aussi les Marchands & Sujets des Royaumes de Sa Majesté Imperiale jouïront derechef en Ecosse des Privileges contenus dans les susdites Lettres, Accords & Traités, comme les Sujets dudit Roi d'Ecosse en devront jouïr en vertu des mêmes Accords, & Contracts dans les Pais de Sa Majesté Imperiale.

En outre, les Commissaires de Sa Majesté Imperiale ont en son nom compris au present Traité & Alliance le Serenissime Roi des Romains, de Hongrie, Boheme; Item le Roi Trés-Chrêtien de France & le Serenissime Roi d'Angleterre; Item le Serenissime Roi de Dannemarc & de Norwegue & les Cercles du St. Empire Romain, en vertu de l'Alliance perpetuelle qui est entre leurs Royaumes, Païs, & Sujets; Item le susdit Ambassadeur de la Serenissime Reine d'Ecosse a en son nom compris en ce Traité le Roi Trés-Chrêtien de France, le Serenissime Roi des Romains, ensemble le Serenissime Roi d'Angleterre; Item le Serenissime Roi de Danemarc & de Norwegue & les Cercles du St. Empire Romain, en vertu de l'Allianse perpetuelle, & particuliere qu'ont Elle, ses Royaumes, Païs, & Sujets; Item pour entiere fermeté de ce que dessus, sera le present Traité ratifié & confirmé en bonne forme & par Serment, par Sa Majesté Imperiale d'une part, pour elle & ses Heritiers & Successeurs; & à cause de la minorité de la Serenissime Reine d'Ecosse par son Tuteur & Gouverneur, & par les Seigneurs du Parlement, comme aussi par les Nobles & les Etats du Royaume d'Ecosse, tant au nom de ladite Reine, & ses Heritiers & Successeurs Rois & Reines d'Ecosse, qu'au nom de ses Royaume & Sujets d'autre part. Et seront les Actes de Ratification expediez sous le Sceau convenable, & échangez dans la Ville d'Anvers le premier Mai de l'année suivante 1551. par les Commissaires de part & d'autre qui seront deputez à cet effet, & neautmoins sera du jour & date des presentes la Paix ferme & stable, & sera permis & libre aux Sujets de part & d'autre de negocier & trafiquer comme si les Ratifications avoient été presentement échangées. Et sera le present Traité de Paix des deux côtés publié sans fraude & delai és Villes & Lieux des Royaumes & Païs où on a coutume de le faire, & ce le plûtôt qu'il sera possible. En témoin de toutes lesquelles choses & de chacune en particulier; Nous Commissaires de sa susdite Majesté Imperiale, & Ambassadeur de la Serenissime Reine d'Ecosse, au nom susdit avons ces presentes

ANNO 1550.

ANNO 1550.

onze Zegelen gezegelt, en met onze handen ondertekent hebben. Gedaen te Bins in Henegouwen, in 't Jaer onses Heeren 1550. den 15. December.

Het inhouden van de Commissien volgt, en is zodanig.

CAREL de Vijfde, by der Gratie Godes Rooms Keyser, altijd Vermeerder des Rijks, &c. Allen en yegelijken die deze tegenwoordige ter handen komen zullen, Saluyt. Doen te weten, dat wy op de zeer groote voorsichtigheyd en geschiktheyd van de Doorluchtige Princesse Maria, Koninginne van Hongaryen en Bohemen, voor ons Gouvernante in Nederlande, onse seer lieve Suster, als ook op de getrouwigheyd, oprechtigheyd en kloekheyd van onse lieve bezondere Luyden van onzen Rade, Heere Lodewijk van Vlaenderen, Heer van Praet, Ridder van de Ordre van den Gulden Vlieze, en onzen tweeden Kamerling, en Johan van St. Mauritz, Heere van Montbarrey, President van de zaken van State, en Viglius Zwichem, President van den Secreten Rade, Ridders en Doctors in beyde Rechten, ten vollen vertrouwende, haer abzent als jegenwoordig alleen, of zo 't haer niet gelegen komt, de voornoemde Raden tot onze waerachtige zekere en ongetwyffelde Commissarissen en Volmachtigen hebben geordonneert, gedeputeert en gestelt, ordonneren, deputeren en stellen by dezen, gevende dezelve Koninginne in solidum, of den anderen voornoemden t'zamentlijk en twee van hun byzonderlijk generale authoriteyt, macht en vermogen, en speciael bevel, voor ons en in onzen name, met den Gezant, Ambassadeur, Commissaris, of Volmachtige van de Doorluchtige Vrouwe Maria, Koninginne van Schotland, met bewilliginge en toestaen van haren Momboir en Gouverneur, en van de Heeren van 't Parlement van 't Koninkrijk van Schotland, daer toe gedeputeert en genoegzame volmacht hebbende, van en op eene waerachtige en oprechte vaste en eeuwige Vrede en Verbond van vriendschap en eenigheyd, dewelke eeuwiglijk, of ons beyder leven lang, of minderen tijd zal duuren, tusschen ons, onze Erfgenamen en Nazaten, mitsgaders onze Onderdanen, Rijken en Heerschappyen, en de voorschreven Koninginne van Schotland, en hare Erfgenamen en Nazaten, Koningen en Koninginnen van Schotland, en hare Onderzaten, Rijken en Heerschappyen in te gaen en te celebreren, of op de vernieuwinge, bevestiginge en vermeerderinge van het Contract en Vrede-verbond, tusschen ons en wylen *Jacobus* Koning van Schotland, der voorschreven Koninginne Vader, ingegaen en gemaekt, te handelen en communiceeren, pacificeeren en vergelijken, en vastelijk te accorderen en besluyten, en van en op alle en yegelijke zodanige Tractaten, Verdragen en Accoorden, Brieven, Instrumenten en andere Acten te maken en geven, en van d'andere zyde te eyschen en ontfangen, en generalijk alle en yegelijke andere dingen te doen, dewelke tot eene eeuwige of tijdelijke Vrede, en tot het gemeene beste van beyde de Rijken, Provintien, Landen en Heerschappyen dienstig, en in het voorschreven met den aenkleven van dien, nodig zullen zijn, en die wy zouden mogen doen, zo wy by het voorschreven tegenwoordig waren, alwaert schoon dat om 't zelve te verrichten speciaelder bevel vereyscht wierd. Belovende ter goeder trouwe, en op Keyserlijken en Koninglijken woorde, dat wy dat alles, en zo wat de voorschreven Doorluchtige Koninginne en de voornoemde onze Commissarissen in het voorschreven met den aenkleven van dien goed vinden sullen te doen, voor vast, aengenaem en bondig houden, en 't zelve ratificeeren sullen, en tegen 't zelve tot geenigen tijde doen, nochte eenigsins breken, maer onverbrekelijk 't selve onderhouden. In oirconde van 't welke wy dese jegenwoordige hebben doen expedieren, en met het aenhangen van ons Zegel bekrachtigen. Gegeven tot Brussel den eersten November in den jare 1550. van ons Rooms Rijk het een-en-dertigste, en van onze Koningrijken van Castilien, Leons, beyde Sicilien en d'andere het vijf-en-dertigste. *Op de plijke stond*, by den Keyser. *Getekent* VERREYCKEN. *En de voorsz. Brieven waren gezegelt met het grote Zegel van den Keyser in roden wasse.*

MARIA by der gratie Godes Koninginne van Schotland, allen en yegelijken, tot welker kennisse deze tegenwoordige komen sullen, Salut. Kund zy dat wy op de getrouwigheyd, kloekheyd, wetenschap in den Rechten, en voorsichtige discretie van onsen lieven Neve en Getrouwen Raed Thomas Erskin, Ridder, Oudste geboren

presentes scellé de nos Sceaux, & signé de nos mains, fait à Binch en Hainaut l'an de nôtre Seigneur 1550. le 15. Decembre.

La teneur des Commissions s'ensuit & est telle.

CHARLES V. *par la grace de Dieu Roi, Empereur des Romains, toûjours Auguste, &c. & à tous ceux entre les mains de qui ces presentes parviendront Salut. Sçavoir faisons que pour la trés grande prudence & capacité de la Serenissime Princesse Marie, Reine de Hongrie & de Boheme nôtre Sœur, Gouvernante pour nous dans les Païs-Bas, comme aussi pour la fidelité, sincerité & diligence de nos amés particuliers les Gens de nôtre Conseil le Sieur Louïs de Flandres, Sieur du Prat, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or & nôtre second Chambellan, & Jean de St. Maurice Seigneur de Montbarrey, President des affaires d'Etat, & Viglius Zwichem President du Conseil Privé, Chevaliers & Docteurs en l'un & l'autre Droit, à plein à eux nous confians tant en presence qu'absence, avons iceux Conseiliers susdits ordonnés, deputés & établis nos Commissaires & Plenipotentiaires, les ordonnons, deputons & établissons par ces présentes, donnant à ladite Reine elle seule, ou aux autres conjointement & deux d'iceux en particulier, autorité generale, pouvoir, puissance, & Mandement special de, pour nous & en nôtre nom, traitter & celebrer une Paix & Alliance d'Amitié & Union sincere & perpetuelle, avec les Envoyé, Ambassadeur, Commissaire, & Plenipotentiaire de Serenissime Dame Marie Reine d'Ecosse, avec l'aveu & consentement de son Tuteur & Gouverneur, & des Seigneurs du Parlement du Royaume d'Ecosse à ce Deputé & suffisamment authorisé, laquelle Paix & Alliance durera toûjours ou pendant toute notre vie ou un moindre tems entre nous, nos Heritiers & Successeurs, ensemble nos Sujets, Royaumes & Seigneuries, ou de renouveller, confirmer & augmenter le Contract & Alliance fait entre nous & feu le Roi Jaques d'Ecosse Pere de la susdite Reine, de negocier, communiquer, pacifier, accorder & fermement conclure, faire & donner d'un côté, demander & recevoir de l'autre, de tous & d'un chacun, tel Traité, Contracts, Accords, Lettres, Instrument, & autres Actes, & generalement faire toutes les autres choses qui seront utiles & nécessaires pour une Paix perpetuelle ou à temps, & au plus grand avantage des Roiaumes, Provinces, Païs & Seigneuries de part & d'autre, & faire toutes les choses qui en dependent, & comme nous les pourrions faire si nous y étions presens, quand même il seroit pour ce besoin d'un Mandement plus special. Promettans en bonne foi, & en parole d'Empereur & de Reine que tout ce que par lesdits Commissaires de nous & de ladite Serenissime Reine trouverons avoir été fait nous le tiendrons pour agreable, le ratifierons, & ne ferons jamais rien allencontre ni l'enfraindrons, mais au contraire l'observerons inviolablement. En témoin dequoi nous avons fait expedier ces presentes & confirmer de l'aposition de notre Sceau. Donné à Bruxelles le premier de Novembre de l'an 1550. de notre Regne Romain le 31. & de nos Royaumes de Castille, Leon, les deux Siciles & autres le trente-cinquiéme.* Etoit sur le repli *par l'Empereur*, Signé VERREYKEN. Et lesdites Lettres étoient scellées du grand Sceau Imperial en cire rouge.

MARIE *par la grace de Dieu Reine d'Ecosse, à tous & un chacun à la connoissance de qui ces presentes viendront Salut. Soit notoire que nous confiant à plein en la fidelité, diligence, science és Droits, & prudente discretion de nôtre cher Cousin & fidele Conseiller Thomas Erskin, Chevalier &*

ANNO 1550.

boren van de Heerlijkheyd en geslachte van Erskin, ten vollen vertrouwende, hem tot onzen gewillen ongetwijfelden Commissaris, Volmachtigen, Ambassadeur en specialen Gezant, met believen, toestaen en bewilliginge van onzen zeer lieven Neve Jacob, Grave van Arraney, Heere van Hammilton, en Gouverneur van 't Rijk, als ook van de Heeren van onsen Parlamente, maken, stellen en ordineren by dese jegenwoordige, gevende en verleenende den selven, met believen, toestaen en bewilliginge voorschreven, volkomene en alderhande macht, authoriteyt, generael en speciael bevel, tot allen dagen en plaetsen, voor ons en in de name van ons, en alle de voorschreven, met den Onverwinnelijksten Karolus, Rooms Keyser, altijd Vermeerder des Rijks, Koning van Castilien, &c. Hertog van Burgundien, &c. of met de Excellentste en Doorluchtigste Princesse Maria, Koninginne van Hongaryen, sijn Suster, Regente en Gouvernante van Vlaenderen, en andere Provintien en Heerschappyen van Nederland, de voorschreven volmacht hebbende in conferentie te treden, en van en op het maken, aenveerden en houden van eene vaste eeuwige Pays en eenigheyd, dewelke eeuwiglijk of onzer beyder leven lang, of minder tijds duuren zal, tusschen de voorschreven Keyserlijke Majesteyt en sijne Nasaten, Onderdanen, Provintien en Heerschappyen, en ons, en onzen Nasaten, Koningen van Schotland; en onsen Onderdanen, Koningrijk en Heerschappyen, in toekomende tijden, en op het vernieuwen van het Contract en Vrede-Verbont, tusschen deselve sijne Keyserlijke Majesteyt en wijlen onzen zeer lieven Vader Jacobus, Koning van Schotland, ingegaen en gemaekt, te communiceeren, handelen, accorderen, verdragen, bevestigen, ratificeren, approberen, en bondiglijk t'eyndigen en besluyten; en van en op alle en yegelijke Accoorden, Tractaten, Verdragen en Beloften, Brieven, Instrumenen en andere Acten te maken, passeren, geven en ontfangen, en voor d'onderhoudinge en voltreckinge van alle en yegelijke Poincten van den Accoorden, so 't hem nodig dunkt, eenen Eed van onsent wegen, en van wegen den voorschreven onzen Momboir en Gouverneur te doen, te vorderen en t'ontfangen en alle en yegelijke andere dingen, die tot den gemeenen oirbaer van beyde de Rijken, Provintien, Landen en Heerschappyen, dienstig sullen zijn, te doen, verrichten, beschicken en resolveren; belovende op Koninglijken Woorde, dat wy dat alles, en so wat onzen voornoemden Commissaris in het voor verhaelde goed vinden sal te doen, voor vast, bundig en bestendig houden, en onverbrekelijk nakomen zullen, al was het zulks, dat het specialder bevel vereysche. Tot bekrachtiginge en getuygenisse van alle 't welk, en elcx van dien, wy ons grote Zegel, met believen, toestaen en bewilligen van den voorsz. onsen Momboir en Gouverneur van 't Rijck, op dese tegenwoordige, met sijn eygen hand ondertekent, doen stellen hebben. By Edimbourg den 8. September, in 't Jaer 1550. en van ons Rijk het achtste. *Ondertekent* JOHAN. *En waren de voorsz. Brieven gezegels met het Zegel des Rijks in Maegden Wasse. En het tegenwoordige Tractaet was ondertekent* LOUYS DE PRAET, J. DE S. MAURITS, T. ERSKIN, VIGLIUS DE ZWICHEM. *En met der selver Heeren opgedrukte Zegelen bekrachtigt.*

Wy dan voornoemde Carolus Keyser van alle en yegelijke van het voorsz. gehandelde en besloten ten vollen geinformeert zijnde, en van 't selve suffisante kennisse hebbende, en begeerende met de hoogste vuyrigheyt des gemoeds, met de voorsz. Doorluchtigste Koninginne van Schotland en haer Rijk, Heerschappyen, Landen en Onderdanen, d'oude Vrundschap te vernieuwen, en eene oprechte, fincere en eeuwige Vrede en eenigheyd op te rigten, hebben het voorschreven Verbond, met alle en yegelijke Hooft-stucken, Poincten, Clausulen en Articulen van dien, na der selver gevolg en inhouden, uyt onse sekere wetenschap, en vrye wille, in alle beste wijse, voege, forme en ordre, so wy hebben krachtigst na rechten konnen en schuldig zijn, geapprobeert, geratifieeert en bevestigt, en houden het by den inhouden van desen, voor bundig, aengenaem, en van weerde, en begeeren dat het eeuwigduurige kracht en vigeur hebben.

En beloven daer-en-boven uytdruckelijk by desen, onder Verband van Eede, by ons op de Heylige Evangelien Godes, met onse Handen lichamelijken aengedaen, gedaen ter goeder Trouwen, op Keyserlijken, Woorde, voor ons, onse Erfgenamen en Nasaten, alles

& Fils aîné de l'Illustre famille d'Erskin, l'avons créé & ordonné nôtre Commissaire indubitable, Plenipotentiaire, Ambassadeur & Deputé special, sous le bon plaisir, approbation, & consentement de nôtre très amé Cousin Jacob Comte d'Arran, Seigneur d'Hamilton & Gouverneur du Roiaume, comme aussi des Seigneurs de nôtre Parlement; lui donnant & accordant par ces presentes, sous le bon plaisir, approbation, & consentement susdits, plein & toute sorte de pouvoir, autorité, & Mandement general & special en tous lieux & pour tous les jours, d'entrer en conference pour nous & en nôtre nom, & au nom des susnommez, avec le très-invincible Charles, Empereur des Romains toûjours Auguste, Roi de Castille &c., Duc de Bourgogne &c., & avec très excellente & Serenissime Princesse Marie Reine de Hongrie sa Sœur, Regente & Gouvernante de Flandres & autres Provinces & Seigneuries des Païs-Bas, & de faire une bonne & ferme Paix perpetuelle, qui durera perpetuellement, & pendant nôtre vie, ou moins, entre sadite Majesté Imperiale & ses Successeurs, Sujets, Provinces & Seigneuries, & nous & nos Successeurs Rois d'Ecosse, & nos Sujets, Roiaume & Seigneuries; & pour le renouvellement du Contract de Paix & Alliance d'entre sadite Majesté Imperiale & feu le Roi Jaques nôtre cher Pere, Roi d'Ecosse, de communiquer, traiter, accorder, confirmer, ratifier, aprouver & fermement finir & conclure, tous & un chacun tels Traitez, Accords, Promesses, Lettres, Instruments, les faire, passer, donner & recevoir; & pour l'entretenement de tous les Points des Accords, demander, recevoir, si bon lui semble, en nôtre nom & au nom du susdit Tuteur & Gouverneur, le Serment requis, & faire & resoudre toutes les autres choses qui seront trouvées convenir pour l'avantage commun des Roiaumes, Pays, Terres & Seigneuries des deux Parties. Promettant en parole de Reine d'avoir & tenir inviolablement pour ferme & agreable à toûjours tout ce que par nôtre dit Commissaire aura été trouvé bon de faire, quand même la chose demanderoit un pouvoir plus special. En témoin & fermeté dequoi, avons, sous le bon plaisir, approbation, & consentement de nôtre susdit Tuteur & Gouverneur du Royaume, signé ces presentes de nôtre propre main & y fait aposer nôtre grand Sceau, à Edimbourg le 8. Septembre l'an 1550, & de nôtre Regne le 8. Signé JEAN; Et étoient lesdites Lettres scellées du Sceau du Royaume en Cire vierge; Et ce present Traité étoit signé LOUÏS DE PRAET, J. DE ST. MAURICE, T. ERSKIN, VIGLIUS DE ZWICHEM, & confirmé des Sceaux desdits Sieurs.

Nous donc susdit Charles Empereur étant informé de tout ce qui est contenu & renfermé dans le present Traité, en ayant une connoissance suffisante, & desirant du plus profond de nôtre cœur de renouveller l'ancienne Amitié avec la susdite Serenissime Reine d'Ecosse, & ses Roiaume, Seigneuries, Pays & Sujets, & de faire une sincere Paix & union perpetuelle, avons icelle Alliance, avec tous & un chacun les Chefs, Points, Clauses & Articles d'icelle, selon leur suite & teneur, de nôtre certaine science & entiere volonté, en la meilleure maniere, forme & ordre que nous puissions & soyons obligé de faire, aprouvé, ratifié & confirmé, & la tenons, par ces presentes, pour ferme, agreable & de valeur, & desirons qu'elle ait une force & vertu perpetuelle.

Et promettons outre ce expressément par ces presentes, sous l'obligation du Serment fait par nous de bonne foi, par l'imposition de nos mains sur les Saints Evangiles & en Parole d'Empereur, pour nous, nos Heritiers & Successeurs, d'observer entierement & invio-

ANNO 1550.

les in dit tegenwoordige Accoord begrepen, en yder Poinct in 't bysonder, te sullen voltrecken en onverbrekelijk nakomen, en tegens het selve in geenderhande wijse, directelijk noch indirectelijk, noch onder geenderhande gesocht pretext te sullen doen of komen. Tot oirkonde en getuygenissen van alle 't welke, en yegelijk van dien, hier voren verhaelt, wy desen tegenwoordige onse Brieven van Ratificatie en bevestinge, met onse eygen handen geteekent en onderschreven, met het aenhangen van ons Zegel doen versterken en bekrachtigen hebben. Gegeven in onse Keyserlijke Stad van Ausburg, den eersten dag van April in 't Jaer 1551. na Paesschen, van onse Rijken, te weten van Spanjen en andere het seven-en-dertigste. *Was aldus onderschreven*, CAROLUS V. ASSERZENOT. By den Keyser en Koning, BRINE.

Belovende ter goeder trouwe die te onderhouden en na te komen, te doen onderhouden en na komen, onverbrekelijk en eeuwiglijk, na haren teneur en inhouden, sonder daer tegens te doen in eenigerhande maniere, directelijk of indirectelijk, onder wat pretext of dek-mantel het ook zy. In oirkonde van 't welke wy de tegenwoordige hebben doen zegelen, en onderteekenen by onsen Griffier. Gegeven in den Hage in Holland in onse Vergaderinge den 26 dag Julij in 't Jaer der gratie 1594. Geparagrapheert, HOTTINGA. *Op de plijke stond geschreven*, ter ordonnantie der voorsz. Heeren Staten. *Onderteekent* C. AERSSEN. *En gezegelt met het Zegel der selver Staten in roden wasse, hangende aen een steert van een goude snoer, vermengt met silver en roodverwige zijde.*

WY JACOB by der gratie Godes, Koning van Schotland, hebbende gesien, gelesen, en gelet op het Tractaet van eeuwige Vrede, Vrundschap en Verbond, gemaeckt, opgerecht en besloten by de Ambassadeurs van de Alderhoogste, Alder-excellentste en Aldermachtigste Prince van seer geluckiger memorie, Karel de Vijfde, by der Goddelijker gratie Rooms Keyser, altijd Vermeerder des Rijks, &c. in qualiteyt van Heere van de Nederlanden, en Maria by der gratie Godes Koninginne van Schotland, onse alderge-eerste Vrouwe en Moeder, voor alsdoen geauthoriseert met het consent van den Hertoge van Chastelherault, haren Momboir, ende van den groten Rade van dit Koningrijk, voor hun, hare Heeren en Nasaten, dragende date te Bins in Henegouwen den 15. dagh Decembris in 't Jaer (a) 1550. En vindende dat seer aengenaem, heylsaem en oirbaerlijk voor ons en onsen Staet, meriterende te dien aensien oprechtelijk en onverbrekelijk van onsent wegen onderhouden en nagekomen te werden, sonderling aen de Vereenigde Provintien der voorsz. Landen, so om den gemeensamer en vryer Koophandel en Trafijke tusschen onse Ondersaten, en d'Inwoonders der Steden, begrepen onder de voorsz. Unie, als om onse oprechte en gemeene belijdenisse van de waerachtige Religie, hebben sinceerlijk en solemnelijk belooft, gelijk wy by desen op Koninglijke trouwe en woord sinceerelijk en solemnelijk beloven, voor ons, en onse Heeren en Nasaten, onverbrekelijk te onderhouden en nakomen, aen de voorsz. Vereenigde Provintien en andere, die sig hier namaels met deselve souden mogen vereenigen, haer Landen, Steden en Inwoonders, alle en yegelijke de Poincten, Clausulen en Articulen, begrepen in het voorsz. Tractaet, of in eenig ander Verdrag of Accoord, hier bevorens gemaeckt en besloten by de Ambassadeurs en Commissarisen der Princen der voorsz. Landen, tot haer vaster Verbontenisse en Vrundschap, alles met alsulker trouwe en oprechtigheyd, als of de voorsz. Verdragen en Tractaten waren opgerecht en besloten geweest tusschen ons en de voorsz. Geunieerde Provintien in 't particulier. In oirconde deses hebben wy de tegenwoordige onderteekent met onse eygen hand, en ons Zegel daer aen doen hangen. In onse Stad van Edinburg den 14. dag Septembris in 't Jaer 1594. en van ons Rijk het acht-en-twintigste. *Onderteekent* JACOB. *En gezegelt met het grote Zegel van sijn Majesteyt hangende aen een steerte van rode zyde, vermengt met goud en silver, in roodverwigen wasse.*

(a) Lisez 1551. comme dans le Traité même. [DUM.]

ANNO 1550.

inviolablement tout ce qui est contenu dans le present Accord & un chacun des Points d'icelui, & de ne faire, ni contrevenir à icelui en quelque maniere, & sous quelque pretexte que ce soit. En temoin de toutes lesquelles choses ci-dessus mentionnées avons ces presentes Lettres de Confirmation & Ratification signé de notre propre main, & l'avons corroboré de l'apposition de notre Scel. Donné en nôtre Ville Imperiale d'Ausbourg le premier jour d'Avril de l'an 1551. *aprés Pasques, de nos Royaumes sçavoir d'Espagne & autres le trente septiéme.* Et étoit signé CHARLES V. ASSERZENOT; *Par l'Empereur & le Roi*, BRINE.

Promettant en bonne foy de l'entretenir & observer, faire entretenir & observer inviolablement & perpetuellement, selon sa forme & teneur, sans rien faire au contraire en aucune maniere, directement ou indirectement, sous quelque pretexte & couverture que ce soit. En témoin dequoi nous avons ces presentes fait signer & sceller par nôtre Greffier; donné à la Haye en Hollande en nôtre Assemblée le 26. *Juillet de l'an de grace* 1594. *Paraphé* HOTTINGA, sur le repli étoit écrit, *par ordonnance des susdits Seigneurs Etats.* Signé C. AERSSEN. Et scellé du Sceau desdits Etats en cire rouge, pendant en simple queuë d'un cordon d'or, mêlé d'argent & de soye teinte en rouge.

NOUS JAQUES *par la grace de Dieu Roi d'Ecosse ayant vû, lû & examiné le Traité de Paix perpetuelle, d'Amitié & d'Alliance, fait, conclu & arrêté par les Ambassadeurs des trés-Hauts, trés-Excellens & trés-Puissans Princes & Princesse d'heureuse memoire Charles-Quint par la grace de Dieu, Empereur des Romains toûjours Auguste &c. en qualité de Souverain des Païs-Bas, & Marie par la grace de Dieu Reine d'Ecosse notre trés-honnorée Dame & Mere, pour alors autorisée du consentement du Duc de Chastelberault son Tuteur, & du grand Conseil du Royaume, pour eux, leurs Seigneurs & Successeurs, daté de Binch en Hainaut le* 15. *Decembre de l'an* 1550, *& le trouvant fort agreable, salutaire & profitable pour nous & notre Etat, & meritant pour cette consideration d'être observé & gardé sincerement & inviolablement de notre part sur tout dans les Provinces Unies des susdits Païs, tant à cause du Negoce & Trafic commun entre nos Sujets, & les Habitans & Villes compris dans la susdite Union que pour la confession commune de la véritable Religion, avons sincerement & solemnellement promis, comme par ces presentes nous promettons sincerement & solemnuellement en foy & parole de Reine, pour nous & nos Seigneurs & Successeurs, de garder & d'observer inviolablement aux susdites Provinces-Unies & autres qui ci-aprés se pourroient reunir à eux, leurs Villes, Païs & Habitans, tous & un chacun les Points, Clauses & Articles compris dans le susdit Traité, ou en quelque autre Accord & Convention ci-devant faits & conclus par les Ambassadeurs & Commissaires des Princes des susdits Païs pour leur plus ferme Alliance & Amitié, le tout avec telle fidelité & sincerité que si les susdits Accords & Traitez avoient été faits & conclus entre nous & les susdites Provinces-Unies en particulier. En témoin dequoi avons signé ces presentes de notre propre main, & y avons fait apposer notre Seel. En notre Ville d'Edimbourg le* 14. *jour de Septembre* 1594. *& de notre Regne le vingt-huit. Signé* JAQUES. Et scellé du grand Sceau de Sa Majesté, pendant en simple queuë de soye rouge, mêlée d'or & d'argent, en cire teinte en rouge.

VI.

ANNO 1551.

VI.

12. Fevr. Kaysers CAROLI V. Bescheid in Sachen Bischof Georgens zu Regenspurg wider den Cämmerer und Rath alda/ wodurch Er diesen befiehlet mit der Lehr- und Kirchen-Ordnung nach ihrer Kayserl. Majestät gegebenen Declaration sich auf-zuführen/ das Barfüsser Closter dem Bischoffen ein-zuantworten: hingegen solle der Bischof einen Christl. Lebens-wandel unter seinen Geistl. unterhalten und die 200. Gulden jährl. Zinß denen von Regenspurg bezahlen. Endlichen definirt Er auch/ in welchen Fällen die von Regenspurg sich einiger Obrigkeit gegen die Geistl. zu bedienen macht haben sollen. Geben Augspurg den 12. Febr. 1551. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. III. Absatz IV. pag. 490.]

C'est-à-dire,

Decret de l'Empereur CHARLES V. *entre* GEORGE *Evêque de Ratisbonne Demandeur d'une part, & le* MAGISTRAT *de* RATISBONNE *Défendeur d'autre part: Il y est ordonné à ceux-ci d'observer ponctuellement la Déclaration de Sa Majesté Imperiale dans les affaires de Religion, & de restituer à l'Evêque le Monastere des Déchaussés; comme aussi à l'Evêque de contenir ses Ecclesiastiques dans un genre de vie conforme à leur état; & de payer à la Ville sa Rente annuelle de 200. Florins. Il y est aussi declaré en quels cas le Magistrat de Ratisbonne pourra exercer sa Jurisdiction sur les Ecclesiastiques. A Augsbourg le 12. Fevrier 1551.*

WIr Carl der fünffte/ von GOttes Gnaden Römischer Käyser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ 2c. Bekennen öffentlich mit diesem Brieff/ und thun kund allermänniglich. Als sich zwischen dem Ehrwürdigen Georgen/ Bischoffen zu Regenspurg/ unserm Fürsten und lieben Andächtigen/ an einem: und den Ehrsamen/ und des Reichs lieben Getreuen N. Cämmerer und Rath der Stadt Regenspurg/ anders Theils/ von wegen Anrichtung unserer jüngst aufgerichteten Ordnung des Interims, der Bischöfflichen Jurisdiction, und etlicher Geistlichen/ auch des Thumb-Pfarrers Zinsen und Renten/ und Restitution des Barfüsser-Klosters daselbst/ und anderer Beschwerung halben/ so beyde Theil gegen einander zu haben vermeynen/ Spenn und Irrung erhalten/ also/ daß gedachter unser Fürst/ der Bischoff zu Regenspurg/ seine Beschwerung und Klag in Schrifften übergeben/ welche wir bemeldten zu Regenspurg ihr Antwort darauff zu geben/ zustellen lassen/ die ihren Gegenbericht und Beschwerung in Schrifften auch fürbracht/ darauff des Bischoffs Replica, und folgends ihr der Stadt Duplica, und sonst ander mehr Schrifften beyderseits hin und wieder einkommen/ und endlich letzlich darauff mündlich und in Schrifften beschlossen/ und zu Recht und Erkänntnüß gesetzt worden. Daß wir demnach auff solche einbrachte Klag/ Antwort/ Replic, Duplic, und all ander mündlich und schrifftlich fürbringen/ nach empfangenem Bericht und stattlicher Erwegung der Handlung der obberührten Partheyen/ in unserm Käyserlichen Hof-Rath/ auff heut dato diesen endlichen Bescheid geben und eröffnen lassen. Nemlich in Sachen Herrn Georgen/ Bischoffen zu Regenspurg/ gegen und wieder Cämmerer und Rath daselbst. Anfänglich/ so viel den Puncten der Religion betrifft/ ist der Römischen Käyserl. Majest. unsers Allergnädigsten Herrn/ ernstlicher Befelch und Meynung/ daß gedachte von Regenspurg sich mit der Lehr- und Kirchen-Ordnung/ Ihrer Majest. hiervor gegebener/ und von ihnen angenommener Declaration ungemäß aufzurichten sich gäntzlich enthalten/ sondern den Bischoff als ihren Ordinarium, in Verwaltung seines Bischofflichen Ampts/ auch bey den Verträgen/ so hiervor zwischen den Theilen deßhalben auffgericht/ unverhindert bleiben lassen/ und dieselben ihres Theils festiglich halten und vollziehen. Ob auch jemands dem obgeschriebenen allem zuwider handelt/ der soll keines wegs geduldet/ sondern der Gebühr nach/ und mit Ernst gestrafft werden. Es sollen auch gedachte von Regenspurg/ fürgewendter Einred unverhindert/ das Barfüsser-Kloster daselbst/ sambt allen und jeden desselben Ornaten/ Kleinodien/ brieflichen Urkunden/ Haußrath/ und ander Zugehörungen innerhalb 6. Wochen/ den nechsten nach diesem Ausspruch/ dem Bischoff einantworten/ der sich der Administration und Verwaltung desselben/ vermög der Fundation, und Päbstl. Heil. Concession, hab zugebrauchen. Doch ob die von Regenspurg insgemein/ oder sonderbahre Personen/ einig Jus Patronatus des Orts hetten/ demselben/ und was ihme von Rechts/ und alter gewöhnlicher Gewohnheits wegen/ anhängig/ in allweg unvergriffen. Desgleichen sollen sie/ fürgewendter Einred unverhindert/ dem Thumb-Pfarrer und seinem Knaben den gewöhnlichen jährlichen Zinß/ zu Beleitung des Hochwürdigen Sacraments/ den Begehrenden zu reichen/ fürohin ungeweigert entrichten und bezahlen/ sich auch des verfallenen halben seither des jüngsten Abschieds mit ihme vertragen/ und fast allen und jeglichen Geistlichen ihr Zinß/ Zehend/ Rent und Gülten/ so viel deren kündlich dargethan werden mögen/ vermög desselben Abschieds/ unabbrüchlich folgen lassen. Hergegen soll der Bischoff seines Theils/ auch getreulich mit allem Fleiß und Ernst daran seyn/ daß Ihrer Majest. fürgestellte Christliche Reformation, und was zu Beförderung derselben/ im jüngsten Provincial-Concilio für gut angesehen und beschlossen/ zu förderlichstem in das Werck gerichtet/ also daß bey aller seiner Geistlichkeit/ u. fürnehmlich in berührter Stadt Regenspurg/ als bey der Haupt-Kirchen/ Christliche Zucht/ ehrbarer Wandel/ gepflantzt und erhalten/ und allermänniglich dißfalls gut Exempel vorgetragen werde. Dazu sich dann Ihro Käys. Majest. als ein Christenlicher Käyser ihres Theils/ aller gebührenden nothwendigen Hülff gantz gnädiglich thut erbiethen. Ob auch jemands fon des Bischoffs zugehörigen Geistlichen/ oder ander/ etwas verbrechen/ und fürnemlich dergleichen lästerlichen Mißhandlung/ wie zum Theil in deren von Regenspurg/ den funffzehenden Decembris jüngst-übergebener Schrifft angeregt/ begangen hätt/ oder noch begehen würde/ so soll der Bischoff nicht allein auff Anruffen des Beleidigten/ sondern ex officio, daran seyn/ damit das Ubel ernstlich gestrafft/ auch sonst männiglich, der bey ihnen/ oder seiner nachgesetzten Geistlichen Obrigkeit/ Klag anzubringen/ zu seinem Rechten verholffen werd. Ferner/ so soll der Bischoff/ sambt seinem Thumb-Capitel und Clerisey die zweyhundert Gülden jährlich Zinß-Gelds denen von Regenspurg/ in Krafft vorigen Abschieds/ ungeweigert hinfüran bezahlen/ und sich des verfallenen halben mit ihnen vertragen/ und soll dem Bischoff/ seine Geistliche/ so viel ein jeder an demselben Geld zu geben schuldig/ gebürlicher Weiß/ u. wie im Gebrauch herkommen/ zu belegen/ kein Verhinderung beschehen. Was dann betrifft die begehrte Erläuterung desselben Abschieds in Puncten/ so von Erörterung der Geistlichen Abschieds meldet/ soll derselb Punct diesen Verstand haben/ daß die von Regenspurg die Geistlichen vor sich zu erfordern/ oder sich gegen dieselben einiger Obrigkeit anzumassen nicht Macht haben/ es wäre dann/ daß ein Geistlicher der mindern Weyhe/ zu der Ehe gegriffen/ sein Tonsur und Habit verlassen/ oder wo einer an Auffruhren/ und dergleichen ungebührlichen freventlichen Handlungen/ ohne die Tonsur, und Habit, also daß er für einen Geistlichen nicht zu erkennen/ erfunden/ oder aber von seiner Geistlichen Obrigkeit der Weltlichen überantwort wurd/ oder in Reconvention, oder Lehens-Sachen/ da die von Regenspurg Lehen-Herrn/ und was dergleichen Fäll mehr/ so in gemeinen Rechten ausgedruckt/ die auch derhalben keiner sondern Declaration oder Specification bedürffen/ in denselben soll es allenthalben/ wie in berührten Rechten begriffen/ auch von alter löbl. Herkommen/ gehalten werden. Alsdann bey den Puncten der begehrten Cassation eines ausgebrachten Privilegii, die von Regenspurg sich auff etliche alte Freyheiten ziehen/ ist ihr Majest. Befelch/ daß sie dieselben in vierzehen Tagen/ den nechsten/ vor Ihrer Majest. oder derselben Räthen/ in glaubwürdigen Schein fürbringen/ sich darauff weiter der Gebühr halben zu erzeigen. Und will sonst Ihr. Majest. aller anderer nochmahls unerörterter Irrungen halben/ davon im vorigen Abschied Meldung geschehen/ gnädige Commission lassen ausgehen/ damit beyde Theil gegen einander nothdürfftiglich/ und doch summariè verhört/ und Ihr. Majest. Relation davon gethan werd. Darauff hat Ihro Maj. gnädigst bedacht/ güttlich Unterhandlung pflegen zu lassen/ und im Fall da dieselben entstünde/ die Irrungen nach Gestalt und Gelegenheit derselben entweders zu entscheiden/ oder aber an die Ort zu weisen/ dahin es sich von rechtswegen gebühren soll. Und sollen darauff jede Parthey/ in vierzehen Tagen den nechsten/ etliche unpartheyische gelegene Personen ernennen/ darauf Ihr. Maj. eine oder sonst andere/ zu Commissarien fürnehmen mög. Es soll auch sonst der hievorig Abschied in allen desselben Puncten und Articuln/ bey seinen Kräfften und Würden bleiben. Deß zu Urkund haben wir gedachtem Unsern Fürsten/ dem Bischoff zu Regenspurg auf sein demüthig Anruffen u. Begehren/ durch seinen Anwalt beschehen/ diesen Brieff/ unter unserm Käyserl. anhangenden Insiegel verfertigen und zustellen lassen/ der geben ist in unser u. des Reichs-Stadt Augspurg/ am zwölfften Tag des Monats Febr. nach Christi unsers lieben Herrn Geburt/ funffzehen hundert und im ein und funfftzigsten/ unsers Käyserthums im ein und dreyßigsten/ u. unserer Reiche im sechs und dreyßigsten Jahr.

CAROLUS.

Vt. C. A. BERTZENOT.

Ad Mandatum Cæsareæ & Catholicæ Majestatis proprium.

JOH. OBERNBURGER.

VII

ANNO 1551.

VII.

8. Mars. *Privileges ottroiez aux Marchands* SUISSES, *par* HENRI II. *Roi de France. Du huitiéme Mars* 1551. [FREDER. LEONARD, Tom. IV.]

FRANCE. ET SUISSE.

HENRI par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nos tres-chers & grands Amis, Alliez, Confederez & bons Comperes, les Seigneurs des Ligues Suisses, nous ont par leur Ambassadeur envoié devers Nous, fait remontrer, que combien qu'ils soient joints & unis avec Nous de perpetuelle Paix, Amitié & Alliance, pour le respect de laquelle ils ont toûjours fait demonstration par les effets mesmes, qu'ils ne desirent rien plus que le bien, prosperité & grandeur de nostre Roiaume, & en cela emploier tout devoir de bons & parfaits Amis, chose qui requiert & merite que les aions en singuliere recommandation, & qu'ils ne soient traitez & favorisez en nostredit Roiaume de moindre faveur & gratuité que aucuns autres de nos Amis. Neanmoins ainsi que leurs Marchands & Sujets frequentans les Foires de Lyon, leur ont fait entendre que les Marchands de l'Empire frequentans aussi lesdites Foires, ont aprés chacune Foire quinze jours francs pour tirer & enlever leur seule Marchandise, & eux n'en ont que dix; desorte qu'en cet endroit ils sont diversement traitez, dont ils leur ont fait plusieurs remontrances, & requis qu'ils voulussent faire instance envers Nous, qu'en faveur & consideration de l'entiere & parfaite Amitié qui est entre Nous, qu'il nous plaise estendre en leur endroit semblable grace, pour lequel effet ont iceux Seigneurs des Ligues envoié devers Nous, nostre cher & bien aimé Allié, Antoine Tillier, Banderet de Berne, qui nous a dit & exposé ce que dessus, avec tres-humble Requeste de la part desdits Seigneurs des Ligues, nostre plaisir soit les gratifier en cet endroit. Sçavoir faisons, que Nous aians mis en consideration combien est grande & meritoire la bonne & singuliere volonté que nous portent lesdits Seigneurs des Ligues, desirant pour leur complaire en ladite Requeste, & leur faire par cette nostre liberalité connoitre & sentir ce que nous desirons faire pour eux en leur faveur. Pour ces causes & bonnes considerations à ce Nous mouvans, avons de nostre grace speciale dit, declaré & ordonné, disons, declarons & ordonnons, voulons & nous plaist, que les Marchands frequentans lesdites Foires de Lyon, Sujets desdits Seigneurs des Ligues, puissent & leur loisent, outre lesdits dix jours dont ils jouïssent & usent franchement, aprés chacune des Foires, tirer & delivrer hors de nostredite Ville de Lyon, durant & pendant le temps de cinq autres jours davantage, faisant en tout le nombre de quinze jours, toutes & chacunes les Marchandises, franchement & quittement, & ainsi que font lesdits Marchands de l'Empire, & eux ont fait par ci-devant durant lesdits dix jours, sans pour ce paier aucunes choses des Droits & Peages pour ce deus, dont & de tout ce qui nous pourroit écheoir, nous les avons affranchis, quittez & exemptez, affranchissons, quittons & exemptons d'iceux, à quelques sommes qu'ils se puissent monter, fait & faisans don par ces Presentes signées de nostre main; par lesquels donnons en mandement à nos amez & feaux les Tresoriers Generaux de nos Finances, sur le fait de la Justice de nos Aydes à Paris; Senéchal de Lyon, Conservateur des Foires dudit Lieu, ou leurs Lieutenans, & à tous autres Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que de nostre presente permission, affranchissement, don & quittance, tout le contenu ci-dessus vous fassiez, souffriez & laissiez lesdits Marchands, Sujets desdits Seigneurs des Ligues, jouïr & user plainement & paisiblement, laissant & faisant laisser tous troubles & empeschemens au contraire, lesquels si faits, mis ou donnez, leur avoient esté ou estoient, vous ferez reparer & remettre au premier estat & deu: Car tel est nostre plaisir, nonobstant que la valeur desdits Droits ne soient ici specifiez & declarez. les Ordonnances par Nous faites, & l'apport de nos deniers au Louvre, quelconques & autres Ordonnances & Restrictions, Mandemens & Deffenses à ce contraires. Nous avons de nostre grace, pleine puissance & autorité Roiale, dérogé & derogeons par ces presentes & à icelles fait mettre & apposer nostre Seel. Donné & remis le huitiéme Mars 1551. & de nostre Regne le cinquiéme. *Signé*, HENRI, Par le Roi, DE L'AUBESPINE.

Les susdits Privileges ont esté confirmez par le Roi CHARLES IX. *à Fontainebleau le premier jour d'Aoust* 1571. *par le Roi* HENRI III. *à Paris le cinquiéme Decembre* 1582. *& par le Roi* HENRI IV. *à Paris au mois de Mai* 1594.

VIII.

Churfürst Friedrichs von Pfaltz und derer übrigen Herren Pfaltzgrafen bey Rhein weltlichen Standes Erneurung der zwischen Jhnen den 11. February 1545. aufgerichteten Union beschehen/ zu Erhaltung ordentlicher Succeſſion der Chur- und löblichen Pfaltz-Churfürstlichen Haußes. Dat. Heydelberg auf Mitwochs nach dem Sonntag Judica den 18. Martii 1551. [Electa Juris Publici Curiosa Continuat. pag. 353. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 658. d'où l'on a tiré cette Piéce.] 18. Mars.

C'est-à-dire,

Traité entre FREDERIC *Electeur Palatin*, *& les autres Palatins du Rhyn*, *pour le renouvellement de l'*Union *concluë entr'eux le* 11. *Fevrier* 1545. *& par laquelle il avoit été pourvû au maintien de la Succession à l'Electorat*, *dans la Maison Electorale Palatine. A Heidelberg le Mecredi aprés le Dimanche* Judica, 18. *Mars* 1551.

VOn GOttes Gnaden Wir Friederich Pfaltzgraffe bey Rhein/ Hertzog in Bayern/ des H. Röm. Reichs Ertz-truchsäß und Churfürst: Otto Heinrich/ Pfaltzgraff in Ober- und Nieder-Bayern; Johanns Pfaltzgraff bey Rhein/ Hertzog in Bayrn/ und Graff zu Sponheim; Wolffgang/ Pfaltzgraff bey Rhein/ Hertzog in Bayrn und Graff zu Veldentz/ von unser selbst und des Hochgebohrnen Fürsten/ unsers jungen lieben Vettern und Pfleg-Sohns/ Herrn Georg Hannsen/ Pfaltzgraffens/ bey Rhein und Hertzogs in Bayern wegen/ Friederich/ Pfaltz-Graff bey Rhein/ und Hertzog in Bayern/ und Georgt Pfaltz-Graff bey Rhein und Hertzog in Bayern/ Gebrüder und Vetter/ als dieser Zeit im Leben wesende weltliche vom Hauß der Pfaltzgraffschafft am Rhein gebohrne Fürsten/ bekennen und thun kund offenbar mit dieser Schrifft/ für uns und unser aller Erben/ als im verschienen 1545sten Jahr aus mercklichen Bewegnüßen und dapffern erhedlichen Ursachen zwischen unser Pfaltzgraff Friedrichen/ Churfürsten/ Hertzog Ottheinrichen von unser selbst/ und weiland des Hochgebohrnen Fürsten/ unsers geliebten Bruders Hertzog Philipsen seeliger Gedächtnuß wegen/ Hertzog Wolffgangen/ Hertzog Johannsen und Hertzog Wolffgangs/ von unser selbs und unsers jungen lieben Vettern und Pfleg-Sohns Hertzog Georg Hansen wegen/ für uns und unser aller Erben ein freundliche Vergleichung und Verständnuß aufgericht worden/ anfahend: von Gottes Gnaden/ Wir Friederich/ Pfaltz-Graff bey Rhein/ Hertzog in Bayern/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Truchsäß und Churfürst/ rc. Und endet sich: Geben auf Mittwoch nach Apolloniæ, den 11. Februar. Anno 1545. dahin streckende/ wie das löblich Chur-Hauß der Pfaltz/ so unverdächtlicher Jahren von weiland unsern Vor-Eltern Pfaltz-Graffen an dem Rhein/ je von einem auf den andern ordentlicher weis bis auf uns Pfaltz-Graff Friedrich Churfürsten continuirt/ geerbt und gekommen/ als denen es Rechts/ der Billigkeit/ Natur/ auch vermög guldener Bull/ und anderer Käyserl. Satzungen wegen gebühret hat/ in friedlichem Aufnehmen erhalten und regiert worden ist/ also fürbaßhin nicht weniger gehandhabt/ in altem löblichen herbringen bey diesem unsern Stammen und Linie der Pfaltz-Graffen am Rhein vestiglich unverruckt behalten/ fürnehmlich auch weiland des allerdurchläuchtigsten Fürsten/ Kayser Siegmunds milder Gedächtnuß/ löblichen Erkäntnuß/ Satzungen und Decreten/ so Ihr. Majestät sampt des Heiligen Reichs Churfürsten darüber gethan/ unter andern vermögende/ wie die Chur/ Stimm/ Würdigkeit und Macht einen Römischen König zu künfftigem Kayser zu erwählen/ und das Ertztruchsäßen-Ampt mit allen ihren Herrschafften/ Landen/ Leuthen/ Freyheiten/ und Zugehörungen in ewig Zeit bey dieser unser Linie der Pfaltz-Graffen an dem Rhein/ und unsern nächsten Erben nach Vätterlicher Linie von erblicher und Vätterlicher Nachfolg/ aus Ordnung der Geburt bleiben und behalten werden/ daß auch die

Chur/

ANNO 1551.

Chur / das Ertz-truchsässen-Ampt und das Fürstenthumb der Pfaltz-Graffschafft an dem Rhein und zu Bayern / so bisher durch die Pfaltz-Grafen / Churfürsten / inngehabt und besessen / nimmermehr von einander gescheiden werden / noch eines ohne das ander seyn soll / noch mag / ꝛc. ꝛc. in Ewigkeit von uns und unsern Erben beständiglich nachgesetzt / ohne allen Mangel und Verruckung vollzogen werden solle: Wie wir uns dann desselben nachvermöge ehe im 45. Jahr aufgerichter Vergleichung und Verständnuß erblich / würcklich zusammen verbunden / und des mehr vereint haben / daß wir bey dem Allerdurchlauchtigsten / Großmächtigsten Fürsten / Herrn Carl den Fünfften / Römischen Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / Unserm allergnädigsten Herrn / ꝛc. um Confirmation solcher alten Decret, Satz- und Ordnungen der Chur / des Ertz-Truchseßen Ambts / und der Pfaltzgraffschafft halb bey Rhein / ꝛc. ꝛc. ansuchen / auch desselben bey des Heil. Reichs Churfürsten mit Bewilligung ausbringen / darzu wir Hertzog Johanns / Graff zu Sponheim und Hertzog Wolffgang / Graff zu Veldentz / auf den Fall / daß der Allmächtig gnädiglich verhuten wolle / wo unsere freundliche liebe Vettern / Pfaltzgraff Friedrich Churfürst / Hertzog Ottheinrich / Hertzog Philipps / und Hertzog Wolffgang / mit Tod / ohne eheliche mannliche Leibs-Erben verfuhren / wir alsdann / denen es unter uns gebühret / aus natürlicher Blut-Sipschafft / als nechste / rechte / wahre Ihrer Liebden Erben zu unserer Erbgerechtigkeit / der Chur / des Ertz-Truchsessen-Ambts / und der Pfaltz-Graffschafft am Rhein und zu Bayern / unverschiedlich / und unverhinderlich kommen möchten / alsbald bey hochermeldter Käyserlicher Majestät umb Belehnung der Chur zu unsern Rechten anlangen solten und möchten / wie unsere freundliche liebe Vettern / der Pfaltzgraff Churfürst / Hertzog Ottheinrich und Hertzog Wolffgang uns dasselbige freundlich bewilliget / doch ihrer aller Liebd. und deren ehelichen mannlichen Leibs-Erben an ihren Erbschafften / Succession, Herbringen / Rechten und Gerechtigkeiten in alle Weeg unvergreiffenlich und unnachtheilig: daß auch ietztgemelten unsern lieben Vettern / den Hertzogen gleiche Empfängnuß zu Ihrer Liebd. Gelegenheit vorstehen solte. Wie dann solches alles in obberührter unserer freundlichen Vereinigung weiter und klärlich ausgetruckt ist: So nun aber seither der Hochgebohrne Fürst / unser freundlicher lieber Vetter und Bruder / Herr Philips Pfaltzgraffe bey Rhein / Hertzog in Nieder- und Ober-Bayern / ohne eheliche Leibs-Manns-Erben aus diesem Jammerthal verschieden / des Lbd. Seele der Allmächtige mit Gnaden pflegen wolle: Welches Liebd. in vermeldter unserer Vergleichung mit eingezogen und verbunden gewest / dazu / obwohl etlicher massen / in diesen Sachen Handlungen fürgenommen und gepflogen / dieselben doch zu solchem End noch nicht vollführet / daß der Kayserl. Majestät Confirmation über die Chur / das Chur-Fürstenthum der Pfaltz-graffschafft / und derselben anhangenden Dignitäten / Freyheiten / Recht und Gerechtigkeit / noch angeregte Belehnung / samt der Churfürsten Consens erlangt worden; So haben demnach wir alle uns freundlich von Nothwendigkeit dieser Sachen ferner unterredt / erinnert / und darauf aus trefflichem Bedencken / auch vernünfftigen guten Ursachen mit zeitigem Fürrath bewogen / zu unser / aller unser Fürstenthumb / Land und Leuth / Ehr und Aufnehmen / fürnehmlich zu Erhaltung ordentl. Succession der Chur / und löbliches der Pfaltz Churfürstliches Hauß / daß wir auch bey Kayserlichen / und des Heyligen Reichs Land-Frieden desto sicherer bleiben mögen / für uns und unser aller Erben / die vorgemelte unsere im 45. Jahr aufgerichte Vergleichung und Vereinigung / die der gulden Bull / Kayserlichen Decret und Satzungen / dieser der Pfaltz Chur und Succession halb gemäß gestellt / ietzo unter und zwischen uns allen wiederumb zu verneuern / dieselbig zu erklären / zu erweitern / und darauf uns für uns und unser aller Erben ferner erblich / ewiglich und unverscheidenlich zusammen zu verbinden und zu vereinen / wir verneuen und declariren auch bemeldte vorhabende freundliche Verständnüß / verbinden / vereinen und verpflichten uns darauf zusammen / für uns und unser aller Erben / würcklich / erblich / unverscheidenlich / und unwiederrufflich / in- und mit Crafft dieser Schrifft / nachfolgender massen und gestalt / nehmlich und dieweil nicht allein die guldin Bulla / so von weiland hochlöblichster Gedächtnuß Kayser Carl dem vierdten / als eine ewige Constitution in dem Heiligen Römischen Reich mit trefflichem Fürrath aller Churfürsten / auch anderer des H. Reichs-Fürsten und Ständ / aufgerichtet und geordnet worden / klärlich in sich begreifft / wie die Erbschafft und Succession der Weltlichen Churfürsten aus Väterlicher Linie und Nachfolg erblich und ewiglich nacheinander erfolge / gehalten und gehandhabt werden solle / fürnemblich auch einen Pfaltzgrafen bey Rhein / der mit Recht / und von Erb-Gerechtigkeit wegen das Churfürstenthumb der Pfaltz-Graffschafft bey Rhein / desselben Zugehörunge / Land / Mannschafften / und das Truchsessen-Ambt besitzt und innen hat / einen wahren rechten Churfürsten und Vicarien des Heiligen Reichs declarirt, sondern durch hochbemeldten Kayser Carl den vierdten / als ein König zu Böheim / des Heil. Römischen Reichs-Ertzschencken und Mit-Churfürsten / sambt allen andern Geist- und Weltlichen des Heiligen Reichs-Churfürsten zu Nürnberg / einmütiglich ein rechtlich Decret über der Pfallentz Stimm / Macht und Würdigkeit der Chur / dero Landschafft / Graffschafft / und das Ertz-Truchseßen Ambt / wem dieselben von Recht gebühren / und daß sie zu ewigen Zeiten unverscheidenlich bey einander stehen und bleiben / nimmermehr von einander gesondert werden sollen noch mögen / daß auch keiner zu einigem derselben einige Ansprach gewinnen noch haben / er spreche dann die andere auch an / und erwinde sie / wie recht seye: und dann folgend durch weyland hochlöblicher milder Gedächtnüß Kayser Sigismunden über solch der Pfaltz-Graffschafft bey Rhein erblich und ewig habende Chur / das Ertz-Truchseßen-Ampt / dero Landschafften / Mannschafften / Vicariat und andere zugewidmete anhangende Würdigkeit / Recht und Gerechtigkeit / unter besonderlicher Ihrer Majestät gulden Bulla / Kayserl. Decret, Constitution, Satzung und Ordnung / wie obermelt / noch weitere Fürsehung beschehen ist / wie es in ewige Zeit mit Erbschafft und Succession derselben / so bey diesem unserm Stammen und Linie der Pfaltzgraffen an dem Rhein weiland Pfaltzgraff Rudolphen Churfürsten (des Kayser Ludwigs Bruder / und der Aeltester gewest) und folgends König Ruprechten / ꝛc. löblicher seeliger Gedächtnüß herkommen als lang aus Gnaden des Allmächtigen derselbig Stamm wesende ist / bleiben / ꝛc. ohne alle Zerrüttung oder Widersprechen gehalten werden solle.

Dieweil auch sonderlich jetzo regierende Kayserliche Majestät Carolus der Fünffte unser allergnädigster Herr / zu Eintretung Ihrer Majestät löblichen Regierung im Heiligen Reich / alle Churfürsten / altem Herkommen gemäß / löblich / miltiglich versehen / vertröstet / ihnen zugesagt / versprochen / und des besondere Ihrer Majestät hochbevestigte Verschreibung gegeben hat / sie samentlich und besonder auch ihre Nachkommen und Erben / als Churfürsten und Fürnemdste des Heil. Reichs Glieder bey ihr jedes habenden und hergebrachten Ehren / Würden / Landen / Leuten / Rechten / Freyheiten und Gerechtigkeiten zu behalten / zu handhaben / und zu schirmen / welche jetztgemelte Fürsehung alle von hochermelten Kaysern hochbedächtlich verordnet / und trefflich verpoent seynd worden / demnach denselben gebührlichs Benügen und Vollziehung zuthun: Auf daß auch unserthalb noch von unsern Erben nimmermehr davon abgewichen / oder einige ungebührliche Neuerung eingeführt möge werden / so haben wir obgemelte Chur- und Fürsten die Pfaltzgraffen / Gebrüder und Vettern / samentlich und sonderlich / für uns und unser aller Erben / auch von unsers Hertzog Wolffgangs Grafens zu Veldens jungen Vettern und Pfleg-Sohns ehbemelts wegen / einander bey unsern Chur- und Fürstlichen Würden / Ehren / guten Treuen und dem Wort der Wahrheit geredt / zugesagt / und mit Handgebenden Treuen an eines rechten leiblichen geschwornen Eydsstatt je einer dem andern wohlbedächtlich angelobt und versprochen / thun das auch mit Krafft dieser Schrifft / daß wir für uns selbsten / alle unsere Erben und Nachkommen dieser unser stammlichen Linie der Pfaltzgraffen am Rhein / so von seeliger und hochloblicher Gedächtnüß / Pfaltzgraff Rudolffen / folgends König Rupprechten ꝛc. Unseren Voreltern Herkommen / als lang die durch Verschung des Allmächtigen in dieser Welt lebend und wesent bleiben / solche Chur / sampt dem Churfürstenthumb der Pfaltzgraffschafft bey Rhein und zu Bayern / desselben zugehörige anhangende Land- und Mannschafften / dem Ertz-Truchsäßen-Amt / Vicariat, und andern ihren zugehörigen Rechten / Dignitäten / Freyheiten und Gerechtigkeiten / wie das alles von weyl. Pfaltz-graff Friedrichen Churfürsten continuiret und geerbt ist / also samentlich unverschieden / unzertheilt bey einander auf dieser unser Linie / nach vermög vielangezogener gulden Bullen / Kayser- und Fürstlichen / Decreten / Satzungen / und Ordnungen ordentl. Succession nach / allweg uf unsere nechst geblütete Erben / wie sichs nacheinander gebühren wird / zu fallen / zu erben / possidiren und zu regieren / ohnzertrennet / in ewige Zeit bey uns haben und behalten sollen und wollen / auch dieselben noch etwas daraus auf niemand anders / dann dem und desselben Erben es unter uns nach Schickung des Allmächtigen von Erbs-Gerechtigkeit wegen / vermög obberührter guldener Bull / Satzung und Ordnungen / eignet / kommen / wenden / fallen / oder anerwachsen lassen / in keinen wegen noch weiß / wie das immer Schein oder Ursach haben könt / solt / oder möcht / also lang und viel ein einiger Pfaltzgraff aus dieser unserer Linie lebend und wesend vorhanden seyn würdet / alles bey ausgetruckten nahmhafften Pönen und Straffen / so die Kays. Bullen bey Privirung und Verwirckung aller Regalien und Lehen / und sonst ernstlich darauf setzen / wo einiger oder mehr aus uns oder unser aller Erben / über kurtz oder lang hiewieder thäten / handelten / fürnehmen oder bewilligten / in was Schein und Gestalt das beschehen / so diesem zugegen Abbruch gereichen möchte / daß der oder dieselbe in solche der Privation und andere einverleibte Poen / wie an ihme billich / würcklich gefallen seyn / die ihnen erfolgen / auch zur Erbschafft und Gerechtigkeiten an der Chur dem Churfürstenthumb und andern anhangenden Dignitäten / deren sie sich dadurch gemwürdiget und entgliedert / nicht mehr fähig seyn / noch zugelassen werden / sondern uf uns andere / denen sie vermög ehgemeldter Käyserlicher gegebener Satzung und Ordnung gebühren mögen / unwidersprechlich wachsen und fallen / und sollen nicht destoweniger dieselben ihre ungebührliche Handlungen / Bewilligung und Contract / jetzo alsdann / und alsdenn als jetzo / gäntzlichen von Unwürden / krafftloß / unbündig / auch uns andern an unserer Succession, Rechten und Gerechtigkeiten in allweg unnachtheilig seyn / wie sie dann in Krafft guldener Bullen / und Käyserlicher Constitution, was denselben zugegen fürgenommen und gehandelt wird / an ihme selbst nichtig und cassirt seyn sollen und müssen.

ANNO 1551.

Wir sollen und wollen auch sampt unser aller Erben zu vester Handhab und ewiger Beständigkeit des alles/ so vorgemeldet ist/ sonderlichen damit wir von andern/ wer die seyen/ destoweniger zu Veracht der guldenen Bull und Käyserlicher Satzungen/ daran verhindert/ oder darwider bedrangt werden mögen alles unser Vermögen/ Guets und Bluets/ Brüederlich/ Vetterlich/ freundlich und getreulich zusammen setzen/ und einander nicht verlassen/ darzu nachmahls guten Fleiß fürwenden/ was darüber Confirmation und Investitur/ Krafft hievoriger unserer 45sten Jahrs gethaner Vergleichung weiter vonnöthen seyn sollen und mögen/ dieselben zu unser jedes Rechten und Gebühr auch zu erlangen/ deshalben einander beräthlich und fürdersam erscheinen. Sollichs alles und jedes/ wie obbeschrieben/ von uns und unser aller Erben/ in ewige Zeit angenehm/ stet/ vest und unverbrüchlich zu halten/ vestiglich und treulich zu vollziehen/ darwider nimmermehr zu handeln/ zu thun/ oder fürzunehmen/ noch zu beschehen verhengen/ gestatten oder verschaffen/ gereden und versprechen wir bey obberührten unsern an wahres Eydsstatt/ fürstlich und aufrecht gethanen Handgelübden: Wir verzeihen und begeben uns auch alles und jedes/ daß hierwieder von jemand/ wer der sey/ jemahls gehandelt/ tractirt und fürgenommen wäre/ oder noch fürgenommen werden möcht/ dazu aller Einreden und Auszug Geist- und Weltlicher/ gegenwärtiger und künfftiger/ inn- und ausserhalb Rechtens/ Behelff/ Auszüg oder Einred/ auch aller Absolution, Dispensation, in integrum Restitution, und dergleichen Mittel/ wie die immer Schein und Namen haben/ oder von wem die hergelangen und erdacht/ so den Käyserlichen guldnen Bullen/ Constitution, Decreten/ Ordnungen und dieser unser Vereinigung zum Abbruch oder zu wider seyn/ und verstanden werden möchten/ uns derselben selbst/ noch unser Erben nimmermehr anzunehmen/ zu erlangen/ fürzuwenden/ noch zu gebrauchen/ in keinen Weg/ alles getreulich sonder Gefährd und Argelist.

Es sollen auch Unser Hertzog Wolffgangs junger Vetter und Pfleg-Sohn/ Hertzog Georg Hanß/ und künfftige unser aller Erben dieser unser stammlichen Linie/ so sie ihre vollkommene Jahr erreichen/ und Weltliche Fürsten bleiben/ verbunden seyn/ auff der andern Zeit im Leben wesenden Pfaltz-Grafen an dem Rhein/ freundliches Ersuchen/ diese Unser Fürstl. Vergleichung mit gleichmäßigem Hand-Gelübd und brieflichen Urkunden unter ihren Insiegeln zu betheuren/ zu ratificiren und zu bekräfftigen/ ob sie derselben auch theilhafftig und mitgenüßlich seyn wollen. Des zu bestem wahrem Urkund so haben wir Pfaltz-Graf Friederich/ Churfürst Hertzog Ottheinrich/ Hertzog Wolffgang/ Hertzog Johanns/ Hertzog Wolffgang von unsers und benelts unsers jungen lieben Vettern und Pfleg-Sohns Hertzog Georgen Hannsen wegen/ Hertzog Friedrich und Hertzog Georg/ unser jeder diese Einigung/ Vertrags-Schrifft/ deren fünff gleich lauts verfertigt seyn/ mit unsern eignen Händen unterschrieben/ darzu mit unsern Innsiegeln bekräfftiget; und wir Pfaltz-Graff Friedrich/ Churfürst/ den einen/ Wir Hertzog Ott Heinrich den ander/ Wir Hertzog Wolffgang den dritten/ Wir Hertzog Johanns von Unser und Unserer Söhn wegen/ den vierdten/ und Wir Hertzog Wolffgang von unser und unsers jungen Vettern und Pfleg-Sohns wegen/ den fünfften zu Handen und Verwahrung empfangen. Datum Heydelberg auff Mittwochs nach dem Sonntag Judica den 18. Tag Martii, Anno 1551.

Friedrich/ Pfaltz-Graf/ Churfürst/ mpp.
Ott Heinrich/ Pfaltz-Graff/ mpp.
Wolffgang Pfaltz-Graff/ mpp.
Johanns/ Pfaltz-Graff/ mpp.
Wolffgang/ Pfaltz-Graff/ und Graff zu Veldentz/ mpp.
Friedrich Pfaltz-Graff/ mpp.
Hertzog Georg/ Pfaltz-Graff/ mpp.

IX.

27. Mai. *Traité entre* HENRI II *Roi de France*, & OCTAVE FARNESE *Duc de Parme*, *par lequel* OCTAVE *s'engage au service de* HENRI *avec son Fils*, *ses Freres*, *ses Places*, & *ses Biens. Fait & passé par devant Notaires à Amboise le* 27. *Mai* 1551. [Pièce tirée du Vol. XCVII. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, pag. 157.]

FUrent présent & personnellement establis Messeigneurs Charles Cardinal de Lorraine Duc de Guise Pair de France, Anne Seigneur & Baron de Montmorency Connestable & Grand Maistre, & Jacques Dalbon Sieur de St. André Marchal de France, au nom & comme Procureurs generaux & speciaux du Roy tres-Chrestien, Henry second nostre souverain Seigneur, suffisamment fondés de Lettres de Procuration & Pouvoir de Sa Majesté qui seront cy-apres inserées, d'une part. Et le Seigneur Horatio Farnezé Chevalier de l'Ordre de sadite Majesté au nom & comme Procureur aussi suffisamment & specialement fondé, quand au cas qui s'offre de present, du Seigneur Octave Farneze Duc de Parme & de Plaisance son Frere, ainsi qu'il appert par des Lettres de Procuration pareillement inserées de mot a mot à la fin des presentes, lesquels Seigneurs Procureurs susnommés d'une part & d'autre ont, par devant Nous Notaires & Secretaires du Roy & de la Maison & Couronne de France soubsignez, respectivement confessé avoir fait, passé, transigé convenu & accordé le Traitté, Accord, Capitulations & Conventions qui s'ensuivent selon les offres qui par cy-devant ont esté faites au Roy de la part dudit Octave liberalement & de son bon gré.

ANNO 1551.

1. C'est a sçavoir de servir Sa Majesté, perpetuellement avec sa personne, biens & Estat, Fils & Freres, les Reverendissimes Cardinaux Farneze & St. Ange, & ledit Duc Horatio, desquels il se fait & porte fort & ce contre quelque personne que ce soit, excepté le St. Siege & en signe de ce arborer la Banniere de France en ses Villes & Places, Lieux, endroits de sa Domination, & s'il se presente occasion que le Roy voulust que luy ou l'un ou l'autre de sesdits Freres vint de part deça devera Sa Majesté, ils y viendéront a son simple mandement.

2. Que venant a mourrir ledit Duc Octavio avant que son Fils qui est en vie soit en age, les Ville & Chasteaux de Parme, & autres Places & Forteresses du susdit Estat seront consignées par ceux qui en auront & ont à present la garde premierement es mains du Cardinal Farneze, apres du Cardinal St. Ange, & pour le dernier du Duc Horatio, afin qu'elles ne soint soubz la Juristiction de la Mere estant Fille de l'Empereur & qu'il n'en puisse disposer a son plaisir; & sera envoyé au Roy le double duement collationé, ratifié dans deux mois prochins venans de la promesse ou Acte de Serment que sur ce ont & feront avec cet Accord & Capitulation.

3. Les Cappitaines & autres Gens de la garde desdittes Villes, Chasteaux & Forteresses, & encores ledit cas advenant du trespas dudit Duc Octave, celuy es mains duquel se fera la consignation des susdittes Places fera & baillera incontinent apres icelle faicte semblable promesse & obligation a Sa Majesté que presentement ledit Duc luy fait quant a ce poinct.

4. Qu'iceluy Duc n'acceptera jamais Traité ny Accord de l'Empereur, encor qu'il luy voulust restituer Plaisance, sans premierement le faire entendre au Roy & avoir sur ce son consentement, auquel Empereur il renvoiera le Collier de son Ordre qu'il luy avoit cy devant baillié.

5. Que voulant par cy-apres Sa Majesté faire & dresser quelque levée ou assemblée de ses forces en Italie pour quelque occasion ou entreprise qui le pourroit a ce mouvoir, & que pour cet effect il vueillie s'aider & accommoder de ladite Ville de Parme & desdittes Places & Fortresses qui en dépendent, ses Gens pourront y entrer fortz & foibles comme es autres Places de son obeissance pour estre aydez & secouruz de ce qu'ils auront affaire.

6. Les quelles offres & promesses telles que dessus ledit Sr. Horatio, pour & au nom de son Frere le Duc Octavio, a derechef faittes, promises & accordées, faitt & accorde au Roy devant nous, es Personnes desditz Seigneurs Cardinal de Lorraine & Duc de Guise, de Montmorency, & de St. André, Connestable & Marchal de France, Procureurs de sadite Majesté, qui au dit nom les ont acceptées & recues, acceptent & recoivent, & en ce faisant ont pour ledit Seigneur retenu & retiennent ledit Duc Octave au service de Sa Majesté, & sous les conditions dessus declarées promis & accordé, promettent & accordent, au nom que dit est, qu'iceluy Duc Octave, avec la Ville & son Estat de Parme, & ses legitimes Successeurs seront & demeurent doresnavant en la protection & garde dudit Seigneur Roy, pour par luy les deffendre, garder & maintenir envers & contre tous, sans aucun excepter, & que pour laditte garde & conservation desdittes Ville & Estat de Parme avec les Places fortes qui en dependent, Sadite Majesté entretiendra & soldoyera le nombre de 1500. Hommes de pied, & 200. Chevaux legers qu'il fera paier par chacun mois de leur solde. Et advenent l'occasion d'un siege en laditte Ville de Parme par une armée en force notable, laditte garde s'accroistra & augmentera de quelque nouvelles Bandes qui seront mises sus, pour faire une force suffisante pour ladite conservation & deffence dudit Parme & des Places dudit Estat qui se pourront garder, & seront

ANNO 1551.

les Cappitaines de telles Bandes nouvelles nommés, & mis par le Roy telz qui les voudra choisir, voullant & accordant Sa Majesté que Paul Vitel Lieutenent dudit Duc Octave soit Sur-Intendent General, & commande auxdittes Bandes, tant de Gens de pied que de Cheval durant le temps qu'ils feront a Parme & au Parmesan, & aura du Roy, par chacun mois, 100. écus d'Etat, tous les quels Gens de pieds & Chevaux-legers avec leurs Cappitaines feront le Serment, & jureront selon la forme qui en a esté pour ce baillée audit Duc Horace au nom que dessus, de bien & legitimement servir le Roy envers & contre tous, sans aucune exception, sous ledit Duc & soubz la charge de leurs Cappitaines particuliers, & dudit Paul Vitel Sur-Intendant General sur lesdittes Bandes pour la protection d'iceluy Duc Octave Farneze, & les legitimes Successeurs, seureté, deffence & conservation de ses Villes, Chasteaux, & Estat de Parme ou de la Place en laquelle les Bandes qui feront ledit Serment feront establies pour y tenir Garnison, le tout & ainsy qu'il leur aura esté commandé de par Sadite Majesté sans prejudice de la fidelité qu'iceluy Duc doibt au St. Pere, & au St. Siege comme son Fondateur.

7. Et pour ayder audit Sr. Duc Octave a supporter, & entretenir la despence qu'il est, & sera contraint de faire, il aura par maniere de Pension la Somme de.... escus par an qui luy seront payés sur ses simples quitances. Et la où le Cardinal Farneze son Frere viendroit a perdre aucun de ses Benefices sus pretexte & a l'occasion d'estre intervenu en ce present Traité & Accord, le Roy sera tenu l'en recompenser. Aussi ne sera par Sadite Majesté fait aucun Accord n'y Appointement de nouveau avec l'Empereur, que ledit Duc Octave avec son dit Estat n'y soit pareillement compris.

8. Et d'autant que lesdits Bandes de Gens de pied & de Chevaux-legers, selon & ainsi que dit est cy dessus, doivent estre payés & soldoyés par le Roy, Sa Majesté deputera un Gentilhomme des siens pour Commissaire avec un Controolleur de ses Guerres pour assister & estre présent à faire les montres en la maniere accoustumée tant desdits Gens de pied que de Cheval, afin de voir si le nombre desdittes Bandes sera complet sous leurs Enseignes, en quel estat ils se trouveront, expedier leurs Rolles & acquiter lesdittes montres, & faire observer les Ordonnanses de Saditte Majesté.

Toutes lesquelles choses cy-dessus declarées avec ce qui en depend lesdits Seigneurs Procureurs ont pour & au nom de leursdits Constituans & en vertu de leursdits Pouvoirs & Procurations, prommis & accordé respectivement l'un a l'autre, avec les obligations, & submissions en tel cas requises, entretenir, garder & observer inviolablement & le tout faire ratifier & agréer par lesdits Seigneurs Constituans, & chacun d'eux endroits soy sous leurs Seings & Seelz, en la meilleure & plus vallable forme que faire se pourra dedans le terme susdit de deux mois prochainement venans, & en tesmoing de ce tel ont signé de leurs mains ces presentes lesquelles par nous reçeues nous avons a leur requeste pareillement signées & approuvées avec les susdites promesses & obligations & submissions que de droict & raison, ils ont respectivement peu & deub faire l'un a l'autre es noms & qualités que dessus. Fait a Amboise le 27. May 1551.

Teneur de la Commission donnée par le Roy Tres-Chretien.

HENRI, par la grace de Dieu, Roy de France, a tous ceux, qui ces presentes Lettres verront Salut; Comme nostre cher & aimé Cousin le Duc de Parme, le Sr. Octave Farneze, nous eust cy-devant prié, & bien humblement requis, & eussent de sa part ci-devant esté faites aucunes offres, pour entrer en nostre service avec sa personne, & Estat, Fils & Freres, en le retenans & prenans en nostre protection, & garde aux qualités & conditions a plain contenues és Articles, qui nous auroient esté sur ce presentés de la part dudict Duc Octave Farnese par nostre amé, & feal Cousin le Duc de Castre, les Sr. Horace Farneze, Chevalier de nostre Ordre, son Frere, & le Sr. Houvinio son Deputé, lesquels Articles, apres quelques differens & difficultés sur ce faites d'une part & d'autre, Nous aurons acceptés & eus pour agreables, par quoy est besoin commettre de nostre part aucuns de nos speciaux Ministres, pour avec ledit Sr. Horace, Procureur special suffisamment fondé en cette part de nostredit

ANNO 1551.

Cousin le Duc Octave son Frere, ainsy qu'il nous a fait apparoir, convenir, traicter & accorder ce qui est a faire, negocier & passer entre nous, Scavoir faisons que pour la parfaite & entiere confience, que nous avons des Personnes de nos chers & amés Cousins Charles Cardinal de Lorraine, François de Lorraine Duc de Guise, Anne Seigneur & Baron de Montmorency, Connestable & Grand Maistre, & Jacques d'Albon Seigneur de St. André, Marechal de France, ausquels Nous nous remettons de la principale administration de nos plus grands & importants Affaires, iceux avons par ces presentes faitz, nommés, ordonnés, constitués, & establis, faisons, nommons, ordonnons, constituons, & establissons, nos Procureurs generaux & certains Messagers speciaux, pour & en nôtre Nom accorder, traicter & passer, avec ledit Sr. Duc Horace, au nom & comme Procureur de sondit Frere le Duc Octave, le contenu dessusdits Articles, portant les Convantions & Capitulations d'entre nous, & sur ce faire les promesses, submissions & renonciations en tel cas requises & pertinentes pour l'observation, & entretenement de nostre part des choses, qui seront accordées, traictées & passées entre eux, selon lesdits Articles, Prometions en bonne foy & Parole de Roy, & soubz l'obligation & hypotecque de tous & chacuns nos biens, presens, & a venir, ensemble de nos Successeurs, & ayans cause, avoir agreable, ferme & stable & ratifier en la meilleure forme, que faire se pourra, tout ce que par nos Procureurs ci-dessus aura esté fait, accordé, traicté & passé en ce Negoce, les circonstances & dependences comme si present en personne y estions, ... que le cas requist mandement plus special qu'il n'est exprimé par les presentes, car tel est nostre plaisir; en tesmoing de ce avons signé ces presentes de nostre main, & a icelles fait mettre nostre Seel. Donné a Amboise, le 28. jour d'Avril, l'an de grace mil cinq cent cinquante un, & de nostre Regne le cinquieme. *Ainsi signé* HENRY *& sur le Repli*, Par le Roy DUTHIER *Seellé cire jaulne a double queue; & audessus desdites Lettres*, lesdits Srs. susnommés ont escrit leurs noms, CHARLES Cardinal de Lorraine, FRANÇOIS DE LORRAINE, ANNE DE MONTMORENCY, JACQUES DALBON, *& encor au dessous desdits Seings est escript, ce qui s'ensuit.* Et nous Notaires & Secretaires du Roy de la Maison & Couronne de France, qui es choses susdittes sommes intervenus, avons, a la requeste desdits Seigneurs, Procureurs, stipulans comme dessus, signé ces presentes de nos Seings manuels, le 27. jour d'Avril, l'an 1551. le Roy estant en son Chateau d'Amboise. *Ainsi signé* DUTHIER, & CLAUSSES *& seelé de cire rouge aux Armoiries du Sr.* HORATIO FARNESE.

X.

Traité de Confédération entre HENRI II. *Roi de France &* EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre, pour le Mariage dudit Roi Edouard avec Madame* ELISABET *de France. A Angers le 19. Juillet* 1551. [FREDER. LEONARD, Tom. II. pag. 477.] 19. Juill. FRANCE ET ANGLETERRE.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam præsentes Literæ pervenerint. Nos Guillelmus Marchio de Northampton, Comes Essexiæ, Dominus de Par, Illustrissimi Ordinis Jarterii Miles, Magnus Camerarius Angliæ, & Nobilium Pentionariorum Capitaneus Generalis; Thomas, Episcopus Liensis; Joannes Masonus, Miles, Serenissimi Angliæ Regis in Lingua Gallicana Secretarius, & ad Christianissimum Regem Orator sive Ambassiator; Philippus Hobby, Miles, præfati Serenissimi Regis à cubiculis & Munitionum bellicarum Præfectus generalis; Guillelmus Pietering, Miles, præfati Regis item à cubiculis; Thomas Smith, Miles præpositus; & Joannes Olivier, Legum Doctor, præfato Serenissimo Regi in Cancellaria sua & Libellis supplicatoriis Consiliarius; Oratores mutui & Commissarii ejusdem Serenissimi Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Regis, & ad infra scripta sufficienter & legitimè deputati & autorisati, Salutem. Postquam depositis armis, & hostilitate remota, per Dei optimi maximi favorem & gratiam, inter dictum Serenissimum Angliæ, & Christianissimum Franciæ Reges, reconciliatis animis, vetus ille, & à parentibus suis Regibus felicissimæ memoriæ

Anno 1551.

moriæ diutissimè conservatus, & ab illis ad se transmissus amor, & amicitia mutua redintegrata fuit, de nulla alia re priùs ac potiùs deliberandum Princeps uterque censuit, quàm quibus modis hic amor & amicitia mutua, sive affectus fraternus, non solùm in perpetuam stabilitatem conservari, verùm quo modo augeri etiam, atque adeò in dies magis ac magis adolescere in perfectissimum, quantum humanarum rerum natura patitur, necessitudinis statum queat. In qua deliberatione dum versantur, non suis vehementibus affectibus satis indulsisse sibi sunt visi, quantumcumque magnis alioqui se prosecuti fuerint officiis amicitiæ, nisi & eo fuerint insuper vinculo copulati, quod à Deo summo parente in Paradiso institutum, omnium humanorum vinculorum fortissimum firmissimumque habetur, quod non animos tantùm amore, verum etiam corpora consanguinitate conjungit, sanguinem sanguini copulat, & cognationis propagine necessitudinem contractam per multas ætates & secula firmissimè transmittit. Hæc est enim natura sacrosancti & divinitùs instituti Matrimonii. quod si mox locum habere potuisset. & affinitas optata, sine ulla dilatione, iniri conficique quivisset, nihil utrique Principi fuisset antiquius, nihil optatius, ut statim universo Orbi foret testatum, quam infuscatè ac verè Rex uterque alterius amicitiam complectatur, quàmque cupiant ardenter ambo eamdem esse æternam, & per vincula nuptiarum indissolubiliter copulatam. Sed quoniam istud nunc ætatis ratio fieri non patitur, quod unum est proximumque, quod hoc tempore fieri potest, de Matrimonio contrahendo, cùm primùm tempus ætasque permittet, inter præfatum Serenissimum Angliæ Regem, & Illustrissimam Dominam Elisabetam, prædicti Christianissimi Regis Filiam natu majorem. communicandum duxerunt. Nos igitur præfati Serenissimi Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Regis Consiliarii, Oratores, Procuratores, & Commissarii sufficienter autorisati, & Matrimonio prædicto contrahendo cum Illustribus, præclaris, ac Nobilibus Viris, Carolo, miseratione divinâ tituli S. Ecclesiæ Romanæ Presbytero Cardinali de Lotaringia, Archiepiscopo, & Duce Rhemensi, primo Pari Franciæ; Odeto, Sancti Adriani Diacono Cardinale de Chastillon, Episcopo & Comite Bellovacensi, Pari Franciæ; Anna Duce-Montmorenci, Pari, Conestabulario, & Magno Magistro Franciæ, insignis Ordinis Sancti Michaëlis Equite; Joanne de la Chesnale, Milite, Domino d'Evry, Generali Financiarum; in sanctiori & secratiori Consilio Christianissimi Francorum Regis Consiliariis, Oratoribus, Procuratoribus, & Commissariis ejusdem Christianissimi Regis ad infra scripta sufficienter & legitimè deputatis & autorisatis, convenimus, concordavimus, & conclusimus, atque autoritate Commissionum nostrarum. quarum tenores inferiùs inferuntur, convenimus, concordamus, & concludimus articulatim, prout sequitur.

Imprimis conventum, concordatum, atque conclusum est, inter Oratores prædictos, nominibus & autoritatibus quibus supra, & præfati Oratores, Commissarii, & Procuratores dicti Serenissimi Regis Angliæ, nomine, autoritate, consensu, & assensu prædicto, promiserunt, & per præsentes promittunt, quòd Serenissimus Rex per Oratorem, vel Oratores, Commissarium vel Commissarios, Procuratorem vel Procuratores, suum vel suos, ad hoc sufficienter autorisatum vel autorisatos, constitutum vel constitutos, infra unum mensem, postquam Illustrissima Domina Elisabeta ætatem duodecim annorum compleverit, proximè sequentem, ad præfatam Principem Dominam Elisabetam in Regnum Franciæ missum, vel missos, coram duobus Notariis, vel Testibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis, cum eadem Domina Elisabeta Matrimonium, per verba de præsenti ad hoc apta, realiter contrahet & cum effectu.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, inter Oratores prædictos nominibus & autoritatibus quibus supra, & præfati Oratores dicti Francorum Regis promiserunt, & per præsentes promittunt, quòd præfatus Christianissimus Rex faciet, & curabit quòd præfata Serenissima Princeps Domina Elisabeta, simili modo tunc & ibidem, coram Notariis & Testibus prædictis, cum præfato Serenissimo Rege Angliæ, ejusve Oratore vel Oratoribus, Commissario vel Commissariis, seu Procuratore vel Procuratoribus, ad hoc sufficienter, ut præfertur, autorisato vel autorisatis, & constituto vel constitutis ad eam similiter, ut supra dictum est, misso vel missis, Matrimonium, per verba de præsenti ad hoc apta, realiter contrahet, & cum effectu.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est inter Oratores prædictos, nominibus & autoritatibus quibus supra, & præfati Oratores Regis Angliæ per præsentes promittunt, quòd si præfato Francorum Regi placuerit aliquo tempore, postquam præfata Domina Elisabeta duodecimum ætatis suæ annum impleverit, & post transitum unum mensem, supra dicto duodecimo anno expleto, immediatè sequentem, ad eumdem Regem Angliæ mittere Oratorem seu Oratores, Commissarium seu Commissarios, Procuratorem vel Procuratores, per præfatam Dominam Elisabetam ad Matrimonium, ut præfertur, inter eosdem Regem Angliæ & Dominam Elisabetam contrahendum, sufficienter autorisatum vel autorisatos, tunc præfatus Rex Angliæ, coram Notariis & Testibus ad hoc vocatis & rogatis, cum eodem Commissario vel Commissariis, Oratore vel Oratoribus, Procuratore vel Procuratoribus, ad eum, sicut præfertur, misso vel missis, sufficienter ad hoc, ut præfertur, autorisato vel autorisatis, Matrimonium per verba ad hoc apta realiter contrahet, & cum effectu.

Item. Conventum etiam & concordatum est inter Oratores prædictos, nominibus & autoritatibus quibus supra, & prædicti Oratores Francorum Regis promiserunt, & per præsentes promittunt, quòd idem Rex, Hæredesve & Successores sui, suis sumptibus & expensis transmittet & traducet, transmitti & transduci faciet, transmittent & traducent, transmitti & transduci facient, præfatam Dominam Elisabetam Filiam suam Christianissimam, taliter tamque honorificè, ut decet talem tantamque Principem transmitti sive traduci. infra duos aut tres ad summum menses, ad prædictum Contractum Matrimonialem, post præfatæ Principis Dominæ Elisabetæ duodecimum ætatis suæ annum expletum, per verba de præsenti, ut præfertur, contractum, proxime & immediate sequentes, usque ad & in Oppidum de Grenewich, vel aliquod Oppidum in Anglia magis commodum, intra decem milliaria à prædicto Oppido, prout dicto Regi Angliæ, infra quinque vel sex dies, aut quàm citiùs fieri poterit, post dictam traductionem in prædictum Oppidum factam, proximè & immediatè sequentes, cum præfata Domina Elisabeta palam, publicè, & solemniter in facie Ecclesiæ, Matrimonium contrahet & solemnisabit. Volunt tamen, concludunt, & concedunt Oratores Partium prædictarum, quod præfata Domina Elisabeta, post prædictam traductionem, continuò erit & manebit in custodia Commissariorum præfati Francorum Regis, donec & quousque supradictum Matrimonium inter dictum Angliæ Regem, & ipsam Dominam Elisabetam, fuerit in facie Ecclesiæ debitè celebratum & solemnisatum.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd dictus Franciæ Rex, Hæredes & Successores sui, prædicto Matrimonio Illustrissimæ Elisabetæ antedictæ cum dicto Serenissimo Angliæ Rege, ut præfertur, habito & contracto, nomine Dotis, & pro Dote dictæ Illustrissimæ Dominæ Elisabetæ, dabit & solvet, dative & solvi faciet dicto Regi Angliæ, ejusdemve Deputato sive Deputatis, summam ducentorum millium Coronarum boni auri, justi ponderis, moderni valoris, terminis, modis, & formis sequentibus, videlicet primam medietatem, in die solemnisationis Matrimonii, & ante dictam solemnisationem; & aliam medietatem, infra annum ex tunc proximè sequentem, pro cujus partis solutione certiore, prædictus Christianissimus Rex, eodem tempore, & ante prædictam solemnisationem, Literas suas obligatorias in ea forma, qua Obligationes de pœna quinquaginta millium Coronarum auri in hoc præsenti Tractatu comprehensa fieri debent, factas, præfato Regi Angliæ, vel ejus Deputato, tradet aut tradi faciet & curabit.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd præfatus Angliæ Rex, per Literas Patentes manu sua subscriptas, & magno Sigillo suo sigillatas, ac in debita Juris forma conceptas, dabit, concedet, constituet, & assignabit præfatæ Dominæ Elisabetæ talem & tantum Douarium seu Donationem propter Nuptias, qualem & quantum aliqua Regina Angliæ solebat habere, & præsertim talem & tantum qualem præclarissima Domina celebris memoriæ Catharina, Filia Fernandi Regis Castellæ, aut aliqua Regina Angliæ, nuper Uxor felicissimæ memoriæ Regis Henrici octavi, tempore vitæ suæ habuit, tenuit & possedit, videlicet annuatim decem millia Marcarum, sive viginti millia Nobilium Angliæ Monetæ, uno quoque Nobili viginti grossos Monetæ Angliæ valente, in Terris, Territoriis, & Dominiis, & de eodem Douario sive Donatio-

ne

ANNO 1551.

ne propter Nuptias ipsius, secundùm Leges, Statuta, & Consuetudines Regni Angliæ, adeò securam reddet & assecurabit, sicut præfata Domina Catharina, seu aliqua Regina Angliæ, de Douario sive Donatione propter Nuptias assecurata fuerit, aut assecurari debuerit. Quod quidem Douarium, sive Donationem, præfata Illustrissima Princeps Domina Elisabeta tenebit & possidebit, eisdemque & eorum singulis gaudebit & utetur ad utilitatem suam propriam, in modum Douarii sive Donationis propter Nuptias, quamdiu vixerit in humanis, tam liberè, amplè, & securè, quàm dicta Domina Catharina, aut dicta alia nuper Regina Angliæ, unquam tenuit, habuit & possedit; licebitque præfatæ Dominæ Elisabetæ, casu quo supra dictum Angliæ Regem supervixerit, liberè, tutè & securè intra Regnum Angliæ manere, ac inde in Regnum Franciæ, aut alium locum quemcumque, cum jocalibus, auro, & argento, & omni supellectili sua, & Servitorum, Familiarium & Officiariorum, & aliis suis rebus quibuscumque, securè, tutè & liberè venire, & ibi, quamdiu voluerit, moram trahere, & illinc in Regnum Angliæ trahere & redire quoties & quando eidem Dominæ Elisabetæ placuerit, absque tunc Regis Angliæ, aut alterius, cujuscumque status, gradus, aut conditionis existat, contradictione, molestatione, vel impedimento quocumque. Quas quidem Patentes & assecurationem in debita & sufficienti Juris forma factas & expeditas præfatus Angliæ Rex, die & loco solemnisationis Matrimonii prædicti, ante tamen eamdem solemnisationem, Commissario dicti Francorum Regis tunc præsenti, eidem Regi Francorum, ejusve Hæredibus & Successoribus tradendas, ad usum & utilitatem dictæ Dominæ Elisabetæ, tradet & liberabit, tradive seu liberari faciet. Proviso semper quidem quòd Minutæ & verum Exemplum dictarum Literarum Patentium per 16. dies ante traductionem dictæ Dominæ Elisabetæ proximè procedentes mittantur ad præfatum Francorum Regem, & ejus Consilium, ad effectum quòd matura deliberatione videantur, inspiciantur, & examinentur, an bene & sufficienter concipiantur in commodum & utilitatem dictæ Dominæ Elisabetæ.

Item. Conventum est, quòd præfata Domina Elisabeta non solùm Dotem, Douarium, sive Donationem propter Nuptias eidem Dominæ Elisabetæ per dictum Serenissimum Regem, ut præfertur, assignatum, datum, concessum, & assecuratum tenebit, lucrabitur, & possidebit tanquam bona sua propria, casu quo præfatum Angliæ Regem supervixerit, durante vita sua naturali, verùm etiam habebit, lucrabitur, & possidebit omnia & singula alia jocalia, supellectilem omnem, res, & bona alia quæcumque, quæ Reginæ Angliæ post obitum Regum Maritorum suorum habere, lucrari, & possidere consueverunt & debuerunt, & eisdem omnibus & singulis quietè & liberè utetur & gaudebit, sive ex isto Matrimonio proles fuerit suscitata, sive non, ubicumque locorum, ut præfertur, moram traxerit, sive habitaverit.

Item. Casu quòd dictus Serenissimus Rex Angliæ supervixerit eamdem Illustrissimam Dominam Elisabetam, susceptis ex ea Liberis, vel non susceptis, tunc & in eo casu dictus Serenissimus Rex, Dotem, Douarium, seu Donationem propter Nuptias unà cum omnibus Bonis mobilibus ejusdem Dominæ Elisabetæ consequetur, habebit, & lucrabitur, in quantum & eo modo quo solitum est fieri secundum Consuetudinem Regni, & maximè inter Reges & Reginas Angliæ.

Item. Ut prædictum Matrimonium inter præfatum Serenissimum Regem, & Illustrissimam Dominam Elisabetam, locis, terminis, modisque & formis supradictis, cum effectu contrahatur, & solemnisetur, contractum atque conclusum est inter Oratores prædictos, & autoritate qua supra, quòd præfatus Serenissimus Angliæ Rex per Literas suas Patentes, magno Sigillo suo vallatas, & manu sua subscriptas, præfato Christianissimo Regi, Hæredibus & Successoribus suis, obligabit se, Hæredes & Successores suos, Regna, Terras, Patrias, Dominia, Villas, & Oppida sua quæcumque, & bona sua omnia & singula, mobilia & immobilia, præsentia & futura, ubicumque fuerint reperta, necnon personas, ac bona omnium & singulorum Subditorum suorum, cujuscumque gradus, status, aut conditionis existant, sub pœna quinquaginta millium Coronarum auri, prædictum Matrimonium inter se & præfatam Illustrissimam Dominam Elisabetam, si ad legitimam nubendi ætatem pervenerit, ac omnia & singula in hoc Tractatu comprehensa debitum juxta formam præsentis Tractatus sortientur effectum. Et si forte steterit aut stabit per præfatum Angliæ Regem, aut per quemcumque modum sive eventum, præterquam per præfatam Illustrissimam Elisabetam, aut ejus Parentes, vel per mortem alterius contrahentium, quod Deus avertat, quominus dictum Matrimonium per verba de præsenti, post completum duodecimum ætatis Dominæ Elisabetæ annum, ut præmittitur, contrahatur, & modis, terminis, locis, & formis supra dictis, in facie Ecclesiæ debitè solemnisetur, & omnia & singula in hoc Tractatu circa prædictum Matrimonium firmandum & solemnisandum comprehensa impleantur, tunc & in eo casu dictus Angliæ Rex, Hæredes & Successores sui, dictam summam quinquaginta millium Coronarum auri, & quamlibet ejus partem, in pœnam hujusmodi repudiationis, præfato Francorum Regi, Hæredibus & Successoribus suis, sine dilatione, contradictione, resistentia, vel excusatione quacumque, in Civitate Parisiensi solvere teneatur; licebitque præfato Francorum Regi, Hæredibus & Successoribus suis, si prædicta summa quinquaginta millium Coronarum auri, vel quælibet ejus pars, per dictum Angliæ Regem, ut præfertur, solvenda non solvatur, eamdem summam quinquaginta millium Coronarum auri, & quamlibet ejus partem, à præfato Angliæ Rege, ejus Regnis, Patriis, Terris, Dominiis, Villis, Oppidis, & Subditis, eorumque Bonis mobilibus & immobilibus, præsentibus & futuris, ubicumque repertis, tam per Terram, quàm per Mare, sine contradictione & resistentia quibuscumque, liberè exigere, levare, capere, possidere & detinere.

Et pari modo conventum & concordatum est, quòd præfatus quidem Christianissimus Francorum Rex, ex parte sua, per Literas suas Patentes Sigillo suo magno sigillatas & manu sua subscriptas, præfato Serenissimo Regi Angliæ, Hæredibusque & Successoribus suis, obligabit se, Hæredes & Successores suos, Regna, Terras, Patrias & Dominia, Villas & Oppida sua quæcumque, & bona omnia sua mobilia & immobilia, præsentia & futura, ubicumque fuerint reperta, necnon personas omnium & singulorum Subditorum suorum, cujuscumque status, gradus, aut conditionis existant, sub pœna quinquaginta millium Coronarum auri, quòd faciet & curabit quòd prædictum Matrimonium inter prædictum Regem Angliæ, & Illustrissimam Dominam Elisabetam, si ad legitimam nubendi ætatem pervenerit, & omnia & singula in hoc Tractatu comprehensa debitum juxta formam præsentis Tractatus sortientur effectum; & quòd neque per se, neque per alium quemcumque, clam vel apertè, directè vel indirectè, procurabit aut procurari faciet, seu procuranti assensum præstabit, quòd durante minore ætate Principum prædictorum, vel alterius eorumdem, vel etiam post lapsum ejusdem, Illustrissima Domina Elisabeta Sponsalia per verba de futuro, seu etiam Matrimonium per verba de præsenti, cum alio contrahat; imò pro viribus suis volenti, seu contradicenti resistet & impediet, providebitque, ne id per præfatam Dominam Elisabetam fiat, committatur, aut quovis modo attentetur. Et si forte steterit aut stabit per præfatam Illustrissimam Dominam Elisabetam, vel Parentes suos, aut eorum aliquem; vel alium quemcumque, aut per quemcumque modum sive eventum præterquàm per præfatum Serenissimum Regem Angliæ, aut ejus parentes, vel per mortem alterius contrahentium, quod Deus avertat, quominus dictum Matrimonium per verba de præsenti, post completum duodecimum ætatis annum dictæ Illustrissimæ Dominæ Elisabetæ, ut præmittitur, contrahatur, & modis, locis, terminis, & formis supra dictis, in facie Ecclesiæ debite solemnisetur, & omnia & singula in hoc Tractatu circa prædictum Matrimonium firmandum & solemnisandum comprehensa impleantur; tunc & in eo casu, dictus Serenissimus Rex dictam summam quinquaginta millium Coronarum auri, & quamlibet ejus partem, in pœnam hujusmodi repudiationis, præfato Angliæ Regi, suisque Hæredibus & Successoribus, sine dilatione, contradictione, resistentia, vel excusatione quacumque, in Civitate Londinensi solvere tenebitur; licebitque præfato Angliæ Regi, suisque Hæredibus & Successoribus, si prædicta summa quinquaginta millium Coronarum auri, aut quælibet ejus pars, per dictum Francorum Regem, ut præfertur, solvenda non solvatur, eamdem summam quinquaginta millium Coronarum auri, & quamlibet ejus partem, à præfato Francorum Rege, ejusque Regnis, Patriis, Terris, Dominiis, Villis, Oppidis, & Subditis, eorumque Bonis mobilibus & immobilibus, præsentibus & futuris, ubicumque, tam per Terram, quam per Mare repertis, sine contradic-

tione

ANNO 1551.

tione aut resistentia quibuscumque, exigere, levare, capere, possidere & detinere.

Qua quidem pœna & summa quinquaginta millium Coronarum auri, ut præmittitur, exacta & persoluta per eam Partem, per quam steterit quominus hoc præfatum Matrimonium, sicut præfertur, contrahatur, & modis, terminis, locis & formis supra dictis, in facie Ecclesiæ debitè solemniseтur, neuter prædictorum Principum, qui hoc tempore impuberes sunt, Rex nimirum Angliæ, & Illustrissima Domina Elisabeta; neque Christianissimus Francorum Rex, neque honor, aut conscientia eorum alterius, aut alicujus eorum, ratione ullius rei in hoc Tractatu gestæ, factæ, aut comprehensæ, ulla ex parte onerabuntur, aut illaqueabuntur; sed per commissionem pœnæ & solutionem eo modo, ut prædicitur, præfatæ summæ quinquaginta millium Coronarum auri, ab omni alia impetitione honoris aut conscientiæ, liberi, exonerati, & immunes erunt, omnes & singuli eorum, aliqua re quacumque in hoc præsenti Tractatu acta, gesta, dicta, aut facta, in contrarium non obstante.

Item. Conventum, &c. inter Oratores prædictos, quòd omnes & singulæ Literæ obligatoriæ utriusque Partis Partium prædictarum,de quibus superiùs fit mentio, in debita & sufficienti forma, ut prædicitur, expeditæ, Commissariis utriusque Partis ad hoc debitè autorisatis hinc inde in Civitate Londinensi, Commissariis Regis Angliæ infra duodecim menses proximè sequentes post datam præsentis Tractatus effectualiter tradentur.

Item. Conventum, &c. autoritate, consensu & assensu prædicto, quòd præfatus Christianissimus Francorum Rex nomine suo, & nomine Illustrissimæ Dominæ Elisabetæ Filiæ suæ; ac etiam præfatus Rex Angliæ speciali beneficio cujuscumque restitutionis in integrum, de Jure consuetudinis, aut Statuto Minoribus concesso, exceptioni pœnæ non solvendæ, per principales Contrahentes, vel eorum Parentes, in Sponsalibus & Matrimoniis appositæ, & generaliter omnibus Legum & Canonum appellationibus, querelis, procurationibus, exceptionibus, & defensionibus, ac aliis Juris & facti beneficiis quibuscumque huic Tractatui contrariis, pura sponte & absolutè, in scripto & in vim pacti, in suis Literis confirmatoriis expressè renunciabit.

Et nos dicti Oratores utriusque Partis beneficio, cujuscumque restitutionis in integrum, de Jure consuetudinis, aut Statuto Minoribus concesso, exceptioni pœnæ non solvendæ per principales Contrahentes, vel eorum Parentes in Sponsalibus & Matrimoniis appositæ, & generaliter omnibus Legum & Canonum appellationibus, querelis, procurationibus, exceptionibus, defensionibus, & aliis Juris & facti beneficiis quibuscumque, prædictis Conventionibus in hoc Tractatu factis aliquo modo contrariis,pura sponte, & absolutè, in his scriptis & in vim pacti renuntiamus.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd uterque Regum prædictorum, per Litteras suas Patentes magno suo Sigillo sigillatas, & manibus suis subscriptas, præsentem Tractatum, ac omnia & singula in eodem contenta, acceptabit, ratificabit, & infra sex menses post datam præsentium proximè sequentes confirmabit, easdemque Litteras, sicut præfertur, signatas & sigillatas, intra dictos menses vicissim & mutuò tradet, tradive faciet cum effectu.

Sequuntur tenores Commissionum.

EDUARDUS VI. &c. HENRI par la grace de Dieu Roi de France, &c.

IN quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, nos Oratores, Commissarii, & Procuratores prædicti Regis Angliæ, has Litteras, manibus nostris subscriptas, Sigillorum nostrorum appositione muniri fecimus & roborari. Acta sunt hæc apud Andegavum, decimo nono die mensis Julii, anno Domini 1551. *Sic signatum*, NORTHAMPTON. *T. Eliens. Episcopus.* J. MASONNE. PHILIP. HOBBY. W. PIETERING. T. SMYTH. JO. OLIVIER.

XI.

21. Juill. ORANGE ET FRANCE.

Protestation faite par les Officiers du Prince D'ORANGE, *contre l'inexécution des Traitez faits entre l'Empereur & la France, & ce de la part de la* FRANCE, *en ce qui concerne ledit Prince d'Orange. Faite le 21. Juillet 1551.* [Extrait sur l'Original Manuscrit.]

ANNO 1551.

EN la Chambre du Conseil de la Cour Souveraine du Parlement de Dole Messieurs les Presidens, Chevaliers & Conseillers d'icelle Cour y estans assemblés le Mardi 21. jour de Juillet 1551. à l'heure dud. Conseil du matin, s'est presenté & comparu aprés avoir humblement suplié audiance, Anthoine Poly dud. Dole Procureur aux Causes & affaires de Haut trés Noble & puissant Prince Guillaume Prince d'Orange, Comte de Nassau, de Buren, de Catzenelenboghem &c. assisté de Messire Louïs de Boisset Docteur ez Droicts son Advocat, lequel par la voix dud. de Boisset, a dit & proposé que aprés la derniere Guerre aiant esté entre la Majesté de l'Empereur Roy des Espagnes Duc & Comte de Bourgogne nostre Souverain Seigneur, & le Roy T. C. de France François Premier de ce nom, & aprés le trepas de feu de bonne memoire Messire René de Chalon dernier Prince d'Orange qui fust occis au Camp de sadite Imperialle Majesté tenant son parti estant en France devant la Ville St. Desir au mois de Juillet l'an 1544. le Traité de Paix fust fait & accordé à Crepy, entre sad. M. I. & ledit Seigneur Roy, par lequel entre autres choses fust capitulé que l'Heritier dudit Prince René seroit reintegré en la Principauté d'Orange & Souveraineté d'icelui pour en jouïr & user, ensemble des Prééminences, Superiorités, Souveraineté & dernier Ressort, ainsi que le Prince Philibert de Chalon, duquel ledit Prince René avoit esté Heritier immediat, en jouïssoit auparavant certaines mains mises faites de l'authorité dudit Seigneur Roy, reduction à sa Couronne & autres empeschemens, & non-obstant iceux & quelconques Sentences & autres Exceptions & Actes de Justice faits à ce contraires, qui furent declarés nuls & de nulle valleur, suivant lequel Traitté de Paix & aprés les publications d'icelui, led. Seigneur Roy, aprés avoir fait voir le Testament dudit Prince René, sceu & entendu que ledit jeune Comte de Nassau estoit institué par luy son coheritier universel seul & pour le tout, lui octroya & fist despécher ses Lettres Patentes de reintegrande, ausquelles son Procureur Général en Dauphiné & autres se rendirent contradictoires alleguans plusieurs frivoles causes de leurs contradictions, lesquelles entenduës par ledit Sieur Roy avec les Droicts dudit Prince moderne, il despecha derechef ses Lettres Patentes en trés ample forme, confermant & ampliant les precedentes, & ordonnant l'execution en estre faite nonobstant toutes choses alleguées au contraire, & toutes oppositions & appellations que l'on voudroit faire ou ometre, & pour ce qu'il alla de vie à trespas avant l'executer, le Roy HENRI son Fils & Successeur,en confirmant ce qu'avoit esté fait par ledit feu Roy son Pere, ordonna par ses Lettres Patentes données à St. Germain en Laye le 8. jour de Juin l'an 1547, ladite execution estre faite par les mesmes Comis & Depmés, & un chascun d'eux, suivant lesquelles Lettres Patentes de Reintegrande & Traitté de Paix, ladite execution & reintegration a esté tant reellement que verbalement faite, & ledit Prince moderne a deuë connoissance de Cause reintegré audit Principauté & Souveraineté d'icelle, & remis en la jouïssance reelle d'icelle par le Juge Royal de la Ville du St. Esprit un des Commis à ce, tellement qu'il en a joui par quelque temps & jusques à ce que quelques nouveaux empeschemens ont esté donnés audit Prince moderne par divers moiens de l'authorité dudit Sieur Roy à qui plusieurs remonstrances en ont esté faites tant de la pair de sadite Imperiale Majesté, que de la part dudit Prince aiant envoié plusieurs Messagers, Ambassadeurs & Solliciteurs à cet effect, avec justification de ses Droicts, sans vouloir subir Jurisdiction audit Sieur Roi ni à ses Juges & Justices, quoi nonobstant les principaux Officiers dudit Prince en sondit Principauté ont esté appellés criminelement & detenus prellement prisonniers au Parlement de Grenoble pour avoir exercé Acte de Souveraineté, refusé & rebouté les Appeaux & les Mandemens du Roy que l'on a voulu executer ou faire executer par eux audit Principauté. Ils sont esté tellement terrez & menassés qu'il ny a plus un seul d'eux qu'il se vueille ou ose empescher de ladite Souveraineté & dernier Ressort, voire non pas de la Justice & premier degré ni des affaires dudit Prince sinon moienant qu'ils ressortissent & respon-

ANNO 1551.

respondent à l'obeïssance dudit Sieur Roy & à sadite Cour de Parlement à Grenoble & ailleurs ou il plaist audit Sieur Roy. D'avantage plusieurs Mandemens & Adjournemens ont esté faits par l'authorité dudit Sieur Roy & de son grand Conseil contre ledit Sieur Prince en sa Citté & autres Lieux de sondit Principauté, & avec ce led. Sieur Roy & sond. grand Conseil prelgnent connoissance de certaines Causes nouvellement suscitées & ressussitées par plusieurs particuliers, mesmes ou nom du jeune Duc de Longueville, du Comte de la Chambre & de la Veuve de l'Admiral Chabot & autres contre ledit Prince touchant sondit Principauté & autres Biens, nonobstant toutes les remoustrances des Traittés de Paix & reintegrandes avant dites, & pour ce que le Procureur esleu pour ledit Prince devers led. grand Conseil, a expressement declairé selon qu'il avoit eu instruction qu'il n'entendoit deffendre ni proroguer Jurisdiction quand audit Principauté comme examt entierement de la Jurisdiction dudit Sieur Roy; led. grand Conseil a deputé Curateur aud. Prince pour led. Principauté, lui ordonnant bien expressement de proceder & deffendre contre icelui, surquoi les remonstrances & rescriptions de sadite Majesté Imperiale & l'observance du Traitté de Paix n'ont valu & ne peuvent avoir effect pour le presant. A cette Cause les principaux Conseillers & Officiers dudit Prince tant en sondit Principauté que en les Terres estant en le Pays & Comté de Bourgogne craignans que si aprés l'on veille dire que ce qu'est fait, ou se faira cy-aprés ez choses avant dittes soit fait par train ordinaire de Justice, & ne puisse estre cy-aprés cassé ou revoqué, combien ce soit evidemment contre ledit derrier & autres precedans Traittés de Paix, & en les enffraignant, advertir aussi que combien la Cour du Parlement de Grenoble, & le Procureur General audit Pays du Dauphiné ayent consanti audit derriere & autres precedans Traittés de Paix & aux Mandemens de reintegration & execution d'iceux, toutesfois elle admit & receu ledit Procureur General aiant ledit consantement a faire protestation que l'on dir avoir esté enregistrée au livre secret de ladite Cour de Grenoble contraire au consantement que se devoit faire, declarant qu'il n'entendoit pas, que par ce fust prejudicié aux pretendus Droits dudit Sieur Roy, mais étoient seulement pour entretenir la Paix entre les Princes, ont ordonné iceux Officiers principaux audit Poly Procureur que dessus de faire protestation convenable en lieu insigne, comme est ladite Cour pour la tuïtion & conservation des Droicts dudit Sieur Prince contre lesdittes nouvelles entreprises de fait & attentaux audit Traitté de Paix, & pour iceluy Poly en la qualité que dessus & assisté du susnommé a protesté & proteste de la nulité de tous lesdits Actes & attentaux avant & tant en figure de Justice que autrement & de tout ce qui s'en ensuivra comme de choses attantées outre Traitté de Paix, reintegrandes en dependans & execution d'icelles par force & violence, en contre de laquelle ledit Prince ne peut presentement resister, & que le tout est fait contre l'intention & volonté dudit Prince, qui n'a point entendu & n'entend subir Jurisdiction, de chose quelconque concernant sondit Principauté, & les Membres d'icelui pardevant ledit Sieur Roy, son grand Conseil, ou privé Conseil, ni à son Conseil d'Estat, & semblablement à aucune de ses Cours de Parlement & autres Justices d'icelui Sieur Roi, n'y que aucun ses Advocats, Procureurs, Curateurs ou autres Officiers, ou Conseilleurs ayent peu ou puisse faire cy-aprés chose quelconque au prejudice de sesdits Droicts de Souveraineté & autres oudit Principauté, & que ores cy-aprés aucunes Procurations seroient ou auroient cy-devant esté passées par lui ou pourroient estre passées à l'avenir, en vertu desquelles l'on auroit ou voudroit subir Jurisdiction ou faire autre Acte quelconque sentant prorogation des authorités ou Jurisdictions dudit Sieur Roy audit Principauté, le tout demeurer nul & de nulle valeur, comme fait contre son intention & contre lesdits Traittés de Paix par force & violence, & pour esviter autres plus grands dangers & attentaux, & que toutes & quantesfois laditte force cessera & que Justice aura lieu, mesmes advenant le pouvoir à sadite Majesté Imperiale, à laquelle ledit Prince comme son trés-humble Vassal entend perpetuellement adherer & faire observer & entretenir lesdittes Capitulations de Paix, ledit Prince doit estre remis & reintegré en sesdits Droicts, Prééminences & Authorités & ressarcir de tous ses interests, Protestant en outre que la presente Declaration & Protestation doit valoir & servir audit Prince avec autres ja par lui faites, ou qu'il pourra faire cy aprés, combien elles ne soient faites ni publiées riere les Pays dudit Sieur Roy, pour ce que si presentement elles venoient à sa notice ou de ses Officiers & Justiciers, elles pourroient porter encores dommage notable audit Sieur Prince, non-seulement ez choses avant dites, mais en autres ses biens & affaires, & que toutesfois icelles Declarations & Protestations seront manifestées en tems & lieu d'huy, Suppliant ladite Cour luy decerner Acte de ce que dessus qui soit tenu secret, desquels susdit proposé, Declarations, Protestations & autres choses cy-devant narrées, ladite Cour ayant ouï & entendu icelles, a ottroyé & ottroye Acte audit Poly Procureur que dessus pour audit Sieur Prince valoir & servir partant que de raison. Fait en ladite Chambre les an & jour que dessus, & Justice donnée comme dessus; Moy Greffier en ladite Cour presant signé, E. BERNARD.

ANNO 1551.

XII.

5. Oct.

Traité de Confédération & Alliance entre HENRI II. *Roi de France d'une part, &* MAURICE, *Electeur de Saxe, & autres* PRINCES *&* ETATS *ses Alliez, d'autre; contre l'Empereur* CHARLES-QUINT; *pour la conservation des Franchises & Libertez des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire. Fait l'an 1551. le 5. Octobre, & ratifié par le Roi à Chambord le 15. Janvier 1551--1552.* [FRED. LEONARD, Tom. II. pag. 484.]

FRANCE, SAXE ET LES PRINCES ET ETATS D'ALLEMAGNE, CONTRE L'EMPEREUR CHARLES-QUINT.

NOUS Maurice, par la grace de Dieu, Duc de Saxe, Premier Maréchal, Electeur du Saint Empire Romain, Landgrave de Turinge, & Marquis de Misnie, tant en nôtre nom, que de nôtre Cousin, jeune & pupille, le Seigneur George-Frederic, Marquis de Brandebourg; & Jean Albert, Duc de Mechlebourg; & Guillaume Landgrave de Hesse, Comte de Catzenelenbogen. Savoir faisons, pour nous, nos Heritiers, & Successeurs, encore que nous voions clairement les ruses, subtiles pratiques, & effets, par lesquels nôtre Ennemi se promet de plus en plus gagner sur nôtre Religion, pour icelle à la fin extirper, & que nous la tenons pour juste, veritable, chretienne, & indubitable; ensorte qu'il ne pourroit être trouvé déraisonnable ni étrange, si pour resister à une telle contrainte, nous mettions en hazard tout ce que nous avons de puissance en ce monde: toutefois nous avons avisé, que puisque cette affaire touche principalement l'honneur de Dieu, il y pourvoira plus avant, comme il a fait jusques ici par sa divine bonté, & soumettons le tout à sa volonté, & à ce qu'il lui plaira en ordonner, qui est le premier point.

Mais pour le second, qui est de plus grande consequence que nul autre és choses du monde, Nous dessusdits Electeur & Princes, avons tous ensemblement, & chacun particulierement, consideré par combien de pratiques l'Empereur tâche, partie secretement, partie ouvertement, & tend de plus en plus à trouver le moien comme il pourra contraindre, non seulement les Electeurs & Princes, mais aussi les Comtes, les Seigneurs, la Noblesse, les Villes, & autres Sujets de nôtre chere Patrie la Germanie, de tomber de leur ancienne Franchise & Liberté, en une bestiale, insuportable, & perpetuelle servitude, comme il a été fait en Espagne, & ailleurs, & ce en telle sorte que déja il est venu à bout d'une partie de ses desseins: & où il n'y feroit obvié, pourroit aisément parachever le surplus. En aprés, nous avons aussi mis en bonne consideration, que nôtre Cousin, Beaupere, & Ami, le (1) Landgrave de Hesse, sans qu'on ait eû égard à la Capitulation, que ledit Empereur avoit faite avec lui, l'asseûrance & foi par lui donnée, somme, contre les Accords faits entr'eux, est detenu injustement prisonnier par l'espace de cinq ans, qui nous tourne à un grand deshonneur & moquerie; & qu'il a été contraint à se défendre, & répondre étant prisonnier, és Procés intentez pour raison de ses Fiefs, Seigneuries, & Peuples à lui sujets. De sorte que par icelle patience, ou tolerance, nous autres Alemans avons aquis par tout le monde une mauvaise

(1) *Philippe le Magnanime, dont Maurice avoit épousé la Fille.*

ANNO 1551.

vaise reputation; & sans doute que si nous venions à mourir sans que premier nous eûssions fait à l'encontre quelque chose notable, la posterité chargeroit encore plus nôtre honneur qu'on ne fait à cette heure: Nous avons pesé, pensé, & à la fin resolu, que plûtôt nous voulons attendre & endurer tout danger & necessité, voire la mort, que cette infamie demeure plus longtems sur nous, & par ce pour d'autant mieux pouvoir venir à bout de nôtre dessein, sommes entrez de bonne foi en l'intelligence qui s'ensuit avec HENRI II. Tres-Chretien Roi de France, nôtre singulierement aimé Seigneur & Ami, comme celui duquel les Predecesseurs ont fait beaucoup de bien & d'avantage à la Nation Germanique.

Ainsi nous voulons par effet, s'il plaît à Dieu, avec force d'armes ôter de dessus nos têtes ce joug de bestiale servitude, telle qu'il est dit ci-dessus, &, sans rien épargner, remettre sus l'ancienne Liberté & Franchise de nôtre tres-chere Patrie, & Nation Germanique. Pareillement de chercher le moien de délivrer le Sieur Landgrave, ci-dessus nommé, lequel, contre le Droit des Gens, toute foi & fiance, a été deçû & detenu prisonnier. Et faire tant, aidant la grace de Dieu, que nous en viendrons à bout; à quoi le Dieu du Ciel, par son Fils Jesus-Christ, & le vrai Consolateur, le S. Esprit, nous veuille donner sa grace, heur & prosperité.

Les Etats du Saint Empire, qui en cette entreprise se voudront joindre à nous faire secours, & nous en asseûrer, nous les recevrons amiablement, favorablement, & benignement, & emploierons nos forces avec eux. Mais ceux, qui se mettront contre nous, ou ne se declareront, comme il est dit, envers nous, ou pour l'empêchement de nôtre loüable entreprise, porteront, favoriseront, & secoureront, secretement ou publiquement, l'Empereur, ou ses Adherans, de conseil, de fait, d'Argent, d'Artillerie, Gens, passage, ou autre chose, soit Ecclesiastiques, ou Seculiers, nous les irons chercher, & poursuivrons avec l'épée, le sang, le feu, & les armes; tellement que, pour avoir commis une telle infidelité contre la commune Patrie de la Nation Germanique, ils recevront, Dieu aidant, la punition qu'ils auront meritée, ainsi que nous nous sommes accordez de le publier par un commun Ecrit, comme nous nous aviserons qu'il sera à faire.

Sans le sçû & consentement du Roi de France, nous ne ferons aucune Paix, ou Trêve, avec l'Ennemi. Semblablement ledit Sieur ne fera, & ne veut faire aucune Paix ou Trêve avec ledit Empereur, ses Heritiers ou Adherans, sans le seû & consentement de tous nous autres.

Aussi nul de nous, sans le consentement des autres, ne pourra particulierement faire Paix, Traité, ou Apointement, ains nous tous ne voulons ensemble être ni representer qu'un homme, tant & si longuement que nous aions obtenu ce pourquoi la presente Guerre est commencée. Et s'il advient que l'une des Parties, avec le seû toutefois & consentement de l'autre, nul n'y contredisant, fasse Paix ou Trêve avec les Ennemis, elle ne le pourra faire autrement, que tous les Gens de Guerre, soit Comtes, Chevaliers, Gentilshommes, Serviteurs, ou Gens de Cheval, n'y soient compris, mentionnez & garantis.

S'il est necessaire, nous joindrons nôtre Armée avec celle du Roi, comme amiablement nous esperons que ledit Seigneur Roi fera, s'il est besoin de joindre avec la nôtre.

En premier lieu, nous tâcherons avec les forces que nous avons de nous assûrer de ceux, soit voisins, ou autres, qui plus nous pourroient empêcher en cette entreprise, & donnerons ordre d'en être maîtres.

En aprés, nous marcherons droit vers la Personne de l'Empereur, soit qu'elle soit pour lors és hautes Allemagnes, ou és bas Païs, & où la part que ledit Seigneur trouvera bon, & que nous verrons être possible nous servir, & être avantageux pour nous contre l'Ennemi.

Et pour l'entretenement des Gens de Guerre, le Roi de France veut & doit, ainsi que amiablement il nous a accordé, ensemblement, & tout à un coup délivrer & fournir pour les trois premiers mois, la Somme de deux-cens quarante mille Ecus, qui sont pour chacun desdits trois mois, quatre-vint mille Ecus; & pour chacun des autres mois ensuivans, la Somme de soixante mille Ecus seulement; lesquels deux-cens quarante mille Ecus, ledit Seigneur Roi sera tenu fournir & delivrer en la Ville de Bâle, dedans le vint-cinquieme jour du mois de Février prochain venant.

Nous prendrons avec nous sept mille Chevaux, toutefois la plus grande part sera levée hors de nos Païs, afin d'empêcher à l'Empereur le recouvrement des Gens de Cheval étrangers.

Les Gens de Cheval de nos Païs y demeureront, afin que l'un des Païs prenne garde à l'autre, pour se secourir à pied & à Cheval l'un l'autre; à quoi n'y aura aucun abus, ni tromperie.

Plus, nous prendrons & soudoierons tant de Gens de pied, & autant de grosse & menuë Artillerie qu'il sera besoin; ensorte que nous soions assez forts pour nous presenter à rencontrer l'Ennemi, quel qu'il soit, & en quelque équipage qu'il se trouve, pour lui donner à combatre suffisamment pour un jour.

Singulierement nous sommes accordez, que en cas que les Enfans de Jean Frideric, le vieil (2) Duc de Saxe, voudroient entrer en cette commune entreprise, nous aurons une asseûrance par écrit, scellée & confirmée par leur Païs, dont ils bailleront aussi Otages, contenant qu'ils n'entreprendront rien à l'encontre de nous, communément, ni en particulier, en quelque maniere que ce soit, & quelle fin que puisse prendre ladite entreprise: & au cas qu'ils seront de ce faire refusans, nous les traiterons & aussi estimerons comme nos Ennemis, & procederons contre eux comme Ennemis.

Plus, quand nous serons au fort de la Guerre offensive, & que lesdits Enfans se seront declarez, & nous auront asseûrez suffisamment, & selon leur pouvoir & aide, nous tâcherons de délivrer leur Seigneur & Pere: toutefois si nous faisons tant qu'il soit mis en liberté, & hors des mains de l'Empereur, en ce cas ne sera ni élargi, ni reçû au gouvernement de ses Païs, qu'il ne se soit obligé envers lesdits Electeur & Princes, ainsi que le bien des affaires communes le requerra.

NOUS Guillaume Landgrave, avant que marcher en Campagne, renoncerons à la Capitulation de l'Empereur, & de même en sera nôtre Seigneur & Pere, quand il sera hors de prison; & avec ce, s'obligera envers nous Electeur & Princes, comme nos Affaires le requerront, & que le Seigneur Jean-Frederic, le vieil, aura fait, au cas qu'il vinst aussi à être élargi.

NOUS Maurice, Prince Electeur, en tems & avant que de marcher, serons par écrit entendre à l'Empereur, que nous quitons son service.

Et dautant qu'on a vû les inconveniens, qui adviennent pour avoir plus d'un Chef qui gouverne és Camps, & ait la Superintendance des Gens de Cheval, de Pied, & de l'Artillerie, il n'y aura, pour ne reculer cette entreprise, qu'un Chef en l'Armée, qui sera ledit Seigneur Electeur, comme celui que nous trouvons le plus à propos: & par ce l'avons choisi & élû pour Chef de toute l'Armée, aiant pouvoir, quand on sera en Campagne, ou autrement en affaires contre l'Ennemi, de faire tout ce qu'il connoîtra être & tourner au profit de tous côtez de nous tous, selon son pouvoir & entendement; mais où ledit Seigneur Electeur le requerroit, ou autrement qu'il fût avisé être bon, on pourra choisir quatre hommes de Guerre avec lui, pour deliberer des affaires, & prendre leur avis & conseil.

Mais quant aux pactions, qu'on pourroit faire avec les Ennemis, *Brandschats*, ou Rançonnemens de Villes, Apointemens, ou choses semblables, cela se fera avec le seû & consentement de tous nous autres, & de nos Deputez: & advenant que l'un de nous, quel qu'il soit, Colonel, ou autre, entreprist de dresser pratiques secrettes, faire Apointemens, Paix, *Brandschats*, ou autre chose semblable, & que de ce il fût convaincu, celui, ou ceux, qui sans le seû & consentement des autres, ou de leurs Deputez, l'auroient fait & commis, seront à l'instant menez devant toute l'Armée, accusez & convaincus, & comme parjures, sans aucune remission, en la presence de toute l'Armée punis; lequel cas advenant, sera ladite Armée obligée de mettre à execution telle punition à l'encontre des transgresseurs.

Si cette entreprise duroit guere, & que quelqu'un d'entre nous, pour avoir longuement fourni pour sa quotité, devinst si pauvre qu'il ne le seût plus faire, & que aprés tôt ou tard on fist quelque Apointement, ce non-

(2) Privé de l'Electorat, & detenu prisonnier avec le Landgrave de Hesse.

ANNO 1551.

nonobstant celui qui seroit ainsi apauvri, ne sera exclus dudit Apointement, ains, aussi bien que l'un de nous autres, jouïra de tout ce qui nous reviendra dudit Apointement, sans en être exclus; le tout sans fraude.

Et advenant telles Affaires, touchant les Pactions avec les Ennemis, les *Brandschats*, Rançonnemens, Apointemens, & choses semblables, ou qui en dépendent, à faire ou entreprendre ce qui sera conclu, & par la plus grande partie de nous avisé pour le meilleur, sera suivi des autres, qui seront tenus à se ranger à cela.

Et pour éviter tout débat, & rendre les choses plus claires, nous avons entre nous fait les voix qui s'ensuivent, savoir nous Electeur de Saxe, aurons à cause de nous, & de nôtre jeune Cousin, le Marquis George Frederic, deux voix; nous Jean-Albert, une; & nous Guillaume Landgrave, aussi une. S'il se joint d'autres Princes & Etats avec nous, leur sera laissé lieu au Traité, & auront leurs voix comme nous.

Les Gens de pied & de Cheval que nous leverons, nous feront à tous également le Serment.

S'il avenoit aprés la conclusion de cette Alliance, fût avant que de marcher en Campagne, en marchant, ou en se retirant, ou autrement, que par l'un de nous, ou par tous ensemble, il vint que quelque chose fut gaigné; au partage d'icelle chose, sera l'égalité observée selon la cotisation & aide, qui aura été acordée par chacun de nous Electeur & Princes.

Tous les Rançonnemens des Villes seront départis selon la contribution de chacun de nous; & pour cet effet sera deputé un Maître Rançonneur, qui sera également juré à nous tous.

Il est aussi avisé pour plus grande reputation, qu'on baillera des Princes pour Otages, tant d'un côté que d'autre, afin qu'il soit satisfait à ce qui aura été promis par l'une des Parties à l'autre. Et par ce nous donnerons au Roi pour Otages, hauts & puissans Princes, le Seigneur Christofe, ou le Seigneur Charles, Ducs de Mechlebourg; & le Sieur Louis, ou le Seigneur Filippe, les jeunes Landgraves de Hesse, que nous envoierons à Bâle dedans le vint-cinquieme de Fevrier prochain. De même, & tout aussi-tôt, ledit Seigneur nous veut & doit nous envoier ses Otages, savoir le Seigneur de Jametz, & le Seigneur Filipes, Comte Sauvage du Rhin, tous deux Chevaliers de l'Ordre de Sa Majesté; ou autres deux de semblable dignité, & quand on nous fera delivrer l'argent pour trois mois, savoir est lesdits deux cens quarante mille Ecus d'or, lesquels argent & Otages on recevra audit lieu de Bâle, & de là on les menera à Zingenheim, pour plus grande seureté.

Et afin qu'on sache combien de tems on tiendra les Otages d'une part & d'autre, il a été resolu, que incontinent que la Paix avec nôtre adverse Partie, & que nos Gens de Guerre seront retirez de la Campagne, lesdits Otages s'en pourront aller, & sera chacun d'eux delivré en lieu sûr.

On trouveroit aussi bon, que ledit Seigneur Roi s'impatronisât, le plûtôt qu'il pourroit, des Villes qui apartiennent d'ancienneté, à l'Empire, & qui ne sont de la Langue Germanique, savoir de Cambrai, Toul en Lorraine, Metz & Verdun, & autres semblables, & qu'il les gardât comme Vicaire du Saint Empire. Auquel titre nous sommes prêts de le promouvoir à l'avenir; en reservant toutefois audit Saint-Empire les Droits, qu'il peut avoir sur lesdites Villes, afin que par ce moien elles soient ôtées des mains & puissance de l'Ennemi.

Semblablement seroit bon, que ledit Seigneur Roi allumât particulierement un feu és Païs-Bas, afin que l'Ennemi l'eût à éteindre en plusieurs Lieux, & qu'il fût contraint de separer ses forces; ce que nous pourrions faire en cet endroit envers certains Princes, & Villes, lesquels comme nous esperons se joindront avec nous. Pour les y disposer, nous le ferons fidellement, chose qui se feroit d'autant plus brievement, s'il plaisoit audit Seigneur Roi ordonner quelque argent à part pour cet effet.

Et si d'avanture il se presentoit quelque chose en nôtre chemin, elle fut à qui elle voudroit, qui fût avantageuse à nôtre Ennemi, prejudiciable audit Seigneur Roi, à nous, ou à cette entreprise, & que nous la missions entre nos mains, cela ne sera censé fait contre ledit Seigneur Roi, ni cette presente Alliance.

Et atendu que le Roi Tres-Chretien se porte envers nous Allemans, en cette affaire, avec secours & aide, non seulement comme ami, mais comme Pere charitable, nous en aurons tout le tems de nôtre vie souvenance. Et si Dieu veut favoriser nos affaires, de tout nôtre pouvoir le porterons & favoriserons au recouvrement de ses Seigneuries Patrimoniales, qui lui sont occupées; aussi à l'élection de l'Empereur, & Chef Chretien futur, nous y tiendrons telle mesure qu'il plaira à Sa Majesté, & n'en élirons point qui ne soit ami de Sa Majesté, & qui ne veüille continuer en bon voisinage avec elle, & qui davantage s'oblige suffisamment de ce faire. Et quand lors la commodité dudit Seigneur seroit de vouloir accepter une telle charge, nous l'aimerons mieux qu'un autre.

Incontinent que nous aurons la commodité, & qu'il se pourra faire avec Sa Majesté, nous nous accorderons d'une plus ample, necessaire, & bien fondée intelligence, pour avoir de nôtre côté perpetuelle protection & défense de Sa Majesté, tant pour nos Terres, Seigneuries, & Sujets, que nous avons presentement, que ceux que nous aquerrons pour l'avenir, & mêmement pour la conservation & augmentation de nos Franchises & Libertez: & ledit Seigneur Roi aura de nous toute fidelité, procuration & avancement en ses affaires, & choses qui lui toucheront, aide, passage, & ouverture en nos Païs, comme presentement lui offrons de donner tout moien pour faire levée de Gens de Guerre.

Le Roi, & nous, devons & voulons aussi dorénavant avoir l'un l'autre pour fidellement recommandez, honorer & avancer le bien l'un de l'autre, autant que le Pouvoir de chacun endroit soi s'étendra.

Et dautant que le Pouvoir à nous presenté par le Sieur de Fresse, de la part dudit Seigneur Roi, ne fait seulement mention de nous, mais aussi du Marquis Jean, lequel toutefois, contre nôtre esperance, s'est retiré & separé de nous pour le present, cette Alliance ne sera obligatoire ni valable de tout poids, sinon aprés que ledit Seigneur Roi l'aura scellée & jurée, & pour l'accomplissement d'icelle, nous aura envoié, & fait delivrer ledit argent.

Pour lesquelles choses garder & observer veritablement, & constamment, nous avons signé la presente Alliance de nos propres mains, & fait mettre en Placard les Sceaux de nôtre secret, & confirmé avec la foi la main donnée, & Serment fait en nos personnes. *Actum*, le cinquieme jour du mois d'Octobre, mille cinq-cens cinquante-un.

ET attendu que Nous HENRI, par la grace de Dieu Roi de France, aurions par ci-devant envoié en Allemagne, nôtre Ambassadeur, amé & feal Conseiller Jean de Fresse, Evêque de Bayonne, pour en nôtre nom traiter une amiable Alliance avec lesdits Electeur, Princes, & autres leurs Confederez, Nous avons entendu le contenu de cette Alliance, qui nous a plû & plaît, touchant l'argent que nous delivrerons par mois, ou à une fois, la délivrance des Otages, Treves, ou Paix à faire avec l'Ennemi, d'assaillir l'Empereur, & generalement toutes autres choses comprises ici dedans, le ratifions, aprouvons, acceptons, & avons pour agreable, en tant qu'il nous touchera, l'acomplirons & observerons, comme un Roi doit faire. En témoin de ce, nous avons fait mettre le Sceau de nôtre secret, ou Placard ci-dessous, & l'avons signé de nôtre propre main; & sur ce fait le Serment personnellement, en la presence de haut & puissant Prince, nôtre cher Cousin, le Seigneur Albert, Marquis de Brandebourg. *Actum*, à Chambord, le quinzieme jour de Janvier, l'an mille cinq cens cinquante un.

XIII.

1552. 21. Avr.

Serment prêté par ceux de la Ville de METZ, *à très-haut, très-excellent, & très-puissant Prince* HENRI II, *par la grace de Dieu Roi de France, Protecteur & Défenseur de la Liberté Germanique.* [FREDER. LEONARD, Tom. II. pag. 490.]

NOUS, &c. aiant entendu de vous, que pour le bien du Saint Empire, recouvrement & conservation de ladite Liberté, a été, ces jours passez, fait, traité, & accordé entre vous, & les Princes de ladite Germanie, Ligue offensive & défensive, à l'encontre de

ANNO 1552.

de Charles, cinquième Empereur de ce nom, à present regnant, & ses Adherans. Pour le bien de laquelle Ligue, vous vous étes en Personne, avec vôtre Armée, acheminé jusques en cette Ville & Cité de Metz, ne voulant, comme il ne seroit raisonnable, nuire & desavoriser ladite Ligue & entreprise, tendante au bien commun de ladite Germanie, & Saint Empire; nous jurons, & promettons sur nos Honneurs, & la part que pretendons en Paradis, de ne jamais aider & favoriser, ni suporter ledit Empereur, ni sesdits Adherans, en quelque sorte ni maniére que ce soit, contre vous, ni contre vos Amis & Alliez, ains au contraire, de vous porter toûjours honneur, faveur, assistance, aide & confort, tant de nôtredite Ville & Places qui en dependent, que de nos Biens, Personnes, Facultez, Vivres & commoditez, dont vous aurez besoin à l'encontre d'icelui Empereur, & de sesdits Adherans. Supliant Vôtre Majesté, de nous vouloir prendre & recevoir en sa bonne Protection & Sauvegarde, sans prejudice toutefois des Droits du Saint Empire.

Le vint-unieme jour d'Avril l'an 1552. le Roi étant à Metz en son Logis, accompagné des Princes, Connétable, Maréchaux de France, Chevaliers de son Ordre, & beaucoup d'autres grands Seigneurs de ceux qui sont à sa suite en cette sienne Armée, les Maître Echevin, Treize Jurez, & plusieurs autres Sieurs de ladite Ville & Cité de Metz, faisans & representans le corps de la plus grande & saine partie de ladite Ville, ont fait & prêté le Serment solennel ci-dessus transcrit, lequel ils ont promis de garder & entretenir inviolablement.

XIV.

1. Mai. Recess zwischen Jhro Röm. Kanserl. Majest. Carl den Fünfften eines- und Churfürst Moritzen zu Sachsen andern Theils/ durch welchen die Passauische Friedens-Handlung angesetzet/ und wegen Erledigung des Landgrafen von Hessen gehandelt wird. Lintz den 1. May 1552. [HORTLEDER, von anfang und fortgang des Teutschen Kriegs Tom. II. Libr. V. Cap. II. pag. 1311. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. I. pag. 41. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Recès conclu entre CHARLES V. *Empereur &* MAURICE *Electeur de Saxe, touchant la fixation du terme de la* Pacification de Passau, & *la prochaine Liberté du* LANDGRAVE DE HESSE. *A Lintz le 1. Mai 1552.*

Zu wissen/ nachdem die Römische zu Hungarn und Böhmen rc. Königl. Maj./ Unser allergnädigster Herr/ auf sonderbahre Bewilligung und Vollmacht der Röm. Kayserl. Majest./ auch allergnädigsten Herrns/ auf Jhrer Königl. Maj. freundliches und brüderliches Ersuchen und Bitten/ sich mit dem Durchleuchtigsten/ Hochgebohrnen Fürsten und Herrn/ Herrn Mauritzen/ Hertzog zu Sachsen/ Landgraffen in Thüringen und Marggraffen zu Meissen/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschalln und Churfürsten/ meinen gnädigsten Herrn/ einer persöhnlichen Zusammenkunfft in Jhr. Kön. Maj. freundl. und gnädiges Ersuchen und Begehren verglichen/ und demnach Jhre Kön. Maj. und Churfürstl. Gnaden zusammen kommen/ und sich dieser jetzt schwebenden sorglichen Kriegs-übung halben/ so sich im Reich teutscher Nation zugetragen/ gnädigl. und freundl. unterredet/ wie dieselbigen zu stillen/ und die Mittel und Wege zu treffen seyn/ dadurch ferner endliche Handlung angestellet/ und Friede/ Ruhe/ und Einigkeit im heiligen Reich gemacht und unterhalten werden möchte/ daß darauf Jhre Königl. Maj. und Churfürstl. Gnaden nach vielerley mündlichen und schrifftlichen Unterhandlungen/ sich letzlichen einer andern gütlichen Tagsatzung/ darauf vermittelst Göttlicher Gnaden die vorgefallenen Jrrungen und Gebrechen gäntzlichen und endlichen abgeschafft werden sollen/ mit einander vereinigt und verglichen/ wie hernach folget: Erstlichen/ daß Jhre Römische Königl. Maj. an statt und von wegen Marggraff Albrechts zu Brandenburg/ Hertzog Hanß Albrechten von Mechelburg/ und Landgraff Wilhelmen zu Hessen/ und anderer Jhrer Churfürstl. Gn. in dieser Kriegs-Handlung Mit-Verwandten bewilliget haben/ daß von wegen fernern gütlichen Handlung- und Vergleichungen obberührter Jrrungen/ und entstandenen Kriegs-übungen/ Jhr. Königl. Maj. und Churfürstl. Gnaden/ auf schierst kommenden Pfingst-Tag unsers lieben Herrn und Seligmachers Himmelfahrts-Tag/ in der Stadt Passau/ gegen Abend einkommen/ und um morgens zu früher Tags-Zeit die Handlungen wieder für die Hand nehmen/ und zu gütlicher Vergleichung handeln/ und so viel immer müglich/ bringen sollen und wollen/ doch Jhrer Königl. Maj. halben mit dem lautern Gedinge und Bescheidenheit/ nachdem der Churfürst zu Sachsen/ von seiner Churfl. Gnaden Mitverwandten wegen nicht gewolt hat/ allhier einen friedlichen Anstand/ bis nach Besuchung solches gütlichen Tages/ zu bewilligen/ daß seiner Churfürstl. Gnaden bey obbemelten Jhren Mit-verwandten Fürsten ihres eusersten besten möglichen Fleisses/ werbe/ anhalte und lange/ daß sie mit und neben seiner Churfürstl. Gnaden/ von Jhr selbst und ihrer aller Kriegs-Volck und Mit-verwandten wegen/ einen friedlichen Anstand den 11. Tag des nechstkommenden Monats Maj. angeloben und gehalten soll werden; Dergestalt/ daß Jhr. Chur- und Fürstl. Gnaden und derselben Verwandten und Kriegs-Volck/ in solchen wehrenden Anstand/ weder Kayserl. noch Königl. Maj. noch einigen andern Churfürsten/ Fürsten/ Stand oder Stadt/ noch derselben Unterthanen/ ferner überziehen/ beschädigen/ vergewaltigen/ brennen oder brandschätzen; sondern in den Lägern/ da sie liegen werden/ ihre Nothdurfft um ziemliche Bezahlung erkauffen/ und der armen Unterthanen ausserhalben gewöhnlicher Fütterung verschonen/ doch soll ihnen unbenommen seyn/ in solchen Stillstand ihre Läger ungefährlich zu verändern/ aber sich von Belägerung der Flecken und anderer Vergewaltung und thätlichen Handlungen enthalten. Herwiederum will sich hierinn der Römischen Kayserl. Maj. hochgedachte Römische Königl. Majest. auch freundlich und brüderlich mächtigen/ und von Jhrer Kayserl. Maj. wegen bewilliget haben/ so bald solcher Stillstand von Jhrer Churfürstl. Gnaden und obbemelten ihren Mit-verwandten angenommen und bewilliget worden/ und durch Herrn Hansen Walther von Hirnheim Ritter/ Jhrer Kayserl. Maj. und seiner Churfürstl. Gnaden/ und Jhren Mit-verwandten/ schrifftlich zu erkennen gegeben wird/ welches von dato innerhalb 12. Tagen gewißlich beschehen soll/ daß alsobald auch Jhre Kayserl. Maj. und derselben Mit-Verwandten und Kriegs-Volck gleichermassen den friedlichen Anstand halten sollen und wollen/ in aller Maaß und Gestalt/ wie jetzo Jhrer Churfürstl. Gnaden und ihrer Mit-Verwandten halben gesetzt ist. Und damit aber solcher Anstand auch seine Gewißheit und Ende habe/ so ist von Jhrer Kayserl. Majest. freundlich und gnädiglich begehrt worden/ daß er/ als obsteht/ auf den elfften Tag Maji angehen/ aber von obbemeldten unsers lieben HErrn Himmelfahrts-Tag anzurechnen/ nur einen Monat lang währen und gehalten soll werden/ und solch Jhro Königl. Maj. freundliches und gnädiges begehren/ des Stillstandes halben/ auf welches erlangen/ Jhr. Königl. Majest. die Tagsatzung würcklich fürgehen zu lassen bestelt/ will Jhr. Churfürstl. Gn. bey Jhren Mit-Verwandten anbringen und befördern/ und ob/ auch wie es bewilliget/ als obsteht/ die Kayserl. Maj. durch obbemelten Hirnheim berichten lassen. Und nachdem der Churfürst zu Sachsen abermahl freundlich begehrt/ daß neben Jhr. Königl. Maj. auch derselben geliebter Sohn/ mein gnädigster Herr/ die K. M. zu Böhmen rc. rc. zukünfftigen gütlichen Tag besuchen und neben Jhrer Königl. Maj. die Sachen endlich vergleichen helffen/ solch Jhr. Churfürstl. Gnaden begehren/ gern freundlich hiermit gewilliget haben wollen/ so nur es anderer ihrer Obliegen/ und sonderlich der Hungarischen Kriegs-Sachen halben/ seyn wird mögen. Dieweil nun aber die Römische Kayserliche Majest. auch Churfürsten/ Fürsten und Stände des heiligen Reichs/ an dem trefflich viel gelegen seyn will/ daß solcher Kriegs-Empörung/ und daraus erfolgte Weiterung/ Blut-Vergiessen/ und Verderbung Land und Leut/ zeitlich vorkommen/ und Fried/ Ruhe und Einigkeit gepflantzt und erhalten werden/ so ist von der Röm. Königl. Maj. vor nutz und nothwendig angesehen/ und fürgeschlagen worden (welches Jhr. Churfürstl. Gnaden auch nicht hat ungefallen lassen) daß auf obbemelten gütlichen Tag/ durch die Röm. Kayserl. Maj. oder Jhr. Königl. Majest. auch beschrieben und erfordert sollen werden/ meine gnädigste und gnädige Herren/ die vier Churfürsten bey Rhein/ und der Churfürst zu Brandenburg/ dergleichen von Geistlichen der Ertz-Bischoff zu Eichstätt/ und Bischoff zu Passau/ und von den Weltlichen Fürsten/ Hertzog Albrecht zu Bayern/ Marggraff Hanns zu Brandenburg/ Hertzog Heinrich zu Braunschweig/ Hertzog Wilhelm zu Gülich/ Hertzog Philips von Pommern und Hertzog Christoph von Würtenberg/ auf daß sie sich mit und neben Jhrer Königl. Maj. solcher gütlichen Unterhandlung unterfahen/ und die entstandene Jrrungen und Kriegs-Ubung zu gütlicher Hinlegung und Vergleichung mit Gottes Hülffe fördern und bringen helffen/ wäre auch Sach/ daß die beschriebene Chur- und Fürsten nicht alle ankämen oder schicken/ so soll nichts destoweniger die gütliche Unterhandlung durch die so ankommen/ vor die Hand genommen und gehandelt werden/ ob sie alle erschienen wären. Und auf daß Jhr. Churfürstl. Gnad desto mehr Ursach zu erscheinen haben/ so ist von Jhro Königl. Maj. vor gut angesehen/ und begehrt worden/ zu dem/ daß Jhr. Chur- und Fürstl. Gnaden der Röm. Kayserl. und Jhrer Königlichen Maj. und des heiligen Reichs/ frey/ sicher/ und gestrack Geleit/ für sich/ und die so sie mitbringen/ zu/ auf/ und von solchem gütlichen Tag haben sollen und werden/ daß noch darüber der Churfürst zu Sachsen/

Sachsen / und obbemeldte Ihrer Churfürstl. Gnaden Mit-Verwandte Fürsten / für sich und ihr Kriegs-Volck und Mitverwandten / jedem ihre schrifftliche Versicherung geben / und vermög derhalben gethane Abreden zuschicken und darinn versprechen sollen in bester Form / daß sie / und die so sie ohngefährlich mitbringen oder schicken werden / desgleichen ihre Landschafften und Unterthanen sich in obbestimter Zeit des währenden gütlichen Tages / auch ihres Reisens / zu- und von solchem gütlichen Tag / bis wieder an ihr sicher Gewahrsam und Hofflager / von Ihren Chur- und Fürstl. Gnaden und ihnen in nichten beschädiget / vergewaltiget noch überzogen sollen werden / sondern ihrenthalben in alle Wege ruhig / und unbedrängt bleiben sollen / doch auch mit der Maaß und Bescheidenheit / daß herwiederum der Churfürst zu Sachsen / und seiner Churfürstl. Gnaden Mit-Verwandte Unterthanen und Kriegs-Volck von Ihren Chur- und Fürstlichen Gnaden / solche Zeit aus und also unbeschädiget und unbedränget bleiben und gelassen werden / und hat sich seine Churfürstl. Gnaden bey ihren Mit-Verwandten mit getreuen Fleiß anzubringen / und wo immer müglich / zu erhalten und fertigen zu lassen bewilliget; Damit auch dem Churfürsten zu Sachsen und seiner Churfürstl. Gnaden Mit-Verwandten zu / auf / und von solchem G. gütlichen Tag an aller nothdürfftigen Sicherheit nichts abgehe / so bewilliget die Königl. Maj. hiermit / an statt der Kayserl. Maj. und vor sich selbst / daß sie auch darzu / darauf und davon bis wieder an ihre gute sichere Gewahrsam der Röm. Kayserl. und Ihr. Königl. Maj. und des heil. Reichs frey und gestrack sicher Geleit haben sollen / und ihnen darüber von Kayserl. oder Ihrer Königl. Maj. an Ihrer Kayserl. Maj. und vor sich selbst nothdürfftige Fertigung verfolgen soll in bester Form. Und solche obberührte des Churfürsten zu Sachsen und seiner Churfürstl. Gnaden Mit-Verwandten versicherung der Chur- und Fürsten zu geben / soll auch / wie billig / auf Ihr. Chur- und Fürstlichen Gnaden Räthe und Dienern und die / so sie ohngefährlich mit ihnen bringen / oder auf die Räthe / so sie an ihre statt schicken / samt denen / so sie ungefährlich mitbringen / verstanden werden. Der Churfürst zu Sachsen hat auch bewilliget / den Churfürsten und Fürsten / so seiner Churfürstl. Gnaden und ihren Mit-Verwandten Lager / auf ein zwo oder drey Meil weges nahe kommen werden / zu mehrer Sicherheit / auf Ersuchen / (welches zeitlich geschehen soll) etliche Pferde zu zuordnen / damit sie sich in alle Wege / gar keiner Gefahr oder Schadens zu befahren haben. Und damit nun auch meines gnädigsten Herrn Land-Grafen Philipsen zu Hessen Erledigung desto fruchtbarlicher geschlossen werden möge / so bewilliget die Römische Kayserliche Majestät / daß die Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg jeder einen / und Landgraff Wilhelmen einen / desgleichen seiner Fürstl. Gnade Landschafft einen Abgesandten abfertigen mögen / denen will Ihre Kayserl. Maj. an meine gnädigste Frau / Königin Maria / auf der Kayserl. Maj. derhalben empfangenen Gewalt und Bewilligung / Schreiben geben / daß sie sicher zu seiner Fürstl. Gnaden kommen und gelassen werden mögen / dergleichen auch freundlich und brüderlich fördern / daß ihnen vieren samt und sonder vergönt und erlaubt werde / in Abwesen anderer sich mit seiner Fürstlichen Gnaden nothdürfftiglich zu unterreden. Was aber für freundlich Ersuchen und begehren vom Churfürsten zu Sachsen gethan worden / von wegen Heraufbringung des Land-Graffens / an der Kayserl. oder Ihrer Königl. Mt. Hoffe / des will Ihr. Königl. Maj. an die Röm. Kayserl. Maj. forderlich gelangen lassen / und so viel mit nothdürfftiglicher Sicherheit beschehen mag / freundlich und brüderlich befordern. Beschließlich / wann dem Churfürsten zu Sachsen / und dem Könige von Franckreich / einige Fürschläge oder Mittel / wie seiner Königl. M. daß zwischen der Kayserl. Maj. und ihme / Fried zu machen sey / achtet / zu kommen / so soll und will seiner Churfurstl. Gnaden dieselbigen / Ihrer Königl. Maj. ferner überschicken / dieselbigen an die Kayserl. Maj. furter gelangen zu lassen und Ihr. Kayserl. Majest. Willen und Gemüth daruber zu vernehmen / laut Ihr. Königlichen Majest. ersten Resolution-Schrifft. Actum in Ihrer Königl. Majest. Stadt Lintz / und mit Ihrer Königl. Maj. und Ihrer Churfurstlichen Gn. furgedruckten Secreten verwahret / den ersten Tag Maji, Anno im zwey und funffzigsten.

XV.

19. Mai. Vertrag und Verzichts-Brief Bischoff Wiegandts zu Bamberg / Marggraff Albrechten dem Jungern zu Brandenburg übergeben / durch welchen Er an besagtem Marggraffen zu Abwendung dessen furnehmen 19. ämter cediret und darauff völlig renunciret. Bamberg den 19. May 1552. [HORTLEDER, von anfang und fortgang des Teutschen Kriegs. Tom. II. Libr. VI. Cap. II. pag. 1339. LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 42. d'où l'on à tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Accord & de Renonciation, par lesquelles WIGAND, *Evêque de Bamberg, céde & transporte dix-neuf Bailliages au Marcgrave de Brandebourg* ALBERT le jeune, *& y renonce entierement, pour le détourner de la Guerre qu'il avoit entreprise contre lui. A Bamberg le 19. Mai 1552.*

WIr Weigandt von GOttes Gnaden Bischoff zu Bamberg / bekennen offentlich mit diesem Brieff / gegen jedermänniglich für Uns / Unser Nachkommen und Thumb-Capittel. Nachdem dieser Zeit beschwere Kriegsläuffte / im Reich teutscher Nation entstanden / darauf wir Uns nichts anders zu versehen und zu befahren gehabt / dann daß wir von Unserm Stifft / auch Landen und Leuten / sampt unserm Thumb-Capittul / vertrieben / und darzu unsere arme Leut geplündert / verheeret und verbrendt werden / als uns dann der hochgeborn Fürst / unser besonder lieber Herr und Freundt / Herr Albrecht / Marggraff zu Brandenburg / der Jünger / als Königlicher Majestät zu Franckreich und dero Einigungs-Verwandten Oberster / aus sondern habenden Befelch / darumb daß wir uns aus allerley Ursachen gegen ihrer Königlichen Majestät und den andern Ständen nicht zeitlich erklärt / allbereit in Unserm Stifft überzogen / auch etliche Städt und Aempter eingenommen / derwegen wir / zu Verhütung solches noch weitern hochverderblichen / beschwerlichen und besorglichen Nachtheils / mit Wissen und Willen Unsers Thumb-Capittels / gegen gedachtem unserm besondern lieben Herrn und Freund / Marggraffe Albrechten / an statt und von wegen der Königlichen Majestät zu Franckreich und der Einigungs-Verwandten / immassen begehrt / Uns zu erklären verursacht worden / und darzu / damit sein Lieb mit ihrem Fürnehmen / gegen Uns / abgestanden / derselben von Unserm Stifft nachfolgende Aempter urthätlich geeygnet / übergeben und zugestellt haben / ihm auch dasselbig hiemit / und in Krafft dies Brieffs beständiglich / nemblich:

Nießen / Burckconstatt / Maineck / Kupfferberg / Lengast / Ludwig Schwargast / Vilseck / Pottenstein / Veldenstein / Großmanstein / Holfeldt / Weissenfeldt / Neideck / Forchheim / Neumkirchen / Hertzog Aurach / Unter und Obern Hochstätt / auch Obern Schönfeldt / und Wachenrodt / mit beschwerdt des Pfandt-Schillings / wie allen zugehörigen Unterthanen und Schutz-Verwandten / auch ihren Schlössern / Stätten / Dörffern / Weiern / Höffen / Mühlen und Mühlstätten / Lehenschafften und Lehen-Leuten / Edel und Unedel / in diesen Aemptern gesessen und gelegen / auch Kirch-Tag und andern Schutzen / Renten / Gülten / Zinsen / Frauendienst / Steuren / hohen und niedern Obrigkeiten / Gebotten / Verbotten / Freyheiten / Glaiten / Zöllen / Wildpanen / Wälden / Höltzern / Wassern / Teichen / Aeckern / Wiesen / Wuhn und Wayd / und in gemein allen andern Zugehörigen / Regalien / Rechten und Gerechtigkeiten / wie wir die zuvorn innen gehabt / genossen und gebraucht haben / nichts noch keinerley ausgenommen / oder hindangesetzt / dann allein Unsers Thumb-Capittels sondere / mit alters hergebrachten Gerechtigkeiten / so sie in berührten Aemptern an Leuten / Lehenschafften / Renten / Gülten / Zinsen / Zehenden / Gebotten / Verbotten / und andern / nichts noch keinerley ausgenommen / von Alters hergebracht / und derselben gebraucht haben / sollen denselben hinführo noch also unverhindert verfolgen und bleiben.

Wir haben auch seiner Lieb alle Lehen / so hiervor in in derselben Landt und Obrigkeit gelegen / und von Uns und Unserm Stifft zu Lehen gangen / gleicher gestalt geeygnet / übergeben / und zugestellt / daß sie von seiner Lieb hinführo empfangen und geliehen werden sollen.

Wir wollen auch alle und jede / diese obberührte Lehen-Leut und Unterthanen / unverzüglich ihrer Pflicht ledig zelen / und die an gedachtem Unserm Herren und Freundt Marggraff Albrechten und seiner Lieb Erben / derselben Huldigung zu thun weisen: Und darzu seiner Lieb / die Land-Lehen / Zinse / Ehehafft / Bücher und Register / und was sonsten hierüber nohtwendig darzu gehörig / und in Unser Gewalt ist / zugleich mit überantworten und zustellen lassen.

Und begeben Uns solchem nach / mit Wissen und Willen Unsers Thumb-Capittels / aller obbemelter Unser gewesener Aempter / Stätt / Flecken und Lehnschafft / sambt aller dero zu- und Eingehörungen / Herrligkeiten / Rechten und Gerechtigkeiten / auch Nutzungen durchaus / hinführo zu dem allen / sampt und sondern keine Zuspruch / weder mit / oder ohn Recht / noch auch einige Päbstliche / Käyserliche / Königliche oder Reichs Begnadung / Restitution und Hülff / in einig Weis noch Weg hierüber zu suchen / sondern des alles gäntzlich und gar verzichen seyn / ohn alles Gefährde.

Zu dem gereden und versprechen wir auch seiner Lieb / achtzig Tausendt Gülden zur Liebnüs / fünfftzig tausent Gülden / an seiner Lieb Schulden zu bezahlen / auf Uns / Unsern Stifft und Nachkommen / nach seiner Lieb Anweisung zu nehmen / und sein Liebden derselben ohn Schaden zu entheben. Des zu wahrer Ur-

kunde /

ANNO 1552. kundt/haben wir für Uns und Unsere Nachkommen am Stifft/ Unsers Stiffts Insiegel hieran gehangen.

So bekennen wir Thum-Probst/ Dechant/ Senior und Capittel/ dieses S. Käyser Heinrichs Stiffts zu Bamberg/ daß diese Handlung/ Ubergab und Zueignung der obbemelten Aempter sambt allen ihren Ein- und Zugehörungen/ mit Unserm guten Vorwissen und Willen geschehen sey/willigen auch daßelbig hiemit/ und in Krafft dis Brieffs wissentlich/ gereden und versprechen darauf für Uns und Unser Nachkommen/ kein Anspruch noch Forderung einigs Wegs/weder für Uns selbst/noch jemandt andern/ es sey mit/ oder ohn Recht/ darzu gewinnen oder zu haben/ noch darwider weder Päbstliche/ Keyserliche/ Königliche oder Reichs Begnadung/ Hülff oder Restitution zu suchen/ in kein Weiß noch Wege/getreulich und ohn alles Gefährde/ des zu wahren Urkundt/ haben wir zu hochgemandts Unsers gnedigsten Herren Unsers gemeinen Thumb-Capittels Insiegel hieran hangen lassen. Der geben ist in Unser Statt Bamberg/ am Donnerstag nach dem Sontag Cantate, den 19. May. nach Christi Unsers lieben Herren Geburt/ tausent fünffhundert/ und im zwey und fünffzigsten Jahre.

26. Aoút. Kayserl. Cassation des zwischen Bamberg und Marggraf Albrecht zu Brandenburg gemachten Vertrags. Augspurg am 26. Augusti 1552. [HORTLEDER, Tom. II. Libr. VI. Cap. XXVIII. pag. 1790. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Absatz III. pag. 43. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Lettres Imperiales de Cassation, par lesquelles l'Accord passé entre WIGAND, *Evêque de Bamberg,* & ALBERT *Marcgrave de Brandebourg, est mis à néant. A Augsbourg le 26. d'Aout 1552.*

WIr Carl der Fünffte/ von Gottes Gnaden Römischer Keyser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hispanien/ beyder Sicilien/ Hierusalem/ Hungarn/ Dalmatien/ Croatien 2c. König/ Ertz-Hertzog zu Oesterreich/ Hertzog zu Burgundi/ 2c. Graff zu Habsburg/ Flandern und Tyrol/2c. bekennen offentlich mit diesem Brieff und thun kunde allermänniglich:

Nachdem in jüngst entstandener Empörung/ der Ehrwürdige Weigandt/ Bischoff zu Bamberg/ Unser Fürst/ Raht und lieber Andächtiger/ sambt seinem Thumb-Capittel/ und zugehöriger Geistlichkeit/durch Marggraffen Albrechten von Brandenburg und andere seine Anhengige/ auffrührische/ Frantzösische Conspirations-Verwandte/ gantz unverwarneter Sachen/ auffrühriger/muthwilliger Weise/ mit Heers-Krafft überzogen/ etlicher jrer Stätte/Schlösser/ Flecken/ Dorffer/Aempter und Güter entsetzet und entwendet/Und letzlich über das alles einen sehr beschwerlichen Vertrag/und Capitulation, darinn unter andern vermeldet/daß gedachter Bischoff von Bamberg hundert und dreyßig tausendt Gülden Schulden/auf sich und sein Capittel nemmen/ und derhalben auf Wilhelm von Grumbach/ Christoff Strassen/ der Rechten Licentiaten und Veit Zicken/ gewiesen seyn solle/ einzugehen und anzunehmen/gedrungen worden/alles Uns und dem heiligen Reich zu Schmelerung und zu Entziehung Unsers und desselben Eigenthums Obrigkeit und Gerechtigkeit und jm/ dem Bischoff und seinem Thumb-Capittel/ zu mercklicher Beschwerung/ unwiderbringlichen Schaden und Nachtheil.

Dieweil denn weder gedachtem Marggraffen dergleichen unbilliche beschwerliche Verträge jemands aufzudringen/ noch gedachtem Bischoff/ solch Uns und dem heiligen Reich und seinem Thumb-Capittel widerwärtige nachtheilige Verträge mit jemands einzugehen/ anzunehmen/ oder zu bewilligen/ noch denselbigen einige Folge zu thun oder zu geleben/ gebüret.

So haben wir demnach mit wohlbedachtem Muth/gutem Rath/ eigener Bewegnüs und rechtem Wissen/solchen obbestimpten nichtigen Vertrag in allen und jeglichen seinen Puncten/Inhaltungen/ Meynungen und Begreiffungen/ und sonderlich in dem Punct/ die hundert und dreyßig tausendt Gülden obgemelt/vernichtiget/ auffgehebt/ cassirt und abgethan/ und denselbigen sampt allen darüber aufgerichteten Verschreibungen/ nichtig/ krafftlos und von Unwürden erkannt/ und erkläret/ und gedachtem Unserm Fürsten und Rahte dem Bischoff zu Bamberg sampt allen und jeden sein und seines Stiffts-Stätten/ Schlössern/ Flecken/ Dorffern/ Aempteren/ Lehenmannen/ Lehen und Gütern/ so viel ihnen derselbigen durch Marggraff Albrechten abgedrungen/ nichts ausgenommen/ gäntzlich und vollkommenlich wiederumb zu Unsern und des Reichs handen und Gehorsamb genommen/ und von den Gelübden und Eiden/ sampt der Oeffnung/ Hülffe und Folge/ und allen andern Bürden/gegen gedachten Marggraffen und seinen Anhängern/ gäntzlich entlediget/ und in vorigen Standt/ immassen sie vor der Zeit des obbestimpten aufgerichteten Vertrags gewest seyn/restituiret und gesetzt/Und thun das alles hiermit von Römischer Kayserlicher Macht Vollkommenheit/ wissentlich in Krafft dieses Brieffs/ und meynen/ setzen und wollen/ daß derselbige vermeynte Vertrag in allen und jeden seinen Puncten/ Clausulen/ Artickeln/ Innhaltungen/ Meynungen und Begreiffungen/ Krafftlos/ unbündig/ nichtig und von Unwürden seyn und bleiben/ und von männiglichen also inner und ausserhalb Gerichts geachtet und gehalten werden solle. Und gebieten darauf allen und jeden Churfürsten/ Fürsten/ Geistlichen und Weltlichen/ Prælaten/ Graffen/ Freyen/ Herren/ Rittern/ Knechten/ Hauptleuten/ Land-Vögten/ Pflegern/ Verwesern/ Amptleuten/ Schultheissen/ Burgermeistern/ Richtern/ Rahten/ Burgern/ Gemeinden/ und sonst allen andern Unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ und sonderlich gedachten Unserm Fürsten und Rahte dem Bischoffe zu Bamberg/ sambt seinem Thumb-Capittel und Landschafft/ von Römischer Kaiserlicher Macht/ hiermit ernstlich/ und wollen/ daß sie solchen auffgerichteten Vertrag fur krafftlos/ nichtig/ unbündig und von Unwürden halten/ Und gedachter Unser Fürst/ der Bischoff von Bamberg/ sambt seinem Thumb-Capittul und Landschafft mit Vollziehung solches Vertrags ferner nicht fürfahren/ sondern sich desselbigen gäntzlichen entschlagen und enteussern/ und obangezeigte eingezogene Stätte/Schlösser/ Flecken/ Aempter/ Lehen/ Güter und Unterthanen/ so viel ihnen derselbigen durch gedachten Marggraffen/ also/wie obstehet/ abgedrungen worden/ widerum an sich bringen und hinführo Uns/ als ihren rechten einigen Herrn/ allen schuldigen Gehorsam leisten/ und diese Unsere Keyserliche Cassation stät und fest halten auch gedachten Bischoff zu Bamberg und sein Thumb-Capittel und Landschafft und jre Nachkommen/ darwider nicht dringen/belästigen noch beschweren/noch des jemand anders zu thun gestatten/ in keine Weis/ als lieb einem jedern sey Unser und des Reichs schwere Ungnad und Straffe und darzu eine Pœn, nemlich funffzig Marck löttigs Golds/ zu vermeiden. ANNO 1552.

Wir empfehlen auch hierauf Unserm Keyserlichen Cammer-Procurator, Fiscal, General, gegenwertigen und zukünfftigen/ hiermit ernstlich/ und wollen/ daß er auf obbestimpte Pœn und Straffe/ an Unserm Kayserlichen Cammer-Gericht/ für sich selbsten/ oder sampt und neben gedachtem Bischoff zu Bamberg/ seinem Thumb-Capittul und Landschafft/ so offt er derhalben ersucht/ oder solches für sich selbs innen wirdt/ gegen allen und jeden/ die wieder obberührte Unsere Keyserliche Cassation und Restitution ichtes handeln/ fürnehmen oder thun/ unverzüglich procediren und verfahren solle/ wie sich in solchen Fall gebüret.

Mit Urkundt dieses Brieffs besigelt mit Unserm Kayserlichen anhangenden Insiegel. Geben in Unser und des Reichs Stadt Stadt Augspurg/am sechs und zwantzigsten Tage des Monats Augusti, nach Christi Unsers lieben Herrn Geburt/ funffzehenhundert und im zwey und funffzigsten/ und Unserer Reiche im sieben und dreyssigsten Jahre.

CAROLUS.

Vt. A. PERENNOT.

Vt. SELD.

Ad Mandatum Cæsareæ & Catholicæ Majestatis proprium.

BAV. Sst:

XVI.

Vertrag zwischen Bischoff Melchior von Würtzburg eines/ und Marggraf Albrecht dem Jüngern von Brandenburg andern Theils/ über die zwischen ihnen entstandene Mißverstände/ wodurch von Seiten Würtzburg zweyhundert und zwantzig tausend Gülden dem Marggrafen zu entrichten/und noch 350000. Gülden an seinen Schulden zu bezahlen; von dessen seiten aber von der wider Würtzburg fürgenommenen Kriegs-Expedition abzustehen stipuliret wird. Geschehen den 21. May 1552. [HORTLEDER, von Ursachen des Teutschen Kriegs Tom. II. Libr. VI. Cap. II. pag. 1354. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 54. sans date, d'où l'on a tiré cette Piece.] 21. Mai.

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement entre MELCHIOR *Evêque*

ANNO 1552. *que de Wurtzbourg*, & ALBERT *le jeune Marcgrave de Brandebourg, sur les Différents survenus entr'eux; par lequel l'Evêque & son Chapitre s'obligent de payer au Marcgrave 220. mille Florins, & de se charger de 350000. Florins de ses dettes, moyennant quoi il promet de se desister de la Guerre qu'il avoit entreprise contr'eux. Fait le 21. Mai 1552.*

WIr Friderich von Wirsperg / Dechant des Stiffts Würtzburg / und Michel von Lichtenstein / auch Erasmus Newstätter / Stürmer genant / Thumherrn daselbsten / Wolff von Velberg / Sebastian Rüdt / Carl von Redwitz / Bastian von Liechtenstein / Neithard von Thüngen / und Albrecht von Adeltzheim / alle in Nahmen und von wegen eines gemeinen Thumb-Capittels zu Würtzburg / und Hertzogen zu Francken hierzu verordnet und gebetten. Bekennen offentlich mit diesem Brieff / nachdem sich dieser Zeit zwischen dem hochwürdigen Fürsten und Herrn / Herrn Melchior / Bischoffen zu Würtzburg und Hertzogen zu Francken eins / und dem Durchleuchtigen / hochgebohrnen Fürsten und Herrn / Herrn Albrechten dem jüngern / Marggraffen zu Brandenburg / 2c. beyden Unsern gnädigen Herren / anders Theils / Irrungen / unfreundschafft / allerley Mißverständ / und unwillen zugetragen / wie daßelbig ihrer F. G. Schrifften gegen einander ergangen / zu erkennen geben / derwegen sich hochgenannter Unser gnädiger Herr von Würtzburg / auch seiner F. G. Stifft / eines beschwerlichen überzugs und endelichen Verderbens befahren müssen / alsdann hochgenannter Unser gnädiger Herr Marggraff Albrecht allbereit mit einem stattlichen Kriegs-Volck / zu Roß und Fuß gefast gewest / und uns denen vom Capittel / auch den Stätten und Ritterschafft / solchen uberzug schrifftelich zu schreiben lassen / daß wir solchem nach / zu fürkommung mehrers unrahts / auch endlichen Verderbens umb unterhandlung unterthäniglich angehalten / und auff daßelbige / bey beyder ihren F. Gnaden / so viel erhalten / daß die uns derselben verfolgt.

Und haben also mit beyderseits gutem Vorwissen und Willen / die Sachen nachfolgender gestalt beygeleget / vereiniget und vertragen / daß hochgenannter unser gnädiger Herr Marggraff Albrecht / den gefasten unfreundlichen willen / gegen unserm gnädigen Herrn von Würtzburg fallen lassen / auch den fürgenommenen uberzug zurück / und abgestellet / und darin alle ihre gehabte Spruch und Forderung darumb / die dann diesen überzug fürzunehmen verursachet / begeben hat.

Dargegen unser gnädiger Herr von Würtzburg / seiner F. G. beständiglich bewilliget / versprochen und zugesaget / zweyhundert tausent und zwantzig tausent Gulden / an guter gänger Landläufftiger Wehrung grober Müntz / nachfolgender Gestalt par zu entrichten / nemlich / daß einhundert tausent Gulden auf den neundten Tag des Monats Junii nechstkommende / in der Statt Forchein / und das überig ein hundert tausend / und die zwantzig tausent Gulden / auch in der Statt Forcheim / auf den ersten Monats Tag Julii erlegen / bezahlen soll und will. Und darzu dreyhundert tausendt / und funfftzig tausent Gulden seiner Marggraff Albrechts Schulden / wie die seinen F. G. inhalts eines besiegelten Registers verweiset worden / auf sich und seiner F. G. Stifft nemmen / sich darfür verschreiben und die / sampt der Verzinsung / laut und Inhalts der Schuld-Verschreibung nun hinführo bezahlen / und sein F. G. auch derselben Erben der gäntzlichen entheben und schadlos halten / neue Schuld verschreibung auffrichten / und Marggraff Albrechten / oder seiner F. G. Erben / ihr Verschreibung von den Gläubigern ubernemmen / und seiner F. G. zustellen.

Deßgleichen dieweil sich mein gnädiger Herr Marggraff Albrecht beschwert / daß weiland Bischoff Conradt von Thüngen / löblicher Gedächtnus wider das Closter Ebrach / ein Kayserliche Begnadung / ohn Wissen und Willen bemeles Closter / ausgebracht habe / daß dieses Closter nun hinfuro / in einem Erbschutz des Stiffts Würtzburg seyn solt / dessen aber sein F. G. aus allerley ursachen nicht geringe beschwerden tragen / und sonderlich darumb / daß solch Closter von Alters her / je und allwegen / frey gewesen / und ein Schutz-Herrn seines Willens und Gefallens nemmen mögen / alsdann seiner F. G. Voraltern / auch Schutz-Herrn daruber gewest / welcher Weg nimmermehr seinen F. G. und dero Erben / durch solch ausgebracht Begnadung gesperret worden; so soll unser gnädiger Herr von Würtzburg und dero Nachkommen am Stifft / sich berürter ausgebrachter Begnadung nicht mehr gebrauchen / sondern gemelt Closter Ebrach / num hinfüro bey seiner alten Freyheit ungehindert bleiben lassen / einen Schutz-Herrn / jederzeit seines Gefallens zu erwählen und anzunemmen.

Darneben seyn etliche Bey-Articul durch uns abgeredt / und von beyden unsern gnädigen Fürsten und Herrn angenommen und bewilliget worden / inhalts einer Verzeichnüs / so von beyden ihren F. G. mit eigen handen unterschrieben / welche dann ungeachtet / daß die aus etlichen ursachen diesem Haupt-Vertrag nit eingeleibt / nichts destoweniger vollzogen werden sollen / und soll hierdurch alle Forderung / unfreundschafft / Miß-Verstandt und unwill gefallen und abseyn / und beyde unser gnädige Fürsten und Herrn / auch deren Stifft / Landt und Leut in freundelichen guten / nachbarlichen Willen / gegen einander stehen / und einander aller Forderungen und Irrungen halben / keines argen oder unguttens gewarten / in kein Weiß noch Weg. ANNO 1552.

Desgleichen soll und will unser gnädiger Herr Marggraff Albrecht ein Ehrwürdig Thumb-Capittel des Stiffts Würtzburg / Prälaten / Graffen / Herren / und von der Ritterschafft / auch allen derselben Diener / Unterthanen und Verwandten in gnedigen Befehl haben / und die Ungnad / ob sein F. G. dieselben gegen etlichen gefast hetten / gnädiglich fallen / und abstehen lassen / auch so viel an seinen F. G. seyn mag / in diesen geschwinden läufften gnedige Abwendung thun / damit das Stifft und sie nit überzogen / geplündert / oder gebrandschatzt werden.

Des zu wahrem Urkundt / daß die Sachen / durch uns obbenannte Unterhändler von gemeines Thumb-Capittels wegen / obangezeigter massen / mit Wissen und Willen beyder obgenannter unser gnädigen Herrn abgehandelt / haben wir Dechant und gemein Thumb-Capittel / des Stiffts Würtzburg / unsers Thumb-Capittels gemeinlich Insiegel für uns und unsere nachkommen des Stiffts hieran hängen lassen / und uns damit bekennet / daß dieser Vertrag mit unserm gutem Wissen und Willen zugangen / auffgericht / auch von uns zugleich mit beliebt und angenommen sey / demselben nit zu wider seyn / noch uns einiger befreyung / Restitution oder Begnadung zu gebrauchen.

So bekennen wir Melchior von Gottes Gnaden / Bischoff zu Würtzburg und Hertzog zu Francken / daß dieser Vertrag mit unserm / auch unsers Thumb-Capittels / gutem Wissen und Willen / abgeredt / und auffgericht sey. Gereden und versprechen darauf bey unserer Fürstlichen Würden und wahren Worten / solchem Vertrag in allen seinen Puncten und Articuln / nachzukommen / den zu vollziehen / und darwider keines wegs zu seyn / dargegen uns kein Recht / Freyheit / Begnadung / Hülff oder Restitution, wie die in- oder ausserhalb Rechts bey Päpstlicher Heiligkeit / Römischen Käysern / Königen und ingemein allen andern Ständen ausgebracht erlangt / oder aus eigener bewegnüs geben werden möchten / nit schützen noch freyen / wir auch derselben nit begehren oder gebrauchen sollen noch wollen / in kein Weiß noch Wege / getreulich und ohn alles Gefehrde. Des zu wahrem Urkundt / und steter Haltung / haben wir für uns / und unsere Nachkommen am Stifft / unser und unsers Stiffts Insiegel / hieran auch hengen lassen.

XVII.

Vertrag zwischen Marggraf Albrecht dem Jüngern zu Brandenburg und der Stadt Nürnberg / wodurch die zwischen Ihnen entstandene Feindseligkeiten beygeleget / und dem Marggraffen vor auffgelauffene Kriegs-Kosten der Belagerung 200000. Rthlr. zu erlegen von seiten Nürnberg promittirt wird. Geschehen den 19. Junii. 1552. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutschen Kriegs. Tom. II. Libr. VI. Cap. XXVII. pag. 1719. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 44. d'où l'on a tiré cette Pièce.] 19. Juin.

C'est-à-dire,

Traité d'Accord entre ALBERT *le jeune Marcgrave de Brandebourg & la Ville de* NUREMBERG *sur les hostilités commencées entr'eux, & par lequel ladite Ville s'oblige de payer à ce Prince la somme de 200. mille Ecus pour les dépenses du Siege. Du 19. Juin 1552.*

DEr durchleuchtigen / hochgebornen Fürsten und Herrn / Herrn Johann Albrechten zu Meckelburg / Fürsten zu Wenden / Graffen zu Schwerin / der Landen Rostock und Stargarte Herrn / und Herrn Wilhelmen / Landtgraffen zu Hessen / Graffen zu Catzenelnbogen / zu Dietz / Ziegenhain und Nidda / auch der hernachbenandten erbarn Frey- und Reichs-Stätten Räthe / Bottschafften und Unterhändler in nachbemeldter Sachen / Wir mit Namen / Georg von Dannenberg / Meckelburgischer Kriegs-Lieutenant; Wilhelm von Schachten / Hessischer Feld-Marschall / Georg Oesterreichischer / Dominicus Hanolt / Georg Hopffer des Raths / und Georg Frölig von der Leimenitz / Advocat zu Augspurg / Burckhart Eberhart / des Raths zu Rotenburg an der Tauber / und Georg Rudolff Widmann / der Rechten Doctor, eines Ehrsamen Raths zu Schwäbischen Hall Advocat, bekennen offentlich und thun kundt allermänniglich zu ewiger Gedächtnus mit diesem. Nachdem der Durchleuchtigst / Groß-

ANNO 1552.

Großmächtigst und Christlichste König in Franckreich / Herr HEINRICH / des Nahmens der ANDER auch andere Potentaten / Chur- und Fürsten des Reichs / eines gemeinen Friedens in Teutscher Nation, auch Erhaltung halben wahrer Christlicher Religion / etliche Ausschreiben gethan / und dieselben des Reichs-Ständen zugeschickt / darauf auch etliche hochlöbliche Reichs-Chur- und Fürsten / ein Begehren an einen Ersamen Rath der Statt Nürnberg gelangen lassen / sich auf solche Ausschreiben zu erklären / und wiewol sich darauf ein Rath gegen etlichen derselben Chur- und Fürsten in Handlung eingelassen / dabey sie verhofft zu bleiben / so hat doch der Durchleuchtige / hochgeborne Fürst und Herr / Herr Albrecht der Jünger / Marggraff zu Brandenburg / in Preussen / zu Stettin / Pommern / der Cassuben und Wenden / auch in Schlesien zu Oppeln und Ratibarn / Hertzog / etc. Burggraff zu Nürnberg / und Fürst zu Rügen / unser gnädiger Herr / daran nicht begnügig seyn / sondern von ihnen / denen von Nürnberg / eine austruckenliche Erklärung / daraus zu verstehen / Ob sie der Cron Franckreich / auch der Chur- und Fürsten / und anderer Einungs-Verwandten Ständte / Freunde oder Feinde seyn wolten ? ernstlich begehret und erfordert. Darüber dann beyde Theil in allerley thätliche Handlungen und Weiterung gegen einander gewachsen / daß auch S. F. G. die Stadt Nürnberg und derselben Bürger / Stätt / Schlösser / Dörffer / Clöster und Güter mit Heeres Krafft überzogen / angegriffen / gebrandschätzt / zum Theil gar verwüstet und die Stadt Nürnberg ernstlich belägert.

Und aber hochernandte unsere gnedige Fürsten und Herren / auch die Erbarn Frey- und Reichs-Städte nicht unzeitlich bedacht / wie schwer es falle / da die Glieder eines Reichs als Teutsche gegen Teutschen / und Christen wider Christen / so tieff in einander wachsen / und daß es gemeiner fürgenommener Vindication nicht wenig Nachtheil und Zerrüttung gebären möchte / daß auch menniglich den Frieden zu fordern schuldig / haben uns hochgedachte unsere gnädige Fürsten und Herren / auch unsere Herren und Freunde / den Ersamen dreyer Frey- und Reichs-Stätten Rähte / als einen Ausschuß aller dieser Einungs-Verwandten Städte abgefertiget / mit Befehl / zwischen hochgedachten unsern gnedigen Herrn Marggraffen / etc. und einen Ersamen Rath der Stadt Nürnberg / unterthänige und freundliche Unterhandlung mit embsigen guten Fleiß zu suchen und fürzunehmen / als uns dann hochbenannter Kriegs-Fürst / desgleichen auch bemeldter ein Ersamer Rath gütlicher und verbindlicher Unterhandlung gnediglich und freundlich gestattet und bewilliget. Darauf wir herkommen / gestalt und Gelegenheit dieser hochwichtigen Sachen von beyden Theilen mündlich und schrifftlich / nach langs zur Notturfft eingenommen / Mittel und maß / des Friedens vielfeltiglich fürgeschlagen / auch gegen-Fürschlag und Forderung angehöret / und nach lang gepflogener Unterhandlung hoch und viel denelten unsern gnädigen Fürsten und Herrn / Marggraff Albrechten / und einen Ersamen Rath der Statt Nürnberg für sich / alle ihre Erben / Erbnehmen / Nachkommen / und wer in dieser Kriegs-Sachen verwandt und verdacht ist / Raht und That darzu gegeben hat / mit jrer F. G. und ihrem freyen guten Wissen und Willen / wohlbedachtem Muth und zeitigem vorgehabten Rath / aller und jeder obgedachter Kriegs-Handlungen halben / was sich am Anfang des Uberzugs der Leute / Güter / und mit Belägerung der Stadt Nürnberg / bis auf diesen Tag und Stunde zugetragen / nichts ausgenommen / unterthäniglich und freundlich in der Güte vereiniget / vertragen / verglichen / und diesem schweren Krieg / ein Ende gemacht haben / vertragen / vereinigen und vergleichen sie auch beyderseits / im Namen des Allmächtigen Gottes / auf stets / ewig / immer während und unwiderrufflich / hiermit und in Krafft dieses Brieffs / wie vermög der gemeinen und aller Völcker Rechten und Satzungen am bündigsten / kräfftigsten und beständigsten immer seyn soll / kan und mag / als unterschiedlich hernach folget:

Erstlich / nachdem ein Ersamer Rath der Stadt Nürnberg sich lauter erkläret hat / der löblichen Potentaten Chur- und Fürsten Vindication und Einigung / wie ein Ersamer Raht der Stadt Augspurg / sampt andern Erbaren Stätten / sich daselbst zu Augspurg eingelassen / theilhafftig und anhängig zu machen sich auch allbereit eingelassen / theilhafftig / und anhängig gemacht haben / vermög aufgerichter / besiegelter / brieffliche Urkunden / mit hochgedachtes Kriegs-Fürsten und eines Ersamen Raths der Stadt Nürnberg anhangenden Insiegeln bekräfftiget / so soll ein Ersamer Raht zu Nürnberg bey solcher ihrer Erklärung und Verpflichtung / ohn allen fernern Anhang / gegen hochgedachten Potentaten / Chur- und Fürsten und sonst menniglichen gelassen / darüber nicht getrungen / sondern darbey gehandthabt werden. Es sollen auch die Kriegs-Potentaten / Chur- und Fürsten bemeldte der von Nürnberg gethane Erklärung und aufgerichte Capitulation durch ihr selbst gnedig Zuschreiben roboriren und bestetigen zum forderlichsten es seyn mag.

Zum andern ist abgeredt / verglichen / und endlich vertragen / wiewol ein Ersamer Rath der Stadt Nürnberg / auch alle derselben Bürger / Verwandte und Zugehörige in / und ausserhalb der Stadt / an Schlössern / Städten / Clöstern / Dörffern / Sitzen / Häusern / Weilern / Höffen / Gehöltzen / Wäldern / Mannschafften / Geschütz / Kugel und Pulver / mit Brandtschatzung und Name / mercklichen Schaden erlitten / daß doch sie und alle ihre Nachkommen einige Zu- oder Anspruch / weder gegen hochgedachtem unsern gnädigen Herrn / Marggraff Albrechten noch gegen S. F. G. jungen Vettern / Marggraff Georg Friderichen / und derselben beyder F. G. Erben / Landt / Leuten / Unterthanen / Haab und Gütern / auch Kriegs-Verwandten / von wegen bemeldter erlittenen Beschädigung / weder mit oder ohne Recht / nimmermehr suchen / fürwenden / haben noch gewinnen / sondern solche Schäden selbst tragen und gedulden / auch in keine Weise noch Wege heimlich oder offentlich / durch sich selbst oder andere / in Ungutem anden / äffern noch rächen sollen / weder mit Worten noch Wercken / dafür und wider sie / jre Nachkommen / Burger / und gemeine Stadt Nurnberg / nicht helffen noch vortragen soll / kan noch mag / einige Keyserliche / Königliche / Päpstliche Privilegia, Rescript, Indult, Absolution, Begnadigung / Bann oder Acht / suppliciren / reduciren / restituiren / appelliren / provociren / nicht das Recht auß Forcht oder Zwang geschehener Ding / noch daß gemeine Verzeihung ohne vorgehende specificirte Renunciation, nit gelten soll / noch ichts anders / was hierwider immer erdacht werden mag / bey jren wahren Treuen / Glauben und Ehren / treulich sonder Gefehrde. Wo sich aber jemandt der ihren / jetzo oder künfftig / es geschehe im schein Rechtens oder in andere Wege / unterstehen würde / seine F. G. dero jungen Vettern / ihre Erben / Land und Leute oder dieser Sachen Verwandte / hiewider anzufechten / wie das geschehe / daß dann ein Ersamer Rath Jr F. G. dero Erben / Landt / Leute / auch der Sachen Verwandte / deshalben vertretten / und allerdings schadloß halten sollen. Wo aber der jren einer / oder jemand von jrentwegen / austretten / und S. F. G. deren jungen Vettern / Marggraff Georg Friderichen etc. oder jrer F. G. Land und Leute dieser Sachen halben bevehden / oder sonsten thätlich anfechten würden / also / daß die von Nürnberg derselben zugleich und recht nit mächtig seyn köncen / sollen sie die von Nürnberg / den oder dieselben / neben unsern Gn. Herrn / den Marggraffen / für jre Feinde halten / und denselben nach zutrachten schuldig seyn.

Zum dritten / nachdem sich zwischen dem löblichen Haus Brandenburg dieser Landes-Art / und gemeiner Stadt Nürnberg mehrerley Nachbarlicher Irrung und Spenne / in- und ausserhalb Rechtens / halten / sollen bemelte Spenne und Irrungen alle und jede wie die bis auf heutigen Tag herkommen / unerörtert hangen / und genannt werden / keine ausgenommen / hiemit von wegen beyder unser gnädiger Herren Marggraff Albrechten / und Marggraff George Friedrichen / und der Stadt Nürnberg von dem langwirigen rechtlichen Austrag genommen / abgeschafft / und zu gütlicher Verhöre und Handlung der Durchleuchtigsten / Durchleuchtigen / hochgebornen Fürsten und Herrn / Herrn Moritzen / Hertzogen zu Sachsen / des heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürsten / Herrn Albrechten / Pfaltz-Graffen bey Rhein / und Hertzogen in Obern- und Nieder-Beyern / und Herrn Christoffen / Hertzogen zu Würtenberg / unserer gnedigsten und gnedigen Herren / auch zu der Erbarn Frey- und Reichs-Städte Augspurg / Rotenburg an der Tauber / und Schwäbischen Halle / gleichen Sechs zu setzen und stimmen / hiemit geschoben und gestellet seyn / dergestalt / daß jede Parthey ihr Notturfft / in sechs Monaten / den nechsten den Herrn Compromissarien / und sonderlich unserm gnädigsten Herrn / dem Churfürsten zu Sachsen / gezwyfacht überschicken / davon seine Churfürstl. Gnaden jeder Parthey des andern Schrifften alsdann zuschicken / die dann abermals in sechs Monaten / den nechsten / ein Ablehnungs Schrifft / auch gedoppelt eindringen und überschicken: Darauf dann unser gnädigster Herr der Churfürst / innerhalb sechs Monat den nechsten / die Herren Compromissarien an eine gelegene Malstatt beschreiben / auch beyden Theilen darzu verkünden soll / da alsdenn ihr Chur- und Fürstl. Gnaden auch der Städte verordnete anfänglich die Güte / in solchen unerörterten Sachen allen / mit Fleiß suchen sollen. Ob aber die Güte entstünde / daß ihr Chur- und F. G. auch die drey Stätte / als Compromissarien / mit einhelliger Stimme / oder durch das Mehrer / nach notturfftiger Cognition aller Handlung / welcher sich durch die ergangenen Gerichts-Acten / und geführten Kundschafften: (derhalben um Exhibition von beyden Theilen / auch den Herrn Compromissarien / am Cammer-Gericht angesucht werden soll) auch aus den eingebrachten Schrifften zu erlernen / mächtiglich und unwiderrufflich erkennen und sprechen sollen. Die hochgedachten Chur- und Fürsten / und der Städt Compromissarien sollen auch vollkommen Macht und Gewalt haben / den Theilen (wo es die Nothdurfft der Sachen erfordert:) aufzulegen / in sechs Monaten / den nechsten hernach / noch ferner Kundschafft zu verführen / und darauf alsdann endlich zu erkennen / als vorstehet. Desgleichen ob sie sich keines einhelligen / oder mit den mehrern Stimmen gefundenen Ausspruchs vergleichen konten: Daß sie alsdann einen unpartheyischen Obmann ihres Gutdünckens / doch zum wenigsten durch die mehrern Stimmen der Zusätz / zu ihnen erkiesen mögen und sollen: und welcher Meinung derselb Obmann alsdann auf eingenommenen Bericht zufällt / und die mehrern Stimmen macht: dabey soll es endlich und unwidersprechlich bleiben / bey Fürstlichen und erbarn wahren Worten / Trauen und Glauben / an Eydts statt. Hiermit soll aber den Herren Compromissarien, nach Compromiss-Eigenschafft und Natur / Maß und Weiß aller Handlung / bis zum endlichen Endschiede / zu geben / gar nicht benommen / sondern vorbehalten und heimgestellet seyn. Würde auch einer oder mehr der Herren Compromissarien Persohnen vor Endung und Ausspruch obbemelter spennigen Sachen / mit tod abgehen: ist er von den Chur- und Fürsten gewesen / so soll ein

ander

ANNO 1552.

ander an des verschiedenen statt durch unsere gnädige Herren/ Marggraff Albrechten und Marggraff Georg Friedrichen/ oder ihrer Fürstl. Gnaden Erben/ erbetten und gesagt: ist aber einer von den Städten abgangen/ durch einen Ehrsamen Rath der Stadt Nürnberg ein anderer aus dem Rath der Stadt/ darum der vorig Todts verschieden/ benennt; und die Zahl der Herren Compromissarien also wieder erfüllet werden/ so offt es Noth seyn wird. Es soll auch dieses Compromiss, durch kein zeitnoch tödtlichen Abgang der seldsachere oder andere ursachen/ von deren wegen sonst die Compromiss inhalt der Rechten/unkräfftig werden/ fallen: sondern auch auf und bey den Erben/ bis zu endlichen Austrag bey rechten Würden und Kräfften bleiben: mit gegenwärtiger urthätlicher Verzeihung aller und jeder Behelffund Einreden/ die einigem Theil hierin zu Behelff/ oder zu Enderung seines hierzu gegebenen Willens fürtragen und schirmen mögen. Ob dann der Chur- oder Fürsten einer sich hierzu nicht vermögen lassen: so soll doch nichts desto weniger auf die andern zween und zwo Stätt zu gleichen zusetzen/gleicher gestallt compromittiret seyn/ allerding haben zu handeln und zu sprechen/ als die sechs gethan haben solten.

Zum vierdten ist abgeredt/ vertragen und bedienget/ daß ein Ehrsamer Rath der Stadt Nürnberg/ hochernannten unserm gnädigen Fürsten und Herrn Marggraff Albrechten/ umb und und für den in dieser Expedition und Belegerung aufgeloffen Kriegskosten und alle seiner Fürstl. Gn. deshalb beschehen Anforderung auf gebührliche Quittung entrichten und bezahlen solle/ zweymalhundert tausent Gulden/in grober Landläufftige Müntz/ jeden Gulden zu sechtzig Creutzern gerechnet: nemlich einhundert und funfftzig tausent Gulden jetz als bar/bey Aufrichtung dieses Vertrags-Brieffs/ und die andern funfftzig tausendt Gulden in einem Monat den nechsten nach dato dis Brieffs in Nürnberg: allda seine F. G. solche Summa Gelts empfahen/ und fortter an ihr Gewahrsam bringen lassen sollen: darzu die von Nürnberg ihres Vermögens gern helffen/ und keines wegs darwider thun noch seyn wollen und sollen. Ein Ehrsamer Raht soll auch hochgedachten Fürsten über diese Bartschafft nachfolgen lassen und geben/ sechs Stück Geschütz/ nemlich/ zwo scharpffe Metzen/ zwo Singerin und zwo Nothschlangen/ und darzu vierhundert Zentner Pulver/ aber ein Rath zu Nürnberg/ und die ihren/ sollen ihren Kriegs-Kosten und empfangene Schäden selbst tragen.

Zum fünfften/ und dargegen soll und will hocherbenannter unser Gnad. Herr Marggraff Albrecht von Brandenburg/ &c. einen ersamen Raht und gemeiner Statt Nürnberg/ auch derselben Burger/ Diener und Unterthanen/ alle und jede in diesem Krieg eingenommene und eroberte/ beschädigte und unbeschädigte Städte/ Schlösser/ Flecken/ Märckt/ Dörffer/ Weiler/ Höffe/ Wälde/ Geholtz/ Weier/ Fischwasser/ Zehenden/ Grund-Boden/ Mannschafften/ Zinß/ Rente/ Nutzung/ Güter/ Häuser und Schafferyen/ wo und welches Orts jedes gelegen ist/ mit allen derselben Rechten und Gerechtigkeit/ keines noch ichtzit ausgenommen/ in dem Wesen/ Werth und Gute/ wie sie auff diesen Tag seyn/ ohne alle fernere Beschädigung/ Auszug und Verlängerung/ (allein ausgenommen die empfangenen Brandschatzung/ die S. F. G. bleiben/ und darzu für die ausständig Brandschatzung/ von wegen aller und jeder Nürnbergischen Empter und Unterthanen/ S. F. G. durch einen Ehrsamen Raht/ entricht und bezahlt werden sollen/ 19833. Gulden/ nemlich auf den Tag/ da hochgedachter Fürst die letztere Bezahlung der funfftzig tausend Gulden Vertrags Summa empfahen wirdt lassen: alsbaldt wieder einantworten/ abtretten und zustellen/ auch die Mannschafften und Unterthanen ihrer Eide unde Pflicht/ ob sie seinen F. G. oder derselben Amptleuten oder andern gethan/ aller ding ledig zehlen lassen/ und sie wiederum an einen ehrsamen Raht der Stadt Nürnberg/ ihre Burger und die ihren/ denen sie zuvor zugehörig/ gnediglichen weisen und bleiben.

Hochstgedachter Fürst soll und will auch/ durch ihrer F. G. und derselben Vetters/ Marggraff Georg Friderichen Fürstenthumb und Landt allenthalb/ die Straßen wiederumb eroffnen/ und sie/ die von Nürnberg/ und die ihren/ auch ihre Leib/ Haab und Guter aus/ von/ und zu der Stadt gnediglich vergleiten: und die beweglichen Guter so viel derselben bis anhero von seiner F. G. oder dero Kriegs-Volck/ nicht auf seiner F. G. Häuser und Schlosser verführet oder verleint sindt/ dieselben gleich zu Eger/ zu Coburg/ Bamberg/ Schmalkalden oder anderswo/ denen von Nürnberg/ und wen sie zugehören/ ferner und unverhempt/ fürer durch und zukommen lassen.

Zum sechsten sollen alle und jede beyderseits in diesem Krieg gefangene Personen gegen einander ohn Entgelt ledig gezehlt/ und irer Gefängnus allerding erlassen seyn/ doch auf die Rantzion/ wie sich die gefangene derselben mit denen so sie gefangen/ vergleichen werden.

Zum siebenden/ als hochgedachter unserer gnädigen Fürsten und Herrn/ beyder Marggraffen/ desgleichen deren vom Adel/ eines Rahts der Stadt Nürnberg/ und derselben Burger Guter/ an etlichen Orten unter einander vermischt und vermenget: ist diese Abrede und Bewilligung beyderseits geschehen/ daß sich ein Theil gegen dem andern so gnedig/ unterthänig/ friedlich und freundlich halten und erzeigen soll/ wie es Christliche und alte Teutsche Tugendt/ und das naturliche Recht/ welches spricht: Was du wilt das dir widerfahre/ das erzeig auch andern/ &c. ausweißt/ und sich kein Theil der unbilligkeit zu beklagen habe.

Damit und dadurch alles und jedes/ was sich von Anfang der obbemeldten Kriegs-Handlung bis auf diesen Tag und Stunde/ zwischen hochgedachten Fürsten/ auch seiner F. Gn. jungen Vettern/ Marggraff Georg Friedrichen/ und allen ihrer beyder F. G. zugewandten/ mit Reden/ Schrifften/ feindlichen Gethaten/ Entleibungen/ Verwüstung/ Beschädigung/ Verderbung/ je begeben und verlauffen hette/ an Leib/ Leben/ Ehr und Gut/ nichts ausgenommen/ noch hindan gesetzet/ gantz und gar todt/ ab/ verziehen seyn/ und kein Theil gegen dem andern/ auch ihren Mitverwandten/ Unterthanen/ Haab/ und Güter einige Ungnad/ Unwillen/ noch Rache tragen/ suchen und zufügen/ sondern einander gnädige/ beständige/ gute und unterthänige Nachbarschafft leisten sollen.

Es soll und will auch hierauff hochgedachter unser gnediger Herr Marggraff Albrecht zu Brandenburg mit allen und jeden seiner F. G. Kriegs-Volck und Rüstung/ einen Fürstlichen/ friedlichen und gnedigen Abzug von der Statt Nürnberg/ und derselben Güter/ Grundt und Boden unverzüglich/ nach aufrichtung dieses Brieffs/ gnediglich nemmen/ und allen seiner F. G. zugewandten/ die hierwider mit Worten oder Wercken theten/ ire gebührliche Straff anlegen. Desgleichen ein ehrsamer Raht der Statt Nürnberg/ sich der ihren halben auch zu halten/ zu gesagt und versprochen hat/ alles und jedes treulich/ aufrecht/ rechtlich und ohne Behelff/ die ausser und inner Rechtens zu erdencken/ zu suchen und zu finden seyn mögen/ alles und jedes bey guten Trauen und Glauben.

Und dieweil dieser gegenwärtig Vertrag/ auch alles und jedes/ was in diesem Brieff von Wort zu Wort verleibt ist/ mit unserm Marggraff Albrechts des jüngern zu Brandenburg/ in Preussen/ Schlesien/ zu Oppeln und Ratiborn/ &c. Hertzogens/ Burggraffens zu Nürnberg und Fürstens zu Rügen/ gutem/ rechtem/ wahrem Wissen und Willen/ ergangen/ bewilliget und angenommen ist: so haben wir/ des zu Urkunde für uns/ und unsern freundlichen lieben jungen Vettern/ Marggraff Georg Friderichen (des wir uns hierinnen/ so viel sein Lieb/ auch Landt und Leut betrifft/ gemächtigt haben) unser Insiegel hieran hengen lassen. So gereden und versprechen wir Burgermeister und Raht der Statt Nürnberg/ für uns und alle die unsern/ daß dieser Vertrag mit unserm gutem Wissen und Willen beschehen und angenommen sey. Gereden und versprechen auch für uns und unsere Nachkommen/ auch alle die unsern/ ihr Erben und Nachkommen bey unsern wahren Worten und Treuen/ an Eidsstatt/ alles das zu leisten und zu vollziehen/ daß in diesem Vertrag begriffen ist: derhalben sich auch die zween unsere Burgermeister/ dieser Zeit im Ampt/ nemlich Hannß Geuder/ und Georg Volckamer der Junger/ mit eigenen handen an diesem Brieff unterschrieben/ getreulich und ohn alles Gefährde/ des zu wahrem Urkundt haben wir unser gemeiner Stadt Insiegel hieran hängen lassen. So haben die drey Stätt/ Augspurg/ Rotenburg auf der Tauber und Schwäbischen Hall/ daß die Sach durch uns/ als ihre Gesandte/ neben den Fürstlichen Räthen/ wie sie insonderheit oben benandt sindt/ also vertragen und abgehandelt/ ihrer Statt Insiegel hieran zu mehrer Gezeugnüs auch wissentlich hängen lassen: Und wir die Unterhändler uns darzu mit eignen handen hieran unterschrieben: Doch der erbarn drey Stätte Insiegeln/ und Nachkommen/ auch uns den bemeldten Unterhändlern ohne Schaden. Der geben ist am Sontag/ den 19. des Monats Junii, nach Christi unsers lieben Herrn Geburt/ funffzehenhundert und im zwey und funffzigsten Jahr.

Kayserl. Cassation des zwischen Marggraf Albrechts zu Brandenburg und der Stadt Nürnberg gemachten Vertrags. Augspurg den 25. Augusti 1552. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutschen Kriegs. Tom. II. Libr. VI. Cap. II. pag. 1371. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. vierdter Abtheilung dritter Absatz/ pag. 49. d'où l'on a tiré cette Pièce.] 25. Août.

C'est-à-dire,

Decret Imperial, portant Cassation du Traité d'Accord passé le 19. Juin 1552. entre ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg, & la Ville de* NUREMBERG. *Donné à Augsbourg le 25. d'Août 1552.*

WIr Carl der Fünffte/ von GOttes Gnaden Römischer Kayser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hispanien/ beyder Sicilien/ Jerusalem/ Hungarn/ Dalmatien/ Croatien &c. König/ Ertz-Hertzog zu Oesterreich/ Hertzog zu Burgundt/ &c. Graff zu Habsburg/ Flandern und Tyrol/ &c. bekennen offentlich mit diesem Brieff und thun kundt allermänniglich:

Nachdem in jüngst entstandener Kriegs-Empörung/ Marggraff Albrecht zu Brandenburg der Junger sampt seinen anhängigen

ANNO 1552.

gigen Frantzösischen Conspirations-Verwandten und Mißthätern etliche unsere und des heiligen Reichs gehorsame Ständt Frey-und Reichs-Städt/ wider unser und des Reichs-Recht/ Ordnung/ Satzung und gemeinen aufgerichten Land-Frieden/ und insonderheit die Ehrsamen/ unsere und des Reichs lieben Getreuen N. Burgermeister/ Rath und Gemein der Stadt Nürnberg/ derselben Burger/ Einwohner/ Unterthanen Zugehörigen und Verwandten gantz unversehenlich/ ohn einige vorgehende Verwahrenung/ auch außerhalb aller redtlichen ursachen/ freventlicher/ muthwilliger/ fürsetzlicher weise/ und unverschuldter Sachen mit Heers-Krafft zu Roß und Fuß/ mit der That überfallen/ die Statt bis in die sieben Wochen belägert/ beschlossen/ ihr Landschafft/ Kirchen/ Kloster/ Hospital/ Schlösser/ Sitz/ Häuser/ Flecken/ Dörffer/ Weyler/ Höff/ in einer mercklichen grossen Anzahl/ auch unsern und des Reichs Waldt/ sambt andern Reichs-und unsers freundlichen lieben Bruders des Römischen Königs x. Böheimische und sonst Chur-und Fürstliche/ auch anderer Ständt Lehen und eygenthumbliche Güter und Zugehörungen/ unerhörter Tyrannischer/ unchristlicher und Türckischer weise verbrennt/ zersprengt/ verheeret/ ihr Unterthanen in Städten und sonst auf dem Lande über ihr Vermögen gebrandtschätzet/ geplündert/ gefangen/ hinweggeführet/ zu unrechtmäßigen Pflichten und Huldigungen gedrungen/ gegen jungen und alten/-Manns-und Weibs-Personen mit Mordt und andern Tyrannischen Thaten/ beschwerlichen und grausamlichen gewütet/ ihr und derselben Burgerschafft/ Haab und Kauffmanns-Waar/ auf freyen des heiligen Reichs-Strassen auch nicht allein in seinen/ sondern auch in ander Ständt Herrschafften/ Oberkeiten und Gebieten/ niederwerffen/ ausbeuten/ in seine Stätt/ Schlösser und und Flecken führen/ und in seinen Nutz wenden lassen. Des weitern Vorhabens/ noch über solches alles/ die zuvor gebrandtschätzten/ und zum Theil geplünderte Nürnbergische angehörige Stätt/ Schlösser/ Dörffer/ Flecken und anders/ was zu sambt dem/ so an gemeldten Nürnberger Waldt/ noch unverbrennt/ nicht niedergerissen/ und unabgehauen geblieben/ vollends gar zu verbrennen/ zu verwüsten und zu verheeren/ auch solches albereit zum Theil/ (wie wir glaublich bericht seyn) in das Werck gericht und vollbracht.

Derhalben gemelte Burgermeister/ Rath und Gemeine der Stadt Nürnberg/ auf etlicher Stätt Unterhandlung und zu Verhütung gemeiner Stadt/ und derselben Unterthanen und Verwandten/ fernern verderblichen unwiderbringlichen Schaden und Nachtheil/ zu Errettung des armen unschuldigen Land-Volcks/ auch zu wieder bekommung der abgedrungen Stätt/ Flecken/ Schlosser/ Unterthan/ derselben Haab und Güter/ und der entwehrten und mit Gewalt abgeraubten Kauffmanns-Waaren/ sich mit ihm/ dem Marggraffen/ in etliche beschwerliche Vertrags-Mitel einzulassen/ und ein vermeinte vortheilische/ unbilliche hochnachtheilige Obligation und Verschreibung einzugehen und über sich zugeben gedrungen worden. Wiewol nu solche vermeinte Handlung/ Vertrag/ Contract, Obligation und Verschreibung/ die aus Forcht/ Gewaltsam und bedrangnüs/ und insonderheit uns/ und dem heiligen Reich/ als der höchsten weltlichen Oberkeit zu wider und Nachtheil geschehen/ an ihnen selbst nichtig/ krafftlos/ unbündig und von unwürden seind/ und weder gedachtem Marggraffen/ noch jemand andern/ dergleichen unbilliche beschwerliche/ uns und dem heiligen Reich widerwertige nachtheilige Obligationes und Verschreibung/ jemandes abzudringen/ noch gedachten Burgermeistern und Rath der Stadt Nürnberg/ oder andern dieselben mit jemandt einzugehen/ anzunehmen/ oder zu bewilligen/ noch demselben einige Folg zu thun oder zu geleben/ gebühret; So haben wir doch/ über vorige ihre Nichtigkeit/ noch zu allem Überfluß und mehrer Sicherheit und Gewarsam/ mit wohlbedachtem Muth/ gutem zeitigem Rath/ aus eigener Bewegnus und rechter Wissen/ alle und jede obbestimpte Capitulation, Obligation, Verschreibung/ Erklärung/ Contract, Verträg/ Anlaß/ Compromiss, und ingemein alle Tractat und Handlungen/ wie die gestalt und Namen haben mögen/ und Burgermeister und Rath gemelter Stadt Nürnberg/ und die ihren/ zu Zeit des Überzugs/ Belägerung und Vergewaltigung mit vorgedachtem Marggraffen/ und seinen Conspirations-Verwandten Gehülffen und Mitthätern/ eine eingangen/ und angenommen haben/ in allen und jeden ihren Capitteln/ Puncten/ Artikeln/ Inhaltungen/ Meynungen/ und Begreiffungen vernichtigt/ aufgehebt/ cassirt/ und abgethan/ dieselbigen nichtig/ untaugenlich/ krafftlos/ unbündig/ und von unwürden erkent und erklärt/ und gedachte Burgermeister/ Rath und Gemeine der Stadt Nürnberg/ auch alle derselben Unterthanen/ Zugehörigen und Verwandten/ Geistliche und Weltliche sampt und sonder von den Gelubden/ Zusagungen/ Obligationen/ Verschreibungen/ und allen andern Bürden und Beschwerungen/ wie und welcher gestalt die immer geschehen/ gegen gedachtem Marggraffen und seinen Anhängern/ gentzlich entledigt/ absolvirt und entbunden/ und sie wider in den Standt und Wesen/ darin sie vor dem Gewaltthätigen Marggraff Albrechts und seiner Verwandten Überfall/ Belägerung und aufgerichten vermeinten Vertrag gewesen seyn/ restituirt und gesetzt.

Auch gemelten Burgermeister und Rath der Stadt Nürnberg genädiglich gegönt/ erlaubt und diese volkommen Macht und Gewalt gegeben/ daß sie von wegen ihrer auf dem Lande/ Strassen und sonst/ vor/ nach/ und in der Belägerung/ empfangenen und erlittenen Schaden gegen ihm dem Marggraffen/ seinen Helffern und Helffershelffern/ so viel sich derselben dem jüngsten Passauischen Vertrag nicht unterworffen/ anhängig gemacht und erkläret haben/ mit ordentlichen Rechten oder sonst in ander zulässige gebräuchliche Weg/ ihrer Gelegenheit nach handeln/ desgleichen ihre abgedrungene weggeführte und eingezogene Burger und Unterthanen/ und derselben Haab und Güter/ und die entwehrten Kauffmans Waaren/ vor und an welchen Enden sie die betretten/ angreiffen/ niederlegen/ aufhalten/ bekümmern/ arrestiren/ und mit Hülff und Zuthun jedes Orts Obrigkeit/ die ihnen zu solchem alle gute Hülff/ Förderung und Anweisung unwegerlich/ und ohn alle Weitläuffigkeit/ mitzutheilen/ und ihnen solche Güter folgen zu lassen schuldig seyn sollen/ zu ihren handen zu bringen/ und nehmen sollen und mögen/ von allermänniglich unverhindert. Und insonderheit gemelte Burgermeister/ Raht und Gemein der Stadt Nürnberg ihre Diener/ Unterthanen/ Zugehörigen und Verwandten/ und alle derselben Haab und Güter/ liegent und fahrend/ noch darzu in unser und des Reichs besonder Gnad/ Huldt/ Schutz und Schirm genommen.

Vernichten/ heben auf/ cassiren/ thun ab/ erkennen und erklären gemelte Verträg/ Capitulation und Obligation für untauglich/ nichtig/ krafftlos und unbündig. Entledigen/ absolviren und entbinden auch gemelte Burgermeister/ Rath und Gemein der Stadt Nürnberg und alle ihre Unterthanen/ Zugehörigen und Verwandten/ von gedachten Gelübden/ Pflichten und Bürden.

Restituiren und setzen sie in vorigen ihren Standt und Wesen; Gönnen/ erlauben und geben ihnen auch obberührter massen/ vollkommen Macht und Gewalt: Und nehmen sie auch in unser und des Reichs besonder Gnad/ Huld/ Schutz und Schirm/ und thun solches alles hiemit von Römischer Keyserlicher Macht Vollkommenheit/ wissentlich und in Krafft dis Brieffs. Und meinen/ setzen und wollen/ daß die obbestimpten abgedrungene/ vermeinte Capitulation, Obligation, Verschreibung/ Erklärung/ Contract, Verträg/ Anlaß/ Compromiss, und ingemein alle Tractat und Handlungen in allen und jeden ihren Puncten/ Artickeln/ Inhaltungen/ Meynungen und Begreiffungen/ untüglich/ krafftloß/ unbündig/ nichtig/ von unwürden/ todt und ab sein und bleiben/ von männiglich also innerhalb und ausserhalb Gerichts/ dafür geacht und gehalten werden/ und vielgemelte Burgermeister/ Rath und Gemeine der Stadt Nürnberg/ ihre Unterthanen/ Zugehörigen und Verwandten/ deren Haab und Güter/ hinfüran/ in ewige Zeit/ obberührter Sachen halben/ mit noch ohne Recht/ nicht angelanget/ bekümmert/ beschwert noch beschädiget/ sondern derhalben gantz frey und ledig stehen und bleiben/ und von jemand darumb nicht angezogen werden/ noch an ihren Ehren/ Würden/ Aemtern/ oder Ständen/ einige verletzung/ verkleinerung und verhinderung/ empfinden oder gedulden: Noch solche/ gemeldtem Marggraff Albrechten/ seinen Conspirations-Verwandten/ Helffern/ Mithätern/ noch ihren Erben oder Nachkommen/ sampt oder sonderlich/ noch sonst jemandt andern/ in was Würden/ Standt oder Wesen der/ oder die seyn/ einig Recht/ Gerechtigkeit/ Zuspruch/ Anforderung noch Ursach und Grundt einiger Verirrung/ wie das immer erdacht werden könt/ geben/ und geben sollen noch mögen/ in keine Weis.

Und gebieten darauf allen und jeden Churfürsten/ Fürsten/ Geistlichen und Weltlichen/ Prælaten/ Graffen/ Freyen/ Herren/ Rittern/ Knechten/ Hauptleuten/ Land-Vögten/ Vitzthumben/ Pflegern/ Vögten/ Verwesern/ Amptleuten/ Schultheisen/ Bürgermeistern/ Richtern/ Räthen/ Bürgern/ Gemeinen und sonst allen andern/ unsern und des Reichs/ auch unserer erblichen Fürstenthumen und Landen Unterthanen und Getreuen/ in was Würden/ Standes oder Wesens die seyn/ und sonderlich gedachten Bürgermeistern/ Rath/ und Gemeine der Stat Nürnberg/ derer Unterthanen/ Zugehörige und Verwandten von Römischer Keyserlicher Macht hiemit ernstlich und wollen/ daß sie solche obbestimbte vermeinte Verschreibung/ Obligation, Capitulation, Erklärung/ Verträg/ Anlaß und Compromiss, für krafftlos/ nichtig/ unbindig/ und von unwürden halten/ und gedachte Bürgermeister/ Rath und Gemeine der Statt Nürnberg/ mit Vollziehung solcher Capitulation, Erklärung/ Obligation, Verschreibung/ Verträg/ Anlaß und Compromiss, weiter nicht fürfahren/ sondern sich derselben gentzlich entschlagen und enteussern/ und diese unsere Keyserliche Cassation und Absolution, stät und fest halten/ und gedachte Bürgermeister/ Rath und Gemein und ihre Nachkommen/ Unterthanen und Verwanten/ bey diesem allen/ wie oblaut/ von unser und des Reichs wegen/ vertretten/ schützen/ schirmen/ handhaben/ und ruhiglich bleiben lassen/ dawider nicht dringen/ anlangen/ beleidigen/ bekümmern/ noch an Ehren/ Haab/ und Gütern beschweren/ oder des jemandt andern zu thun gestatten/ in keine Weise/ als lieb einem jeden sey unser und des Reichs schwere Ungnadt und Straff/ und darzu ein Peen/ nemlich hundert Marck lötigs Goldts zu vermeiden/ die ein jeder/ so offt er frevenlich hiewider thäte/ uns halb in unser und des Reichs-Cammer/ und den andern halben Theil obgedachten Bürgermeister und Rath der Statt Nürnberg unableßlig zu bezahlen/ verfallen seyn solle. Wir empfehlen auch darauf unserm Keyserlichen Cammer-Procuratorn/ Fiscal General, gegenwärtigen und künfftigen hiemit ernstlich und wollen/ daß er auf obbestimpte Peen/ und Straffen/ an unserm Keyserlichen Cammer-Gericht/ für sich selbst oder sampt und neben gedachten Bürgermeister

Anno 1552.

germeister und Rath der Statt Nürnberg / so offt er derhalben ersucht / oder für sich selbst innen wird / gegen allen und jeden / so wider obberührte unser Kayserliche Cassation, Absolution, Restitution, Gönnung / Erlaubung / Schutz und Schirm / ichts fürnehmen / handeln oder thun / unverzogentlich procediren und verfahren solle / wie sich in solchem Fall gebühret. Mit Urkunde dis Brieffs / besiegelt mit unserm Keyserlichen anhangenden Insigel. Geben in unser und des Reichs Stadt Augspurg am Fünff und zwantzigsten Tag des Monats Augusti nach Christi unsers lieben Herren Geburt / 1552. unsers Keyserthums in zwey und dreißigsten und unserer Reich im sieben und dreyßigsten Jahren.

Carolus.

Vt. A. Perennot.

Vt. Seld.

Ad Mandatum Cæsareæ & Catholicæ Majestatis proprium.

P. Pfintzing.

R. B. Bave.

Kayserl. Confirmation der vorgehenden Cassation, Brüssel den 20. Martii 1553. [Hortleder, Tom. II. Libr. VI. Cap. IV. pag. 1337. Lunig, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. vierdter Abtheilung dritter Absatz pag. 52. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Confirmation *Imperiale sur le précedent Décret de Cassation. A Bruxelles le 20. Mars 1553.*

Wir Carl der Fünffte von GOttes Gnaden Römischer Keyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs in Germanien / zu Hispanien / beyder Sicilien / Jerusalem / Hungarn / Dalmatien / Croatien / ic. König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / ꝛc. Graff zu Habspurg / Flandern und Tyrol / ꝛc. bekennen offentlich mit diesem Brieff / und thun kunde allermänniglich / wiewohl wir in nechst verschienem zwey und funffzigsten Jahr der mindern Zahl / die Ehrsamen / unsere und des Reichs lieben Getreuen N. Burgermeister / Rath und Gemeine der Stadt Nürnberg / auch derselben Unterthanen / Zugehörigen und Verwandten / Geistliche und Weltliche / sämptlich und sonderlich / von den Gelübden / Zusagung / Obligationen / Verschreibungen / und allen andern Bürden und Beschwerden / die sie in jüngst erstandener Empörung im heiligen Reich mit etlichen / uns damals widerwertigen Ständen / auffzurichten / anzunehmen und einzugehen / gewaltthätiger weise gedrungen worden / von Röm. Keyserl. Macht Vollkommenheit / entlediget / absolvirt / entbunden / und wiederum in den Standt und Wesen / darinn sie vor derselben Empörung / Uberzug und Bedrangnüs / gewesen / restituirt und gesetzt / auch alle und jede vermeinte Capitulation, Obligation, Verschreibung / Erklärung / Contract, Verträg / Anlaß / Compromiss, und in gemein alle Tractat und Handlungen / wie die Gestalt und Nahmen haben mögen / die gemelte Burgermeister und Rath der Stadt Nürnberg und die ihren obgemeldter massen eingangen und angenommen haben / in allen und jeden ihren Capitteln / Puncten / Articeln / Inhaltungen / Meynungen / und Begreiffungen mit wohlbedachtem Muth / gutem Rath / rechter wissen / eigener Bewegnüß und aus obbestimpter Unser Keyserlicher Macht Vollkommenheit vernichtiget / auffgehebt / cassirt / abgethan / und dieselben nichtig / unkräfftig / krafftloß / unbündig und von unwürden erkennt und erkläret / auch allen und jeden unsern und des Reichs-Ständen und Unterthanen / in was Würden / Stand oder Wesen die seyn / bey schwerer unser Ungnade und bestimpten Peenen / befohlen und gebotten / daß sie gemelte Burgermeister und Rath der Statt Nürnberg / derselben Burger / Unterthanen / Hintersäßen und Verwandten / die in andere Gelübdt / Huldigung / Gewalt / Verhafftung oder Gefängnüs kommen / ohn alle Entgelt / Nachtheil und Schaden ledig geben / und sie ihrer Eydt / Glübdt / und Pflicht frey zehlen / und an ihre ordentliche Obrigkeit und Herrschafft wiederumb weisen / auch ihnen alle und jede ihre Güter / Zins / Güldt / fahrende Haab und Kauffmans Waar / so ihnen entwehrt und abgedrungen / wieder zufallen / folgen lassen / und zu ihren sichern handen zu bringen / gestatten / und sie bey obbestimmpter Unser Keyserlichen Cassation, Absolution und Restitution, vertretten / schützen / schirmen / handhaben und ruhiglich bleiben lassen / und darwider nicht dringen / anlangen / beleidigen oder bekümmern sollen / alles inhalt und vermög unserer derwegen ausgangenen Kayserlichen Rescript, Cassation, Absolution und Restitution, und Gebots-Brieff / am dato haltent / in unser und des Reichs-Statt Augspurg am fünff und zwantzigsten Tag des Monats Augusti gemelts jungst verschienen 52. Jahrs der geringern Zahl.

Anno 1552.

So kombt uns doch glaublich für / daß berührten unsern Rescripten / Cassation, Absolution, Restitution und Gebots-Brieffen in viel Weg zu wider gehandelt / und fürnemblich / daß sich etliche (unter dem schein / dieweil sie bey uns voriger verlauffener Handlung halben ausgesöhnet / und ihnen in solcher Aussöhnung nachgeben / daß sie niemande inner oder ausserhalb Rechtens um alle in nechst entstandener Empörung begangene und verlauffene Handlungen / Rede und Antwort zu geben / schuldig seyn / und derhalben einführen / schliessen und vermeinen wollen / daß dadurch alle unsere Rescripta, Cassationes, Indulta und Mandata aufgehebt / und ihnen gestattet und zugelassen seyn soll / vorigen ihren Verhandlung nachzusetzen) gemeiner Stadt Nürnberg Unterthanen und Verwandten / die Brandschatzungen darzu sie gewaltthätiger weise in obberührter Empörung genöthiget worden / nochmahls zu bezahlen und zu erstatten / und sie sonst in ander mehr Weg zu dringen / und zu vergewaltigen / mit Betrawung / wo denselben nicht Folg beschehe / daß gegen ihnen / ferner mit Feuer und Schwerdt / der scherpff nach / solt gehandelt und fürgenommen werden / eigenes Gewalts und Furnehmens unterstehen sollen / welches aber nicht allein obgemelten unsern Keyserlichen Rescripten / Absolution Cassation und Mandaten / sondern auch unserm Keyserlichen Gemüth / Willen und Meynung / desgleichen allen Rechten / Erbarkeiten und gemeinen Landt-Frieden zu wider ist / auch im heiligen Reich zu gedulden / gantz beschwerlich / und uns als Römischen Keyser und dem Obersten weltlichen Haupt keines weges nachzusehen und zugestatten gebühret / darum haben wir mit wohlbedachten Muth / gutem Rath und rechter Wissen / uns declariret und erkläret / daß unser Meynung und Gemüth nicht gewest / durch unsere Aussöhnung und Begnadung (die wir jemandts von vielbemeldter jüngst erregter Empörung im heiligen Reich wegen / gnädiglich widerfahren lassen / und gethan haben möchten / wem / wie / und wann dis geschehen wer) obgemelte unsere Rescript, Cassation, Absolution und Restitution auffzuheben / zu cassiren und abzuthun.

Und derhalben dieselben hiemit zu einem Uberfluß in allen ihren Capitteln / Puncten / Artickeln / Meynungen und Begreiffungen / nochmals und von neuem confirmiret und bestetiget / auch gemelten Burgermeistern und Rath der Stadt Nürnberg mandirt / befohlen und Gewalt geben / daß sie alle und jede ihre Burger / Unterthanen / Hintersässen und Verwandten / bey gedachten unsern Rescripten / Cassation, Absolution, Restitution und Gebots-Brieffen / an unser statt / und von unsert wegen vertretten / handhaben / schützen / schirmen / und keines weges darwider beschweren oder dringen lassen sollen. Declariren und erklären uns / confirmiren und bestättigen solche unsere Rescript, Cassation, Absolution und Restitution, Mandiren und befehlen obgemelten Burgermeisteren und Rath / geben ihnen auch solchen Gewalt / als obbestimpter massen von Römischer Kayserlicher Macht vollkommenheit wissentlich in Krafft dies Brieffs / und meynen / setzen und wollen / daß die obgemelte unsere Keyserliche Rescript, Cassation, Restitution, und Gebots-Brieff / durch unsere Aussöhnung und Begnadung nicht aufgehebt / cassirt und abgethan seyn / sondern bey ihren Würden und Kräfften bleiben / von männiglich also steiff / fest / und unverbrüchentlich gehalten werden / und gedachte Burgermeister und Rath zu Nürnberg / sich dessen alles wie oblaut / freuen / gebrauchen und geniessen / und ihre Burger / Unterthanen / Hintersässen und Verwandten darbey handhaben / und vertretten / und sie darwider nicht dringen / oder beschweren lassen sollen und mögen / von aller männiglich unverhindert / wir wollen auch sie bey solchem allem also / wie obstehet / selbst gnädiglich handhaben / schützen / und schirmen / und darwider nichts ausgehen lassen / thun oder befehlen in keine weiß: Da aber solches beschehe / oder hierüber einigerley Mandat, Gebotts-Brieffe / oder ichts anders / so dem zu wider und Nachtheil verstanden und gedeutet werden köne / aus eigener bewegung / vergessenheit / oder ander Leut anhalten / wie sich das immer begeben möchte / von uns gegeben / erlanget / oder ausgebracht würde / oder vor dato beschehen / gegeben / erlanget oder ausgebracht were: So wollen wir doch / daß solches mehrgemelten von Nürnberg an vorgedachten unsern Rescript, Cassation, Absolution, Restitution, Gebots-Brieff / und dieser unser Declaration, Erklärung / Confirmation und Bestättigung gar keinen Abgang / Nachtheil oder Hinderung gebehren / noch darwider einige wirckung oder Krafft haben / sondern krafftlos und von unwürden heissen und seyn soll / dann wir dasselbige alles jetzo als dann / und dann als jetzo / derogiren / cassiren / aufheben und vernichten / von obberührter unser Keyserlichen Macht vollkommenheit / wissentlich in Krafft dis Brieffs. Und gebieten darauf allen und jeden Churfürsten / Fürsten / Geistlichen und Weltlichen Prælaten / Graffen / Freyen / Herren Rittern / Knechten / Hauptleuten / Land-Vögten / Vitzthumen / Vögten / Pflegern / Verwesern / Amptleuten / Schultheisen / Burgermeistern / Richtern / Rähten / Burgern / Gemeinden / und sonst allen andern / unsern und des Reichs Unterthanen / und Verwandten / in was Würden / Standt oder Wesen die seyn / ernstlich / und wollen / daß sie die vorgemelten Burgermeister und Rath der Stadt Nürnberg ihre Burger / Unter-

ANNO 1552.

Unterthanen/ Hintersassen und Getreuen/ an dieser unser Keyserlichen Declaration, Erklärung/ Confirmation, bestettigung/ Befehl und Mandat nicht hindern/ irren/ bekümmern/ beleidigen noch beschweren/ sondern sie dabey/ von unser und des Reichs wegen/ handhaben/ schützen und schirmen/ sie deren sämptlich/ und sonderlich geruhiglich gebrauchen/ geniessen und gentzlich dabey bleiben lassen/ und hiewider nicht thun noch jemandt andern zu thun befehlen/ oder gestatten/ in keine Weise noch Weg/ als lieb einem jeden sey unser und des Reichs schwere Ungnad/ Straff und Peen/ in obbemelter unser Cassation, Absolution und Restitution bestimpt/ zu vermeiden/ das meinen wir ernstlich/ mit Urkund dis Brieffs besiegelt/ mit unserm Keyserlichen anhangenden Insiegel. Geben in unser Stadt Brüssel in Brabant/ am zwantzigsten Tag des Monats Martii, nach Christi unsers lieben Herrn Geburt/ fünfftzehenhundert und im drey und funfftzigsten/ unsers Keyserthumbs im 38. Jahren.

CAROLUS.

Vt. A. PERENNOT.
Vt. SELD.

Ad Mandatum Cæsareæ & Catholicæ Majestatis proprium.

P. Pfintzing.

XVIII.

2. Août.

LE ROI DES ROMAINS ET DIVERS ETATS D'ALLEMAGNE.

Transaction concluë & ratifiée à Passau, le 2. d'Août 1552. *sous l'autorité de* CHARLES-QUINT *Empereur, entre* FERDINAND *son Frére Roi des Romains, & quelques* ETATS D'ALLEMAGNE, *dite* la Paix Publique. [GOLDAST, Tom. I. pag. 566. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi en Latin dans LEHMANNI *Acta publica de Pace Religiosa, Lib. I Cap. I.*; en Allemand & en Latin, dans ADAMI CORTREI *Corp. Jur. publ.* Tom. II.; en Allemand seul, dans JOH. BALTAS. KLAUTE *Leges Fundament. Imperii* pag. 83; dans HORTLEDERUS, von anfang und fortgang des Teutschen Kriegs. Buch V. Cap. XIV. pag. 1317.; dans LONDORPII *Acta publica*, Liv. VIII. pag. 882. & dans LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. gener Tom. I. pag. 119. & en François dans l'*Histoire de l'Empire de* HEISS, Tom. III. pag. 272.]

(1) NOS FERDINANDUS Dei gratia Romanorum Rex semper-Augustus; Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ, &c. Rex, Infans Hispaniæ; Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Lucimburgi, Limburgi, Geldriæ, Superioris & Inferioris Silesiæ; Princeps Sueviæ; Marchio Sacri Rom. Imperii, Burgaviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ; Princeps Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Phirti, Kiburgi, Goritiæ, &c. Comes Palatinus Burgundiæ, Hannoniæ, Holandiæ, Selandiæ, Namurci, & Zutphaniæ; Lantgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ Vandalicæ, Portenaiæ, & Salinarum, &c. fatemur; Cum aliquoties jam antea Nobis innotuisset in Germaniæ Sacri Imperii Natione hinc inde multifariam commoveri ad Bellum arma, palamque tumultuari, ac id quidem præcipua Generosi Philippi Hessorum Landgravii, &c. custodiæ detentionisque causa: ingenita Nobis cupiditate, desiderio, fide, amore, atque promptitudine erga Sacrum Imperium omnesque & singulos ejus Status ac Membra, cumprimis vero ad communis Reipub. salutem, pacem, tranquillitatem & concordiam conservandam provehendamque, & Christiani sanguinis effusiones, insontium excidia, Patriæ devastationes evitandas ac prohibendas, promptè ac meritò volentesque adducti, Romanam Imp. Majestatem, dilectum Fratrem & Dominum nostrum amanter juxta atque suppliciter requisivimus ac interpellavimus, ut Nobis ad dicti Langravii liberationem, aliarumque appendentium controversiarum, ad Bella tumultusque occasionem præbentium, derivationem, amicam tractationem indulgere, concedereque dignaretur: quod ita nos quidem & amicè ab ipsa Cæsarea Majestate & fraterné impetravimus & consecuti sumus.

2. Quo factum est, ut unà cum Illustrissimo Principe Domino Maximiliano Rege Bohemiæ, &c. dilecto nostro Filio, & Illustriss. Mauricio Duce Saxoniæ, &c. Cognato, & Alberto Duce Bavariæ, Genero, Electoribus, Principibus, ad proximum Pascha, in Civitate nostra Linsensi conveniremus, de rebus hisce benignè atque confidenter colloquentes, variis deliberationibus & tractatibus inter nos habitis, ac diligenter omnibus perpensis necessarium, operæque precium fore existimavimus, aliam Convocationem huc Pataviam (*gehn Passaw*) ad 26. Maij proximam indicere ac præstituere.

3. Similiter & hos Electores ac Principes ceu nobiscum Intercessores & Compositores harum amicè transigendarum rerum causa Literis nostris evocavimus & accersivimus, talibus, divina clementia, gravaminibus, litibus atque discordiis, quibus fieri potest, viis, modisque obviaturi, ac denique finem imposituri.

4. Proinde nos, & infra memorati Principes, Elector Saxoniæ, &c. huc ad dictam diem cum cæterorum Electorum & Principum Legatis pervenimus, videlicet, Archiepiscopi Moguntinensis nomine Daniel Brendel & Honburck, majoris Ædis Canonicus Moguntiæ, Christophorus Matthias Jurium Licentiatus Cancellarius, & Petrus Echterus; Archiepiscopi autem Coloniensis nomine Henricus Salispurgensis, & Franciscus Burghardus, ambo Doctores; Archiepiscopi Trevirensis nomine, Joannes de Petra, Primas inter Archidiaconos Trevericos; Philippus Baro in Winneuberg & Beylstein, Ditionis Trevericæ, Aulæque Magister, & Felix Hornung Doctor, Cancellarius; Palatini verò Friderichi nomine, Ludovicus Comes à Stolberg, Konigstein, & Ruthschefort. Joannes à Dinheim, Præfectus in Creucenach, Melchior Drechsel Doctor, & Joan. Koting; Joachimi Marchionis nomine, Adam Trotte Mariscalcus, Christophorus Stratius, Timotheus Jung, & Lampertus Distelmeyer, Doctores. Item Reverendi & Generosi, Ernestus Archiepiscopus Salispurgensis, &c. Mauritius Echstetensis, & Wolffgangus Pataviensis Episcopi, Albertus quoque Palatinus Rheni, Dux superioris & inferioris Bavariæ, in persona. Item Episcopi Herbipolensis nomine, Henricus Comes à Castel Canonicus, & Hans Zobel; Joannis Marchionis Brandenburgensis nomine, Adrianus Albinus Doctor, Cancellarius, Andreas Zoch Doctor, & Bartholus à Mandelslo; Henrici Junioris Ducis Braunsvigensis nomine, Vitus Grummer; Wilhelmi Ducis Juliacensis nomine, Wilhelmus Ketler, Wilhelmus à Hewenhof, appellatus Ley, Magister Curiæ Theodoricus à Schepsted, & Carolus Horstus, Doctores; Philippi Pomeraniæ nomine, Jacobus Zitzewitz, Doctor & Cancellarius; Et Christophor. Ducis Wirtembergensis nomine, Johannes Theodoricus à Plenningen, superior Advocatus in Stutgarten, Ludovicus à Frawenberg, Advocatus superior in Lauffen, Joannes Henricus Hecklin, & Caspar Behem, ambo Doctores hic coram nobis comparentes. Quibus cum vocatis Transactoribus rem cœpimus tractandam, ac initio dicti Electoris Saxonici, suorumque Conjunctorum postulata & gravamina duobus specialibus Scriptis complexa accepimus, eaque summa diligentia, fideque perpendentes, quo ad amicè componi, & ingruentis Belli discrimina, Pace, tranquillitate, & concordia firmata, in Sacro Teutonicæ Nationis Imperio averti possent. Atque sic tandem post multam longamque rum scripto tum verbo rerum tractationem agitatam, sequentia media, punctaque ad Cæsareæ Majestatis beneplacitum, ac Electoris Saxonici, suorumque Confœderatorum assensum ac ratificationem relata sunt, deque iisdem unanimiter tandem in hunc qui sequitur modum conventum est atque conclusum.

(1) Les Protestans d'Allemagne ont toujours consideré ce Traité comme le fondement & le titre de leur liberté. Cependant ils le firent, lors que le Landgrave de Hesse etoit encore en prison; & ils se hâterent de le conclurre, de peur que *Charles-Quint* ne fit mourir ce Prince, ayant menacé *Maurice*, Electeur de Saxe, de lui en envoyer la tête si l'on ne se contentoit des conditions qu'il offroit.

CAP. I.

ANNO 1552.

CAP. I.

Cessio armatæ Militiæ, & PHILIPPI Hessorum Lantgravii λύτρωσις seu liberatio.

PRIMUM Elector Saxonicus, suique Belli consortes Principes ac Status hanc Compositionem amplectentes à cœptis sumprisque armis prorsus desistent: suosque paratos & conscriptos Milites ad undecimum duodecimumve diem Augusti mensis proximum undiquaque dimittant, dissipent, atque discurrere, vel nobis Regi Ferdinando ad petitionem stipemque nostram adjungi vel admoveri sinant: denique omnibus modis operam, in quantum fieri potest, ne quid injuriæ damnive dolo malo Cæsareæ Majestati, nobis, aut cæteris Sacri Imperii Electoribus, Principibus, Statibus & Civitatibus illorum discursu, fusioneque inferatur, quin ita potius dispersi Cæsareæ Majestati, Sacroque Imperio obsequentes se gerant permaneantque, remissis illorum Statuum, Civitatum, aliorumque Juramentis, quos hactenus oppugnarunt & obsiderunt, aut sibi aliqua adhæsione & Confœderatione subdiderunt, idque vigore transscripti jam hoc in loco patentium Literarum exemplaris remissionem illam contestantium, quemadmodum & earundem & hujus Edicti virtute à suis Juramentis protinus liberantur & absolvuntur.

2. Interea quoque temporis Philippus Hessorum Landtgravius sanciram Halæ in Saxonia Capitulationem (exceptis jam antea resolutis Articulis, puncto de Cassella loquente) ratam de novo habere ac irrefragabiliter observare debet, adeoque detentionem suam & custodiam haudquaquam vindicare, quinimò Cæsareæ Majestati, Sacroque Imperio sese Principem per dies vitæ suæ obsequentem exhibere, & ad omnia ista Cæsareæ Majestati formula decenti hoc loci præscripta sufficienter astringere, efficereque tandem, ut idem a Filiis, Ditioneque sua nova Literarum obligatione præstituta servetur ac teneatur.

3. Simili modo uterque Electorum Saxonicus & Brandenburgensis, Dux item Wolffgangus Palatinus, &c. obligationes quisque suas jam pridem factas modò renovent, easque scriptas cautiones ad sextum Augusti diem Illustrissimæ Principi Dominæ Mariæ Hungariæ & Bohemiæ Reginæ, Viduæ, dilectæ Sorori nostræ, ejusve Præsidenti apud Mechliniam tradantur.

4. Econtrà memoratus Landtgravius custodia sua penitus liberetur, & ad dictum Augusti diem undecimum vel duodecimum Rheinfelsium tutò certoque extra periculum sistetur liber. Jam & ipsa copias suas Cæsarea Majestas diversis in locis in hos Status conscriptas, hanc Compositionem acceptantes haudquaquam producat, aut etiam fundendi seu dimittendi mora moleve ulla gravetur.

5. Cœptam quoque Cassellæ Munitionem Imperatoria Majestas Landtgravio clementer perficere concedet.

6. Similiter Nassoviensium durante custodia promulgatarum Sententiarum executio differatur ac suspendatur, donec liberato Landtgravio amica inter Partes Tractatio institui agique possit. Casu autem quo minus ea amicabilis progrederetur Tractatio, Landtgravio tamen, quo ad æquum est, Testimonia, Literarum Documenta, aliaque necessaria, quæ Advocatorum hucusque defectu, duranteve custodia proferri nequibant, de cætero exhibeantur ac producantur. Et ita tunc quidem Electores hi, quos causa hæc non contingit, ipsimet, seu Consiliarii eorum, atque adhuc alii sex minimè partiales Imperii Principes, ex quibus ambæ Partes quindenos Cæsareæ Majestati intra mensem, postea quam Landtgravius fuerit liberatus, nominatim indicent atque proponant. Ex quibus ambarum Partium nuncupatis Majestas Cæsarea tres Principes deligat, (inter autem sex illos ad minus tres sint seculares) in persona propria, aut etiam ad idem Deputati Consiliarii, tanquam Cæsareani Commissarii, gravamina illa & exceptiones, contra prædictas latas Sententias & executionem debito modo, ac ut decet, recognoscant atque revideant, ecquid Acta tempore custodiæ Landtgravii exhibita rursus assumenda, Sententiæ quoque latæ ac Processus super ejusmodi propositis & adhuc dum proponendis gravaminibus, exceptionibusque differendi ac suspendendi sint nec ne, cognoscant, & quid Juris sit, promulgeant. Atque hæc quidem amica Tractatio & decisio ad summum intra biennium post conclusionem & datum Compositionis seu Transactionis hujus certò expediatur ac exequatur.

7. Cæteris vero Punctis & Articulis omnibus inter memoratos Electorem Principem Saxoniæ, & Wilhelmum Lantgravium Hessiæ propositis tamdiu, quousque reliqua communiter proposita gravamina expediantur, dilatis atque suspensis.

8. Administrator item Ordinis Teutonici, atque Dux Henricus Brunsvigensis, aliique Lantgravium præteriti Schmalkaldensis Belli causa impetentes, aut porrò impetituri, cessent quoque & quiescant, donec prædicta gravamina resolvantur.

9. Etiam nova superius memorata gravamina, quæ, durante Lantgravii custodia, in Judicio Imperiali, aliasve adversus eum præsumpta fuere, simul cum eorum exceptionibus, ab Electoribus, & Principibus harum controversiarum intercessoribus proximo Comitio, uti decet, recognoscantur revideanturque, ac idem Lantgravius, prout necesse est, audiatur: In iisdem quoque quod æquum & justum est decernatur, neque interea tamen in Cameræ Imperialis Judicio procedatur.

CAP. II.

Religionem, Pacem, & Justitiam concernentia.

VERUM atqui alios sequentes Articulos quod concernit, ab Electore Saxoniæ, suisque conjunctis in hac Pacificatione propositis, & quidem primò de Religione, de Pace, & Justitia, Majestas Cæsarea sponsionem gratiosam nuper ad Oppidum Linsium factam, extunc dato responso fideliter præstabit, & ut intra dimidii anni spacium Comitia habeantur, in quibus dein qua via, quibusque modis, nimirum seu Generali seu Nationali Concilio, aut Colloquio, vel communi etiam Imperii Conventu Religionis discordiæ commodè atque compendio sopiantur, hæque ad unionem Christianam redigantur, atque ejusmodi conciliatio Religionis ab omnibus Sacri Imperii Statibus, mediante Majestatis suæ ordinaria ope præsidioque, pertractetur.

2. Initio autem Comitiorum ad præparationem Concordiæ delectus placidarum prudentumque personarum constituatur, utriusque Religionis æquali numero cum Mandato deliberandi, quibus modis ejusmodi Conciliatio atque Concordia institui commodè possit, absque Electorum Principum præjudicio tamen hujus delectus ergò.

3. Et quidem interea temporis nec Cæsarea Majestas, neque nos, ac Electores, Principes, & S. Imperii Status quempiam ex Augustanæ Confessionis Statibus, propter Religionem, vi factove, aut aliàs contra ejus conscientiam ac voluntatem cogere, aut ea de causa vi bellove petere, vel invadere, vel oppugnare aliquem, elve damnum aliquod inferre sive per mandata, sive alio quovis modo ipsum gravare vel etiam contemnere, feremus, sed suæ Religioni fideique quietè & pacificè stare, cadereque sinemus.

4. Ob hoc quoque Belium Status omnes Augustanæ Confessionis cæteros Sacri Imperii Status antiquæ Religionis Ecclesiasticos & Seculares similiter Religionis suæ, Ceremoniarum, Constitutionum, rerum immobilium & mobilium, Ditionum, Subditorum, Redituum, Censuum, Superioritatum, & Jurisdictionum causa non gravent, sed pacificè tranquilleque illis uti fruique sinant, nec vi factove, seu aliàs malignè contra eos quicquam præsumant: Verum enim vero juxta nostras & Sacri Imperii Ordinationes, Constitutiones, Edicta, Decreta, Recessus factæ Pacis, singuli erga singulos ordinario Jure Justitiaque contenti sint, sub proxime renovatæ Pacificationis pœna.

5. Quicquid verò in Comitiis illis à communibus Statibus unà cum Cæsareæ Majestatis ordinario præsidio concludetur ac statuetur; in posterum quidem & rectè & firmiter servetur, neque in contrarium, aliave via diversum agatur.

6. Omne autem quod dictis Induciis adversatur, adversarive censetur, in nihilo deroget illis, aut quicquam imminuet, idque à Cæsarea Majestate, nobis item, & Electoribus, Principibus, ac Statibus respectivè, sufficienter, in quantum fuerit necesse, vigore hujus Compositionis seu Transactionis cautum, confirmatumque sit: Prætor quoque Cameræ Judicii & Consessores de iisdem Induciis certificentur, mediisque eorum Juramentis, eisdem pareant & obsequantur: Implorantibus etiam Partibus non attento eo, cujusnam sint Religionis, necessarias & legitimas ferant suppetias: formulam

ANNO 1552. lam quoque cumprimis Juris jurandi *Deum & Sanctos*, aut *Deum & Sancta Evangelia*, Confessoribus, aliisque Personis & Partibus deinceps liberam permittendo.

7. In suffragiis quoque dandis rogandisque æqualitas servetur, æquum Jus Partibus, nec iniquum reddendo & conservando: Similiter & in præsentandis Assessoribus, aliisque Pacis & Justitiæ Articulis hac Tractatione placuit, si quod operæpretium ac deliberatione dignum in Dicasterii Cameræ constitutione apparuerit, quandoquidem eadem constitutio communi Statuum assensu, Comitioque Imperii sancita est, non etiam nisi per Cæsaream Majestatem, Statusque communes rebus ita ferentibus ordinaria via, utpore visitationibus, aliisque mediis mutari tollique posse. In qua re nos, Electorum Legati, comparentes Principes, & absentium Nuncii recipimus nos, ac consentimus omnem diligentiam, operamque præstituros, ne qua Partium, in Religionis negocio suffragiorum imparitate sibi præ cæteris metuat, partialitate remota: Augustanæ quoque Confessionis consortes à Cæsareo Cameræ Judicio non excludantur, aliaque gravamina, si quæ comperiantur, ex æquitate removeantur: & hæc quidem omnia proximis Comitiis explicentur.

8. Cæterum & hoc nos unà cum Electorum Legatis, comparentibus Principibus & absentium Nunciis apud Cæsaream Majestatem, amanter, reverenterque cum reverentia petivimus, uti ejus Majestas Puncta illa plus necessaria, inter quæ & Articuli præsentationis, & ne Augustanæ Confessionis conjuncti à Judicio Cameræ, ut suprà dictum est, excludantur, continentur: ex plenitudine Majestatis suæ Cæsareæ potestatis ad provehendam, retinendamque Pacem & Concordiam in Imperio, quantocius fieri posset, resolvere dignaretur.

Cap. III.

Germanicæ Nationis libertatem contingentia.

QUOD ad gravamina, quæ Germanicæ Nationis libertati contraria irrepsisse, ne dicam irruisse, videntur, inter Electoris Saxonici Articulos alio quoque Scripto comprehensa attinet: Volebamus quidem unà cum Electoribus, Legatis, Principibus præsentibus, & absentium Nunciis prompti paratique ac minimè gravati, illos ipsos, appendicesque suos singularim protinus & specificè pro amicabili Compositione tractanda suscepisse, nisi intellexissemus à Cæsareæ Majestatis ad hanc Tractationem lectis destinatisque Consiliariis, ipsius Majestatem talium gravaminum hactenus bona ex parte inscium esse atque ignarum, quamobrem de iis mandata dare Consiliariis nequivisse: Adhæc, ea ipsa gravamina tanta, tamque varia esse & prolixa, econtrà verò tempus hoc perexiguum indictæ diei, ut ipsi Electori quoque Saxonico, suisque conjunctis, donec hæ res omnes, quemadmodum necessitas postulat, explicentur, copias suas alendo, immodicos sumptus atque impendia non solum pariet, verumetiam Superioritatibus hinc inde, miserisque Subditis gravissimo maximoque damno sit futura.

2. Proinde hujuscemodi gravaminum resolutionem ad proxima Comitia, aliumve Imperii Conventum hac vice rejicientes, spe bona ex Linlica consensione per Cæsareæ Majestatis Consiliarios præbita fulfulti, consilium inituram esse, quo Sacri Imperii & Statuum publicis & privatis causis consuletur, cum jam in eo tota Majestas sua elaboret, ut & apud suam Majest. Germanicus Senatus constituatur, & Germanicæ res causæque per Germanos tractentur ac disponantur, ita, ut omnibus placeat, omnibusque fiat satis. Quandoquidem Germanicæ Nationi ceu dilectæ suæ Patriæ tam benè velit, ut haud quidem diminutam eam aut debilitatam, verum multò magis quantum fieri potest auctam, amplificatam atque conservatam cupiat, quæ quidem hoc tempore pollicitatio undiquaque cum gratiarum actione accepta est.

3. Ne autem Elector Saxonicus, suique adjuncti metuant hanc Tractationem sponsam neglectum iri, aut posthaberi, fine debito non decisam, debemus nos Filiusque noster dilectus, Maximilianus Rex, Electores quoque, Principes, & Status Sacri Imperii in manus sumere proposita gravamina, atque Cæsareæ Majestati ea offerre, eoque eniti atque conari promovendo, ut quod æquitatis fundamento insistant, visa quoque, ut decet, Aurea Bulla, ac aliis Sacri Imperii Ordinationibus, Constitutionibus, veteribusque laudatis Germanicæ Nationis Consuetudinibus, omnia probè resolvantur ac perficiantur. Reliqua verò ad Cæsaream Majestatem non propriè spectantia gravamina, sed à quibusdam Sacri Imperii Statibus & Membris privatim allata sunt, aut quæ ipsi inter sese Status disceptant, de forma fortè ac modo communis Consultationis Tractationisve, aut aliam ob rem quampiam controversam, æqua & illa, ut suprà pon'tur, Cæsareæ Majestatis tanquam Capitis eorum consilio præsidioque proximi Comitii initio proponi vult atque absolvi, gratiosa nimirum hac piaque Majestatis suæ pollicitatione ut quæ ad ipsius Majestatem in specie proprieque faciunt, in iis sic se tam gratioso bonoque animo ac voluntate gesturum esse, ut communes perspiciant Status, summa ejus Majestatem cupiditate controversias omnes, ut decet, velle atque expetere compositas, & Rempub. privato emolumento longè prælatam fore, cæteraque omnia ita suscipi, institruique, ut omnibus Statibus ex æquo & bono quàm plenissimè fiat satis. ANNO 1552.

4. Porrò ad Articulum Regis Franciæ Oratorum veniendo, media quædam ac Puncta Pacis publicæ constituendæ, aliorumque Negociorum quorundam prætendentium: ita se habet, ut cum, quæ publicæ sunt Pacis in Germanica Natione, solummodò Imperatoriam Majestatem, nos, & Electores, Principes ac Status Sacri Imperii, neminemque præterea concernant, & jam iste Conventus harummet rerum, utpote publicæ Pacis sanciendæ, aliorumque gravaminum amovendorum causa sit institutus, idcircò nulla jam alia Tractatione fore opus existimatur.

5. Atqui vero privata Regis Franciæ Negocia quod spectat, Elector Saxonicus, vigore Linsensis Decreti seu Recessus, cum dicto Rege aut suis Oratoribus, si id necdum factum est, dein tractare poterit: Si quid idem Rex forte privatarum causarum adversus Cæsar. Majest. prætendit, poterit & iisdem actiones seu postulationes nobis exhibere, Cæsar. Majestati porrò per nos transmittendas, se suamque voluntatem desuper declaraturi.

Cap. IV.

Securitatem eorum, qui huic Bello conjuncti, & à Cæsarea Majestate banniti sunt, concernentia.

QUANTUM attinet eos, qui Belli præteriti causa, Banno & indignatione Cæsareæ Majestatis nexi sunt ac proscripti, huic militiæ juncti, nihil equidem intermisimus ipsi, simul cum Electoribus, Legatis, præsentibus Principibus, & absentium Nunciis, quò minus fidelissimè amantissimeque & humiliter rem hanc promoveremus, tandemque impetraremus, ut Albertus Comes à Mansfelt pariter cum Filiis suis, Comes item Rheni, Christophorus ab Aldenburg, Johannes Dominus ab Heideck, Friderichus à Reyfenberg, Georgius à Reckenrod, Sebastianus à Schertle, &c. aliique ejus Belli causa indignatione incidentes à Terris & Comitatibus suis bonisque abacti, nempe Dux Otto Henricus Palatinus, Wolffgangus Princeps ab Anhalt, item Braunsvigenses Principes ac Nobiles, cæterique omnes & singuli superioris & inferioris Status, nominati & innominati, ob Bellum præteritum insimulati, ac eidem dum adhærent, metu solicitudineque liberati, rursus in Cæsareæ Majestatis gratiam fidemque admitterentur & reciperentur, nunc hujus quidem Compositionis vigore reconciliati assumuntur; hoc pacto tamen conditioneque ut de extero Cæsareæ Majestati, sacroque Imperio justam debitamque præstent ac servent obedientiam, neque adversus ejus Majestatem, nos, aut Imperium militent, priusquàm hic Articulus communibus gravaminibus inferendus resolvetur, cui deinceps Transactioni resolutionique stabitur.

2. Jam & reconciliati, inque gratiam recepti, ut suprà dictum est, ac isto jam tempore extra Germanicæ Nationis Imperium in Gallia, aliisve locis agentes, & contra Cæsaream Majestatem militantes intra sex septimanas proximas post Datum hujus Compositionis se declarent, moxque ab eo tempore adversus Imperatoriam Majestatem, Imperiique Status non militent, neque se ejusmodi militiæ mancipent, utendove præbeant, tum & ad summum bimestri proximo in Germaniam revertantur, aut hac ipsa reconciliatione & gratia omnino destituantur oportet.

CAP. V.

ANNO 1552.

CAP. V.

Abrogatio actionum omnium illorum, quibus hoc Bello damnum datum est.

CUMQUE durante Bello pleræque novationes sint obortæ, quidam etiam Electores, Principes, Status & Civitates bonis rebusque suis privati damnumque passi sint, omnia Principes hujus militiæ occupata vel Dominia, vel Territoria, vel Oppida, Villasve, Hominesve, hæ quidem cuncta Statibus iis, quibus antea fuerant, restituant, juramentaque ipsis, ut supra dictum est, adhæsionesque remittant, atque de illis absolvant ac liberent, salvis quoque liberarum Civitatum Privilegiis & Libertatibus, quas deinceps retinebunt.

2. Vicissim Cæsarea Majestas publicæ Pacis, aliorumque damnorum evitandorum respectu, omnes & singulas actiones, impetitionesque, quas Status hi & Civitates, sive etiam privatæ personæ in Belli hujus Principes, eorumque hinc inde conjunctos & adhærentes datorum occasione prætendere possent, abrogat de plenaria Cæsareæ Majestatis suæ potestate, operam nobiscum & cum cæteris Imperii Statibus datura, omnique studio & gratia eo enitura, ut æquis mediis viisque ratio ineatur, quò damna illa perquam graviter accepta, Statibus læsis, Civitatibus item & Subditis absque hujus militiæ conjunctorum Statuum ope impendioque, ne qua porrò succedentibus motibus occasio detur, & firma Pax tranquillitasque retineatur.

CAP. VI.

Ad Palatinum OTTOHENRICUM *pertinentia.*

QUODQUE Ducis Ottohenrici Palatini nomine, perque suos Legatos supplicatum rogatumque est, nempe ut Romanæ Imperatoriæ Majestati commendaretur, fide nos pariter cum Electoribus, Legatis, comparentibus Principibus & absentium Nunciis promotione apud prædictam Cæsaream Majestatem præstitimus, atque effecimus, ut sua sibi ditio in Principatu Neuburgi suis cum pertinentiis maneat.

CAP. VII.

Generalis omnium Militum hujus Belli conjunctorum securitas.

ELECTORES quoque, Principes, Status & Oppida hujus Belli consortes, sive sint Marschalci, Equitum Magistri, Superiores, Officiati, sive alii Milites, quocunque nomine vocentur, simul cum omnibus eorum in hac Militia conjunctis, adhærentibus, adjuratisve superioris & inferioris status, nominatis & non nominatis, metu curaque vacent, in gratiam rursus suscepti: hocque Bellicum Negocium, & quæ sub eodem interim gesta sunt, mutuo, alternatimque sublata, sopitaque esse debent simul ac semel, conjunctim & divisim, ita ut neutra Partium alteram præter Jus, Justitiamque, clam palamve sinistra mentione carpat, agatve, eumprimis erga Cæsaream Majestatem, erga nos Sacrumque Imperium sese, ut decet, obedienter exhibendo.

2. Reinhardus quoque à Solms Comes justa cautione facta, cæterique omnes utrinque capti ad præstitutum diem undecimum sive duodecimum Augusti absque dispendio libertate donentur.

3. Quod si Albertus Marchio Brandenburgensis Bello cesserit, ac intra tempus præfixum Militem dimiserit, hanc quoque Transactionem sua parte probaverit, Induciasque servaverit, nec ipse cuiquam Milesque suus damnum dederit, his etiam complectetur.

4. Quoque postulatam Braunsvigensium Procerum, eorumque possessionum restitutionem, quibus à Duce Henrico Braunsvigensi ornati sunt, æsque alienum spectat, ad cavenda vitandaque alia majora gravamina inde secutura, contraque componendæ Pacis causa, & Sacri Imperii tranquillitate conservanda, Intercessores dabit seu Commissarios Cæsarea Majestas, utrumque Electorem Saxonicum & Brandenburgensem, Joannem quoque Marchionem Brandenburgensem, & Philippum Ducem Pomeraniæ, plenam eis potestatem cum pleno mandato tribuens, Principales ipsos aptum idoneumque in locum quantocyus fieri potest vocandi, ad transigendam & restitutionis & æris alieni controversiam, idque summariè prout necessitas postulaverit, quàm quoque accuratissimè fieri poterit. Ac si comperiant Pacatores & Intercessores Ducem Henricum juniorem obligatum Proceribus, absque justa exceptione, æquitatis eum commonefaciant. Cæterum autem ubi res alterius, vel etiam utriusque Partis difficultate culpave componi non posset, Cæsareæ Majestatis nomine Proceres confestim ac immediatè suis rebus possessionibusque restituantur, trimestri ad summum spacio proximo post conclusam hanc factamque Transactionem, salvis utrique Parti suis actionibus ac petitionibus mutuis post restitutionem loco apto idoneoque, ut decet, proponendis.

5. Cæsarea Majestas, nosque, ac requisiti Electores, Principes, dictos Pacatores seu Commissarios in iis quæ suo mandato effecerint, & publicæ Paci prodesse putentur, gratiosè atque amicè tuebimur, defendemus ac manutenebimus.

6. Ad hæc grande sub Banni, proscriptionisque interminatione Edictum exiet in Ducem Henricum à Cæsarea Majestate, ne qua Procerum corpori, rebus ac bonis, præsertim autem Sylvis eorum Dux noceat, dum lis ab Intercessoribus tota audiatur ac componatur, & illi quoque restituantur.

CAP. VIII.

Civitates Goslariam & Braunsvigam *concernentia.*

SIMILITER prædictos quatuor Electoribus & Principibus, tanquam Delegatis suis seu Commissariis, præcipiet injungetque Cæsarea Majestas, & Ducis Henrici & ambarum Civitatum Braunsvigæ & Goslariæ actiones ac petitiones mutuas quantum necesse fuerit exaudiri, atque ex bono & æquo utrinque litem componi, publico Cæsareæ Majestatis Edicto proposito, ut à cœptis armis desistant, vique omni inferenda mutuò abstineant, Cæsareanorum Delegatorum Tractationi parendo, aut omnino actiones suas Jure ordinario atque Imperii Constitutionum vigore explicando.

CAP. IX.

Ut ad servandam hanc Transactionem Cæsarea Majestas se obliget.

HÆ omnia & singula supra scripta, & in singulis Articulis nominatim specificata, Cæsarea Majestas, quo ad ipsammet concernunt, vi virtuteque Ratificationis suæ desuper factæ, ex Majestatis suæ dignitate nuncupata lingua pro se, suisque posteris firmiter, infractè, citraque contradictionem servare justè, rectèque exequi debet, nec in contrarium vel nunc vel in futurum, sive ex plenitudine potestatis, aut ulla alia specie prætextuve, quocunque id nomine vocetur, quicquam moliri, agere, publicareve, neque cuiquam ulli alii sua causa permittere, non attentis quibuscunque aliis Decretis, Factis, Edictisve, huic Conventioni in aliquo adversantibus: quin potius omnes Sacri Imperii Status, singulosque in hac Compositione, hisque Induciis & Articulis aliis comprehensos manutenere, defendere atque tueri volumus.

2. Si quis quive Status, unus pluresve, alium allosve quovis modo, quavisve specie seu prætextu, cogere, oppugnare, lædere, aut gravare suave diripere attentaret, (quod tamen nulla ratione fore speratur) eum eosque Cæsarea Majestas simul cum altera Parte, in quam ista coactio, minæ, & pericula protenduntur, Cæsarea ope consilioque, veluti ex Officio suæ Majestatis addecet, æquumque est, adjuvare, eaque ipsa gravamina amovere sataget.

CAP. X.

Consensio Principum Belli in hac Transactione seu Compositione.

NOs quoque Elector Saxonicus, Ottohenricus Dux Palatinus, Joannes Albertus Dux Mechelburgensis, & Guilhelmus Landgravius Hessiæ, &c. fatemur publicè, omnia & singula suprà scripta Puncta & Articulos nostra scientia & voluntate cœpta, decisa, & con-

ANNO 1552. conclusa esse, consentimus ac pollicemur quoque communiter & singulatim, nostro, nostrorumque Hæredum & Posterorum nomine, omniumque illorum, qui nobis in hoc militari Negotio & Expeditione adhæserunt, aut etiamnum adhærent, haneque Compositionem ratam habituri sint, eos ipsos quidem Articulos harum Literarum vigore, nostro principali honore & dignitate mediante, bona fide, verboque veritatis, quoad singulos tangit, verè, firmiter, validè, integrè & inviolabiliter conservaturos ac secuturos esse, nec adversus ullum Statum in hac Pacificatione comprehensum, aut de post ratificantem, ulla specie, prætextuve, quovis modo, vi factove, clam palamve, per nos ipsos aliosve, nostra causa grassaturos, oppugnaturos, coacturos, læsuros, aut turbaturos fore, quin magis eos, qui Transactionem hanc servant, eique parent, contra verò non servantes, aut in adversum quid machinantes, nostrosve in Status hic comprehensos, quive eam de cætero amplecturi sunt, simili facta assecuratione, vi factove aut aliàs læsuri, aut Bello provocaturi, lacessituri, coacturi, turbaturi, seu quicquam gravaminis allaturi essent, fido nostro præsidio consilioque, vigore communis Pacificationis, Imperii Constitutionum, hujusque Compositionis & Induciarum communiter & singulatim tuebimur & defendemus, absque ulla aliqua remora aut impedimento, quod quovis modo excogitari, nosque relevare posset. Quandoquidem omnes nos & singuli omnibus his, qui Conventioni huic & Transactioni adversari, vel nos relevare posse videantur, quocunque titulo seu nomine censeantur, specialiterve interpretarentur, renunciavimus, omniaque alia in effectu huic Compositioni adversum in meliori firmiorique forma harum Literarum vigore ac robore annullando & abdicando.

CAP. XI.

Securitas Regiæ Majestatis atque Electorum Principum ut Intercessorum hujus Compositionis.

QUo minus multò etiam dubitetur alterutra ex parte, aut aliquis sensus diversus incidat, volumus nos Ferdinandus Rex, & Maximilianus Rex, nosque insuper Spiritnales & Seculares Electores & Principes, qui omni ex parte causam hanc prædicto modo composuimus atque transegimus, hanc declarationem assensumque profiteri, nimirum Rex uterque nostro, nostrorumque Hæredum ac Posterorum nomine; Ecclesiastici verò Electores & Principes consilio atque assensu suorum Capitulorum: Seculares autem Electores & Principes jam antea suo suorumque Hæredum & Posterorum nomine irrevocabiliter, quod nos unà simulque hanc Tractationem, non solummodo quantum nos ipsos, nostrosque Hæredes & Successores, Regnaque nostra, Archiepiscopatus item & Collegia, Terras, Diœceses, Territoria, Populos, Subditos, Ministros & conjunctos concernit, ita servare, & adversum agere nullo pacto velimus. sed etiam si qua Partium contra hanc decisionem & Conventionem (quod haud fore speratur) jam nunc aut in futurum agat, & alteram Partem vi factove, clàm palamve, gravaret, offenderet, urgeretve, nec admonita desisteret, tum quidem nos, illique ac nostri, suique Successores seu Adversariæ Parti, quæ contra hanc Conventionem & Transactionem invaditur, aliasve læditur, & coram nobis illisque, aut nostris illorumque Successoribus, æquas contradictorias rationesque in alteram Partem talia recusantem ac violenter agentem, pati posset, illi equidem non solùm consilio præsidioque nullo adesse, verum eam Partem quæ Compositionem conditionemque recipiet, adversus alteram, vigore publicæ Pacificationis antea sancitæ, Imperiique Constitutionum, hujus item Transactionis & Induciarum, opem suppetiasque laturi simus.

2. In omnibus autem prædictis viis modisque ea Pars, quæ putet has Inducias per alios fractas aut contra actum esse, vi factove nihil contra eandem præsumat, sed ad nos primum eam rem, aut Electores & Principes ut Intermediatores rejiciat: qui protinus amicam instituent Tractationem, eamque definiant, & quicquid per nos, illosve concordatum decisumque fuerit, ea Sententia teneat, pareantque illi Partes utrinque absque recusatione. Quod si non fecerint, præsidia omnibus, ut supra dictum est, modis ferantur.

3. Iidem autem Intercessores ac Mediatores jurejurando eodem, quo Cæsareæ Majestati sunt astricti, liberantur, ne qua minus & transigere velint, & Parti parenti adversus contumacem, ut æquum est, auxilium præbeant, idque Cæsareæ Majestati nequaquam displicebit. ANNO 1552.

SIGILLATIO.

QUANDOQUIDEM autem Elector Saxonicus, siique Adjuncti & Confœderati hanc Capitulationem in omnibus & singulis Punctis & Articulis voluntariè acceptaverunt, & servare promiserunt, tum & Cæsarea Majestas eosdem in Imperii Germanicæ Nationis dilectæ Patriæ suæ utilitatem profectumque gratiosè approbavit & ratificavit, in quarum rerum Testimonium tria sunt scripta Diplomata ejusdem sensus atque tenoris, nostra Regis Ferdinandi, & amborum Electorum Moguntini & Palatini Friderici, similiter & Episcopi Salisburgensis ac Alberti Ducis Bavariæ, cæterorumque Electorum & Principum tanquam Intercessorum seu Mediatorum ac Electoris Saxoniæ, & Wilhelmi Landgravii Hessiæ, aliorumque Conjunctorum nomine propriis manibus subscripta ac appendentibus Sigillis munita: de quibus unum Cæsareæ Majestati, alterum communibus Statibus, tertium dicto Electori Saxoniæ & suis conjunctis tradatur. Actum Pataviæ, altera die mensis Augusti, Anno post Christi Nativitatem Millesimo quingentesimo quinquagesimo secundo, Regnorum nostrorum Romani vigesimo secundo, & aliorum vigesimo sexto.

Sequuntur Articuli de Religione, Pace, & Justitia, per Regiam Majestatem, Electorum Legatos, præsentes Principes, & absentium Nuncios designati.

QUo ad Religionis, Pacis, & Justitiæ Articulum, Regia Majestas cum Electorum Legatis, præsentibus Principibus, & absentium Nunciis inter Cæsaream & Regiam Majestates, Electores, Principes, & Status Germanicæ Nationis, donec controversa Religio tandem concordetur, Inducias fieri firmas existimant, sic quidem, ut Cæsarea & Regia Majestates, Electores quoque, Principes & Status Sacri Imperii, nullum ex Augustana Confessione Statum, aut qui Secris publicè per Imperii Decreta damnatis non adhæreat, vi factove, aut aliis contra conscientiam ac voluntatem rationibus, modisque de sua Religione & fide deturbet, dejiciat, propellat, aut Bello petat, lædatve, gravetve aut etiam reprehendat, quinimò Religione quemque sua fideque tranquillè pacificeque vivere agereque sinat, neque Religionis controversiam aliter quàm amicis placidisque mediis modisque ad Christianum concordem intellectum unionemque perduci ferat sustineatque. Conjuncti quoque hujus Belli, aliique Status omnes, cæteros Sacri Imperii Status tum Ecclesiasticos, tum Seculares sua Religione, Ecclesiastico usu, Ordine & Ceremoniis, atque Facultatibus, Bonis, Diœcesibus, Subditis, Reditibus, Censibus, Dominiis, & Jurisdictionibus non privent aut gravent, sed uti frui illis pacificè sinant, neque vi, facto, aliasve maligne adversus eos præsumant: sed per omnia Sacri Imperii Juri, Ordinationibus, Decretis, Edictis, Recessibus, atque publicæ Pacis constitutioni quisque stet, pareatque ordine suo, sub interminatione pœnæ in proximè renovata publicæ Pacis sanctione comprehensæ.

2. Ac quæcunque sæpe dictis Induciis adversari videbuntur aut existimentur, nihil tamen derogent, sed à Cæsarea & Regia Majestatibus, Electoribus, item Principibus ac Statibus respective sufficienter, & ut necesse est, provideri caverique debent mediante hujus Transactionis Cæsareo quoque Judicio Cameræ, & Assessoribus Induciæ prædictæ intimentur ac innotescant, ad earum observationem jurejurando suo adactis, omnino illis se ut conformes obtemperantesque gerant, Partibus item implorantibus nulla Religionis differentia respectuve habito, prout decebit, opusque fuerit, opem Juris Justitiæque ferant. Assessorum quoque aliarumque personarum jurisjurandi per Deum Sanctosque, aut Deum sanctumque Evangelium, formula juraturis libere concessa.

3. Pro unione autem & Pace controversæ Religionis constituenda, Regia Majestas & Electorum Consiliarii, tum & præsentes Principes absentiumque Nuncii existimant, Cæsaream Majestatem proximo semestri post conclusionem & data harum Induciarum & Compositionis, Comitia habituram esse, in quibus cum Electoribus,

ANNO 1552.

bus, Principibus, & Statibus Imperii rationem ineat an Generali aut Nationali Concilio, aut Colloquio, aut alio Imperii Conventu & Congregatione dilectæ Religionis causa instituenda, concordanda, ac definienda sit, & quòd per Cæsaream Majestatem communesque tam Augustanæ quàm contrariæ Confessionis Status pro usu ac bono publico statuetur, cum gratia passim omnibus concedatur.

4. Et hoc in mentem venit, ad præparationem ejusmodi Unionis ineundæ, in initio eorundem Comitiorum nonnullorum tranquillitatis amantium ac prudentium Personarum utriusque Religionis pari numero haberi, quibus injungatur, quomodo Concordia talis melius rectiusque suscipiatur, absque tamen Electorum Principum propter hunc ipsum delectum superioritatis ac præeminentiæ præjudicio.

5. Ubi autem nulla talibus viis Concordia consequeretur, nihilo tamen secius prædictæ Induciæ ad supremum Concordiæ terminum suas habeant vires, perpetuoque valeant atque consistant.

6. Ad suffragiorum autem & Justitiæ æqualitatem, tum & præsentationem Assessorum, aliorumque Articulorum Pacis & Justitiæ conservandæ quod attinet, deliberatum est, si quid grave meditatione cogitatuque dignum in ordinatione Judicii Cameræ oboriatur, cum ea constitutio communi Statuum assensu facta sit, eam quoque absque communi Statuum voluntate conditionum respectu, non nisi ordinaria visitationis Judicii via, aliasve unà cum prætensis gravaminibus mutari non posse. Cui rei juvandæ Regia Majestas unà cum Electorum Legatis, comparentibus Principibus, & absentium Nunciis est operam datura, ne in Religionis causa altera Partium vel suffragiorum vel partialitatis ergo præ altera sese gravatam queri possit, aut etiam Augustanæ Confessionis adhærentes & conjuncti à Cæsareo Cameræ Judicio secludi se vereantur. Aliaque gravamina, si quæ innotuerint, ex æquitate proximis Comitiis decidantur.

7. Dabit quoque hic operam Regia Majestas unà cum Electorum Legatis, comparentibus Principibus, & absentium Nunciis Cæsaream Majestatem amanter juxta ac reverenter interpellando orandoque, ut Puncta cum primis necessaria, inter quæ & Articulus præsentationis atque Augustanæ Confessionis, conjuncti, à Cæsareo Cameræ Judicio (ut supra dictum est) ne excludantur, ex plenitudine Cæsareæ ejus Majestatis, pro retinenda conservandaque in Imperio Pace & concordia, quantocius fieri poterit, resolvantur atque expediantur.

XIX.

6. Mai, 28. Juill. & 2. Août.

Capitolo dell' Amicitia, & buona Vicinità tra la CESAREA MAESTA & Eccellentissimo Signor FERDINANDO GONZAGA per il Stato di *Milano*, & li Signori di XIII. CANTONI SUIXARI per loro, & suoi Suditi di quà, & di là da Monti. [*Copie ancienne & Manuscrite.*]

NOI CARLO *quinto per la divina Clementia Imperator de Romani sempre Augusto, Rè di Germania, Spagna, dell' una, & l'altra Sicilia, Hierusalemme, Hungaria, Dalmatia, Croatia &c. Arciduca d'Austria, Duca di Borgogna, & Milano &c. Conte di Fiandra, & Tirolo &c. Ferrando Gonzaga Duca di Arriano, & Principe di Melfetta Capitano Generale di S. M. Cef. in Italia, & suo Governator & Luogotenente del Ducato, & Stato di Milano &c. & noi Borgomastri, Sculteri, Amanni, Consoli, Communità, Cittadini, Patriotti delle Città, Territorii, & Dominii della grande, & antiqua Lega di Allemagna superiore cioè Zurigo, Berna, Lucerna, Urania, Suirz, Underwalden sopra, & sotto Silva, Zug, con l'Offitio di fuori, Clarona, Basilea, Friburgo, Solodoro, Schalfursen, & Appenzel. Noto facciamo à tutti quelli, che al presente, & per l'auvenire legeranno, vederanno, & udiranno li presenti nostri Instrumenti, come novamente nella Terra di Bada in Ligovia per li Ambassadori & Deputati di tutti due noi Parti respettivamente è stato concordato, & concluso uno Trattato di buona Amicitia, & Vicinità trà noi per il Ducato di Milano, & Territorii, Paesi, & Sudditi nostri, così di quà, come di là da la Montagna di S*[to]*. Gotardo, il tenore di quale Trattato di parola, in parola è come segnita.*

In nome della S[ta]*. & individua Trinità Patre, Figliolo, & Spirito Santo, così sia. Sia noto, & manifesto à tutti quelli, che tanto di presente, quanto per l'auvenire vederanno queste nostre, come essendo sempre stato conosciuto per vera, & longa esperienza tra tutte le Nationi del Mondo, che li Stati, Republiche, Potentati per unione, & concordia si conservano, & crescono, & di giorno in giorno più se augmentano. Però considerando l'Illustrissimo & Eccellentissimo Signor Don Ferrando Gonzaga Duca di Arriano, & Prencipe di Melfetta, Capitano Generale della Cesarea Maestà in Italia, & suo Luogotenente, & Governator nel Stato di Milano, con voluntà, & commissione espressa di S. M. Cesarea presata per una parte, & li molti magnifici, potenti, & strenui, Nobili da ben' sapienti, & prudenti Signori Burgomastri, Sculteri, Amanni, Consulti, Communità, Cittadini, Patriotti, & Habitatori delle Città, Patrie, & Dominii della inclita, grande, & antica Lega d'Alemagna, & alta cioè di Zurigo, Berna, Lucerna, Urania, Suirz, Underwalden di sopra, & sotto Silva, Zug con l'Offitio de fuori, Clarona, Basilea, Friburgo, Solodoro, Schaffhussen, & Appenzel per l'altra parte. Ave utilità, & benefitio di tutti li Stati, & Sudditi loro esser bene venire à una stabile, & ferma Unione, & Intelligentia tra essi, oltra la buona amicitia, & vicinità quale per il passato si è servato, & serva ancora di presente tra sua Cesarea Maestà, & Signori suoi Luogotenenti, & Governatori nel Stato di Milano, & il Stato presato & noi presati Confederati Stati, & Populi nostri, Assinche la buona concordia, quale è tra l'una, & l'altra Parte, possi longamente stare, & durare, & le cose passino con maggior sicurezza, tranquillita, & quiete del uno, & l'altro canto, & tutti li Sudditi communi possano, mediante lo stabilmento di tal buona Unione, & Intelligentia, attendere à ben vicinare, & augumentar le faculià loro, & stare con gli animi quieti, & reposati; havemo per mezzo delli nostri Ambassadori & Mandatarii per noi ambedue Parti, & Deputati fatto concludere questa Unione, & Intelligentia, cioe à nome del presatto Signor Don Ferrando con voluntà, & commissione espressa della Cesarea Maestà, il Magnifico & Nobile Signor Gio. Angelo Ritio Secretario della presata Cesarea Maestà & a nome di noi Suizari per li Magnifici, Strenui, honorati, prudenti, & sapienti, cioè di Zuricho Gio. Rodolfo Laffer Burgomastro, & Gio. Bescher Secretario di Berna, Gio. Francisco Negli Sculteto, & Antonio Tiliere Seckelmastro di Lucerna, Gio. Byrgrer Sculteto passato di Urania, Gio. Luon, & Jac. à Pro del Conseglio di Suirz, Dietrich Indernaldrer Cancellero & Landamo passato di Zug, Gio. Letter Amman, & Gio. Burgaro di Clarona, Gio. Bruner del Conseglio de Basilea, Honoffrio Belzoch, & Batt Sumerer del Conseglio di Solodoro, Conrado Graff, Sculteto de Schaffhusen, Alless. Porier Burgomastro & di Appenzel Sabastiano Zuring del Conseglio.*

Al nome d'Iddio siamo noi presati Ambassadori per tenor de le presenti Lettere divenuti, & havemo concluso, & accettato li sottoscritti patti, promission capitale, & convencioni quale habbiamo d'essere inviolabilmente osservati da tutte due le Parti nel modo, & forma, che segnita.

Primo che il Principe, & Signor Don Ferrando Gonzaga, & li suoi Successori nello Offitio, come Luogotenente & Governadore del Ducato, & tutto il Stato di Milano a nome, & luogo de la Cesarea Maestà nel presato Ducato, & tutto il Stato di Milano, debbiamo, & vogliamo lassare, & permettere alli Signori Suizeri dalli soprascritti Cantoni della Liga Helvetica, & à tutti loro obediente, congionti, pertinenti, & Sudditi di qua, & di là da li Monti, l'emptione di tutte le sorti di mercantie, & beni, sia bestiami, o altra robba mobili, ancora frumento, segalle, legumi, & altre biade, non reservando cosa alcuna, pur che tale mercantie, & beni siano nasciuti, fatti, & lavorati nel presato Ducato, & tutto il Stato di Milano & tutte sue possedute Città, Luoghi, è Terre, & quello li appartiene in le loro, & de suoi Sudditi, Giurisditioni, & patti, senza gravezza de datii, tratta taglie, & altri carichi come quelli potessero esser nominati pertinenti a la Camera di Milano o vero à persone particulari Feudatarii & Communita, ma però ciascuno quale vorà godere, & usare di tal esentione, debba prima pigliare Licenza, & Salvocondutto dall' Offitiali, che per sua Maestà Cesarea, & sua Eccellensa, & per li presati Signori Governatori, & Luogotenenti del Ducato, & tutto il Stato di Milano saranno Deputati per questo effetto, quale Salvocondotto, & Licentia non s'habbi da comprare, ma gli sia data subito per niente, & senza

ANNO 1552.

ANNO 1552.

senza contraditione alcuna gli debba esser concessa. Appresso non debba ancora esser concesso, ne permesso, che niuno sia chi si voglia possa comprare alcuna quantità di frumenti, segalle, nò altri grani, come quelle potessero esser nominati, per rivendere, & metere insieme, & lasciarli nel prefato Ducato, & tutto il Stato di Milano per permutare, barattare, o tornare à rivendere, imo debbe il Compratore subito per la diritta via, & camino menare, & far condure la sua mercantia, & beni nel termine condecente prefixo nella Licentia, & Salvocondotto prefato. Però con questa dichiaratione che sua Cesarea Maestà, sua Eccellenza & li prefati Signori Luogotenenti, & Governatori del Ducato, & tutto il Stato di Milano non siano obligati al tempo de la carestia, & penuria di dar alli prefati Signori Suizari, & suoi, ut supra, *grano, & altra biada, la qual carestia si debba intender ogni volta, che uno Moggio di Frumento nel Ducato, & tutto il Stato di Milano di commune corso più di libre tredici Imperiali di valuta di Milano, & altre biade alla rata. Però in tempo di tal carestia, & penuria sua Cesarea Maestà, sua Eccellenza & li prefati Signori Luogotenenti, & Generali del Ducato & tutto il Stato di Milano, per dimostratione del suo buon animo volono dar a li prefati Signori Suizari, & suoi Sudditi,* ut supra, *in tutto un Anno due mila Moggia, cioè mille Moggia di Frumento cinquecento di segalli, & cinquecento di miglio, & se ancora li Signori Suizari, & suoi Sudditi,* ut supra, *obedienti, congionti, pertinenti loro, comprassero frumenti, o altri grani fuora del Ducato, e tutto il Stato di Milano, d'ogni tempo debbano haver libero passo & transito per il prefato Ducato, e tutto il Stato di Milano senza alcuna escettione, ne contraditione & senza alcuno pagamento delle tratte, gabbelle, Datii, notationi, o altri carichi, & appresso la Cesarea Maestà sua Eccellenza & altri Signori Luogotenenti, & Governatori del Ducato, & tutto il Stato di Milano vogliamo haver sempre buono antivedere, che non sia fatta alcuna carestia pensata, & de non permetter, & concedere, che li loro Sudditi del Ducato, e tutto lo Stato di Milano in esso possano comprare frumento, & altre biade, per metter insieme, &. rivender secondo il loro valore dal che nasce tal carestia pensata viceversa li Signori Suizari delle Città, & Paesi dalli soprascritti Cantoni à tutti li loro congionti, & pertinenti, & Sudditi alla Cesarea Maestà & Sudditi suoi del Ducato, e tutto lo Stato di Milano debbano liberamente senza alcuna innovatione de Datii, gravamenti, & pagamenti lassar venire, & andare bestiami, & altre cose, & robbe, non reservando cosa alcuna, con questa dichiaratione però, che accadendo tempo di carestia ne le nostre Leghe, Città, & Valle, quel tempo di carestia s'intenda ogni volta, che'l Moggio del frumento valerà più di libre tredici Imperiale, quale se declaranno esser della nostra parte bazzi sessanta Suizzari, & altre biade alla rata, che in tal tempo di carestia le nostre Leghe, Città, & Valle non siano tenute dare, lassare comprare, ne andare à quelli del Ducato, & tutto lo Stato di Milano più di Moggia due mila, tra frumento, segalle, & carolan, & questo per servare la medema qualita, che quelli del Ducato, e tutto lo Stato di Milano in tempo di carestia sono obligati verso di noi & li nostri, come di sopra.*

Secondo, circa il Sale, quale li Signori Suizari, & suoi congionti, & Sudditi, comprano in Germania, Valletelina, Chiavena, overo in altri Paesi, & Luoghi, Sua Eccellenza & altri Signori Luogotenenti, & Governatori del Ducato, & tutto lo Stato di Milano à nome della Ces. Maestà debbono dare à loro, & li suoi, come di sopra, il libero transito, & passo con esso, con il modo, & forma, come seguita.

Prima si debba andare con il Sale, qual sarà comprato in la Germania, Valetellina, Chiavena, overo in altri Luoghi, alla Terra di Olonga, & da li passare sino a Venasio per il Lago di Como, & da li per terra sino à Prolezza, & se loro volessero passare più oltra verso Locarno debbano drittamente andare da Lugano verso Luino, & a quel modo così passare; ma se sopra il Lago intravenisse la fortuna, che loro potessero passare ò di notte con il Sale andare a terra ne li Luoghi & bande dove gli parerà più commode, & ivi mettere il Sale. & subito notificarlo all' Offitio di esso Luogo. Et essendo calata, & cessata la fortuna, che essi subito senza dimora si partino con il Sale, & in questo non sia usata alcuna fraude, però, che imprima loro debbano pigliare Licentia. & Salvocondotto, da li altri Offitiali per la Ces Maestà, Sua Eccellenza, & altri Luogotenenti, & Governatori del Ducato, e tutto il Stato di Milano, per ciò saranno Deputati, la quale Licenza, & Salvocondotto, gli debba essere data senza dimora per niente, & libera di Datii, & senza tratta, Gabelle, honoranza, e tutti altri pagamenti, come potessero esser pesati appresso, con l'ordine de la Cesarea Maestà & dell' Illustrissimo Senato, & Magistrato di Milano, accio sia ovviato à molte fraudi, & inganni, quali potessero intravenire in danno, & pregiuditio de la Ces. Maestà & sue intrate del Ducato, e tutto il Stato di Milano, li quali ordini diligentemente saranno osservati, & esequiti. Però tal cosa senza alcuna gravezza, & innovatione, come di sopra, & però se li prefati Signori Suizari, & suoi, come di sopra, per causa d'alcuni impedimenti non potessero havere il Sale da la Germania, Valletelina, Chiavenna, & altri Luoghi, Sua Cesarea Maestà & Eccellenza & altri Signori Luogotenenti, & Governatori del Ducato, e tutto il Stato di Milano, benignamente vogliono concedere a li prefati Signori Suizari, & suoi, come di sopra, el transito libero di poter pigliare, comprare, & far condurre Sale da quelle parti, che gli parerà per mezzo del detto Ducato, e tutto lo Stato di Milano senza pagamento di alcuna gravezza, datii, taglie, & gabelle, come qui di sopra ne li Articoli concernenti li datii, & gravezze è dichiarato, & in caso di necessità detti Signori Suizeri, & suoi, come di sopra, richiedessero el Sale dal Stato di Milano, & che lo detto Stato di Milano fosse provisto per uso, & bisogno suo di Sale, quale si conduce de Venetia à Genova, Sua Cesarea Maestà & Sua Eccellenza, & altri Signori Luogotenenti, & Governatori del Ducato, e tutto il Stato di Milano del Sale, quale haveranno di sopra più del suo uso, e bisogno, faranno ogni commodità, & lo daranno per uno honesto prezzo alli prefati Signori Suizeri, & suoi, come di sopra, in quei Luoghi dove sara in commodo ad ambe due le Parti, & secondo le prefate Parti se accorderanno senza usure tra buoni, veri, & sinceri Amici, & vicini.

Tertio con questo, che per la Ces. Maestà debbano esser rinovati, confirmati e lassati à li Signori Suizari, suoi congionti, pertinenti, e Sudditi li loro Privilegii passati nel Ducato & tutto il Stato di Milano, & che tutte, e ciaschedune de le Città & Paesi, & suoi, come di sopra, quali saranno nominati in questi Capitoli siano Cittadini à Cavallo, ò à piedi di che stato, & dignità si siano con li loro corpi, & beni per tutto il Ducato & Stato di Milano possano liberamente & sicuramente senza alcuna offensione, overo pagamento de li Paesi, bolette de le persone, o altro con le loro Mercantie, & beni quali sono al presente nasciuti, o fabricati, ò per l'auvenire nel Ducato, e tutto lo Stato di Milano, overo in altri Luoghi de li sudetti Suizari, & suoi, come di sopra ne la Lega de la superiore Germania, Territorii, Signorie, & Paesi loro di quà, & di là da Monti saranno levati, & fabricati per il Ducato, e tutto lo Stato di Milano, debbano, & possano condurre, & comprare, & vendere senza alcuno pagamento di datio, gabelle, & gravezze di qual sorte si voglia pertinente a la Cesarea Camera di Milano, o à persone particulare Feudatarii, Communita nel Ducato, e tutto lo Stato di Milano, eccettuato niuno, solo riservato il datio, quali si scotera a le Porte nove de la Città di Milano al quale datio non debba esser richiesto, ne pigliato in niuna altra forma, ne modo, senon come è stato usato anticamente appresso la Ces. Maestà, Sua Eccellenza e tutti li prefati Signori Luogotenenti, & Governatori del Ducato, e tutto il Stato di Milano debbano concedere, che li Bovi, Cavalli, & altri Bestiami, quali saranno levati ne li Paesi de li prefati Signori Suizari, e suoi, come di sopra, non debba essere pagato il datio.

Et di più ogni volta, che la Peste fosse (il che Iddio non voglia) & li prefati Signori Suizari, & suoi, come di sopra, volessero venire nel Ducato, e tutto lo Stato di Milano, che loro siano obligati di pigliare le debite Bolette, & fede de la sanità da quelli, che saranno Deputati, per l'Offitio de la sanità di Milano in tutti li Luoghi, che gli accaderà passare, la qual però gli debba esser data per niente, & senza escettione.

Questo debbano, e possano godere, & usare tali Immunitadi, Essentioni, & Privileggii, tutti, & ciascuno de li prefati Signori Suizari, & suoi, come di sopra, quali al presente habitano, ò per l'auvenire venissero ad habitare appresso di noi sia di qua, o di là da Monti di Santo Gotarto solamente per causa de li beni, quali essi hanno posseduto al presente, o per l'auvenire ereditassero nel Ducato, & tutto lo Stato di Milano. Però niuna persona nel Ducato, e tutto il Stato di Milano, quale per l'auvenire venisse ad habitare appresso alli prefati Signori Suizari, & suoi, come di sopra, non debba godere il vigore di questo Articolo.

Quinto per ovviare alle fraudi quali in questo possano esser fatte, & usate da tutte due le Parti si è chiaramente

trattato

ANNO 1552. *trattato, & concluso, che ogn'uno, quale vorrà usare, & godere de tali Privilegii & Essentioni, si debbe diligentemente guardare, & curare di non fare alcuno inganno, o compagnia, & obligatione di vendita verso niuno, il quale in queste Essentioni, & Privilegii, non sia compreso, ò sia forastiero, & quelli, che contrattaranno usura, & solicitaranno tali cose, con persone, che non sono comprese,* ut supra, *incorreranno nella pena, & condennatione quale debbe esser messa da ditte due le Parti.*

Sesto s'intraveneſſe, che nasceſſe alcuna differenza, & discordia tra Persone particolari nel Ducato, e tutto lo Stato di Milano, & delli prefati Signori Suizari, & suoi, come di sopra, non debba una Parte à l'altra far sequestrar, restar, ne robbar, ma debba l'attore ricercare, & litigare contra il reo nel luogo, & avanti il Giudice dove egli habita, & ivi ancora all' attore debbe essere administrata buona, & summaria, & spedita ragione, di modo, che in termine di un Mese, secondo la commodità della cosa, & qualita della causa, sia spedito senza impedimento di qual si voglia Privilegio, ordine, ragione, o decreti, quali potessero essere in contrario; mà se accadesse, che Dio ne guardi, che tra la prefata Ces. Maestà & il Ducato, & tutto lo Stato di Milano, & li prefati Signori Suizari, & li suoi, come di sopra, per causa particulare, o generale, nascesse differenza, & discordia in tal forma, le prefate differentie, & discordie debbano essere accordate, & decise per equali Arbitri nominatamente in Chiasso, o in Mendrisio, & accadendo, che quelli nel sententiare fossero divisi, che all' hora subito per le Parti sia fatta elettione del quinto, & non potendo esser d'accordo circa l'elettion prefata à richiesta di una o di tutte le Parti, subitamente sia eletto, & ordinato dalli quattro Arbitri unanimamente, o per la magior parte il sopradetto del Paese di Vallesani, overo delle tre Leghe Grise secondo quello altre volte è stato usato & servato con li Duchi passati di Milano.

Settimo se una Parte havesse Sudditi inobedienti, quali fuggissero ne li Paesi, & Giurisditioni dell' altra Parte, debbano esser obligati di far recener ne li Paesi, & à spese di quello, che lo richiede & senza prolongare, amministrare espedita ragione sopra la querela, & trovandosi giuridicamente uno grave delitto, & escesso, all' hora tali delinquenti che saranno detenuti debbano esser consignati alla Parte de chi saranno Sudditi, acciò che si possano castigare secondo loro demeriti, & che altri da loro piglianno esempio.

Ottavo, di che beni si voglia interessi, Decime, livelli, & altri utili de tutte due le Parti Sudditi, siano spirituali, o secolari, che una Parte ha nelli Paesi, & Jurisditioni dell' altra, o per l'auvenire hereditasse, che loro possano haver l'utile, & debbano ricevere, & condurre da una Signoria in l'altra, senza che sopra tali beni debba esser messa alcuna gravezza, e taglia per qual ocasion si voglia, & per causa delli beni immobili de pigliar in pagamento, & heredità, delli quali qua di sopra non è fatta espressa mentione, overo haver trattato li Sudditi del Ducato di Milano, così la Ces. Maestà, Signor Don Ferrando & altri suoi Successori nell' Offitio debbano in quella medema forma, & modo senza mezzo trattar li prefati Suizeri, & suoi Sudditi sopra il Ducato & tutto il Stato di Milano.

Nono, che tra la Ces. Maestà, Sua Eccellenza & altri Signori Luogotenenti & Governatori del Ducato, e tutto il Stato di Milano, & li Signori Suizari, e tutti li suoi Sudditi, & Adherenti sia libero, & sicuro, andare, & ritornare tra l'uno, e l'altro, o sia l'uno con l'altro amichevolmente, & amorevolmente trattare, & pratticare, & farsi ogni amicitia, vicinità, & amore, come questo conviene di fare tra buoni, & veri Amici, & secondo che fino al presente d'ambe due le Parti, & suoi Sudditi è stato usato & servato debba restare, & come ancora li Articoli delli Capitoli chiaramente, & evidentemente dicono, & dispongono.

Decimo li Signori Suizari si riservino chiaramente à loro tutti, tutte le sue Leghe giurate, tutti li altri più antichi Instrumenti, & Sigilli, quali loro hanno hauti, & dati che questi Capitoli per ogni via non debbano prejudicare à quelli.

Ultimo è stato concluso, che questa buona, vera, sincera, Unione, Intelligentia, Amicitia, & Vicinità in tutti li suoi ponti, & Articoli sia ferma & continua senza mancamento alcuno, & inviolabilmente debba esser osservata, & restare in sua forza, & virtù, mentre che la Ces. Maestà restarà in vita, & stato, & dopò la morte di quella ancora quattr' Anni verso li suoi Successori di Sua Ces. Maestà, nel Stato di Milano nominati, o vero intitulati.

Noi addonque prefate ambe Parti, cioè Carlo V. Imperatore & Ferrando Gonzaga, & noi prefati Confederati havendo grato il Trattato dell' Amicitia, & buona Vicinità prefata quello laudamo, approvamo, & retificamo, & volemo, & promettemo tutte, & qualunque. & qua sopra dette per detti nostri Ambassiadori & Deputati respettivamente fatte, concordate, & concluse firmamente, & inviolabilmente tenere, & osservare ad unguem, *& di parola in parola come stanno, & in fede & testimonio de tutte cadauna cosa premisse prefate Parti havemo fatto fare due Lettere conforme originali, & principali munite con li nostri Sigilli pendenti datte per noi Confederati in Bada, in Ergovia à di* VI. *di Maggio, & per Noi Carlo V. Imperatore in Brisinono à di* XXVIII. *del Mese di Luglio l'Anno dopo la Natività di Christo* M. D. L. II. *del nostro Imperio* XXXII. *& delli nostri Regni* XXXVII. *& per noi Ferrando Gonzaga in Milano alli 2. del Mese d'Agosto dell' Anno sopradetto* 1552. ANNO 1552.

Reservatione fatta à li Signori di Basilea.

NOI CARLO V. *per Dio gratia Imperatore de Romani sempre Augusto, in Germania, Spagna, & dell' una, & l'altra Sicilia, Hierusalemme, Hungaria, Dalmatia, Croatia &c. Rè, Arciduca d'Austria, Duca di Borgogna, & Milano; Conte di Tirolo & Fiandra &c. & Noi Ferdinando Gonzaga Duca di Arriano, Principe di Melfetta, della Ces. Maestà Capitano Generale in Italia, suo Luogotenente, & Governatore del Ducato, e tutto il Stato di Milano; notifichiamo apertamente con la presente Lettera, che havendo noi con li honorandi nostri, & dell' Imperio cari, & fideli di* XIII. *Cantoni de la comun Lega Burgomastri, Amanni, & Consiglieri della Città, & Paesi Zurich, Berna, Lucerna, Urania, Suitz, Underwalden, Zug, Clarona, Basilea, Friburgo, Solodoro, Schaffhuisen, & Appenzel, per causa del nostro Stato di Milano à bene, & utilità, & buono successo del prefato Stato di Milano, della Lega comune, & di tutti li loro pertinenti, Sudditi, & propinqui di qua, & di là da Monti, & singolarmente, accio che ambe due le Parti tanto meglio possano stare in pace, quiete, & unione, havemo concluso l'una con l'altra amorevole, & vicinevole Intelligentia, come li Capitoli perciò tra noi ambe due Parti ordinati, & fatti chiaramente contengono. Et perche nel sesto Capitolo si contiene per conto di querele quale una Parte, o li suoi potriano haver, o acquistare verso l'altra, come per ciò si debbe cercare il riuscimento, & fine, Però à questo il Burgomastro & Consigliero di Basilea per conti di tale Articolo, che ad essi pare, che sia grave, & fuori del solito de le loro libertà usarlo, & vecchie discensioni toccante al sequestrare, o à resare, però li havemo concesso, & permesso, che la prefata amorevole Intelligentia a li prefati di Basilea, à li suoi, & suoi Successori ne la loro libertà, usantie, e vecchie disentioni per conto del detto sequestrare non gli porti danno alcuno & che quelli di Basilea debbano restare appresso li loro Privilegii di dare, e tuorre la ragione, & vecchie discensioni del detto sequestrare senza danno alcuno Ma altrimenti in tutti li Articoli de l'amichevole, & vicinevole Intelligentia sia in sua forza, & incomprensibile, & in fede di questo habiamo noi fatto appendere à la presente Lettera il nostro Sigillo secretto, & data da Noi Carlo Imperatore in Brisinono à* XXVIII. *di Luglio* MDLII. *de l'Imperio nostro* XXXII. *& de li Regni nostri* XXXVII. *& de Noi Ferdinando Gonzaga &c. Dato in Milano alli* II. *d'Agosto dell' Anno soprascritto.*

XX.

Passauischer Vertrag zwischen Jhro Römisch. Königl. Mayest. Ferdinando I., als Ertz-Hertzog zu Oesterreich an einem / dann Hertzog Christoph zu Würtemberg andern Theils / durch unterhandlung Albrecht Pfaltzgraffens bey Rhein / in puncto der Affter-Lehnung des Hertzogthumbs Würtemberg Wodurch die zwischen besagten Hertzogs seel. Herrn Vattern Hertzog Ulrich / und Jhro Mayest. der Affter-Lehnung halber entstandene Irrungen beygelegt worden / und bewilligen Jhro Mayest. das Hertzogthumb besagtem Hertzog und seinen Erben zum affter-Lehen zu verleyhen; Dahingegen soll bemelter Hertzog 250000 gul- 6. Août.

ANNO 1552.

den in drey Monathen erlegen / und ferners denen Ertz-Hertzogen zu Oesterreich als den affter-Lehens-Herren keine infidelität beweisen. Geschehen den 6. Augusti 1552. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung IV. Continuat. II. Absatz VI. pag. 738.]

C'est-à-dire,

Accord de Passau entre FERDINAND I. *Roi des Romains comme Archiduc d'Autriche &* CHRISTOPHLE *Duc de Wirtemberg, moyené par* ALBERT *Duc de Baviere, au sujet de la Sous-Infeudation du Duché de* Wittemberg; *par lequel tous les Diférens survenus entre Sa Majesté, & le Duc* ULRIC *Pere du moderne, étant mis en oubli & accommodés; Sadite Majesté promet au Duc, pour lui & ses Descendans mâles, la Sous-Infeudation du Duché; en échange dequoi le Duc s'engage à payer, dans trois mois, à Sa Majesté la somme de 250. mille Florins, & de lui être fidelle, à lui & à ses Successeurs Archi-Ducs d'Autriche comme à ses Seigneurs. Fait le 6. d'Août 1552.*

WIr Albrecht von GOttes Gnaden / Pfaltzgraff bey Rhein / Hertzog in Ober- und Unter-Bayern ꝛc. Bekennen und thun kund männiglich mit diesem Brieff. Nachdem sich zwischen dem Durchleuchtigsten / Großmächtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Ferdinando, Röm. König ꝛc. zu allen zeithen Mehrern des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Boheim / Dalmatien / Croatien ꝛc. König / Infant in Hispanien / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / Braband / Würtemberg ꝛc. Graf zu Tyrol / unserm gnädigsten lieben Herrn Vettern und Schwehern an einem / und weyland dem hochgebohrnen Fürsten und Herrn / Herrn Ulricken / Hertzogen zu Würtemberg und Teckh / Grafen zu Mömpelgardt / unserm lieben Oheimb und Schwagern seligen Gedächtnüß andern Theils Spän und Irrungen zugetragen / darum höchstgemeldte Königl. Maj. sein Lieb vor der Röm. Käyserl. Maj. unserm allergnädigsten lieben Herrn und Vettern / um bemeltes Fürstenthum Würtemberg und Töckh / rechtlich beklagt / darauff in Rechten gegen gemeltem Hertzog Ulrichen seel. procedirt / und S. L. vor beschluß der Sachen mit Todt abgangen / auch S. L. verlassen Anwäldt deßhalben nicht beschliessen wollen / aber doch nichts desto weniger die Rechtfertigung für beschlossen angenommen worden; Welcher Rechtfertigung sich der hochgebohrne Fürst / Herr Christoph / Hertzog zu Würtemberg / bemelten Hertzog Ulrichen seel. ehlicher Sohn / unser Freundlicher lieber Vetter / mit nichten annehmen noch theilhafftig machen wollen / sonder daneben auch vermeine / daß Ihme der Cadawisch Vertrag / fürnehmlich in Puncten der Affter-Lehnung des Fürstenthums Würtemberg / gar nit antreffen und binden solle / darauß und solcher Rechtfertigung S. L. nicht kleine Ungnad bey Röm. Kön. Maj. erwachsen.

Volgendts Allerhöchstgemelt Kayserl. Majest. als ein milter gütiger Kayser / uff unterthänig ansuchen jetzt gemeltes Hertzog Christophen / die Königl. Maj. brüderlich und freundlich angesonnen / gegen S. L. die gefaste Ungnad fallen / und diese Sach zu gütlicher Hinlegung kommen zulassen.

Deßgleichen wir die Königl. Maj. hernach auch mehrmahlen schrifftlich und mündlich underthäniglich angesucht / unß solcher gütlichen Underhandlung gnädigst zu gestatten / welches Ihr Königl. Maj. gemeltem Hertzog Christoffen und unß zu sondern Gnaden gnädigst vergönnt und statt gethan. Hierauf haben Wir unß dem Heil. Reich Teutscher Nation zur Ehr und Wohlfahrt / auch allen desselben Ständen / sonderlich den beyden löblichen Häusern Oesterreich und Würtemberg zue Friedt / Ruhe und uffnehmen / mit hochstgemelter Kayserl. Majest. gnädigst bewilligen / erstlich uf jüngst gehaltenen Tag zu Lintz / nachmahlen allhie zu Paßau / bey der Königl. Majest. eigner Persohn / im beysein vorgemelts Hertzogs Christoph allhero verordneten Räthen / darzu auch mit Rath und zuethuen der Röm. Käyserl. auf diesen Tag geschickten Räth und Commissarien, nämblich Joachim Herrn von By / Röm. Kayserl. Majestät Obristen-Cammerer / und Georg Sigmund Solden Doctoris Vice-Cancellarii, welche von Ihr. Kön. Maj. dieser Sachen halben / samt und neben uns zue handeln / sonderlich außtruckenlich befelch gehabt / der Handlung güttlich unterfangen / und lezlich durch verleyhung des Allmächtigen / mit beyder Theil Vorwißen und bewilligung / solcher gegen gemelten Hertzog Ulrichen und seiner L. verlaßenen Anwalten und Krieges-Herren geübter Rechtfertigung / auch Herrn Christophen fürgenommen ungnad und etlicher mehr anhängiger Mängel und Gebrechen halb / nachfolgender Gestalt endlich in der Gütte verglichen und vertragen.

Erstlich hat die Röm. Königl. Majestät gnädigst bewilliget / alle gegen gemelte Hertzog Christophen auch S. L. Räthen / Diener / Lehen-Leuthen auch Unterthanen / sonderlich denjenigen / so in bemelter Rechtfertigung hin und wieder gebraucht worden / gefaßten unwillen und ungnad gnädigst fallen; bemelte Räth / Diener und Unterthanen / auß sorg / und derhalb von männiglichen wer der auch sey / inner oder außer Rechts / ohnangefochten / und ohnbeschwerth zu lassen; Auch so viel Ihr. Kön. Maj. weyland H. Ulrichen / und gemelten Hertzog Christophen oder Ihr Lbden Räthen / Dienern und Underthanen / von dieser ungnad und Rechtfertigung / und sonst keiner andern ursach wegen / eingezogen oder arrestirt / dasselb wiederum zu relaxiren und zu restituiren.

Gleicher gestalt hat ermelter Hertzog Christoph gegen der Kön. Maj. Räthen / Dienern und Underthanen / sonderlich denen / welche Ihr. Kön. Majestät in dieser Rechtfertigung gebraucht / alle Ungnad und Unwillen / allermaßen und gestalt / wie oben gemelt / begeben und fallen lassen: Darzu noch ferner bewilliget / Ihr. Maj. Verwanthen allein / von Ihr. Kays. Maj. Anhangs Diensts / und sonst keiner andern ursach wegen / von weyland Hertzog Ulrichen von Würtemberg arrestirte eingezogene / und bißhero ohn einige darüber gefolgte Verträg / vorgehaltene Güter / Zins / und Gülten / auch wiederumb zu relaxiren und zu restituiren: Es hat auch Hertzog Christoph bewilliget / wo sein Lieb den Sitz Sponeckh über kurtz oder lang verkauffen wolte / daß S. L. denselben Ihr. Königl. Majest. oder wer Ihr. Majestät darzu gefällig / vor andern geben wolte.

II. Hat sich die Königl. Majestät angeregter Rechtfertigung / uf Ihr. Käyserl. Maj. brüderlich und unser gehorsam Fürbitt und gepflogene Underhandlung / gütlich und gönstig verzichen / begeben / und die allerdings fallen lassen / auch darauf bewilliget / das Fürstenthumb Würtemberg und Töckh gemeltem Hertzog Christoph / und Graf Jergen zu Würtemberg auch beeden Ihrer Liebden Söhnen und männlichen ehlichen Leibs-Erben / nach Inhalt des Cadawischen Vertrags / welchen Ihr. Königl. Majest. hiemit Ihres Theils auch bekräfftigen / und nach folgender Declaration, zu affterlehen. Da entgegen hat sich H. Christoph für sich / S. L. Erben und Nachkommen / gehorsamlich bewilliget / die vätterliche mit Königl. Maj. aufgerichte Verträg / sonderlich gemelten Cadawischen / und darauf erfolgten Wienischen Vertrag / auch anzunehmen / zu ratificiren / zu halten / und daß dieselben in allen noch unvollzogenen Puncten und Articuln / durch S. L. ihres Theils in 6. Monaten den nechsten nach dato, gewißlich und ungeweigert vollzogen / auch S. L. mit dero Landschafft der Ratification und Assecuration halben / Inhalt angeregten Wienischen Vertrags / handeln soll. Hertzog Christoph soll und will auch inner Jahrs-Frist von der Röm. Königl. Majest. regierenden Ertz-Hertzog zu Oesterreich / das bemelte Fürstenthum eigener Person / wie sich gebühret / Inhalt allhie verglichenen und von uns auch beeden Theilen unterschriebenen Copien der neuen Investitur und Eyds / empfahen und Lehens-Pflicht thun.

III. Ferner hat die Königl. Majestät aus sondern Gnaden auch zu mehrer Erläutterung des Cadawischen Vertrags gnädigst bewilliget / daß solche Affter-Lehnung dahin declarirt und eingezogen / daß die allein auf künfftige expectanz und Anfahl / nach absterben Hertzog Christoph und Graf Georgen zu Würtemberg manlichen Namens und Stammens in absteigender Linie verstanden werden / und daß gemelter Hertzog Christoph / und sein mannlich Lehens-Erben / Hertzog zu Würtemberg dem Ertz-Hertzogen zu Oesterreich / als Ihren Affter-Lehens-Herrn kein untrew oder Infidelität beweisen / und sich wieder dieselben weder in heimbliche noch öffentliche Kriegs-Handlung oder Rüstung / wissentlich oder fürsetzlich nicht begeben / darzu weder rathen noch helffen. Aber sonsten zu keinen Servituten oder Dienstbarkeiten / sondern allein dem Heil. Reich / wie andere Chur- und Fürsten / nach Inhalt des Cadawischen Vertrags / verbunden und verpflicht seyn sollen: Wiewol nun die Kön. Maj. zur Vergnügung und Ergötzung ihrer Maj. begebenen Rechtfertigung / und Kayserl. Maj. Erkäntniß / ein mercklich Summa Gelts / darzu des Landes ein Theil / und das Schloß Hohentwiel / mit aller seiner ein- und Zugehörung / gefordert / so haben wir doch durch fleißig embsig anhalten / den begehrten Theil des Landes und Hohentwiel gantz und gar ab / und die Summa Gelts uf 250000. fl. in Müntz / guter Landswehrung getheiget / und sie die Partheyen derselben bezahlung halben bestermaßen verglichen / daß Hertzog Christoph alsbald nach Auffrichtung und Besieglung des Vertrags in 3. Monathen 100000. fl. / und von derselben Zeit an über ein Jahr abermahl 75000. fl. von dannen über ein Jahr abermahl 75000. fl. gegen gebührlicher gewöhnlicher Quittung gen Ulm gewißlich erlegen soll.

IV. Und nachdem von Hertzog Christoph begehrt worden / nach Abgang des mannlichen Stammens die Fräul. von Würtemberg jedes mit 100000. fl. auszusteuren / welche Summa die Kön. Majestät also ohne unterschied zu hoch gestellt sein geacht / und vermeint daß dieselben Ihrem Fürstlichen Herkommen gemäß / nach Anzahl der Fräulein / und sonst nach billigen dingen gemeßiget sollen werden: oder aber / daß es diß Puncten halben / bey der Erection des Fürstenthums / darinnen maß gegeben / wie es dißfalls zu halten / bleiben solle / haben wir doch diß Articuls halben solche vergleichung und bewilligung bey beiden Theilen erlangt / daß uf den Fall Abgang mannlich Stammens und

Nahmens

ANNO 1552.

Nahmens von Württemberg / den verlassenen / ehlichen unausgesteuerten und unberathenen Fräwlein von Wurttenberg / ein benant Heurath-Gut und Heimsteuer / von Ertz-Hertzogen von Oesterreich / gegen gebührlicher Quittung und Verzig gegeben werden soll / nämlich da der Fräulein drey oder weniger / Ihr jeden 60000. fl. wo deren aber mehr dann drey / jeden 40000. fl. in Müntz guter Landeswehrung.

V. Es ist noch weiter abgeredt und gethetiget / nemblich nachdem im Land Würtemberg etliche Herrschafften / Stück und Güther liegen / die von der Chron Boheim und dem Hauß Oesterreich von Alters hero zu Lehen gehen / daß Hertzog Christoph oder seine Lehens-Erben / die Bohmischen von Ihro Kön. Majest. als König en Böhmen / und die Oesterreichischen von Ihro Maj. als regierenden Ertz-Hertzog zu Oesterreich / und Ihrer Majest. Erben jetzo und ins künfftig / so offt es zum Fall kombt / insonderheit empfangen / und wie sich nach Herkommen / Ohrten und Aigenschafft derselben Lehen gebürt / und beyde der Cadawische und Wienische Verträg vermögen / damit gehalten werden.

VI. Hergegen hat Hertzog Christoph von Württemberg zugesagt / und bewilliget / sich wider die Käyserl. und Kön. Maj. und das Haus Oesterreich in kein Bündniß mit niemanden einzulassen / sondern im Fall / da durch beyde Maj. wieder ein gemeiner Bund und Verständniß fürgenommen und uffgericht werde / sich sambt und neben andern Churfürsten und Ständt auch gutwillig darein zu begeben / und sonst allerding den ufgerichten Verträgen gemäß gebührlich und unverweißlich zu halten.

VII. Und nachdem sich zwischen der Kön. Maj. als Ertz-Hertzog zue Oesterreich / auch deroselben Verwandten und Hertzogen zu Württemberg sonst auch etliche der Gräntz und anderer Sachen halben / so diese Zeith nit aigentlich specificirt / viel weniger anderer obligender Geschäfft und Verhinderung halben vertragen werden mögen / nachbahrliche Spähn und Irrung erhoben / darauß / wo die nit gebührlich verglichen und erörtert werden solten / etwan nachtheilige Weitterung erfolgen mochten; Hierumb zu erhaltung mehr Ruhe und Einigkeit / auch zu Beforderung guter freundlicher Nachbarschafft / haben beyde Theil unß / in demselben auch gütliche Unterhandlung zu gestatten / gnädig und freundlich bewilliget / dergestalt / daß wir zu ehister Gelegenheit einen Tag fürnemmen / und nach gründlicher Anhörung und Erklärung jedes Recht und Gerechtigkeit / gütlich Handlung pflegen / und die Sachen in der Güte vergleichen / oder doch zum schleinigsten wüllkührlichen rechtlichen Außträg bethatigen sollen.

Alle diese obgeschriebene Artickel / wie die mit ihren Anhängen von Wort zu Wort vermeld sein / hat die Kön. Maj. uff solch unser Handlung und unterthänige Bitt gnädig / auch Hertzog Christoph zue Württemberg freundlich und wohlbedachtlich bewilliget / angenommen / zugesagt / dem allem für sich selbs / Ihre Erben und Nachkommen unverbrüchlich nachzukommen und zu geleben.

Und wir Ferdinandus von GOttes Gnaden / Römischer König tc. Bekennen für unß / unsere Erben und Nachkommen am Hauß Oesterreich / daß dieser Vertrag mit unserer gnädigen Zulassung / Wissen und Willen / durch obgemelte unser Handlung uffgericht und vollzogen ist / welche unsere Bewilligung wir auch hiermit darzu geben: Gereden auch und versprechen bey unseren Königlichen wahren Worten / dem unverbrüchlich nachzukommen und zu geleben. Confirmiren und bestättigen auch hiemit / alles dasjenig was unß darinn zu confirmiren hieoben uffgelegt ist.

Dergleichen bekennen Wir von GOttes Gnaden Christoph Hertzog zu Würtemberg rc. und thuen kund hiermit für unß / alle unsere Erben und Nachkommen / daß wir alle diese obgeschriebene Artickel mit ihren Anhängen bewilligt und angenommen haben: Gereden auch und geloben bey unsern Fürstlichen Treuen und wahren Worten / allen denselben Articulit / wie die oben gesetzt / unverbrüchlich Folg zu thun / confirmiren und bestättigen auch alles das / das uns hie oben zu bekrafftigen und zu bestetigen uffgelegt ist.

Deß zu Uhrkundt und Bekantnuß / auch steter und vester Haltung / haben wir obgenandte Ferdinandus Röm. Hungerischer Boheimischer König rc. für uns / unsere Erben rc. eins rc. Wir Albrecht Hertzog zu Bayern rc. als Underhandler / und Wir Christoph Hertzog zu Würtemberg / für unß und unsere Erben und Nachkommen ander Theils / diesen Vertrag mit aigenen Handen unterschrieben / und unser Insiegel daran gehänckt / der da geben ist zu Passau den 6. des Monats Augusti nach Christi unsers lieben HErren und Seeligmachers Geburt im 1552. Jahr.

FERDINANDUS, Röm. König / rc.
ALLBRECHT, Hertzog in Bayern rc.
CHRISTOPH, Hertzog zu Würtemberg.

XXI.

24. Oct. Vertrags-Articul zwischen Ihro Röm. Kayserl. Maj. Carl den fünfften eines- und Marggraf Albrecht den Jungern zu Brandenburg andern theils / wodurch Kayserl. Majest. diesen wieder zu Gnaden annehmen / die mit Bamberg und Würtzburg gemachte Verträge confirmiren / der Marggraf dahingegen mit seinem Kriegs-Volck derselben zu dienen promittirt. Mit der darüber von Kayserl. Maj. ertheilten Confirmation und Ratification. Geben in der Stadt Dietenhofen den 24. Octobris 1552. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutschen Kriegs. Tom. II. Libr. VI. Cap. II. pag. 1343. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 56. d'où l'on a tiré ces deux Pièces.]

ANNO 1552.

C'est-à-dire,

Articles de l'Accord conclu entre CHARLES V. *Empereur*, & ALBERT *le jeune Marcgrave de Brandebourg, par lequel Sa Majesté Imperiale le reçoit en sa grace, & confirme ses Accords avec* Bamberg & *avec* Wurtzbourg, ALBERT *prometant de son côté qu'il se rendra au Camp de l'Empereur pour le servir avec ses Troupes.* Avec *la Confirmation &* RATIFICATION *de l'Empereur. A Dietenhofen le* 24. *Octobre* 1552.

WIr Carl von Gottes Gnaden Römischer Keyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs in Germanien / zu Hispanien / beyder Sicilien / Jerusalem / Hungarn / Dalmatien / Croatien / rc. König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / rc. Graff zu Habspurg / Flandern und Tyrol / rc. bekennen offentlich mit diesem Brieff / und thun kunde allermänniglich.

Nachdem sich verschiener Zeit der hochgeborn Albrecht Marggraff zu Brandenburg / zu Stettin / Pommern / der Cassuben und Wenden Hertzog / Burggraff zu Nürnberg / und Fürst zu Rügen / unser lieber Oheim und Fürst / sampt etlich andern seine Bundts- und Einigungs-Verwandten / so weit in Kriegs-Rüstung eingelassen / daß wir letzlich uns in etwas Gegen-Rüstung zu schicken / und mit einer ansehnlichen Anzahl Kriegs-Volcks / zu Roß und Fuß / gefast zu machen / wider unsern Willen gedrungen worden / und wir aber zu Verhütung weiters Unrahts / verderbens und verwüstens Landt und Leut / auch Jammer und Noht / so der Krieg auf ihm hat / und mit sich bringt / auch zu Erhaltung Friedens / Ruhe und Einigkeit / im heiligen Reich Teutscher Nation / unserm geliebten Vatterland / die Sach viel lieber in der Güte vertragen / dann mit der Schärffe und Kriegs-Gewalt ausführen wolten.

Derhalben dann der hochgeborn unser Oheim und lieber Getreuer / Ferdinandt / Hertzog zu Alba / Marggraff zu Caria / und Salva terra, unser Hoffmeister / Obrister Feldthauptmann und Ritter unsers Ordens des gülden Flusses / an unser Statt / und in unsern Nahmen / mit gemelten Marggraff Albrechten zu Hinlegung solcher beyderseits fürgenommen Kriegs-Rüstung / auf etlich Weg und Mittel gehandelt / und sich dessen mit ihme / auf unser gnedige Bewilligung / Ratification, Approbation verglichen / Inhalt derhalben zwischen ihnen abgeredter und aufgerichter Vertrags-Articul, so von Worten zu Worten folgendt / und also lautende:

I. Die Röm. Kayserl. Maiestät unser allergnädigster Herr / wollen Marggraff Albrechten von Brandenburg sampt seiner Lieb und andern Fürsten / Graffen / und allen andern von Personen zu Personen / niemandt hierinnen nicht ausgenommen / frey und wiederumb zu allen Gnaden auf- und annehmen / auch dieselben alle und jede / zu ihren liegenden Haab und Gütern / so sie von Anfang dieses Kriegs gehabt / und sonst zu ihrer fahrenden Haab kommen lassen / auch sie in Krafft dis Vertrags hiemit restituirn / und männiglichen bey ihrer Keyserl. Maj. Peen / schweren Straff und Ungnad / an solcher Restitution unverhindert zu lassen / mandirt und gebotten haben.

II. Zum andern / so sollen alle und jede / bis auf dato verlauffene Kriegs-Sachen / so sein Lieb oder die ihrigen begangen / gegen allermanniglich / frey gantz und gar aufgehaben / und ihr Lieb / und alle andere ihr Lieb Fürsten / Graffen und sonsten ingemein und besonder / alle andere Personen / niemandt ausgenommen / weder inner noch ausserhalb Rechtens / gar kein Rede noch Antwort mit nichten zu geben schuldig seyn / dann ihr Majestät dieselben alle und jede aufheben und desertiren / annulliren / aus Kayserlicher Macht und Vollkommenheit.

III. Zum dritten so wollen ihr Keyserl. Maj. was sich die zween Bischoffe / Bamberg / Würtzburg und Capittels sampt oder sonders gegen seiner Lieb verbrieft / oder obligirt / daß dieselben Brieff oder Contract vollkommen bey ihren Würden und Kräfften bleiben.

IV. Dargegen soll und will Marggraff Albrecht von Brandenburg / rc. Ihr Röm. Keyserl. Maj. wiederumb geloben und schweren /

ANNO 1552.

schweren/ ihrer Keyserl. Maj. wider all ihrer Majest. Feind/ hochst Vermögens zu dienen/ auch gleichfals ihr lieb Kriegs-Volck/ Reutter und Knecht/ und so baldt dieselben geschworen/ wohin dann ihr Keyserl. Maj. sie ordnen würde/ zu ihrer Keyserl. Maj. Nutz und Wolfahrt zu ziehen/ so wollen ihr Keys. Maj./so balde sein Lieb und derselben Kriegs-Volck geschworen/ einen gantzen Solde/auf Reutter und Knecht/zu seiner Lieb handen erlegen und bezahlen/ da aber Ihr. Majestät das Gelde auf der Post/ zu Bezahlung des Monats Besoldung/ so bald nicht erlegen möchte / so wollen Ihr. Keyserl. Majestät seiner Lieb zu völligem benügen Caution thun/ mit gnugsamer Verpfändung/ bis daß Ihr. Keyserl. Majestät die Bezahlung wie oblaut/ erlegt/ und soll mitler weil/ seiner Lieb Kriegs-Volck der Keyserl. Maj. zu Dienst selbst zufrieden halten/ damit bey dem Kriegs-Volck kein Mangel erscheine.

V. Und soll fortan hin sein Lieb und derselben Kriegs-Volck in der Röm. Keyserl. Majestät Diensten/ wie zuvor/ unterhalten/ auch in Abzug/ wie ander irer Majest. Kriegs-Volck/ gehalten werden.

VI. Da auch die Römische Keyserl. Majestät ihr Lieb ander Kriegs-Volck/ so sie noch in ihrer Lieb Fürstenthumb/ oder in andern Orten haben/behüfften/ so sollen sein Lieb ihrer Keyserl. Majestät dieselben zu gutem zukommen lassen /wolten Ihr. Majestät aber dasselbig nicht gebrauchen/ so soll Marggraff Albrecht daßelb von Stund an urlauben/ und bey demselben vermelden lassen/ daß sie in allweg wider die Keys. Maj. nicht dienen sollen/ als hoch ihr Lieb ihnen zu gebieten hat.

VII. Uber das/ nachdem Marggraff Albrecht/ seiner Lieb Kriegs-Volck/ biß in fünffmahl-hundert-tausent Cronen ungefährlich auf ultimo Octobris nechstkünfftig/schuldig/so wollen ihr Römische Kayserl. Maj. seiner Lieb allergnedigst zu lassen/ daß sie bey dem König von Franckreich/ oder auf Gütern der Cron-Franckreich (und nit der Kayserlichen Majestät) zugehörig/derselben Reichen/ Landt oder Leut/ so der König jetzt in Gewalt und Händen/ mit Einnehmung der Güter oder Brandschatzung derselben mögen handeln/ bis so lang sein Lieb der obgemeldten fünffmahl-hundert-tausent Cronen bezahlt ist/ was aber sein lieb/ nach erlangter Summa erobert/das alles soll Ihr Keyserl. Majestät zu gutem kommen/ darvon auch seiner Lieb Kriegs-Volck desto stattlicher unterhalten werde.

VIII. Zum jüngsten und letzten / so wollen Ihr. Keyserl. Majestät Graff Ludwigen den Jüngern/ und Graff Ludwig den Eltern von Oettingen/ wiederumb zu allen Gnaden auf-und annehmen/ sie auch in ihr Keyserl. Maj. und des heiligen Reichs-Schutz und Schirm auff-und angenommen haben/ doch/daß sich dieselben/ in den nechsten zweyen Monaten nach dato eygner Person/ oder durch vollkommen Gewalt/ bey ihrer Majestät unterthänigst erzeigen/ gleichfalls soll es auch mit Graff Albrechten und Graff Oldrichen von Mansfeld/wie mit dem Graffen von Oettingen gehalten werden. Das alles und jedes sollen von irer Keys. Maj. und Marggraffen von Brandenburg/ꝛc. zween gleichlautende Vertrags-Brieff in bester Form unter ihrer Majestät und Lieb Sigel/ und unterschrieben eygen handen/ verfertigt und bekräfftigt werden.

JUEL DUCA DE ALVA,

Wilhelm von Stein Sst.

SYLVESTER RAIT manu propria Sst.

DAß wir demnach solche Articul und aufgerichten Vertrag in allen und jeden seinen Articuln, Inhaltungen/ Meynungen/ und Begreiffungen/ in allermassen wie die lauten/ stehen und begriffen seyn/ also angenommen und bewilligt haben/ und thun das alles hiemit wissentlich in Krafft dis Brieffs / gereden und versprechen auch hiemit/ bey unsern Keys. Würden und wahren Worten/ solche obbestimbte Articul des Vertrags/ alle und einen jeden insonderheit/ so viel uns dieselben belangen oder berühren/ stät/ fest/ und unverbrüchlich zu halten und zu vollziehen. Darwider für uns selbst nichts zu handeln/ fürzunehmen/ oder zu thun/ noch jemandes andern an unser statt/ oder von unsern wegen zu thun gestatten/ in kein Weiß noch Weg/ wie das Menschen Sinn immer erdencken möcht/ treulich ohn Gefährde/ und arge List/ mit Urkundt dis Brieffs besiegelt/ mit unserm Keyserlichen anhangenden Insigel.

Geben in unser Stadt Dietenhoffen /am vier und zwantzigsten Tag des Monats Octobris nach Christi unsers lieben Herrn Geburt/fünffzehenhundert und im zwey und fünfftzigsten/ unsers Keyserthumbs im drey und dreyßigsten/und unserer Reiche im sieben und dreyßigsten Jahren.

CAROLUS.

Vt. A. PERENNOT.

Vt. SELD.

Ad Mandatum Cæsareæ & Catholicæ Majestatis proprium.

Haller Sst.

ANNO 1552.

XXII.

10. Nov.

Metzischer Haubt-Vertrag zwischen Ihro Kayserl. Majest. Carl den Fünfften eines- und Marggraf Albrecht dem Jüngern zu Brandenburg andern Theils/ wodurch die zwischen Ihnen aufgerichtete von Kayserl. Majest. zu Dietenhofen den 24. Octobr. 1552. ratificirte Vertrags-Articul von neuem confirmirt/ weiters erkläret / und der Marggraf zu Kayserl. Hulden auf-und angenommen wird. Im Kayserl. Feldläger vor Metz den 10. Novembr. 1552. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutschen Kriegs Tom. II. Libr. VI. Cap. II. pag. 1343. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. vierdter Abtheilung dritter Absatz. pag. 58. d'où l'on a tiré cette Piece.]

C'est-à-dire,

Traité de Mets entre CHARLES V. *Empereur, &* ALBERT le jeune, *Marcgrave de Brandebourg, par lequel l'Accord du 24. Octobre est de nouveau confirmé, &* ALBERT *reçu dans la grace de l'Empereur. Fait au Camp devant Metz le* 10. *Novembre* 1552.

WIr Carl der Fünffte von GOttes Gnaden Römischer Kayser zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ König in Germanien/ zu Castilien/ Arragon/ Leon/ beyder Sicilien/ Jerusalem/ Hungarn/ Dalmatien/ Croatien/ Nova Terra, Granaten/ Tholeten/ Valentz/ Gallicien Majorica/ Hispalis/ Sardinien/ Corduba/ Corsica/ Murtien/ Giennis/ Algarbien/ Algezirn/ Gibraltar/ der Canarischen und Indianischen Insulen/ und der Terræ Firmæ des Oceanischen Meers ꝛc. Ertz-Hertzog zu Oesterreich/ Hertzog zu Burgundi/ zu Lotrick/ zu Brabandt/ zu Steir/ zu Kernten/ Crain/ zu Limburg/ zu Lützenburg/ zu Geldern/ zu Calabrien/ zu Athen/ zu Neopatrien/ und Wirtemberg/ ꝛc. Graffe zu Habspurg/ zu Flandern/ zu Tyrol/ zu Görtz/ zu Pareman/ zu Arthois/ zu Burgunde/ Pfaltz-Graffe/ zu Hennigau/ zu Hollandt/ zu Seelandt/ zu Pfürt/ zu Chiburg/ zu Namur/ Roßillion/ zu Cerithania und Zutpfen/ Landgraff zu Elsaß/ Marggraff zu Burgau/ zu Oristenty/ zu Gorientz/ und des heiligen Römischen Reichs-Fürst zu Schwaben/ Cathalonia/ Asturia ꝛc. Herr in Frießland/ auff der Windischen Marck/ zu Portenau/ zu Bißcaja/ zu Molin/ zu Salins/ zu Tripoli/ und zu Mecheln ꝛc. bekennen offentlich hiemit und thun kundt allermanniglich.

Nachdem verruckter Tagen/ der hochgeborn Albrecht/ Marggraff zu Brandenburg/ zu Stettin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden Hertzog/ Burggraff zu Nürnberg/ und Fürst zu Rügen/ unser lieber Oheim und Fürst/ sambt etlichen andern seinen Einigungs-Verwandten/ so weit in Kriegs-Rüstung eingelassen/ daß wir uns letzlich etwas gegen-Rüstung zu schicken/ und mit einer ansehnlichen Anzahl Kriegs-Volck zu Roß und Fuß gefaßt zu machen/ wieder unsern Willen gedrungen worden.

Und wir aber zu Verhütung weiters unraths/ verderbens und verwüstens Landt und Leut/ auch Jammer und Noth/ so der Krieg auf ihme hat/ und mit sich bringt/ auch zu Erhaltung/ Friedens/ Ruhe und Einigkeit im heyl. Reich teutscher Nation/ unserm geliebten Vatterlande/ die Sach viel lieber in der güte vertragen/ dann mit der Schärffe und Krieges-Gewalt/ außführen wolten/ und ermelter Marggraff zu allem/ unser Gnad und Huld wieder zu erwerben auch geneigt und begierig gewesen/ derhalben dann der hochgebohren unser Oheim und lieber getreuer Ferdinandt/ Hertzog zu Alba/ Marggraff zu Caria/ und Salva Terra, unser Hoffmeister/ Obrister Feldhauptmann und Ritter unsers Ordens deß Gülden Vellies/ an unser statt/ und in unserm Nahmen mit gemelten Marggraff Albrecht/ zu Hinlegung solcher beyderseits fürgenommen Kriegs-Rüstung/ auf etlich Weg und Mittel gehandelt/ und sich dessen mit Ihnen auf unser gnedige Bewilligung/ Ratification, und Approbation verglichen/ Inhalt derhalben zwischen Ihnen abgeredter und aufgerichter Vertrags-Articul/ die wir auch ratificirt haben. Und dieweil aber in gemeldten Capitulationibus insonderheit begriffen/ daß über solche Capitulationes, sondere nothwendige zween gleichlautende Vertrags-Brieffe/ in bester Form / unter unserm und seiner Lieb Siegeln/ verfertigt werden sollen.

Darauff haben wir berührten Marggraffen Albrechten von Brandenburg/ ꝛc. und mit Ihme alle andere Fürsten/ Graffen/ und sonst auch alle andre/ als Obriste Feld-Marschalck/ Rittmeister/ Haupt-und Befehls-Leut/ von Personen zu Personen/

Noch

Anno 1552.

Hoch oder niedrigs Stands/ niemandt hierinen außgenommen/ so ihr Lieb zuständig/ und derselben gedient/ so uns biß auff dato zu wider gewesen/ oder gehandelt haben/ wiederum zu allen Gnaden/ auff- und angenommen und nehmen sie hiemit in Krafft dis Brieffs auff/ setzen sie auch in alle und jede liegende Güther so sie vor Anfang dis Kriegs gehabt/ und sonst in alle und jede fahrende Haab wiederumb ein/ und heben hiemit auch alle und jede Arrestationes, so ihrer einen oder mehr auff derselben Haab und Güther gethan worden weren/ gantz und gar auf. Wir wollen auch/ daß sie allermänniglich an solcher Restitution ihrer Güther/ und sonst biß auf dato verlauffner Kriegs-Sachen halben/ gantz unverhindert/ und unturbirt lasse/ hiemit allermänniglich mandirt und gebothen haben.

Zum andern/ so heben wir auß Käyserl. Macht und Vollkommenheit/ alle und jede Sprüch und Forderungen verlauffens Kriegs/ und zugeführter Schaden halben/ hiermit gäntzlich und gar/ gegen allermänniglich auff/ also daß sein Lieb/ auch die andern Fürsten/ Graffen/ und alle Obersten Befehls-Leut/ und alle andre Personen/ niemand hierinnen außgenommen/ so bey seiner Lieb in dieser Kriegs-Expedition gewesen/ niemandt im heiligen Römischen Reich/ noch sonst allermänniglich/ weder innen noch außer Rechtens/ kein Rede noch Antwort gar mit nichten zugeben schuldig seyn sollen/ annulliren und vernichtigen auch alle und jede darwieder oder derhalben angefangene/ oder künfftige Proceß/ bey Vermeydung unser und unserer Nachkommen schweren Poen und Straff.

Zum dritten so wollen wir aus genung beweglichen Uhrsachen/ was sich die Bischoff/ als nehmlich Melchior Bischoff zu Würtzburg/ unser Fürst und lieber andächtiger/ und dann Weygandt Bischoff zu Bamberg/ und derselben Capitel gegen seiner Lieb/ sambt oder sonders verbriefft und verschrieben/ daß dieselben Verschreibung und Contract vollkommen/ gantz und gar ohn alle Ein- und Wider-Rede gehalten und vollzogen werden sollen/ die wir auch also seiner Lieb hiermit confirmiren/ und ob ichtes darwieder gehandelt worden/ in was Weg es wäre/ auffheben und vernichtigen/ und sein Lieb hiemit auß Käyserlicher Macht und Vollkommenheit restituiren; dargegen haben seine Liebde/ sambt derselbigen Kriegs-Volck/ uns wiederumb geschworen/ wieder alle unsere Feinde höchsts vermögens/ und sonst an allen Orten/ außgenommen in Hungarn/ zu dienen/ auch sich fortanhin in unser/ und deß heiligen Reichs Gehorsam halten/ und beweisen sollen und wollen. Gebiethen wir hierauff allen und jeden Churfürsten/ Fürsten/ Graffen und sonst allen andern Ständten und Städten/ Geistlichs oder Weltlichs Stands/ gantz niemandt außgenommen/ diesem unserm Käyserlichen Vertrag/ weder mit Worten noch Wercken/ inner noch außer Rechtens nichts zuwieder zu handeln/ alles/ bey unser schweren Poen und Straff. Wir sollen und wollen auch Ihm Marggraff Albrechten/ und die seinen/ alle und jede/ fürnehmlich bey dieser unser Begnadigung und Vertrags-Handlung/ da sie sich fortanhin in unser und des heil. Reichs Gehorsam erzeigen und halten/ gnädig schützen/ schirmen undt handthaben/ und thun das hiermit wissentlich und in Krafft dieses Brieffes. Wir geloben und versprechen auch hiermit bey unserm Käyserl. Würden und wahren Worten/ alles und jedes in diesem Vertrag begriffen/ so viel uns belangen thut/ vest und unverbrechlichen zu halten.

Und wir Albrecht der Jünger/ von GOttes Gnaden Marggraff zu Brandenburg/ zu Stettin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden/ Hertzog/ Burggraff zu Nürnberg/ und Fürst zu Rügen/ rc. Bekennen in diesem Brieff wissendlich/ daß wir solche der Römischen Käyserlichen Maj. Begnadigung allerunterthänigst und zu Danck angenommen/ wir geloben und versprechen auch alles und jedes/ so der Röm. Käyserl. Maj. Ratification, und darein verleibte Capitulationes, darüber aufgerichte Declaration, auch diese Haupt-Verschreibung in sich haltend/ und mit sich bringend/ bey unsern wahren Fürstl. Ehren trauen und Glauben/ gantz und gar zugeleben und nachzukommen/ darwieder nit zu handeln/ und zu thun/ weder durch uns oder andere Weise oder Wege/ wie das Menschen sinne immer erdencken mag/ treulich und ohne Gefehrde/ mit Uhrkund diß Brieffs versiegelt/ mit unsern Käyserlichen und unserm Marggraff Albrechten zu Brandenburg angehangten Insiegel.

Geben in unserm Feldläger vor Metz den zehenden Tag deß Monats Novembris nach Christi Geburth tausend Fünffhundert und im zwey und fünfftzigsten/ unsers Käyserthums im drey und dreyßigsten/ und unserer Reiche im sieben und dreyßigsten Jahren.

CAROLUS.

M. A. Z. B. Sst.

Vt. A. PERENNOT.

Ad Mandatum Cæsareæ & Catholicæ Majestatis proprium.

Haller Sst.

XXIII.

Anno 1552. 1553. 20. Janv.

LA FRANCE ET LES VILLES ANSEATIQUES.

Privilége accordé par HENRI II. *Roi de France aux* VILLES ANSEATIQUES, *le* 20. *Janvier* 1552. [FREDERIC LEONARD, Tom. III. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. VII. pag. 993. col. 1. en Allemand.]

HENRY, par la grace de Dieu Roy de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme par le Traité de Paix & Alliance entre feu nos Predecesseurs Roys, que Dieu absolve, & nos tres-chers grands Amis & Confederez les Proconsuls & Senateurs, Marchands, Anciens, Aldermans, Manans & Habitans des Villes & Citez de la Nation de la Hanse Teutonique, dits Osterlins, par lequel entr'autre chose a esté défendu tres-expressement à tous nos Sujets d'enfraindre lad. Paix & Amitié, ne faire ou donner ausdits de la Hanse Teutonique aucun détourbier ou empeschement par Mer ou par Terre, & encore que feu nostre tres-honoré Seigneur & Pere leur ait octroyé Lettres de confirmation de ladite Amitié, Alliance & Confederation qui est entre nostre Royaume & ceux Osterlins, en quoy Nous entendons qu'ils soient entretenus, gratifiez, receus & favorisez en nostre Royaume, ainsi qu'ils ont esté du temps de nosd. Predecesseurs. Neanmoins dautant que nous avons esté avertis par aucuns des Sieurs & Republique de ladite Ligue, que aucuns de nos Sujets se sont puis aucun temps efforcez de courir sus ausdits de la Hanse Teutonique, à quoy nous voulons bien pourvoir. Sçavoir faisons, que nous desirons singulierement l'entretenement de ladite Alliance, Paix & Confederation; & suivant la bonne & louable coutume de nosdits Predecesseurs, pourvoir aux choses par lesquelles ladite Alliance pourroit estre aucunement alterée. Pour ces causes, & autres bonnes, grandes & raisonnables considerations à ce nous mouvans, avons par l'avis & deliberation des Princes de nostre Sang, Gens de nostre Conseil privé, confirmé & ratifié, confirmons & ratifions par ces presentes ladite Amitié & Confederation, ou tous les Privileges par nos Predecesseurs donnez & octroyez à ceux de ladite Hanse, & leurs Sujets. Voulons & nous plaist, qu'ils en joüissent pleinement & paisiblement, & que selon la teneur d'iceux, ou Traitez de Paix par nos Predecesseurs à eux octroyez, ils puissent venir & frequenter seurement & sauvement en nostredit Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de nostre obeïssance, par Terre & par Mer, & ramener Marchandises non prohibées ny défenduës, en payant & acquitant les Droits & devoirs pour ce deus, où & ainsi qu'il appartiendra, & trafiquer avec nosdits Sujets ainsi qu'ils ont cy-devant accoutumé, en deffendant & prohibant à tous nos Sujets de quelque estat ou condition qu'ils soient, ne donner ny souffrir estre fait, mis ou donné aucun arrest, détourbier ou empeschement ausdits de la Hanse ou leurs Sujets, ny entreprendre aucune chose prejudiciable à ladite Amitié & Confederation d'icelle: Si donnons en mandement par ces Presentes, a nos amez & feaux, les Gens de nostre Cour de Parlement, & autres nos Cours Souveraines; & à tous autres nos Lieutenans, Mareschaux, Admiraux, Vice-Admiraux, Baillifs, Seneschaux, Prevosts, & à tous nos Justiciers ou leurs Lieutenans, presens & avenir, & à chacun d'eux, que le contenu en ces Presentes, ensemble le Traité de Paix, Privileges, & cette presente Confirmation, ils entretiennent, gardent & observent, & fassent entretenir, garder & observer de point en point selon sa forme & teneur, & le publient & fassent publier par tous les Havres de nostredit Royaume, & autres lieux où il appartiendra, & à y obtemperer & obeïr, contraignant & faisant contraindre Royaument & de fait tous ceux qu'il appartiendra, en procedant contre ceux qui feront le contraire de ces Presentes, & dudit Traité de Paix, tout ainsi qu'il est accoûtumé faire contre les infracteurs d'Ordonnances & d'Edits, nonobstant doleances, Clameur de Haro, oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre differé: Et pour ce que de ces Presentes l'on pourra avoir à besoigner en divers lieux, Nous voulons qu'au *Vidimus* d'icelles fait sous Seel Royal, foy soit ajoûtée comme au present Original: En témoin de ce Nous avons fait mettre nostre Seel

ANNO 1552. — 1553. à cesdites Presentes. Donné à Paris le vingtiéme jour de Janvier, l'an de grace mil cinq cens cinquante-deux, & de nostre Regne le sixiéme. Ainsi signé sur le reply, par le Roy en son Conseil, DE LAUBESPINE.

Registrata audito Procuratore Generali Regis, idque sentiente pro utendo per supplicantes dictis Privilegiis in sequendo verificationem similis Confirmationis factam in Curia vigesima septima Julii, anno millesimo quingentesimo quadragesimo secundo. Parisiis in Parlamento, sexta die Februarii, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo secundo. Sic signatum, DU TILLET. Collation est faite à l'Original. *Ainsi signé*, DU TILLET. *Et au bas est écrit.* Extrait des Registres des Ordonnances Royaux enregistrées en la Cour de Parlement. *Signé*, DU TILLET, un paraphe. *Et au bas est écrit.* Collationné, fait au Greffe de l'Admirauté de France en la Table de Marbre du Palais à Rouën, sur ledit Extrait estant en parchemin à la requeste de Maistre Nicolas du Quesney, Procureur de Joachim Lucas, Marchand Osterlin de la Hanse Teutonique, de la Ville de Lubec de ladite Hanse Teutonique present; les Extraits estant de present és mains dudit du Quesney, pour luy valoir & servir ainsi qu'il appartiendra. Le Samedy vingt-uniéme jour d'Octobre, l'an 1564. *Signé*, VAULTIER.

L'an mil cinq cens soixante-cinq, le Samedy treiziéme jour d'Octobre, à la Requeste de Jean Ludinghusen, Marchand Osterlin de la Hanse Teutonique, par les Notaires du Roy nostre Sire au Chastelet de Paris soussignez, collationné de ce present Notaire, a esté porté à un autre Notaire d'icelle écrit en parchemin, pour servir audit Ludinghusen ce que de raison. *Signé*, N. HENRY, & LE GRAND.

XXIV.

1553. 11. Sept. Vertrag zwischen Churfürst AUGUSTO zu Sachsen an einem und Marggraff ALBRECHT dem Jüngern zu Brandenburg am andern theil, wodurch beyde theile von allen ferneren feindseeligkeiten abzustehen und in gutem vertrauen mit einander zu leben versprechen. Braunschweig, Montags nach Nativitatis Mariæ 1553. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutschen Kriegs. Tom. II. Libr. VI. Cap. XIV. pag. 1428. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz II. pag. 67. d'où l'on a tiré cette Piece.]

C'est-à-dire,

Traité d'accommodement entre AUGUSTE *Electeur de Saxe,* & ALBERT *Marcgrave de Brandebourg, par lequel ils se promettent reciproquement de faire cesser entr'eux les hostilités, & de vivre desormais en bonne intelligence. A Brunswick le Lundi après la Nativité de la Vierge 1553.*

VOn GOttes Gnaden Wir Christian / zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen König / Hertzog zu Schleßwig / Holstein / Stormarn und der Ditmarschen / Graff zu Oldenburg und Delmenhorst / und von desselbigen Gnaden / Wir Joachim / Marggraff zu Brandenburg / des H. Röm. Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürst / zu Stettin / Pommern / der Cassuben und Wenden / und in Schlesien zu Crossen Hertzog / Burggraff zu Nürnberg / und Fürst zu Rugen / bekennen hiermit und thun kund gegen allermänniglich / Nachdem zwischen weyland dem Hochgebohrnen Fürsten / Herrn Moritzen / Hertzogen zu Sachsen und Churfürsten / rc. Unserm freundlichen lieben Oheim / Schwager und Brudern / milder Gedächtnüß / und dem auch Hochgebohrnen Fürsten / unserm freundlichen lieben Vettern und Gevattern / Herrn Albrechten dem Jüngern / Marggraffen zu Brandenburg / in Preussen / zu Stettin / Pommern / der Cassuben / Wenden und in Schlesien zu Oppeln und Ratiborn Hertzogen / rc. Burggraffen zu Nürnberg und Fürsten zu Rügen / rc. ein Miß-Verstand eingefallen / und daraus zwischen beyden ihren Liebden ein unfreundlicher will entstanden / die Sachen auch so weit gerathen / daß über die Zuversicht ein Feldschlacht erfolget / in welcher gedachter Churfürst einen Schuß empfangen / daran S. Liebden hernacher seliglichen verstorben / der Seelen Gott der Allmächtige wolte gnädig und barmhertzig seyn / und nun der Hochgebohrne Fürst / Herr Augustus / Hertzog zu Sachsen / rc. des H. Röm. Reichs Ertz-Marschall und Churfürst / Landgraff in Thüringen und Marggraff zu Meissen / unser freundlicher lieber Sohn / Oheim / Schwager und Bruder / solchen Sr. L. freundlichen lieben Bruders Todesfall hoch zu Gemüth gezogen / und hinwieder mit der That verfolgen wollen / darneben auch allerhand Reden gangen / als soll Marggraff Albrecht / des gedachten Churfürsten Landschafft / die wider Sr. Liebden gezogen / hoch beschwert seyn / und derhalben Sr. L. erlittenen Schadens Ergetzung / in gedachtes Hertzogen Augusti Landen suchen wollen / daraus dann noch weiter Krieg und anderer Schaden und Unheyl zwischen beyden Ihre Liebden erfolgen / und dardurch der gemeine Frieden im heiligen Reich Teutscher Nation / noch ferner und mehr / dann leider! allbereit geschehen / beraubt werden mögen. Daß wir aus sonderlicher freundlicher guter Neigung / so wir zu Ruhe und Frieden / auch zu beyden Ihren Liebden / als unsern freundlichen lieben Sohn / Oheim / Schwager und Bruder / Vettern und Gevattern tragen / auch zu Verhütung obgedachtes Unraths und guter Zubereitung / zu Wiederaufrichtung eines gemeinen Friedens im H. Reich / zwischen beyden Ihren Liebden freundlichen vermachet / daß sie gemeinen Frieden zum besten / und damit das heilige Reich der Teutschen Nation / unser geliebtes Vaterlandes / durch solche Partheyligkeiten und innerliche Krieg / nicht gäntzlichen möchten erschöpfft / und an allen seines besten Vermögen / an Leuten und Geld also geschwächt würde / daß der Erbfeind des Christlichen Nahmens / der Türck / sein Tyrannisch / unchristlich Fürnehmen / wider das Christlich Blut endlich in das Werck zu setzen / und die werthe Teutsche Nation unter sein Viehisch Servitut und Joch zu bringen / umb so viel desto mehr Ursach und Bequemigkeit erlangen und haben möcht / auch uns und andern mehr Fürsten / die beyde Ihren Liebden zum Frieden gleichfals ermahnet / zu freundlichem Gefallen / sich freundlichen erkläret und bewilligt; Daß unser freundlicher lieber Vetter und Gevatter / Marggraff Albrecht zu Brandenburg / Sr. Liebden Verwandten / unsern freundlichen lieben Sohn / Oheim / Schwager und Bruder / Hertzog Augusten / Churfürsten zu Sachsen / und seiner Liebden Land / Leut und Schutz-Verwandten / weiter nit bekriegen / überziehen / brandschätzen / noch in ander weg feindlichen angreiffen / oder thätlichen beschweren / sich auch wider dieselbige niemand beypflichtig oder verwandt machen / noch mit Hülff oder Vorschub wollen einlassen. Daß auch gedachter Churfürst zu Sachsen / den Krieg wider Marggraff Albrecht nicht continuiren / sondern von demselbigen gäntzlichen abstehen / sich auch wider seiner Liebden in Gleichnüß niemand beypflichtig machen / noch mit Hülff und Fürschub einlassen wolte.

Und ist darauff ferner gehandelt und abgeredt worden / daß sich des Churfürsten zu Sachsen Schutz-Verwandten auch sollen innerhalb Sechs Wochen erklären / daß sie gegen Marggraff Albrechten sich wiederum friedlich halten / und seiner Liebden Widerwärtigen auch kein Hülff noch Fürschub thun wolten / und da sie solche Erklärung nicht thun / und dem Marggraffen ferner widerwärtig seyn würden / daß alsdann seiner Liebden frey stehen / und der Churfürst zu Sachsen / auf den Fall / ihnen weder Schutz noch Hülff thun soll.

Daß auch die Gefangenen / so in gedachts Churfürsten und Marggraffen Händen von beyden Ihren Liebden in viertzehen Tagen den nechsten / ohne Entgeltnüß / die aber so in Ihre L. Kriegs-Volcks und Diener Pflicht und Verstrickung seynd / einer gegen dem andern / oder nach hergebrachtem Krieges-Gebrauch / ein jeder umb so viel Gelds / als er von seinem Herrn einen Monat zu Besoldung hat / in sechs Wochen frey und ledig gegeben werden.

Und da Marggraff Albrecht mit seiner L. durchzoge des Churfürsten zu Sachsen / oder seiner Liebd. Schutz-Verwandten Land berühren wurde / sollen seiner L. so viel immer müglich / die Versehung thun / daß die Unterthanen unbeschädigt bleiben / und doch hierinnen von keinem Theil Gefahr gesucht werden.

Weil auch der Churfürst von Sachsen ietzo ein stattlich Kriegs-Volck beyeinander / so nun S. L. demselbigen abdancken würden / soll seine Liebden dasselbige des Marggraffen Widerwärtigen nit zufördern / noch derselbigen bestellten Jahr-Dienern gestatten / solch Kriegs-Volck des Marggraffen Widerwärtigen zuzuführen / oder zuzufördern / desgleichen soll sich der Marggraff zu Brandenburg mit seiner Liebden Kriegs-Volck / auch gleicher weiß / wie ietzo gemelt / gegen dem Churfürsten verhalten / und das Kriegs-Volck also beyderseits ohne Gefahr zu vertreten und verlauffen lassen.

Es soll auch die Erb-Einigung zwischen den Churfürsten- und Fürsten-Häusern / Sachsen / Brandenburg und Hessen / zu förderlicher Gelegenheit / der alten Erb-Einigung gemäß / wieder erneuert werden / darann dann der Churfürst von Sachsen an sich kein Mangel soll seyn lassen.

Und soll also hierdurch der Krieg zwischen gedachtem Churfürsten und Marggraff Albrechten an Ihre Ihre L. L. Landen / Leuten und Schutz-Verwandten gäntzlich aufgehoben / vertragen und beygelegt seyn / und von beyden ihren Liebden umb keinerley Ursachen willen / wie sich die möchten zugetragen haben / oder noch zutragen möchten / einige thätliche Handlung fürgenommen werden.

Da auch Ihre Liebden / einer gegen des andern Unterthanen / Diener und Verwandten / dieser Kriegs-Handlung halben / und was daraus erfolge / einigen Groll gefast / der soll durch diesen

ANNO 1553.

ANNO 1553.

Vertrag auch gäntzlichen gefallen/ und dieselbe alle aus Gefahr und Sorg gelassen seyn. Welches auch beyde ihre Liebden also stet/ fest/ und unverbrüchlichen gegen einander zu verhalten/ und darwider keines weges zu thun/ noch den Ihren zu thun gestatten/ und bey ihren Fürstlichen Trewen und guten Glauben verpflicht haben und zugesagt. Alles trewlich und ungefehrlich.

Des zu wahrer Urkund/ haben wir der König zu Dennemarck/ und der Churfürst zu Brandenburg/ als die Händeler/ und Wir der Churfürst zu Sachsen/ und Marggraff Albrecht zu Brandenburg/ als die Part/ diesen Vertrag gezwiefacht/ und mit unser eygenen Händen unterschrieben/ und mit unsern anhangenden Insiegel bekräfftigen lassen. Geschehen zu Braunschweig/ Montags nach Nativitatis Mariæ, nach Christi unsers HErrn Geburt/ im 1553. Jahr.

XXV.

11. Sept. Endlicher Vertrag zwischen Landgraf Philipp von Hessen eines- und Hertzog Heinrich den Jüngern zu Braunschweig andern theils/ auf Unterhandlung erstlich Churfürst Moritzens/ und dann Churfürst Augusti zu Sachssen/ über alle vorgegangene Irrungen. Den 11. Septembr. 1553. [HORTLEDER, von Ursachen des Teutschen Kriegs. Tom. I. Libr. IV. Cap. LV. pag. 1944. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz IV. pag. 75. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Accommodement final entre PHILIPPE I. *Landgrave de Hesse*, & HENRI le jeune *Duc de Brunswich, par l'entremise de* MAURICE & d'AUGUSTE, *successivement Electeurs de Saxe. Le* 11. *Sept.* 1553.

VOn GOttes Gnaden wir Augustus, Hertzog zu Sachsen/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ Land-Graf in Thüringen/ Marggraff zu Meissen/ und Burggraff zu Magdeburg ꝛc. vor uns/ und unsere Erben und Nachkommen/ thun kund und bekennen/ in und mit Krafft dieses offenen Brieffes vor allermänniglich. Nachdem sich verschiener Zeit zwischen dem Hochgebohrnen Fürsten/ unsern freundlichen lieben Oheimen/ Schwägern und Vettern/ Herrn Heinrichen dem Jüngern/ Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg/ und Herrn Philipsen/ Land-Graffen zu Hessen/ Graffen zu Catzenelenbogen/ Dietz/ Ziegenhain/ und Nidda/ ꝛc. etliche Irrungen und Gebrechen erhalten/ darein sich weyland der Hochgebohrne Fürst/ unser freundlicher lieber Bruder/ Herr Moritz/ Hertzog zu Sachsen/ des H. Röm. Reichs Ertz-Marschalck und Churfürst/ Land-Graff in Thüringen/ Marggraff in Meissen/ und Burggraff zu Magdeburg/ seeliger und löblicher Gedächtniß/ mit Ihrer beyder Liebd. Bewilligung/ freundlicher und gütlicher Handlung unterfangen. So haben obgedachte unsere freundliche liebe Ohmen/ Schwägern und Vettern/ Hertzog Heinrichs zu Braunschweig und Land-Graff Philipsen zu Hessen/ uns nach genannts unsers freundlichen lieben Bruders seeligen tödel. Abgang freundlichen berichten lassen/ daß seine Liebd. alle solche zwischen ihnen gewesene Irrungen und Gebrechen mit Ihrer beyder Liebden gutem Wissen und Willen abgehandelt/ auch solches Vertrags schon ein Notul begreiffen haben lassen; weil aber zuvor und ehe dann dieselbe vollenzogen/ oder auch ihren beyderseits Liebd. zu besichtigen überschicket worden/ seine Liebd. nach eroberter Feld-Schlacht wieder Marggraff Albrechten zu Brandenburg folgenden dritten Tages in GOtt seeliglich verschieden/ dero Seele der allmächtig GOtt geruhe gnädig und barmhertzig zu seyn/ so haben Ihre beyderseits Liebden nach solchem seiner Liebden Todesfall bey etlichen hinterlassen Räthen um Uberschickung solcher Notul ansuchen lassen/ und dieselbige nach gehabtem Bedacht mit etlichen gantz geringschätzigen Veränderungen/ beyderseits beliebet und angenommen/ und uns darauf freundlich bitten lassen/ daß wir an statt vielgedachten unsers freundlichen lieben Bruders seeligen dieselbigen in unserm Nahmen und unter unserm Insiegel und Handzeichen vollziehen und folgendes ihren beyderseits Liebden ihres Theils auch zu vollziehen überschicken wolten. Weil wir dann dasjenige/ was zu Fried und Einigkeit dienlich/ so viel an uns ist/ befördern zu helffen geneigt/ auch insonderheit zwischen vielgedachten ihren beyderseyts Liebden solchen Vertrag gerne aufgerichtet sehen/ so haben wir ihren Liebden freundlich hierinnen willfahret/ und ihrer Bitt nach/ solchen Vertrags-Brieff gezwiefacht unterschreiben lassen/ und lautet derselbe von Wort zu Wort also/ wie hernach folget:

Von Gottes Gnaden Wir Moritz/ Hertzog zu Sachsen/ des Heil. Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ Land-Graff in Thüringen/ Marggraffe zu Meissen/ und Burggraff zu Magdeburg/ thun kund und bekennen; Nachdem sich zwischen den Hochgebohrnen Fürsten/ unsern freundlichen lieben Oheimen/ Schwager/ Bruder/ Vettern/ Vatern und Gevattern/ Herrn Heinrichen dem Jüngern/ Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg/ und Herrn Philipsen/ Landgraffen zu Hessen/ Graffen zu Catzenelnbogen/ Dietz/ Ziegenhain/ und Nidda verschiener Zeit allerley Miß-verstandt/ Unwille und Irrungen zugetragen/ die auch so weit gereicht/ daß ihre Liebden gegen einander mit unfreundlichen und verdrießlichen Schrifften und Gegenschrifften/ und offentlichen Druck eingelassen/ und endlich gegen einander in Kriegs-Rüstung begeben/ ins Feld gerückt/ und feindlich gegen einander gehandelt/ also daß unser Vetter/ Vater und Gevatter/ der Landgraff/ mit seiner Liebden Helffern/ obgenandten unsers Oheims/ Schwagers und Bruders/ Hertzog Heinrichs Land eingenommen/ und eine Zeitlang innen gehabt/ und über etliche Jahr hernach seiner Liebden selbst Person/ samt derselben Sohn/ unsern auch freundlichen lieben Oheimen Hertzog Carln Victor, eine Zeitlang in Verwahrung und Custodien/ zu Cassel und Ziegenhain gehabt und gehalten/ bis so lange durch die Römische Kayserliche Majestät/ unsern allergnädigsten Herrn/ in der Capitulation, so zwischen Ihrer Majestät/ und obgenannten unsern Vattern und Vettern/ dem Landgraffen/ zu Halle/ im sieben und viertzigsten Jahre ufgericht verordnet worden/ welcher gestalt der Landgraff/ Hertzog Heinrichen/ und seiner Liebden Sohn/ Hertzog Carln Victorn, ledig geben/ seiner Liebde Ihr Land restituiren/ und sich mit demselbigen der Schaden und Interesse halben vertragen und vergleichen. Ob dann wohl beyde Ihre Lbd. sich damahls berührter Sachen und Schäden halber mit einander verglichen und vertragen/ dergestalt und also/ daß beyde Ihre Liebd. vor sich und ihre Erben allen Wiederwillen/ der seither hin und wieder ergangenen Schrifften und Gegenschrifften/ Druck/ Kriegs-Ubung/ Bestrickung und Custodien halber gegeneinander gefast/ auch alle und jede Zusprüche und Forderungen/ so ein Theil derowegen gegen den andern gehabt/ oder haben hätte mögen/ desgleichen auch unser Oheim/ Hertzog Heinrich/ und seiner Liebden Sohn/ Hertzog Philips/ die Rechtfertigung/ welche ihre Liebde an dem Kayserlichen Cammergericht oder sonsten wider unsern Vettern den Landgraffen fürgenommen/ aus freundlichem und Christlichen Willen allenthalben in Vergeß gestellet und fallen lassen/ auch bewilliget und zugesaget haben/ solches alles und was sonsten weiter in der gantzen Sache und Handlung sich zugetragen/ es sey mit Schrifften/ druckten Worten/ Kriegs-Ubung/ Innhabung des Landes und Custodien/ oder in andere Wege/ gegen einander/ und ein jeder gegen des andern Räthen/ Dienern/ Lehn-Leuten/ und Underthanen/ in Unfreundschafft/ Ungunsten und Ungnaden nicht zu anden/ noch zu effern/ sondern vielmehr einander hinführo freundlich und treulich meynen/ und allen freundlichen Willen erzeigen sollen und wollen. So viel aber die Schaden und Interesse, welche Hertzog Heinrich anzeigt/ anbetriffe/ wiewohl es an dem/ daß seine Liebden ihrer Landen Einkommens und Nutzens eine Zeitlang entrathen/ und sonst im Kriege allerley Schaden empfangen; so hat doch seine Liebde uns und unsern Vattern und Vettern dem Land-Graffen zu freundlichem Gefallen/ und in Erwegung der Schaden und Beschwerung/ so unser Vatter und Vetter/ der Landgraff folgends selbst auch erlitten/ auch in Zuversicht/ daß der Landgraff und seine Söhne/ seiner Liebden und derselben Söhnen/ mit der Zeit wohl in mehrern dienen mögen/ billigt/ solche Schaden in freundlich Vergeß zu stellen und fallen zu lassen/ welches denn der Landgraff zu freundlichem Danck angenommen/ und zu würcklicher Erzeigung seines danckbaren Gemüths bewilliget und zugesaget/ zwantzig tausend Gülden/ Groschen oder Thaler/ auf hernach beschriebene Fristen zu unsern Handen zu stellen/ nemlich sieben tausend Gülden/ Groschen oder Thaler/ auf nechstkünfftige Weynachten/ so man der wenigen Zahl vier und funffzig zu schreiben anfahen wird/ und dann auf den ersten May nechst darnach abermahl sieben tausend Gülden/ Groschen oder Thaler/ und dann die übrige sechs tausend Gülden/ Groschen oder Thaler auf Weynachten/ so man fünff- und fünffzig anfahen wird zu schreiben. Dieselben zwantzig tausend Gülden/ Groschen oder Thaler/ sollen und wollen wir unserm Oheimen/ Hertzog Heinrichen zu gut/ einem oder mehr Junckern seiner Liebden Gläubigern/ die seine Liebden an uns weisen wird/ folgen lassen/ und sonst an keinen Ort wenden/ dann/ wie obstehet/ seiner Liebden zu gut/ und wohin von seiner Lbd. damit verwiesen werden; Insonderheit aber hat seine Liebden auf unsere freundliche Bitte gewilliget/ daß wir von solcher Summa unter andern auch unsern lieben Getreuen/ Henningen von Barifeld/ die Schuld/ damit seine Liebden Ihme verhafft/ entrichten mögen/ und sollen hiemit vielgenannte Hertzog Heinrich zu Braunschweig/ und Landgraff Philipps zu Hessen und ihrer Liebden beyderseits Erben/ aller und jeder ihrer obberührter Irrungen/ und was daraus erfolget/ oder denen anhängig/ zu Grunde verglichen und vertragen seyn/ auch beyderseits ihrer Liebden Räthe und Diener/ Lehen-Leute und Unterthanen bey ihren Liebden aus sorgen gelassen seyn und bleiben.

Doch ob unser Oheim und Schwager Hertzog Heinrich zu Braunschweig/ dieser Sach halben/ wider jemand anders ausserhalb

ANNO 1553.

halb unsers Vatters und Vetters / des Landgraffen und seiner Liebden Erben / Rathen / Dienern / Lehen-Leuten und Unterthanen Zuspruch hätte / die sollen seiner Liebden durch diesen Vertrag unbenommen seyn; So soll auch diese Vertrags-Handlung allein zu unsers Vattern und Vettern des Landgraffen / und seiner Liebden Erben / Räthen / Dienern / Lehen-Leuten und Underthanen Erledigung / und von wegen anderen seiner Liebden gewissenen Bluts-Verwandten gar nicht verstanden werden / und haben beyde ihre Liebden vor sich und ehre Erben uns zugesagt und versprochen / bey ihren Fürstlichen wahren Worten / Treuen und gutem Glauben alle obberührte Puncte und Articul in diesem Vertrag begriffen / stet / fest und unverbrüchlich zu halten / gantz treulich und ungefährlich. Des zu Urkund haben wir obgedachter / von GOttes Gnaden / Augustus, Hertzog zu Sachsen rc. Unser alt Fürstlich Insiegel / weil wir noch zur Zeit kein Churfürstlich Insiegel haben / an zweyen dieser Brieffe / gleiches Lauts wissentlich hangen lassen / und uns mit eigener Hand unterschrieben. Gegeben und geschehen den eilfften Tag des Monats Septembr. nach Christi unsers lieben Herrn Geburt eintausend fünffhundert und funffzigsten Jahre.

Und wir von GOttes Gnaden / Heinrich der Jünger / Hertzog zu Braunschweig / und Lüneburg / und wir von desselben Gnaden / Philips Landgraff zu Hessen / Graff zu Catzenelnbogen / Dietz / Ziegenhein und Nidda rc. beyde vor uns selbst / und ein jeder vor seine Erben und Nachkommen / bekennen in krafft dieses Brieffes / daß wir alle und jede Puncten und Articul / in diesem Vertrag begriffen / wissentlich und wohlbedächtlich gewilliget / auch nach Absterben gedachten unsers lieben Oheims / Vetters / Sohnes / Schwagers und Bruders / Hertzog Moritzen / Churfürsten rc. seeliger / seiner Liebden Bruder / den auch Hochgebohrnen Fürsten / unsern lieben Oheimen / Vettern und Schwagern / Herrn Augustin / Hertzogen zu Sachsen / Churfürsten / freundlich erbeten / daß seine Liebden diesen Vertrag vollziehen / und uns Urkund darüber geben wolten; Alß wir dann hiermit / und in krafft dieses Brieffes / seine Liebden freundlich darum ersuchen / und bitten / auch in denselben obbeschriebenen Vertrag bewilligen / gereden und versprechen vor uns / unser Erben und Nachkommen / bey unsern Fürstlichen wahren Worten / gutem Glauben / und rechten Treuen / daß wir denselbigen in allen seinen Articuln und Innhaltungen festiglich und unverbrüchlich nachsetzen / und dawider nicht handeln sollen noch wollen in keine Wege / gantz treulich und ungefährlich. Des zu Uhrkund haben wir unsere Fürstliche Insiegel an zweyen dieser Verträge gleiches Lauts / neben obgedachtes unsers Oheims / Schwagers und Vetters / des Churfürsten zu Sachsen Insiegel wissentlich hangen lassen. Geschehen und gegeben im Jahr und Tag / wie oben. Augustus / Churfürst zu Sachsen. Heinrich Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg der Jüngere / meine Hand. Philipps / Landgraff zu Hessen.

XXVI.

16. Oct. Abschied zwischen Adolph Churfürsten zu Cölln / und den Graffen von Waldeck / von wegen einiger Irrungen / so sich zwischen denenselben occasione etlicher Maste in Gehöltze erreget / aufgerichtet; Worinn benannte Maste durch vermittelung Philipps Landgraffen zu Hessen-Cassel / biß zu außtrag der Sachen in die Sequestration gestellt werden / und sollen indeß beede Theil sich nachbahrlich halten. Geschehen den 16. Octobris 1553. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. III. Continuat. I. Fortsetzung III. pag. 98.]

C'est-à-dire,

Recès conclu, par l'interposition de PHILIPPE *Landgrave de Hesse-Cassel, entre* ADOLPHE *Electeur de Cologne, & le Comte de* WALDECK, *au sujet de quelques Pâturages situés dans les Bois, qui étoient disputés entr'eux. Ils y conviennent de remettre lesdits Pâturages en sequestre, jusqu'à la décision finale de leur Diférent; & cependant de vivre en bonne intelligence. Le 16. Octobre* 1553.

Zu wissen / als sich nachbarliche Irrung und Gebrechen / um etzlich Geholtze / Maste uf denselbigen Geholtzen / und um anders / zwischen den Hochw. Fürsten und Herrn / Herrn Adolffen Ertz-Bischoffen zu Cöln / des Heyl. Römischen Reichs durch Italien Ertz-Cantzlern / und Churfürsten / Herzogen zu Westphalen und Engern / rc. unserm gnedigstem Herrn / sambt seiner Churfürstlichen Gnaden Underthanen / denen von Canstein / Patberge / Volckmarssen und Breidelarn / an einem / und dann dem Edlen und Wohlgebornen Graffen und Herrn / Herrn Walraden / und Herrn Johann / Grafen zu Waldecken / auch allen von der Malsburg am andern Theil / doch nicht sambtlich sondern unterschiedlich / so viel iedes Theil besundern seine Irrung belangt / zugetragen und erhalten haben.

Derwegen hochgemelter Ertz-Bischoff / und Churfürst / uf beschehenen der Gegentheile Klagen / und des Durchleuchtigen Hochgebohrnen Fürsten und Herrn / Herrn Philipsen Land-Grafen zu Hessen / Grafen zu Catzenelnbogen rc. unsers gnedigen Fürsten und Herrn / von deßwegen an sein Chur-Fürstliche Gn. gelangte Vorschriffe und unter jetziger Chur- und Fürstl. Gn. Zusammenkunfft Bericht und Anregung gethan / darauf auch hochermelter unser Gnediger Fürst und Herr / zu Hessen / Graf Johann von von Waldeck / und Herman von der Malßburg alß die zur statt gewesen seynd / gehört / und derselben Gegenbericht unsern gnedigsten Herrn von Cöln / wiederum freundlich vorgehalten / darneben seiner Fürstl. Gn. freundlich und wohlmeinig bedüncken dis gebrechens angezeigt hat; Daß demnach und zu Fürderung Fried / Ruhe und Einigkeit / auch inpflantzung und erhaltung desto mehr guter Nachbarschafft beyde Ihre Chur- und Fürstl. Gn. folgender massen zu gütlicher Abhandlung abgeredt / sich verglichen und verabschiedet haben / wie nachfolget:

Graffen Johann von Waldeck betreffend.

Dieweiln solche Irrungen durch den Breidelerischen Vorschlag zu gütlicher Handlunge uf beyder Theil Freunde / Innhalt des Breidelerischen Vorschlags gütliche Underhandlung fürderlich vorgenommen / und gefährlich nicht verzogen werden.

Alß aber unter dem vorgestelten / wie es mitler Zeit solcher gütlichen Underhandlungen / mit der Mast diß Jahrs in dem Gehöltze erschienen / soll gehalten werden / ist durch hochgedachten unsern Gnedigen Fürsten und Herrn / Land-Graffen Philipssen zu Hessen / rc. fürgeschlagen / und durch unsern Gnädigsten Herrn / den Ertz-Bisschoffen zu Cöln / bewilliget worden / daß dieselbe Mast diß zu solcher güthlichen Underhandlungen sequestriret seyn soll. Damit aber gleichwohl dasjenige / so der Mast halben / GOtt der Allmechtige verlichen / nicht verderbe / sondern nützlich angewand werde / gleichwohl allen Theilen an ihren Rechten unvorgreifflich; So soll Johann Spiegel zu Pickelsheim Erb-Marschalck des Stiffts Paderborn / von unsern Gned. Fürsten und Herren zu Hessen / ersucht werden / daß er alß Sequester der Mast sich unternehme / fürderlich ohne Säumen / in Augenschein verfüge / und der Mast halben Ordnung geben solle / wie viel Schweine man darinn treiben / auch was man von ieden Schwein geben soll / daß er auch solches Mast oder Trifft / Gelt und Gabe aufnehme / und über die Dinge alle aufrichtige Register halte / auch denjenigen so es zugetheilt oder zuerkand wird / davon Rechnung und Liefferung thun wolte / würde er aber solches abschlagen und nicht thun wollen / so mag hochgedachter unser gnediger Fürst und Herr zu Hessen / rc. einen andern unpartheyischen an seine Statt vermügen.

Es sollen auch die Irrungen Nordenau / Grund Astingshausen / Helmersberg und andere Gebrechen / Canstein belangend / in solche güthliche Unterhandlung mit gezogen seyn / und obgemelter massen / durch die Freunde hinzulegen vorgenommen werden.

Die Pfändungen / so von beyden Theilen / bis daher geschehen / sollen gegen einander ledig gegeben werden / vermöge des Heil. Reichs Ordnung bis zu Austrag der Sachen.

Und sollen sonst mitler Zeit / solcher güthlichen Unterhandlungen / sich von beyden Theilen nachbarlich halten / unbillicher Neuerung / Inngriff und zunötigung enthalten / doch allen Theilen an ihren Rechten und Gerechtigkeiten / es belange possessorium, petitorium, oder waß das seyn mag / nichts benommen.

Es soll auch beyden Theilen frey stehen / mitler Zeit / und neben wehrender gütlichen Unterhandlunge / am Käyserl. Cammer-Gericht / mit der angefangnen Rechtfertigung zu procediren / oder damit still zu halten.

Es will auch unser gnedigster Herr / der Ertz-Bischoff und Churfürst zu Cöln / den seinen befehlen / daß sie sich mitler Zeit obbestimtes Tages und werender Underhandlungen / Neuerung und Muthwilliges Zancks enthalten / desgleichen will unser Gnediger Fürst und Herr zu Hessen / rc. Graf Walraden zu Waldeck schreiben / für sich selbst also zu halten / auch bey den seinen zu beschehen / zu verschaffen / doch abermahls allen und jeden Theilen an ihren Rechten und Gerechtigkeiten unnachtheilig.

Es will unser Gnädigster Herr der Ertz-Bischoff und Churfürst zu Cöln / denen von Canstein Patberg / Volckmarssen / Breidelarn / und wen es mehr betreffen mag / desgleichen unser Gned. Fürst / zu Hessen / den Graffen von Waldeck / denen von Malßburg / und welche seiner Fürstl. Gn. Unterthanen mehr / diese Irrung anlanget / dieses Recesses Tage-Satzungen / und Underhandlungen berichten / sich darnach zu halten / uf angesetzte Tage zu erscheinen / und darnach zu richten wissen.

Zu Uhrkund geben unter beyder Hochermelter unserer Gnedigsten und Gnedigen Herrn zu Cöln und Hessen / rc. Secreten zu Cassel / am Sechzehenden Tag des Monats Octobris Anno Domini Fünffzehen hundert / und drey und Fünffzigsten.

XXVII.

Anno 1553.

XXVII.

20. Oct. Vertrag zwischen Heinrich dem Jüngern Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg eines / dann den Bürgermeistern / Rath und Gemeinde der Stadt Braunschweig andern Theils / durch verordnete von Jhro Röm. Königl. Majest. Commissarien aufgerichtet; Wodurch sie sich wegen der zwischen ihnen occasione der Schmalkaldischen Bunds-Verwandten entstandenen Krieg und Streitigkeiten vergleichen / und sollen die von Braunschweig gegen Hertzog Heinrichen sich demütigen / die gefaste ungnade abbitten / sich führohin treulich erhalten / ein Theil den andern in seiner Religion nicht beschweren / auch sollen die von Braunschweig Hertzog Heinrichen / wegen zugefügten Schaden / achtzig Tausendt Thaler auf fünff terminen erlegen / ferners wegen Reinhaltung der Strassen / Loßlassung der Gefangenen / einziehung der Zinssen und Renthen / auffhebung aller Feindschafft stipuliret wirdt. Geben zu Wolffenbuttel den 20. Octobris 1553. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz IV. pag. 78.]

C'est-à-dire,

Accord fait & conclu, par l'interposition des Commissaires de l'Empereur, entre Henri le jeune *Duc de Brunswich d'une part, & les* Magistrats *&* Bourgeois *de la* Ville *de* Brunswich *d'autre part, sur les Hostilités commises à l'occasion de la* Ligue *de* Smalcalde. *On y convient que ceux de la Ville se soumettront au Duc, lui demanderont pardon, & lui seront fidelles à l'avenir; Que les deux Partis, savoir les Catholiques & les Protestans, vivront en Paix sans se faire tort l'un à l'autre; & que la Ville payera au Duc, pour reparation des Domages à lui causés, la somme de quatre-vingt mille Ecus en cinq termes; On y convient aussi de ce qui regarde la sûreté des Chemins publics, la liberté des Prisonniers, la Collecte des Cens & Rentes, & la cessation de toutes sortes d'Hostilités. A Wolsembutel le 20. Octobre 1553.*

Zu wissen sey allen und jeden / den dieser offen Brieff vorkompt / gelesen oder gezeigt wird; Als sich eine lange Zeithero hochnachtheilige und schädliche Spenn und Gebrechen zwischen dem Durchleuchtigen Hochgebohrnen Fürsten / und Herrn / Herrn Heinrichen den Jungern / Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg / rc. an einem / und den Erbarn und Ersamen N. Bürgermeistern / Rath und Gemeinde der Stadt Braunschweig / anders Theils / Unserm gnädigen Fürsten und guten Freunden irrig und streitig erhalten / darunter hochgedachter Hertzog durch die Schmalkaldische Bundes-Verwandten / denen die von Braunschweig auch anhengig und zugethan gewesen / S. Fürstl. G. Land und Leut entsetzet / verjaget / und davon abgehalten / auch zuletzt da S. Fürstl. Gn. in Expedition zu wiedereroberung derselben ihrer Lande gestanden / in schmertzliche langwirige Gefängnüs gebracht und kommen ist / daraus dann folgendes nach S. Fürstl. Gn. Erledigung und Restitution allerley Gramm / Widerwillen / Krieg / Empörung / Blutvergiessen / Mord / Raub / Name und Todtschläge / mit Verderbung und Verheerung deren Land und Leute erfolget / und die Sachen zuletzt auch so weit gerathen seyn / daß andere mehr Kriege mit zugeschlagen / und also für und für in dieser Landes-Arth ein Unrath aus dem andern entstanden und erwachsen ist / daß zuletzt hochgedachter Hertzog umb geliebtes Friedens willen / und zu Wolfahrt des Landes der Röm. Kön. Majestät / unserm allergnädigsten Herrn / und dem Hochwürdigen Fürsten und Herrn / Herrn Weiganden zu Bamberg / und Herrn Melchiorn zu Würtzburg Bischoffen / auch den Erbarn / Freyen-Reichs- und andern Städten / Nürnberg / Goßlar / Hildesheim / Göttingen und Eimbeck / Unserm gnedigen Fürsten / Herrn und Obern / auf ihrer Königlichen Majestät und deroselben gnedigst / fleißigst / freundliches und untertheniges begehren und Bitten gewilliget und nachgelassen / daß Ihr. Kön. Maj. F. F. G. G. und Gunsten / zu folge deren von Braunschweig geschehenen Erbietens / sich unvergreifflicher / gütlicher Handlung unterfangen / und wo müglich / die hochbeschwerlichen und nachtheiligen Gebrechen in der Güte hinlegen und vergleichen möchten: demnach auf Jhre Königl. Majest. F. F. G. G. und Gunsten Befelch / und in Namen derselben haben wir Bohußla Felix / Herr zu Hassenstein auf Lützka / Röm. Kön. Maj. Raht und Ober-Hauptmann in S. Joachims-Thal / Georg Fuchs Thumbherr zu Bamberg und Würtzburg / Erasmus Ebener / Bürgermeister zu Nürnberg / Heinrichen Landman Bürgermeister / Christoff Trautenduel / Doctor und Syndicus, und Johann Reck / Rahtmanne zu Goßler / Tile Brandes / Hanuß Kniphoff / beyde Bürgermeister / und Johann Koch Syndicus zu Hildesheim / Giseler Schwanesflügel Bürgermeister / Abel Vornemann und Hildebrandt Elvede beyde Rahtmann zu Göttingen und Johann Oleman / Secretarius der Stadt Eimbeck / zwischen beyden Theilen diese Sach in fleißiger Verhör und Handlung genommen / und dieselbe nach angewandtem grossen und embsigem Fleiß zuletzt mit ihrer beyden Theile gutem Wissen und Willen folgender gestalt gentzlich und zu Grunde verglichen und vertragen.

Und nemblich / daß die von Braunschweig sollen und wollen sich gegen hochermeltem Fürsten / Hertzogen Heinrichen / demüthigen / S. F. G. die gefaste Ungnade in Unterthänigkeit abbitten / und sich hinfüro gegen S. F. G. als ihren Landes-Fürsten getrewlich / wie frommen / ehrlichen Unterthanen wohl anstehet / in gebührlichem Gehorsamb / wie von Alters / verhalten und erzeigen.

Sie sollen und wollen auch sich Marggraffen Albrechts von Brandenburg und allen derselben Anhenger / Helffer und Verwandten Practiken und Handlung / so wider die Röm. Keys. und Köngl. Majestät / unserm allergnedigsten Herrn / auch unsere gnedige und günstige Herren und Obern / die Frenckische Einigungs-Verwandten / Herrn Weiganden zu Bamberg / Herrn Melchiorn zu Würtzburg / Bischoffen / auch hochgedachten Hertzogen Heinrichen zu Braunschweig und Lüneburg / rc. Herrn Heinrichen / Burggraffen zu Meissen / auch Bürgermeister / Raht und Gemeine der Stadt Nürnberg / Windsheimb / und andere / fürgenommen und getrieben werden möchten / gentzlich entschlagen / und sich wider ihre Keyserl. und Königliche Majestät F. G. und Gunst nicht gebrauchen noch bewegen lassen / auch dem Marggraffen oder seinem Anhang keine Hülff / Förderung oder Fürschub thun / oder andern zu thun gestatten oder verhengen / heimblich oder öffentlich / in keinerley Weise noch Wege / sondern solches / so viel ihnen müglich / hindern und wehren. Es soll und will auch ein Theil des andern Feinde und Wiederwärtige / die mit der That handeln / und an ordentlichen Rechten kein Gnügen haben wollen / nicht hausen / hegen / herbergen / essen / trincken / fördern / fürschieben / unterschleyffen / weder heimblich noch öffentlich / und soll einer dem andern auch seine Feinde und Widerwärtigen / die er bey ihme oder in seinem Gebiete befunden und betreten / dermassen anhalten / daß er Rechts an ihme bekommen möge.

So sollen auch die von Braunschweig und die ihren an Jhrer Religion / wie sie dieselbe noch haben / biß zu Erörterung eines allgemeinen Christlichen Concilii, oder aber biß zu einhelliger Vergleichung / so etwa im H. Reich / Teutscher Nation, darin möchte angerichtet werden / von Hertzog Heinrichen oder S. F. G. Dienern / Unterthanen oder Verwandten nicht angefochten / bekümmert oder beschwert werden / und hinwiederumb sollen und wollen auch die von Braunschweig Hertzog Heinrichen S. F. G. Diener / Unterthanen und Verwandten von wegen ihrer Religion / wie sie dieselben bißhero gehabt und noch haben / oder billig haben sollen / biß zu Erörterung eines gemeinen Christlichen Concilii, oder biß zu einhelliger Vergleichung / so etwa im Heil. Reich Teutscher Nation möchte angerichtet werden / nicht anfechten oder beschweren / seine Fürstl. Gnad. soll und will auch mit denjenigen / so von seiner Fürstl. Gnad. Pfarren in der Stadt zu Lehen haben / fleißig handeln oder anhalten lassen / daß sie den halben Theil ihres Jährlichen Einkommens / dero von Braunschweig Kirchen-Dienern folgen lassen sollen / alles biß zu gemelter Erörterung oder Vergleichung der Religions-Sachen / doch daß solches seine Fürstl. Gnad. an ihrem Jure Patronatus in allewege unvorgreifflich und unschedlich seye.

Weiter sollen auch der von Braunschweig Privilegien / Inhalt ihrer Brieff und Siegel / in dem Stande / darinn sie vor diesen Spenn und Irrungen gewesen / bleiben / verstanden und gehalten werden / ausgenommen der Puncten und Articul / so in diesem Vertrage auffgehoben / geendert und limitirt seyn.

Und demnach in dero von Braunschweig Privilegio begriffen / wer in der Stadt Vogt ist / daß derselbe soll richten in- und ausserhalb der Stadt / so ferne ihre Viehe- und Land-Trifft wendet / und aber der Viehe-Trifft und Richtens halben zwischen beyden Theilen und derselben Unterthanen und Verwandten Miß-Verstende eingefallen / so soll derselbe Articul auff ferner Erkundigung / und Vergleichung zwischen hie und Pfingsten eingestellet seyn.

So ist auch zwischen Hochgedachtem Hertzog Heinrichen und denen von Braunschweig abgeredt und bewilliget daß hoch- und vielgedachtem Hertzogen Heinrichen / und S. F. G. Erben und Erbnehmen die Meybede / Herbstbede / Kühbede / Haberbede / Tormanß- und Jäger-gelt / wie das jetzo genommen wird / gelassen werden sollen.

Belangend aber die wöchentliche Dienste / ist beredet / und bewilliget /

ANNO 1553.

williget/ daß dero von Braunschweig und ihrer Bürger/ auch ihrer Kirchen/ Klöster und Hospital Meyer von den Wonhöfen/ so denselben zinßpflichtig seyn/ Hochgedachtem Hertzogen Heinrichen und S. F. G. Erben wochentlich nicht mehr als einen Tag dienen sollen/ welchen Dienst S. F. G. Vögte und Amptleute nach ihrer Gelegenheit auszutheilen und zu gebrauchen Macht haben sollen/ wann und welche Zeit ihnen das am bequehmsten und besten ist; Es sollen auch dieselben Dienste den Leuten zu rechter Zeit angesagt und verkündiget werden/ alles einem jeden Theil an seinen Privilegien/ hergebrachtem Gebrauch/ Ober- und Gerechtigkeiten unschedlich.

Darzu will und soll hochgedachter Hertzog Heinrich die gnedige Versehung thun/ daß die Leute an den Oertern/ da Dienst-Geld genommen würdet/ von wegen der Dienste sich mit Fugen nicht sollen zu beschweren haben/ nachdem die andern Land-Stände zu Ablegung jetziger Hertzog Heinrichs/ und des Fürstenthumbs Schulden/ die sich dennoch über dreymalhundert tausend Gold-Gülden nicht erstrecken sollen/ etzliche Schatzungen/ als nemblich die doppelte Land-Steur/ Schaff-Kirchen-Bien-oder Immenschatzung/ Scheffel-Gelt/ Bier-Ziese/ und den dritten Pfenning von allen jährlichen Gelt-Zinsen eingeräumet und bewilliget/ darzu auch einen Ausschuß verordnet/ durch welchen solche Schatzung eingenommen/ und die Schulden abgelegt werden sollen/ und aber die von Braunschweig sich des Scheffel-Geldes/ Bier-Ziese und dritten Pfennings der Gelt-Zinse zum höchsten beschwert und geweigert/ ist dieser Articul dahin gerichtet/ daß Hochgedachter Hertzog Heinrich fürderlichsten und zum lengsten zwischen hier und nechstkommenden Fastnacht der Land-Stände verordneten Ausschuß gegen Solidalen zusammen beschreiben solle/ allda die von Braunschweig aus ihrem Mittel auch etliche/ so darzu gnungsamb Befelch haben sollen/ sich mit demselben Ausschuß nach aller Nothdurfft zu unterreden/ der vergangenen und künfftigen Schatzungen Rechnung zu zulegen/ und auch die Wege zu vergleichen/ dardurch den oben ausgedruckten Schulden der dreymal hundert tausend Goldfl. mit wenigster Beschwerung könne oder möge abgeholffen werden/ doch daß sich solche Wege/ so etwa bedacht werden möchten/ mit den zuvor bewilligten Steuern in der jährlichen Summa ungefehrlich vergleichen/ im Fall aber/ daß sie mit dem Ausschuß nicht durchaus auff eine richtige einhellige Meynung kommen/ sondern in einem oder mehr Puncten discordiren und zweispaltig bleiben würden/ soll ein jeder die vorgelauffene bedencken/ zurück und an die gelangen lassen/ von denen er zum Außschuß verordnet/ und sich bey denselben weiters Befehls erholen/ und alsdann auff einen bestimten Tag wieder zusammen kommen/ die Stimmen gegen einander halten und endlich schliessen.

Es hat aber dannoch hochgedachter Fürst/ Hertzog Heinrich bedinget/ daß S. F. Gnad. mittler weil/ und biß zu solcher Vergleichung von der Land-Stände beschehener Bewilligung des Scheffel-Geldes/ Bier-Ziese/ und dritten Pfennings von den Geld-Zinsen/ dieselben einzunehmen nicht begeben haben wollen.

So auch in künfftigen Zeiten/ und nach Ablegung der jetzigen Schulden/ solche Landes Obliegen und Noth fürfallen würden/ die ferner Contribution und Schatzungen bedürffen werden/ so wollen die von Braunschweig auf gewöhnlich Erfordern/ neben andern Land-Ständen auff den Land-Tägen erscheinen/ die vorstehende Sachen/ Noth und Obliegen mit dem besten bewegen/ auch rahten/ schliessen und helffen/ daß jederzeit dem Landes-Fürsten und dem Lande zum besten kommen und gereichen möge.

Die Land-Täge aber sollen/ wie es von Alters in Ubung und Gebrauch gewesen/ da sonsten nicht andere ehehaffte Ursachen fürfallen würden/ zu jederzeit zu Saltzdalen gehalten werden/ und einer aus deren von Braunschweig Mittel nicht allein zu jetzigen/ sondern auch zu künfftigen Ausschiessen jederzeit gezogen/ und einem jeden sein Stimm oder Votum frey/ unbefahret/ und ohne Furcht einiger Ungnade/ einzubringen gestattet und nachgelassen werden. Und so offt gedachtem Hertzogen Heinrichen und S. F. G. Erben von denen von Braunschweig neben andern Ständen des Fürstenthumbs Steuer und Schatzungen eingeräumet und bewilliget werden/ sollen ihnen und gemeiner Landschafft semptlichen dagegen Reversal ungefehrlich in alter gewöhnlicher Form/ oder wie man sich derhalben einer Notell am füglichsten vergleichen kan/ zugestellet und gegeben werden. Mit den Brüchen oder Buß-Gelt sollen dero von Braunschweig Meyer vor andern Hertzog Heinrichs Unterthanen nichts ausgemahlet oder beschweret/ sondern darinn allenthalben gebührliche Gleichheit und ungefährliche Maß gehalten werden.

Es sollen auch dero von Braunschweig Meyere und Unterthanen in den Gerichten/ die sie jetzo haben und künfftiglich haben und behalten werden (wie von Alters) des Landes-Fürsten halber/ mit Beden und Diensten verschonet/ und unbeschwert bleiben/ und ist auch weiter beredt/ daß die von Braunschweig/ alsbald des Gerichtes Eichs/ gegen Erlegung des Pfandt- und Kauff-Geldes/ als nemblich 5000. Gold-Gülden/ die sie von der Vertrags-Summen abziehen sollen/ abtreten/ und S. F. G. mit Wiederherausgebung darüber einhabender Verschreibunge wiederumb einantworten sollen und wollen: wiewohl auch hochgedachter Hertzog Heinrich die Gerichte Aßenburgk und Vechele/ gleichergestalt wie das Gericht Eich/ als wieder keufflich/ oder wiederlößlich/ angesprochen/ so haben doch die von Braunschweig daran kein Loß-oder Wiederkauffs geständig seyn wollen/ derhalben S. F. G. vor sich und ihre Erben ihnen daran alle und jede Spruch und Forderung/ Action, Mittel und Wege/ so denselben von rechtswegen gebüren können/ dagegen vorbehalten/ wie dann also S. F. G. ihre und derselbigen Erben dieselbe hiemit austrücklich vorbehalten haben wollen: was auch S. F. G. in oder an der Stadt Braunschweig für Gerechtigkeiten zu haben vermeynen/ darzu sollen S. F. G. alle ihre Actiones, Forderung und Zuspruche hiemit auch reserviret/ und mit nichten abgeschnitten oder begeben seyn.

Als auch von Hertzogen Heinrichen angezogen/ daß die von Braunschweig zu Verschreibung und Abbruch S. F. G. Jurisdiction, und hohen Fürstl. Obrigkeit ein Statut auffgerichtet haben solten/ daß kein Bürger bey Straff 200. fl. an S. F. G. appelliren/ oder sich beruffen solle/ und aber die von Braunschweig zu Erhaltung solches Statuts allerley Fundamenta und Gegen-Rede fürgewendet/ sonderlich daß es über hundert Jahr und viel jünger in ihrer Stadt dermassen solte hergebracht/ und von ihnen nicht neu erdacht oder gemacht seyn/ welches doch ihnen von Hertzogen Heinrichen keines weges gestanden wirdet/ so ist dieser Articul auff dißmahl ausgesetzet/ und jedem Theil sein Jus, Action und Gerechtigkeit nach seiner Gelegenheit/ im Rechten zu gebrauchen vorbehalten/ doch auch einem jeden Theil an seinen Rechten/ Gerechtigkeiten und Obrigkeit mitlerweil unvorgreifflich. Es sollen auch die von Braunschweig Hertzogen Heinrichen und S. F. G. Erben und J. F. G. Verwandten/ Geistlichen und Weltlichen/ an ihren Renten/ Zinsen und Gefellen/ mit der That und ausserhalb Rechtens/ keine Verhinderung thun oder thun lassen/ in keinerley Weiß oder Wege/ desgleichen S. F. G. hinwiederum gegen denen von Braunschweig und den ihren/ auch nicht anders thun will und soll/ in alle wege/ ein Theil dem andern/ auch allen derselben Unterthanen und Verwandten wieder menniglichen/ dessen er zu Rechte mechtig seyn kan/ gebührliches Rechtens verhelffen/ und sich in keinerley gesuchten schein darwider schützen oder auffhalten.

Belangend die Güter St. Ægidii, sollen eines jeden Theils Curatores in dem Besitz und Auffnahm solcher Güter/ Rente/ Zinse/ Zehenten und Malter bleiben/ wie die sechs nechste vergangenen Jahr hero gewesen/ und mitler weil durch beyder Theile Handlung und Vergleichung vorgenommen werden/ wie es hinführo mit solchen Gütern/ Renten und Zinsen gehalten soll werden: dieweil die von Braunschweig auch fürgeben/ daß ihnen der halbe Theil der Vogtey/ Gericht/ Freyheit und Gerechtigkeit in der Burg und auff dem Bergk St. Cyriaci in- und vor der Stadt gelegen/ zustendig/ und daß sie lange Jahr in possessione vel quasi solches halben Theils gewesen seyn/ auch jederzeit einen Vogt neben Hertzog Heinrichs verordneten Vogte gehabt haben sollen/ dessen aber Hochermelter Hertzog Heinrich nicht gestendig/ haben sie bewilliget/ zum förderlichsten von zweyen Prælaten/ zween von der Ritterschafft/ zweene von den Städten dieses Fürstenthumbs/ deren sie sich alsbald vergleichen sollen/ ihre lange hergebrachte Possession vel quasi, wie sichs gebühret/ zu bescheinen und auszuführen/ mitler weil aber auch einem jeden Theil an seinem Gebrauche/ wie er den herbracht haben mag/ auch Rechten und Gerechtigkeiten unnachtheilig und unvergreifflich.

So will auch Hertzog Heinrich gnädiglich verhüten/ daß in der Kirchen S. Blasii vor obgemeldter Vergleichung der Religion-Sachen durch Enderung der Ceremonien zum Aufflauff oder Rumor des gemeinen Mannes kein Ursach gegeben werden möge.

Des Gleytens halben ist auch beredt/ daß Hertzog Heinrich durch die Land-Wehr biß an die Schlag-Bäume vor der Stadt Thor geleyten möge/ daran die von Braunschweig S. F. G. und derselben Erben keinen Eintrag thun sollen noch wollen/ was aber das Geleyte in- und durch die Stadt belanget/ ist beredet/ daß beyde Theile zwischen hie und nechsten Ostern zusammen kommen/ und darüber sich ferner gütlich vereinigen und vergleichen sollen/ doch mittler weil jedem Theil an seiner Gerechtigkeit in alle wege unschedlich; Es sollen aber S. F. G. des Raths und der Stadt Braunschweig Feinde und Widerwertige in der Land-Wehr nicht sichern noch geleyten.

Wann auch denen von Braunschweig in viel hochgedachtes Hertzogen Heinrichs Lande/ von den Amptleuten zu Mördern/ Reubern/ Dieben und andern Ubelthätern gebührliches Rechtens verholffen mag werden/ wie dann seine Fürstl. Gn. dasselbige mit Ernst und bestem Fleiß zu verordnen/ und zu befehlen urbötig/ so sollen sie dieselben an den Oertern/ da sie angetroffen/ den Gerichten überantworten/ und daselbsten wider sie mit Rechte verfahren/ das ihnen auch zum schleunigsten mitgetheilet soll werden/ im Fall aber/ daß ihnen solche rechtliche Hülffe geweigert/ oder/ wie sichs gebühret/ nicht mitgetheilet werden wolte/ als doch mit nichten zu befahren/ soll ihnen an ihrem Privilegio nichts benommen/ sondern dasselbige/ wie von alters zu gebrauchen/ vorbehalten seyn/ doch S. F. G. auch an ihrer Landesfürstlicher Hoch- und Oberkeit unschedlich.

Und demnach sich auch etlicher Scheferey halben in dem Fürstenthumb zwischen beyden Theilen Irrung erhalten/ hat Hertzog Heinrich bewilliget/ derohalben ein solches gebührl. Einsehen zu thun/ daß in denselben mit dem Treiben eine gebührliche Maß gehalten werde/ und die Armuth auch derowegen unverdorben bleiben möge/ wo aber darüber Irrung vorfiele/ oder ein Theil den andern unbesprochen nicht lassen könte/ soll es in der Güte oder zu Rechte ausgeführet/ und mit der That deshalben nichts fürgenommen noch attendiret werden.

Der

Anno 1553.

Der Weg bey der neuen Brücken soll den Dörffern grossen- und kleinen Dencken/ Rembling/ Witmer und Sönner/ und denen von Braunschweig/ so der Oerter zu schaffen haben/ wie von alters/ offen und unversperret bleiben/ doch daß dahin keine zollbahre Güter geführet/ getrieben oder getragen werden/ darauff die von Braunschweig neben Hertzog Heinrichs bestalten Dienern durch die ihren gut auffsehen/ und wo jemandt straffbar befunden/ denselben anhalten/ und zu der Gebühr weisen lassen wollen.

Es sollen und wollen auch die von Braunschweig S. F. G. die Kasten mit den Siegeln/ Brieffen/ Registern und Urkunden/ so darinnen seyn/ und in einnehmung des Hauses Wolffenbüttel befunden/ und bey ihnen von Johanns Friedrichen/ Hertzogen zu Sachsen/ und dem Land-Graffen zu Hessen deponirt worden/ gegen S. F. G. gnungsamben Schadloß-Brieff/ von dato an zu rechnen/ in Monats Frist wiederumb geben/ zustellen und einantworten.

Weiter ist auch beredet und vertragen/ daß die von Braunschweig viel- und hochermeldten Fürsten/ Hertzogen Heinrichen/ S. F. G. Erben und Erbnehmen/ für alle die Kosten und Schaden/ die sie S. F. G. und derselben Clöstern und Kirchen Rittershausen/Steterburg/Cyriaci und andern S. Fürstl. Gn. Geistlichen und Weltlichen Räthen/Dienern/Verwandten und Unterthanen in- und ausserhalb dißhero geübter Kriegs-Handlung zugefüget haben sollen/ 80000. Thaler auf fünff Termine/ als nemlich 20000. Thaler/ auff nechstkünfftigen Neuen Jahrs-Tag/ daran die obbestimbte 5000. Gold-Gülden/laut derhalben gesetzten Articuls/abgezogen werden sollen/und folgendes im Jahr/ wenn man der weniger Zahl 55. schreiben wirdet/ abermahls auf den neuen Jahrs-Tag 15000. Thaler/ und dann auf den neuen Jahrs-Tag des 56. Jahrs wiederum 15000. Thaler/ item folgendts im 57. Jahr abermals auf den neuen Jahrs-Tag 15000. Thaler/und dann letzlich im 58. Jahr der weingern Zahl/nach der Geburt Christi zu rechnen/ zu Entrichtung des letzten Termins/und vollkommener Bezahlung bestimbter Vertrags-Summen/ die übrigen 15000. Thaler jedesmals zu Wolffenbüttel gegen gebührliche Quitantz entrichten und bezahlen sollen und wollen.

Dagegen wollen S. F. G. alsbald nach vollnzogenem Vertrag alle ihre obangezogene Schaden/auch alle und jede Procefs, so derohalben S. F. G. am Keyserl. Cammer-Gericht fürgenommen/ zusambt dem Lehen-Gerichte gnediglich fallen lassen/ causæ & liti renunciren/ auch daran und darob seyn/ daß alle S. F. G. Geistliche und Weltliche Unterthanen/ Räthe/ Diener und Verwandten/ sonderlich aber der Abt und Convent des Closters Rittershausen/ Domina und Convent zu Steterburg/ und die Capituls-Herren S. Cyriaci jre fürgenommene Procefs und angezogene Schaden gleicher gestalt fallen lassen/ und sich derselben begeben sollen.

Dergleichen wollen die von Braunschweig die Ihrigen/ so in diesen Kriegen und Irrungen beschediget seyn mögen/ auch zu frieden stellen und contentiren.

Und mehr/ so hat auch Hertzog Heinrich bewilliget/ daß S. F. G. bey ihren Beampten gnediglich verfügen und verordnen wollen/ daß dero von Braunschweig und ihrer Bürger Meyer mit Gewalt wider sie nicht erhalten oder gestercket werden sollen/ doch daß die von Braunschweig hinwiederumb sie/ über alt Herkommen und Gebrauch/ mit den Maltern und Zinsen/ zur Unbilligkeit nicht steygern/ auch sollen und wollen die von Braunschweig die Meyer- und Kocht-Höfe unzerrissen und ungetheilet lassen.

Hertzog Heinrich hat auch bewilliget/ daß S. F. G. die Bürger von Braunschweig/ so von S. F. Gn. Lehen haben/ wiederumb nach den Fällen belehnen wollen/ und daß sie mit der Lehen-Wahr wider die Billigkeit und alten Gebrauch nicht beschwert werden sollen.

Was sich auch ein Theil gegen dem andern/ oder desselben Unterthanen/ Bürgern und Verwandten in Brieff und Siegeln sonsten verschrieben oder verpflichtet hätte/ solches soll er in allewege zu halten/ und würcklich zu vollnstrecken schuldig seyn/ doch einem jeden seiner rechtlichen Einsage/ Behelff und Execution unbenommen.

Es sollen auch alte und neue Gefangene gegen einander/ ohne Rantion oder Entgeld/ auff vorhergehende alte gewöhnliche Uhrpfede/ frey und loß gezehlet werden.

Item. Hertzog Heinrich soll und will auch ob den Straßen/ daß dieselben rein bleiben/ bestes Fleisses halten lassen/ und die von Braunschweig in- und durch das Fürstenthumb wider Recht nicht auffhalten/ sondern frey und sicher passiren lassen/ dergleichen sich die von Braunschweig gegen Hertzogen Heinrichen und S. F. G. Unterthanen auch verhalten sollen und wollen.

Und letzlich so soll und will auch Hertzog Heinrich/ was S. F. G. denen von Braunschweig und ihren Bürgern/ an liegenden Gütern/ Zehenden/ Zinsen/ Renten und Gefellen/ so ihnen von rechts wegen gebühret/ und in diesen Kriegs-Handlungen eingezogen haben mögen/ wiederumb folgen lassen und zustellen/ allein daß S. F. G. die bißanhero besagte Schatzung davon eingelassen oder erstattet werden.

Und hiemit sollen alle Irrung/ Gebrechen/ Speen/ Feindschafft/ Gram und Zwietracht/ so sich dißhero zwischen beyden Theilen/ obgemeldter Sachen halben zugetragen und erhalten haben/ oder sich solcher verloffener Handlung halben noch zutragen möchten/ gäntzlich todt und auffgehoben seyn.

Dieweil aber auch etliche Articul hierinnen zuvertragen geblieben/ oder auch hinführo die Partheien/ Speen und Irrung gegen einander gewinnen möchten/ ist beredet/ daß dieselben gütlich oder im Rechte/ vermög der Außträg/ so sich zwischen Hertzogen Heinrichs Herrn Vatern/ hochlöbl. Gedächtnüß/ und den Stenden dieses Fürstenthumbs/ Anno der wenigern Zahl fünff/ bewilliget worden/ oder nach Inhalt der Reichs-Ordnung/ wie das einem jeden Theil am besten gelegen/ entschieden werden sollen/ und soll dem beschwerten Theil von den gesprochenen Urtheilen an das Kayserl. Cammer-Gericht zu appelliren/ frey und unbenommen seyn/ ohne das soll sich hinfürter ein Theil gegen dem andern ruhig und friedlich erzeigen/ und aller thetlichen Handlungen enthalten.

Es sollen auch alle und jede beyderseits Rähte/ Unterthanen/ Diener/ Verwandten/ Angehörige und Kriegs-Leute/ so alle dieser obbenanter Sachen halben/ die sich zwischen beyden Theilen zugetragen/ in einigem Wege verdacht seyn/ oder darzu Raht/ That/ Hülff/ Beystand/ Fördernüs oder Fürschub gethan haben möchten/ sonderlich auch Braun von Botmer/ und Bartold von Homrod/ desgleichen auch Conrad Mente in diesem Vertrag/ desselben zu geniessen/ und aus sorgen gelassen seyn/ und sollen die Schmalkaldischen Bunds-Verwandten/ so S. F. G. am Keyserl. Cammer-Gericht fürgenommen/ oder noch fürnemen möchten/ in diesem Vertrag nicht verstanden werden/ und wo sichs in künfftigen Zeiten zutrüge und begebe/ daß der Landesfürst/ oder auch die von Braunschweig/ von jemands muthwillig überzogen oder befehdet würden/ und der Feind sich am Rechten nicht benügen lassen wolte/ so soll eines bey dem andern Herrn und Unterthanen/ trewlich halten und zusetzen/ und zu desselben Errettung an ihme nichts erwinden lassen/ wie solches von alters üblich und gebräuchlich gewesen.

Und wir von GOttes Gnaden/ Heinrich der Jünger/ Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg/ rc. und wir Bürgermeister/ Rath und Gemeine der Stadt Braunschweig/ vor uns/ unsere Erben/ Erbnehmen und Nachkommen/ bekennen und thun kund hiemit öffentlich in diesem Brieffe gegen allermenniglich/ daß dieser obgeschriebener Vertrag aus unser beyder Theile wohlbedachtem Muth und gutem Wissen und Willen/ durch die obbemeldte Hendler/ Bohußla Felix/ Herrn zu Hassenstein/ George Fuchsen/ Erasmussen Ebener/ Heinrichen Landmann/ Christoffen Trautenbuel/ Johann Recken/ Tile Brandes/ Hansen Kniphoff/ Johannsen Koch/ Gieseler/ Schwanesflügel/ Abel Bornemann/ Hildebrandt Elvede/ und Johann Olemann bethedinget/ auffgerichtet und beschlossen ist.

Und wir/ unsere Erben/ Erbnehmen und Nachkommen sollen und wollen dem auch und jeden seinen Articuln/ Puncten/ Effecten und Meynungen bey unsern Fürstlichen Würden/ auch wahren Worten und Trewen/ an Eydes-statt/ stet/ fest und unverbrüchlich halten und vollnstrecken/ dagegen uns nicht freyen/ schützen/ releviren/ noch fürtragen sollen/ einige Geistliche oder Weltliche beschriebene Rechte/ Behelff/ Exception, Außflüchte/ kein Gnad/ Privilegium, Constitution, Reformation, Satzungen/ Gleyt/ Verbündnüß/ Gebot/ Verbott/ Burg- oder Landtfriede/ keine Absolution oder Rescripi der Päbste/ Röm. Kayserl. oder Königl. Majestät wie die genannt/ jetzo auffgerichtet/ gegeben oder erlangt seyn/ und werden möchten/ dann wir uns derselben/ aller und jeder/ jetzo alsdann/ und dann als jetzo/ hiemit außtrücklich verzichen und begeben/ dieselbe weder in- noch ausserhalb Rechtens hierwider nit zu gebrauchen/ Gefehrde und Argelist hierinnen gäntzlich vermieden/ und ausgeschlossen/ in alle wege getreulich und ungefehrlich. Und dis zu wahrer Urkund/ steter und vester Haltung haben wir Hertzog Heinrich/ unser Fürstlich Insiegel/ und wir Bohußla Felix/ Herr zum Hassenstein/ George Fuchs/ Erasmus Ebener/ Heinrich Landmann/ Christoff Trautenbuel/ Johann Reckh/ Tile Brandes/ Hanns Kniphoff/ Johann Koch/ Giseler Schwanesflügel/ Abel Bornemann/ Hildebrand Elvede/ und Johann Olemann/ als die Hendler/ unsere angeborne und gewöhnliche Pitschafften/ und wir Bürgermeister/ Raht und Gemeine zu Braunschweig unser Stadt-Insiegel an diesen Vertrag/ deren zwey gleichlautend/ gegeneinander auffgerichtet/ und jedem Theil einer zugestellet worden ist/ wissentlich thun hengen. Geschehen und geben zu Wolffenbüttel am Freytag nach Galli, den 20. Tag Octobris nach Christi Geburt im 1553.

Hertzog Heinrich z. B. u. L.
mein Hand.

XXVIII.

2. Nov.

Endlicher und Ewiger/ Güttlicher Haubt-Vertrag zwischen Churfürst Johann Friedrich zu Sachsen an einem/ und Hertzog Heinrich den Jüngern zu Braunschweig am andern theil/ über alle Unfreundschafft/ Krieg/ und an der Cammer zu Rechte anhängigen Zusprüchen und Forderungen. Aufgericht zu Weymar/ Donnerstags nach Allerheiligen Anno 1553. [Hortleder, von Ursachen des Teutschen Kriegs. Tom. I. Libr. IV. Cap. LVI. pag. 1946.]

C'est-

ANNO 1553.

C'est-à-dire,

Transaction & Accommodement amiable, final & perpetuel, entre JEAN FREDERIC *Electeur de Saxe, &* HENRI le jeune, *Duc de Brunswich, sur toutes leurs précedentes Inimitiés, Guerres, Demandes, Prétentions, & Causes pendantes en litige devant la Chambre Imperiale de Justice. Faite à Weimar le Jeudi après la Fête de tous les Saints 1553.*

VOn GOttes Gnaden/ Wir Johans Friedrich/ der Elter/ Hertzog zu Sachsen/ und geborner Churfürst/ Landgraff in Düringen und Marggraff zu Meissen/ und von desselben Gnaden/ wir Heinrich der Jüngere Hertzog zu Braunschweig und zu Lüneburgk/ ꝛc. Bekennen und thun kund gegen männiglich/ Nachdem sich zwischen uns/ Hertzog Johann Friderichen/ auch andern unsern damalen Eynungs-Verwandten Ständen/ an einem/ und uns Hertzog Heinrichen/ anders Theils/ beschwerliche Krieg und anders zugetragen/ derwegen auch zwischen uns grosser Widerwill/ Unfreundschafft und Mißverstandt/ eine lange Zeit hero sich erhalten haben/ und wir Hertzog Heinrich/ gedachten Hertzog Johann Friderichen am Keyserlichen Cammer-Gericht Rechtlichen verklagt und fürgefast/ und aber dem Reich Teutscher Nation unserm geliebten Vaterlande hieran zum höchsten gelegen/ daß darinnen alle Uneinigkeit/ Widerwillen/ Feindschafften/ Mißverstand und Mißtrawen unter den Ständen auffgehaben/ und an statt derselben/ wiederumb recht Vertrawen/ Friede/ Ruhe und Einigkeit eingepflantzet/ uffgericht und erhalten werden möge/ so haben wir uns aller und jeder obangezogener Speen/ Irrungen/ Widerwillen/ Unfreundschafft/ Mißverstands/ und was wir deßhalben gegen einander vor Action, Anspruch und Forderung haben möchten/ mit woldedachten Muth/ zeitigen Rath/ und aus rechter Wissenschafft/ endlich und ewiglich/ in der güte/ mit einander vereiniget/ verglichen und vertragen/ und thun das also/ hiemit und in krafft dieses Brieffes dergestalt:

Zum Ersten/ sollen und wollen wir alles dasjenige/ das einer gegen dem andern mit Worten und Wercken gehandelt haben mag/ einander aus Christlichen Gemüth/ nach dem Befelch Gottes/ vergeben und verzeihen.

Zum andern/ so sollen und wollen wir Hertzog Johann Friderich und unser Erben und Erbnehmen/ ermelten unsern lieben Oheimen/ Hertzog Heinrichen zu Braunschweig und Lüneburg/ und seiner Lieb Erben/ zu Bestätigung solcher Versohnung und weitern Unrath zu verhüten/ Zwentzig tausent Thaler uff zween Termin/ nemlich/ Zehen tausent Thaler/ im schierstkünfftigen Leipzigischen Newen Jahrs-Marckt/ des vier und fünfftzigsten Jahrs/ der wenigern Zahl. Und dann die übrigen Zehen tausent Thaler/ im nechst darnach folgenden Leipzigischen Ostermarckt jedesmals daselbst zu Leipzig/ gegen gebürlicher Quittantz/ ohne einige verlängerung oder Außflucht/ erlegen/ entrichten und bezahlen.

Zum dritten/ so ist in diesen Vertrage abgeredt und betheidiget/ daß wir Hertzog Hans Friderich und unsere Erben/ gedachtes unsers lieben Oheimen Hertzogen Heinrichs von Braunschweig/ offentlichen/ und abgesagten Feinden/ mit Rathen oder Thaten kein Hülff noch Beystand leisten wollen noch sollen. Welches wir Hertzog Heinrich gleicher gestalt/ und in aller massen/ wie obstehet/ auch gewilliget und zugesaget/ sondern vielmehr ein Theil gegen dem andern sich in diesem Fall und sonsten in allwege/ des heiligen Reichs-Ordnung/ Abschieden und Landfrieden gemäß verhalten.

Ob auch befunden würde/ daß etliche unsere/ Hertzog Johann Friederichs Lehenleute/ Unterthanen/ und Verwandte/ sich wider unser beschehenes offen Außschreiben/ zu außwertigen Diensten/ in Krieg begeben/ so wollen wir/ vermöge jetztgedachts Außschreibens/ uns gegen ihnen mit gebührlicher Straff erzeigen.

Wir wollen auch unsere/ Hertzog Johann Friederichs/ Unterthane/ und sonst/ nicht hindern/ sperren noch verbieten/ daß aus unserm Land und Fürstenthumb/ unsern lieben Oheimen/ Hertzogen Heinrichen/ und seiner Lieb/ zuforderst aber der Röm. Königlichen Mai. unsers allergnädigsten Herrn/ und der andern Fränckischen Einungs-Verwandten Kriegs-Volcke/ allerley Proviant/ und Nothdurfft/ umb gebürliche Bezahlung zugeführt und verstattet werden möge.

Hinwieder sollen und wollen auch Wir Hertzog Heinrich von Braunschweig und Luneburg/ unsers lieben Oheimen/ Hertzog Johann Friedrichs Lehenleute/ Unterthanen und Schutz-Verwandte/ mit jetzigen oder andern unsern Kriegs-Volck/ nicht vergewaltigen/ beschweren/ oder jemands solches zu thun verstatten/ sondern/ umb gebürliche bezahlung/ friedlich durch passieren lassen/ welches wir also gewilliget und versprochen.

Zum vierdten/ nachdem in jüngst zwischen uns Hertzog Heinrichen/ und unsern Unterthanen von Braunschweig uffgerichten Vertrage/ unter andern versehen ist/ daß nachmals von unsern lieben Oheimb/ Hertzog Johann Friederichen/ denselben von Braunschweig/ gegen ihrem Reverß und anstatt desselben/ ein gnugsame Quittantz erlanget werden sol/ daß sie die dreyerley Kisten/ sampt darinnen enthaltenen Brieff/ Siegel/ Uhrkunden/ Registraturen/ und Verzeichnüssen/ so bey ihnen durch uns Hertzog Johann Friederichen und dem Landgraffen zu Hessen/ nach eroberung des Hauses Wolffenbüttel verpittschiert/ hintersetzt und deponirt worden seyn/ uns Hertzog Heinrich wiederumb zustellen sollen:

So wollen wir Hertzog Johans Friederich solche Quittung/ nochmals unweigerlich von uns geben/ wie wir dann auch dieselbe offternanten unsern Oheimen/ Hertzog Heinrichen zustellen/ mit dem erbieten/ ob nochmals Mangel daran seyn solte/ oder von denen von Braunschweig nicht vor genugsam angenommen werden/ daß wir alsdann solchen Mangel/ oder ungenugsamheit erstatten/ und in allewege so viel an uns befördern wollen/ daß unser Oheimb Hertzog Heinrich/ berührte Brieff und Siegel ꝛc. wieder bekommen und derselben habhafft werden möge.

Zum fünfften/ so sollen alle und jede unsere beyderseits Räthe/ Diener und Unterthanen/ so dieser obertzehlten Irrungen und Sachen halben/ in einigen Wege verdacht seyn/ heimlich oder offentlich/ darzu Rath/ That/ Hülff/ Beystand/ Förderung und Fürschub gethan haben mögen/ in diesem Vertrage mit eingezogen/ und aus sorgen gelassen/ deßgleichen auch unser beyderseits Gefangene/ ihrer bestrickung/ oder Gefängnüssen/ gegen einander/ ohne Entgelt ledig gezehlet/ und also durch diesen Vertrag/ alle obangeregte Speen/ Irrungen/ Miß-Verstand/ unfreundlicher Wille/ action, Forderungen/ und Sachen/ die sich bisher zwischen uns/ und beyderseits unsern Unterthanen/ Räthen und Dienern derhalben zugetragen und erhalten haben/ und noch hinfürtan derhalben erregt/ fürgenommen und erdacht werden möchten/ gäntzlich vertragen/ uffgehoben/ todt und ab seyn/ und sich nun hinfort an/ ein Theil gegen dem andern/ nichts anders/ dann alles freundlichen guten Willens und was einer dem andern/ nach Inhalt deß Reichs-Ordnungen und Landfriedens zu thun schuldig ist/ endlich zuversehen haben.

Dieweil auch wir Hertzog Heinrich/ dem mehrgedachten unsern Ohmen Hertzog Johann Friederichen zu Sachsen/ und seiner Lieb Rath und Landhofmeister/ Bernhard von Mila Rittern/ berührter Sachen/ action und Gebrächen halben/ am Keys. Cammer-Gericht (wie obgemeldet ist:) mit Recht beklagt und fürgenommen/ so wollen wir solcher unserer Rechtfertigung/ causis & litibus, außtrücklichen renunciren, uns derselben verzeihen und begeben. Wie wir dann auch solch renuntiation, in krafft dieses Brieffes/ gethan haben/ und noch ferner an bemeldtem Cammer-Gericht/ von unsert wegen zu geschehen verschaffen wollen.

Und wir obgedachte Fürsten/ als Johannes Friederich Hertzog zu Sachsen/ und geborner Churfürst/ an einem/ und wir Heinrich der Jünger Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg/ anders Theils/ gereden und geloben einander hierauff/ vor uns/ unsere Erben und Erbnehmen/ hiermit in Uhrkund dieses Brieffes/ bey unsern Fürstlichen Würden/ wahren Worten und gutem Glauben/ daß wir beyde/ samdt und sonderlich/ diesen Vertrag/ so viel der einen jeden betrifft in allen und jeden seinen Puncten/ Artickeln/ effecten, clausulen und Meynungen/ stet/ vest/ trewlich und unverbrüchlich/ wie Löblichen Fürsten des Reichs wol anstehet/ halten und vollziehen sollen und wollen/ ohne Behelff und Ausflucht/ wie die Namen haben/ oder erdacht werden möchten. Dann wir uns deren allen und jeden/ ob die mit außgetruckten Worten hierin gesetzt/ verziehen und begeben haben. Begeben uns auch derselben in beständigster Form/ Maß/ Weise und Gestalt/ wie solches in Rechten/ am warhafftigsten seyn sol/ kan oder mag/ hiermit und in krafft dieses Brieffes/ alles getrewlich/ sonder arge List/ newe Funde und Gefährde. Und deß zu wahrer Uhrkund/ stet- und fester haltung/ haben wir offtbenante beyde Fürsten für uns/ unser beyderseits Erben und Erbnehmen/ unsere angeborne Fürstl. Insiegel an diesem Brieff zweene gleichslauts/ thun hangen/ und der jeder Theil einen zu sich genommen/ uns unser beyderseits Erben und Erbnehmen/ aller obbeschriebener dinge damit zubezeigen und zubesorgen. Geschehen und geben zu Weimar/ am Donnerstage nach Allerheiligen Tage/ nach Christi unsers lieben HErrn Geburt im fünffzehen hundersten und drey und funffzigsten Jahre.

Jo: Friederich. g. Churfürst ꝛc.

H. H. Z. B. v. L. mein Hand.

XXIX.

Heydelbergischer Vergleich des Chur- und Fürstl. Hauses Pfaltz wegen der Succession; Wodurch Vorsehung geschicht/ daß die zu der Chur gehörige Lande nicht zertheilet sollen werden/ sondern nach abgang des Churfürstl. Stammes ohne männl. Erben/ auf die 2. Nov.

ANNO 1553.

die nechste Simmerische Linien kommen solten; doch so/daß der Zwey-Bruggischen die Graffschafft Lützelstein und andere Güter/nebst der Summeringischen Linie antheil an der hindern Graffschafft zu Sponheim/ in diesem fall zugeleget werden. Geschehen Donnernach omnium Sanctorum den 2. Novemb. 1553. [Electa Juris public. curiosa, Contin. pag. 358. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 662. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Pacte de Succession établi & conclu dans la Serenissime MAISON PALATINE, *portant que si la Ligne Electorale masculine vient à manquer, les Biens qui lui appartiennent ne seront point divisés, mais que tous ensemble passeront à la Ligne des* PRINCES PALATINS DE SIMMEREN, *reservé pourtant le Comté de* Lutzelstein, *& les autres Biens adventices qui passeront à la Ligne des* DEUX-PONTS; *& à condition que pardessus cela, les* PRINCES DE SIMMEREN *seront obligés de lui donner de leur propre Patrimoine, pour satisfaction, le Comté posterieur de* Sponheim. *A Heidelberg le Jeudi après la Fête de tous les Saints 2. Novembre 1553.*

VOn GOttes Gnaden Wir Friedrich des Heil. Röm. Reichs Ertz-Truchseß und Churfürst ꝛc. Wir Ott Heinrich/ und wir Wolffgang/ alle Pfaltz-Graffen bey Rhein/ und Hertzogen in Bayern/ ꝛc. Bekennen und thun kund hiermit offenbar/ daß wir uns zeitlich und wohlbedächtlich erinnert haben der güldenen Bullen Käyserl. und Königl. Satzungen/ Decreten/ auch deren von unsern Voreltern/ Pfaltz-Graffen/ Chur-Fürsten löblicher seeliger Gedächtnüß/ über hundert Jahr hero auffgerichten stattlichen Ordnungen und Fürsehungen/ damit sie nicht allein die von GOtt ihnen befohlne Chur- und Fürstenthumben/ Land und Leut bey ihren Ehren/ Würden und ufnehmender Wohlfarth erhielten/ sondern auch daß alles fürter also beysammen unzertrennt auff ihr Erben und Nachkommen devolviren und kommen lassen möchten/ wie dann auch solche Chur- und Fürstenthumb/ sament Land und Leuten dermassen auff weiland unsern freundlichen lieben Brudern und Vettern/ Pfaltz-Grafe Ludwigen/ Churfürsten/ ꝛc. seeliger Gedächtnüß/ und nach seiner Liebd. tödtlichen Abgang/ auff uns Pfaltz-Grafe Friedrichen obgemeldt/ als jetztregierenden Churfürsten gewachsen/ und fürter nach Ausweisung angeregten gulden Bullen/ Ordnungen/ und zwischen uns aufgerichten Verträgen/ billich wachsen und kommen soll. Wann wir uns aber daneben auch schuldig erkennen/ daß wir nicht allein obgedachten guldnen Bullen/ auch andern heilsamen Ordnungen und Fürsehungen/ zu mehrer Auffnehmen und Wohlfahrt dieses Churfürstlichen Hauß der Pfaltz-Graffschafft bey Rhein und zu Bayern/ ꝛc. alles getreuen Fleiß nachzusetzen und zu geleben/ sonder auch dasselbig Wir Pfaltz-Graffe Friedrich Churfürst/ die Zeit unserer Churfürstlichen Regierung aller Möglichkeit gethan/ und wir andere nach Verordnung des Allmächtigen nicht weniger zu thun begierig und geneigt seyn/ so haben wir auch solches alles noch ferner bey uns bewogen und bedacht/ daß uns Pfaltz-Graffe Friedrichen Churfürsten ꝛc. von GOtt dem Allmächtigen ein hohes wohlerlebtes Alter mildiglich verlichen/ welches wir auch nach seinem Göttlichen Willen noch ferner wie bißher/ löblich hinaus bringen mögen/ daß auch wir alle drey bis noch mit ehelichen Leibs-Erben von dem HErrn nicht versehen noch begabt seyn/ also daß sich leichtlich zutragen und begeben möcht/ daß wir drey aus beruffung GOttes ohne derselben ehelichen Leibs-Erben von dieser Welt verfallen würden/ dardurch nicht allein obgerührter löblichen/ lang und hergebrachten guldin Bullen/ Satzungen/ Ordnungen/ und Fürsehungen merckliche Aenderung und Abbruch/ sonder auch zwischen andern unsern geliebten Vettern und Agnaten allerhand Unwillen und Uneinigkeit sambt Zertrennung Land und Leut/ und daraus endliche Verkleinerung und Abgang dieses lang und wohlherkommenen Churfürstl. Hauses der Pfaltz (welches doch der Allmächtig gnädiglich verhüten wolle) erfolgen möcht. Damit aber auf jetztgemeldtem Fall/ als da wir obgemeldte drey/ Chur- und Fürsten/ ohne Hinderlassung ehelicher Leibs-Erben (welches doch alles zu dem Willen des Allmächtigen steht) aus diesem Jammerthal abscheiden würden/ solchem nächsterzehlten beschwerlichen Unrath und Nachtheil begegnet/ sonders aber Zanck und Uneinigkeit/ auch Krieg und Blutvergiessen zwischen unsern nächsten Agnaten und Vettern/ so viel immer menschlich und müglich/ fürkommen/ und dann in Krafft mehrgedachten guldenen Bullen/ Decreten/ Satzungen/ und unser Voreltern löblichen Dispositionen und Ordnungen dieses Churfürstlichen Hauses der Pfaltz sampt Landen und Leuten bey seiner Reputation, Ehren/ Hochheit und Wohlfahrt/ auch zu ihrer unserer nächsten Agnaten und Vettern und deroselben Erben und Nachkommen/ Zeiten und künfftigen Regierungen/ da sie darzu/ auff ob- und mehrermeldten Fall kommen wurden/ nach müglichen Dingen/ unzerrissen bey einander behalten/ und davon dem Heil. Röm. Reich zu gemeiner Wohlfart des geliebten Vatterlandes teutscher Nation so viel stattlicher gedient werden möge/ also haben wir der schuldigen Treue nach/ damit wir demselben unserm gemeinen Vaterland/ fürnehmlich aber diesem Churfürstlichen Hauß der Pfaltz/ auch desselben Fürstenthumben/ Landen/ und gehorsamen Unterthanen/ zugewandt seyn/ zu Verhütung obangeregten schädlichsten Unraths/ und Pflantzung aller Wohlfarth nicht unterlassen wollen noch sollen/ die Hochgebohrnen Fürsten/ Herrn Johannsen Graffen zu Sponheim/ Herrn Friedrichen/ Herrn Georgen/ und Herrn Reinharten/ Vattern und Söhne/ auch Herrn Wolffgangen/ Graffen zu Veldentz/ an statt ihrer Liebden selbst/ und dann als Obristen/ Herrn George Hanse/ allen Pfaltz-Graffen bey Rhein/ Hertzoge in Bayern ꝛc. Unser freundliche liebe Vettern/ Söhne und nechste Agnaten/ hieher zu erfordern und zu beschreiben/ wie auch ihrer aller L. L. in eigner Persohn mit sampt gemeldtem Hertzogen Georg Hansen verordneten vorder Vormundern/ Ludwigen von Eschenau/ dieser Zeit unsers des Churfürsten Groß-Hoffmeister/ auch Job Weidenkopff von Ockenheim/ Landschreibern zu Lichtenberg/ allhie gutwillig erschienen seyn/ und wir darauff ihren L. L. dero obangezogenen gulden Bullen/ Käyserl. und Königl. auch Churfürstl. Satzungen/ Decreten/ Disposition und Ordnungen/ vielfältig stattlich erinnern lassen/ und fürter auff den Fall wir drey (als auff die von weyland des Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn Herrn Ruprechts Römischen Königs/ ꝛc. ꝛc. ältern Sohne/ Herrn Ludwigen Pfaltz-Graffen Churfürsten ꝛc. beeder lobseeliger Gedächtnüß/ in krafft jetztvermeldter gulden Bullen/ Satzungen und Ordnungen/ auch denen zwischen uns habenden Verträgen/ durch ordentliche Succession und Erbschafft/ die Chur/ sambt Land und Leuthen dißher erblich gewachsen und kommen solle) ohne Hinderlassung eheleiblicher Manns-Erben/ nach dem Willen des Allmächtigen von dieser Welt mit Todte/ und also diese Churfürstl. Linie Männlichen Stammens von Hochermeldtes Königs Ruprechts ältern Sohne/ Pfaltz-Graffe Ludwigen Churfürsten/ unserm Uhranherrn seeligen/ biß auff uns absteigend/ gäntzlichen abging/ ihrer aller Liebden wissender Ding/ und mit freundlichem vetterlichen/ wohlgeneigten Willen und Zulassung nachfolgender Gestalt und massen endlichen vereint und verglichen/ wie dann wir drey/ sampt gemeldten unsern Vettern und nechsten Agnaten/ als in ein Hauß der Pfaltz gehörig/ zwischen uns und ihrer aller Liebd. aus rechter Zulassung/ und sonst/ solche Vereinigung und Vergleichung zu verschaffen und auszurichten guten Fug und Macht haben. Nemlich aber so soll auff jetzt- und mehrbemeldten Fall unser dreyer tödtlichen Abgangs ohne Verlassung eheleiblicher Manns-Erben/ und sonst gar nicht ehe/ gedachter unser Vetter Hertzog Hanß/ Graffe zu Sponheim/ ꝛc. oder aber da seine Liebd. damahls nach Schickung des Allmächtigen auch nit mehr bey Leben seyn würden/ alsdann Sr. Liebd. ältester Sohne Layen/ vermög guldiner Bullen/ auch Käyserl. Königl. und Churfürstl. Satzungen/ Decreten und Ordnungen/ unser Chur- und Fürstenthum der Pfaltz-Graffschafft und Hertzogthum am Rhein und zu Bayern/ wie zur selbigen Zeit gefunden/ und von uns erlassen werden/ allesampt ihren Dignitäten/ Würden/ Hoheiten/ auch dem Ertz-Truchsessen-Ampt/ Vicariat, Mannschafft/ Landen und Leuthen/ beweglichen und unbeweglichen Güthern/ sampt allen ihren Ein- und Zugehörungen/ wie das alles auf uns/ von unsern Voreltern/ Churfürsten kommen ist/ und noch weiters kommen soll/ nichts ausgenommen/ als zur selbigen Zeit ankommender regierender Churfürst/ und wahrer rechter ungezweiffelter Erb- und Pfaltz-Graffe/ empfahen/ besitzen und innhaben. Wann es auch obgehörter Massen auff gemelten unsern Vettern/ Hertzog Hansen/ oder Sr. Liebd. ältern Sohne Layen/ also erblich gewachsen und kommen ist/ solls bey denselbigen Manns-Stammen Layen/ so lang derselbig währen würde/ bleiben/ und sollen unsere auch freundliche liebe Vettern/ Hertzog Wolffgang/ Grafe zu Veldentz/ und Hertzog George Hanns/ beede Pfaltz-Grafen/ Gevettern/ auff obberührten Fall/ unser dreyer Chur- und Fürsten tödtlichen Abgangs/ obwohl beede Ihre Liebd. Liebd. derselbigen Zeit in gleichem oder weiterm Grad/ als gedachter Hertzog Hanns/ oder Seiner Liebd. Sohne Layen seyn wurden/ dannoch kein Verhinderung suchen/ thun/ noch fürnehmen/ sondern ermeldtem Hertzog Hansen/ oder Sr. Liebd. Sohne Layen zu obgemeldten Chur- und Fürstenthumen/ Landen und Leuthen ohne einigen Eintrag kommen/ und dabey sie und ihre Manns-Erben Layen/ so lang derselbig Stamm währet/ ruhiglich ungeirrt bleiben zu lassen/ und dann dagegen gedachten Hertzog Wolffgangen und George Hansen Gevettern auch ihren Erben und Nachkommen diese nachfolgende Aempter und Stück/ welche biß in 12000. fl. jährlichen freyes ledigen Einkommens/ nach hierunten bestimten zimlichen und leidlichen Anschlag wohl ertragen sollen/ erblich und eigenthümblich gefolget werden/ und zustehn. Als nemlich Schloß/ Statt und Ampt Lutzelstein (doch unbegeben unser Universität zu Heydelberg Sapientz/ vom jetzigen Pabst Julio dem dritten incorporirten Clöstern

ANNO 1553.

Lixheim

ANNO 1553.

Lixheim und Crafftthal) mit allen ihren Ein- und Zugehörungen nichts ausgenommen/ daran auch gemeldter Sapienis zu ewigen Tag kein Sperrung/ Hindernüß noch Eintrag zugefügt noch verstatt werden solle/ der Churfürstl. Pfaltz Theil an Guttenberger Gemeinschafft/ das Theil an Alsentz/ das Theil an Weinzehenden zu Weissenburg/ und Cleburg/ und dann Hertzog Hansen Theil an der hindern Graffschafft zu Sponheim/ darinnen begriffen Starckenburg/ Greffenburg und Trarbach/ die Stadt und Ampt Birckenfeld/ Schloß und Ampt/ sambt Frauenberg/ Castellaun Schloß und Ampt/ mit den Voigteyen/ Brettich/ Senheim/ Winingen/ Dill Schloß und Ampt/ Hörstein Schloß und Ampt/ Winterberg Schloß und Ampt/ Ellenbach Schloß und Ampt/ mit allen ihren begriffen/ Ein- und Zugehörungen/ Schaffnereyen/ Kellereyen/ Städten/ Flecken/ Dörffern/ Weylern/ Häusern/ Höfen/ Leuten/ hohen und niedern Ober- und Herrlichkeiten/ Rechten/ Gerechtigkeiten/ Wild-Bahnen/ Jägereyen/ Fischereyen/ Geistlichen und Weltlichen Lehen/ Atzungen/ Schatzungen/ Zöllen/ Steuern/ Ungeld/ Freveln/ Bussen/ Fallen und Unfällen/ Wälden/ Weyden/ Wasserlauffen/ Mühlen/ Mühlstätten/ Wayhern/ Wayen/ auch Zehenden/ Renten/ Zinsen/ Gülten/ Gefällen/ Nutzungen/ ob/ auff/ unter der Erden/ nichts ausgescheiden/ wie das alles und jedes auff diese Zeit und in die gemeldte Aempter/ Gemeinschafften/ und Hinter-Graffschafft Sponheim zu Hertzog Hansen Theil/ auch alle verzehlte Stuck geordnet und gehörig ist/ darüber auch zu der Zeit sich mehr angeregter Fall zutrüge/ ihren beeden Liebd. neben unverzüglicher Einraumung derselber Gemeinschafften und Stuck/ alle Register/ briefflicher Uhrkunden/ Rotteln und Verzeichnüssen/ so viel deren verhanden/ und das alles besagen thun/ unweigerlich hinausgeben/ und überantwort werden sollen/ es wären dann solche Urkunden/ so andere Ding mehr/ hierzu nicht gehörig/ besagten/ davon soll ihren L. L. nothdürfftige glaubwürdige Vidimus mitgetheilt/ und die Originalia bey der Pfaltz/ allen Theilen zu gutem/ behalten und verwahrt werden.

Jedoch/ und als die Churfürstl. Pfaltz in Güttenberger Gemeinschafft und zu Alseutz ein besondern gulden Zoll hat/ ist derselbig/ aus Ursachen die Pfaltz allein darauff privilegirt und befreyet/ dergestalt ausgenommen und vorbehalten/ daß daran der Pfaltz und sein Hertzog Wolffgangs Liebden/ auch deren Pfleg-Sohne/ Hertzog Georg Hansen/ und ihren Erben dasjenig/ so jeder Theil/ vermög Verträg bißher in Gemeinschafft an gulden Zollen genossen/ hinfürbaß und zu ewigen Tagen an obgemelten Orthen also haben und empfangen sollen.

Wäre es aber Sach/ daß hie oberzehlte Aemter/ Gemeinschafften/ und Stück/ sampt ihren Ein- und Zugehörungen/ Nutzungen/ wie obsteht/ solche bestimbte zwölfftausend Gülden freyes ledigen jährlichen und beständigen Einkommens/ auff nechstfolgenden Anschlag nicht ertragen/ noch erreichen würden/ so sollen alsdann Hertzog Hannß/ oder seiner Liebden ältester Sohn/ welcher zur Chur- und obgedachten Fürstenthumben sampt Landen und Leuten/ wie obgemeldt/ kommen würde/ den Uberstand/ auch sollen zwölfftausend Gülden jährlichen Einkommens mit andern mehr gelegenen Landen und Leuten nachgehendem Anschlag gemäß fürter erblich und unwiederrufflich verweisen und abrichten/ als lang und viel beede Hertzog Wolffgang/ und Hertzog George Hannß/ samt ihren Erben angeregten Uberstands an den zwölfftausendt Gülden völliglich und gäntzlich vergnügt und zu frieden gestellt worden seyn.

Im fall aber/ dieweil vielermeldte Aempter/ Gemeinschafften und Stück ein mehrers und grössers/ als die benannte zwölfftausend Gülden jährlichs Einkommens ertragen wurden/ alßdann soll der Veldentzisch Theil und Stamm/ der Sponheimischen Theil und Stammen hinwieder hiemit verbunden seyn nach angeregtem Anschlag mit gelegenen Landen und Leuthen zu contentiren und zu vereinigen/ so viel als die Aempter/ Gemeinschafften und Stück über die bestimbte Summa der zwölfftausent Gulden vermögen wurden.

Und haben sich aller Liebden mit unsern guten Wissen und Willen eines träglichen ziemblichen Anschlags/ welcher massen zu der Zeit sich der obgemelde Fall mit uns diepen nach dem Willen des Herrn begeben wurde/ Frucht/ Wein und anders geacht und und angeschlagen/ auch Hertzog Wolffgang und Hertzog Georg Hannß und ihre Erben solches anzunehmen/ auch im fall/ wie obsteht/ heraus zu geben schuldig seyn sollen/ nachfolgender Gestalt freundlich und güelich verglichen.

Item/ in Ampt Lutzelstein ein Fuder Weins von acht Gulden/ ein Malter Waitzen/ ein Gulden/ ein Malter Rocken an achtzehenthalb Pfund/ ein Malder Haber für einen halben Gulden.

Item/ in Guttenburger Gemeinschafft ein Fuder Weins an sieben Gulden/ ein Malter Korn für ein und zweintzig Albus/ ein Malter Gersten für achtzenthalben Albus/ ein Malter Speltzen für ein halben Gulden/ ein Malter Habern für ein halben Gulden.

Item zu Alsentz ein Fuder Weins um sieben Gulden/ ein Malter Korns für 21. Albus/ ein Malter Habern für einen halben Gulden.

Item an Weinzehenden zu Weissenburg und Cleberg/ ein Fuder Weins umb sieben Gulden/ und dann in der hindern Graffschafft Sponheim ein Fuder Weins durchaus an vierzehen Gulden/ und in Trarbacher/ Birckenfelder/ Ellenbacher/ und Frauenberger Ampten/ ein Malter Korns an anderthalb Gulden/ ein Malter Speltzen ein Gulden/ und ein Malter Habern ein Gulden.

Aber in Ampten Castellaun/ Dhill/ Horstein und Winterberg/ ein Malter Korns für ein Gulden/ ein Malter Speltz und Haber/ jeder für neunzehen Albus/ vier Pfenning. Und dann durch aus in allen Ampten ein Ganß um vierthalben Albus. Cappaun um ein und zweintzig Pfennig/ ein Huen um zehen Pfennig/ und zwo Wannen Hews um ein Gulden.

Und soll jeder Gulden Landläuffig für zweintzig sechs Pfund angeschlagen/ gezählt und gerechnet werden.

Zu dem sollen auch auf mehr-angeregten Fall bemeldter Hertzog Hannß/ oder Sr. Ldd. ältester Sohne/ welcher laut nach dieser Vergleichung/ und mehr vermeldten Fall/ zu der Chur/ und andern Landen und Leuten/ alß obsteht/ kommen wurde/ auch ihrer Ldd. Erben und Nachkommen/ so Pfaltzgraffen und Churfürsten seyn werden/ beeden unsern Vettern/ Hertzog Wolffgangen/ und Hertzog Georg Hansen/ auch ihrer L. L. Erben und Nachkommen/ alle und jedes Jahrs eintausend Gulden jährlicher Pensen aus ihren Cammern gegen genungsamer gebührlicher Quittung ausrichten und bezahlen/ also daß beede Hertzog Wolffgang/ und Hertzog George Hanß/ und ihre Erben über obbemeldte/ auf den bestimmten Ampten und Stucken verwiesene Summen der zwölfftausent Gulden/ noch eintausend Gulden obgemeldter Wehrung jährlichs freyes lediges Einkomens haben und empfangen/ doch soll Hertzog Hansen Sr. Ldd. altisten Sohne/ dero Erben und Nachkommen/ Pfaltzgraffen Churfürsten/ ic. wann sie wollen/ ietztbenannte eintausend Gulden jährlicher Pensionen/ mit zweintzigtausend Gulden Haupt-Guts ablösen (welche Losung ihnen ein Jahr lang zuvor verkündt werden soll) in allweg vorbehalten seyn.

Würde sich aber nach Willen und Schickung des Allmächtigen begeben/ daß gemelter Hertzog Hanß/ Grafe zu Sponheim/ sampt allen seinen Sohnen/ Layen/ ehe/ und vor uns Pfaltzgrafen Friedrichen Churfürsten/ ꝛc. oder auch uns Hertzog Otheinrichen/ oder auch uns Hertzog Wolffgangen/ auch Pfaltzgraffen/ ꝛc. mit Tod abgangen und verfallen wären/ und demnach sein Hertzog Hansen Enckeln eins oder mehr Layen/ mit sampt obgedachtem Hertzog Wolffgangen/ Graffen zu Veldentz/ und Sr. Ldd. Pfleg-Sohne Hertzog Georg Hansen/ oder ihrer Ldd. Ldd. einer/ alß Layen/ unser dieser zeitlichs Absterben/ ohne Verlassung ehelicher Manns-Erben verleben wurden/ auf solchen Fall soll die Succession und Erbschafft unser Chur- und anderer Fürstenthumben am Rhein und zu Bayern/ sampt allen ihren anhangenden Dignitäten/ Würden/ Praeminenz, Landen/ Leuten/ Nützungen/ allerdings nach Inhalt und Ausweisung der gülden Bullen/ Käyserlicher und Koniglichen/ auch Churfürstlichen Satzungen/ Decreten/ Dispositionen/ Ordnungen/ fallen und vererbt werden.

Entstunde aber von wegen solcher jetztvermeldter Succession, Erdschafft und Falls/ ob vielleicht angeregte Guldine Bullen und ander Ordnungen darauf kein lautere Versehung gethan/ oder sonst aus andern Mängeln zwischen gedachtem Hertzog Johansen Enckeln einem/ oder mehr/ und dann Hertzog Wolffgangen/ und Hertzog Georg Hansen/ oder ihrer Ldd. Ldd. einiger Zweifel oder Mißverstand/ welcher Theil und Stamm dem andern in der Succession und Erbschafft fürzugehen habe/ sollen sie doch deshalben gegen einander (bey Verlust ihr jedes habenden Zuspruch/ Rechten und Gerechtigkeiten/ die sie auch ihrem jetzigen Bewilligen und Zusagen nach/ wa ein anders dann erfolgt/ durch ein/ oder mehr fürgenommen/ alsbald/ und mit der That/ ohn ferrer Erklärung/ verwürckt haben/ und dasselbig alles dem andern Theil und Stammen zuwachsen soll) zu keiner thätlichen Handlungen/ Beschädigung Land und Leut/ auch feindlichen Kriegen und Blutvergiessen kommen/ sonder solchen Zweifel/ Irrthums und Mißverstands sich zur selbigen Zeit die regierenden Römischen Kayser oder König/ sampt des Heil. Reichs-Churfürsten ic. alß für die solchs ordentlicher Weiß gehörig/ auf beeder Theil und Stämme vorgehenden genugsamen Bericht ordentlich entscheiden lassen/ auch desselben Entscheids oder Erklärung friedlich und ruhig erwarten/ und was also erkannt/ verklärt und entscheiden wurde/ das sollen sie also gütlich annehmen/ und sich desselden ohne Einrede/ oder ohne Weiterung wohl sättigen und benügen lassen.

Damit auch einiger Theil oder Stamm dem andern Theil oder Stammen zu wider sich vor obbemeldten ergangenen Entscheid/ oder Erklärunge/ der Possession, vel quasi, dieser Chur- und Fürstenthumben mit allen ihren Ehren/ Würden/ Hochheiten auch Landen/ Leuten und Nutzungen/ nicht zu unterziehen/ oder zu nähern habe/ sonder alles eim jeden zu seinen Rechten bevorstehn/ und bleiben mögen/ so sollen in mittlerweil/ und bis daß obgehorter Gestalt der entscheid/ oder Erklärunge ergangen/ und desselber genungsamer Schein und Urkund fürgebracht ist/ vermeldte Chur- und Fürstenthum der Pfaltzgraffschaffe und Hertzogthum am Rhein und zu Bayern/ durch die Landstände und Verwandten/ alß nemlich hieunden am Rhein/ die zween Prälaten/ Schonau und Cusserstall/ zween Grafen/ drey vom Adel/ die Städt Heydelberg und Bacharach/ sampt Germersheim und Brettheim/ und dann droben zu Bayern durch die zween Prälaten/ Castell und Spanishard/ drey vom Adel/ die Städt Amberg und Naprug/ sampt Neuburg vorm Wald/ und Weyden/ dem obsiegenden Theil zu gutem versehen/ verwalter und administrirt werden/ welche auch die Räth/ Amtleut und

ANNO 1553. und Diener / alß viel von nöthen wurd / und seyn mag / in ihren Bestallungen dem Fürstenthum verpflicht zu halten / oder wo dern einer oder mehr abgingen / an deroselben statt nothdürfftige Versehung zu thun haben / und fürter die Landstände / und andere jetzt-vermeldt / solcher Administration, nach ergangenem entscheide und verklärunge / demselben gemäß / was obgemeldten Herrschafften zuerkannt / ihnen / und sonst niemand andern / ohne einige Einrede wiederumb abtretten / und ihrer Verwaltung redliche und ehrliche Rechenschafft zu thun schuldig seyn sollen.

Und nachdem jetzmalen auf mehrbemeldten Fall die Grafen und Adel / so zu angeregter Administration zu ziehen nicht wohl nahmhafft gemacht werden mögen / wa dann durch uns die Chur- und Fürsten / oder zum wenigsten unser einem / ehe dann wir von dieser Welt abscheiden / dieselbigen mahln nicht benennt / oder verordnet / so sollen unser des letztlebenden Pfaltzgraffen Churfürsten / dieser Linie hinderlassene Groß-Hoffmeister und obristen Räthe / denen wir auch hiemit dessen vollkommenen Gewalt und Macht geben / und zustellen / die fürnehmste unserer und der Pfaltz Lehen-Leut und Land-Stände / von Grafen / Herren und vom Adel in ziemlicher Anzahl sampt etlichen Städten zu beschreiben haben / mit denselben den Handel nothdürfftiglich bewegen / rathschlagen / und fürter aus demselben Rath diejenigen von Graffen / Herren und Adel / auch aus den obbestimten Städten solche Persohnen ziehen und nehmen / welche neben gedachten unsern Groß-Hoffmeister und Räthen die Administration zu versehen geschickt und tauglich seyn.

Und ob der Theil und Stammen einem obgehörter massen die Chur- und Fürstenthum mit allen ihren Würden / Ein- und Zugehörungen / Landen und Leuten / wie obsteht / samentlich durch die Römische Kayserliche oder Königliche Majestät und Churfürsten zuerkannt werden / soll derselbige Theil und Stammen / dem es also sambtlich mit einander zuerkannt / und in Possessionem vel quasi, wie obsteht / kommen ist / um etwas Vergeltung und zu Erhaltung freundlichen Willens / dem andern Theil und Stammen / welchem das alles aber bekannt wäre / so viel an und mit Landen und Leuten / sampt ihren In- und Zugehörungen / nichts ausgenommen / eigenthümblich und erblich einantworten / zustellen und übergeben / daraus er obberührter Anschlag nach 12000. fl. freyes ledigen einkommens ungefährlich haben / nutzen und empfahen möge.

Ob auch der Allmächtig gütig GOtt unser dreyer Chur- und Fürsten einen / oder mehr mit eheleiblichen Töchtern und Fräulin einen oder mehr mildiglichen begaben / die wir nach uns verlassen würden / alsdann sollen vielbemeldte unsere Vettern sampt oder sonder / wie sich auch beede obberührte Fäll / oder Erkäntnüs in der Succession ihrethalb zutragen werden / (und nehmlich der Theil / so an der Chur- und denselben unsern Fürstenthumen succediren wurdet) zu der Besitzung und Regierung solcher Chur- und Fürstenthumen / auch Landen und Leuten / nicht kommen noch zugelassen werden / sie haben sich dann zuvor verschrieben und verpflichtet / bemeldten unsern eheleiblichen Töchtern und Fräulin alles das zu leisten / zu halten und zu vollziehen / das wir den Fräulin / laut einer besondern Ordination, künfftiglich zueignen und verordnen werden.

Solte sich aber fügen oder zutragen / daß mehrbemeldte unsere Vettern / Hertzog Hannß und seine Söhne / Hertzog Wolffgang / Grave zu Veldentz / und Hertzog Georg Hannß / auch ihrer Lbd. Lbd. Erben und Nachkommen / alle Layen / sampt oder eines Theils Sachen halben / so in dieser Vergleichung zwischen ihnen allen aufgericht / begriffen / verstanden / oder deren anhängig wären / irrig und spenig wurden / daß sollen sie abermahln zu keiner thatlichen Handlung oder Weiterungen deswegen gegen einander trachten / noch wachsen / sonder sich solcher ihrer Spenn und Irrungen / nach Inhalt und Ausweisung der Austräg / so beede Sponheimische Veldentzische Stämme nun viel Jahr hero in denen zwischen ihnen aufgerichten Theilung und Einungen gehabt / und noch haben / weisen / vergleichen und unterscheiden lassen.

Weiters haben wir auch allerseits Liebden für sich / und ihre Erben und Nachkommen vereinigt und verglichen / was deren eines oder mehr von ihren Landen / Aemtern / Schlössern / Städten / Flecken / Dörffern / oder andern Gütern / in andere frembde Hand verpfändet und verschrieben hätten / oder nochmahlen thun wurden / auf künfftige Wiederlösung / doch denen / oder ihren Erben / die solch Losung Macht hätten / dieselbig Theil von dem / dem es also verpfändt oder verschrieben wäre / dem andern Theil / und seinen Erben auf vorgehend Ansinnen und Ersuchen / auch damit dieselben Verpfändungen aus frembden Innhaben desto fürderlicher wieder zu deren Theil einem gebracht / dieselbig Losung zu thun / freundlich gunden und zulassen / doch vorbehaltlich ihren Liebden und derselben Erben / die solche Vergundunge thun / zu jederzeit der Wiederlösung daran / alß dieselbigen solches von vorigen Pfandhaltern zu thun gehabt / daß auch der ander Theil und Fürst / dem die Gundung beschiche / ihren Lbd. und deren Erben darüber nothdürfftige Bekändtniß und Versicherung unter seinem Insiegel vor / und ehe er die Einlösung thut / der Wiederlösung also zu gestatten zustellen solle / treulich und ohne Gefährde.

Solches alles und jedes / wie obsteht / haben gemeldte unsere Vettern für sich / ihren Pfleg-Sohne / ihrer aller Erben / und Nachkommen / sampt und sonder / gutwillig eingangen / bewilligt und angenommen / stet / vest und unverbrüchlich zu halten / dem würcklich zu geleben und nachzukommen / auch einander dabey

ANNO 1553. bestens Vermögens helffen zu befürdern / handhaben / und sonst darwider nicht zu thun noch schaffen oder gestatten gethan werden. Des zu Uhrkundt haben wir Pfaltzgraff Friedrich Churfürst / wir Hertzog Ottheinrich / und wir Hertzog Wolffgang / Vetter und Brüder / uns mit eignen Händen unterschrieben / und unser unterschiedliche Insiegel heran hengen lassen.

So bekennen wir Hertzog Hannß Grafe zu Sponheim / Hertzog Friedrich / Hertzog Georg / und Hertzog Reichart / Vater und Söhne / auch wir Hertzog Wolffgang / Grafe zu Veldentz / für uns selbst und dann sampt obgemeldten unsern zugeordneten mit-Vormündern / von wegen unsers Pfleg-Sohns / Hertzog Georg Hannsen / daß diese Vergleichung mit unserm gutem Wissen / auch freyem unbezwungenen Willen / auf vorgehabten zeitlichen Rath verhandelt / aufgericht und beschehen ist. Gereden und versprechen darauf in und mit Krafft dis Brieffs / samt und sonder für uns / unsern Pfleg-Sohne / auch alle unsere Erben und Nachkommen bey unsern Fürstlichen Würden in dem Wort der Wahrheit / und mit Treuen / die wir sampt gedachten Vormündern / in Vormunds Nahmen darüber gemeltem unserm freundlichen lieben Vettern / und gnäd. Herrn Pfaltzgrafe Friedrichen / Churfürsten ꝛc. mit eignen Händen gethan / und geben haben / daß wir zu Zeiten sich der darzu bestimmten Fehl einer oder der ander begeben und zutragen wurde / dieser Vergleichung ohn allen Verzug / In- oder Widerrede unwaigerlich und treulich geleben / nachkommen / und dieselbig in allen und jeden ihren Puncten / Innhaltungen / Articuln, und Meinungen / so viel sie uns sampt oder ein jeden insonderheit berühren thut / stet / vest / und unverbrüchlich halten / vollziehen / und dabey gäntzlichen bleiben sollen und wollen / auch darwieder nichts suchen / fürnehmen / handeln / oder thun / noch solches jemands zu thun befehlen / oder verstatten / wie uns auch dagegen kein Recht / Freyheit / Begnadigung / Absolution, Disputation, Relaxation, Restitution oder Behelff / wie die inn- oder ausserhalb Rechtens von Päbsten / Römischen Käysern und Königen / und ingemein allen andern Obrigkeiten und Ständen / gemacht / gegeben / ausgebracht / erlangt / oder noch künfftiglich / auff eins / oder mehr Ansuchen / aus eigener Bewegnüß der Oberhand erlangt / und geben werden möchte / zu welchem Fürstand und gutem nicht dienen / schützen / schirmen noch helffen / noch wir derselben Behelff oder Vorstand für uns selbst / noch andere nicht suchen / begehren / oder gebrauchen sollen noch wollen / sondern thun uns der aller und jeder / wie die Nahmen haben / erdacht / oder erfunden werden möchten / hiemit gantz und gar / und insonderheit dem Rechten / so da spricht: Daß gemeiner Verziegk nicht binden solle / es gieng dann ein besonder für / renunciren / verzeihen und begeben.

Es soll auch vielgemeldter Hertzog Georg Hannß Pfaltz-Graffe / so er aus dem underjährigen zu seinem rechten Alter und Jahren kommen wurdet / das alles / so obgeschrieben steht / und ihne belangen thut / gebühret. Massen ratificiren / bestättigen / und bey verlust dessen / so ihme hierzu zu gutem kommen möge / auffrecht und Fürstlich vollziehen und halten.

Und des zu Uhrkund haben wir obgemeldte Hertzog Hannß / Graffe zu Sponheim / Hertzog Friederich / Hertzog Georg / und Hertzog Reichard / Vatter und Sohne / und wir Hertzog Wolffgang / Grave zu Veldentz vor uns selbst / auch als Obrister; und dann wir Ludwig von Eschnau / und Job Weidenkopff obgenannt / als Mit-Vormunder / an statt und von wegen unsers Pfleg-Sohns und gnädigen jungen Herrn Hertzog Georg Hannsen / und für ihne / uns mit eignen Handen unterschrieben / auch unsere unterschiedliche Insiegel an diesen Brieff / dero vier-gleiches Inhalts verfertigt / thun hencken / und wir Pfaltz-Graffe Friedrich Churfürst ꝛc. von unser und obgemeldts unsers Vettern und Brudern Ottheinricks und Hertzog Wolffgangs / ꝛc. wegen / den ein bey unsern Handen behalten; der ander uns Hertzog Hannsen und unsern Söhnen; der dritt uns Hertzog Wolffgang / Graffen zu Veldentz und der vierdt zu Verwahrung der Vormünder / Hertzog Georg Hannsen geben und zugestellt worden seyn. Actum & datum Heydelberg / Donnerstag nach omnium Sanctorum den zweyten Novembris, Anno Domini funffzehenhundert funfftzig drey.

Friedrich Pfaltz-Graff / Churfürst / ꝛc.

Aus Mangel / daß Hertzog Wolffgang / mein Gnädiger Herr / diese Zeit nicht schreiben kan / hab aus seiner Fürstlichen Gnaden Befehlich ich / dero Hoffmeister / Hannß von Rodenstein / mich unterschrieben / und seiner Fürstl. Gnad. Ring-Signet heran gedruckt.

H. Johanns. G. Z. S.

H. Georg Pfaltz-Grave ꝛc. mpp.

Friedrich Pfaltz-Graff ꝛc. mpp.

Reichart Pfaltz-Graff mpp.

Wolffgang Pfaltz-Grave / ꝛc.
und Grave zu Veldentz / mpp.

Ludwig von Eschaw / der Churfürstl. Pfaltz Groß-Hoffmeister / mein Hand.

Job Weidenkopff von Ockenheim / Land-Schreiber zu Lichtenberg ꝛc.

XXX.

XXX.

1. Dec. Im Nahmen der Röm. Kayſ. Maj. CAROLI V. zu Speyr geſchehene Publication der Acht/ auf Anhalten Biſchof Weigands zu Bamberg/ wider Marggraf Albrechten den Jüngern zu Brandenburg den 1. Decembr. 1553. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutſchen Kriegs. Tom. II. Libr. VI. pag. 1434. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 21. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'eſt-à-dire,

(1) *Ban de Proſcription publié, au nom de l'Empereur* CHARLES V., *contre* ALBERT le jeune, *Marcgrave de Brandebourg, aux inſtances de* WIGAND *Evêque de Bamberg. A Spire le* 1. *Decembre* 1553.

WIr Carl der Fünffte/ von GOttes Gnaden Römiſcher Kayſer zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hiſpanien/ beyder Sicilien/ Jeruſalem/ Hungarn/ Dalmatien/ Croatien/ König/ Ertz-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zu Burgundt/ Graf zu Habſpurg/ Flandern und Tyrol/ entbieten den Hochwürdigen/ Ehrwürdigen/ Hochgebornen/ Ehrſamen/ Wohlgebornen/ Edlen/ allen und jeden unſern und des Reichs-Churfürſten/ Fürſten/ Geiſtlichen und Weltlichen/ Prälaten/ Grafen/ Freyen/ Herrn/ Rittern/ Knechten/ Hauptleuten/ Vitzthumen/ Voigden/ Pflegern/ Verweſern/ Amtleuten/ Burggrafen/ Bawmeiſtern/ Gemeinern Schuldheißen/ Schöffen/ Bürgermeiſtern/ Richtern/ Räthen/ Gemeinen/ Bürgern und ſonſt allen ieden andern/ unſerm und des Reichs/ und unſer erblichen Fürſtenthumen und Landen Unterthanen und Getrewen/ was Würden Standts oder Weſen die ſeyen/ unſer Freundſchafft/ Gnad und alles Guts/ Hochwürdigen/ Ehrwürdigen/ Hochgebornen/ Ehrſamen/ Wolgebornen/ Edlen lieben Freundt/ Neven/ Oheimen/ Churfürſten/ Fürſten/ Andächtigen undt Getreuen.

Nachdem der Hochgeborn Albrecht der Jünger Marggraff zu Brandenburg/ auf vorgehende Schrifftliche betrawungen/ den Ehrwürdigen Weygandi Biſchoffen zu Bamberg unſern Fürſten und lieben andächtigen/ auch ſeiner Andacht Stifft/ Land und Leut/ mit Heerskrafft überzogen/ und angegriffen/ deßelbigen Haupt-Statt Bamberg/ ſampt etlichen mehr Stätten/ Schlößern und Flecken belegert/ mit Gewalt eingenommen/ die Unterthanen darſelbſt zu Huldigungs Pflichten gedrungen/ auch ſonſt gegen andern ſeiner Andacht/ und deren Stifft/ Aemter/ Flecken/ Dörffer/ und derſelben Einwohnern mit Brandt/ Brandtſchatzung/ Nam/ Plünderung und in andere Wege freventlicher Weiſe gehandelt/ wie dann ſolches Landtkündig/ offenbar und die Gerichts-Acten und Handlungen/ am unſerm Käyſerlichen Cammer-Gericht/ darüber geubt und beſchrieben ferners ausweiſen/ alles gemeinen Rechten/ auch auffgerichten und offnen Landtfrieden/ und hievor unſern Keyſerlichen ausgangenen und verkündeten Mandaten zu wieder/ darzu auff derhalben beſchehen rechtliche verheiſchen/ kein erhebliche Urſachen/ warumb er in die Peen des Landtfriedens von ſeiner geübten Landtkündigen und offenbaren Handlungen wegen/ nicht erkläret werden ſolt/ bey gedachten unſern Keyſ. Cammer-Gericht fürbracht.

So iſt am ietzt gemeldten unſern Cammer-Gericht hierauf/ und rechtliche Klag/ Handlung und anruffen gedachts unſers Fürſten und des Ehrſamen gelehrten/ unſers und des Reichs lieben Getrewen/ Jacob Huckels/ der Rechten Lehrer/ unſer Keyſerlichen Cammer-Procurator/ Fiſcal-Amts/ und ſeiner intereſſe halben/ nach vorgehaltenen Gerichtlichen Proceß und allem fürbringen gegen ermeldten Marggrafen Urtheil ergangen/ damit er umb angeregter ſeiner begangenen eygengewaltigen/ freventlichen/ Landkündigen und offenbaren Handlung willen/ in unſer und des Heiligen Reichs Acht geſprochen/ erkennt und erklärt/ auch alßbaldt des Reichs herkommen und Gebrauch nach/ durch unſern Keyſerlichen Cammer-Richter/ unter offnen Himmel vor/ und alß ſolcher unſer und des Reichs Landtfriedtbrecher und Achter/ öffentlich denunciret/ ausgeruffen/ aus dem Frieden in Unfrieden geſetzt/ ſein Leib/ Haab und Güter obgemeltem Kläger/ auch ſonſt allermenniglich erlaubt/ und diß unſer Keyſerlich Denunciation und Gebotts-Brief darüber erkennt worden/ Inhalt gemelter Gerichts-Acten und Handlungen darüber geubet und ausgangen.

Darum und damit nun gedachter Marggraf Albrecht berührter ſeiner Landkündigen/ offenbaren/ eygengewaltigen und Landfriedbrüchigen Verhandlungen halben geſtrafft werde/ ſo verkünden/ denunciren und offenbahren wir denſelben Marggrafen mit dieſen unſern Keyſerlichen offen Brief/ oder glaubwürdiger Abſchrifft davon/ für ſolchen unſern und des Reichs offenbaren erkennten/ erklärten und verurtheilten/ Landfriedt-Brecher und Aechter.

Und gebieten darauf ewer Freundſchafften/ Liebden/ Andachten/ und euch/ von Römiſcher Keyſerlicher Macht/ auch Gericht und Rechts wegen/ hiemit ernſtlich/ und wollen daß ihr ietzt genennten Marggraf Albrechten für und alß ſolchen unſern und des Reichs offenbaren Landfriedtbrecher und Aechter fürohin haltet und meldet/ in unſern erblichen und ewren des Reichs-Furſtenthumen/ Landtſchafften/ Graffſchafften/ Herrſchafften/ Gebieten/ Gerichten/ Schlößern/ Stätten/ Marckten/ Dörffern/ Hofen/ Häuſern oder Behauſungen/ nicht einlaßet/ hauſet/ hoffet/ etzet/ trencket/ enthaltet/ leidet oder geduldet/ fürſchiebet/ durchſchleiffet/ ſchützet/ ſchirmet/ begleitet/ oder ſonſt einigerley Gemeinſchafft mit ihm habet/ noch ſolches alles und iedes zuthun den euren befehlet oder geſtattet/ weder heimlich noch öffentlich/ in einige Weiß/ Weg oder Schein/ ſondern ſein Leib/ Haab und Güter/ wo ihr die auff Waßer oder Landt betrettet/ erfahret oder findet/ auffhaltet/ angreiffet/ niederleget/ bekümmert/ arreſtiret und verhafftet/ auch forderlichs Rechtens darumb verhelffet. Und ſonderlich vorgemeldten unſerm Fürſten den Biſchoff und unſer Keyſerlichen Cammer-Procurator/ Fiſcaln/ oder andern von ihret wegen/ ſolches alles und iedes zu thun geſtattet/ vergönnet/ auch ſo offt ihr darumb durch ſie mit dieſem unſerm offen Brief oder Glaubwürdiger Abſchrifft davon erſucht werdet/ von unſer und des Reichs wegen/ zu ſolchem ewer getrew Beyſtandt/ Hülff/ Fürſchub und Förderung thut/ ihnen auch hierinn keinerley Verhinderung oder Irrung zufüget/ alſo/ daß hierinn ewer keiner auf den andern verziehe/ oder Entſchuldigung ſuche/ ſondern in allewege gegen gedachtem erklärten Landtfriedtbrecher und Aechter handelt und fürnehmet/ wie ſich das gegen ſolchen Aechtern gebürth/ ſo lang biß er gebührliche Straff ſeiner Verhandlung erlanget/ oder ſonſt zu Abtrag/ und unſer und des Reichs Gehorſam bracht/ und von beruter Acht/ wie recht/ erleidiget/ und abſolviret wird und euch in dem allen und iedem nicht anders erzeigt/ oder haltet/ alß lieb euch und ewer iedem ſey nachgemelte Peen/ auch andere unſer und des Reichs ſchwere Ungnad/ Straff und Büß zu vermeiden.

Darum thun ewer Freundtſchafft/ Liebden/ Andachten/ und ir unſere ernſtliche Meynung/ dann wir ſetzen/ meynen und wollen/ von obberürter unſer Keyſerlichen Macht/ was alſo von des obgenanten Aechters Marggraf Albrechten/ Leib/ Haab und Gut fürgenommen/ oder gehandelt wird/ daß dardurch wieder uns/ das Heilige Reich/ noch iemandt andern/ mit nichten geſtrevelt/ verhandlet/ oder verwürcket ſeyn/ noch darfür gehalten werden.

Soll auch denſelben Landtfriedtbrecher und Aechter darwieder nicht ſchutzen/ ſchirmen/ freyen/ oder fürtragen/ einige Gnad/ Freyheit/ Tröſtung/ Gleidt/ Sicherheit/ Landt oder Burgfried/ Bundnuß/ Vereinigung/ Burg/ oder Stallrecht/ ſo von uns/ unſern Vorfahren/ am Reich Römiſchen Keyſern und Königen/ oder andern Herrſchafften/ oder Obrigkeiten/ euch oder ihm gemeiniglich/ oder ſonderlich gegeben/ oder beſtettiget weren oder noch würden/ auch keinerley Gewohnheit/ Brauch oder Altherkommen/ noch ſonſt alles anders/ das ihm hierinn zu Hülff/ ſtatten oder ſtewer kommen ſolt/ oder möchte/ wann wir ihn alß erklährten Aechter/ in dem allen/ alß deſſelben unentpfänglich ausgeſchloſſen/ und darinn nicht begriffen haben wollen.

Welcher aber/ oder welche dieſem unſern Keyſerlichen Gebott ungehorſamlich und freventlichen zu wieder thun würden/ in was ſchein das beſchehe/ der oder dieſelben ſollen/ alßdann alß ietz/ und ietzt alßdann/ damit in unſer und des Reichs Acht/ und ſonſt andere ſchwere Peenen verfallen ſeyn/ und gegen dem/ oder denſelben alß Aechtern und ungehorſamen auch gehandelt werden.

Darnach wiſſen ſich ewer Freundſchafften/ Liebden/ Andachten/ und ihr euch zu richten. Geben in unſer und des Reichs-Statt Speyer. am erſten Tage des Monats Decembr. nach Chriſti unſers Herrn Geburth 1553. unſerer Reich des Römiſchen im 35. und der andern aller im 38. Jahren.

(1) Il ſe fit, le même jour & au même Lieu, deux autres publications de ce Ban; l'une, à l'inſtance de l'Evêque de *Wurtzbourg*, & l'autre, à l'inſtance de la Ville de *Nuremberg*. Mais comme elles ne diferent de celle ci qu'en certains motifs particuliers qui y ſont exprimés, on a cru pouvoir les omettre. Ceux qui voudront les voir, les trouveront dans *Hortlederus* au même endroit. [DUM.]

XXXI.

1554. 12. Janv. Proteſtation Marggraff Albrecht des Jüngern zu Brandenburg wider die zu Speyr wider ihn ergangene Achts-Erklährung. Schweinfurth den 12. Januar. 1554. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutſchen Kriegs Tom. II. Libr. VI. Cap. XX. pag. 1457. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II.

ANNO 1554.

II. vierdter Abtheilung/ dritter Absatz. pag. 29. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

*Protestation d'*ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg contre le Ban de proscription publié contre lui. A Swinfort le* 12. *Janv.* 1554.

VOn Gottes Gnaden/ Wir Albrecht/ der Jünger/ Marggraff zu Brandenburg/ in Preussen/ zu Stettin/ in Pommern/ der Caßuben und Wenden/ auch in Schlesien/ zu Oppeln und Rattibarn Hertzog/ Burggraf zu Nürrenberg und Fürst zu Rügen.

Entbieten allen und jeglichen Geistlichen und Weltlichen Chur-Fürsten/ Fürsten/ Prälaten/ Grafen/ Herren/ denen vom Adel/ Erbarn Stätten und sonsten männiglich in gemein/ was Standts ihr im Heiligen Reich Teutscher Nation seyn/ denen dieses unser offen Ausschreiben fürkommt/ so viel derselben unser Feind/ oder derselben Helffer/ und Helffers Helffer nicht seyen/ unser freundlich Dienst/ Freundtschafft/ günstigen Gruß/ Gnad und alles guts zu vorn/ und fügen euer Lieb und euch allen andern hiemit zu wissen. Wiewol wir hiebevor durch unser ernstes warhafftig offen ausschreiben gnugsam an Tag geben/ welcher massen die beyde vermeinte Bischoff/ zu Bamberg und Würtzburg/ Weigandt Redwitzer/ und Melchior Zobel/ sampt ihren Thums-Capiteln/ nicht allein ihr Ehr und Trew/ Brief und Siegel in vergessen gestellt/ auch der Römischen Keyserlichen Majestät/ unsers allergnädigsten Herrn/ Ratification, Confirmation, und Restitution-Brief verächtlich gehalten/ sondern alß offentliche Landtfriedbrecher und Bevehder/ uns durch viel und mancherley Landtfriedbrüchige gewaltthätige Unthaten/ zu erlaubter Noth/ und Gegenwehr verursacht und gedrungen haben/ wie wir dann uns desselben am Cammer-Gericht wieder etliche vermeinte außgedachte Mandata aufs höchst beklagt/ auch nachmahls/ alß uns gemelte Bischoff/ sampt ihren Anhang/ denen von Nürrenberg/ daselbst zu Beschönung berührter ihrer Landtfriedbrüchigen Unthaten/ auf den Landtfrieden beklagt/ und fürgenommen/ unsere beständige und erhebliche Ursachen/ so viel wir derselben dazumahl wissendt gehabt/ dargegen für- und einbringen lassen/ die uns nicht allein von ihren vermeinten Klagen/ vermöge des Landtfriedens und gemeiner beschriebenen Keyserlichen Recht/ billig entheben und ledigen/ sondern auch ihnen den Pfaffen und Nürnbergern/ alß offentlichen Landtfriedtbrechern/ ir vermeinte/ unwahrhafftige Klagen/ ob die gleich sonsten/ gegründet gewest seyn solten/ gäntzlichen benommen/ und abgeschnitten haben solten.

So haben doch die partheylichen Cammer-Richter und Aßeßorn/ uns daselben unsere recht gegründete Ursachen/ alß unerheblich/ jüngst den ersten Decembris deß verlauffenen drey und funfftzigsten Jahrs/ nichtiger und unrechtmäßiger weis/ gegen allen dreyen vermeinten Klägern zu gleich aberkandt/ und uns darzu in die Acht gefallen zu seyn erkendt/ erklärt/ und denuncirt. Wie dann solche ihr nichtige Achts-Erklährung im Truck ausgegangen/ und allenthalben im Reich hin und wieder/ offentlich angeschlagen wird/ darauf auch allbereit/ den 13. Decembris die bemelten Klagende Partheyen um Execution solcher nichtigen erlangten Acht/ an alle Creyß-Stände des Reichs ansuchen/ und durch ihre Procuratores Mandata ubergeben lassen. Damit dann männiglich wisse/ wie partheylich/ nichtig/ und unrechtmäßig/ die Cammer-Gerichts-Persohnen geurtheilet und sich derwegen niemandts/ wes Standts der ist/ sich einige solche nichtige Proceß wieder uns bewegen lassen/ auch sich des losen Pfaffen- und Pfeffersäckischen Handels billig und von rechts wegen zu entschuldigen habe: So haben wir dessen unsere warhafftige/ beständige/ und in der Geschicht auch zu recht wohlgegründte Ursachen/ wieder die vermeinte Cammer-Gerichts Erklärung/ unserer unvermeidentlichen Nottdurfft nach/ zu männiglichs wissen/ begreiffen und stellen lassen/ und hat damit diese Gestalt.

Wiewohl die drey Partheyen/ Bamberg/ Würtzburg und Nürrenberg/ samt dem Cammer-Gerichts-Fiscal/ den sie mit angehenckt/ sonderbare vermeinte Klagen auf den Landtfrieden angestellt: So ist doch ihrenthalben nur ein Sach/ der sie sich/ mit gemeinsamer vereinigter Conspiration, wieder uns beladen und angenommen/ derhalben/ dieweil sich Würtzburg und Nürrenberg anfänglich allein eines Zuzugs/ Bamberg halben/ wiewohl nur im schein/ angemaßt/ so achten wir Kürtz halben von nöthen/ die Geschicht/ dann wo es die Nothdurfft erfodert/ insonderheit zu vermelden.

Und so viel erstlich das Bambergische vermeint erlangt Achts-Urtheil betrifft/ daraus und demselben gemäß die andern gefolge/ seyn wir auf desselben Bischoffs vermeinte Klag/ darumb in die Acht nichtiglich erkandt/ daß wir auf vorgehende schrifftliche Bedräwung/ ihme seine Stifft/ Landt und Leut/ mit Heerskrafft überzogen/ und angriffen/ sein Haupt-Statt Bamberg sampt etlichen mehr Stätten/ Schlößern/ und Flecken belägert/ und mit Gewalt eingenommen/ die Unterthanen daselbst/ zu Huldigungs-Pflichten gedrungen/ auch sonsten mit Brandtschatzung/ Plünderung/ und in andere Wege/ frevendlicher und feindlicher Weiß/ gehandelt/ den Rechten/ auffgerichten offnen Landtfrieden/ und hievor ausgangen und verkündten Käyserlichen Mandaten zu wieder/ und darzu/ auf derhalben beschehen treivlich fürheischen/ kein erhebliche Ursachen/ warumb wir in die Peen des Landtfriedens umb solcher geübter Handlung willen/ nicht erklärt werden sollen/ fürbracht.

Darzu und wieder sagen wir/ wie wir die beyde Bischoffe anderst nicht zu Vollziehung ihrer Verträge annahnen lassen/ dann auf Keys. Maj. erlangte Restitution, Ratification und Confirmation, der berürten Verträge/ so sie und ihre Stifft zuvorn mit uns auffgericht/ auch sie von ihrer thätlichen und feindlichen Handlung/ darinnen sie zuvorn lang wieder uns und die unsern gestanden/ dardurch abzubringen/ alß wir uns desselben unzweiffelich zu geschehen verhofft hätten/ und derwegen/ nach beschehener unser Vermahnung nichts destoweniger das Mannsfeldisch/ auch all unser Kriegs-Volck/ inn- und ausserhalb Landtes verlauffen und verurlauben lassen/ ob wir wohl dasselbig zu behalten/ gut fug/ recht und statt/ auch dessen darzu/ von wegen der Keyserlichen Maj. Willen und erlaubtnuß/ biß von den Pfaffen den Verträgen Vollziehung geschehe/ und sie ihr Kriegs-Volck/ so fort an/ zu Roß und Fuß/ in unserm Land gelegen/ und gegen den unsern in viel Wege/ feindelich gehandelt/ abgeschafft und verurlaubt hätten; und daß sie die Pfaffen/ die Abschaffung/ und Verurlaubung unsers Kriegs-Volcks/ so männiglich Landtkündig gewest/ wol gewust/ und sich also der angezogenen Betrowung/ wie sie die nennen/ gar nichts befahren dörffen/ seyn sie desselben/ mit Weylandt Hertzog Moritzen Schrifften zu uberweisen/ der ihnen die Zertrennung des Mannsfeldischen Kriegs-Volcks zeitlich angezeigt/ auch von sein/ und ihren wegen/ etlich Kriegs-Volck/ alß tausendt Pferdt/ von denselben bestellt/ und nachmahln/ der Römischen Königlichen/ auch nach etlichen derselben Reutter/ die anzunehmen/ gestanden.

So seynd wir aus Keyserl. Maj. Diensten/ etwann mit zweyhundert/ dennoch gar abgeschlagenen und mehrer theils verdorbnen Pferden/ ungefehrlich anheimisch geritten/ allda sie und ihre Nürnberger ihre gute Kundeschafft auf uns gehabt/ also/ daß sich in der Geschicht und dem Augenscheinlichen Werck befunden/ daß wir gegen iemandt/ wo wir dessen übrig seyn mögen/ feindtlich zu handeln/ gar nicht gewillet/ oder geneigt gewesen. Aber hergegen/ daß die Pfaffen/ sampt den Nürnbergern wieder uns mit Gewalt/ und der That zu handeln nicht allein bewillt/ sondern auch desselben in bereiten Werck gewesen/ ist die unverneinlich Warheit/ daß derselben Zeit/ sie die beyde Pfaffen/ allbereit und zuvorn/ da wir noch in Keyserlichen Majestat Dienst vor Metz gewesen/ mit Kriegs-Volck zu Roß und Fuß gefast gewest/ und sich fortan/ noch ferner allenthalben darumb beworben/ wie sie dann nicht allein/ alß vorstehet/ das Mannsfeldisch Kriegs-Volck/ sondern auch die Knecht/ so wir alßbaldt nach erfolgter unser Aussöhnung/ durch unsere Räthe zu Blassenburg verurlaubt/ so viel sie deren bekommen mögen/ bestellen und annehmen lassen; Deßgleichen haben sie auch an den Pässen allenthalben die Bestellung gethan/ alle die Knecht so wir vor Metz geurlaubt/ und ihnen zu dienen gewilt/ auch anzunehmen/ und in ihre Dienst zu bringen.

Neben dem haben sie sampt den Nürnbergern/ allbereit mit Hertzog Moritzen/ Hertzog Heinrichen/ und dem von Plawen/ welchen der Bischoff zu Bamberg zu Lohn ein Suppen absieden müssen/ und sonst andere mehr/ wieder den aufgerichten Landtfrieden conspirirt/ und ihren Verstandt uns zu überziehen gemacht. Uber das haben sie auch nicht unterlassen/ bey der Cantzley an Käyserlicher Majestät Hoff/ durch ihre Gesandten/ und sonderlich Hanß Willhelm Nothafft Commenthurn/ der ihme die Sachen/ wie ihme sein eigen Handtschrifft dessen überzeugt/ wol hat lassen befohlen seyn/ mit grossen emsigen Fleiß/ wieder uns zu practiciren/ wie das alles zur Notturfft/ und was den Secretarien vor Dienstgelt/ und sonsten versprochen/ mit Schrifften zu beweisen/ so wir in der Bambergischen Cantzeley befunden/ auch das Werck hernach an ihm selbst die heimlich verborgene Conspirationes und Practicken/ an Tag gebracht hat/ und ohne das aus der Pfaffen pochen/ trotzen und Ubermuth/ auch feindlicher Handlung solcher conspirirter Hinterhalt/ wol abzunehmen/ dieweil sie fort an/ so wohl nach/ alß vor unser Aussöhnung/ sich für unsere Feind gehalten/ uns an unserer restituirten Vertrags-Handlung mit der That und Gewaltsam verhindert/ unsere Flecken eingenommen/ dieselben mit Gewalt innen gehalten/ auch unsere Erb- und andere Unterthanen fahen/ stricken/ schlagen/ verwunden/ erstechen/ rantzioniren/ den Botten die Brief nehmen/ ihre Büchsen abreissen/ und unter Augen werffen/ auch alß wir aus Keys. Maj. Dienst vor Metz/ ohne männiglichs Verletzung anheims gezogen/ zu uns und unserm Hoffgesindt feindtlich schiessen/ und auf uns unterwegs nieder zu werffen/ streiffen und halten lassen/ und in Summa/ sich als Feinde gegen uns und den unsern wieder unsern Willen in ander oder mehr Weg gemüßigt und gehalten. Ob nun wir hiervon durch die Pfaffen/ nicht allein sie mit Schrifften zu Bedrawung/ sondern auch zu erlaubter Noth und Gegenwehr verursacht und gedrungen worden/ das geben wir allen unpartheylichen selbst zu erkennen und zu ermessen.

Wir haben aber nichts destoweniger die Handlung noch ferner an uns wachsen und kommen lassen/ ehe dann wir uns in die Noth und Gegenwehr begeben/ und zuvor unterwegs zu Heidelberg unsern Herrn und Freundten/ etlichen Chur- und Fürsten/ doch unvergreifflich und ohnabbrüchig unserer Verträge/ aller unserer und der unsern Sprüch und Forderung halben endlich verfolgt/ nachdem uns allein zu Forchheim/ an Geschütz/ Getreyde/ Wein

und

ANNO 1554.

XXX.

1. Dec. Im Nahmen der Röm. Kays. Maj. CAROLI V. zu Speyr geschehene Publication der Acht/ auf Anhalten Bischof Weigands zu Bamberg/ wider Marggraf Albrechten den Jüngern zu Brandenburg den 1. Decembr. 1553. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutschen Kriegs. Tom. II. Libr. VI. pag. 1434. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 21. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

(1) *Ban de Proscription publié, au nom de l'Empereur* CHARLES V., *contre* ALBERT le jeune, *Marcgrave de Brandebourg, aux instances de* WIGAND *Evêque de Bamberg. A Spire le* 1. *Decembre* 1553.

WIr Carl der Fünffte / von GOttes Gnaden Römischer Käyser zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hispanien / beyder Sicilien / Jerusalem / Hungarn / Dalmatien / Croatien / König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgundt / Graf zu Habspurg / Flandern und Tyrol / entbieten den Hochwürdigen / Ehrwürdigen / Hochgebornen / Ehrsamen / Wohlgebornen / Edlen / allen und jeden unsern und des Reichs-Churfürsten / Fürsten / Geistlichen und Weltlichen / Prälaten / Grafen / Freyen / Herrn / Rittern / Knechten / Hauptleuten / Vitzthumen / Voigden / Pflegern / Verwesern / Amtleuten / Burggrafen / Bawmeistern / Gemeinern Schuldheissen / Schöffen / Bürgermeistern / Richtern / Räthen / Gemeinen / Bürgern und sonst allen ieden andern / unsern und des Reichs / und unser erblichen Fürstenthumen und Landen Unterthanen und Getrewen / was Würden Standts oder Wesen die seyen / unser Freundschafft / Gnad und alles Guts / Hochwürdigen / Ehrwürdigen / Hochgebornen / Ehrsamen / Wolgebornen / Edlen lieben Freundt / Neven / Oheimen / Churfürsten / Fürsten / Andächtigen undt Getreuen.

Nachdem der Hochgeborn Albrecht der Jünger Marggraff zu Brandenburg / auf vorgehende Schrifftliche betrawungen / den Ehrwürdigen Weygandt Bischoffen zu Bamberg unsern Fürsten und lieben andächtigen / auch seiner Andacht Stifft / Land und Leut / mit Heerskrafft überzogen / und angegriffen / deßelbigen Haupt-Statt Bamberg / sampt etlichen mehr Stätten / Schlößern und Flecken beligert / mit Gewalt eingenommen / die Unterthanen darselbst zu Huldigungs Pflichten gedrungen / auch sonst gegen andern seiner Andacht / und deren Stifft / Aemter / Flecken / Dörffer / und derselben Einwohnern mit Brandt / Brandtschatzung / Nam / Plünderung und in andere Wege freventlicher Weise gehandelt / wie dann solchs Landkündig / offenbar und die Gerichts-Acten und Handlungen / am unsern Käyserlichen Cammer-Gericht / darüber geubt und beschrieben ferners ausweisen / alles gemeinen Rechten / auch auffgerichten und offnen Landtfrieden / und hievor unsern Keyserlichen ausgangenen und verkündeten Mandaten zu wieder / darzu auff derhalben beschehen rechtliche verheischen / kein erhebliche Ursachen / warumb er in die Peen des Landtfriedens von seiner geübten Landkündigen und offenbaren Handlungen wegen / nicht erkläret werden solt / bey gedachten unsern Keys. Cammer-Gericht fürbracht.

So ist am ietzt gemeldten unsern Cammer-Gericht hierauf / und rechtlicht Klag / Handlung und anruffen gedachts unsers Fürsten und des Ehrsamen gelehrten / unsers und des Reichs lieben Getrewen / Jacob Huckels / der Rechten Lehrer / unser Keyserlichen Cammer-Procurator / Fiscal-Amts / und seiner interesse halben / nach vorgehaltenen Gerichtlichen Proceß und allem fürbringen gegen ermeldten Marggrafen Urtheil ergangen / damit er umb angeregter seiner begangenen eygengewaltigen / freventlichen / Landkündigen und offenbaren Handlung willen / in unser und des Heiligen Reichs Acht gesprochen / erkennt und erklärt / auch alßbaldt des Reichs herkommen und Gebrauch nach / durch unsern Keyserlichen Cammer-Richter / unter offnen Himmel vor / und alß solcher unser und des Reichs Landtfriedtbrecher und Aechter / öffentlich denuncirer / ausgeruffen / aus dem Frieden in Unfrieden gesetzt / sein Leib / Haab und Güter obgemeltem Kläger / auch sonst allermenniglich erlaubt / und diß unser Keyserlich Denunciation und Gebotts-Brief darüber erkennt worden / Inhalt gemelter Gerichts-Acten und Handlungen darüber geubet und ausgangen.

Darum und damit nun gedachter Marggraf Albrecht berührter seiner Landkündigen / offenbaren / eygengewaltigen und Landfriedbrüchigen Verhandlungen halben gestrafft werde / so verkünden / denunciren und offenbahren wir denselben Marggrafen mit diesen unsern Keyserlichen offen Brief / oder glaubwürdiger Abschrifft davon / für solchen unsern und des Reichs offenbaren erkennten / erklärten und verurtheilten / Landfriedt-Brecher und Aechter.

Und gebieten darauf ewer Freundschafften / Liebden / Andachten / und euch / von Römischer Keyserlicher Macht / auch Gerichts und Rechts wegen / hiemit ernstlich / und wollen daß ihr ietzt genennten Marggraf Albrechten für und alß solchen unsern und des Reichs offenbaren Landfriedtbrecher und Aechter fürohin haltet und meldet / in unsern erblichen und ewren des Reichs-Fürstenthumen / Landeschafften / Graffschafften / Herrschafften / Gebieten / Gerichten / Schlößern / Stätten / Marckten / Dörffern / Hofen / Häusern oder Behausungen / nicht einlaßet / hauset / hoffet / etzet / trencket / enthaltet / leidet oder geduldet / fürschiebet / durchschleiffet / schützet / schirmet / begleitet / oder sonst einigerley Gemeinschafft mit ihm habet / noch solches alles und iedes zuthun den euren befehlet oder gestattet / weder heimlich noch öffentlich / in einige Weiß / Weg oder Schein / sondern sein Leib / Haab und Güter / wo ihr die auff Waßer oder Landt betrettet / erfahret oder findet / auffhaltet / angreiffet / niederleget / bekümmert / arrestiret und verhafftet / auch förderlichs Rechtens darumb verhelffet. Und sonderlich vorgemeldten unserm Fürsten den Bischoff und unser Keyserlichen Cammer-Procurator / Fiscaln / oder andern von ihret wegen / solches alles und iedes zu thun gestattet / vergönnet / auch so offt ihr darumb durch sie mit diesem unserm offen Brief oder Glaubwürdiger Abschrifft darvon ersucht werdet / von unser und des Reichs wegen / zu solchem ewer getrew Beystandt / Hülff / Fürschub und Förderung thut / ihnen auch hierinn keinerley Verhinderung oder Irrung zufüget / also / daß hierinn ewer keiner auf den andern verziehe / oder Entschuldigung suche / sondern in allewege gegen gedachtem erklärten Landtfriedtbrecher und Aechter handelt und fürnihmet / wie sich das gegen solchen Aechtern gebürth / so lang biß er gebührliche Straff seiner Verhandlung erlanget / oder sonst zu Abtrag / und unser und des Reichs Gehorsam bracht / und von berürter Acht / wie recht / erledigет / und absolviret wird und euch in dem allen und iedem nicht anders erzeigt / oder haltet / alß lieb euch und ewer iedem sey nachgemelte Peen / auch andere unser und des Reichs schwere Ungnad / Straff und Buß zu vermeiden.

Darum thun ewer Freundtschafft / Liebden / Andachten / und it unsere ernstliche Meynung / dann wir setzen / meynen und wollen / von obberürter unser Keyserlichen Macht / was also von des obgenanten Aechters Marggraf Albrechten / Leib / Haab und Gut fürgenommen / oder gehandelt wird / daß dardurch wieder uns / das Heilige Reich / noch iemandt andern / mit nichten gefrevelt / verhandlet / oder verwürcket seyn / noch darfür gehalten werden.

Soll auch denselben Landtfriedtbrecher und Aechter darwieder nicht schutzen / schirmen / freyn / oder fürtragen / einige Gnad / Freyheit / Tröstung / Gleidt / Sicherheit / Landt oder Burgfried / Bundnuß / Vereinigung / Burg / oder Stallrecht / so von uns / unsern Vorfahren / am Reich Römischen Keysern und Königen / oder andern Herrschafften / oder Obrigkeiten / euch oder ihm gemeinglich / oder sonderlich gegeben / oder bestetiget weren oder noch würden / auch keinerley Gewohnheit / Brauch oder Altherkommen / noch sonst alles anders / das ihm hierinn zu Hülff / statten oder stewer kommen solt / oder möchte / wann wir ihn alß erklährten Aechter / in dem allen / alß desselben unentpfänglich ausgeschlossen / und darum nicht begriffen haben wollen.

Welcher aber / oder welche diesem unsern Keyserlichen Gebott ungehorsamlich und freventlichen zu wieder thun würden / in was schein das beschehe / der oder dieselben sollen / alßdann alß ietz / und ietzt alßdann / damit in unser und des Reichs Acht / und sonst andere schwere Peenen verfallen seyn / und gegen dem / oder denselben alß Aechtern und ungehorsamen auch gehandelt werden.

Darnach wissen sich ewer Freundschafften / Liebden / Andachten / und ihr euch zu richten. Geben in unser und des Reichs-Statt Speyer. am ersten Tage des Monats Decembr. nach Christi unsers Herren Geburth 1553. unserer Reich des Römischen im 35. und der andern aller im 38. Jahren.

XXXI.

Protestation Marggraff Albrecht des Jüngern zu Brandenburg wider die zu Speyr wider ihn ergangene Achts-Erklährung. Schweinfurth den 12. 12. Januar. 1554. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutschen Kriegs Tom. II. Libr. VI. Cap. XX. pag. 1457. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. 1554. 12. Janv.

(1) Il se fit, le même jour & au même Lieu, deux autres publications de ce Ban; l'une, à l'instance de l'Evêque de *Wurtzbourg*, & l'autre, à l'instance de la Ville de *Nuremberg*. Mais comme elles ne diferent de celle ci qu'en certains motifs particuliers qui y sont exprimés, on a cru pouvoir les ometre. Ceux qui voudront les voir, les trouveront dans *Hortlederus* au même endroit. [DUM.]

ANNO 1554.

II. vierdter Abtheilung / dritter Absatz. pag. 29. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

*Protestation d'*ALBERT le jeune *Marcgrave de Brandebourg contre le Ban de proscription publié contre lui. A Swinfort le* 12. *Janv.* 1554.

VOn Gottes Gnaden / Wir Albrecht / der Jünger / Marggraff zu Brandenburg / in Preussen / zu Stettin / in Pommern / der Caßuben und Wenden / auch in Schlesien / zu Oppeln und Rattiborn Hertzog / Burggraf zu Nürrenberg und Fürst zu Rügen.

Entbieten allen und jeglichen Geistlichen und Weltlichen Chur-Fürsten / Fürsten / Prälaten / Grafen / Herren / denen vom Adel / Erbarn Stätten und sonsten männiglich in gemein / was Standts ihr im Heiligen Reich Teutscher Nation seyn / denen dieses unser offen Ausschreiben fürkommt / so viel derselben unser Feind / oder derselben Helffer / und Helffers Helffer nicht seyen / unser freundlich Dienst / Freundtschafft / günstigen Gruß / Gnad und alles guts zu vorn / und fügen euer Lieb und euch allen andern hiemit zu wissen. Wiewol wir hiebevor durch unser ernstes warhafftig offen ausschreiben gnugsam an Tag geben / welcher massen die beyde vermeinte Bischoff / zu Bamberg und Würtzburg / Weigandt Redwitzer / und Melchior Zobel / sampt ihren Thums-Capiteln / nicht allein ihr Ehr und Trew / Brief und Siegel in vergessen gestellt / auch der Römischen Keyserlichen Majestät / unsers allergnädigsten Herrn / Ratification, Confirmation, und Restitution-Brief verächtlich gehalten / sondern alß offentliche Landtfriedbrecher und Bevehder / uns durch viel und mancherley Landtfriedbrüchige gewaltthätige Unthaten / zu erlaubter Noth / und Gegenwehr verursacht und gedrungen haben / wie wir dann uns desselben am Cammer-Gericht wieder etliche vermeinte außgebrachte Mandata aufs höchst beklagt / auch nachmahls / alß uns gemelte Bischoff / sampt ihren Anhang / denen von Nürrenberg / daselbst zu Beschönung berührter ihrer Landtfriedbrüchigen Unthaten / auf den Landtfrieden beklagt / und fürgenommen / unsere beständige und erhebliche Ursachen / so viel wir derselben dazumahl wissendt gehabt / dargegen für- und einbringen lassen / die uns nicht allein von ihren vermeinten Klagen / vermöge des Landtfriedens und gemeiner beschriebenen Keyserlichen Recht / billig entheben und ledigen / sondern auch ihnen den Pfaffen und Nürnbergern / alß offentlichen Landtfriedbrechern / ir vermeinte / unwahrhafftige Klagen / ob die gleich sonsten / gegründet gewest seyn solten / gäntzlichen benommen / und abgeschnitten haben sollen;

So haben doch die partheylichen Cammer-Richter und Assessori / uns dieselben unsere recht gegründte Ursachen / alß unerheblich / jüngst den ersten Decembris deß verlauffenen drey und funffzigsten Jahrs / nichtiger und unrechtmäßiger weis / gegen allen dreyen vermeinten Klägern zu gleich aberkandt / und uns darzu in die Acht gefallen zu seyn erkendt / erklärt / und denuncirt. Wie dann solche ihr nichtige Achts-Erklährung im Truck ausgegangen / und allenthalben im Reich hin und wieder / offentlich angeschlagen wird / darauf auch allbereit / den 13. Decembris die bemelten Klagende Partheyen um Execution solcher nichtigen erlangten Acht / an alle Creyß-Stände des Reichs ansuchen / und durch ihre Procuratores Mandata ubergeben lassen. Damit dann männiglich wisse / wie partheylich / nichtig / und unrechtmäßig / die Cammer-Gerichts-Persohnen geurtheilet und sich derwegen niemandts / wes Standts der ist / sich einige solche nichtige Proceß wieder uns bewegen lassen / auch sich des losen Pfaffen- und Pfeffersäckischen Handels billig und von rechts wegen zu entschuldigen habe: So haben wir dessen unsere warhafftige / beständige / und in der Geschicht auch zu recht wohlgegründte Ursachen / wieder die vermeinte Cammer-Gerichts Erklärung / unserer unvermeidentlichen Nottdurfft nach / zu männiglichs wissen / begreiffen und stellen lassen / und hat damit diese Gestalt.

Wiewohl die drey Partheyen / Bamberg / Würtzburg und Nürrenberg / samt dem Cammer-Gerichts-Fiscal / den sie mit angehenckt / sonderbare vermeinte Klagen auf den Landtfrieden angestellt: So ist doch ihrenthalben nur ein Sach / der sie sich / mit gemeinsamer vereinigter Conspiration, wieder uns beladen und angenommen / derhalben / dieweil sich Würtzburg und Nürrenberg anfänglich allein eines Zuzugs / Bamberg halben / wiewohl nur im schein / angemast / so achten wir Kürtz halben von nöthen / die Geschicht / dann wo es die Nothdurfft erfodert / insonderheit zu vermelden.

Und so viel erstlich das Bambergische vermeint erlangt Achts-Urtheil betrifft / daraus und demselben gemäß die andern gefolgt / seyn wir auf desselben Bischoffs vermeinte Klag / darumb in die Acht nichtiglich erkandt / daß wir auf vorgehende schrifftliche Bedräwung / ihme seine Stifft / Landt und Leut / mit Heerskrafft überzogen / und angriffen / sein Haupt-Statt Bamberg sampt etlichen mehr Stätten / Schlössern / und Flecken belägert / und mit Gewalt eingenommen / die Unterthanen daselbst / zu Huldigungs-Pflichten gedrungen / auch sonsten mit Brandtschatzung / Plünderung / und in andere Wege / frevenlicher und feindlicher Weiß / gehandelt / den Rechten / auffgerichten offnen Landtfrieden / und hievor ausgangen und verkündten Käyserlichen Mandaten zu wieder / und darzu / auf derhalben beschehen treulich fürheischen / kein erhebliche Ursachen / warumb wir in die Peen des Landtfriedens umb solcher geübter Handlung willen / nicht erklärt werden sollen / fürbracht.

Darzu und wieder sagen wir / wie wir die beyde Bischoffe anderst nicht zu Vollziehung ihrer Verträge annahmen lassen / dann auf Keys. Maj. erlangte Restitution, Ratification und Confirmation, der berürten Verträge / so sie und ihre Stifft zuvorn mit uns auffgericht / auch sie von ihrer thätlichen und feindlichen Handlung / darinnen sie zuvorn lang wieder uns und die unsern gestanden / dardurch abzubringen / alß wir uns desselben unzweiffelich zu geschehen verhofft hätten / und derwegen / nach beschehener unser Vermahnung nichts destoweniger das Mannßfeldisch / auch all unser Kriegs-Volck / inn- und ausserhalb Landtes verlauffen und verurlauben lassen / ob wir wohl dasselbig zu behalten / gut fug / recht und statt / auch dessen darzu / von wegen der Keyserlichen Maj. Willen und erlaubnuß / biß von den Pfaffen den Verträgen Vollziehung geschehe / und sie ihr Kriegs-Volck / so fort an / zu Roß und Fuß / in unserm Land gelegen / und gegen den unsern in viel Wege / feindlich gehandelt / abgeschafft und verurlaubt hätten; und daß sie die Pfaffen / die Abschaffung / und Verurlaubung unsers Kriegs-Volcks / so männiglich Landtkündig gewest / wol gewust / und sich also der angezogenen Betrowung / wie sie die nennen / gar nichts befahren dörffen / seyn sie desselben / mit Weylandt Hertzog Moritzen Schrifften zu uberweisen / der ihnen die Zertrennung des Mannsfeldischen Kriegs-Volcks zeitlich angezeigt / auch von sein / und ihren wegen / etlich Kriegs-Volck / alß tausendt Pferdt / von denselben bestellt / und nachmahln / der Römischen Königlichen / auch nach etlichen derselben Reutter / die anzunehmen / gestanden.

So seynd wir aus Keyserl. Maj. Diensten / etwann mit zweyhundert / dennoch gar abgeschlagenen und mehrer theils verdorbnen Pferden / ungefehrlich anheimisch geritten / allda sie und ihre Nürnberger ihre gute Kundtschafft auf uns gehabt / also / daß sich in der Geschicht und dem Augenscheinlichen Werck befunden / daß wir gegen iemandt / wo wir dessen übrig seyn mögen / feindlich zu handeln / gar nicht gewillet / oder geneigt gewesen. Aber hergegen / daß die Pfaffen / sampt den Nürnbergern wieder uns mit Gewalt / und der That zu handeln nicht allein bewillt / sondern auch desselben in bereiten Werck gewesen / ist die unverneinlich Warheit / daß derselben Zeit / sie die beyde Pfaffen / allbereit und zuvorn / da wir noch in Keyserlichen Majestät Dienst vor Metz gewesen / mit Kriegs-Volck zu Roß und Fuß gefast gewest / und sich fortan / noch ferner allenthalben darumb beworben / wie sie dann nicht allein / alß vorstehet / das Mannsfeldisch Kriegs-Volck / sondern auch die Knecht / so wir alßbaldt nach erfolgter unser Aussöhnung / durch unsere Räthe zu Blassenburg verurlaubt / so viel sie deren bekommen mögen / bestellen und annehmen lassen; Deßgleichen haben sie auch an den Pässen allenthalben die Bestellung gethan / alle die Knecht so wir vor Metz geurlaubt / und ihnen zu dienen gewilt / auch anzunehmen / und in ihre Dienst zu bringen;

Neben dem haben sie sampt den Nürnbergern / allbereit mit Hertzog Moritzen / Hertzog Heinrichen / und dem von Plawen / welchen der Bischoff zu Bamberg zu Lohn ein Suppen absieden müssen / und sonst andere mehr / wieder den aufgerichten Landtfrieden conspirirt / und ihren Verstandt uns zu überziehen gemacht. Uber das haben sie auch nicht unterlassen / bey der Cantzley an Käyserlicher Majestät Hoff / durch ihre Gesandten / und sonderlich Hanß Wilhelm Nothafft Commenthurn / der ihme die Sachen / wie ihme sein eigen Handtschrifft dessen überzeugt / wol hat lassen befohlen seyn / mit grossen emsigen Fleiß / wieder uns zu practiciren / wie das alles zur Notturfft / und was den Secretarien vor Dienstgelt / und sonsten versprochen / mit Schrifften zu beweisen / so wir in der Bambergischen Cantzeley befunden / auch das Werck hernach an ihm selbst die heimlich verborgene Conspirationes und Practicken / an Tag gebracht hat / und ohne das aus der Pfaffen pochen / trotzen und Ubermuth / auch feindlicher Handlung solcher conspirirter Hinterhalt / wol abzunehmen / dieweil sie fort an / so wohl nach / alß vor unser Aussöhnung / sich für unsere Feind gehalten / uns an unserer restituirten Vertrags-Handlung mit der That und Gewaltsam verhindert / unsere Flecken eingenommen / dieselben mit Gewalt innen gehalten / auch unsere Erb- und andere Unterthanen fahen / stricken / schlagen / verwunden / erstechen / rantzioniren / den Botten die Brief nehmen / ihre Büchsen abreissen / und unter Augen werffen / auch alß wir aus Keys. Maj. Dienst vor Metz / ohne männiglichs Verletzung anheims gezogen / zu uns und unserm Hoffgesindt feindtlich schiessen / und auf uns unterwegs nieder zu werffen / streiffen und halten lassen / und in Summa / sich als Feindt gegen uns und den unsern wieder unsern Willen in ander oder mehr Weg gemüßigt und gehalten. Ob nun wir hiervon durch die Pfaffen / nicht allein sie mit Schrifften zu Bedrawung / sondern auch zu erlaubter Noth und Gegenwehr verursacht und gedrungen worden / das geben wir allen unpartheylichen selbst zu erkennen und zu ermessen.

Wir haben aber nichts destoweniger die Handlung noch ferner an uns wachsen und kommen lassen / ehe dann wir uns in die Noth und Gegenwehr begeben / und zuvor unterwegs zu Heidelberg unsern Herrn und Freunden / etlichen Chur- und Fürsten / doch unvergreifflich und ohnabbrüchig unserer Verträge / aller unserer und der unsern Sprüch und Forderung halben endlich verfolgt / nachdem uns allein zu Forchheim / an Geschütz / Getreyde / Wein

und andern Vorrath/ so wir allenthalben aus unsern Aemtern dahin führen lassen/ weit über die hundert tausend Gülden werth/ mit Gewalt genommen/ohne was den unsern für mercklicher Schaden durch Nahm/ Plündern und Verwüstung des ihren/ auch Beschedigung an ihren Leiben/ mit Gefängnüß/ schlagen und Verwunden/ zugefügt.

Aber diese gütliche Vertrags-Handlung/ wiewol unvergreiffenlich einzugehen/ oder zu bewilligen/ ist der vermeinte Bischoff zu Bamberg beschwerlich zu bereden/aber durch die bemelte Unterhandlungs Chur- und Fürsten/ gar nicht zu bewegen gewest/ daß er/ ob wir vielleicht sonsten noch nicht wüsten oder erfahren hätten/ daß er unser/ wiewol bißhero allwegen untersagter Feind seyn wolt/ einen friedlichen Anstandt/ wie doch unsers theils beschehen/ biß zu Endung berürter Unterhandlung hätt bewilligen wollen/ alß er uns dann in derselben wehrenden gütlichen Handlung einen unsern Secretarien/ Hartung Fladenstein/ auf freyer Strassen gefänglich annehmen/ und gen Forchheim führen hat lassen/ welches so balde ein gewisses/ unzweiffenlich anzeigen gab/ daß er der Bischoff auf seinen heimlichen vertrösten Gewalt/ auch Fürschub am Cammer-Gericht/ gar nicht gewilt/ oder gesinnet/ sich gütlich vertragen zu lassen/ wie sich denn im Werck bescheint/ und wir hernach/ alß wir uns mit unserm Kriegs-Volck gen Bamberg gethan/ unter seinen Cantzley-Handlungen befunden/ daß er seinen abgefertigten Räthen/ auf den Tag gen Heydelberg nachgeschrieben/ sie solten über ihrer habenden Instruction halten/ denn der Marggraff werde noch diesen Frühling Händ gnung in Haar haben/ er besorge nur sein armer Stifft werde darunter mit einbüssen müssen (allda war der Fuchs begraben.)

Darauf hat er sich auch keines weges begeben oder weisen lassen wollen/ uns seinen/ durch die Keyserliche Majestät confirmirten und ratificirten Vertrag zu halten/ oder uns bey desselben erlangter Keyserlicher Restitution bleiben zu lassen/ sondern wolt noch dirzu über das/ so er uns zuvorn mit Gewalt genommen/ und eingezogen/ Abtrag und Geldt darzu haben.

Und wiewohl nun der Bischoff von Würtzburg bey unsern lieben Herren und Freunden/ den beyden Ertzbischoffen zu Meyntz und Trier in gemeinem Rath gefunden/ uns die Verträge zu halten/ alß er dann desselben endlich Willens gewest/ und derhalben bey ihme dem vermeinten Bischoff zu Bamberg und Würtzburg durch seine gesandte Rähte suchen lassen/ daß er seines Theils seinen Vertrag auch halten solt/ daß hat er/ dieser Weigande Redwitzer/ nicht allein geweigert/ sondern den Würtzburger zum höchsten gebetten/ und bewegt/ daß er den Vertrag seines theils auch nicht halten solt/ mit der Anzeig/ daß er in Kürtze Schreiben vom Keyserlichen Hoff bekommen/ daß man wohl leiden möge/ daß uns die Verträge nicht gehalten würden/ wie denn solches alles fein/ des Bischoffs Cantzley-Schrifften/ sampt der Würtzburgischen Instruction, und des Nothhaffts Schreiben/ vom Keyserlichen Hoff aus gethan/ so dergleichen Meinung innen helt/ ausweisen/ da wir aber zuvorn/ alß wir noch in ihrer Keyserlichen Majestät Dienst vor Metz gewest/ das widerwertige von ihrer Majestät wegen schrifftlich und mündlich/ wie billig/ derselben Brief und Siegel gemäß/ beantwort/ und uns noch darzu/ lang nach geendter Heidelbergischen Unterhandlung/ zugeschrieben worden/ daß ihre Majestät gern gesehen/ daß die Bischoff ihre Verträge gehalten hätten/ also/ daß entweder die Schreiben den Bischoffen beschehen/ oder aber unsere gegebene Antwort gewißlich/ ohne Keyserlicher Majestät Wissen und Willen/ Zwozüngig/ oder aber dero eine nicht wahr seyn müssen: das wissen wir aber/ daß alle Brief/ so wir darüber haben/ mit ihrer Majestät eygnen Handen underschrieben seyen/ demselben nach dann der Bischoff von Würtzburg/ über sein vielfältig Zusagen/ darvon unserm freundlichen lieben Vettern Pfaltzgraff Friedrich Churfürsten bewust ist/ den Vertrag ferner nicht halten wollen/ sondern andere fast unmögliche Conditionirte schein-erbieten/ gethan/ ein nahmliche Summa unserer Schulden auf sich zunehmen/ doch daß die Schulden in acht oder zehen Jahren von den Gläubigern/ und nach Versäumung derselben Zeit/ nicht heufflich auffgeschrieben werden solten/ damit er und sein Stifft die Bezahlung erschwingen möchten/ und die Keyserliche Majestät die Glaubiger solche Conditiones anzunehmen vermögen/ welches durch uns zu wegen gebracht werden solt/ dann ohne das/ da der eines nicht geschehe/ wolt er iedesmahls entbrechen/ und zu nichtes unmögliches verbunden seyn: neben dem/ so wolt ihme/ dem Bischoff nicht gebühren/ sich von wegen einer vermeint verfallen Erbeinigung/ so die Bischoff zuvor in langen Jahren nie gehalten/ ohne ausgenommen derselben Erbeinigung ihne den Bischoff zu Bamberg mit uns zu vertragen. Das alles heist ja/ höfflich aus den Verträgen zu fallen (dieweil die Conditiones nicht in unsern mächten gestanden) und uns also im wenigsten zuzuhalten/ noch auch einen beständigen Frieden anzunehmen. Wie dann gleich für dem Heidelbergischen Vertrag/ durch diese beyde Bischoff/ sampt den Nürnbergern/ weylandt Hertzog Moritzen geschrieben worden/ wie sie die Sachen/ nach aller Gelegenheit bedencken/ könne und werde die zu Heidelberg/ zu gütlicher Vertrags-Handlung nicht gelangen. Also daß ihr der Pfaffen Gemüth endlich nie gestanden/ auch noch nicht ist/ den Frieden zu belieben/ oder anzunehmen/ wie im Werck bißhero erwiesen/ daß sie sich/ zu Erhaltung Friedens/ auch ihrer Ehren/ Brief/ Siegel/ Trawens/ Glaubens/ und Keyserlichen Majestat schuldigen Gehorsams so gar arm und unvermögent dargeben/ daß sie es an einem geringen/ damit der Sachen were abgeholffen worden/ erwinden lassen/ und desselben als Stiffts Knecht/ nicht gevollmächtigt seyn wollen. Aber zu Förderung des Unfriedens ists ihnen bißhero nicht zu wenig gewest/ eines grossen Königs Gut zu verkriegen/ und die Stifft in Grund und Boden zu verderben/ wie sich dann gar in neulicher Zeit/ im Stifft Würtzburg zugetragen/ daß die Fränckische Ritterschafft/ auf des Bischofs daselbst Anlangen und Bitten/ ihme ein namhaffte Summa Geldts zu Unterhaltung seines Kriegs-Volcks fürzustrecken/ dasselbig/ so ferrn der Frieden mit uns getroffen/ und gemacht/ zu geben bewilligt. Daß er aber solcher Gestalt (wie wir bericht) nicht angenommen/ sondern viel ehe zu seinem beliebten gewohnten Krieg/ jetzt bey seinen armen Stiffts Bauern von Hauß zu Hauß Milch-Pfennig betteln/ und vielleicht auf die Fasten schierslen nach Eyern singen lassen will/ damit sie noch länger bey Unfrieden bleiben/ und den Krieg/ wie sie sich offentlich vernehmen lassen sollen/ durch solche betteley noch über Jahr und Tag unterhalten mögen. Noch müssen wir bey unsern Feinden/ die gleichwohl sich keiner Unwarheit schämen/ der unterschiedelichst gewest seyn/ der sich keines Billigen weisen lassen wollen/ daran uns doch in allwege unrecht geschicht.

Wie wir nun in Besuchung gütlicher Handlung zu Heidelberg seynd/ ist uns gewißlich aus sonderer heimlichen Anstifftung/ Copeien eines Cammer-Gerichts Mandats/ darinnen den Fränckischen Kreiß-Sätnden/ sampt etlichen benachbarten Chur- und Fürsten dem Bischoff von Bamberg/ wider uns zu zuziehen/ mandirt/ zukommen. Da wir nun desselben im Grundt für wahr und gewiß/ daß dem also/ weiter bericht worden/ haben wir an die Fränckischen Kreiß-Ständte/ auch die benachbarte Chur- und Fürsten/ denen gleichsalls mandirt/ wieder solch falsch und nichtiglich ausgebracht Mandat/ weil dasselbig durch den vermeinten Bischoff mit erdichter Unwahrheit/ unsern halben zuvorn unverhört/ auch uncitirt/ und unserer Anwaldt am Cammer-Gericht gäntzlich unbewust/ erlangt/ eine verursachte Berichte und Ablehnung stellen lassen/ darüber sich alle diese Stände/ ausserhalb was zu Nürrenberg/ so zuvorn lang mit in der Conspiration gewest/ und diesen Unfriedt aus Rach und Neydt helffen antriffeln/ zu demelten Zuzug/ wie billich/ nicht vermögen oder bewegen lassen wollen/ und ob sie gleich gewölt/ nicht zuziehen können/ dieweil wir dazumahl/ mit keinem Kriegs-Volck gefast/ noch in einem Uberzug/ darauff sich die narrata beruhrts Mandats gegründt/ gewest seyn. Und haben uns auch zum fordersten desselben gegen dem Cammer-Gericht/ durch unsere Herren und Freundt/ auch etlich derselben Gesandte/ die wir dazumahl zu uns auf den güelichen Tage gehn Heidelberg erbetten/ mit sonderer Protestation beschwert/ Inhalts unser mitgegeben Instruction, die ihnen/ dem Cammer-Richter und Aßessorn persöhnlich/ neben Fürlegung unserer Keyserlichen Vertrags- und Aussöhnungs-Brief/ in originali zu Speyer im sitzenden Räth/ durch sie/ unsere Herren und Freundt/ auch der Fürsten Gesandten/ schrifftlich übergeben worden/ welche wir/ sampt des Cammer-Gerichts dazumahl gegebener Wider-Antwort/ und weß wir ihnen darbey ferner geschrieben/ unserm ersten offnen gedruckten Ausschreiben inseriren lassen.

Darauf ist es dieses vermeinten Cammer-Gerichts Mandats halben/ biß auf die jüngst ergangene unverdiente und unversehene/ nichtige Acht beruhet/ welche Acht uns gewißlich durch einen andern und ältern Vater/ dann das Cammer-Gericht ist/ auff ietzige Reichs-Versammlung/ wie zuvorn das obbemelt vermeint Cammer-Gerichts Mandat auf den Tag gen Heidelberg/ zu einem Pancket angerichtet worden/ ob man uns desto ehe von unserer erlangten Keyserlichen Gerechtigkeit/ den Pfaffen und andern zu gutem/ abtringen möcht.

Dann wer könt sonst glauben/ daß sich die Cammer-Gerichts Urtheiler in einer solchen offenbahren Sach/ so gar grob/ vermessenlich/ und partheilig vor sich selbst halten solten/ wie aus oberzehlten/ auch nachfolgenden fernern Ursachen/ solche unrechtmäßige nichtige Partheiligkeit greifflich am Tag liegt/ auch zuvor kein Kreyß-Ständte im Reich/ wiewohl es die Pfaffen und Nürrenberger mit Fleiß gesucht/ unsere Sachen/ so sich in und auf Keyserl. May. selbst eigen Keyserl. Befehlen und Geschefften gegründet/ nicht fur Landtfriedbrüchig erkennen und erhalten mögen.

Als nun der Heidelbergische Tag aus dem/ daß sich dieser Bischoff keiner die Verträge zu halten bewegen oder bereden lassen wollen/ und also ihrer angestifften Halßstarrigkeit halben/ ohne Frucht abgangen/ haben die Nürrnberger welche sich lang zuvor auf diesen Handel gespitzt/ und mit einer stattlichen Summa Kriegs-Volck zu Roß und Fuß gefast gemacht/ sampt den Bauren zu Winsheim/ sich so bald gegen uns erklärt/ daß sie/ auf das obermelte Cammer-Gerichts Mandat/ die beyde Bischoff Bamberg und Würtzburg/ one Hülff und Rettung/ nit zu verlassen wüsten/ wiewohl ihnen gleichwohl Würtzburg halben gar nichts mandiet worden/ und sich darauf sampt den Bischoffen/ wieder uns in das Felde zuziehen/ in eilende Rüstung begeben/ und mit einander gerathschlaget/ wie sie uns/ alß der dazumahl unbewehrt/ und mit Kriegs-Volck zu einem Wiederstandt nicht gefast gewest/ uberfallen/ und verjagen.

Deßgleichen wie sie Hertzog Moritzen und dem Braunschweiger/ auf derselben selbst/ zu Handthabung des Landtfriedens/ beschehen erbieten/ in unser Landt auf dem Gebirg zu ziehen vermögen/ und ihnen allein zwantzig tausende Gülden (wiewohl sie ihnen hernach/ anderst in Prügel beissen und mit dem grossen Löffel ausschöpffen müssen) zu Erhaltung ihres Kriegs-Volcks geben/ und daß sie sich des übrigen Kriegs-Kosten von unserm Landt des Gebirges erholen solten/ indeß wolten sie uns innerhalb des Gebirges angreiffen/ und zeitlich Feyer-abend machen/ dieweil sie ihres vermeinens dazumahl dermassen mit Kriegs-Volck gefast/

Anno 1554.

Anno 1554.

gefast/ daß sie alß Hochverständige Kriegs-Leut/ auch Hertzog Moritzen und Braunschweigers Hülff entrathen kondten/ wie wir dann derselben Zeit in grosser Eyl/ eine kleine Anzahl Reuter beschwerlich zu uns gebracht/ und noch nit ein gericht Fehnlein Knecht beysammen gehabt.

Solchem nach hat fürnemlich der Kriegerische Bischoff von Würtzburg/ der gleichwohl für der Zeit einsmal ein Landtknecht werden wollen/ den Kriegs-Handel/ wie seine Schrifften ausweisen/ sehr geeilet/ und getreulich gerathen uns den Für-streich nit zu lassen/ dann es möcht ihnen sonsten all ihr Macht umbschlagen/ und darauf als der erste in Harnisch/ dem es vielleicht/ alß einen angemasten hinckenden Hertzog von Francken gebühren wollen/ so bald in unser Obrigkeit zu Wegenheim starck zu Roß eingefallen/ und etliche Knecht/ so wir daselbst hin beschieden/ erlegt und zertrennt. Deßgleichen hernach der Bischoff von Bamberg in unser Statt Ebermanstatt eingefallen/ und daselbsten auch etliche unsere Knecht zum theil erstochen/ und die übrigen absfangen und verstricken lassen.

Und wie sie folgends irem Beschluß nach/ ir Kriegs-Volck zusammen führen wöllen/ uns in Eyl zu überfallen/ und aus unserm Landt zu verjagen/ haben wir uns alßdann/ zum Anfang und erstmals ohn einige vorgehende gegen-Handlung aus Hochgedrungener Noth und Gegenwehr/ mit etlichen unsern Reutern/ der wir dazumahl aller über sechs hundert ungefehrlich nit bey uns gehabt/ erheben müssen/ allein die Feind dadurch so viel müglich zu verhindern/ biß uns Gott zu mehrerm Kriegs-Volck verhülffe/ indeß uns unversehener Ding durch unsere Hülff und Schickung des Allmächtigen zugestanden/ daß wir mit denselben Reutern/ des Bischoffs von Würtzburg prächtlichen Hauffen/ alß der nach Bamberg herauf gezogen/ zu Roß und Fuß zertrennt haben.

Wie aber die Pfaffen nichts destoweniger sampt ihren Nürnbergern auf ihre heimliche Vertröstung gegen uns feindlich beharret/ und nach ihren Nothhelffern Hertzog Moritzen/ Braunschweiger und dem von Plawen geschickt/ und alß der Bischoff von Bamberg uns unsere eingenommene Flecken mit Gewalt vorenthalten/ und dieselben nit wiederumb gütlich zustehen lassen wöllen/ haben wir uns gen Bamberg gethan/ aber dasselbig/ wie auch sonsten keinen Flecken/ dem Bischoff zuständig/ in Huldigung oder Pflicht nit genommen/ wiewol die Bürgerschafft/ auch arme Leut solches allenthalben/ allein ietzund Schirms halben/ gern gesehen hetten.

Und damit der Bischoff/ wiewol ers umb uns nit verdienet/ unser Gemüth dißfalls wüste/ haben wir ihme durch seine Bürger zu Bamberg zu entboten/ da er uns unsere Stadt Forchheim wiederumb abtreten/ und daraus ziehen wolt/ solt ihme sein Bamberg unbeschweert und ungebrandtschatzt auch verfolgen/ dann wir des seinen oder seines Stiffts/ wo uns das unser gelassen und nit vorenthalten wird/ nicht begehrten/ aber er hat sich dessen/ alß ein sonderer halsstarriger Pfaff geweigert/ und auf sein erbar Gesellschafft ausfluch gesucht.

Und die weil ie die Pfaffen keinen Fried mit uns annemmen oder halten wollen/ sondern noch weiter Hülff/ aufs eilenes geschrieben/ auch alßbald zu gefahren/ uns etliche unsere Häuser (sonderlich die Nürrenbergischen und Wintzheimischen Bauern) abgebrennet/ die Unterthanen in Gelübte/ Eyde und Pflicht genommen/ daraus wir zu Gleichheit auch bewegt/ und dann nicht unbillig/ nach Kriegs-Gebrauch/ zu unserm und der unsern Schutz/ unser Notturfft gegen ihnen und den ihren/ als unsern öffentlichen Feinden weiter bedencken müssen.

Da wir aber doch insonderheit gegen Nürnberg/ oder den ihren/ wiewohl sie uns allbereit ein Absag gethan/ noch in Ruhe gestanden/ des Verhoffens/ dieweil sie mit uns vertragen/ auch wenig Tag zuvor/ durch ihren Ratschreiber zu Heidelberg/ alß wir denselben auf ihr und ander begehren unsere Keyserl. Brieff in originali sehen lassen/ von ihrentwegen/ unbesorgens vertröst worden/ und wir ihnen allen gnädigen Willen erwiesen/ auch unsere Beschwerung wieder die Pfaffen und Cammer-Gericht/ zuvor/ wie andern Ständten des Fränckischen Kreyß/ überschicket/ auch ihre Kauffleut vergleichen lassen/ und sie sich hergegen alles Unterthänigen Willens erbotten/ auch uns eben derselben Zeit kurtz zuvor etlich Holtz zu Verfassung unsers Geschützes/ zustehen lassen/ sie solten und würden gegen uns nochmalen wenden/ derwegen wider sie und die ihren gar nichts handeln lassen/ biß sie uns zum fördersten/ wie vorgemelt/ eingefallen/ und unser Aempter verbrennt/ geplündert/ und ferner feindelich gehandelt haben. Da wir alßdann/ wie wir in Erfahrung kommen/ daß ihnen etliche Reuter durch das Lande Böheim und Pfaltz zuzögen/ verursachet/ denselbigen Reutern fürzubügen/ und sie nieder zu werffen und ferner gegen ihnen alß unsern arglistigen Feinden zu handeln/ wie wir denn nicht in Abred/ daß wir auch dazumahl etlich ihr Kriegs-Volck/ so diesen Reutern zu Hülff entgegen gezogen wiederumb flüchtig/ wol bey sechs Meil Wegs/ in die Statt gejagt/ und ihnen etlich Stuck Büchsen abgedrungen haben/ wolten auch dasselbig/ da uns solche Gelegenheit an die Hande stiesse/ noch thun/ ob gleich diese Reuter aus Böheim/ Oesterreich/ oder wo anderst hergewesen seyn solten/ so haben unsere arme verderbte Unterthanen wol erfahren/ zu was Schutz ihr der Nürrenberger Kriegs-Volck bestellt/ angenommen und zugezogen ist/ wie sie es ietzt gerne beschönen wolten/ wir werden uns mit sehenden augen nit blenden laßen/ der von Plawen und Nürrenberger müßen es bey einen ander versuchen/ ihren Schalck zu suchen/ der die Sachen nicht verstehet.

Und wiewohl wir diese Pfaffen und Nürrenberger mit ihrer bey sich habenden grossen Hülff und Macht/ wie sie es selbst genennt/ dermaßen erlegt und gedämpfft/ daß sie sich nicht weiter vor uns regen oder sehen lassen dorffen/ so haben sie doch in ihren Vestungen ihrer Hülff/ der sie lang zuvor gewiß vertröst gewest/ erwart/ biß ihnen die mit Macht aus Braunschweig und Sachsen zukommen/ darvon wir gleichwol bevorab/ so balde wir zuvor/ aus den Bambergischen niedergelegten Cantzeley Schrifften/ iren conspirirten Trost/ und sonderlich auch das darbey befunden/ daß der Bischoff von Bamberg nicht allein unsern Herrn und Freunden den Heidelbergischen Unterhandlungs Chur- und Fürsten/ so sich weiter gütlicher Unterhandlung unterfangen wollen/ sondern auch der Keyserl. Majest. auf ihren gebornen Friedestandt zu gütlicher Handlung/ nit allein den Friedtstandt/ sondern auch die gütige Unterhandlung von wegen derselben Einungs-Verwandten abgeschlagen/ wie sich auch hernach im Werck befunden/ daß diese Conspirations-Verwandte gleicher Gestalle auf den Tag zu Franckfurth/ da doch der Röm. König/ und der Hertzog Moritz alß unpartheilige Unterhändler sich berühmet und dargeben/ den gemuthen Stillstandt/ inhalt ihrer niedergelegten Schrifften/ zu weigern/ ein ander zugeschrieben/ dardurch wir verursacht worden/ etliche unsere Befehls-Leut in die Niederländische Sächsische Landts-Art abzufertigen/ sich umb mehr Kriegs-Volck daselbst zu bewerben. Dieweil uns aber die Zeit dasselbig zu uns zu bringen zu kurtz worden/ haben wir uns aus der Noth mit unsern Reutern in dieselbige Landts-Art begeben/ und thun müssen/ damit wir nit hieraussen durch die Menge der offentlichen und heimlichen Feinden und die andern darinnen/ im herausziehen durch Hertzog Moritzen und seinen Anhang erlegt würden.

Wie aber unsere Feindt die Pfaffen/ Nürrenberger und der neue Kriegs-Hauptmann von Plawen folgents den gantzen Sommer wieder unser Landt und Leut/ mit Brandt/ Plündern/ Nam/ Brandtschatzung/ verhären und verderben/ würgen/ sengen/ und noch viel bösen Türckischen Thaten gehandelt/ daß sie in unsern Flecken schwangere Weiber/ und andere arme Leut jämmerlich verbrendt und zum theil/ wie das Viehe ausgerott/ auch etliche Gefangene an die Bäume gebunden/ und alß zum Ziel zu ihnen geschossen/ und etlich lebendig eingegraben/ und sonderlich mit unser armen Priesterschafft/ wo sie die erwischt/ gantz tyrannisch umbgegangen/ etliche gehenckt/ und einem unsern Pfarr-Herrn zu Putzbach die Backen/ die Naßlöcher schlitzen und letzlich die Gurgel abschneiden und hencken/ auch etliche unsere arme Leut mit den Händen an die Bäume eindlöcken/ auch die Finger abschneiden/ etlichen die Hände zusammen binden/ Pulver darzwischen strewen/ anzünden/ und die Fäust von einander sprengen/ auch die so sie gelts halben so jämmerlich gemartert/ wenn sie keines bey ihnen befunden/ vollent erstechen und erschiessen lassen/ und was dergleichen mehr/ unzahlbarer uber-Türckischer Tyranney seyen/ die dieser Weibischen weichen Tyrannen Kriegs-Volck gegen den unsern geübt/ dieses ist landtkündig und beweißlich/ wie wir dasselbig in unserm andern Ausschreiben/ an Tag geben lassen.

Diß solten aber die Geistlichen Vätter und erbar Leut/ denen die Waffen/ vermöge Göttlicher/ und ihrer selbst Gesetz/ zum höchsten verbotten/ und darzu die gehorsame Ständte des Reichs seyn/ die vermuthlich wieder den Landfrieden/ irer Andacht und Erbarkeit halben/ niemandt beschweeren oder beleidigen können/ und solches vielleicht aus der Ursachen/ daß sie ihrer Sache von den Römischen König/ auch weylandt Hertzog Moritz/ Braunschweiger und Plawen/ ein beyfall bekommen/ alß ob sie ihnen befugten Sachen halben/ vermöge des Landtfriedens Hülff und Rettung gethan hetten/ dieweil sie befinden/ daß sie alß die unschuldigen/ demüthigen Schäfflein wieder Gott/ Ehr und Recht/ so Landtfriedbrüchiger verbottener Weis/ von uns beschweert werden solten.

Und wiewohl dieses ihr gröster Behelff bißhero gewesen/ dardurch auch das Cammer-Gericht sonder Zweiffel wieder uns zu solcher Partheyligkeit bewegt worden/ so hat es doch mit allen diesen ietztgenanten ihren Gehülffen viel ein ander Gelegenheit/ dann der König soll ietzund durch den von Plawen/ Nürnberger/ und sie/ eines falsch erdichten Briefs halben/ alß ob wir ihr Kön. Maj. ihrer Hochheit entsetzen/ und den Printzen aus Hispanien der deutschen Nation zu einem Römischen König überdringen wolten/ hierzu beredet seyn worden.

Hertzog Moritz ist/ wie sein Schreiben ausweiset/ gegen uns in dem Verdacht gestanden/ alß ob wir mit den Pfaffen nur ein schein Krieg anfahen/ aber ihne folgents uberziehen/ und ihm vielleicht von wegen der Keys. Maj. ein Pancket schencken wollen/ in diesen Handel gewachsen/ daran uns auch unrecht geschehen/ wiewol sonsten seinthalben ein anders dahinter stecken möcht/ so wollen wir doch keinem Todten nichts nachschreiben/ demnach ihme gelungen/ darnach er gerungen hat.

Der Braunschweiger ist des Mannsfeldischen Kriegs-Volcks halben/ so ihne des verschienen 52. Jahrs aus dem Landt/ doch ohn alle unsere Schuld und Geheiß/ sondern aus seiner selbst Verursachung gejagt/ hierzu aus Haß/ Neide und Rach gewachsen.

Das erbar Hertz von Plawen/ so bißher durch geschwinden Raub ein Fürstenthum auffzurichten vermeint/ der hat seinem unersettigten Geitz nach/ und über sein Zusagen/ so er uns zu Plawen gethan/ unser Voigtlandt/ so zu nechst an ime grentzet/ in das Spiel gedrungen/ und aus einem Schreiber sich selbst zu

ANNO 1554.

einem Kriegs-Mann gemacht/ wie er dann mit uns auch noch nicht auffhört/ sondern hat den Hochgebornen Fürsten Herren Georgen/ Landtgrafen zu Leuchtenberg umb deß Willen/ daß er uns mit Freundschafft zugethan/ gleichsfalls auch bevhedet und Absag gethan/ doch möge er mit viertzig Tausend Thaler/ zu Außöhnung und in sein Freundschafft wider kommen/deßgleichen hat er vor wenig tagen den frommen/alten/ verlebten Grafen/ Hanß Heinrichen von Schwartzenburg/ dieweil er mit seiner Herrschafft an ihme grentzet/ auch abgesagt/ unangesehen/ daß dieselbig ohne Mittel zum Reich gehört/und Jm iedes mahl der Römis. Keyser und der ietzig Röm. König an statt seines Herrn und Bruders der Keys. Maj. alß des Reichs-Lehen gelichen hat/ aber des alles unbedacht/ und daß gemelter Graffe in dreyßig und mehr Jahren kein Kriegsmann gewesen/so muß er dannoch ietzund auch vom Reich/und Jm den haldierten Teutschen Beheim/ mit seiner Herrschafft sein geitzig Maul auch füllen und von jme verjagt werden.

Und wiewohl alle diese Gehülffen allein im schein/ den Landtfrieden fürgewendet/ so ist es doch nichts/ und wir wolten irer allenhalben/ von wegen berürts Landtfriedens/auch der Pfaffen selbst/ wol lang von ihnen unangefochten blieben seyn/ das wissen wir fürwahr/ und die Prob haben die Pfaffen von Hertzog Moritzen und Braunschweiger selbst erfahren/wie wohl sie sich anfänglich/des Landtfriedens halben/bey ihnen angeben/ daß sie doch hernach/alß es den Pfaffen und Nürnbergern zur Noht gelangt/ an Gelt nichts thun/ ja ubersilbert seyn wollen/ wie mann dann ietzundt solches augenscheinlich siehet/daß es den Pfaffen und Pfeffersäcken an Gelt nunmehr mangeln will/so verurlauben sie ietzundt jr eigen Kriegs-Volck/ und behalten das Braunschweigisch und Plawisch: wann ihr Hülff von dem Landtfrieden herflüße/ würden die Pfaffen und Pfefferseck allein mit Gelt seyn/wie sie dann Hertzog Moritzen all sein Kriegs-Volck/ unzweiffelich sampt mehrem Wartgelt/ damit sie vermeint haben/uns die gantze Welt zu sperren/und daß wir niemands auf unser seiten bringen solten/sie mit den vollen Seckel/den sie nun Gott lob/wol geleeret/ wol ausschöpffen/sonders Zweiffels aus mangel der Pfaffen/demnach die Stifft nunmehr fast hindurch/ allein durch den Pöffel und rechte Reichs-Verräther/die Nürnberger zahlt finde worden/daraus nun männiglich zu spüren/daß ietzmals im Reich der Landtfriedt/ ir rechtmäßig Erbieten/ Item jr Friedt und Recht/davon sie Tag und Nacht singen/zu Nürnberg in Goldkasten stecket/ daraus sie diese Gehülffen alle an sich gebracht/ und nun aus Recht Unrecht/ wie ir boßhafftig und gifftig Art ist/ machen/ und durch diesen Frieden und Recht/ seyn uns/ dieweil der Römisch König und Hertzog Moritz an unsern Landen und Leuten/ vermög ihr absag-Briefs/ nichts zureichen begehren/ diese Kriegsschreiber/ Pfaffen und Pfeffersek/ zu unsern rechten Erben eingesetzt/ alß ob kein Marggraffe mehr auf Erden/ und ist ihnen nun recht und billig/unser armes verderbtes Landt vollend unter die Geitzhälß-Brieff und siegellose Leut einzutheilen/ daraus erscheinet/ daß sie nunmehr die seyn/ so im teutschen Landt die Fürsten ihres Gefallens ein und auszusetzen haben/und ihnen dergleichen Friedt und recht zu exequiren befohlen.

Hergegen aber haben keine Creyß-Ständte im Reich unser Sachen für Landtfriedbrüchig erkennen/ noch sich derhalben auch der Pfaffen vermeint ausgebracht Cammer-Gericht Mandaten/ und ander jr vielfältigen Ungestüm anhalten/ wider uns bewegen lassen wollen/ alß wir uns dann der Gebühr nach/noch also zugeschehen unzweiffelich vertrosten.

Eben die Gestalt hat es/ daß nit allein sie die Pfaffen/ sondern ihr Mitgehülffen ir der bemelten Pfaffen rechtmäßig und überflüßig Erbieten (wie sie es nennen) zu auch ihrer schein-Ursachen einen/ herfürrucken/ wiewohl sie sich auf die Keyserl. und Königl. Majest. gemeine Reichs Versamblung Chur- und Fürsten auch zu recht erboten/ hetten sie doch dabey nicht bleiben mögen.

Wir sagen aber/ daß ir vermeint recht-erbieten/ ordentlicher Weiß/ gegen uns nit beschehen/insinuirt/ oder auch ausgeführt worden/ wiewohl wir durch unsere Räthe alß wir noch in Keyserl. Maj. Diensten außer Landes gewest/ bericht worden/ alß etliche aus ihnen den Bischoff von Bamberg von unsern wegen/ gütlich ersucht/ unsere Vertrags-Aempter abzustehen/ und uns dieselben unverhinderlich verfolgen zu lassen/ oder sie würden aus unsern habenden Befehl verursacht/ in vermög der Verträg/und Keyserl. Maj. Confirmation und Restitution-Brieff/ dieselbe selbst einzunemmen/ daß gemelter Bischoff von solchen irem Ansuchen an das Cammer-Gericht vermeintlich appellirt/ aber solcher Appellation nit nachkommen/ sondern die deserirt/ erleschen und fallen lassen/ davon er sich auch von rechtswegen solches seines beruffens oder erbietens weiter nicht zu berühmen oder sich desselben zu gebrauchen haben mög.

Von des Bischoffs zu Würtzburg Rechts-erbieten wissen wir uns nit/ aber wohl des vielfeltigen erbietens zu berichten/ daß er seinen Vertrag zu halten gedenckt/alß einem ehrlichen Bidermann zustehet/es mache gleich der Keyser was und wie er wolle/ wie dann solch und dergleichen sein erbieten zu Churfürsten/Fürsten/Edel und Unedeln/ durch ihne persöhnlich beschehen ist/ er auch solches mit seiner eigen handschrifft zu überweisen ist.

Und im fall die Pfaffen hetten ihr erbieten nur aufs ordentlichst und best gethan/so wären wir dannoch demselben mit Einnehmung unser Vertrags-Aemter nach zu warten nicht schuldig gewest/ demnach uns solches von Keyserl. Maj. erlaubt ist.

ANNO 1554.

Dann Würtzburg hat sich zum fordersten weder wenig noch viel gegen uns zu beschweeren/daß wir in Krafft der Verträge/ oder sonst ichtes gegen jn und den seinen fürgenommen/biß wir zum fordersten von ihm alß obstehet/ feindtlich entgriffen worden/das kan von ihm den vermeinten Bischoff nimmermehr verleugnet/ oder anders gegen uns durch diesen Pfaffen mit Warheit bewiesen werden.

So viel aber Bamberg betrifft/ haben wir gegen denselben/ seinem Stifft/oder allen seinen Verwandten/ungeacht wie feindlich die seinen fortan gegen uns und den unsern gehandelt/ gar nichts handeln und fürnemmen lassen/ dann daß wir unsere Vertrags-Aempter/ deren wir zuvor noch in Poßeß gewesen/in vermög sein und seines Stiffts-Vertrags/ auch Keyserl. Maj. darüber erfolgten Ratification, Confirmation und Restitution, mit angehängter Vernichtigung alles des/ so darwider gehandelt/ auch sonderer ihrer Maj. getrewter Straff und Ungnad/ uns daran nicht zu irren oder zu verhindern/doch ohn männiglichs Nachtheil oder Verletzung/ billiger rechtmäßiger und zugelassener Weiß wiederumb einnemmen lassen. Dargegen sich aber die Pfaffen verbottner Landtfriedebrüchiger Weiß gegen uns auffgelehnt/ und uns dieselben Aemter/ so und wann sie köndten/ wiederumb abdringen lassen.

So ist darzu nit gnug/und trägt in allweg nicht für/daß sich einer will zu recht oder in andere Wege erbieten/ und doch nichts destoweniger feindlich mit der That handeln/ auch Kriegs-Volck zu Roß und Fuß halten/sich nach mehren bewerben/und mit andern heimlich conspirationes und Practicken machen/die Leut fahen/verwunden/verstricken/ und in andere Wege gegen denselben handeln. Denn wer sich Rechtens halten/und benügen lassen/ auch sich darzu erbieten will/ der soll sich ja in kein Bewerbung oder Rüstung begeben/ und darumb/ ob die Pfaffen einigen Mangel oder Feel an ihren Verträgen/ oder Keyserl. Majest. darüber erfolgter Confirmation zu haben vermeint/ solten sie denselben bevor ab/ alß geistlich Leut/ und sonderlich ihrem erbitten nach/ mit Recht/ und mit der That von sich abgebracht haben/ Wort und Werck sollen gleich seyn/ alioqui protestatio contraria facto, nihil relevat. Dann einmahl ist das zu recht unverneinlich/ dieweil uns der Bischoff zu Bamberg und sein Thumb-Capitel die Vertrags-Aempter eingeben/wir auch von den Unterthanen und Lehnleuten Huldigung/auch Renth/ Zins und Gült eingenommen/ so sind wir ja in wircklicher Poßeß derselben gewesen/ als wir auch noch sindt. Undt ob uns wohl die Bischoff unsers Abwesens/ davon mit Gewalt gedrungen/ so seyn wir doch derselben Aemter/auffs wenigst civiliter, dieweil wir uns nit für entsetzt gehalten/ in Poßeß blieben/und solches so viel desto mehr/ dieweil wir von der Keyserlichen Maj. wiederum restituirt/ und alles so zuvor darwieder gehandelt/ durch ihre Maj. vernicht und auffgehaben/daraus schleust sich vermöge der Recht unwiedersprechlich/ ob gleich des Pfaffen Vertrag/ oder Keyserl. Majest. darauff erfolgte Confirmation, Ratification, Restitution und Annullation zu recht unbündig (doch in allewege ungestanden) dieweil sonderlich die Keys. Contract für glaubwürdig gehalten werden/ so hetten wir uns dannoch auffs wenigst unser habenden Possession so lang zu gebrauchen/ biß wir dero mit Recht entsetzet/ quum etiam ex Contractu de Jure invalido, transferatur possessio, vel quasi, & prædo tuendus est in possessione, das wollen wir uns an alle unpartheilige Rechtsverständige gezogen haben.

Dieweil wir aber von den Pfaffen und ihrem Anhang mit der That darüber angegriffen/ so haben sie uns ohne Mittel unrecht gethan/ und durchaus/ wieder den Landtfrieden beschweert/ vergewaltigt/ und sind derwegen wieder uns auf den Landtfrieden zuklagen gar nicht befügt gewesen/ dieweil sie ohne Mittel darwieder gehandelt/ und wir uns unsers befügten Rechtens/ daran wir uns nicht verwircken mögen/ gehalten haben/ frustra implorat legis auxilium, qui ipse committit in eam.

Diese obvermelte wahrhaffte etwas lang gestallte Geschicht haben wir darumb wiewohl aufs kürtzte einführen und erzehlen wollen/ daß unsere Ursachen/ die wir an dem Cammer-Gericht/ wieder drey vermeinte/ klagende Partheyen/ Bamberg/ Würtzburg und Nürnberg articulatim einbringen lassen/ derselben gemeß gestelt/wie die an Orten und Enden/ da es sich gebürth/ zu seiner Zeit fürgebracht werden sollen/ die wir uns in der Geschicht/ so viel von nöthen/ zu beweisen erbotten/ daraus männiglich spühren und abnemmen möge/ wie partheilig und unrechtmäßig das Cammer-Gericht uns solche Ursachen/ alß unverheblich verworffen/ und auf der Gegen-Partheyen unerheblich/unerwiesen undt nichtig beklagen/uns gegen demselben in die vermeinte Acht nichtiglich/gemeinen Rechten und dem Landtfrieden zuwieder/ erkennt haben.

Damit aber aus obvermelter Geschicht/ das groß Partheylig Unrecht/ so uns hierinnen begegnet/ mit dem kürtzten beständiglich verfast/ stehet es darauf.

Wir haben anfänglichs wieder die Pfaffen/ oder die jren dem gemeinen Landtfrieden/ oder Rechten zu entgegen/ nicht gehandelt/ sondern uns unserer Gerechtigkeit und ohne Mittel habender Possession (die wir unter ihr der Pfaffen und nachfolgend Keys. Maj. Brief und Siegel haben) in Einnemmung etlicher unserer Aemter gehalten/ und gebraucht/wie solches auf das kürtzest nechst oben ausgeführt.

Hingegen aber haben die Pfaffen sich mit der That in alle wege und viel ehe und mehr dann sie zu recht verneinetlich/ und

allein

ANNO 1554. allein im schein erbotten/ nit allein darwieder als defensivè wie ihnen doch nit gebühret/ sondern darzu auch offensivè mit schlagen/ fangen/ verwunden/ verstricken/ und erstechen der unsern/ wo sie die auf freyer Straßen/ oder sonsten ankommen/ feindtlich gesetzt/ dem Landtsfriedten und gemeinen Rechten ohne Mittel zu entgegen.

Wir haben so balde nach Keys. Maj. mit uns gepflogener Vertrags-Handlung und Aussöhnung/ das Manßfeldische und all ander unser Kriegs-Volck verlauffen und verurlauben lassen/ daß aber sie die Pfaffen sampt ihren Anhang/ so viel sie dessen bekommen mögen/ zu dem vorigen ihren Kriegs-Volck bestellt und angenommen/ Aber nichts destoweniger im selben schein/ da den Fränckischen wie auch andern Kreysen/ allein desselben ausländischen frembden Kriegs-Volcks halben sich zu desselben wiederstandt vermöge des Landtfriedens mit einander zu vereinigen/ gleichwol auf dieser Pfaffen und ihrer Nothhelffer/ die in unsern Ausschreiben gnugsam/ angeregte Practicka Keys. Majest. Befehl beschehen/ haben die Pfaffen solche befohlene Vereinigung/ folgents wider uns von wegen unser Gerechtigkeit deuten wollen/ dessen sie aber bey keinem Kreiß-standt/ einigen beyfall bekommen mogen/ es wird ihnen auch auf diese Stundte/ durch keinen ehrliebenden gebilliche werden. Wir sind ie und allwegen allein/ ohne aller unser Freundtschafft Hulff und Rath/ gegen ihnen/ den Pfaffen gestanden/ wie sie uns dann allwegen in währender/ und von ihnen falsch geschickten Unterhandlung/ dieselben abzupracticiren/ sich zum hefftigsten bemühet/ da sie aber allenthalben mit hohen Potentaten/ Chur- und Fürsten/ im Reich heimliche/ verbottene Conspirationes zu machen unterstanden/ wie wir dann dieselben heimlichen Conspiration, wie Hertzog Moritz und sie/ sampt den Nürrenbergern dieselben in grosser Geheim mit einander angetriffelt/ mit sein Hertzog Moritzen Schreiben zu belegen haben/ dem offenbahren Landtfriedten zu entgegen/ und zu wieder/ da dergleichen Conspirationes verbotten seyn.

Wir haben Keyserl. Maj. Vertrags-Handtlung/ Befehlen/ auch Brieff und Siegel gehorsamlich gelebt/ und allem dem/ so uns darinnen aufferlegt/ Volg gethan/ hiegegen aber haben sie ir Ehr/ eigen Brief und Siegel in vergessen gestellt/ und darzu sich irer Keys. Majest. Mandaten und Befehlen ungehorsamlich wiedersetzt/ und wird uns kein Keys. Mandat/ so unserthalb wissentlich ausgangen/ vorgelegt/ oder angezeigt werden mögen/ darinnen uns unsere Gerechtigkeit benommen/ oder abgeschnitten/ oder daß wir uns derselben nit halten/ oder gebrauchen mochten.

Wol haben die Pfaffen Cammer-Gerichts Mandaten de non offendendo, wieder vermeintliche Gewalt/ und wie sie bericht/ ausgebracht/ aber dieseld seyn allein auf ihre Narrata erfolgt/ die uns aber darumb an dem so wir befugt/ nit nachtheilig/ in massen sich das Cammer-Gericht gegen uns entschuldiget/ da wir demselben unsere Keys. Brieff/ in Originali fürlegen/ und dabey anzeigen lassen/ daß wir durch einnehmung unserer Aempter keinen Gewalt an sie die Pfaffen gelegt/ sondern uns allein unserer Gerechtigkeit gehalten/ wie es auch bey dem Cammer-Gericht mit gestanden/ und noch/ daß so die Keys. Majest. aus gnug beweglichen Ursachen statuirt/ abzuschaffen.

Dann was solt des Keysers Macht und Authorität seyn? Wo er etwas unter seinem angehängten Zeichen und Keyserlichen Insiegel verschrieben/ und persöhnlich zugesagt/ daß alßdann bey denen am Cammer-Gericht stehen solt/ daßelbig wiederum zu cassiren/ und zu vernichtigen: derwegen und dieweil aber den Pfaffen der Keyser das lebendig Recht/ wie sie geschrien/ gewesen/ und bey ihrer Maj. gestanden/ ihre Brieff und Siegel/ so sie über sich gegeben/ zu cassiren/ von welcher Cassation wir doch nie nichts gründlichs und glaubwürdiges gesehen/ und noch vielmehr hat sie auch jnen den Pfaffen Trawen und Glauben/ Brieff und Siegel zu halten/ zu mandiren Macht gehabt.

Die Pfaffen vermeinen/ wir solten unsere Aempter/ nach dem sie sich zu recht erbotten (wie es doch ein ander gestalt mit ihrem Erbieten hat/ als obvermelt) nicht für uns selbst/ sondern durch den ordentlichen Weg des Rechtens eingenommen haben/ das ist oben nach Notturfft allbereit wiederlegt/ dann wir seyn ausserhalb Keys. M. erfolgter Bestettigung und Restitution unserer Verträg/ und Vernichtigung alles des/ so zuvor dawieder gehandelt/ einig weiter Recht zu suchen/ noch einigen erbieten nach zu warten nit schuldig gewest/ und noch; denn durch die Keyserliche Restitution ist unser zuvor gehabte Possession der Aempter/ wiederumb ein- und zugestellt/ wie wir auch dieselben im Gemüth ohne das/ nie verlohren gehabt/ der haben wir uns unverhinderlich gebrauchen mögen/ und solches so viel desto mehr/ dieweil ihr Keys. Maj. allen Stenden des Reichs gebeut/ solchem weder mit Worten noch Wercken/ inner noch ausser Rechtens/ nichts zu wieder handeln/ alles bey derselben schweren Poen und Straff.

So viel dann die von Nürrenberg betrifft/ die haben sich der Pfaffen Sachen durch verbotene Landtfriedbrüchige Conspiration angenommen und theilhafftig gemacht/ ehe dann des Zuzugs halben einig Mandat am Cammer-Gericht durch ihre und andere heimliche Anstifftung/ damit sie schein-Ursachen hetten/ ausgangen/ sich auch folgents unverwart und thätlich/ auch feindelich gegen uns/ ehe dann wir jnen die wenigsten Ursach geben/ handeln lassen/ und folgt also auß allem/ so oben eingeführet/ mit der kürtz beschließlich/ daß die Pfaffen und Nürrenberger uns und die unsern wieder recht und den Landtfriedten/ ohn gegebene billige Ursachen zum forderßten und ehesten feindelich angriffen/ beschedigt und beleidigt/ und aus der Noth zur Gegenwehr gedrungen haben. ANNO 1554.

Der Landtsfrieden/ wie auch das gemein Recht vermag/ und läßt zu/ daß dem beschedigten sein Gegenwehr und Verfolgung zu thun zu frischer That/ oder wann er/ sein Freundt und Helffer haben mag/ nit verbotten/ sondern gäntzlich vorbehalten sey.

Und ob dafür gehalten werden wolt/ die Maß der Gegenwehr solt durch uns vielleicht überschritten seyn/ als wir nicht gestehen/ dieweil wir nach Gelegenheit so viel gewaltiger Feind/ daß wir sie von ihrem feindlichen fürnemmen/ uns von unsern Landen und Leuten ohne Ursach zu verjagen/ abhalten mögen/ so waren wir doch darum in die Poen der Acht ob execusationem permissivæ defensionis, nicht gefallen.

Aber hergegen/ wiewohl unsere Feind wieder Recht und den Landtfrieden diesen verderblichen Krieg gegen uns gesucht und fürgenommen/ und uns also offensivè unser Land und Leut belägert/ verheert/ verbrennt/ geplündert/ und was noch übrig blieben/ mit Gewaltiger Hand eingenommen/ und zu frembden Pflichten gedrungen/ unsere Unterthanen verjagt/ und über-Tyrannisch gegen jnen gebahret/ dergleichen in keinen Krieg/ sonderlich in Teutscher Nation je erhört ist/ dardurch sie also vielfältiglich mit der That in die Poen des Landtfriedens gefallen/ und billig darein von Ampts wegen/ vorlangst erklärt worden seyn solten.

So ist doch des alles unbedacht und unangesehen/ am Cammer-Gericht/ das Unrecht dem rechten ietzigem Gebrauch nach fürgesetzt/ und wir alß der unschuldig/ auf dieser Feindt vermeint/ nicht- und unerwiesen beklagen/ in die Acht nichtiglich/ oder aufs wenigst wieder recht/ und alle erbare Vernunfft/ in die Acht erklärt/ und unsern Feinden alle jr unverantwortliche Landtfriedtbrüchige Handlung gen Hoff geschenckt/ welches/ wie wir wol wissen/ fürnehmlich daher erfolgt/ daß unsere Feindt/ auff jren jüngsten Tag zu Zeitz/ die Acht durch den Röm. König wider uns zu befordern/ für sehr hochdienstlich geachtet/ wie denn der von Plawen jrer Kön. Maj. neben andern mehr solches mit eigener Handt zugeschrieben/ welches ihr Kön. Maj. volgents/ wie wir vernommen/ durch einen sondern Geschickten/ unangesehen der zweyer Monaten bewilligten Stillstandts/ im Cammer-Gericht mit aller Ungestüm suchen lassen/ den sonder Zweiffels die am Cammer-Gericht/ besorgter Ungnad halben/ pariren müssen/ ungeachtet/ daß dannoch die Keys. Maj. in ihrem Ausschreiben zu ietzigem Reichstag/ sich diesem Kriegs-Handel abzuhelffen erbotten/ und sich über das alles die Chur- und Fürsten solcher Gestalt nit/ wie gegen uns/ beschehen/ zu ächten gebühret/ im Fall daß sie gleich derselben verwircklich seyn solten/ wie wir doch nit sind/ und ist die über-grosse Partheiligkeit dieses Cammer-Gerichts/ aus dem zu mercken/ dieweil sie iedermänniglich im gantzen Reich wieder uns hetzen/ darauff sie dann keinen redlichen Krieg wieder uns führen/ sondern rotten sich wieder uns/ als wann ein Hauffen Mörder in einem Wald einen verwarten.

Beschließlich/ als sich der partheilig Fiscal/ am Cammer-Gericht/ an diese drey obgemelte Partheyen alß das Koth an das Rad gehengt/ und nichts anders dann derselben Fürbringen/ mit beklagen helffen/ solt er billig mit seinen zu-deputirten Persohnen/ seinem befohlenen und geschwornem Ampt nach/ sich der offentlichen Landtfriedtbrüchigen Tyrannischen Handelungen/ so unsere Feinde/ nit allein wieder uns und unsere Landt und Leut/ sondern etliche mehr Geistliche und Weltliche Fürsten/ auch andere gehorsame Stände des Reichs/ so diese Sachen nichts angehen/ mit gewaltthätigen Uberziehen/ einfallen/ Brandeschatzen/ und andern Landtfriedtbrüchigen Benöthigungen/ geubt/ und noch fort an derselben mehr feindlich betrawen/ erkundigt/ und wieder dieselben viel billiger/ dann uns/ auf die Poen des Landtfriedens procedirt und gehandelt haben/ vielleicht ist das die Schuld/ daß wir nicht so viel Golts/ alß unsere Feind zu verschencken hatte.

Und derwegen so erholen wir wieder denselben und die/ für ihre nichtige ergangene Achts-Urtheil/ alles/ so oben eingeführet ist.

Und protestiren solchem nach/ von allen obvermeldten/ nichtigen/ oder aufs wenigst/ unrechtmäßigen partheiligen Achts-Urtheiln/ und allen Proceßen/ so ferner nichtiglich/ und unrechtmäßiger Weiß/ darauf erfolgen/ hiemit solenniter und recusiren die Cammer-Gerichts Urtheiler/ aus obvermelten rechtmäßigen Ursachen/ alß Suspect, hiemit alßdann/ und dann alß ietzt/ wie das zu recht und sonsten/ am beständigsten immermehr geschehen soll.

Und bitten/ auch ersuchen/ darauf die Röm. Keyserl. Maj. unsern allergnädigsten Herrn/ und alle und jede unpartheilige Chur- und Fürsten auch andere Ständte des Reichs/ unterthänigst/ freundelich und gütlich/ wieder diese ietzige/ und künfftige Ungebühr und Beschwerung umb gebührlichen Schutz und Schirm/ auch der vermeinten Acht/ so ferne von nothen/ Absolution, oder aufs wenigste Suspension, mit dem erbieten/ daß wir berürter Acht nichtig- und unrechtmäßigkeit/ auf ietzigen Reichstag/ für allen und jeden unpartheiligen Ständen des Reichs/ oder für Keys. Maj. und etlichen des Reichs Chur- und Fürsten/ unverdächtigen Commissarien, mit Bestandt und Grundt/ auffs förderlichst auszuführen.

Und dieweil unsere Wiederparthen/ wie wir gläublich berichtet/ auff die vermeynte Acht/ fernerer nichtiger Weise zu procediren/

ANNO 1554. cediren/ und an die Reichs Kreiß-Ständte Executoriales wider uns auszubringen im Werck ist.

So bitten wir alle Ewre Liebden/ der gebühr nach freundtlich/ und euch die andern gnedigs und günstigs Fleiß/ die wollen sich durch diese nichtige Achts-Erklärung oder auch ferner vermeinter Process/ wo die weiter ausgebracht/ und an euch gelangen möchten/ wieder uns oder die unsern nicht bewegen lassen/ sondern uns bey unserm gethanen warhafften beständigen Bericht/ auch dabey geschehenem überflüßigen rechtmäßigen Bitten und erbieten/ helffen befordern/ handthaben/ schützen und schirmen.

Das wollen wir hinwieder zusampt der Gebühr umb E. L. in mehreren freundlich verdienen/ und euch den andern in Freundschafft und Gnaden erkennen/ dann da wir/ alß wir uns der Gebühr und aller Billigkeit nach/ nicht versehen können/ hierüber also unschuldiglich beschweret und von menniglich verlassen werden solten/ daß wir alßdann/ ob wir dadurch aus der Noth zu ferner Weiterung gedrungen würden/ deß wir sonsten/ wie Gott weiß/ lieber übrig seyn wolten/ desselben gegen menniglich/ hiermit offentlich uns entschuldiget haben wollen. Und deß zu Urkundt haben wir unser Secret zu Ende dieses offenen Brieffs/ auff trucken lassen. Der geben ist in des Heiligen Reichs-Statt Schweinfurth/ den 12. Januarii, Anno &c. der weniger Zahl/ im 54. Jahre.

XXXII.

24.Fevr. Naumburgischer Erb-Vertrag zwischen Churfürst August von Sachsen eines/ und Hertzog Johann Friedrichen zu Sachsen/ gebohrnen Churfürsten andern theils/ über die zwischen Ihnen wegen gedachten Hertzogens an das Hauß und Land zu Sachsen habenden prætensionen/entstandenen Spaltungen. Naumburg den 24. Februar. 1554. [HORTLEDER, von Anfang und Fortgang des Teutschen Kriegs. Tom II. Libr. III. pag. 968. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz II. pag. 69. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans CHRIST. GASTELIUS de Statu publico Europæ noviss. Cap. XVII. pag. 563.]

C'est-à-dire,

Accord Hereditaire de Naumbourg *passé entre* AUGUSTE *Electeur de Saxe, d'une part; &* JEAN FREDERIC *né Electeur de Saxe d'autre part, sur les différens survenus entr'eux au sujet des Droits & Prétensions dudit* JEAN FREDERIC *comme Duc de Saxe. A Naumbourg le 24. Fevrier 1554.*

VOn Gottes Gnaden/ Wir Augustus/ Hertzog zu Sachsen/ des Heil. Röm. Reichs/ Ertz-Marschall und Churfürst/ Land-Graff in Thüringen/ Marggraff zu Meissen/ und Burggraff zu Magdeburg/ und Wir auch von Gottes Gnaden/ Johan Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ Johann Friedrich der Mitler/ Johann Wilhelm und Johann Friedrich der Jünger/ Vater und Söhne/ Hertzogen zu Sachsen/ Land-Graffen in Thüringen/ Marggraffen zu Meissen/ bekennen mit diesem unsern offenen Brieff/ vor Uns/ unsere Erben und Nachkomnen/ nachdem etliche Jahr zurück hochbeschwerliche Spaltungen im Hause zu Sachsen gewesen/ derohalben die Land in merckliche Beschwerung und Abnehmen kommen/ daß wir uns erinnert/ wo solche Spaltung nicht gerichtet/ daß dadurch ferner Unrath und allerley Weiterung erfolgen möchte/ und haben derohalben uns in dem Nahmen Gottes/ zu seinem Lobe/ auch zu Aufnehmung und Gedeyung unserer Land und Leut/ vetterlich und freundlich vereiniget und vertragen/ wie hernach folget;

Erstlich sollen und wollen Wir einander gentzlich verzeihen/ und allen Widerwillen/ wie sich der bißhero zugetragen/ fallen lassen/ einander ehren/ lieben/ freundlich meinen/ und einer dem andern in seinem Obliegen räthlich und hülfflich seyn.

Wir wollen auch die Erb-Einigung/ deßgleichen die Erbverbrüderung/ wieder auffrichten und vernewern/ und wann wir uns derhalben verglichen/ alsdann wollen wir die Erbeinigungs- und Erbverbrüderungs-Verwandte Chur- und Fürsten sämptlich vermögen/ neben uns solche Ernewerung auch zu thun/ und die Obrigkeit umb Befestigung neben uns zu ersuchen.

Und nachdem Wir Hertzog Johann Friedrich der Elter/ gebohrner Churfürst/ nach Absterben des Hochgebornen Fürsten/ Herrn Moritzen/ Hertzogen zu Sachsen/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschallen und Churfürsten/ Land-Graffen in Thüringen/ Marggraffen zu Meissen/ und Burggraffen zu Magdeburg/ seliger Gedächtnüß/ unser Land wiedergefordert/ und Wir Hertzog Augustus/ Churfürst/ uns die S. L. folgen zu lassen/ weil wir vor allen mit gedachtem unsern lieben Bruder Hertzog Moritzen/ Churfürsten seligen/ damit belichen/ gewegert/ so haben Wir uns allen friedlichen Wesen zu gut/ und unangesehen/ was jeder Theil von wegen obberührtes seines Vorgebens befugt/ oder unbefuget seyn möchten/ freundlich vereiniget und verglichen; Vereinigen und vergleichen uns hiemit dergestalt und also:

Nachdem Wir Hertzog Augustus Churfürst uns freundlichen erbotten/ unsern freundlichen lieben Vettern Hertzog Johann Friedrichen dem Eltern/ gebornen Churfürsten/ und S. Lbd. Söhnen/ nachfolgende Aempt/ Statt/ Güter und Gerechtigkeit folgen zu lassen und abzutreten/ Nemblichen/ Schloß/ Statt und Ampt Sangerhausen/ das Ampt Reblingen/ das Ampt Sachsenburg/ das Ampt Herbißleben/ ausgeschlossen die Statt Denstatt/ und alle Gerechtigkeit/ die die von Denstatt bißher gegen Herbißleben Jährlichen gethan/ oder geben haben/ nichts außgeschlossen/ das Ampt Eysenberg/ sampt Rudolphs von Kayn erkaufften Güter/ außgeschlossen nachbeschriebene Dörffer/ Flemmingen und Aldenburg/ welche zu unserer Schulen zur Pforten gehören/ sampt dem Gehöltze/ das Buchholtz genennet/ welches dem Capitul und dem Rath zur Naumburg zugehöret/ und darzu die gantze Land-Strasse von Weissenfelß und der Naumburg aus/ biß gegen dem Eckersberge/ wo die sonst das Ampt Eysenberg berühren möchten.

Und weil der Beyweg/ über die Sona genandt/ keine Land-Strassen ist/ so soll auch keine Vergleitung darüber geschehen/ sondern/ so jemand von Weymar nach der Naumburg ziehen will/ der soll die ordentliche Strasse auf Auerstätt/ oder Eckersberg gebrauchen. Aber über die Sona soll niemand geleitet werden/ wie obstehet.

Und demnach soll durch das Stifft Naumburg und das Ampt Eysenberg uns Hertzogen Augusto/ Churfürsten/ auch die Strasse/ welche von Weissenfelß und Naumburg aus/ nach Camburg und Dornburg/ zur rechten Hand des Buchholtzes hinaus/ zu dem hohen höltzernen Creutz gehet/ welches zwischen den Dörffern/ heiligen Creutz und Leißla/ am Jenischen Weg genandt/ stehet/ und allda bey demselbigen Creutz der beyder Aempter Eysenberg und Camburg Reinunge wendet/ sampt den Gerichten und Straffen-Gerechtigkeit darauff hin und wieder bleiben. Und ob wohl die zwey angezogene Dörffer und das genante Buchholtz/ auch die zuletzt und nechst benente Strasse/ zum Theil etwan im Ampt Eysenberg gelegen gewesen/ so sollen doch die bemelten zwey Dörffer/ sampt ihren gantzen Fluren/ und obgenanten des Capitels und Raths Gehöltze weder mit Folge/ Stewern/ Gerichten/ Obermottmessigkeiten/ noch sonst einiger Gerechtigkeit/ in bemelt Ampt Eysenberg nimmermehr gehören/ sondern uns Hertzog Augusto Churfürsten zustehen. Wie wir dann in gleichen uns und unsern männlichen Leibs-Lehens-Erben die benanten Land-Strassen/ mit allen Gerichten und Gerechtigkeiten/ darauff vorbehalten und ausgezogen haben.

Was aber vor Güter ausserhalb der beyder Dörffer Aldenburg und Flemmingen Fluren/ auch des Buchholtzs/ und der letztbenenten ausgezogenen Strassen/ im Ampt Eyseuberg gelegen/ es sey umbs heylige Creutz/ Preßitz/ Janßroda/ Naußschitz/ oder andre Dörffer im Ampt/ so viel der in die Schul zur Pforten nicht gehören/ die sollen die Gebür und Dienste/ wie vor alters/ in das Ampt Eysenberg leisten und geben.

Hiemit soll nicht gemeint seyn die Strasse/ so von Leipzig aus/ nach Stössen/ und denn auf Frawen-Brißnitz gehet/ welches Schenckhansen Sohnen zustehet/ sondern dieselbe soll uns Hertzog Augusto Churfürsten/ biß an die Grantz der Aempter Dornburg und Camburg gäntzlich mit allen Gerichten und Strassen/ Rechten/ ausgeschlossen/ vorbehalten seyn und bleiben/ ungeacht sie das Ampt Ensenberg berühren thete. Auch derhalben Mahlstein gesetzt werden. Dieweil aber das Ampt Eysenberg ein Beygleite zu Tarsching hat/ so soll an Einnehmen desselben/ wie vor alters herkommen/ hierdurch auch der Gerichte halben in Dörffern oder andern Enden/ ausserhalb dieser obangezeigten Strassen Gerechtigkeit/ dem berührten Ampten Eysenberg kein Einhalt geschehen.

So sollen auch hinter des Capitels und Raths zur Naumburg Gehöltze an der Strasse/ so von der Naumburg aus/ gegen Eysenberg laufft/ Mahlstein gesetzt werden; An dieselbigen sollen wir Hertzog Augustus Churfürst/ von der Naumburg aus/ und herwieder zugeleiten haben/ und soll uns berührte Strasse so weit allenthalben zustehen.

Und darzu die Güter Ollersleben/ Kaldenbron/ S. Ulrich/ Rorbach im Ampt Sangerhausen/ und Volckenroda. Und uberdiß alles einhundert tausend Gülden Müntz/ nemlich auf Weynachten/ in dem fünff und funffzigsten Jahr schirst/ funffzig tausend Gülden/ und nechst darnach folgende Weynachten/ in dem sechs und funffzigsten Jahr aber funffzig tausend Gülden. Alles an grober Müntz/ in unser Statt Leipzig gegen gebührlicher Quittantz.

Dieweil aber unsers Hertzog Augusti Churfürsten lieber Vetter/ Hertzog Johans Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ und S. L. Söhne diesen Vorschlag allenthalben anzunehmen Bedencken gehabt/ sondern die Erstattung obbemelter Zusprüche mit

Anno 1554.

mit deinen Landen/ die zuvor S. L. gewesen/ gesucht/ haben wir aus rechtlicher Vetterlicher Freundschafft/ zu Beforderung und Pflantzung Lieb und Einigkeit zwischen unsern lieben Vettern/ und Uns/ sonderlich aber der Königl. Würden zu Dennemarck zu freundlichen Gefallen gewilliget/ daß wir an statt des Ampts Sangerhausen/ Reblingen/ auch der Güter Kaldenborn/ S. Ulrich und Rorbach/ S. L. wollen folgen lassen/ und erblich einräumen/ Schloß/ Statt und Ampt Aldenburg/ mit den Flecken Luckaw und Schmöllen/ und denen von Adel/ die ins Ampt gehören/ und Amptsassen seind/ ohne einige weitere Liquidation, wie sich eines gegen dem andern der Nutzung halben vergleichen möchten/ oder nicht.

Das Ampt Borna aber/ und was darein und darzu gehöret/ nachdem es ein sonderlich Ampt ist/ soll hierein nicht gezogen/ und damit gemeinet seyn.

Und darüber wollen wir ihren Liebden einräumen/ die vorgenannte Aempter/ Schlösser und Städte/ nemlichen/ das Ampt Sachsenburg/ das Ampt Herbißleben/ ausgeschlossen die Statt Denstatt/ und alle Gerechtigkeit/ die sie bißher gegen Herbißleben Jährlichen gethan/ und daß sich das Ampt dieser Statt halben gar nichts soll anmassen/ das Ampt Eysenberg/ doch mit dem Auszug/ wie obstehet.

Und lassen S. L. in obgedachten Aemptern und Gütern allen Vorrat/ den wir dieser Zeit darinnen haben/ sampt den Inventario, ausgeschlossen was an Zinsen und Steuren biß auf die Zeit der Anweisung aussehet/ das behalten wir uns zuvorn.

Auch die hundert tausend Gülden/ davon eben Meldung geschicht/ auff die oben gemelte Tagzeit/ und mit der Maß/ wie hernach folget.

Solches alles geben wir und räumen ihren L. ein/ vor alle Zu- und Ansprüche/ die ihr L. bißher zu Uns gehabt/ oder hetten haben mögen: Von wegen der gesuchten ersetzung an den funffzig tausend Gülden jährlicher Nutzung/ davon die Keyserliche Capitulation besaget: Von wegen des Rests/ daß ihre Ld. die funffzig tausend Gülden bißher nicht ersetzt seyn sollen: Von wegen S. L. Gemahls gesuchten Leibguts/ und was derohalben vertaget seyn solte/ und sonst vor alle Zusprüche/ wie die Namen haben/ nichts ausgeschlossen. Und es soll solche einräumung geschehen/ erblich und ewiglich.

Was auch von Uns und Unsern Vorfahren auff solchen Gütern verschrieben/ das wollen wir ablegen/ oder verzinsen/ biß zu der Ablegung/ und derohalben gnugsame Versicherung und Verschreibung von uns geben.

Hette aber unser lieber Vetter/ Hertzog Johan Friedrich/ geborner Chur-Fürst/ oder S. L. Vorfahren/ vor der Keyserl. Capitulation, oder sonst etwas/ auff gemelten Ampt Aldenburg verschrieben/ das sollen wir zu bezahlen nicht schuldig seyn;

Es soll auch solche einräumung geschehen/ mit allen hohen Fürstlichen und Regalischen Obrigkeiten/ auff allen Gütern/ die in die Aempter und andre obbenannte Güter gehören/ nichts ausgeschlossen/ auch mit Folgen/ Steuren/ Amptsassen und Bergwercken/ und allen andern/ inmassen wir solche zuvor innegehabt/ nichts davon ausgeschlossen.

Und wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ geborner Chur-Fürst/ von wegen unser/ auch in ehelicher Vormundschafft der Hochgebornen Fürstin/ Frawen Sybillen/ geborner Hertzogin zu Gülich/ Hertzogin zu Sachsen/ unser freundlichen lieben Gemahls/ und wir Hertzog Johans Wilhelm/ und Hertzog Johann Friedrich/ der jünger/ Gebrüder/ wollen daran zufrieden seyn/ auch wir/ unser Erben und Nachkommen/ wollen und sollen unsern lieben Vetter Hertzog Augusten/ Chur-Fürsten/ und S. L. mänliche Leibs-Lehens-Erben/ von wegen unserer Zusprüche/ wie sich die bißhero in dem Hause zu Sachsen erhalten/ benant und unbenant/ nichts ausgeschlossen/ auch unser gewesen Land/ Leibgut und sonsten/ umb erstattunge/ oder anders/ wie das Namen hat/ gar nichts ausgeschlossen/ ferner nicht anlangen.

Als auch unser Hertzog Augusti Churfürsten lieber Bruder/ Hertzog Moritz seliger/ in der Naumburgischen Handlung vorwenden lassen/ daß die Holtz- und Teich-Nutzung/ auch die Klöster/ die unser lieber Vetter Hertzog Johann Friedrich/ geborner Chur-Fürst/ hat/ das Ampt Schwartzwaldt/ Stadt Pößnitz/ Aumna/ Triptis/ und Newstatt/ nicht angeschlagen/ und daß dieselben Aempter und Stätt seiner Ld. zuständig seyn solten/ haben wir Hertzog Augustus/ Churfürst/ solche Zusprüche/ der sich unser Bruder angemast/ aus freundlichen Willen/ und allen Sachen zum besten/ auch fallen lassen/ und thun für uns und unsere Erben gäntzlich davon abstehen.

Die Schrifftsassen/ die in unsers lieben Vettern Land wohnen/ die vorgenanter unser lieber Bruder Hertzog Moritz/ Chur-Fürst seliger/ angefochten/ als weren sie nicht überwiesen/ sollen S. L. und ihren Söhnen auch bleiben/ die wir auch weiter nicht fordern wollen;

Doch daß S. L. und ihre Söhne von der Forderung/ die sie an dem Landt-Comptur zu Zwetzen/ und auff Schenckhausen Gütern zuhaben vermeinen/ gentzlich auch abstehen: Welches denn wir Hertzog Johans Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ und unsere Söhne/ auch also bewilligen.

Die Strassen in S. Johans- und Andresen-Thor zu Erffurdt/ sollen uns Hertzog Augusten/ Churfürsten/ deßgleichen die von Hirdißleben/ da das Ampt wendet/ doch daß Denstatt in das Ampt nicht gehöre/ mit allen Strassen/ nebst Ober- und Nieder-Gerichten/ auch dem Leib-Geleite bleiben; Doch/ daß unser lieber Vetter S. L. Geleite in der Stadt Erffurdt/ wie vor alters/ möge einnehmen/ und die Fuhrleute/ die solch Geleite umfahren/ auff gemelten Strassen/ umtreiben/ auffhalten/ oder pfenden lassen/ und sie gebürlichen straffen.

Anno 1554.

Und obwohl Graff Günther zu Schwartzburg mit den Arnstättischen Lehen/ an unsern lieben Brudern/ Hertzog Moritzen seeligen/ gewiesen/ und wir Hertzog Augustus/ Churfürst/ bericht worden/ daß unsern lieben Vettern daraus allerley Gezenck erfolgen möchte/ haben wir S. L. und deroselben Söhnen zu freundlichen Gefallen gewilliget/ Graff Günthern/ oder seine Erben/ mit denselben Arnstättischen Lehen wiederumb erblich an S. L. zu weisen/ in allermassen sie sieder der Groß-Väterlichen S. L. und iren Vorfahren vor der Capitulation zugestanden/ und weiter nit.

Der Reichs-Anschläge halben/ sol es zwischen uns endlichen entschieden seyn/ und bleiben/ nemlich also: daß wir Hertzog Augustus/ Churfürst/ auff der Chur wollen behalten zehen Pferd/ auff den andern Aemptern/ die unsers lieben Vettern/ Hertzog Johan Friedrichen des Eltern/ gebornen Churfürsten gewesen/ auch zehen Pferde.

Und S. L. soll auff sich dreissig Pferd behalten/ die übrig zehen gebühren dem Burggrafen zu Meissen. Deßgleichen soll es mit Abtheilung der Fuß-Knechte/ auch gehalten werden/ wie denn wir Hertzog Johann Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ und neben uns unsere Söhne/ solches also willigen/ und zu halten zusagen/ wir Hertzog Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ sollen und wollen auf Sonnabend nach Quasimodogeniti schirst/ in ein Gewölbe zu Wittenberg in dem Schloß legen die Brieffliche Urkunden über die Chur zu Sachsen.

Item/ über die Burggraffschafft und Grafen-Gedinge zu Magdeburg und Hall/ auch die Rathschläge der Rechts-Gelehrten/ und die Acta, so darüber ergangen. In dasselbe Gewölbe sollen auch die Brieff gelegt werden/ die bißhero zu Leipzig in dem Brief-Gewölbe gewesen.

Wir Hertzog Augustus/ Churfürst/ wollen etliche unser Diener gegen Weymar schicken/ denen wollen wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ vorlegen lassen/ die Haupt-Brief über die Schloß/ Stätt/ Ampt/ Flecken und Güter/ Item die Capitel/ Rechenbücher und Register.

Item/ die Ampt-Lehen/ Receß und andere Bücher. Item/ in unserer Cantzeley die Lehen/ Homagial- und Receß-Bücher/ so viel wir derer haben. Welche Bücher/ Brief/ Register/ oder anders/ die Ampt/ Stätt/ Flecken/ Güter und Unterthanen/ die unserm lieben Vettern/ Hertzog Augusto/ Churfürsten/ allein zustehen/ sie seind unser gewesen/ oder nicht/ belangen/ die wollen wir S. L. Dienern alsbald zustellen/ und folgen lassen.

Weren aber in solchen Briefen/ Registern oder Büchern gemengte Händel/ die zum Theil S. L. Aempt/ Stätt/ Flecken/ Unterthanen/ oder Güter/ und zum Theil unsere Stätt/ Flecken/ Ampt/ Güter oder Unterthanen belangten/ daraus wollen wir S. L. Diener schreiben lassen/ alles was S. L. Unterthanen/ Schloß/ Stätt/ Aempt/ Flecken/ oder Güter belanget/ ohne alle Gefehrde/ oder einige wegerung.

Ferner wollen wir Hertzog Augustus Churfürst/ über obgedachte etliche unsere Diener/ noch drey Schreiber/ den zehenden Tag nach dato diß Vertrags/ gegen Weymar ordenen.

Zu denen wollen wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ auch drey vertrauete Schreiber niedersetzen/ die sollen die obgedachten Brief ausschreiben.

Was sie aber vor dem Sontag Quasimodogeniti zu Weymar nicht ausschreiben/ das sollen sie zu Wittenberg in dem Schloß ausschreiben/ und sich alsbald von Weymar derhalben gegen Wittenberg begeben/ also/ daß sie auffs längste Freytag nach Quasimodogeniti schirst zu Wittenberg einkommen/ und sich daran nichts verhindern lassen: und welche Brief ausgeschrieben seynd/ sollen alsbald in das Gewölbe gelegt werden/ und also forder/ biß sie alle hinein gelegt werden.

Wir sollen und wollen auch/ zu demselben Brief-Gewölbe zu Wittenberg in dem Schloß/ beyderseits die Schlüssel haben/ in allermaß wir die zu dem Brief-Gewölbe zu Leipzig bißhero gehabt.

Ferner wollen wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ unserm lieben Vettern/ Hertzog Augusto Churfürsten zustellen/ von dato an binnen sechs Wochen/ ein versiegelt Register über die einhundert tausend Gülden Persönlicher Schuld/ so wir vor dieser Zeit S. L. Bruder gewiesen/ deßgleichen/ was auf den Ampten und Stätten/ die S. L. hat/ die zuvor unser gewesen/ dinglich verschrieben.

Wir Hertzog Augustus Churfürst/ wollen auch unserm lieben Vettern/ Hertzog Johan Friedrich dem Eltern/ gebornen Churfürsten/ und S. L. Gemahl/ unsere freundlichen lieben Muhmen und Schwägerin/ deßgleichen S. L. Söhnen/ unsern lieben Vettern/ freundlich folgen lassen/ ihrer allerseits L. Berg-Theil/ wo ihre L. die in unsern Berg-Stätten haben/ die ihre L. als Gewercken gebawet; Doch ausgeschlossen die Hütten/ und daß die Amptleute gegen der Zubuß vergleicht/ und einander aufgehaben seyn und bleiben; Hierüber haben wir Hertzog Augustus Churfürst/ freundlichen gewilliget/ daß wir nun hinforder die Zehent Silber/ die uns/ unsern Erben und Nachkommen/ auff dem Schneeberg einkommen werden/ den halben Theil/ unsern freundlichen lieben Vettern Hertzog Johan Friedrich dem Eltern/ gebor-

ANNO 1554.

nen Churfürsten/ und S. L. Söhnen / in dem Kauff lassen wollen/ wie wir den Gewercken ihre Silber bezahlen; Doch/ daß uns S. L. solche Silber mit unserer Müntz bar bezahle/ und zu Leipzig die Silber gegen der Bezahlunge alle Leiptzische Märckte empfahe / und daß S. L. sich derhalben auff dem Schneeberg keiner Bottmeßigkeit/ oder Gerechtigkeit anmasse/ sich auch darum nicht annehme / ob wenig Silber gemacht würde.

Nachfolgende Articul haben wir beyderseits gegen einander freundlich fallen lassen: Die Brandschatzung und Stewer/ so Hertzog Moritz/ Churfürst seeliger/ und wir beyde in des andern Landen eingenommen. Auch die 42000. Gülden/ so dem Weymarischen Theil/ nach auffgerichter Capitulation, abgeschätzt seyn sollen. Item die Zehent-Silber/ so unser Hertzog Johan Friedrich des Eltern/ gebornen Churfürsten/ Kriegs-Volck in den Bergstätten sollen bekommen haben. Daß die Brück zu Meissen abgebrandt: Daß alt-Dreßden geplündert; Der Schosseer/ Gleits-Leut/ und Foestere eingenommen und unberechnet Geld/ und was des Dings mehr ist/ inhalts voriger Articul/ die auff den Tag zur Naumburg Anno 51. derhalben übergeben; Diß alles/ und was dergleichen Sachen seind/ sie sein benant/ oder unbenant/ sollen gäntzlichen fallen/ und gegen einander auffgehoben seyn/ und gar keine Sache/ bedacht oder unbedacht/ benant oder unbenant/ hinderstellig bleiben.

Was aber die Unterthanen von dem ihren auff Bitt dargeliehen/ und darüber Brieff und Siegel haben/ wenn sie umb Bezahlung ansuchen/ wird sich ieder Theil der Gebühr zu verhalten wissen.

Wir wollen auch unser beyderseits Räthe/ Diener und Unterthanen/ so unser ieden in dem vergangenen Krieg wider einander gedienet/ aus Verdacht/ Ungnaden und sorgen/ darein sie darumb bey den andern kommen seyn möchten/ gentzlich lassen/ wie auch dieselbigen aufgehoben und abseyn/ und sich derhalben keiner zu besorgen/ noch zu befahren haben soll.

Ingleichen sollen auch die Räthe und Diener/ so uns mit Dienste verwandt seyn/ und unter dem andern/ Güter/ Häuser/ und andere Einkommen haben/ derhalben oder sonsten/ an denselben ihren Gütern/ Häusern und Einkommen unbedrangt/ unbeschwert bleiben und gelassen werden/ sondern sie solches unverhindert/ und ohne Eintrag geniessen/ nützen und gebrauchen.

Hiemit sollen und wollen wir aller unserer Gebrechen/ sie seind benant oder unbenant/ nichts ausgeschlossen/ wie sich die bißhero zwischen uns und unsern Vorfahren erhalten/ es sey wasserley Sachen es wolle/ ob die auch ietzt unbedacht bleiben/ gentzlich und zu Grund vertragen seyn und bleiben. Und soll unser keiner derwegen einige Rechtfertigung/ oder gewaltsame thätliche Handlung wider den andern vornehmen/ sondern ein soll jedes dem andern geruhiglich bey alle dem/ das er in Zeit dieses Vertrags im Besitz/Gewähr und Gebrauch gehabt/und durch diesen Vertrag bekommet/ ungeacht/ daß es zum Theil zuvor des andern gewesen/ geruhiglich und gantz unverhindert erblich und ewiglich bleiben lassen.

Und wir Hertzog Augustus Churfürst/ haben über diß alles aus freundlichen Willen / und fürnehmlich auf Anhalten der Königlichen Würden zu Dennemarck/ unsers lieben Herrn und Vetters/ Räth und Geschickte/ welche sie dieser Zeit bey uns gehabt/ umb mehrer Freundschafft willen gewilligt/ wie wir dann hiemit Krafft dieses Brieffs willigen/ daß wir unsern lieben Vettern gutwillig wollen abtreten/ unsere Gerechtigkeit zu der Lösung an dem Ampt Königsberg in Francken/ sampt der Lehenschafft/ Oberbottmeßigkeit/ und aller Gerechtigkeit/ Folge/ Stewer/ und anders die wir an dem Ampt Alstätt haben; Doch daß unser Universität zu Wittemberg/ von den Gütern/ Pfiffel und Navendorff/ Jährlichen ihre Zeit und Gebühr/ unweigerlich bey schleuniger Hülff gegeben werden.

Daß wir auch von Anspruch der Lehen über die Gleichische Güter/ die unser Vetter Wechselweise/ von denen von Gleichen an sich bracht/ wollen abstehen/ und S. L. über obbemelte Ampt/ und Güter/ die Ampts-Bücher/ (so viel wir derer haben) und Register wollen zustellen. Doch bescheidentlich und also/ daß es des Einkommens halben derselben Ampt/ Stätt und Güter keiner Liquidation ferner bedörffe/ sondern daß die Unterthanen in den Aempten und Gütern/ Sachsenburg/ Eysenberg/ Herbißleben/ Ollersleben/ und Volckenroda / alsbald sollen die Zinse und anders/ vermöge der Register/ angeloben. Das steigende und fallende befindet sich aus den Rechnungen; im Ampt Aldenburg aber/ soll die Erbliche Anweisung geschehen/ und allenthalben/ alle fernere Disputation und Liquidation nachbleiben/ und unser Vetter mit solchen Gütern/ was die Jährliche Nutzen und Einkommens haben/ allenthalben begnüget seyn: Welches wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ von wegen unser und unsers freundlichen lieben Gemahls/ und neben uns unsere Söhne/ also hiemit zusagen/ willigen und versprechen/ und ohne einige Behelff oder Eintrag halten sollen und wollen.

Wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ in ehelicher Vormundschafft unserer freundlichen lieben Gemahlin/ wollen unsern freundlichen lieben Vettern/ Hertzog Augusten Churfürsten/ J. L. Widumb/ oder Leib-gedings-Brieff binnen 4. Wochen/ nach Dato diß Brieffs/ zustellen/ in bedenckung/ daß es billich geschicht/ weil (wie obenangezeigt) unsere Gemahlin allenthalben vergnüget/ und freundlich zufrieden gestellet ist.

Wir Hertzog Augustus Churfürst/ auch unsere Erben/ sollen und wollen unsern freundlichen lieben Vettern/ Hertzog Johan Friedrichen dem Eltern/ gebornen Churfürsten/ und S. L. Söhne/ der Güter Ollersleben und Volckenroda gewehren/ wie Gewehres Recht und Gewohnheit ist.

Und darauff gereden wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ bey unsern Fürstlichen Worten vor uns/ unsere Erben und Nachkommen/ und wir Hertzog Johan Friedrich der Mitler/ Hertzog Johan Wilhelm/ und Hertzog Johan Friedrich der Jünger/ Vatter und Söhne/ daß wir unsern lieben Vettern/ Hertzog Augusto/ den Titul/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ auch Burggraff zu Magdeburg/ S. L. Leibs-Erben/ neben andern gebührlichen Tituln/ hinforder geben sollen und wollen.

Und wiewol wir Hertzog Augustus Churfürst/ Bedencken gehabt/ unserm lieben Vettern den Titul/ geborner Churfürst/ zu geben/ weil es aber davor geacht wird/ daß solches der Röm. Kayserl. und Königl. Maj. nicht zu entgegen/ und auch etliche Könige/ Churfürsten/ Fürsten und Stände S. L. solchen Titul geben/ so wollen wir S. L. die Zeit ihres Lebens/ zu Beförderung dieses unsers freundlichen Vertrags/ denselben neben den Tituln: Hertzog zu Sachsen/ Landgraff in Thüringen/ und Marggraff zu Meissen/ auch geben.

So haben wir Hertzog Johan Friedrich der Mitler/ Hertzog Johan Wilhelm/ und Hertzog Johan Friedrich der Jünger/ vor uns/ unsere Erben und Nachkommen/ gewilliget/ wie wir dann Krafft dieses Brieffs willigen/ versprechen und zusagen/ daß wir und unsere Söhne/ den Titul/ geborner Churfürst/ auch des Chur-wesens/ deßgleichen des Tituls/ Burggraff zu Magdeburg/ nicht brauchen sollen/ noch wollen/ weil unser freundlicher lieber Vetter/ Hertzog Augustus Churfürst/ und S. L. männliche Leibs-Lehens-Erben am Leben seyn. Aber S. L. und derselbigen männlichen Leibs-Lehens-Erben sollen und wollen wir solchen Titul geben/ ohne wegerung.

Wir Hertzog Augustus Churfürst/ Hertzog Johan Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ Hertzog Johan Friedrich der Mitler/ Hertzog Johan Wilhelm/ und Hertzog Johan Friedrich der Junger/ auch unsere Erben und Nachkommen/ sollen und wollen die Keys. Capitulation, einer gegen dem andern/ und unsern beyderseits Erben/ in allen Artickeln/ die in diesem Vertrage nicht geändert/ und darzu diesen Vertrag stet und feste halten. Und wir Vater und Söhne/ wollen unsern lieben Vettern/ bey S. L. Landen und Leuten/ auch denen/ die S. L. ietzo hat/ die zuvorn unser gewesen/ ruhiglich bleiben lassen/ ohne einigen Eintrag oder Wiederrede.

Und wir Hertzog Augustus Churfürst/ gereden bey unsern Fürstl. Worten/ daß wir diesen obbeschriebenen Vertrag/ in allen seinen Puncten und Artickeln/ auch alles dasjenige unverbrüchlich halten wollen/ daß uns die Keys. Capitulation aufleget/ und in diesem Vertrag nit geändert ist/ und wollen unsern Vettern bey Irer L. Landen und Leuten/ die ihre Ld ietzo hat/ und durch diesen Vertrag ietzo bekömmet/ geruhiglich auch bleiben lassen/ ohne einigen Eintrag oder Wiederrede.

Und nachdem wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ geborner Churfürst/ in dieser Handlung gesucht/ daß uns die Schrifftsassen im Ampt Aldenburg/ und den andern obgenanten Ampten/ solten mit angewiesen werden; und wir Hertzog Augustus Churfürst bedacht/ daß sie in die Ampt nicht gehören/ und uns solches nicht schuldig geachtet/ gleichwohl aber aus sonderlicher Freundschafft/ und auf Anhalten der Königl. Würden zu Dennemarck Räthe/ haben wir S. L. nachfolgende Schrifftsassen anweisen zu lassen gewilliget/ nemlich/ den Comptur-Hoff zu Altenburg/ den Herrn von Wildenfelß/ mit dem Gut Ronneberg/ und weiter nichts. Ausgeschlossen den Anfall desselben Guts Ronneberg/ so uns dem Churfürsten/ und unsern Erben/ bleiben soll. Doctor Essen/ mit dem Gut Frawenfels/ Hauboldt Pflug/ mit dem Gut Lodichaw/ die von Ende/ mit dem Gut Starckenberg. Die von Bünaw/ mit den Gütern Breitenhain und Meuselwitz. Wolff von Weißbach/ mit dem Gut Rainsdorff. Bastian von Gabelentz/ mit den Gütern Peschwitz und Zeiben/ die von Ende/ mit dem Gut Fuchshain. Censt von Beitenbach/ mit dem Gut Leintz/ die von Ende/ mit dem Gut Pönitz. Servatius und Levin vom Ende/ mit den Gütern Lomen und Selcka/ Christoph von Weißbach/ mit dem Gut Weißbach. Die von Creutzen/ mit den Gütern Heckenwalde und Pelitz/ Doctor Creutz/ mit dem Gut Reichstätt/ Mintzwitz/ mit dem Gut Prautscha/ Wolff Hagenest/ mit den Gütern Luckaw und Dewritz/ Valten von Remßberg/ mit dem Gut Erenberg / Uedan von Rich/ mit dem Gut Nunritz.

Welches wir Hertzog Johan Friedrich der Elter/ gebohrner Churfürst/ zu sonderlichen freundlichen Gefallen vermerckt/ und wollen damit freundlich zufrieden seyn/ auch wir/ und unsere Söhne/ sollen und wollen S. L. dieses Artickels halben ferner nicht anlangen.

Ob auch unser/ des Churfürsten/ Schrifftsassen/ die unter uns bleiben/ oder ihre Unterthanen einige Gebür/ oder Dienste/ in die Ampt/ die wir unsern Vettern zukommen lassen/ vor alters und bißhero geben und geleistet/ die sollen sie hinforder in dieselben Ampt auch leisten und geben. In wegerung aber deß/ mag unser lieber Vetter S. L. durch ihre Ampts-Diener in jre Güter/ die in den Aemptern gelegen/ davon die Gebür in die Ampt gegeben oder geleist/ gebürlichen helffen lassen; Doch

sollen

ANNO 1554. sollen die Lehen in unser Cantzeley bleiben / und unsere Schrifftsassen / von unsern lieben Vettern mit keiner Pflicht / oder ander Beschwerung derhalben belegt werden. Und solches soll im Gegenfall mit den Schrifftsassen / die wir S. L. ietzo zuweisen lassen / dergleichen auch gehalten werden.

Und nachdem Uns Hertzog Johan Friedrichen dem Eltern / gebornen Churfürsten / unser freundlicher lieber Vetter / Hertzog Augustus Churfürst / wie obgemelt / 100000. Gülden Müntz giebt / wollen wir Georg Vitzthummen 20000. Gülden / die ihm auff dem Ampt Sachsenburg verschrieben / selbst bezahlen / und soll unser lieber Vetter / derselben Schuld halben / fürter nicht angelanget werden.

Ob auch künfftig zwischen Uns / oder unsern Erben und Nachkommen / Irrungen und Gebrechen vorfilen / damit dann aller unfreundlicher Wille und andere Weitläufftigkeit / so daraus entstehen möchte / so viel immer müglich / verhütet werden / haben wir uns folgends Austrags mit einander freundlich und Vetterlich verglichen. Und anfänglich / da ie zu Zeiten in unserer Fürstlichen Regierung etwas vorfallen würde / darumb wir uns / mit freundlichen Schrifften und Berichten / mit einander selber nicht möchten vergleichen / so wollen wir alsdann unsere verständige / schiedliche und getrewe Räthe darum forderlichen zusammen schicken / und dieselben gütlichen vergleichen lassen; Da wir aber durch dieselben auch nicht möchten vereiniget werden / so soll unser jeder vier Weltliche und zween gelährte Räthe niedersetzen / und der Eyd und Pflicht / damit dieselbige unser jedem zugethan / so viel die Sache / darumb sie niedergesetzt / belanget / loßzehlen. Die sollen alsdann darzu insonderheit / in Beyseyn unser iedes darzu verordneten Anwalden von newes (wie gewönlich) vereydet und verpflichtet / und alsdann vor ihnen die Sache / derhalben die Irrunge vorfallen / durch beyde Theile / mit der Kürtz / und ohn alle Verbitterung / also vorbracht werden / damit sie der streitigen Sachen einen guten Bericht haben können: Alsdann sollen sie allen Fleiß vorwenden / uns oder unsere Erben und Nachkommen / solcher entstandenen Gebrechen in der Güte zu vergleichen und zu vertragen. Ob sie aber des nicht folge haben möchten / alsdann sollen die zwölff Niedergesetzte die Irrungen von Mund in die Feder zu rechte / ohne alle undienstliche Weitläufftigkeit / vor ihnen einbringen / und mit dreyen Sätzen zum Urtheil beschliessen lassen / auch die Versehung thun / daß im letzten Satze keine Newerung eingebracht werde / und da es geschehen / solches in Stellung des Urtheils übergeben / und auff beschehene rechtliche Vorträg / was recht ist / sprechen.

Ob auch unterredliche / oder bey Urtheil zu sprechen / Gezeugnüß zu hören / und anders zu endlichen Urtheil dienstlich solte vorgenommen werden / das sollen dieselben zwölff niedergesetzte Räth auch zu thun Macht haben; da auch der Articul / derenthalben zwischen uns Irrungen zustünden / viel weren / die / wie obgemelt / in der Güte nicht konten entschieden werden / so soll die rechtliche Erörterung derselben zugleich und miteinander geschehen / und alle endlich geörtert / und kein Artickel / so zum Rechten gediegen were / ohne den andern rechtlich versprochen / oder hinstellig abgesandt werden / damit wir / und unsere Erben oder Nachkommen / also aller Gebrechen / so iederzeit entstehen / zugleich vertragen / und entschieden werden.

Konten sich aber die zwölff niedergesetzte des Urtheils und rechtlichen Erkänntnüß unter ihnen nicht vereinigen / so sollen sie alsdann schuldig seyn / sich des Rechten und Urtheil an dem Keyserl. Cammer-Gericht zu belernen / und darauf in ihren Nahmen rechtliche Erkäntnüß zu thun.

Da auch irgent Artickel fürfielen / die sich in die Sächsische Recht in der Haupt-Sachen ziehen thäten / darum soll denselben Sächsischen Rechte nach gesprochen werden; Und soll solches alles in Jahrs-Frist / von Zeit der Niedersatzung anzurechnen / gentzlich und allenthalben ausgericht und geörtert seyn; Und was dem also nach in solchen unsern Gebrechen / entweder durch gütliche Handlunge verglichen / oder da dieselbe entstunde / durch rechtliche Erkäntnüß auf Maß und Meynung / wie obgemeldt / geörtert wird / das gereden und geloben wir einander hiermit bey unsern Fürstlichen Trewen und Worten vor Uns / Unsere Erben und Nachkommen / trewlich zu halten / anzunehmen / und demselbigen zu verfolgen / ohne alle Reduction, Appellation, auch sonder alle Auszüge / Behelff / Ein- oder Wiederrede / wie und welcher Gestalt dieselbe / nach Schärffe der Recht / oder menschlicher Erfindung / erdacht werden möchten; Es soll auch dieser Austrag in den Irrungen / so sich nach unser eins oder beyder Abgang zwischen unsern Erben zutragen möchte / gleicher gestalt gehalten werden.

Deß zu Urkunde / auch steter / fester / und unverbrüchlicher Haltung / haben wir beyde Hertzog Augustus Churfürst / und Hertzogs Johann Friedrich der Elter / geborner Churfürst / desgleichen wir Hertzog Johanns Friedrich der Mitler / Hertzog Johan Wilhelm / und Hertzog Johan Friedrich der Jünger / ieder sein Insiegel an diesen Brieff / der gezwyfacht / wissentlich hengen lassen / und uns mit eignen Händen unterschrieben.

Und wir obgenannte Hertzog Augustus Churfürst / und wir Hertzog Johan Friedrich der Elter / geborner Churfürst / mit Wissen und Willen unserer Söhn / haben uns gegen beyderseits unserer Landschafften bewilligt / auch ihnen versprochen / und zugesagt / daß wir / und unsere Erben / diesen Vertrag / stet / feste halten sollen und wollen. Welcher aber unter uns / oder unsern Erben / solches nicht thun würde / demselben soll seine eygene Landschafft in solcher seiner Nichthaltung / weder hülfflich noch räthig seyn; Und zu noch mehrer Sicherheit haben wir beyde obgenannte Chur- und Fürsten zu Sachsen / die Aller-Durchleuchtigsten / Großmächtigsten / auch Hochgebornen Fürsten und Herren / Herrn Ferdinandum / Römischen / zu Hungarn / Boheimen / Dalmatien und Croatien König / Infanten in Hispanien / Ertz-Hertzogen zu Oesterreich / Hertzogen zu Burgundt / Brabant und Würtemberg / Graffen zu Tyrol: Herrn Christian zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen König / Hertzoge zu Schleßwig / Holstein / Stormarn / und der Ditmarschen / Graffen zu Oldenburg und Delmanhorst; Herrn Joachim / Marggraffen zu Brandenburg / des heiligen Römischen Reichs Ertz-Cammerer und Churfürsten / zu Stettin / Pommern / der Cassuben / Wenden / und in Schlesien / zu Crossen / Hertzogen / Burggraffen zu Nürnberg / und Fürsten zu Rügen; Herrn Wilhelmen / Hertzogen zu Gülich / Cleve und Berg / Graffen zu der Marck und Ravensberg / Herrn zu Ravenstein; Herrn Philipsen / zu Stettin / Pommern / der Cassuben und Wenden Hertzogen / Fürsten zu Rügen / und Graffen zu Gützkaw / und Herrn Philipsen den Eltern / Landgraffen zu Hessen / Graffen zu Catzenelnbogen / Dietz / Ziegenheim und Nidda / unser allergnädigste / auch besonder liebe Herren / Vetter / Oheime und Schwäger / unterthänig auch freundlich gebeten und vermocht / daß Ihre Königl. Majest. Königl. Würden und Liebden / jre Insiegel an diesen Brieff auch wolten hengen lassen.

ANNO 1554. Und von GOttes Gnaden / wir Ferdinandus / Römischer / und wir Christian / zu Dennemarck / König / wir Joachim / Marggraff zu Brandenburg / Churfürst / wir Wilhelm zu Gülich / und wir Philips / zu Pommern Hertzogen / und wir Philips / zu Pommern Hertzogen / und wir Philips der Elter / Landgraff zu Hessen / bekennen mit diesem Brieff / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / daß wir auf Ansuchen der Hochgebornen / obgenannten Chur- und Fürsten / unserer lieben Öhmen / Sohns / Vettern und Schwägern / unsere Insiegel an diesen Brieff zu beglaubigung desselbigen hengen lassen / und uns mit eignen Handen unterschrieben; doch uns König Ferdinando / und unsern Erben / ohne Schaden.

Und wir Albrecht Georg / Graff und Herr zu Stolberg und Wernigeroda; Hanß Georg / Graff und Herr zu Manßfeld / Edler Herr zu Heldrungen: Georg / Herr von Schönburg / Herr zu Glauchaw und Waldenburg; Hanß von Germar / Landt-Comptor der Balley in Thüringen / Georg von Schleinitz zu Serthausen; Wolff vom Ende / Ritter; Caspar von Schönberg der Elter auffm Borstenstein; Ernst von Miltitz auff Batzdorff / Oberhauptmann des Meißnischen Creyses / Christoph von Wertern auff Frohndorff / Oberhauptmann des Thüringischen Creyß / Dietrich von Starschedel zu Mutzschen / Abraham von Einsiedel / auffm Scharffenstein: Wolff Keller zu Steinberg; Georg von Witzleben zu Wolmerstätt / Andreas Pflug zu Löbnitz: Johann Löser zu Trebitz / Bastian Pflug zu Strehlen: Heinrich von Bunaw der Elter zu Droßig: Hieronymus Kießwetter zu Lobitzsch / Doctor / Cantzler; Christoph von Carlewitz / auff Hermannsdorff / Hanß von Schleinitz daselbst / und Heinrich von Malditz zu Dippolswaldt.

Auch wir Bürgermeister und Räthe der Stätt / Wittemberg / Leipzig und Saltza / bekennen mit diesem Brieff: Nachdem uns Hertzogen Augusten / Churfürsten zu Sachsen / unsers gnädigsten Herrn / Landschafft darzu verordnet / daß wir / zu Glauben / ieder sein Insiegel an diesen Brieff gehangen / und sich mit eigner Hand unterschrieben; Und wir Ernst / Graff zu Gleichen / Herr zu Tonna; Bernhardt von Mila Ritter / Land-Hoffmeister: Mattes von Wallrott / Hauptman zu Coburg / Erasmus von Minckwitz zu Drenau / Doctor und Cantzler: Wolff Mülich / zu Hartisleben / Hoffmeister; Friedrich von Wangenheim / zum Winterstein: Heinrich Münch zu Bernßdorff / und Jacob Keltz / Burgermeister zu Salfeldt / bekennen auch mit diesem Brieff / nachdem uns Hertzog Johan Friedrichen / des Eltern / gebornen Churfürsten / unsers gnädigen Herrn Landschafft darzu verordnet / daß wir / zu Glauben / ieder sein Insiegel an diesen Brieff gehangen / und sich mit eygner Hand unterschrieben; Wir bewilligen auch hiemit vor uns / und von wegen gantzer Landschafft / auf empfangenen Befelch / wo sichs uber lang oder kurtz würde zutragen / daß ein Churfürst / oder Fürstlich Theil im Hauß zu Sachsen / diesen Vertrag nicht halten würde / daß alsdann desselbigen eygne Landschaffe Ihm in solcher seiner Nichthaltung / weder räthlich noch helfflich seyn soll / ungeacht / wir sie durch iren Herrn oder sonst dazu ermahnet; Wie wir dann auf den Fall unser Eyd und Pflicht erlassen worden.

Bey obbeschriebener Handlung und Verträge seind gewesen / der Königl. Würden zu Dennemarck Räthe und Geschickten / nemblich Peter Ochse zu Giesselfelde / Hauptmann zu Ravensburg / Balthasar Clammer / Licentiat und Cantzler / Bernhardt / Wigwaltz / Frieß / Doctor, unser Hertzog Augusti / Churfürsten / Räthe und liebe Getrewe: Hanß von Pönickaw / auff Pombsen / Amptmann zu Grim / Georg Commerstätt auff Kalckräut / und Leonhardt Badehorn / beyde der Rechten Doctores / und unser Heretzog Johan Friedrichs des Eltern / gebornen Churfürsten Räthe und lieben Getrewe / Erasmus von Minckwitz / zu Drenaw / Doctor und unser Cantzler; Wolff Mülich / zu Hardißleben / Hoffmeister / und Heinrich Münch zu Bernsdorff. Geschehen und geben zu der Naumburg am

ANNO 1554.

Tage Matthiæ Apostoli den 24. Tag des Monats Februarii/ nach Christi unsers lieben Herrn Geburt/ im 1554. Jahr.

Ferdinandus.
Joh. Friedrich der Eltere/ geborner Churfürst zu Sachsen/ m. p.
Christian.
Augustus/ Churfürst zu Sachsen.
Joh. Friedrich der Mitler.
J. W. H. zu Sachsen.
Joh. Friedrich der Jünger/ m. p.
Joachim Churfürst/ m. p.
Wilhelm/ Hertzog zu S.
Philips L. zu Hessen m. p.
Philips/ Hertzog zu Stettin/ Pommern.
Hanß Georg/ Graff zu Mansfeld.
Albrecht Georg/ Graff zu Stolberg/ Königstein und Mutzschfort.
Georg Herr von Schönburg.
Georg von Schleinitz.

XXXIII.

1. Sept. Erb-Verbrüderung zwischen Johann Friedrich den mitleren/ Johann Wilhelm/ und Johann Friedrich den Jüngern/ allerseits Hertzogen zu Sachssen eines/ dann auch Wilhelm/ Georg Ernst/ und Boppo Vatern und Söhnen/ Graffen zu Henneberg andern Theils; Wodurch die letztern bewilligen/ daß/ im fall sie ohne männlichen Erben mit Todt abgehen solten/ besagte Hertzogen in der gantzen Graffschafft Henneberg succediren/ dahingegen besagte Hertzogen 130470 gulden obbenanter Graffen Schulden auf sich zunehmen/ und dieselbe zwantzig Jahr zu verpensioniren versprechen. Geschehen zu Kahla den 1. Septembr. 1554. Sambt Inserirten Consens in obiger Erbeinigung Augusti Churfürsts zu Sachssen/ und Philipps Landgraffen zu Hessen. Geben wie oben. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Absatz II. pag. 296.]

C'est-à-dire,

Union Hereditaire entre JEAN FREDERIC *le mitoyen*, JEAN GUILLAUME, *&* JEAN FREDERIC *le jeune*, *Ducs de Saxe d'une part*; *&* GUILLAUME, JEAN ERNEST *&* BOPPO, *Pere & Fils*, *Comtes de Henneberg d'autre part*; *portant que si lesdits Comtes viennent à mourir sans Hoirs mâles*, *les Ducs susnommés leur succederont dans le Comté de* Henneberg, *& qu'en échange de cette Expectative*, *ils se chargent pour lesdits Comtes de leurs dettes montant à la Somme de* 130470 *Florins*, *& d'en payer les Intérêts pendant vingt ans. A Kable le* 1. *Sept.* 1554. Avec *le Consentement d'*AUGUSTE *Electeur de Saxe & de* PHILIPPE *Landgrave de Hesse du* 1. *Sept.* 1554.

VOn GOttes Gnaden wir Johan Friedrich/ der Mitlere/ Johan Wilhelm/ und Johan Friedrich/ der Jüngere/ Gebrüdere/ Hertzogen zu Sachssen/ Landgrafen in Thüringen/ und Marggrafen zu Meissen/ rc. und von desselbigen Gnaden wir Wilhelm/ Georg Ernst und Boppo/ Vater und Söhne/ Grafen und Herren zu Hennebergk/ rc. Thun kund und bekennen vor Uns und alle unsere Männliche Leibs- auch Land- und eigene Erben gegen iedermänlichen hiermit/ und in Krafft dieses Briefes:

Nachdeme wir allerseits die sorglichen und geschwinden Läuffte/ so sich nunmehro in diesen letzten Zeiten der Welt durch Verhengniß des Allmächtigen offtermahlen beschwerlichen zutragen/ beneben unser und unser Unterthanen Nutz und Gedeyen und Wohlfahrt erwogen/ auch wie und welcher Gestalt zwischen Uns und den Unsern/ vermittelst Göttlicher Hülffe/ Freundlicher und Nachbarlicher Wille/ auch Ruhe und Einigkeit/ zusambt Gericht und Gerecht/ und zuforderst der Röm. Käyserl. und Königl. Majest. und des H. Röm. Reichs ausgekündigten Land-Frieden/ beständiglich (so viel an Uns/ als benachbarten Fürsten/ in unserm Fürstenthumb/ Landen und Herrschafften/) erhalten/ geschützet und gehandhabet werden möchte/ mit Fleiß betrachtet. Und insonderheit wir Graff Wilhelm zusambt obgenanten unsern Frl. lieben Söhnen angesehen und zu Gemüth geführet haben/ wie ietziger Zeiten/ nach Schickung GOttes Willens/ unser alter und Löblicher im Heil. Reich hergebrachter Fürsten-Stamm und Stand der Herrschafften Henneberg/ rc. an unsern Männlichen Leibes-Erben in mercklich Abnehmen und Mangel kommen/ und wir nach unsern und unsers Männlichen Stammes gäntzlichen Abgang unsern getreuen Unterthanen nichts Bessers gönnen noch verlassen mögen/ denn daß sie unter Fromme Herren/ von denen sie wohl regieret und geschützet werden möchten/ kommen/ zu deme daß auch wir uf unsere Frl. liebe Söhne ehe und zuvorn auch/ da sie denen hohen Stifften einverleibet worden/ einen trefflichen Unkosten aufgewendet. Uber das auch die Weltlichen unsere Söhne/ indeme sie der Röm. Käyserl. und Königl. Maj. in Teutschen und Welschen Landen wider deren Feinde mit ihren Leib zu offtermahlen gedienet/ und eine ansehnliche Summe aufgegangen/ und dardurch beneben andern zufälligen Anstössen und nothwendigen Ausgaben/ viel Zeitlang in grossen Unrath Schulden halber gesessen seyn/ über vorige vielfältige und fast aneinander viel Jahr her wehrende Durchzüge/ und zuförderst nunmehro wir und unsere arme Unterthanen von dem ietzt vereinigter Fränckischen Stände/ Bamberg/ Würtzburg und Nürnberg Kriegs-Volck/ und desselbigen vielfältigen Durchzügen/ mit Brand/ Raub/ Plünderung und Verheerung verderblichen und unüberwindlichen Schaden erlitten haben.

Derohalben denn unsere Graff Wilhelms und zugleich unserer freundl. lieben Söhne höchste und unvermeidliche Nothdurfft erfordert hat/ unsere Gelegenheit und Sachen/ zu Erhaltunge unsers Fürstl. Glaubens/ Brieff und Siegel/ Stände und Würden/ damit derselbe allenthalben nicht bey unsern Leben und nach unsern Absterben in gewisse und merckliche Gefahr und Anfall/ uns zu ewiger Verkleinerung/ fallen möge/ auf Christliche billige und mügliche Wege/ zu Verhütung auch unser armen Unterthanen Beschwerungen und Nothfälle/ so ihnen künfftiglichen weiter begegnen möchten/ vorzutrachten/ und führnehmlichen/ daß uns zu dieser Zeit ie rahtsamer und bequemer/ auch gegen den nachkommenden unsern männlichen Leibes-Erben vielmehr rühmlich und verantwortlich gewesen/ durch diese vor- und hernachgeschriebene Conditiones die alte Fürstl. Herrschafft Hennebergk unzertrennet bey Würden/ Staat und Stande im Heil. Röm. Reich lang zu erhalten/ weder ohne berührte Conditiones, zu ewig Vorweiß und unüberwindlichen Verderben/ berührte Herrschafft uf unsere Leibes Männliche Erben nicht zu bringen/ oder zum wenigsten dieselbe gar zu drümmern und scheitern gehen zu lassen; Darneben wir uns auch erinnern und bewegen/ daß vorgenannt unsere liebe Herren und Ohmen/ die Hertzogen zu Sachsen/ rc. uns allerley Freundschafft und Wohlthaten bezeuget haben/ auch noch weiter erzeigen können/ und daß die Herrschafft Hennebergk und Coburg. Arth vor langen Jahren zusammen gehöret/ aus welchen und andern vielen hochwichtigen uns darzubewegenden Ursachen wir sämbtlich Vatter und Söhne nach unsern gäntzlichen Abgang unsre Herrschafft niemandes lieber gönnen wolten/ denn vorgenandten unsern lieben Herren und Oheimen/ darzu wir dann unsere Unterthanen auch sonderlich geneigt vermercken und wissen.

Darumb wir uns gegen Ihr. Ld. freundl. erbothen/ bey der Röm. Käys. und Kön. Maj. unsern allergnädigsten Herren/ unsers Verhoffens die unterthänigste Fürwendung und Forderung zu thun/ daß beyde Ihr. Maj. bemelten unsern Hnn. Oheimen den Anfall gemelter Herrschafft Henneberg/ mit allen Zu- und Eingehörungen/ so viel deren Reichs-Lehen ist/ beständiglichen willen und verschreiben möchten/ doch daß unsere Hnn. Oheimen solches neben uns besten Vermögens auch fleißigen helffen.

Und dann wir/ die Hertzogen zu Sachsen/ rc. uns schuldig erkennen/ auch geneigt und willig seind/ für diese unsere liebe Oheimen/ der Grafen zu Hennebergk/ gantz freundliche und wohlmeinende Erzeigunge uns J. L. hinwieder zuforderst von wegen der mercklichen Schulden/ so etzliche Jahre zurück auf die Herrschafft gewachsen/ und biß anhero schwerlich haben verpensioniret werden müssen/ mit freundl. getreuen Ernst anzunehmen/ auf daß sie der Haupt-Summa und Zinß zu guten Theil mögen abkommen/ und unsers mit Hülff des Allmächtigen auch geniessen.

Demnach haben wir vorerwehnte Hertzoge zu Sachsen und Grafen zu Hennebergk/ rc. uns in dem Nahmen des Allmächtigen freundlich mit einander vereinigt und verglichen. Vereinigen und vergleichen uns auch in allerkräfftigsten Form/ wie solches zu Recht oder nach Gewonheit geschehen soll oder mag/ mit und in Krafft dieß Briefes/ nehmlichen und also: So bewilligen wir obgenante von Henneberg hiermit sämbtlich und sonderlich auch unwiederrufflich/ und uffs kräfftigste/ als wir das zu Recht dißfalls thun können oder sollen/ uf den Fall/ wann nach dem Göttl. Willen unser Henneberg. Männlicher Stamm Todes halben gäntzlich und ledig abgehen würde/ dafür doch der Allmächtige GOtt gnädiglich seyn wolle/ daß alsdann wir den Hertzogen zu Sachsen/ unsern freundl. Oheimen/ und ihren Männl. Leibes-Lehns-Erben/ für allen andern Ständen gönnen wollen/ an sie zu kommen und zu fallen eigenthümblich/ als das ihre einzunehmen und zu gebrauchen/ ohne männigliches Einreden/ Wiederfechten und Verhinderunge/ unsere gantze Herrschafft Henneberg/ mit sambt derselben zugehörigen Pfandschafft/ Pfandes-Gerechtigkeit/ nach Laut und Inhalt unserer habenden Lehen und anderer Briefe und Verschreibungen/ active und passive, beneben allen und jeden Fürstl. Regalien/ Hoheiten/ Oberbothmäßigkeiten/ Lehenschafft/ Gerichten/ Folgen/ Steuren/ Wildbahnen/ Gehöltzen/ Fischereyen/ Zollen/ Gleiten/ Bergkwercken/

ANNO 1554.

werken/ gesucht und ungesuchte/ und allen andern Gerechtigkeiten/ Ehren/ Würden/ Freyheiten und Nutzungen/ Zu- und Eingehörungen/ nichts ausgeschlossen/ in allermassen unsere Vorfahren/ löbl. und seel. Gedächtniß/ und wir berührte unsere Herrschafft biß anhero besessen und genossen/ auch nochmahls besitzen und geniessen/ zusambt unsern Geschütz und zugehörigen Munition, auch unserer Harnisch-Cammer/ auch allen andern/ so in der Wehre nothwendig/ und was wir dergleichen mehr/ zur Munition und Wehre gehörig/ die Zeit unsers Lebens darzu weiter erlangen und bringen möchten/ sambt demjenigen/ so in unsern Schlössern/ Häusern und Eigenthumb angewidmet und Nagelfest ist.

Uf daß auch solches zu Recht kräfftiglichen und beständiglichen geschehe/ so wollen und sollen wir der Röm. Käys. und Königl. Maj. unsers allergnädigsten Herrn/ gnädigste Bewilligung über diese Anwartung/ Anfall und gantzen Contract durch unsere unterthänigste und emdsige Fürwendung und Bitte ausbringen und erlangen/ darzu uns auch vorgemelte unsere liebe Oheimen/ die Hertzogen zu Sachsen/ rc. ihres besten Vermügens und Fleisses beholffen seyn wollen.

Wir/ die von Hennebergk/ wollen und sollen auch gleicher Gestalt der Geistl. Lehn-Herren Vergünstigung über diesen Contract ausbringen/ und über die albereits gemachte Schulden/ deren Verzeichniß unter unsern Secret wir unsern lieben Oheimen/ den Hertzogen zu Sachsen/ rc. zugestellt/ von dieser Zeit an weiter keine Schuld uf unsere Herrschafft und Land machen oder sie beschweren.

Alleine behalten wir uns in deme diß bevorn/ da sich durch Verhengniß des Allmächtigen künfftiglich nach Vollziehung dieses Contracts zutragen solte/ daß wir oder unsere Erben mit Heer-Zügen/ Brand verderbet/ beschädiget und beschweret/ oder gefangen würden/ welches aber der allmächtige GOtt gnädiglich wolle verhüten/ daß wir alsdann in diesen jetzt erzehlten Nothfällen/ und sonsten nicht/ zu Erstattung und Erledigunge solcher Beschwerden/ eine ziemliche und trägliche Summe Geldes/ mit unser Freundl. Ohmen/ der Hertzogen zu Sachsen/ rc. Vorwissen/ ufnehmen/ und der Herrschafft Kammer-Güther/ jedoch ohne ungewöhnliche/ überflüßige und unrechtmäßige Verzinßung/ wiederkauflicher weise versichern mögen/ in dem wir/ die Hertzogen zu Sachsen/ rc. uns nach Gelegenheit und Erforderung derselbigen Nothfälle unverweißlich und freundlich erzeigen wollen. Dargegen wollen wir/ die Hertzogen zu Sachsen/ rc. unsern lieben Oheimen/ den vorbenenten Grafen zu Hennebergk/ wiederumb zur Freundtschafft und Enthebung der treflichen Schulden/ damit Ihr. Ld. beladen seyn/ ein hundert/ dreyßig tausendt/ vier hundert/ siebenzig Gülden/ und sechs Groschen/ je ein und zwantzig Groschen Fürstl. Sächs. Landes-Wehrung vor einen Gülden gerechnet/ an Schulden/ welche sie jetzt alsobalden nach beschlossenem Contract an uns weisen sollen/ uf uns nehmen/ und dieselben zwantzig Jahr die nechstkünfftigen verpensioniren/ oder darzwischen zu unserer Gelegenheit ablegen/ und den Gläubigern eines jeden Schuld halben gebührliche Versicherung machen/ auch die abgelösten Hennebergische Schuld-Verschreibungen cassiren/ und also dann unsern Ohmen von Hennebergk gegen gebührlichen Bekandtnuß und Revers zustellen.

Do aber der Allmächtige GOTT uns den Grafen zu Hennebergk/ rc. einen oder mehr männliche Leibes-Erben bescheren würde/ so sollen alsdenn die obberührten uns/ den Hertzogen zu Sachsen/ rc. angeweiste ein hundert/ dreyßig tausend/ vier hundert/ siebentzig Gulden/ sechs Gr. uff unser/ der von Hennebergk/ rc. gantzen Freundschafft und derselbigen jährl. Renthen/ Nutzungen und Einkommen/ nichts darvon ausgeschlossen/ eines rechten beständigen Wiederkauffs verschrieben und versichert seyn; Als wir sie denn hiermit itzund wie alsdenn/ und alsdenn wie itzund/ uf obberührten Fall darauf verschreiben und versichern.

Würden denn demnach Wir die von Hennebergk uns der Ablösung unterstehen von deßwegen/ daß wir inwendig obgedachten zwantzig Jahren oder hernach männliche Leibes-Lehn-Erben erzeugen/ welche Ablösung denn in diesem Fall/ und sonsten nicht/ in unser Willkühr und Gefallen stehen soll/ so sollen Wir alsobalden pflichtig und schuldig seyn/ unsern Herren Oheimen/ den Hertzogen zu Sachsen/ die einmahl hundert/ dreyßig tausend/ vierhundert und siebenzig Gulden/ sechs Groschen/ zusambt der Pension, die Ihr. Ld. mitler Zeit haben entrichtet/ biß zur endlichen Ablösung wiederkäufflichen zu verzinsen/ und Macht haben/ die Haupt-Summen uf ein oder mehr mahl/ doch daß zu keiner Frist unter zehen tausend Gulden abgeleget/ und die Bezahlung ein viertel Jahres zuvor angekündiget/ und allewege die Pension von der abgetragenen Summa schwinden.

So balden auch Wir die Grafen von Hennebergk mit der Ablösung oder Verzinsung auf obberührten Fall angefangen/ so soll herwieder dieser unser Vergleich und Contract an dem Fall erlassen und nichtig seyn/ jedoch daß die verschriebene Pension obberührter massen jedes Jahrs uf gewisse und Nahmhaffte Fristen/ derer wir uns alsdenn wollen zu vergleichen wissen/ gefallen; Und im Fall do deßhalben von uns/ den Grafen zu Hennebergk/ Wegerung oder Versäumniß sich verurhsachen und begeben würde/ so sollen alsdenn unsere Aembter Maßfeld/ Northeimb/ Masungen und Sand/ in Krafft des obberührten wiederkauffs vor solchen Mangel insonderheit hafften/ auch die Hertzogen zu Sachsen/ rc. Fug/ Macht und Recht haben/ sich zu den ietz bemelten Aembtern/ als ihren wiederkäufflichen Eigenthumb/ biß so lange Ihr. Ld. die der gantzen Schuld-Summen wiederumb vergnüget und habhafft gemacht worden/ unsern und männigliches halben/ unverhindert zu halten/ dieselbigen einzunehmen/ und als das Ihre inne zu haben/ zu geniessen und zu gebrauchen; Doch was die ietzbemelten Aembter uf den Fall unsern Herren und Oheimen von Sachsen/ rc. zur Ubermaß ertragen würden/ daß solche im Anschlage der Summen schwinden. Herwieder aber/ und im Fall/ daß wir Graff Georg Ernst oder Graff Boppo nach Ausgang zwantzig Jahr keine männliche Leibes-Erben erzeugt haben/ oder also denn nachmahls nicht erzeugen würden/ so sollen wir/ die Hertzogen zu Sachsen/ rc. Ihr. Ld. der obberührten Verzinsung/ beneben Erlegung der Haupt-Summe/ biß an ihr letztes und gäntzlichen erlassen/ und dargegen auf den tödtlichen und ledigen Abgang des Henneberg. männlichen Stammes des künfftigen Anfalls obberührter massen gewärtig und empfänglich seyn/ jedoch daß wir/ die Hertzogen zu Sachsen/ rc. in mitler Zeit und für erledigten Fall uns des Tituls und Wapens der Herrschafft Hennebergk keinesweges gebrauchen oder anmassen/ sondern unsere Oheimen von Henneberg rc. sollen sich aller habenden Käyser- und Königl. Regalien/ Privilegien und aller andern Freyheiten/ Herrligkeiten und Gerechtigkeiten ungehindert gebrauchen/ doch in alle Wege diesem Contract unabbrüchlichen.

Und nachdem unsere Oheimen von Hennebergk durch die ietz fürstehende Kriegs-Läuffte/ Durchzüge und Lagerungen/ sambt ihren Unterthanen aufs euserst verderbet/ und gleichwohl über die einhundert/ dreyßig tausend/ vierhundert/ siebentzig Gulden und sechs Groschen/ noch eine ansehnliche Summe und nehmlich biß in die drey und funffzig tausend Gulden Haupt-Geldes auf schierst künfftig Cathedra Petri zu verpensioniren schuldig seyn/ so haben wir uns aus freundl. Mitleiden/ nad daß Ihr L. Unterthanen solches verderblichen Schadens halber Ihr. Ld. weder Renth/ Zinß/ noch Steuer dieses Jahrs geben können/ freundl. bewilliget/ daß Ihr. Ld. uf nechstkommenden Cathedra Petri zwantzig tausend Gülden/ damit Ihr. Ld. ihren Treuen und Glauben retten/ aufbringen mögen/ dergestalt daß durch Ihr. Ld. solche zwantzig tausend Gulden in sieben Jahren den nechsten/ sambt gebührlichen Abzinsen/ und den hernach benannten darzu und zu den übrigen drey und funffzig tausend Gulden Schulden geordneten Aemptern wiederumb abgelöset werden sollen/ uf folgende Tage-Zeit/ erstlichen Cathedra Petri des schierst kommenden 56ten Jahrs drey tausend Gulden sambt den Zinsen/ und also jährlich drey tausendt Gulden sambt den Zinsen/ biß daß solche zwantzig tausendt Gulden inwendig obgesetzten Jahren wieder bezahlet seyn.

So haben wir uns auch der übrigen drey und funffzig tausend Gulden halber mit unsern lieben Oheimen von Hennebergk rc. also verglichen/ daß Ihr. Ld. zu Ablegung derselben Haupt-Summen und Zinse die Aembter und Voigteyen/ nehmlichen Ambt Meinungen/ Ambt Schmalkalden/ Suhla und Heinitz/ Voigtey neuen und alten Breitungen/ das Ambt Wasungen mit seinen Ein- und Zugehörungen/ nichts darvon ausgeschlossen/ sondern in allermassen es ietzo durch uns die von Hennebergk rc. besessen/ genützet und gebrauchet wird/ zusambt ein tausend Gulden Haubt-Summa/ so aus denen Fischereyen und Seen der Herrschafft jährlich gelöset werden/ welches alles auf siebenthalb tausendt und dreyhundert Gulden jährl. Nutzung gerechnet/ gebrauchen und schlahen/ und dantie derselben Einkommen ander Gestalt nicht verthun noch angreiffen sollen und wollen.

So sollen dieselbigen Ambt-Leuthe und Befehlhabere uns/ den Hertzogen zu Sachsen/ rc. dißfalß mit verpflichtet seyn/ biß so lange solche Ablegung zu Grund geschehen ist/ und uns/ den Hertzogen zu Sachsen/ rc. alle Jahre mit gnugsamen Uhrkunden bescheiniget und dargethan werden/ ob und wie die Verzinsung von obberührten Einkommen der Aembter den Gläubigern entrichtet/ und die Ubermaß zu Ablegung der Schulden gebrauchet worden sey. Und ob es sich zutrüge/ daß an ietz bemelten drey und siebenzig tausend Gulden unsern lieben Oheimen von Hennebergk ichtwas loßgekündiget würde/ daß sie von der Ubermaß obgedachter specificirten Aembter ohne ferner Borgen nicht vermöchten zu bezahlen; So sollen Ihr. Ld. Macht haben/ als viel Ihr. Ld. uf den Fall loßgekündiget/ so viel/ und mehr nicht/ uf die gemelten Ampt zu entlehnen/ doch mit unser/ der Hertzogen zu Sachsen/ rc. Vorwissen und Bewilligung/ und daß unsere Oheimen über solche bleibende Schulden keine fernere Schulden machen/ sondern dieselbigen von Jahren zu Jahren ringern und abtragen.

Ferner auch/ und dieweil wir/ die Hertzogen zu Sachsen/ rc. Gebrüdere/ und wir die Grafen zu Hennebergk/ rc. Vatter und Söhne/ wohl wissen/ und es davor gäntzlich halten/ daß unser beyderseits Orths/ Land und Herrschafft zu Francken/ dieweil sie mehr/ denn an einem Orth zusammen grentzen und stossen/ immassen sie denn auch vor zweyhundert Jahren zusammen und in eine Herrschafft gen Hennebergk gehörig gewesen/ wann sie durch eine neue und kräfftige Erb-Verbrüderunge zusammen verleibet und vereiniget werden/ nicht die geringste Wohlfahrt des Nachbarlichen Friedens halber wiederfahren/ und insonderheit auch durch dasjenige verhütet werden könne/ damit nit auf unserer eines Fürstl. Hauses und Stammens tödtlichen und ledigen Abgang ein frembder und unbenachbarter Stamm dem andern Theil zur Unruhe/ Schaden und Nachtheil/ in derer Orthen

ANNO 1554.

einen einsitzen möchte / auch durch denselben allerley Neuerung wieder dieser Lande alt Herkommen / Gebräuche und Gerechtigkeiten alsdann erwecket werden könte.

Als haben wir uns um solcher hierohen im eingang dieses Contracts erzehlten / auch andern statlichen und erheblichen Ursachen willen ferner mit einander freundlich vereiniget und verglichen / dergestalt und also / daß ob und wenn gleich durch unsere der Graffen zu Henneberg beschehene Ablösung / darvon hieroben gemeldet worden / die erste Bewilligung und Pact gefallen / daß dennoch nichts destoweniger / vermüge dieser unserer Vereinigunge / auch in Krafft einer Erbverbruderunge / die zwischen den Häusern / Sachsen / Hessen und Herrschafft Hennebergk deß falls und wiederfalls halben mit allergnädigsten Vorwissen / Vergünstigung und Bestätigung der Röm. Käyserl. und Königl. Majest. unsers allergnädigsten Herrn / ufgerichtet werden solle / die Herrschafft Hennebergk / wenn sie ohne Männliche Leibes-Lehns-Erben / ehe denn der Fürstl. Sächß. Stamm abgehen würde / an uns die Hertzogen zu Sachsen rc. Gebrüdere / und an unsere Männliche Leibs-Lehns-Erben / auch nach unsern und derselben tödtlichen und ledigen Abgang / an die Hochgebohenen Fürsten / unsere freundl. liebe Vettern / den Churfürsten zu Sachsen rc. Hertzogen Augusto, und S. Ld. Männlichen Stamme / und folgendes uf dergl. tödtlichen und ledigen Abgange (welches alles doch der Allmächtige GOtt gnädiglich verhüten wolle /) an Landgraf Philipsen zu Hessen und S. Ld. Nachkommen / auch uf den Fall do sich gleich die Verledigung an uns und unsern Männlichen Erben vor des Henneberg. Todes-Fall und gäntzlichen Abgang zutragen würde / und hinwiederumb / wo wir / die Grafen zu Hennebergk / den gantzen Churfürstl. und Fürstl. Sächß. und Heßischen Stamm überleben wurden / als wir unsern Herren und Oheimen von Sachsen rc. den Anfang unserer Herrschafft vorberührter massen verwilliget / an uns / die Grafen zu Hennebergk / und was wir ietzo oder künfftig aus Graf Albrechts von Hennebergk verlassenen Herrschafft durch Angefälle / Rechtfertigung und aller ander Gestalt über das mit rechtmäßigen und guten Titul zuwegen bringen möchten / und hinter uns erlassen würden / mit allen Briefflichen Uhrkunden / und allen andern Forderungen durch kräfftige Cession und Uberweisung kommen und fallen.

Würden auch wir / die von Hennebergk / durch Rechtfertigunge / Kauff- oder Pfandschafft / Graf Bertholds seel. Antheil Herrschafft wiederumb gar oder zum theil an uns bringen / soll derselbige bey unserer Herrschafft bleiben und gelassen werden.

Doch wollen wir / die Hertzogen zu Sachsen / rc. schuldig seyn / wenn die Herrschafft Hennebergk an uns kommt / das ausgelegte Kauffgeld / Pfandschilling oder Unkosten / den unsere Oheimen von Hennebergk darauf gewendet / den Hennebergischen Eigens-Erben / oder weme das verschafft oder beschrieben würde / wieder baar heraus zu geben / himwieder solches im Gegenfall / wo durch uns die Hertzogen zu Sachsen / rc. oder nach uns durch unsere miterbverbrüderte Chur- und Fürsten vorgenannt die Coburgische Arth mit dem Ampt Königs-Berg dermassen auch gewehret und erwinde würde / do wir die von Hennebergk unsere liebe Oheimen / die Chur- und Fürstl. Häuser Sachsen und Hessen überlebeten gleichfalls gegen Ihr. Ld. Fräulichen Erben gehalten werden.

Wann auch die Ablösung in ihrem vorbehaltenen Falle von uns und denen von Hennebergk rc. gäntzlichen erfolgt und geschehen ist / und dardurch die Vergleichunge und Contract, wie obgemeldt / erlassen / so soll einem jeden Theil biß uf seines Stammes Absterben frey stehn / sich seiner Herrschafft ohne Hinderunge des andern Theils nothdürfftiglichen und pfleglichen zu gebrauchen / und was der abgehende Stamm Hennebergk seiner Herrschafft / desgleichen Sachsen und Hessen der Coburgischen Arth verlassen würde / soll dem uberbleibenden / wie oblaut / folgen und bleiben / und Wie die von Hennebergk sollen die Ablösung nicht mit Geld / das wir auf unserer Herrschafft / ohne unserer lieben Herren und Oheimen / der Hertzogen zu Sachsen / rc. Bewilligung aufbracht / sondern vor uns und mit unsern eigenen Gelde zu thun Macht haben.

Wann auch hernach etwas aus dringenden Ursachen müste verpfandet und verkauffet werden / so soll die Anbietung vor allen andern unsern Oheimen von Sachsen rc. geschehen / und die Verpfändung durch Verkauff gestattet / ingleichniß soll es auch mit uns den Hertzogen zu Sachsen rc. des Coburgischen Arths halben gegen unsern Oheimen von Hennebergk gehalten werden.

Auff daß aber gleichwohl hiebeneben / wann sich die Anwartung und Verledigung auf die erste oder andere hieroben gesetzte Maß zutragen solte / unser allerseits Land- und Eigens-Erben Nothdurfft betrachtet / und ihnen uf bestimbte Fälle dasjenige / deß sie von Rechts wegen zu ihren gebührlichen und natürlichen Antheil befugt seyn / nicht entzogen werde; So sollen und wollen wir / die Hertzogen zu Sachsen / rc. Gebrüdere / auch nach uns und unsern männlichen Stammes-Erben unser Freundl. lieber Vetter / der Churfürst zu Sachsen / rc. und seine männliche Leibes-Lehns-Erben wann sich die Herrschafft Hennebergk an uns oder S. Ld. dermassen / wie berührt / verledigen würde / den Hennebergischen Eigens-Erben vor alle ihre Interesse, Zuspruche und Forderunge / von wegen ihrer Vätterl. und Mütterl. Brüderl. und Schwesterlichen angestorbenen Erb-Gerechtigkeiten / entweder die Güther Ingsten / Fuchsberg / Rothenhausen und Sebe / als Lehn-Stücke / so Söhnen und Töchtern geliehen / so viel sie deren zu Recht befugt seyn mögen / folgen lassen / oder aber von uns / wie obberührt / dafür ihnen / den Land- und Eigens-Erben / funfftzig tausend Gülden / das nechstfolgende Jahr nach beschehenen Erledigungen anzufahen / auf zwo Jahres-Fristen / als jede Frist funff und zwantzig tausend Gülden entrichtet werden. Domit also die Land- und Eigens-Erben ihre angestorbene Erb-Gerechtigkeit / so viel die erzehlte weibliche Lehn-Stücke anlanget / nach erledigten Fall mit den obgenanten Summen Geldes innwendig drey Jahren bekommen mügen / ihnen auch darzu allen Vorraht auf dem Lande und die Fahrnüsse und den Haußrath in Häusern folgen lassen.

Und damit nun über diß alles die Gleichheit auch in dem Wiederfall gegen des Chur- und Fürstl. Hauses zu Sachsen rc. und Hessen Land- und Eigens-Erben gehalten werde / so sollen und wollen wir / die Grafen zu Hennebergk / rc. Vater und Söhne / auch unsere männliche Leibs-Lehns-Erben / wann die Coburgis. Arth Landes zu Francken / nach tödtlichen und ledigen Abgange des Chur- und Fürstl. Stammes zu Sachsen rc. und Hessen / an uns fallen und kommen würde / den Fürstl. Sächsis. oder Heßischen Erben auch funfftzig tausend Gülden zur Abfertigung in dreyen Jahrs-Fristen / und gleicher Gestalt / als hieroben von wegen der Hennebergis. Eigens-Erben geordnet und gewilliget worden / unweigerlichen reichen und geben / jedoch auf den Fall / do sichs zutrüge / daß der Chur- und Fürstl. Sächsische vor dem Hennebergischen Stamme verfiele / und hernach auch der Hennebergis. Stamm sich Todes halben gäntzlich verledigen würde / so solte alsdenn Landgraff Philipps zu Hessen / oder S. Ld. ehliche Leibes-Erben oder Nachkommen / schuldig seyn / den Hennebergis. Eigens-Erben vor ihre Anspruch und Forderung von der Herrschafft Hennebergk wegen ein hundert tausend Gülden / zusambt dem / was Hennebergk / wie obstehet / vor Graff Bertholdts seel. Römhildis. Antheil ausgelegt hätte / binnen dreyen Jahren nach erledigten Fall zu reichen / und allen und jeden Vorrath und Fahrnüß / ausgeschlossen das Geschütz und zugehörige Munition, Harnisch-Cammer und anderes / so zur Wehre gehöret und Nagelfest ist / folgen zu lassen.

Darüber soll auch ein jedes Theil / welch des andern Antheil erwartet / die Widdumb / Leibgedinge / Wiederfälle / Morgengabe und desgleichen / so andere abgestorbene Theile künfftig auffgerichtet und verschrieben / unverbrüchlich halten / und dahin sie gehörig folgen lassen.

Dargegen aber / und dieweil unser beyderseits Fürstl. Stämme / Landes- und Eigens-Erben / uf eines Stammes tödtlichen und ledigen Abgang eine statliche Summe Geldes zu Abfertigung / deneben verlassener Baarschafft / Kleinodien und anderer Erbschafft / so zur Erb-Gerechtigkeit gehörig / bekommen / als haben wir / die Hertzogen zu Sachsen / rc. Gebrüdere / und wir die Grafen zu Hennebergk / rc. Vatter und Söhne / uns weiter vereiniget und verglichen / daß der Stämme oder Theile / welche den andern nach GOttes Willen überleben und erben würden / mit des andern abgegangenen Stammes verlassene Schulden / (ausgenommen in obberührten specificirten Nothfällen /) nichts zu thun haben / noch dieselbigen Schulden zu bezahlen verhafft seyn.

Uf daß aber auch diese Vereinigung und Succession-Handlung so viel mehr Bestandes / Krafft und Würckung behalten / und unsere beyde Fürstl. Stämme vor allen andern Personen den Vortheil und Vorzug der würckl. Possession, Besitzes und Gerechtschafft halben an obberührten beyden Arth Landes und Herrschafft bekommen und haben möchten; So sollen dennach alle und jede Unterthanen von Ritterschafft / Burg- und Bauern in der Herrschafft Hennebergk uns Chur- und Fürsten zu Sachsen / rc. und Hessen alsobald nach vollständiger Vollziehung dieses Contracts, darauf einverleibter massen und uf die Erb-Verbrüderunge / und hinwieder die Unterthanen von Ritterschafft / Burg- und Bauern / zu der Coburg. Arth gehörig / uns den Grafen zu Hennebergk huldigen und schweren / auch fortan zu beyden Seiten / als offt es zu fällen oder Schulden kommt / mit Erinnerung angezogener Erbhuldigung also gehalten werden.

Es sollen und wollen auch unser jeder hieroben Benannte zu würcklicher Einsetzung und Uberweisung der Gewehrschafft und Possession hiermit zugesagt / und uns dieses erklähret haben / daß uf diese unsere sämbtliche und gegen einander ietzo beschehene Contract wir die Hertzogen zu Sachsen / rc. Gebrüdere / unsere Coburgis. Arth Landes zu Francken / im Nahmen / an statt und von wegen unserer freundl. gel. Oheimen / der Grafen zu Hennebergk / rc. auf die obberührten und ausgedruckten Todes-Fälle / als unser und der Chur- und Fürstl. Häuser Sachsen und Hessen wahrhafftigen Nachfolge Mitgeerben und künfftigen Besitzer unser Arth Landes zu Francken / und herwieder wir die Grafen zu Hennebergk / rc. Vatter und Söhne / unsere Herrschafft Hennebergk / im Nahmen / an statt und von wegen unserer freundl. lieben Herren Oheimen / der Hertzoge zu Sachsen / rc. auch der vorgenanten Herren Miterbverbrüderten Chur- und Fürsten / als auch unser und der Herrschafft Hennebergk wahrhafftigen Nachfolge Mit-Erben und künfftigen Besitzer / von Zeit an dieses Vertrags innen haben / besitzen / erhalten und behalten wollen.

Und dieweil wir auch beyderseits nicht alleine zu Erhaltung nachbarlichen Friedens und Wesens / sondern auch zu Beschützunge und Handhabunge des Käyserl. Land-Friedens bey Uns / auch unsern Unterthanen / Landen und Leuten / diese unsere Vereinigung und

ANNO 1554. und Erb-Verbrüderung ufgerichtet/ als haben wir ferner abgeredet und uns dessen gegen einander verpflichtet/ daß wenn wir/ die Grafen von Hennebergk/ künfftig Zeit durch jemandes/über unser Erbiethen/ daß wir für Käyserl. oder Königl. Majest. auch Churfürsten/ Fürsten und Ständen des Reichs/ insonderheit auch vor uns/den Hertzogen zu Sachsen/ oder von den Erbverbrüderten Chur- und Fürsten der Häuser Sachsen und Hessen Recht dulden/ leiden könen und wolen/ zuwieder des Käyserl. und Heil. Reichs Land-Frieden/ Ordnung und Constitution, beschweret werden sollen/ daß alsdann wir/ die Hertzogen zu Sachsen/ꝛc. unsere Oheimen/ die Grafen zu Hennebergk/ auf solches Rechtmäßiges und billiges Erbiethen und S. Ld. Ansuchen/zu gleich und Recht/und so viel wir nach vermüge der Käyserl. Maj. und des Heil. Reichs ausgekündigten Land-Frieden und ausgesetzten Ordnungen zu thun schuldig/ als unsere Erbvereinigte getreulich schutzen und verthadigen/und uns/den Hertzogen zu Sachsen/ꝛc. in solchem Fall die Folge auf den Hennebergis. Unterthanen zu Behuff und statten kommen.

Und aber dargegen wir/ die Grafen zu Hennebergk/hinwieder auch schuldig seyn/ in solchen Fällen/ do unsere Oheimen/ die Hertzogen zu Sachsen/ꝛc. auf dergleichen Erbiethen von jemands würden wollen beschweret werden/S. Ld. nach unser Herrschafft Gelegenheit/ was uns mit Rechten thunlichen und müglichen/ in allermassen S. Ld. des Schutzes halben gegen uns sich verpflichtet/ zu statten zu kommen; Jedoch sollen hiermit und vor allen Dingen die Hochgedachten Röm. Käyserl. und Kön. Maj. unsere allergnädigste Herren/ und eines jeden Lehen/ auch Ihrer Majest. Konigreiche/ Lande und Unterthanen/ und die Erdverbrüderte/ mit sambt den Einungs-verwandten Chur- und Fürsten der Häuser Sachsen/ Brandenburgk und Hessen/ ausgeschlossen/ und kein Theil dem andern wider dieselbigen sich gebrauchen zu lassen schuldig seyn.

Würden aber wir/ Graff Wilhelm/ Georg Ernst/Boppo/ oder unsere nachkommende männliche Erben/ uns in künfftigen Zeiten für die Röm. Käyserl. Majest. auch die Erbverbrüderten und Erbeinigungs-verwandten Häuser/Sachsen/Brandenburgk und Hessen/ zu Gute oder Recht erbiethen/ und könen von etzlichen auch denselbigen Häusern bey solchem erbiethen nicht gelassen/sondern wolten darüber betrengt werden; auff den Fall sollen die andern Erdverbrüderten und Einigungs-verwandten Chur- und Fürsten/für die wir die von Hennebergk uns dermassen erbiethen/nach Laut ihrer Erbeinigung/ uns mit Schutz/dem obberührten Land-Frieden gemäß/nicht verlassen/ꝛc.

Und haben solches alles von Articuln zu Articuln/ wie hieroben unterschiedlichen ausgedrucket worden/einer dem andern bey unsern Fürstl. Ehren/ Würden und Treuen/ vor uns/ unsere Erben und Nachkommen/ fest und unverbrüchlichen zu ewigen Zeiten zu halten/ mit Mund und Hand verheissen und gesaget/ jedoch und dergestalt und anders nicht/ denn so ferne wir obbenannte Fürsten alle sämbtlichen bey den Höchstgedachten Röm. Käyserl. und Königl. Majest. als unsern von GOtt dem Allmächtigen ordentl. obersten und höchsten in dieser Welt gesetzten Häuptern/ und allergnädigsten Lehn-Herren/ auf unsere unterthänigste und demüthigste Bitte und Ansuchen/ eine allergnädigste Gunst und Bestetigung über dieser unser freundl. Vereinigung/ Erbverbrüderung/ Ubergebung/ Vererbung und Zusammensetzung erlangen und ausbringen werden/ darzu wir denn allen unsern höchsten und müglichen Fleiß ankehren/ und dieselbe zu erlangen keinen Zweiffel haben wollen/ weil in diesem abgeredeten und wohlmeynlichen Contract, auch freundl. Vereinigung und Zusammensetzung/ der Röm. Käyserl. und Königl. Majest. auch des Heil. Reichs Ehre/Nutz/ Wohlfahrt und beharrlicher Friede betrachtet/gemeinet und gesucht wird. Alles treulich und ohne Argelist und Gefehrde.

Zu mehrer Vergewisserunge/ Uhrkunde und Sicherheit haben wir obberührte Hertzogen zu Sachsen/ꝛc. und wir/die von Hennebergk/ꝛc. uns mit eigener Hand unterschrieben/ und unser jedes Insiegel hieran wissentlich hengen lassen. Geschehen und geben zu Kahla den ersten Monatstag Septembr. nach Christi unsers lieben HErrn und Seeligmachers Geburth im tausend/ fünffhundert und vier und fünffzigsten Jahre.

Und von GOttes Gnaden wir Augustus, Hertzog zu Sachsen/ꝛc. und Churfürst ꝛc. Landgraff in Thüringen/ Marggraff zu Meissen und Burggraff zu Magdeburgk/und von desselbigen Gnaden wir Philipps/ Landgraff in Hessen/Graffe zu Catzenelnbogen/ Dietz/ Ziegenhain und Nidda/thun kund und bekennen vor uns und unsere Erben und Nachkomen/ daß wir/ uf der Hochgebohrnen Fürsten/ unserer freundl. lieben Vettern/ Herrn Johannes Friedrichs/ des Mittlern/ Herrn Johannes Wilhelmen/ und Herrn Johannes Friedrichs/ des Jüngern/ Gebrüdere/ Hertzogen zu Sachsen/ Landgraffen in Thüringen und Marggraffen zu Meissen/ freundliches und billiges Ansuchen/ in diesen Ihr. Ld. und unserer lieben Oheimen/ der von Hennebergk/ aufger[illegible] Vereinigung und Erb-Verbrüderung/ [illegible]ndl. bewilliget/ geheler und consentiret haben.

Bewilligen und ratific[illegible]ren den hiermit und in Krafft diß Brieffs ufs kräfftigste/ als [illegible] wir sollen und können. Wollen auch/daß solchem Vertrage und Erbverbrüderunge/ so viel uns die verpflichten und betreffen thut/ durch Uns und unsere Erben und Nachkommen unweigerlich und gäntzlich gelebet und nachgegangen/und darwieder nicht gehandelt werden solle in keinerley Weise noch Wege/Arglist und Gefehrde.

Zu Uhrkund haben wir neben obgedachten unsern freundl. lieben Vettern und Oheimen/ zu mehrer und steter/ vester und unverbrüchlicher Haltunge/ unser jedes Insiegel auch wissentlich lassen hierunter hängen/ uns auch mit eigenen Händen unterschrieben; Geschehen im Jahr/ wie oben. ANNO 1554.

Johann Friedrich/ der Mittlere/ mppr.

Johann Wilhelm/ Hertzog zu Sachsen/ mppr.

Johann Friedrich/ der Jüngere/ mppr.

Augustus/ Churfürst/ mppr.

Philipp/ Landgraff zu Hessen/ mppr.

Unser Graf Wilhelms eigene Handschrifft.

Georg Ernst/ Graff und Herr zu Hennebergk/ mppr.

Boppo/ ꝛc. mit eigener Hand.

XXXIV.

Bewilligung und Bestättigung der zwischen Johann Friedrich dem Mitleren/ Johann Wilhelm/ und Johann Friedrich den Jüngern Hertzogen zu Sachssen/ dann denen Graffen zu Henneberg/ Wilhelm/ Johann Ernst/ und Boppo anno 1554. errichteten Erbeinigung/ durch Karl den fünfften Römischen Kayser beschehen. Geben zu Brüssel in Braband/ am 22. Januarii 1555. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz II. pag. 303.] 1555. 22. Janv.

C'est-à-dire,

Consentement & Confirmation de CHARLES V. *Empereur des Romains sur l'Union Hereditaire contractée entre* JEAN FREDERIC *le mitoyen*, JEAN GUILLAUME, & JEAN FREDERIC *le jeune Ducs de Saxe d'une part; & les Comtes de Henneberg* GUILLAUME, JEAN ERNEST, & BOPPO. *A Bruxelles en Brabant le 22. Janv. 1555.*

WIr Carl der Fünffte von GOttes Gnaden/ Römischer Käyser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ König zu Germanien/ꝛc. Bekennen öffentlich mit diesem Brief/ und thun kund allermänniglich: Als uns die Hochgebohrnen Johanns Friedrich der Mittlere/ Johanns Wilhelm/ und Johanns Friedrich der Jüngere/Gebrüdere/Hertzogen zu Sachsen/Landgraffen in Thüringen/ und Marggraffen zu Meissen/ unsere liebe Oheimen und Fürsten/ und die auch Hochgebohrnen/ unsere und des Reichs Fürsten und lieben Getreuen/ Wilhelm/ Georg Ernst/ und Poppo/ Vatter und Söhne/ alle Graffen und Herren zu Hennebergk/ durch ihre erbahre Potschafften unterthäniglich fürbringen lassen/welcher massen sie sich zu Erhaltung freundlichen nachbarlichen Willens unter Ihnen/ und zu mehrer und besserer Beförderung Friedens/Nutzens/Wohlfahrt und Auffnehmens ihrer beyderseits Fürstenthumb/ Land- und Herrschafften/ und furnehmlich zu Verhütung der Herrschafft Hennebergk endlichen Verderbens und Untergangs/ auch Ablegung des schweren obliegenden Schulden-Lasts derselben/ mit Vorwissen/ Vollwort und Bewilligung der Hochgebohrnen/ Augusten/ Hertzogen zu Sachsen/ Landgraffen in Thüringen und Marggrafen zu Meissen/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschallen/ und Phillipsen/ Landgraffen zu Hessen/ꝛc. unserer lieben Oheimen/ Churfürsten- und Fürsten/ als ihrer der Hertzogen zu Sachsen Mit-Erdverbrüderten/ auf etliche Conditionen und Geding eines erblichen Vertrags/ Einigung und Verbrüderung freundlich mit einander verglichen/ Inhalt angeregtes Vertrags und Einigung/ darüber aufgerichtet/ so sie uns in Originali fürlesen lassen/ und von Worten zu Worten hernach geschrieben stehet/ und also lautet:

VOn GOttes Gnaden/ wir Johanns Friedrich der Mittlere/ Johanns Wilhelm/ und Johanns Friedrich der Jünger/ꝛc. ꝛc. Und uns darauf demütiglich angeruffen und gebethen/ daß wir als Röm. Käyser/ und ihrer aller Lehn-Herr/ in solchen Erb-Vertrag/Einigung und Erb-Verbrüderung zu bewilligen/ und denselben in allen und jeglichen seinen Worten/ Clausuln/ Puncten/ Artickeln/ Inhaltungen/ Meinungen und Begreiffungen zu confirmiren und zu bestetten/gnädiglich geruhen; Des haben wir angesehen solch Ihrer Ld. demüthig ziemlich Bitte/ auch den guten Frieden/ Einigkeit/ Freundschafft/ Nutzbahrkeit/ Gedeyhen/ Aufnehmen und Wohlfahrt/ so aus solchem Vertrag und Vereinigung beiden Theilen/ Ihren Erben und Nachkommen/ kommen und entspringen mag/ und darumb aus

ANNO 1555.

erzehlten und andern mehr trefflichen Ursachen/ uns darzu bewegend/ mit wohlbedachten Muth/ guten zeitigen Raht und rechter Wissen/ in obbeschriebenen Erblichen Vertrag/ Einigung und Verbruderung/ als Röm. Käys. und Lehn-Herr gnädiglich gewilliget/ dieselben in allen und jeglichen ihren Worten/ Clausuln/ Puncten/ Articeln/ Inhaltungen/ Meinungen und Begreiffungen confirmiret und bestetet. Bewilligen/ confirmiren und bestetten die auch also hiemit von Röm. Käyserl. Macht Vollkommenheit/ wissentlich in Krafft dieses Brieffes/ was wir daran von Rechts oder Billigkeit wegen zu bewilligen/ zu confirmiren und zu bestetten haben.

Und meinen/ ordnen/ setzen und wollen/ daß vorgeschriebene Vertrag und Vereinigung in allen ihren Worten/ Clausuln/ Puncten/ Articeln/ Inhaltungen/ Meinungen und Begreiffungen kräfftig und mächtig seyn und bleiben/ und sich deren die berührten unsere lieben Oheimen und Fürsten/ die Hertzogen zu Sachsen und Hessen/ auch die gedachten Grafen zu Hennebergk/ und ihrer aller männliche Leibs-Lehns-Erben und Nachkommen/ so viel die deren jeden berührt/ alles ihres Inhalts gebrauchen und geniessen/ gestracks geloben/ die jetz/ fest und unverbrüchlich halten und vollnziehen/ und weder sie/ ihre Erben und Nachkommen/ noch sonst iemand anders/ wer der oder die weren/ ichts darwieder/ wie das immer geschehen oder gedacht werden möchte/ fürnehmen/ handlen oder thun/ sondern obgeschriebene Vertrag/ Vereinigung und Erb-Verbrüderung also bey Kräfften und Würden bleiben solle/ in allermassen wie das alles begriffen/ und hierin verleibt ist/ von Uns und allermänniglich unverhindert. Doch uns und dem Heil. Reiche an unser Obrigkeit/ und sonst männiglich an seinen Rechten und Gerechtigkeiten unvergriffen und unschädlich.

Und gebieten darauff allen und jeden Churfürsten/ Fürsten/ Geistlichen und Weltlichen/ Prälaten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Rittern/ Knechten/ Haupt-Leuthen/ Land-Voigten/ Vitzdomben/ Voigten/ Pflegern/ Verwesern/ Ambt-Leuthen/ Schultheissen/ Burgermeistern/ Richtern/ Rähten/ Bürgern/ Gemeinden/ und sonst allen andern unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ ernstlich und festiglich mit diesem Briefe/ und wollen/ daß sie die obgemelten unsere liebe Oheimen und Fürsten/ die Hertzogen zu Sachsen/ &c. und ihre Mit-Erbverbrüderte Chur- und Fürsten/ Sachsen und Hessen/ auch die gedachten Grafen zu Hennebergk/ ihre männliche Leibs-Lehns-Erben/ derselben Erben-Erben und Nachkommen/ bey angeregten aufgerichteten erblichen Vertrag/ Einigung und Erb-Verbrüderung/ und dieser unser darüber gegebenen Bewilligung/ Confirmation und Bestetigung geruhiglich bleiben/ sie deren gäntzlich gebrauchen und geniessen lassen/ und daran gar nicht irren/ verhindern/ bekümmern/ beschweren/ oder dringen/ noch des jemands andern zu thun gestatten/ in keine Weise noch Wege/ als lieb einem jeden sey unser und des Reichs schwere Ungnad und Straffe/ und darzu eine Poen/ nehmlich zwey hundert Marck löthiges Goldes zu vermeiden/ die ein jeder/ so offt er freventlich hiewieder thete/ halb in unser und des Reichs-Cammer/ und den andern halben Theil obgemelten unsern lieben Oheimen/ Churfürsten und Fürsten/ Sachsen und Hessen/ auch gemelten Grafen zu Hennebergk/ gegen welchen Theil solches verbrochen würden/ unnachlässig zu bezahlen verfallen seyn solle. Das meinen wir ernstlich.

Mit Uhrkund diß Brieffs besiegelt mit Unserm Käyserl. anhangenden Insiegel. Geben zu unser Stadt Brüssel in Braband am 22. Janvarii nach Christi unsers Seeligmachers Geburth fünffzehen hundert/ und im fünff und fünffzigsten/ unsers Käyserthumbs im fünff und dreyssigsten/ und Unserer Reiche im neun und dreyssigsten Jahren.

CAROLUS.

V. PERENOT.
V. SELD.

Ad Mandatum Cæsareæ & Catholicæ Majestatis proprium.

P. Pfintzing.

XXXV.

FRANCE ET ESPAGNE.

Mémoire des diférends entre l'Empereur CHARLES V. *& le Roi de France* HENRI II. *touchant plusieurs Roiaumes & Seigneuries, & l'iniquité des Traitez de* Madrid, Cambrai, & Crespi, *és années* 1526, 1529, 1544. *mis par écrit l'an* 1555. *par le Chancelier* Olivier, *pour la Conférence de* Mar *près Andres.* [FREDER. LEONARD, Tom. II. pag. 491.]

(1) DE tous les Traitez passez entre l'Empereur & le feu Roi, il y en a trois principalement qui

(1) M. *de Puy* dans son Livre des Traitez *touchant les Droits du Roi* a amplement traité cette matiere.

sont importans, & grandement dommageables audit Sieur Roi & à la Couronne de France: c'est à savoir, celui de Madrid, celui de Cambrai, & celui de Crespi, qui sont les trois derniers Traitez. Par celui de Cambrai & de Crespi est dit, que celui de Madrid tiendra quant aux choses, qui n'auront été innovées par lesdits Traitez de Cambrai & de Crespi. Celui de Madrid a été passé le feu Roi étant prisonnier detenu en Espagne, sans espoir de pouvoir sortir fors par l'acord des choses contenuës audit Traité. Celui de Cambrai a été passé étant feu Monseigneur le Daufin, & le Roi qui est à present, qui étoit lors Duc d'Orleans, detenus prisonniers en Espagne. Celui de Crespi, qui est le dernier Traité, a été passé l'Empereur avec son Armée étant en France d'un côté, & aiant pris les Villes de Ligny, S. Disier, & Vitry; & le Roi d'Angleterre d'autre côté étant en France, tenant la Ville de Monstreüil étroitement assiegée, & aiant ja pris la Ville de Boulogne: & encore lors se faisoit contribution par les Etats de l'Empire aux frais & dépens de l'armée de l'Empereur. Par quoi se trouvant les affaires du Roi & du Roiaume en telles necessitez & difficultez, on a été contraint d'accorder & passer scientement plusieurs choses de grande importance à l'avantage de l'Empereur, & au grand prejudice du Roiaume; comme il advient ordinairement, que le vainqueur, ou celui qui a le meilleur jeu, donne la Loi, ou prend son avantage par le Traité. Et outre les choses prejudiciables, passées pour la necessité du tems & difficulté des affaires, il y a encore certaines choses passées, signamment par le dernier Traité, plus par inadvertence & peu d'avis de ceux qui ont negocié, que pour la necessité du tems, comme il sera dit ci-aprés.

Il faut noter, que le Traité de Madrid est comme le pivot & fondement des deux autres Traitez subsequens, qui ont été pris & tirez mot à mot dudit Traité de Madrid; car par celui de Cambrai a été seulement innové l'Article touchant la reddition du Duché de Bourgogne, avec quelques autres Articles de peu d'importance; & par celui de Crespi, combien qu'en faveur du Mariage de Monsieur d'Orleans & de la Fille du Roi des Romains, auquel Mariage l'Empereur finalement s'étoit résolu; il a été convenu & accordé de bailler le Duché de Milan audit feu Sieur d'Orleans; toutefois à bien peser ledit Traité, il n'y auroit en cet endroit aucune innovation du Traité de Madrid, d'autant que l'Empereur ne bailloit pas ledit Duché par forme de restitution, ains le bailloit comme sien & à lui apartenant; car il le bailloit en Dot à sa Niece pour tout son bien present & futur, & demeuroit ledit Duché chargé d'un grand Dot & d'un grand Doüaire: & si ne restoit lors dudit Duché que l'ame sans corps, d'autant qu'il étoit tant demembré par dons & alienations, que le Duc n'avoit plus de domaine; & la pluspart des daces étoient engagées pour tres-grosse somme de deniers. Ce neanmoins, il étoit baillé à la charge d'entretenir lesdits dons, alienations, engagemens, & dispositions ja faites par l'Empereur, & qui se trouveroient faites au tems de l'Investiture, que l'on devoit faire: encore ledit Duché devoit retourner audit Empereur, au cas que ledit Sieur d'Orleans decedât sans mâle. Tellement qu'à bien considerer l'Accord fait par ledit Traité pour raison d'icelui Duché, il aportoit plus de confirmation au Traité de Madrid, que d'innovation. Et outre tout cela, en contemplation dudit Duché baillé par la maniere devant dite, il faloit rendre à Monsieur de Savoie entierement tout ce qui avoit été pris sur lui, tant deçà, que delà les Monts.

Etant donc le Traité de Madrid le vrai fondement des deux derniers Traitez subsequens, sur lequel ils sont forgez & entierement conformes au reste des choses ci-dessus touchées, si on montre évidente iniquité dudit Traité, on aura suffisamment montré par même moien l'iniquité des deux autres Traitez.

Or pour mettre au clair les iniquitez & opressions resultantes dudit Traité, il faut mettre en considération deux choses, c'est à savoir, la cause de la Guerre, durant laquelle le feu Roi fut pris prisonnier; & aussi de quoi il étoit [illegible] principalement, lors que ledit Traité de Madrid fut passé; [illegible] par là se connoîtra si ledit feu Roi meritoit d'être ainsi traité & dépoüillé.

Quant au premier, il est notoire, que le feu Roi fut pris au Siege de Pavie, aiant passé les Monts avec son Armée, pour le recouvrement du Duché de Milan, vrai Heritage de Messieurs ses Enfans, desquels il étoit Tuteur naturel, & Administrateur dudit Duché durant

rant leur minorité. Ainsi ladite Guerre étoit autant juste qu'il en fut jamais, combien que l'issuë ne fut répondante à la justice de la cause, comme souvent elle n'est pas, par certains Jugemens de Dieu secrets & inconnus aux Hommes.

Quant au second, il est certain qu'aprés ladite prise, la principale Negociation fut de la delivrance du feu Roi; car on se fût bien passé de tout le demeurant : par laquelle delivrance, combien qu'il ait été paié la plus grande Somme, qui onques fut convenuë en semblable cas pour quelque Monarque que ce fût, montant à deux millions trois-cens mille Ecus Soleil d'or en or; neanmoins pour parvenir à la delivrance dudit feu Seigneur, on fut contraint de quitter tout ce qui ensuit.

Premierement, tous les Droits par le Roi, ses Hoirs & Successeurs, pretendus és Roiaumes de la Couronne d'Aragon, étans unis & compris, & dependans d'icelui, qui ne sont pas petits Droits, ni petitement fondez, & même le Droit du Roiaume de Naples, tant en proprieté, que possession, Pensions, que Arrerages, soit par Traitez, ou par Investitures du Pape; lesquels quittemens sont réïterez par les deux Traitez subsequens.

Et outre, fut quitté audit Traité de Madrid, par le feu Roi, le Droit par lui pretendu au Duché de Milan, & Seigneurie de Gennes, tant par le moien des Investitures & Concessions faites à ses Predecesseurs, que par Droit d'Hoirie, Succession, ou autrement; ensemble le Comté d'Ast, qui ne tient rien de l'Empereur, ni de l'Empire, & dont n'étoit debat ni querelle aucune.

Et outre les susdits quittemens, & plusieurs autres de moindre importance, & une infinité de charges & dépenses imposées audit feu Seigneur, à plein declarées és susdits Traitez de Madrid & de Cambrai, qui sont ci-delaissées pour cause de brieveté, ledit Sieur vint à ceder, par ledit Traité de Madrid, les plus clairs & les plus beaux Droits & Dignitez de la Couronne de France, qui sont inalienables par la Loi du Roiaume, lesquels n'avoient jamais été en controverse & diferend, & où l'Empereur & ses Predecesseurs n'auroient rien pretendu ni demandé. Tellement qu'à parler à la verité & sans paliation, c'est un pur don de partie du Roiaume, & non pas un Traité ou Apointement, lesquels ne se font fors des choses pretenduës & debatuës par les Contractans. Car par ledit Traité de Madrid, & les deux autres subsequens, il cede à l'Empereur, ses Hoirs, Successeurs, & aians cause, les Fief, Hommage, Pairie de France, Serment de fidelité, & toute Sujetion, Jurisdiction, Superiorité, Ressort, & Souveraineté, & tous autres Droits aux Rois de France apartenans sur le Comté de Flandre, Prelats, Nobles, Vassaux, Villes & Communautez, & Habitans, sans aucune chose en reserver; il renonce au droit de rachat, que lui & ses Successeurs ont és Villes & Châtellenies de Lille, Douay & Orchies, qui sont trois belles Villes & Châtellenies apartenantes au Roi sans contredit, qui avoient été seulement engagées au Comte de Flandre; cede la Ville & Comté de Tournay, Bailliage de Tournesis, Villes de Mortagne & Saint-Amand, & tous Droits de regale, nomination aux Evêchez & Abbaies étant audit Tournesis, & tous autres Droits quelconques; cede les Fief, Hommage, Pairie, & Serment de fidelité, Ressort, & Souveraineté, & toute sujertion apartenante à la Couronne de France sur la Comté d'Artois, Ressort, & Enclavemens d'icelle; & sur les Prelats, Nobles, Vassaux, & Sujets dudit Païs; & tout Droit, Ressort, & Souveraineté sur la Cité lez la Ville d'Arras & Habitans d'icelle, avec le Droit de regale & nomination sur l'Eglise d'Arras, & ses apartenances, & les Droits de Gardienneté sur les Eglises situées audit Comté & Enclavemens, encore qu'elles soient de fondation des Rois de France; cede l'Aide ordinaire d'Artois, montant par an à la Somme de quatorze mille Livres, que les Rois de France ont toûjours pris sur les Habitans de ladite Comté, en signe de Souveraineté; tous lesquels susdits Droits, Dignitez, & Hommages, Souverainetez, sont Droits inalienables & indépendans de la Couronne de France. Et neanmoins tous les Habitans dudit Comté & Enclavemens, encore que par cession ils demeurent toûjours exempts de la Jurisdiction, Hommage, Souveraineté & Sujetion du Roi, sont maintenus en tous les Privileges, que les Rois de France leur avoient donnez en faveur & contemplation de leur loiauté; tellement qu'ils sont exempts des Droits du Domaine, imposition foraine, haut passage, Ceinture de la Reine, issuë du Roiaume.

Outre les grands & importans dommages dessusdits, il y a certaines choses dommageables peu avisément passées au dernier Traité de Crespi, par ceux qui ont manié cette Negociation de la part du Roi, pour être peu exercitez en tels affaires.

Car par ledit dernier Traité le Roi se reserve seulement au Païs d'Artois la Cité de Teroüanne, sans parler des dependances, combien que par le Traité de Cambrai il se fût reservé bien expressément ladite Cité, avec toutes les dependances d'icelle; sous couleur de laquelle omission l'Empereur a toûjours pretendu depuis le dernier Traité, que le Mont-Saint-Jean, & le terroir à l'environ, étoit à lui, comme compris au dernier quittement; lequel terroir par ledit Traité de Cambrai s'entendoit être reservé sous le nom des dependances de Teroüanne.

Item. Combien que par le Traité de Cambrai, & même par ledit Traité de Crespi, soit porté que tous Sujets d'une part & d'autre retourneront en la joüissance de leurs Terres & Heritages, dés la publication de la Paix, sans autre mistere; & qu'en vertu dudit Article, Madame de Vendôme peut sans difficulté entrer en la joüissance & possession du Comté de Saint-Pol, comme les autres Sujets du Roi : neanmoins audit dernier Traité a été ajoûté en un autre endroit dudit Traité, la clause qui ensuit.

[La Dame de Vendôme pourra ravoir de l'Empereur le Comté de Saint-Pol, pour le tenir en tel Droit, & comme elle le possedoit auparavant le commencement des Guerres d'entre l'Empereur & le Roi.] Par où les Imperiaux pretendent, que ladite Dame ne se peut aider du general Article dessusdit, d'autant qu'il y en a un autre pour son regard, concernant le Comté de Saint-Pol; disant que ledit Article n'a pas été ajoûté superfluement & sans mistere; & qu'il faut qu'elle prenne une mainlevée particuliere de l'Empereur; laquelle finalement, aprés plusieurs sollicitations, il a par ci-devant baillée à feuë Madame de Vendôme; contenant ladite mainlevée bien expressément, que c'est à la charge de l'Hommage, Ressort, & Souveraineté envers lui, comme Comte d'Artois : combien que ledit Comté de Saint-Pol de tout tems est sous l'Hommage du Comté de Boulenois, & du Ressort souverain du Parlement de Paris. Et quelque remontrance qu'on ait sçû faire à l'Empereur, & à ses Deputez, il n'a jamais voulu reformer ses Lettres de mainlevée; & cependant, il s'est tenu saisi de ladite Comté, au grand dommage du Roi.

Davantage, par ledit Traité de Crespi, on a omis à comprendre de la part du Roi les Ecossois, comme ses Alliez & Confederez; & se contenterent les Deputez du Roi d'une clause contenuë audit Traité, portant, que les deux Princes, dedans deux mois, pourront nommer, d'un commun consentement, autres leurs Alliez & Confederez, qui en ce faisant seront compris au Traité de la Paix, comme si lors dudit Traité ils y étoient declarez. Dedans lequel tems de deux mois, quand on est venu à nommer à l'Empereur les Ecossois de la part du Roi, ses Alliez, il a refusé de les y comprendre, disant qu'il ne consentoit à ladite nomination; & qu'il ne s'en pouvoit plus nommer d'une part ni d'autre, sinon par commun consentement, ainsi que ledit Traité le porte expressément.

Par ce que dit est, apert clairement de l'évidente iniquité des susdits Traitez, & des grands & insuportables dommages, & diminutions, qui en reviennent au Roi, & à la Couronne de France.

A quoi les Imperiaux répondront par trois moiens, comme il est vrai-semblable.

En premier lieu, ils diront, que par les Traitez de Madrid, & de Cambrai, il n'a pas été seulement traité de la Rançon ou Délivrance du feu Roi, & de Messieurs ses Enfans, ains aussi d'une Paix perpetuelle entre les Maisons de France, Bourgogne, & Espagne : & que en faveur de Paix, qui est la plus precieuse chose qui soit, & la plus favorable, les Princes peuvent renoncer à toutes leurs querelles & pretentions, & encore ceder leurs Droits.

En second lieu, que par les Cessions, & Renonciations faites par lesdits Traitez de Madrid & de Cambrai, l'Empereur a renoncé à tout ce qu'il pretend és Villes & Châtellenies de Peronne, Mondidier, & Roye; & aux Comtez de Boulenois, Guines, & Ponthieu; aussi aux Villes & Seigneuries assises sur la Riviere de Somme, d'un côté & d'autre. Et outre ce, qu'il a renoncé

ANNO 1555.

renoncé par le dernier Traité, au Droit par lui pretendu en la Duché de Bourgogne, Vicomté d'Auxonne, Ressort de Saint-Laurent, Auxerrois, Mâconnois, Bar-sur-Seine, & leurs apartenances, & que lesdites Renonciations sont grandes, & de grand poids.

Tiercement, ils diront; que si on reçoit une fois cette ouverture de pouvoir debatre d'iniquité un Traité ja passé & juré, il n'y aura plus de seûreté aux Traitez passez entre les Princes, & faudra toûjours traiter de nouveau sans faire fin, dautant qu'on n'aura jamais faute de raisons pour impugner un Traité par voie d'iniquité; & quelque solution ou réponse qu'on y fasse, celui qui le debatra, n'y voudra aquiescer, pource qu'il n'aura point de Superieur pour en juger; & que partant on vient à tard à debatre les susdits Traitez, & qu'ils se devoient debatre lors qu'ils furent passez, & non maintenant.

A quoi on peut repliquer,

Quant au premier moien, que posé que au Traité de Madrid ait été convenu & accordé, tant de la Rançon du feu Roi, que du fait de la Paix, si-est-ce qu'en faveur de Paix, quelque favorable qu'elle soit, le feu Roi n'a pû aliener ni démembrer sa Couronne, dautant que la Loi du Roiaume y resiste: tellement que *ex tali alienatione nunquam transfertur Dominium ullo temporis lapsu*, quelque clause de derogation que l'on puisse ajoûter, comme il est notoire par disposition de Droit écrit.

Au second moien est repliqué, quant au Duché de Bourgogne, Vicomté d'Auxonne, Ressort de Saint-Laurent, Mâconnois, Auxerrois, Bar-sur-Seine, & leurs apartenances, encore que l'Empereur n'y ait aucun Droit, comme il lui a été montré en Espagne, toutefois il ne demeure rien quité de sa part des choses susdites, par tous les trois Traitez. Des deux premiers, il est certain; & par le dernier, il est bien vrai, qu'il quite les Droits par lui pretendus és choses susdites, mais c'est moiennant l'effet, accomplissement, & observation de la Paix, & du contenu audit dernier Traité; & le Mariage convenu de feu Monsieur d'Orleans, qui n'a été effectué ni accompli, fait portion dudit Traité: & consequemment, ledit quitement, comme étant conditionel, & fait moiennant l'observation, effet & accomplissement du contenu audit Traité, est demeuré nul & sans effet.

Et au regard de la Renonciation faite par les trois derniers Traitez, de tout ce que l'Empereur pretend és Villes de Peronne, Mondidier, & Roye, Comtez de Boulonnois, Guines, & Ponthieu, elle lui a été aisée à faire, dautant qu'il n'y avoit aucun Droit, comme il a été souvent montré à ses Deputez. Et quant aux Villes assises sur la Riviere de Somme, d'un côté & d'autre, qu'il dit aussi avoir quitées, lesdites Villes avoient été baillées par le Roi Charles VII. au Duc Philippe de Bourgogne par forme d'engagement, pour la Somme de quatre-cens mille Ecus d'or vieux de 64. au Marc de 8. onces, & d'aloi à 24. karats, & depuis moiennant le paiement de cette Somme fait audit feu Duc Philippe de Bourgogne, il restitua au Roi Louïs XI. lesdites Villes, usant de bonne foi, comme il étoit tenu.

Davantage, il faut considerer, qu'il y a grande difference entre ceder une querelle, & un Droit pretendu & debatu, dont on ne jouït point, & de ceder des choses dont on jouït, qui sont claires & indubitables, & qui ne furent onques en dispute, comme sont celles, qui ont été cedées par le feu Roi, dépendantes de la Couronne de France.

Au tiers moien est repliqué, qu'un Traité inique, & par lequel un des Contractans est iniquement dépoüillé & opressé, n'est jamais sûr; car la seule équité est celle qui fait les Traitez durables; & ne faut point penser, qu'entre deux Monarques, qui commandent à des Nations belliqueuses, on puisse jamais planter une Paix stable & assûrée, sinon par Traitez équitables, ou aprochans d'équité; dautant que celui qui se sentira spolié, & traité injurieusement, & contre toute raison, reprendra facilement les Armes à la premiere occasion qui s'ofrira; & s'il ne le fait, son Successeur le fera.

Sur quoi, si on veut inferer qu'il n'y aura donc jamais rien de sûr passé entre les Princes; à ce on répond, qu'il est vrai qu'un Traité évidemment inique, & excessivement tortionné, ne sera jamais sûr. Dieu ne le permet point, qui est le juste vangeur & vrai Juge de toutes injures & opressions; & ne veut point, que celui qui a injustement tollu à son voisin ce qui justement lui apartenoit, en ait longue jouïssance, afin que ceux qu'il a élevez en puissance, n'en abusent point, & viennent à connoître, que Justice & équité, & non pas violence, ou puissance absoluë, conservent les Roiaumes & Principautez.

Alexandre de Macedoine, aprés avoir vaincu quelques Peuples de Scythie, non sans grand éfort & grande perte, leur demanda s'ils observeroient de bonne foi la Paix qu'il leur bailleroit; à quoi ils répondirent, comme il apartenoit à Gens de grande valeur: *Si tu la bailles équitable, nous la garderons à toûjours; si elle est autre, nous la garderons tant que la force nous défaudra.*

Sur la restitution du Duché de Milan, les Imperiaux ont ci-devant dit deux choses, dont l'une fut objectée en Espagne au feu President de Selve, par le Chancelier Gattinara, qui ne voulut souffrir que ledit President répondist; c'est que l'Investiture du Duché de Milan, octroiée par le feu Empereur Maximilien, étoit conditionelle, & faite pour Madame Claude, Fille aînée du Roi Louis XII. & pour le Duc de Luxembourg, Prince de Castille, lors son fiancé, & en faveur dudit Mariage, lequel n'aiant sorti effet, l'Investiture étoit nulle.

Le second objeƈt fut fait au Chancelier*, lors qu'il étoit en Flandre, par feu Monsieur de Granvelle; c'est que le feu Roi avoit quité tout le Droit par lui pretendu au Duché de Milan, tant pour lui que pour Messieurs ses Enfans, avec promesse de leur faire ratifier; & que les Enfans venant à heriter, ou succeder au Pere, demeurent tenus des faits, promesses, & obligations de leur Pere.

Au premier objeƈt se répondit, Que l'Investiture faite par le feu Empereur Maximilien du Duché de Milan, en l'an 1505. est faite pour le Roi Louis XII. & les mâles descendans de lui; & en défaut de mâles, pour Madame Claude, sa Fille, & Charles, Duc de Luxembourg, son fiancé; mais il y a autre subsequente Investiture faite en l'an 1509. pour laquelle fut païée la Somme de cinquante mille Ecus Soleil, outre deux-cens mille Francs, qui avoient été auparavant paiez; laquelle est faite pour le Roi Louis XII. & les mâles descendans de son corps en loial Mariage; & en défaut d'eux, pour Madame Claude, sa Fille aînée, & pour celui qui viendroit à l'épouser, & pour les mâles descendans d'eux; & est ladite Investiture pure & simple, & sans aucune condition.

Au second objeƈt est répondu, Que par le Traité de Madrid, le feu Roi quite seulement le Droit par lui pretendu au Duché de Milan, tant par les Investitures, & Concessions faites par ses Predecesseurs, comme par Hoirie, Succession, ou autrement. Vrai est, que par le dernier Traité fait à Crespi, est dit, que en cas que le Mariage se fist de feu Monsieur d'Orleans, & de la Fille de l'Empereur; & aprés que ledit Sieur d'Orleans & sa Femme auroient été constituez Regens és Pais-Bas, & que l'administration leur en auroit été baillée, en ce cas le feu Roi, en son nom, & celui de Messieurs ses Enfans, renonceroit à tous Droits, & querelles pretenduës au Duché de Milan, Comté d'Ast, & ses apartenances, & feroit ratifier icelle Renonciation par sesdits Enfans; lequel cas, parce qu'il n'est advenu, il n'est point besoin de disputer de la promesse contenuë audit Article, & aussi peu de la cession faite par le Traité de Madrid; car par le texte de l'Investiture de l'an 1509. qui est la derniere, & dont ci-dessus est faite mention, apert clairement que le feu Roi ne pouvoit lors rien pretendre au Duché de Milan, fors l'administration, & les fruits durant la minorité de Messieurs ses Enfans, ausquels ledit Duché apartenoit par la susdite Investiture: & partant, quand le feu Roi auroit cedé, tant pour lui que Messieurs ses Enfans (ce que non) tout le Droit qu'il pretendoit au Duché de Milan, avec promesse de leur faire ratifier, & que mesdits Sieurs ses Enfans suivant ladite promesse auroient ratifié en ces termes ladite cession; si-est-ce qu'elle ne leur porteroit aucun prejudice; car par là on ne pourroit inferer, fors qu'ils auroient renoncé au Droit que leur Pere avoit audit Duché; mais non pas au Droit, qui leur competoit & competoit de leur Chef, & par la Loi de l'Investiture, non par Hoirie ni Succession, & pour raison duquel Droit ledit Duché leur apartenoit, comme encore apartient au Roi, vrai Duc & Seigneur. Et davantage, en quelque façon & maniere que l'eût promis, & pû promettre le feu Roi, si-est-ce que le Roi qui est à present n'en seroit tenu; car il ne vient pas à la Couronne, comme Heritier de feu son

ANNO 1555.

son Pere, mais par la Loi du Roiaume, qu'on apelle la Loi Salique; & ne seroit pas moins Roi, quand il auroit renoncé à la Succession de feu son Pere.

Outre le Droit apartenant au Roi en la Duché de Milan, par Investiture du feu Empereur Maximilien, on allegue communément, que ladite Duché lui apartient aussi par Droit d'Hoirie; car Jean-Galeas Visconti, Comte de Vertus, Duc de Milan, eût trois Enfans de Blanche, Fille du Comte de Savoie, c'est à savoir Madame Valentine Visconti, aînée de tous; Jean-Marie Visconti, & Philippe Marie Visconti. Ladite Valentine fut mariée à Louis, Duc d'Orleans, en l'an 1486. & lors dudit Mariage se nommoit Duc de Touraine, Comte de Valois, & de Beaumont-sur-Oise. A ladite Valentine fut baillé en Dot, par son Pere, le Comté d'Ast, & ses apartenances, que dès lors il promettoit faire valoir trente mille Ducats d'or de rente, pour en jouïr dès le lendemain des nôces: & outre ce, lui fut promise la Somme de quatre-cens cinquante mille Ducats d'or; & fut dit & convenu expressément par icelui Traité, qu'au cas que ledit Galeas decedât sans Hoirs mâles de son corps en loial Mariage, ladite Valentine lui succederoit en toutes ses Terres & Seigneuries quelconques, presens & à venir, sans que par Testament, Codicilles, ou Donations faites entre vifs, il en pût disposer au contraire. Et combien que ledit Jean-Galeas soit decedé, & ait laissé deux Fils mâles, c'est à savoir lesdits Jean-Marie, & Philippe-Marie Visconti, qui successivement ont été Ducs de Milan; toutefois ledit Jean-Marie seroit decedé sans Enfans, ledit Philippe-Marie aussi sans Enfans legitimes; car il delaissa seulement une bâtarde, que François Sforce épousa. Et davantage, par la mort dudit Philippe, qui fut dernier mâle du nom & de la Maison des Visconti, *periit Vicecomitum familia*, & restoit seulement la ligne venuë de Louis d'Orleans, qui eût trois Fils, Charles, Duc d'Orleans; Philippe, Comte de Vertus; & Jean, Comte d'Angoulesme. Philippe mourut sans Enfans; de Charles vint Louis, qui a été Roi de France, douzieme de ce nom, aieul maternel du Roi qui est à present; & de Jean, est aussi descendu en ligne masculine le Roi à present regnant.

Charles donc, aprés le decés de sa Mere Valentine, tant comme le plus proche parent de Philippe Visconti, dernier Duc de Milan, à cause de sa Mere, que aussi en vertu du Traité de Mariage susdit, parce qu'il n'y avoit aucuns mâles restez dudit Jean-Galeas Visconti, ni autre mâle quelconque de la Maison des Visconti, vint à la Succession des Ducs de Milan, & entreprit la conquête, conquêta le Comté d'Ast, & quelques autres Places, & mourut avant qu'avoir parachevé.

Louis son Fils, Roi douzieme de ce nom, parachevа la conquête; car aprés le decés de Philippe Visconti, François Sforce, qui avoit épousé Blanche, bâtarde dudit feu Duc, se saisit de ladite Duché, & aprés lui, ses Fils successivement, jusques à Louis Sforce, Fils dudit François, sur lequel ledit Roi Louis conquêta ladite Duché, & l'amena prisonnier en France: & aprés ladite conquête, il en fit l'Hommage à l'Empereur Maximilien, & en prit l'Investiture en l'an 1509. Voilà comme le Droit d'Hoirie est fondé.

Sur quoi il faut mettre en consideration, qu'il y a grande difference entre les Fiefs de l'Empire & les Fiefs de France: car les Fiefs de France sont Patrimoniaux, & viennent par Droit d'Hoirie en Succession, & comme autres Heritages, sans benefice du Prince, & s'alienent sans son congé: & en sont les Femmes capables. Au contraire, les Fiefs Imperiaux sont benefices des Princes, ausquels on ne vient point par Droit Hereditaire, quelque prochain que l'on soit, ains par la Loi de l'Investiture, & selon les termes d'icelle: tellement que ceux qui n'y sont point compris, n'y peuvent venir sans nouvelle Investiture, laquelle l'Empereur n'est pas tenu de bailler, quelque prochains mâles qu'ils soient du dernier decedé. Davantage, lesdits Fiefs de l'Empire ne se peuvent aliener sans le consentement de l'Empereur, autrement ils tombent en commise de pure perte pour le Vassal. Item, les Femmes en sont incapables par disposition du Droit commun feodal: & si l'Empereur, par grace speciale, vient à étendre son Investiture jusques aux Femmes, il foüille si avant dans la bourse des Vassaux, qu'ils s'en souviennent longtems aprés; témoin celle du feu Roi Louis XII. qui lui coûta, compris les allées & venües, & les presents, plus de quatre cens mille Livres. Par ce que dessus apert qu'il n'y a qu'un seul moien d'aquerir Droit és Fiefs Imperiaux, c'est à savoir, par l'Investiture de l'Empereur; car ce sont benefices, en la concession desquels il use de telle grace, si ample & si courte qu'il veut, & ne peut le Beneficiaire le vendre ni aliener. Et si le Roi Louis XII. pour le regard de la Duché de Milan, eût pensé être assez fondé en Droit d'Hoirie, il n'y eût pas fait la dépense qu'il fit, ni pris la peine qu'il en prit; car il ne poursuivit jamais chose si vivement, ni si affectionnément, qu'il a poursuivi son Investiture en ladite Duché. Finalement, il semble, qu'avec les Imperiaux il ne faut facilement mettre en avant le Droit Hereditaire en la Duché de Milan; car c'est un Droit incompatible avec le Droit d'Investiture, presuposant que ladite Duché de Milan soit un Fief de l'Empire, comme nous l'avons assez confessé par l'Investiture, qui en a été prise de l'Empereur Maximilien. Car par là ils inferent, qu'il ne suffit pas de recouvrer d'eux ladite Duché, si nous ne privons davantage l'Empereur & l'Empire de leur Droit, la voulant faire Hereditaire & Patrimoniale: & par ci-aprés l'Empereur s'en pourroit prevaloir envers les Allemans, alleguant qu'il n'auroit point voulu entendre à la restitution de ladite Duché, dautant qu'il ne l'eût pû faire sans prejudicier aux Droits de l'Empereur & de l'Empire, pource qu'elle étoit demandée comme chose Patrimoniale, & par Droit d'Hoirie.

An regard de la Seigneurie de Gennes, ce n'est point un Fief de l'Empire, & dont il soit besoin d'obtenir Investiture de l'Empereur; car c'est une Seigneurie, dont les Habitans étoient Seigneurs, jusques à ce que se trouvant affoiblis & épuisez par les Guerres continuelles, qu'ils avoient eû contre les Venitiens, l'espace de quatre-vints ans, ils vinrent à se donner à Philippe-Marie Visconti de Milan, & à ses Successeurs en l'Etat de Milan; lequel Duc, qui étoit alors tenu pour le plus riche & puissant en Armes, & le plus avisé Prince de toute l'Italie, les reçût en sa main & Seigneurie, & en jouït jusques à la mort; & consequemment, aprés sa mort, Charles, Fils de Louis, Duc d'Orleans, qui étoit le plus proche par consanguinité dudit Philippe, & depuis, le Roi Louis XII. Fils dudit Charles, se sont dits & portez Seigneurs de Gennes, & Ducs de Milan; en ont lesdits feus Roi Louis XII. & le feu Roi, joui jusques à ce que par force ils en ont été spoliez. Et si faut noter, que ledit Duc Philippe aiant été fait Seigneur de Gennes par la maniere devant dite, afin de se faire plus fort, se mit sous l'Hommage de France, & fit la foi & Serment de fidelité au Roi Louis XI. en l'an 1477. tant de ladite Seigneurie de Gennes, que de Savonne. Outre le Droit dessusdit pretendu par le Roi en la Seigneurie de Gennes, il se trouve, que dés l'an trois-cens quatre-vint treize, Charles Flisco Palatin, Seigneur de Gennes, par ses Lettres Patentes, voulut consentir, que Charles, Roi de France, & ses Successeurs Rois audit Roiaume, fussent & demeurassent à jamais Seigneurs naturels de sa Ville, Cité, & Territoire de Gennes: & environ trois ans aprés, l'an trois-cens quatre-vint seize, & le quatrieme Novembre, Antoine Adorne, Duc de Gennes, en la presence, & du consentement des autres Officiers de Gennes, fit le Serment de fidelité aux Ambassadeurs du Roi, & le vintsixieme Novembre ensuivant audit an, en la presence desdits anciens Officiers, & grand nombre de Peuple, ledit Adorne confessa tenir la Seigneurie de Gennes au nom precaire du Roi, en bailla la possession réelle aux Officiers dudit Seigneur, par le Bail du Sceptre de ladite Seigneurie, & des Clefs des portes; & fut mis l'un des Ambassadeurs en la place & Siege Ducal, duquel ledit Adorne se leva.

Il se trouve par semblable, que dés l'an quatre cens cinquante-sept, les Habitans de Gennes s'étoient mis en l'obeïssance du Roi Charles VII. qui eût ladite sujettion & obeïssance pour agreable, & en bailla ses Lettres d'agreablement. En l'an quatre cens cinquante huit, lesdits Habitans firent au Roi Hommage & Serment de fidelité; auquel an aussi fut passé un Traité entre le Roi, & sesdits Sujets de Gennes, touchant plusieurs Articles accordez entre eux.

Quant aux Droits apartenans à feuë Madame Louise de Savoie, aieule Paternelle du Roi, en la Maison de Savoie, il faut presuposer, que Philippe de Savoie, Comte de Beugey, & Sieur de Bresse, Fils du Duc de Savoie, fut conjoint par Mariage avec Dame Marguerite de Bourbon; duquel Mariage sont issus Philbert Duc de Savoie, & ladite feuë Dame Louise. Fut convenu par le Traité, que les Enfans dudit Mariage, & les descendans d'eux, representeroient la personne de l'aîné, & succederoient és susdites Terres & Seigneuries, selon

ANNO 1555.

selon l'ordre d'aînesse. Or ledit Philbert de Savoie deceda sans Enfans, & consequemment, suivant ce qui avoit été convenu par ledit Traité de Mariage, ladite Dame Louise, & le feu Roi, comme descendu d'elle, & representant ledit Philbert, étoit capable de succeder esdites Seigneuries de Beugey, & Bresse, tant par disposition de Droit commun pour la proximité du lignage, que par Droit de convention.

Davantage, quand ladite Dame fut mariée, la Succession de sa Mere lui étoit ja aquise, qui avoit aporté en Mariage la Somme de soixante mille Ecus, dont lui apartenoit la moitié, qui sont trente mille Ecus; & neanmoins pour toutes choses quelconques, tant de Succession de Pere que de Mere, elle n'a jamais eû que la Somme de vint-cinq mille Livres. Et ne sert de rien de dire, qu'elle y a renoncé par son Traité de Mariage, parce que telle Renonciation est faite *per minorem de successione jam quæsita*, pour le regard de la Mere; & pour le regard du Pere, *de Successione futura & sic utroque respectu*, nulle de disposition de Droit. Il y a d'autres Droits de plus grande importance pretendus par le Roi, comme Comte de Provence.

C'est à savoir, la Comté de Nice, & Villefranche, qui sont sans difficulté des apartenances du Comté de Provence, & dont les Comtes de Provence ont toûjours joui jusques à ce que le Comte (*a*) de Savoie, sous couleur d'une dette qu'il prétendoit à l'encontre du Roi de Sicile, Comte de Provence, s'en saisit par force d'Armes aprés la mort dudit Roi; qui avoit délaissé un Fils mineur sous la garde de la Reine Yoland, sa Veuve.

(*a*) *Amedée VII. en 1388.*

Plus, la Comté & Seigneurie de Piémont a été pieça unie & incorporée à la Comté de Provence, par les Comtes de Provence, avec toutes les solennitez en tel cas requises, dont ont été expediées Lettres en forme autentique; desquelles Comté & Seigneurie de Piémont, les Comtes de Provence ont toûjours joui depuis, comme d'un membre faisant portion de ladite Comté de Provence, jusques à ce que les Ducs de Savoie, par violence, & sans titre, s'en sont saisis.

A quoi par ci-devant les Gens du Duc ont répondu, que le feu Roi, l'an cinq-cens vint-trois, par ses Lettres Patentes, promit au feu Duc de Savoie, de ne lui faire jamais demande ni question des Terres qu'il tenoit, specialement de la Comté de Nice, dont il lui fit cession & transport, entant qu'il y pourroit avoir aucun Droit.

Sur quoi leur est repliqué, que lesdites Lettres, combien qu'elles soient adressées au Parlement de Provence, & Chambre des Comptes dudit Lieu, & ailleurs, toutefois n'y a aucune Verification, ni presentation desdites Lettres, chose requise & necessaire, tant de disposition de Droit, que par les Ordonnances & Usances, tant du Roiaume, que de Provence; & par ainsi lesdites Lettres sont & demeurent encore jusques à hui sans aucun effet. Que cette alienation est faite de chose non alienable, dautant que la Comté de Provence, dont lesdits Comtez de Nice & Piémont sont portion, comme Membres dépendans & incorporez en ladite Comté de Provence, étoit ja dés le tems de ladite alienation unie à la Couronne de France par Lettres d'incorporation, verifiées où il apartient, & partant inalienable comme portion de la Couronne: & quand elle ne seroit point unie à la Couronne, si est-ce que par disposition de raison, quand il est question d'aliener les Droits Patrimoniaux d'une Dignité ou Seigneurie Souveraine, comme étoit la Comté de Provence, qu'il faloit avant que pouvoir parvenir à l'alienation, *quòd præcederet pragmatica sanctio cum consilio procerum.* Et outre, y a Edit pieça fait par le Roi de Sicile, Comte de Provence, *cum consilio procerum*, qui prohibe telles alienations, *itaque cùm lex resistat alienationi*, elle est nulle.

Or pour autant, que feu Monsieur de Savoye sommé, requis, & interpellé par plusieurs fois, tant de la part de feuë Madame, que aussi du feu Roi, pour raison des Droits & choses susdites, n'y auroit jamais voulu entendre; à cette cause le feu Roi, pour en avoir la raison, fut contraint de venir aux Armes, & prit ce qu'il put prendre sur ledit Duc, *more recepto inter Principes, & apud omnes Gentes usitato*, dont s'il y a quelque chose non comprise en ses Droits & demandes, comme à la verité il y a, ou sera prest de lui en faire raison, rendant par lui ce qui reste à recouvrer des choses pretenduës & demandées, comme sont les Comtez de Nice & de Villefranche, & une bonne partie du Piémont.

ANNO 1555.

Quant au quatrieme point, qui est de la conquête des Citez de Metz, Toul & Verdun, elles ont toûjours été tenuës pour Villes & Citez de l'Empire, & n'ai jamais entendu, que nous y pretendissions, fors le Droit de protection és Citez de Toul & Verdun, qui n'emporte aucun Droit de Justice ni Hommage, & dont les uns & les autres à toute heure se peuvent départir sans mutuel consentement, par l'usance de la Germanie: & si ne voi point en quoi nous puissions douloir de l'Allemagne, si ce n'est qu'ils contribuerent aux frais de la Guerre, qui nous fût faite par l'Empereur en l'an mille cinq-cens quarante-trois, qui nous fut grandement dommageable, & qui fut cause de nous faire faire l'Apointement de Crespi, peu avantageux pour nous. Mais si nous venons à nous découvrir jusques-là, & dire que par cela nous avons eû juste cause de nous saisir des Villes de l'Empire, & de les retenir; outre ce qu'il y a pour eux des réponses bien aparentes, ce sera faire une declaration équipollente à demonstration de Guerre, dont les Imperiaux ne faudront pas incontinent de s'en prevaloir aux Etats de l'Empire; & semble être plus utile de se tenir couvert en cet endroit le plus qu'on pourra, sans se laisser entendre quant au fait de la restitution desdites Villes.

XXXVI.

5. Fevr. L'Empire, Espagne, et France.

Traité de Trêve pour cinq ans, entre HENRI II. *Roi de France d'une part;* CHARLES V. *Empereur, &* PHILIPPE *son Fils, Roi d'Angleterre, & depuis Roi d'Espagne, d'autre. En l'Abbaïe de Vaucelles près Cambrai, le 5. Février 1555.* [Recueil de Traitez de Paix, &c. entre les Couronnes d'Espagne & de France. Imprimé à Anvers in 12. pag. 229. & FREDER. LEONARD, Tom. II. pag. 502. avec les différences marquées à la marge.]

AU nom de Dieu le Createur. Comme il soit, que Guerre se soit mûë depuis ancunes années en ça, entre l'Empereur & le Roi Tres-Chretien de France & que pour y procurer Pacification, & parvenir au bien de la Paix, repos & tranquillité du Public, plusieurs diligences ont été faites par aucuns Potentats de la Chretienté, lesquelles n'ont pû sortir effet pour les grandes & importantes difficultez, qui se sont trouvées, & telles que jusqu'à present l'on n'a trouvé moiens convenables pour venir à la conclusion tant desirée; neanmoins pour faire cesser l'occasion d'aigreur, & donner moien à ce que par une Treve communicative, l'on puisse durant icelle, par moien d'Ambassadeurs ou autrement, trouver (*a*) moien & expedient pour parvenir à final repos & apaisement de tous diferends étans entre lesdits Princes; & que les dommages, que la Chretienté souffre de la Guerre, cessent. Se sont trouvez personnellement, (*b*) Messieurs, Charles, Comte de Lalain, Baron d'Escornaix, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, Lieutenant & Capitaine general, & Grand-Bailli de Hainaut; Simon Renard, Charles Tisnac, Philippe de (*c*) Bruxelles, & Jean Batiste Scotio, Senateur & Regent de Milan, Conseillers & Procureurs de Sa Majesté Imperiale, & de tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince Dom Philippe, Roi d'Angleterre, de Naples, &c. Et Messire Gaspard de Coligny, (*d*) Sieur de Chastillon, Amiral de France, Gouverneur & Lieutenant-General, tant en l'Isle de France, qu'en Picardie; & Sebastien de l'Aubespine, Abbé de Basse-Fontaine, & de S. Martin de Pontoise, Conseiller & Maître des Requestes de l'Hôtel dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, ses Conseillers & Procureurs, & en vertu des Pouvoirs, qu'ils ont respectivement de leursdits Princes, ont fait, conclu, & accordé la Treve telle que s'ensuit, sous le bon plaisir & vouloir toutefois de leursdites Majestez.

(*a*) ou *chemin.*

(*b*) ou *Messires.*

(*c*) ou *Bruxelles*, & ainsi dans la suite.

(*d*) ou *Seigneur.*

Premierement, que bonne, seure, vraie, ferme & loiale Treve, (*e*) abstinence de Guerre, & Cessation d'Armes, est faite, concluë, arrestée, accordée, & passée entre lesdits (*f*) Empereur & Roi d'Angleterre son Fils, & le Roi de France Tres-Chretien, par Terre, Mer, Eaux douces, tant en Levant, que Ponent, & en tous Lieux & Endroits quelconques, comme si particulierement & specialement ils étoient ci-exprimez & decla-

(*e*) ou *état & abstinence.*

(*f*) ou *Seigneur Empereur,*

ANNO 1555.

& declarez, durable fermement & inviolablement entre leurs Majestez Imperiale & Roiales, leurs Hoirs, Successeurs, Roiaumes, Païs, Terres, & Seigneuries quelconques par eux possedez, & qu'ils tiennent & en jouïssent à present, tant deçà que delà les Monts, ou en quelque lieu & endroit que ce soit.

Et ne sera durant ladite Treve rien innové ni atenté d'une part & d'autre, directement ou indirectement, au prejudice d'icelle, mais demeureront toutes choses en l'état qu'elles sont, & la possession & jouïssance à chacun, comme ils auront au tems de la Date de cettes respectivement, le tout de bonne foi & sans fraude, & ce pour le tems & terme de cinq ans ensuivans & consecutifs, à commencer du jour & Date de ces presentes; laquelle sera promtement publiée de part & d'autre sur les Frontieres, & donné ordre qu'ainsi se fasse en tous Lieux & Païs, qui doivent jouïr du benefice d'icelle, comme il est requis & accoûtumé en tel cas, pour la pleine & entiere observation de ladite Treve, & de maniere qu'il n'y ait faute.

Et sera ladite Treve marchande & communicative en tous Lieux & Endroits, tant de Mer, que de Terre, & Eaux douces: & pourront les Sujets d'un côté & d'autre, aller, venir, frequenter, negocier, sejourner, marchander, & trafiquer; en paiant toutefois les Droits en tous Lieux dûs & accoûtumez, franchement & librement, comme en tems de bonne & entiere Paix, sans contredit ni empêchement.

Et retourneront les Sujets & Serviteurs d'un côté & d'autre, de quelque qualité qu'ils soient, pleinement en la jouïssance de tous & chacuns leurs Biens immeubles, Droits & Actions, saisis, & occupez au moien de la derniere Guerre, & à l'occasion d'icelle, pour en jouïr par eux, ou seulement par les mains de leurs Facteurs & Entremeteurs, si bon semble ausdits (a) Sieurs Empereur & Rois, soit pour suspicion, ou autre juste & raisonnable consideration, dés la Date d'icelle Treve, sans rien quereller des fruits perçûs & échus pendant la Guerre. Et sera ledit retour nonobstant toutes Donations, Concessions, & Declarations de Confiscations, & Commises, Sentences données par contumace, & en l'absence des Parties, & icelles non ouïes à l'occasion de ladite Guerre comme qu'il soit; remettant iceux Sujets quant à ce pleinement, & cessant tous empêchemens & contredits en leurs Droits & Actions, ainsi qu'ils étoient au tems de l'ouverture de ladite Guerre. Et s'entend le contenu au present Article avoir lieu en tous les endroits étans sous l'obeïssance & possession desdits Sieurs Empereur & Rois, qu'ils tiennent & possedent.

(a) ou Seigneurs & ainsi dans la suite.

Durant lesquels cinq ans lesdits Sieurs Empereur & Rois, ne pourront, directement ou indirectement, endommager l'un l'autre, en quelque lieu & endroit de la Chretienté, & de leurs Roiaumes & Païs, que ce soit, par eux ni par autrui, ni bailler aide, port, assistance, ou faveur de Gens, Argent, Artillerie, Munitions, Victuailles, quels qu'ils soient, ni choses quelconques à ceux qui le voudront faire, procurer, ou attenter, ni passage par leurs Roiaumes, Païs, Terres, & Seigneuries, ni les recevoir, ni donner entrée és Ports de Mer, qu'ils tiennent, ou leur donner rafraichissement, y venant pour faire acte d'hostilité contre Leurs Majestez, Païs & Sujets, & autres compris en la presente Treve. Et ainsi s'observera réellement, sincerement, & de bonne foi, & feront tous les meilleurs offices qu'ils pourront, pour procurer efectuellement le repos de la Chretienté, & éviter l'oppression d'icelle.

Et ne pourra-t'on proceder durant ladite Treve, directement ou indirectement, d'un côté ni d'autre, à l'encontre des Sujets, Capitaines, Officiers, & Serviteurs, de quelque Nation qu'ils soient respectivement, pour le Service fait ausdits Princes, chacun endroit soi, & delits par eux commis auparavant la Date de ces presentes; ains pourront resider en leurs Maisons, possessions, & biens quelconques, & en jouïr paisiblement sans aucun empêchement. Sauf & reservé, que si pour cas par eux commis attouchant Partie particuliere, ils sont en Justice, que l'on les veüille poursuivre en icelle, elle aura son cours par voie civile, pour l'interest de la Partie tant seulement, & sans fraude.

Aussi sera la Justice administrée sincerement, & par chacun desdits Sieurs Empereur & Rois, aux Sujets d'un côté & d'autre, és Lieux, où par Droit & raison elle doit être faite & administrée, sans que par indirects & obliques moiens on la puisse attirer, poursuivre, ni faire ailleurs, que és Lieux, où les Personnes doivent être convenuës, & les biens sont assis & ressortissans, & où par droit & raison on la doit requerir & faire.

Et si aucun d'un Parti ou d'autre contrevient à la Treve & abstinence de Guerre, directement ou indirectement, & se fait comme qu'il soit chose au contraire d'icelle, cela sera pleinement & sans figure de Justice, & dilation, reparé, & les contrefaisans châtiez exemplairement, comme s'ils étoient infracteurs de Paix: & en feront la reparation les Officiers d'un côté & d'autre, chacun endroit soi, sans port ni dissimulation quelconque, à la premiere & simple plainte & requisition qui s'en fera, ladite Treve demeurant neanmoins en son entiere force & vigueur.

Tous (b) Foruscis & bannis de Naples & Sicile sont & demeureront exclus du benefice de ladite Treve. Et quant aux bannis de Florence & de Sienne, qui se pourroient être retirez és Places de la Toscane, tenuës par ledit Seigneur Roi de France, ledit Seigneur Roi ne leur permettra, ou consentira, ains les empêchera, pendant qu'ils seront sous l'obeïssance dudit Seigneur Roi de France, de faire chose qui puisse offenser ou alterer ladite Treve, ou disposition d'icelle, ni les Etats de Sienne & Florence, ou autres apartenans à Leurs Majestez, compris en la presente Treve.

(b) ou Forbcides.

Toutes Lettres de marque & de represailles cesseront, & sera la Justice ouverte à un chacun desdits Sujets, pour y avoir recours.

Les Vassaux & Sujets, d'une part & d'autre, restituez & à restituer en leurs biens, pourront poursuivre leurs actions par eux, ou par Procureurs & Entremeteurs, és Jurisdictions de Leurs Majestez, sans être tenus d'y aller en personne.

Finalement a été accordé, que par la presente Treve ne puisse être fait nul prejudice aux Droits & Actions des particuliers; en laquelle, de la part de Leurs Majestez Imperiale & Roi d'Angleterre son Fils, seront compris le Pape & le Saint-Siege Apostolique, le Roi des Romains, le Saint Empire, le Roiaume d'Angleterre, les Rois de Portugal, Pologne & Danemarc, le Duc de Savoie, les Suisses, le Duc de Florence, le Duc de Ferrare, la Republique de Venise, Gennes, pour en jouïr selon qu'ils ont accoûtumé par le passé; Sienne, Luques, le Duc de Mantoüe; toute la Toscane; les Duc, Duchesse, & Païs de Lorraine; pour jouïr ladite (1) Dame de l'effet de ladite Treve, & de tout ce qui lui apartiendra, & d'aller & resider, tant en Lorraine, que ailleurs, où bon lui semblera.

Et de la part dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, sont compris nôtre Saint-Pere le Pape, le Saint Siege Apostolique, la Reine & le Roiaume d'Ecosse; le Roi de Navarre; la Reine & le Roiaume d'Angleterre; les Rois de Portugal & de Danemarc; la Reine (2) Isabelle, Veuve du feu Roi Jean Vaivode, & le Roi son (3) Fils; les Princes, Villes & Etats du Saint Empire; la Seigneurie de Venise, les (c) Treize Cantons des Suisses, les Ligues-Grises, le Valais; ensemble tous les Alliez & Confederez desdits Cantons; les Ducs de Lorraine & de Ferrare; les Duc & Duchesse de Parme: les Ducs de Mantoüe & d'Urbin, le Comte de la Mirande; les Siennois, la (d) Corsegue, les Sieurs de la Maison de la (e) Marche; leurs Roiaumes, Païs, & Sujets, & generalement tous & chacuns Amis, Alliez, Confederez & Serviteurs desdits Seigneurs Empereur & Rois, qui se pourront denommer dedans trois mois; & ont iceux Procureurs & Mandataires, en vertu de leurs Pouvoirs respectivement & au nom desdits Seigneurs Empereur & Rois, passé & promis l'entiere observation de ladite Treve, & choses susdites, & chacune d'icelles, sans y contrevenir directement ou indirectement. Et pour ce ont tous prêté le Serment aux saints Evangiles de Dieu; & obligent lesdits Sieurs Empereur & Rois, leurs Hoirs, Successeurs, & tous & chacuns leurs Roiaumes, Païs, & Biens presens & à venir, & promis de faire ratifier en bonne & autentique forme les presentes, en & dedans six semaines. En têmoin de ce, se sont sousignez de leurs mains propres. Fait & passé en l'Abbaie de *Vancelles*, le cinquieme jour de Fevrier, l'an 1555.

(c) ou Seigneurs des Or.

(d) ou Corsique.

(e) ou la Marck.

(1) *Christine de Danemarc*, Niéce de *Charles-Quint*, Veuve de *François* Duc de Lorraine, Mere de *Charles III.*

(2) Fille de *Sigismond Auguste*, Roi de Pologne.

(3) *Etienne Sigismond.*

ANNO 1555.

* Ce titre n'est point dans l'Edition d'Anvers.

* *Addition de quelques Articles au Traité de* Vaucelles, *touchant le Duc de Savoie, le trafic des François aux Indes, & delivrance des Prisonniers de Guerre, & les Alliez des Rois de France & d'Espagne, outre ceux qui sont nommez audit Traité.*

COMME il soit qu'aujourdui Date de cettes, ait été traité Treve marchande & communicative, entre Messieurs, Charles, Comte de Lalain, Baron d'Escornaix, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, Lieutenant, Capitaine general, & Grand Bailli de Hainaut; Simon Renard, Charles de Tisnacq, Philbert de Bruxelles, & Jean-Batiste Scotio, Senateur & Regent de Milan, Conseillers & Procureurs de l'Empereur, & de tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince, Dom Philipe, Roi d'Angleterre, de Naples, &c. Et Messire Gaspard de Coligny, Sieur de Châtillon, Admiral de France, Gouverneur & Capitaine general tant en l'Isle de France, qu'en Picardie; & Sebastien de l'Aubespine, Abbé de Bassefontaine, & de Saint Martin de Pontoise, Conseiller & Maitre des Requêtes du Roi Tres-Chretien de France. Iceux Commis dudit Seigneur Roi Tres-Chretien ont, en vertu de leur Pouvoir, outre le contenu en ladite Treve, acordé & promis; que ledit Seigneur Roi de France paiera réellement & de fait, durant ladite Treve, & chacune année d'icelle, aux termes ci aprés specifiez, au Sieur Duc de Savoie, ou ses Procureurs & Entremetteurs, aians quitance de lui, la valeur du revenu annuel du plat-Païs & dépendances de la Ville d'Yvrée, tel qu'il sera estimé & liquidé par Commis, qui seront pour ce nommez & choisis. Et se fera ledit paiement en la Ville de Lion, par Marchand particulier, qui sera avisé, à savoir la moitié au dernier jour de Juillet prochainement venant; & l'autre moitié, au dernier jour de Janvier suivant; & consecutivement de termes en termes, dont ledit Seigneur donnera Mandement & Lettres en forme requise, pour sûreté & paiement de la Somme.

Et jouïra ledit Sieur Duc, ses Païs, Sujets, & Serviteurs, du benefice de ladite Treve, tout ainsi que les Sujets & Païs desdits Seigneurs Empereur & Rois.

Et rentreront lesdits Sujets en jouïssance de leurs Biens, Droits, & Actions, comme les Sujets & Serviteurs de Leursdites Majestez.

Et audit Sieur Duc ne sera mis empêchement en ce qu'il tient & possede, se trouvera tenir & posseder au tems de la Date de ces presentes.

Aussi a été expressément convenu & capitulé, que jaçoit que ladite Treve soit marchande & communicative, si est-ce que les Sujets dudit Sieur Roi de France, ou autres par leur aveu, ne pourront trafiquer, naviger, ou negocier aux Indes apartenantes audit Sieur Roi d'Angleterre, sans son exprés congé, & licence; autrement faisant le contraire, sera licite d'user contre eux d'hostilité, demeurant toutefois ladite Treve en sa force & vigueur; moiennant aussi que sous cette ombre rien ne se fasse ou commette au prejudice des Sujets dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, qui se trouveront voiager par Mer, ailleurs à leur commodité, & où bon leur semblera, comme du passé.

Le Marquis (1) Albert de Brandebourg est compris, de la part dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, en la presente Treve; mais pour son regard a été declaré, que nonobstant la comprehension faite de lui, par ledit Seigneur Roi, l'on entend qu'elle ne puisse avoir lieu en ce qui concerne l'Empire, sinon aprés que ledit Marquis, qui est au ban dudit (2) Empire, se sera reconcilié, & remis comme devant, (a) & sera-t'on content, que la Justice & Chambre Imperiale y pourvoie, comme il apartiendra par droit & raison. A la charge aussi, que cependant d'une part ni d'autre ne se donnera faveur ni aide audit Marquis, directement ou indirectement, pour entreprendre contre les Etats, Païs, & Roiaume de Leurs Majestez, ni en quelque lieu que ce soit.

(a) ou, & sera l'on entend que &c.

Outre la comprehension generale, en laquelle la Reine Eleonor sera inserée en la Treve, si bon lui semble, aiant lesdits Deputez de Sadite Majesté Imperiale, & du Roi d'Angleterre, son Fils, fait instance des Arrerages de son Dot, & voulu entrer en la vigueur & contenu aux Traitez, qui font mention de ladite Dame; les Déqutez dudit Seigneur Roi Tres-Chretien ont répondu n'en avoir aucune charge, & remis le tout à Sa Majesté Roiale, pour en aviser ainsi que de raison.

Aussi aiant les Déqutez dudit Roi Tres-Chretien fait semblable instance pour Madame la Duchesse de Parme, ceux de Sadite Majesté Imperiale, & du Roi, son Fils, ont remis le tout à leurs Majestez, comme n'en aiant aucune charge, esperant qu'elles y auront tel égard que de raison.

Tous lesquels Articles, & chacun d'iceux, auront & sortiront effet; comme si distinctement ils étoient compris en ladite Treve generale. En ligne dequoi lesdits Députez ont promis, & juré l'observation, & Ratification d'iceux, comme de ladite Treve, & iceux signez de leurs Seins. Au lieu de *Vaucelles* le cinquieme jour de Fevrier 1555. *Ainsi signé*, C. DE LALAIN, C. DE TISNACQ, S. RENARD, P. DE BRUXELLES, & BATISTE SCOTIO; DE COLIGNY, & S. DE L'AUBESPINE.

* Tout ce qui suit n'est pas dans l'Edition d'Anvers.

* ENTRE Messieurs les Députez, assemblez en l'Abbaie de Vaucelles, le dixneuvieme jour de Decembre 1555. à savoir de la part de l'Empereur, & du Roi d'Angleterre, Messieurs, le Comte de Lalain, Chevalier de l'Ordre de la Toison, & Capitaine general de Leurs Majestez au Païs de Hainaut; Renard & de Bruxelles, leurs Conseillers, & Maîtres des Requêtes de leur Hôtel: Et de la part du Roi, Messieurs l'Admiral, Gouverneur & Lieutenant general de Sa Majesté en Picardie; & de l'Aubespine, Abbé de Bassefontaine, Conseiller & Maître des Requêtes de l'Hôtel de Sadite Majesté, pour traiter de la delivrance & rançon des Prisonniers de Guerre, d'une part & d'autre. Il a été accordé que lesdits Prisonniers de Guerre étans respectivement détenus d'un côté & d'autre, seront mis à rançon, pour une fois paier, au feûr & prix du revenu d'une année de leurs Biens, ensemble des Gages, Soldes, Pensions, & Traitemens annuels qu'ils ont de leurs Princes: & pardessus cela seront pesées & estimées raisonnablement les qualitez d'un chacun, par Mesditsfieurs les Députez: Et que pour parvenir à l'effet de cet Accord, l'on envoiera pardevers lesdits Prisonniers en diligence, avec Lettres de Mesditsfieurs les Députez, pour faire entendre à chacun desdits Prisonniers ce que dessus: & que sans aucun délai, de bonne foi, & sur leur honneur, & par Serment, ils aient à dire & declarer combien ils ont de revenu par an, ensemble des Traitemens, Soldes & Pensions, charges & qualitez qu'ils ont; & l'envoieront écrit & signé de leurs mains, en cas qu'ils le puissent faire, & cacheté de leurs cachets; sinon par autre certification valable, advertissant lesdits Sieurs Députez de leurs volontez, & s'ils n'acceptent pas le susdit Acord: non compris en cedit Acord, Messieurs les Ducs de Bouillon, de Montmorency, & d'Arscot; s'étant reservé lesdits Sieurs Députez à en traiter ainsi qu'entre eux il a été acordé. Et en cas qu'il fut trouvé qu'aucun d'eux (ce que l'on n'estime) eût celé la verité de sesdits revenus, Etats, & autres choses susdites, leurs Princes respectivement en feront, ou feront faire raison, par toutes voies sommaires dûës & raisonnables, prontement, & sans délai. Et au prealable de leur delivrance, feront paier tous frais, dépens, & dettes créées & faites durant le tems de leur captivité: & se sont promis lesdits Sieurs Députez, de se fournir les uns aux autres respectivement leurs réponses desdits Prisonniers, dedans le premier jour de l'an prochainement venant. N'entendant que cet Acord s'étende sur ceux lesquels auroient ja capitulé avec leurs Maîtres pour leur Rançon. Fait audit lieu de *Vaucelles*, les an & jour que dessus. En témoin dequoi Mesdits Sieurs les Députez se sont baillé Copie les uns aux autres respectivement de ce present Acord, sous leurs Seins manuels, & des Secretaires y etans. *Signé*, DE LALAIN, RENARD, & BRUXELLES.

SUR ce que Messieurs le Comte de Lalain, & Ch. de Tisnacq, Conseillers d'Etat, & Maîtres des Requêtes des Majestez de l'Empereur, & du Roi d'Angleterre, ont declaré à Monsieur l'Admiral, Gouverneur, & Lieutenant general pour le Roi Tres-Chretien, des Païs de Picardie, & Isle de France; procedans d'une part & d'autre, à la consommation de ce qui a été par

(1) Grand Maître de l'Ordre Teutonique.
(2) En 1525. pour avoit fait Hommage au Roi de Pologne *Sigismond I.* son Oncle, du Duché de Prusse, que *Charles Quint* pretendoit être Fief de l'Empire.

ANNO 1555. par ci-devant traité, en leur Assemblée, pour traiter tant de l'Acord de Treve entre lesdites Majestez comme celui qui touche la Pension des Prisonniers de Guerre; que ledit Empereur, & son Fils, le Roi d'Angleterre, se contentoient, que Messieurs les Ducs de Bouillon, & de Montmorency, fussent mis à Rançon d'argent seulement, & raisonnable, dedans le plus brief tems que faire se pourroit, pourvû que le semblable fût fait à l'endroit de Monsieur le Duc d'Arscot, Prisonnier de Guerre en France; aiant Mondit Sieur l'Amiral accepté cette offre, pourvû que ce brief tems fût prefix & arrêté entre eux raisonnablement: Lesdits Sieurs sont demeurez d'acord pour trois mois, à commencer du jour & Date de ce present Acord, & que dedans ledit tems, si plûtôt ne se peut faire, il sera satisfait à ce que dessus. Fait à *Vaucelles* lés Cambresis, le neuvieme jour de Mars 1555. Est entendu ce que dessus, que le titre du Duc de Bouillon soit sans prejudice. *Ainsi Signé*, DE LALAIN, DE COLIGNY, & TISNACQ.

Acte par lequel le Roi PHILIPPE II. *declare & nomme ceux qu'il entend & veut être compris au Traité de* Vaucelles. *Fait à Bruxelles le dixneuvieme Avril 1555.*

AUJOURDUI quatrieme jour de Mai de l'an 1555. le Roi étant en son Château de Chambord, Messire Simon Renard, Conseiller d'Etat, & Ambassadeur de l'Empereur, & du Roi d'Angleterre son Fils, a presenté au Roi l'Acte dont la teneur s'ensuit.

PHILIPPE, par la grace de Dieu (1) Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, d'Angleterre, de France, de Navarre, de Naples, de Sicile, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandre, d'Artois. Comme par la Treve dernierement concluë & arrêtée pour le tems de cinq ans, au Lieu de *Vaucelles*, le cinquieme jour du mois de Fevrier dernier passé, entre tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince le Roi Tres-Chretien de France, & Nous, a entre autres choses été traité & capitulé, Que outre la comprehension faite d'un côté & d'autre, de ceux qui doivent être compris en ladite Treve, l'on pourroit des deux côtez, en dedans trois mois, dénommer ceux que, outre ladite comprehension, l'on voudroit encore dénommer: Nous y voulant faire l'office requis, avant l'expiration du terme sur ce prefix par ladite Treve, avons dénommé & dénommons par cettes, l'Archevêque de Treves, Electeur; l'Evêque de Liege, l'Evêque de Cambrai, le Duc de Juliers, les Suisses, les Grisons, le Duc d'Urbin, le Sieur Dom Fernand de Gonzague, le Comte de Sainte-Flore, & ses Freres; le Sieur de Monaco, le Comte *Trylo de' Rossi* ses Freres, & tous ceux de la Maison de (2) *Rossi*, dont est aussi l'Evêque de (3) Pavie; les Comtes de Sala, & ceux de sa Maison, le Sieur de Colormo, le Marquis de Final, le Sieur Sinolfo Ottecio, le Sieur Bartolde Farnese, le Sieur Sigismond d'Este, le Marquis de Massa, le Sieur Marc-Antoine Dorie, Prince de Melse; Madame *Benedicta Spinola del Carro*, sa Sœur: & tous Feudataires de l'Empire generalement qui reconnoissent l'Empire; & obeissent à icelui, pour jouïr de ladite comprehension de nôtre côté, tout ainsi que si expressément étoient specifiez & dénommez en ladite Treve. En témoin de ce nous avons fait dépêcher ces presentes, & icelles signées de nôtre main, & cachetées de nôtre cachet. Fait en nôtre Ville de Bruxelles, le dixneuvieme jour d'Avril 1555. *Et au dessous Signé*, PHILIPPE, *scellé en Placart: & plus bas du Secretaire* VINDELLA, dont il a demandé Certification, qui lui a été octroiée par moi Secretaire d'Etat dudit Sieur, les an & jour que dessus.

(1) Il n'étoit pas encore Roi d'Espagne, car son Pere n'abdiqua qu'à la fin de cette année 1555.
(2) Autrefois Souveraine de Parme.
(3) *Hippolite*, qui fut fait Cardinal [illegible] Sixte V.

Acte par lequel le Roi HEN[illegible] *nomme aussi ceux qu'il veut & entend être co[illegible]ris au Traité de* Vaucelles. *Fait à Chambord, le troisieme Mai 1555.*

HENRI, &c. Comme ainsi soit que par le Traité de la Treve concluë & arrêtée en l'Abbaie de *Vaucelles*, le cinquieme jour de Fevrier dernier passé, entre les Commis Députez de tres-hauts, tres-excellens, & tres-puissans Princes, l'Empereur Charles V. de ce nom, le Roi d'Angleterre son Fils, & les nôtres, & depuis par Nous ratifié, il soit reservé à chacun de nous de nommer, dedans trois mois ensuivans, tels de nos Serviteurs, Amis & Alliez que bon nous semblera, pour être compris audit Traité de Treve, & jouïr du benefice d'icelle; Avons, suivant icelle reservation & permission, nommé & nommons de nôtre part, les Evêques de Metz, de Toul, de Verdun, & Abbé de Gorze; les Seigneurs de la Maison Caraffa, & ceux de la Maison Farnese; le Comte * Nicole de Petillan; & les Florentins, & Siennois, tant forusciz, que autres des Villes & Etats de Florence & Sienne, pour être & demeurer compris & entendus audit Traité de ladite Treve, & jouïr du benefice d'icelle, tout ainsi que les autres qui y sont specialement nommez & compris. En témoin de ce, nous avons signé ce present Acte de nôtre propre main, & fait signer par l'un de nos Secretaires d'Etat. A Chambord, le troisieme jour de Mai mille cinq-cens cinquante-cinq. ANNO 1555.

* de la Maison Orsini.

XXXVII.

Abschied durch Churfürst Augustus zu Sachßen/ und Churfürst Joachim von Brandenburg/ Johann Friedrich/ Johann Wilhelm und Hannß Friedrich den Jüngern/ Hertzogen zu Sachßen/ Johann und Georg Friedrich Marggrafen zu Brandenburg/ und Philipps Landgrafen zu Hessen aufgericht; wodurch sie sich vereinen bey der Augspurgl. Confession de Anno 30. gäntzlich zu bleiben/ nichts darwider anzunehmen/ noch andere Secten einschleichen zu lassen. Naumburg den 12. Martii Anno 1555. [LEHMANNI Acta de Pace Religionis publica Libr. I. Cap. XXVII. pag. 54. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. Absatz II. pag. 256. d'où l'on a tiré cette Piece.] 12. Mars.

C'est-à-dire;

Recès conclu entre AUGUSTE *Electeur & Duc de Saxe;* JOACHIM *Electeur & Marcgrave de Brandebourg;* JEAN FREDERIC, JEAN GUILLAUME, *&* JEAN FREDERIC *le jeune Ducs de Saxe;* JEAN, *&* GEORGE FREDERIC *Marcgraves de Brandebourg &* PHILIPPE *Landgrave de Hesse, contenant un Pacte d'Union avec promesse reciproque de persister dans la* Confession d'Augsbourg, *publiée en 1530, de n'accepter rien qui y soit contraire, & de n'admettre aucunes nouvelles Sectes. A Naumbourg le 12. Mars 1555.*

VOn GOttes Gnaden/ wir Augustus Hertzog zu Sachsen/ Joachim/ Marggraf zu Brandenburg/ beyde des Heil. Röm. Reichs/ Ertz-Marschalck/ Ertz-Kämmerer/ Chur-Fürsten/ Johann Friedrich/ der mittlere/ Johann Wilhelm und Hanß Friedrich der Jüngere Hertzogen zu Sachsen/ Land-Grafen in Thüringen/ Marggrafen in Meissen/ Johan und George Friedrich/ Marggrafen zu Brandenburg/ zu Stettin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden/ Schlesien/ ꝛc. Hertzogen/ Burggrafen zu Nürnberg/ und Fürsten zu Rügen/ und Philipps/ Land-Graf zu Hessen/ Graf zu Katzen-Elnbogen/ zu Dietz/ Ziegenhain/ und Nidda/ bekennen für uns/ unsere Erben/ und thun kund gegen männiglich/ nachdem wir uns ietzt von wegen Erneuerung der Erb-Einigung zwischen uns/ und weiland unsern Vorfahren und Eltern/ den löblichen Häusern Sachsen/ Brandenburg und Hessen/ hievor aufgericht/ anher gegen der Naumburg betaget und verfügt/ auch vermittelst Göttlicher Verleihung solche Erneuerung der Erb-Einigung/ laut der Brief und Siegel/ darüber von uns vollzogen/ und gegen einander übergeben/ so haben wir uns daneben nachfolgender Sachen und Articul halben/ mit einander unterredet/ freundlich verglichen/ und verabschiedet/ nemlich zum ersten/ als die Röm. Königl. Majestät unser allergnädigster Herr/ auf ietzigen Reichs-Tag zu Augspurg in Ihrer Majestät Proposition, den Chur-Fürsten/

Fürsten/

ANNO 1555.

Fürsten und Ständen des Reichs / unter andern hat fürtragen und anzeigen lassen / daß über dem Zwiespalt / so in der Religion fürgefallen / und sich nun etliche viele Jahr hero / und noch erhalten / sich allerley Secten erregen und zutragen sollen / mit allerley weiter Ausführung und Fürwendung. Wiewohl wir solches auf unserer Christlichen Religion vermöge der Augspurgischen Confession, darinnen wir GOtt Lob keine Secten wissen / billich nicht zu versehen / so haben wir uns doch insonderheit mit einander vereiniget / und thun solches hiermit wissentlich / und in Krafft dieses Abschieds / daß wir uns / unsere Erben / mit Verleihung Göttlicher Hülff / bey gemeldter Augspurgischen Confession, Anno im dreyßigsten geschehen / hinfürter gäntlich bleiben / und es der Religion darnach halten / auch durch Christliche Visitation, und sonst die Fürsehung thun sollen / und wollen / damit berührter Confession gemäß / und nicht anders / gelehrt / geprediget / die Sacramenten und sonst gehalten / aber das Widerwärtige verboten / und abgeschaffet / auch über und wider dieselbige nichts gehandelt soll werden / darauf wir auch festiglich halten sollen und wollen. So haben wir uns auch mit einander einer Schrifft an hochgedachte Röm. Käyserl. und Königl. Majestät derowegen und sonsten verglichen / wie solches die Copeyen ausweisen.

Und so vielleicht etwas der Religion halben / auf ietzigem Reichs-Tag zu Augspurg solte gedacht / auch fürgenommen wollen werden / so der Augspurgischen Confession zu wider oder ungemäß / so sollen unsere / welche wir auf gemeldten Reichs-Tag mit nothwendigen Befehl und Instruction, auch dieses Articuls abgefertiget / solches bey der Römischen Königl. Majestät / auch andern Churfürsten / Fürsten und Ständen zum füglichsten und glimpfflichsten als möglich ist / abzuwenden sich befleissen / sonderlich aber den Passauischen Vertrag von der Käyserlichen und Königl. Majestät dem erwehlten König zu Böhmen / König Maximilian, auch so viel Chur- und Fürsten des Reichs verwilligt und angenommen / dergleichen auch Königl. Majestät und anderer Chur- und Fürsten bedachte Mittel / bey diesem Articul / Religion und Fried belangend / disfalls mit Fleiß anziehen / und darauf bitten / daß wir mit einiger Handlung / oder Abschied / so der Religion zuwider / nicht mögen beschwert werden / angesehen / daß diese Sachen / die die Gewissen belangen / darinn das mehrer nicht könte statt haben / daß auch der Passauische Abschied klar mit sich bringt / daß die Römische Königl. Maj. und die andern Stände gnädiglich befürderung thun wolten / daß sich die Stände dieser Religion, des Uberstimmens nicht zu befahren / im Fall aber daß solches alles unangesehen und nichts destoweniger mit Handlung oder Abschieden / der Augspurgischen Confession zuwider / fürgefahren werden wolle / als wir uns doch nicht versehen / so sollen unsere Räthe / von unsertwegen anzeigen / daß ob wir uns wohl gantz ungern von den andern Ständen absondern wolten / daß wir doch dasjenige / so unser bekandten Christlichen Religion zuwider / mit gutem Gewissen nicht annehmen / noch bewilligen könten / und derowegen schrifftliche und gründliche Fürwendung thun. Was aber die Ceremonien anlanget / darinnen wird ein jeder darunter uns und seinen Landen und Gebieten dieselben dermassen Christlich anzustellen wissen / wie er solches gegen GOtt / und der Augspurgischen Confession gemäß / wird wissen zu verantworten.

Wir wollen unsern Räthen / so wir allerseits auf den ietzigen Reichs-Tag gen Augspurg abgefertiget haben / des Cammer-Gerichts halben Befehl thun / bey der Königlichen Majestät und sonst bey den Ständen des Reichs / im Reichs-Rath / mit Fleiß anzuhalten / damit sich bemeltes Cammer-Gericht in Religion-Sachen und der Geistlichen Güther halben / gegen den Ständen der Augspurgischen Confession zu wider / nicht einlassen / daß auch dasselbe Inhalts des Speyerischen im 44. Jahr nechst verschienen aufgerichten Abschieds und jüngsten Passauischen Vertrags / unpartheyisch / mit Personen unserer Religion, so viel als des andern theils besetzt / und die Assessorn mit beschwerlichen Eyden / und sonsten andern Articuln obgemeldter unser Religion zu wider / nicht beschweret werden. Damit also ein jeder unpartheyisch gleich Recht erlangen möge / und daß solches mit nothdürfftiger Ausführung und Derogation dessen / so dem zugegen seyn mochte / den ietzigen Reichs-Abschieden eingeleibt / und die jüngste Cammer-Gerichts-Ordnung darauf reformirt / und erkläret werde.

Zum andern / nachdem sich auch eine Zeitlang zugetragen / und itzo von neuem zuträgt / daß sich viel Lands- und Kriegs-Knechte in unserm Chur- und Fürstenthümern / zu lauffen / und zu garden anzurichten unterstehen / auch unsere arme Unterthanen zum höchsten und aufs äusserste zu beschweren / das Ihre mit Gewalt zu nehmen / und sie zu verletzen unterstehen / und wir dann auch geneigt seyn / und auch uns schuldig erkennen unserer armen Unterthanen Schaden / Nachtheil und Verderben durch Göttliche Hülffe abzuwenden und vorzukommen: So haben wir uns hierauf des verabschiedet / daß unser jeder in seinem Chur- und Fürstenthum und Landen unverzüglich durch offne Ausschreiben / mandiren und befehlichen solle / daß auf solche Knechte dermassen Bestellung geschehe / daß sie an keinem Orth länger / dann über Nacht gelitten werden / auch nicht anderst dann um ihren Pfenning in gewöhnlichen Gast-Häusern zu zehren / auch die gemeinen Landstrassen zu gebrauchen: da aber etliche darüber würden unterstehen sich auf die Unterthanen zu legen / und die zu beschwehren / die soll man nach Gelegenheit austreiben / und die Muthwillige gefänglich einziehen und straffen lassen. Des zu Uhrkund u. u. Naumburg den 12. Martii 1555.

ANNO 1555.

XXXVIII.

12. Mars.

Erb-Verbrüderung der Chur- und Fürstl. Häuser Sachsen und Hessen / zwischen Churfürst August / Johann Friedrich dem mitlern / Johann Wilhelm / und Johann Friedrich dem Jüngern Hertzogen zu Sachsen eines / und Philipp Wilhelm / Ludwig / Vatter und Sohne / Landgraffen zu Hessen andern Theils / daß wann eine von diesen Partheyen ohne rechte Leibes Lehens-Erben solte abgehen / solche ihre Lande auf die andere solten gefallen seyn. Geben zu Naumburg den 12. Martii 1555. [LIMNÆI Jus Public. Imperii Romano-Germanicum Tom. II. Libr. IV. Cap. VIII. Num. CLXI. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung IV. Absatz II. pag. 84. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Pacte de Confraternité Hereditaire de la Maison Electorale & Ducale de SAXE, *avec celle de* HESSE, *conclu entre* AUGUSTE *Electeur*, JEAN FRIDERIC *le mitoyen*, GUILLAUME & JEAN FRIDERIC *le Jeune*, *Ducs de Saxe d'une part*; & PHILIPPE GUILLAUME, & LOUIS *Landgraves de Hesse d'autre part; portant que lesdites Maisons se devront succeder l'une à l'autre, en cas d'extinction faute d'Hoirs procréés de leurs Corps. A Naumbourg le* 12. *Mars* 1555.

VOn GOttes Gnaden Wir Augustus, des Heil. Römischen Reichs Ertz-Marschalck / Churfürst / Burggraff zu Magdeburg / und von desselben Gnaden / Wir Johanns Friedrich der Mitler / Johanns Wilhelm und Johanns Friedrich der Jüngere / Gevettere und Gebrüdere / Hertzogen zu Sachsen / Land-Graffen in Thüringen / und Marggraffen zu Meissen / auf einer / und auch von desselben Gnaden / Wir Philipp Wilhelm und Ludwig / Vater und Sohne / Land-Graffen zu Hessen / Graffen zu Catzenelnbogen / zu Dietz / Zigenheim und Nidda / auf der andern Seiten / bekennen und thun kund / für uns und alle unsere Erben offentlich in diesem Brieffe / vor allen desselbegen Ansichtigen / oder die ihn hören lesen / Nachdem in Vorzeiten unsere Vor-Eltern und Vorfahren / alle seel. und löbl. Gedächtnis / sich umb Nutzes und Friedes willens / Ihrer aller Lande / Leuthe und Unterthanen / mit Ihren Landen und Fürstenthumen / durch Römische Käyserl. Verwilligung und Confirmation, laut der Brieff darüber gegen einander ausgangen / zusammen verbrüdert / Und darauf ieglicher Theil von des andern Theils Graffen / Herren / Ritterschafften / Ampt-Leuthen / Mannen und Städten / Rechte Erb-Huldigung genommen / denselben unserer Vor-Eltern / Eltern und Vorfahren seeliger Fußtapffen nachzufolgen / Daß wir / Gott zu Lob und Ehr / uns mit wohlbedachtem Muthe und guten Vorrath unserer Räthe / Manne / und der Unsern / umb angebohrner Liebe / rechter Treue / und sonderlicher Freundschafft willen / unsern Landen und den unsern zu Friede und in dem besten / erblichen solche Brüderschaffte verneuert / und uns verbrüdert / gütlichen vereinet / zusammen gesetzt / gegen einander Auf- und Ubergabunge gethan haben.

Verneuern die / verbrüdern / vereinigen uns / und thun uns zusammen / thun auch gemelte Auf- und Ubergabunge / gegen einander gegenwärtiglich in- und mit Krafft dis Brieffs / in der allerbeständigsten Form / Weiß / und Maß / als solches Jure publico militari, und sonst zu Recht geschehen kan oder mag / mit unser beyder Partheyen Fürstenthumen / Graffschafften / Herrschafften / Lehn- und Pfandschafften / mit allen unsern Landen / Leuten / die wir jetzund haben / oder hernach gewinnen mögen. Also wäre es / (das Gott verhalte) daß unser einige vorgenante Parthey / oder unser Leibs-Lehens-Erben / nach uns sturben / und von Todes wegen abgingen / ohne rechte Leibes-Lehens-Erben / daß alsdann derselben abgegangenen Fürstenthum / Graffsch[illegible] / He[illegible]fften / Lehen- und Pfandschafften / mit Landen und Leu[illegible] / [illegible]iger Cleinodien / Geschütz / und zugehörige Arm[illegible] [illegible]der fahrenden Haabe / nichts ausgeschlossen / bewe[illegible] unbeweglich / die wir ietzund haben / oder wir und uns[illegible] [illegible]es-Lehens-Erben noch gewinnen mögen / in allermaßen a[illegible] vorgeschrieben stehet / auf die andere Parthey / und ihre Leibes-Lehens-Erben / gäntzlichen zu mahl zu Erbe / eigen Gefallen / und erblichen bey ihme und ihren Erben / als ihren rechten Erb-Herrn bleiben sollen. Und jeglich Parthey

hat

ANNO 1555.

hat der andern auf solche Brüderschafft Auf- und Ubergebunge/ alle ihre Mannschafft/ sie seynd Graffen/ Herren/ Ritter oder Knechte/ Bürckmanne/ Voigte/ Haupt- und Ampt-Leuthe/ und Bürgere/ und gemeinlichen Burck-städte/ Land und Leuthe/ eine rechte Erbhuldigung thun lassen/ die es aber nicht gethan/ sollen und wollen nochmahls zum allerforderlichsten solches zu geschehen verordnen/ob ihre Herrschafft ohne Leibes-Lehns-Erben abgingen/ daß sie alsdenn der andern unter uns Partheyen/ als ihrem rechten Erb-Herrn/ gehorsam seyn und gewartten sollen und wollen/ Inmassen als vorgeschrieben stehet/ sonder alles Gefährde. Und welche unsere Städte von beeder Seiten der andern Parthey unter uns Herren also Huldigung gethan haben/ die sollen der zu Kundschafft und Sicherheit ihre Brieffe darüber geben. Da auch eine Parthey nicht gäntzlich/ sondern etliche Fürsten eines Hauses/es wäre Sachsen oder Hessen/ohne Männliche Leibes-Lehns-Erben abeginge/ so sollen alsdann dem oder dem nechsten Männlichen Lehens-Erben desselben Stammes und Hauses der abgegangenen Land/ Leuthe/ und alle deren Zugehorungen/ wie oben erklärt/ allenthalben angefallen seyn und bleiben.

Und nachdem dieselben unserer Vor-Eltern/ Eltern und Vorfahren Verbruderungen zuvorn von Römischen Käysern bestätigt und confirmirt; Sollen und wollen wir beyde Partheyen vorgenannt/ auch bey ietziger Römischen Käyserl. Majestät/ unsern allergnädigsten Herrn/ getreulich ausrichten und bearbeiten/ daß diese Unsere Brüderschafft/Auf- und Ubergabung/ wie vorgeschrieben stehet/ bestätiget/ bewilligt und gevollwort werde/ mit wissentlicher Aufhebung aller Recht/ so darwider seyn/ oder angezogen/auch wie die in Rechten nahmhafftig oder deutlich genennt werden mochten. In dieser unser Brüderschafft/Auf- und Ubergabung ist nehmlichen beredt/ ob unser ein Parthey ohne Leibes-Lehens-Erben Todes halben abginge/ also/ daß ihr Fürstenthum und Herrschafften an die andern Partheyen/ die noch am Leben wären/ nach laut dieser Brüderschafft/Auf- und Ubergabunge käme/ daß wir/ und unser Erben/ alsdann alle des abgegangenen Fürstenthums Mannschafft/sie seynd Graffen/Herren/Ritter/ Knecht/ Burgk-Manne/ Bürger und gemeiniglich Bürger/ Stedt/ Land und Leuthen/ Geistlich und Weltlich/ bey allen ihren Rechten/ Ehren/ Nutzen/ Würden/ alten guten Gewohnheiten und Herkommen lassen/ und sie gewöhnlichen dabey behalten sollen und wollen/nach Ausweisung unser Brieff/ die wir ihne besondern darüber geben sollen und wollen. Es sollen auch alle unsere Voigte/ Haupt- und Ampteleuthe/ die wir beyderseits ietzund haben/ oder hernach/ so offt dieselben Vestung und Ampt verändert/haben werden/ geloben und leiblich zu GOtt schweren/ welcher Fürstlicher Stamm/ Sachsen oder Hessen/ das GOtt nach seinem Lobe gnädiglich verhütten wolle/ ohne männliche Lehens-Erben abginge/ daß sie sich an niemand anders/dann an den andern Fürstenthum/ männliches Geschlechts/ mit den Schlossen/ Vesten und Ampten/ so Ihnen befohlen seyn/ oder befohlen werden/ und mit allen ihren Zugehorungen/es sey fahrend Haab/ oder anders allenthalben/ wie oben erklähret/ halten und bleiben/ und darmit gehorsam und unterthänig seyn sollen und wollen/ gleicherweis und in aller Massen/ als sie Ihren Herren/ die sie zu den Schlossen und Ampten gesetzt hätten/ gethan solten haben/ ohne Eintrage und Gefährde. Dergleichen soll auch einem jeglichen/was Standes er sey/und von uns/ den Fürsten von Sachsen oder Hessen/ Lehn tragen/ so offt einer Lehen empfäht/ ihme in seine Lehen-Pflicht gegeben werden/ wie die Haupt- und Ampleuthe/ als obberührt/ schweren sollen/ und solches soll in einen jeglichen Lehen-Brieff gesatzt/und mit deutlichen Worten ausgedruckt werden/Und so auch in unsern/ der Fürsten von Sachsen oder Hessen/ Städten ein neuer Rath aufgehen und bestätigt/ oder auch in denselben Städten ein neuer Bürger soll aufgenommen werden/soll in der Raths-Bestätigung ausgedruckt/auch dem neuen Bürger in seine Eyde und Pflicht eingebunden werden/ dieser Erb-Verbrüderunge/ Auf- und Ubergabunge und den Fällen nach/wie obstehet/treulich/und ohne weigerung sich mit ihren Städten und Bürgern gegen dem Fürsten-Stamm männlichs Geschlechts/welcher nach Absterben des andern bleiben würde/als die getreuen Unterthanen/wie oben ermeldt/zu halten/ es soll auch alsdann die Parthey/ auf die der Abgegangen Fürstenthum/ Graffschafft und Herrschafft/ nach laut dieser Brüderschafft/Auf- und Ubergabung/ also kommen wären/ denselben Voigten/ Schössern/ Schultheissen/ Gleits-Leuten und Ampteleuthen/ wer die wären/ die von der abgegangenen Parthey wegen ausgenommen hätten/ redliche Ausrichtung und Bezahlung thun/ was man Ihnen/ nach laut Ihrer kundlichen und redlichen Rechnung/ die man von Ihnen aufnehmen und hören solle/ schuldig wäre/ auch ohne Gefehrde/ wäre auch/ daß dieselbe abgegangen Parthey um ihr und ihrer Lande Nutz oder Noth wegen/ Schloß/ Gulde oder Güter versatzt hätte/ oder sonst Schuld schuldig wäre/ solche Versetzung und Schuld soll die [illegible] unter uns Partheyen/an die des abgegangenen Fürsten[illegible] Graffschafften und Herrschafften/ Land und Leuth/ nach laut dieser Brüderschafft/ Auf- und Ubergabunge/also kämen/ denjenigen/ den die Versetzung geschehen/und den man schuldig wäre/nach laut der Brieff darüber gegeben/ oder wie solche Versatzung und Schuld anders kundiglich wäre/ unverruckt und gäntzlich anhalten und Bezahlung thun/ auch ohne alles Gefehrde.

Unser jegliche Parthey/ auf die des andern Fürstenthum/ Graffschafften und Herrschafften also kämen/ soll auch der abgegangenen Parthey Testament/ ob sie anders Testament gesetzt hätte/ on allen Eintrag handhaben/ darzu helffen und thun/ daß es auf das redlichste nach des abgegangenen letzten Willen und Begehrung ausgericht werde; Doch so soll dasselbe Testament über dreyßig tausend Gülden nicht seyn/ und auch mit keinen Schlossen/ Städten/ noch Dörffern/ sondern aus fahrender Haabe gemacht und gesetzt seyn/ auch ohne Gefehrde. Es ist auch in dieser Brüderschafft/Auf- und Ubergabunge nehmlich bedinget/ ob einige unter uns vorgenannte Partheyen ohne eheliche männliche Geburt abgienge/ und doch Fräulein desselben abgegangenen Stamms/ die zu der heiligen Ehe noch nicht ausgesatzt/ noch berathen wären/ nach sich liesse/ daß alsdann die andere Parthey/ auf die des abgegangenen Fürstenthum und Lande/inmassen wie vorgeschrieben stehet/ verstorben wären/ dieselben Fräulein/als viel der wären/ jegliche besondern aussetzen/ und berathen soll/ mit vier und zwantzig tausend Rheinischen Gulden/ ohne Gefehrde; Jedoch wo der Fürst/ der also letzt unter einer der Partheyen/ das wären Chur- und Fürsten zu Sachsen/ als eine/ oder Hessen/ als die ander Parthey/ gäntzlich verstürbe/ nicht mehr denn ein Fräulein desselben Stamms/ wie obstehet/ verliesse/ soll derselben die Summa ihrer Heim-Steuer gebessert werden mit zwantzig tausend Gülden/ wo aber der Fürst der zwo verliesse/ so soll Ihnen die gebessert werden/ Ihr jeglicher mit zehen tausend Gülden/ wo aber der mehr wären/ soll man Ihr jede aussteuern/ mit vier und zwantzig tausend Gülden/ wie obberührt/ und Ihnen allen obbemelt keine weitere Besserung/ noch wegen Väterlicher/ Mütterlicher/oder brüderlicher Erbschafften/ Legitima, oder aller anderer Angefalle/ was mehr zu reichen/ zu geben/ oder folgen zu lassen schuldig seyn; Sondern sie sollen mit obberührten Summen aller ihrer Forderung/ so sie zu haben gedächten/ allenthalben vergnügt und abgericht seyn und bleiben/ und sich hierüber keiner Succession, oder anderer Anforderung an den Häusern Sachsen und Hessen anmassen/ in keinerley Weise oder Wege.

Ob auch nach der letztern Fürsten Abgange/ etliche Fürstin Wit-Frauen/ sie wären desselbigen letztern verstorbenen Fürsten oder anderer Fürsten/ desselbigen Stams als von der Parthey dieser Erb-Verbrüderung/Auf- und Ubergebung verpend/ es wäre eine oder mehr/ so nach seinem Tode im Leben wären/ die dann auf solchen der Verstorbenen Fürstenthum/ Herrschafften/ Schlossen/ Städten/ Märckten/ Dörffern/ Landen oder Leuten/ Verschreibung/ Verweisung oder Vermächtnüs ihres Heirath-Guths/ es wäre Heimsteuer oder Morgen-Gabe/ wie das genannt wäre/ hätten/ dieselbige und jegliche soll bey solcher Verschreibung/Verweisung/und Vermächtnüs geruhiglich bleiben/ der geniessen und gebrauchen/ nach laut der Brieff ihnen von ihren Gemahl darüber gegeben/ von der angehenden Partheyen dabey geschützt/ geschirmt und getreulich gehandhabt werden/ohne Gefehrde/ und ob solche Wit-Frauen/ ihres Heyrat-Guts/ Morgen-Gabe/ oder Leib-Gedinge nicht vermacht oder verwiesen weren/ sollen die angehenden Partheyen sie/ wie gebührlich/ nach Redligkeit verweisen/ und darbey schirmen und handhaben/ in allermaß als ob das von ihren Gemahlen verweiset und verschrieben wäre/auch ohne Gefehrde.

Und in diese unsere Brüderschafft/Auf- und Ubergabunge sollen noch wollen wir/ noch keiner unser Erben nach uns/ nimmer nicht gelegen/ gesprochen noch gethun/daß diese unser Brüderschafft/Auf- und Ubergabunge/in einigen Stücken gekräncken/ gehindern oder darwider gesehen mögen/ in keine Weise/sondern wir sollen und wollen alle Punckte und Articul, derselben unser Brüderschafft Auf- und Ubergabung/ wie die hievon von uns geschrieben stehet/ gäntzlichen halten/ und in keine Weise darwider kommen. Und als nun unser jeglich Parthey der andern Parthey ihres Fürstenthumbs/ Graffschafften/ Herrschafften/ Lande und Leuthe/ nach laut dieser unser Brüderschafft/Auf- und Ubergebunge/ rechter Erbe ist; So sollen und wollen wir unser jeglicher dem andern getreulich mit Landen und Leuthen/ wider allermänniglich/ niemands ausgenommen/ beholffen seyn/ unser jeglicher des andern Lande und Leuthe/ ihr Guth und Haabe/ gleich seinen eigenen Landen und Leuten/helffen/ wehren/ schützen/ schirmen und vertheidigen/ wann und wie die des immer Noth beschicht. Ohne Gefehrde.

Es sollen auch unser jeglicher Parthey/ Schloß/ Vestung/ und Städte/ der andern Parthey offen seyn/ sich dar aus- und einzubehelffen/in allen ihren Nöthen/ wider allermänniglichen/ auch ohne alles Gefährde; Und daß diese verschrieben/ vernäuete Brüderschafft/Auf- und Ubergabunge/ und alle Stück/ Punckt und Articul dis Brieffs/ von uns allen und allen Unsern Erben stet/ gantz/ und unverbrochen sollen gehalten werden/ haben Wir Augustus, Churfürst/ Johanns Friedrich der Mitler/ Johann Wilhelm und Johanns Friedrich der Jünger/ Vettern und und Gebrüdere/ Hertzogen zu Sachsen/ rc. als eine Parthey/ und wir Philipp Wilhelm und Ludwig/ Vater und Sohne/ Land-Graffen zu Hessen/ rc. an der andern Parthey/ unser einer dem andern Hand in Hand/ in Treuen gelobt und zu Gott geschworen/ Geloben und schwehren das auch/ gegenwärtiglich in und mit Krafft dies Brieffs/ und es sollen unserer jeder Parthey Männliche Lehens-Erben Fürsten zu Sachsen und Hessen/ diese Erb-Verbrüderung/ wann deren einer oder mehr viertzehen Jahr alt/ auch geloben und schweren/ wie vor alters herkommen/ und haben des zu wahren Uhrkund und mehrer Sicherheit wir obgenannte der Churfürst/ und wir Johanns Friedrich der

Mitt-

ANNO 1555. Mittler/ Johanns Wilhelm/ und Johanns Friedrich der Jüngeri/ Gevettere und Gebrüdere/ und wir Philips/ Land-Graff zu Hessen/ vor uns und unsere allerseits rechte mannliche Lehens-Erben/ Fürsten zu Sachsen und Hessen/ als dieser Zeit regierende Chur- und Fürsten/ unsere Insiegele wissendlich an diesen Brieff lassen hengen/ uns auch mit eigenen Händen unterschrieben/ und wir obgenannte Land-Graff Wilhelm und Ludwig/ als noch zur Zeit nicht regierende Herren/ zusagen und versprechen gleicher gestalt/ das alles/ wie obbemelt/ auch festiglich zu halten. Und haben derhalben neben gethaner Eyds-Leistung uns mit unsern Händen auch unterzeichnet/ Geben zu Naumburg den zwölfften Martii nach Christi unsers lieben Herrn Geburt/ im funffzehenhundert und fünff und funffzigsten Jahre.

AUGUSTUS Churfürst.
JOH. WILHELM Hertzog zu Sachsen.
WILHELM Land-Graff zu Hessen.
JOH. FRID. der Mitler.
PHILIPP Land-Graff zu Hessen.
LUDWIG Land-Graff zu Hessen.
JOHANN FRID. der Jünger. H. Z. S.

XXXIX.

14. Sept. *Declaratio* FERDINANDI I. *Cæsaris Augusti, de Libertate Religionis concessa Nobilibus & Communitatibus* Augustanæ Confessioni *addictis, & sub Episcoporum vel Abbatum Ditione consistentibus. Datum in Civitate Augustæ die* 14. *Septembris* 1555. [GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. I. pag. 574. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi en Allemand dans LEHMANNI Acta de Pace Religionis publica Lib. I. Cap. XXVIII. pag. 55.]

FERDINANDUS Dei gratia Romanorum Rex Semper-Augustus; Germaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ, &c. Rex; Infans Hispaniæ; Archidux Austriæ; Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ & Wirtembergæ, &c. Comes Tyrolis, &c. Fatemur, & notum facimus omnibus ac singulis.

1. Quum in hisce Comitiis de Pace Religiosa concilianda & constituenda tractaretur, humiliter nobis Ordines atque Legati Augustanam Confessionem profitentes exposuerunt; quòd si Nobiles, Civitates & Communitates sub quorundam Archiepiscoporum, Episcoporum, & aliorum Ecclesiasticorum ac Prælatorum Dominiis constituti, qui jam diu multumque temporis per plurima annorum curricula Augustanæ Confessionis Religioni addicti fuerunt, & hodieque addicti sunt, ab eadem illorum suscepta & per tot annos continuata Religione, per memoratos eorum Dominos atque Magistratus, discedere cogerentur, priusquam controversum Religionis dissidium modis amicabilibus & pacificis ad Christianam Sententiam & Concordiam redigeretur, nihil inde certiùs sperari posset, quàm diffusiora eademque præsentissima Bellorum dispendia inter Dominos sive Magistratus & eorum Subditos. Quibus periculis ut occurratur, humillimè nobis supplicaverunt, ut apud Ecclesiasticos authoritate nostra Regia tantum efficere ac impetrare vellemus, quò ipsi suis Subditis, ad conservandam Pacem publicam & summè necessariam in Sacro Imperio Germanicæ Nationis, sicut hactenus longo tempore, ita in posterum quoque, propter Augustanæ Confessionis Religionem, nullam violentiam aut molestiam inferant, sed liberum ejus exercitium permittant usque ad supra memoratam controversæ Religionis plenam compositionem atque conciliationem: eoque nomine consentiant, ut dictis suis Subditis in hac Religiosæ Pacis constitutione, prout necessitas requirit, caveatur. Verùm contra ea nobis Ordines atque Legati nostræ antiquæ Religioni addicti, varias causas & postulata recensuerunt, adeò ut utriusque Religionis Ordines in hoc puncto concordari non potuerint.

2. Quapropter nos, de Sacræ Cæsareæ Majestat's, Fratris ac Domini nostri, data potestatis plenitudine & arbitrationis, declaravimus, constituimus & decrevimus; declaramus, constituimus & decernimus vigore harum Literarum, ut Ministeriales sive Nobiles, Civitates & Communitates, sub Ecclesiasticorum Dominiis constituti, qui à longo tempore multisque annis Augustanæ Confessionis Religioni fuerunt addicti; ejusdemque Religionis fidem, Ritus Ecclesiasticos, ordinationes & cæremonias palàm observarunt & usi sunt, & ad hunc usque diem observant atque utuntur, eandem suam fidem, Ritus Ecclesiasticos, ordinationes & cæremonias relinquere, minimè à quocunque cogi debeant aut possint, sed ut in ea Confessione liberè versari, usque ad prædictam Religionis Christianam ac plenam conciliationem, sine ulla turbatione aut molestia permittantur.

3. Et quò hæc nostra Declaratio firmior subsistat, nec impeti ab aliquo possit, ideò communiter Ordines Ecclesiastici præsentes, & absentium Consiliarii atque Legati, nobis humillima observantia consenserunt, ne derogatio illa in Recessu horum Comitiorum, in Constitutione publicæ Pacis Religiosæ, cujus tenor, *ne contra dictam Pacem Religiosam ulla Declaratio, aut aliud quid, quod eandem impedire aut mutare posset, concedatur, impetretur aut acceptetur; sed concessum, impetratum aut acceptatum viribus non subsistat:* pluribus verbis comprehensa, de prædicta nostra Declaratione & Decreto intelligi non debeat, nec eidem derogare; in cæteris tamen salva & inviolabilis permaneat.

4. Ad cujus rei certitudinem ac confirmationem has Literas propria manu subscripsimus, & appenso nostro Regio Sigillo roboravimus. Datum in nostra & Sacri Imperii Civitate Augusta, 24. die Septembris, anno Dominicæ Incarnationis 1555. Regnorum nostrorum, Romani 25. & cæterorum omnium 29.

FERDINANDUS *m. pp.*
J. JONAS *Doctor Vicecancellarius.*
Ad mandatum Domini Regis proprium
L. KHIRCHSLAGER.

XL.

25. Sept. Reichs-Abschied und Constitution des Religion-Friedens zwischen Ihro Kayserl. Majest. Karl den V. und Röm. Königl. Majest. Ferdinand den I., dann denen Ständen der Catholischen Religion, wie auch der Augspurgischen Confession aufgerichtet/ daß ein jeder Theil den andern/ inclusivè der Ritterschafft/ und den Freyen- und Reichs-Städten/ ruhiglich und friedlich bey seiner Religion solle verbleiben lassen/ und auf keine Arth davon dringen. Zu Augspurg den 25. Septembris Anno 1555. [LONDORPII Acta publica Tom III. Libr. VIII. Cap. CLIV. pag. 1055. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. General. Tom. I. pag. 131. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LEHMANNI Acta de Pace Religionis publica, pag. 145.]

C'est-à-dire,

Recès & Constitution Imperiale sur les affaires de Religion concluë & arrêtée entre CHARLES V. *Empereur très-Auguste, &* FERDINAND *son Frere Roi des Romains avec les* PRINCES *&* ETATS *de l'*EMPIRE, *tant ceux de la Religion Catholique-Romaine, que ceux de la Confession d'Augsbourg, par laquelle la Liberté de Religion est laissée à un chacun, y compris la Noblesse libre de l'Empire, & les Villes Imperiales, sans que personne puisse être, à ce sujet, troublé ou inquieté. A Augsbourg le 25. Septembre 1555.*

WIr Ferdinand/ von GOTTes Gnaden/ Römischer König/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böheim/ Dalmatien/ Croatien und Sclavonien/ ꝛc. König/ Infant in Hispanien/ Ertz-Hertzog zu Oesterreich/ Hertzog zu Burgund/ zu Brabant/ zu Steyer/ zu Kärndten/

ANNO 1555.

ten/ zu Krayn/ zu Lützelburg und Wirtenberg/ Ober- und und Nieder-Schlesien/ Fürst zu Schwaben/ Marggraf des Heiligen Römisch. Reichs zu Burgau/ zu Mähren/ Ober- und Nieder-Laußnitz/ Gefürsteter Graf zu Habspurg/ zu Tyrol/ zu Pfird/ zu Kiburg und Görtz/ rc. Landgraf in Elsaß/ Herr auf der Windischen Marck/ zu Portenau und zu Salins rc. bekennen öffentlich und thun kund allermänniglich/ nachdem die Römische Käyserliche Majestät Unser lieber Bruder und Herr/ auß hochtringenden bewegenden Ursachen/ fürnehmlich aber darum/ dieweil Ihro Majestät befunden/ daß des Heiligen Reichs Satzungen/ Ordnungen und Abschieden/ mit gesamten/ gnädigen getreuen und ernstlichem/ durch Ihro Liebden und Käyserl. Maj. Unsern und des Heiligen Reichs-Stände und Glieder/ fürgewandtem Fleiß/ Mühe und Arbeit/ dißher die begehrte und gewünschte Frucht und Würckung/ wie es die hohe Nothdurfft wohl erfordert/ nicht erlanget/ auch sich viel Widerwärtigkeiten und Unruhe im Heiligen Reich zugetragen: Zu dem der Justitien halben/ auch in anderen Ihrer Liebden und Käyserlicher Majestät und des Reichs Rechten/ Gerechtigkeiten/ Ordnungen/ Satzungen/ alten Gewohnheiten/ Herkommen/. Verhinderung und allerhand Unrichtigkeiten/ beschwerden/ Mängel und Gebrechen fürgefallen und eingerissen/ ein gemeinen Reichs-Tag/ auf die hiebevor zu Passau gepflogene Handelung und Vertrag/ durch Ihro Liebden und Käyserliche Majestät und Unser gnädige beforderung/ auch in betrachtung und erinnerung Ihrer Liebden und Käyserlichen Majestät obliegenden und tragenden Amts/ auf den 16den Tag des Monats Augusti verschienenen 53 Jahres/ der weniger Zahl/ in Ihrer Liebden und Käyserl. Majest. auch Unser und des Heiligen Reichs-Stadt Ulm ausgeschrieben/ angesetzt und furgenommen/ auch des endlichen Vorhabens gewesen/ solchen angesetzten Reichs-Tag/ vermittelst Göttlicher Hülffe/ selbst eigener Person gewißlich zu besuchen und fürgehen zu lassen. Und aber aus fürfallenden Verhinderungen und entstandenen Kriegs-Ubungen/ die sich damahls gantz gefährlich im Heiligen Reich Teutscher Nation ereugt/ die obernannte ihrer Liebd- und Käyserlichen Majestät/ angesetzte Zeit zu halten/ und den ausgeschriebenen Reichs-Tag/ derselben gemäß zu besuchen/ in betrachtung aller Umständen und Gelegenheit derselbigen Zeit/ nicht allein beschwerlich/ sondern auch unmöglich gewesen. Und doch ihr Liebden und Käyserliche Majestät nicht allein für ein hoch unvermeidenliche Nothdurfft erachtet/ solchen angesetzten Reichs-Tag in alle Weg fürgehen zu lassen/ sondern auch im Grund befunden und erkent/ auch endlich darfür gehalten/ daß ohn ein solche gemeine Versammlung/ der gemein Fried/ Ruhe und Wohlfahrt/ im Heiligen Reich nicht gefordert/ und erhalten werden könt.

Demnach haben Ihr Liebden und Käyserliche Majestät aus letztgemeldten Ursachen/ und ihrem allergnädigsten Willen/ und Väterlichem Gemüthe/ so sie zu dem Reich Teutscher Nation tragen/ anzuhangen/ den berührten Reichs-Tag in ferner Zeit/ und biß auf den ersten Tag folgends Monats Octobris verlängert und erstreckt/ auch nachmahls/ als die entstanden Kriegs-Empörungen zu jetztbemeldter Zeit/ nit aller Ding gestillt/ und eben die vorige Verhinderungen im Wege gelegen/ und ihr Liebden und Käyserliche Majestät deren Nieder-Erb-Landen halben mit grossen und schweren Kriegs-Rüstungen trenglich verhafft gewesen/ ferner Prorogation fürgenommen/ auch solchen Reichs-Tag in Ihrer Liebden und Käyserlichen Majestät auch unser und des Heiligen Reichs-Stadt Augspurg/ als ein gelegener Malstatt/ transferiret/ verruckt und verlängert. Und als der Chur-Fürsten geordnete Räthe/ etliche Fürsten und Stände des Heiligen Reichs eigener Person/ und etliche durch Ihre bottschafften mit vollkommenem Gewalt bey Uns gehorsamlich erschienen/ und wir Uns mit Ihnen/ an welchen Puncten am meisten gelegen/ und/ welcher Gestalt die berathschlagung fürzunehmen/ zuforderst erinnert; hat sich gleich alsbald/ wie auch auf etlichen vorgehaltenen Reichs-Tagen erfunden/ daß der Articul der spaltigen Religion, daraus nunmehro ein gute Zeit allerhand Unruhe/ Unfall und Widerwärtigkeit im Heiligen Reich Teutscher Nation erfolget/ unter andern des Heiligen Reichs beschwerlichen Obliegen/ nochmahls der fürnehmst/ trefflichst und hochwichtigst/ an dem allen Ständen und Unterthanen zum höchsten gelegen/ unerlediget fürstünde. Daraus dann der Chur-Fürsten Räthe/ die erscheinende Fürsten/ Stände/ Bottschafften/ und Gesandten/ auf Unser Proposition dieses Reichs-Tages Ihnen gnädiglich fürgehalten/ zuförderst diesen hochwichtigen Articul fürzunehmen und zu handeln wohlbedacht gewesen. Als sich aber gleich alsbald in der berathschlagung eräugt/ daß um Grösse und Weitläufftigkeit dieser Tractation über die Haupt-Articul und Sachen Unsers Heiligen Christlichen Glaubens/ Ceremonien und Kirchen-Gebräuchen/ die endliche Vergleichung dieses trefflichen Articuls/ in weniger Zeit nicht wohl zu finden/ und dann alle Gelegenheiten sich dermassen ansehen lassen/ daß noch wohl allerhand Unruhe und Krieges-Empörungen/ dadurch gemeine Sicherheit zerstöret werde/ im Heiligen Reich Teutscher Nation entstehen/ dadurch auch/ wo nicht zuvor ein beständiger Fried/ Execution und Handhabung desselbigen im Heiligen Reich aufgericht/ die Stände und Bottschafften von solcher fürgenommenen heilsamen Tractation und berathschlagung/ wohl abgehalten/ oder verhindert werden mögen; So ist durch die Stände/ Bottschafften und Gesandten/ aus letzterzehltem bedencken und erheischender Noth/ für rathsam/ fürträglich und nothwendig angesehen/ auch Uns in Unterthänigkeit vermeldet/ daß die Tractation dieses Articuls der Religion, biß auf andere gelegene Zeit einzustellen. Und haben demnach den Articul des Friedens/ wie gemeine Ruhe und Sicherheit in Teutscher Nation zu erlangen/ zu erbauen und zu erhalten/ wie auch Chur-Fürsten/ Fürsten und Stände in ein gut Vertrauen gegen einander zusetzen/ dadurch ferner Nachtheil/ Schaden und Verderben ferner abgewendet werden/ auch die Käyserliche Majestät Unser lieber Bruder und Herr/ wir/ und sie/ die Stände des Reichs/ in geliebten Frieden/ andere mehrfältige Obliegen des Reichs Teutscher Nation so viel desto stattlicher/ sicherer/ und fruchtbarlicher bey noch währendem Reichs-Tage/ oder zu anderer Zeit tractiren und handeln möchten/ in Berathschlagung gezogen. Wiewohl nun auf vorigen Reichs-Tagen der Land-Fried fürgenommen/ erwogen/ gebessert/ und in gemein aufgericht/ dadurch im Heiligen Reich verhoffentlich ein friedlich Wesen zu erhalten; So hat doch die Erfahrnüß nach der Hand mit sich bracht/ daß derselbig auffgerichtete Land-Fried/ und die darin verordnete Handhabung/ Unruhe und Empörungen zu verhüten/ nicht gnugsam/ und sich auch des Zuziehens halben/ wie die Anstossende und benachbarte den beleidigten zu Hülffe kommen solten/ sonderliche Beschwerungen und Verhinderungen zugetragen. Derowegen wir sie/ die Stände und Bottschafften/ ersuchet und vermahnet/ etliche Mängel des Land-Friedens aus begegneten/ und noch für Augen stehenden Dingen statlich zu erwegen/ und auf Mittel zu gedencken/ dardurch zu gewisser und standhafftiger Handhabung und erhaltung des gemeinen Friedens zu kommen/ und ob solche besserung der hiebevor darüber aufgerichteten Constitutionen/ in angezogenen Mängeln oder in andere erschießliche Wege versehen werden möchte/ damit also die Unruhigen Abscheu hätten/ den gemeinen Frieden zu betrüben/ und die Gehorsame einen Trost wüsten/ wann sie vergewaltiget werden wolten/ daß Ihnen gewisse Hülff und Rettung beschehen wird. In solcher fürgezogener berathschlagung des Friedens haben sich gleich alsbald aus der Erfahrnüß und demjenigen/ so hievor fürgangen/ der Chur-Fürsten Räthe/ erscheinende Fürsten/ Stände/ Bottschafften und Gesandten erinnert; Dieweil auf allen/ von 30. oder mehr Jahren/ gehaltenen Reichs-Tägen/ und etlichen mehr particularen Versammlungen/ von einem gemeinen beharrlichen und beständigen Frieden zwischen des Heiligen Reichs-Ständen/ der streitigen Religion halben aufzurichten/ vielfältig gehandelt/ gerathschlaget und etliche mahl Fried-Stände auffgerichtet worden/ welche aber zu Erhaltung des Friedens niemahls gnugsam gewesen/ sondern/ deren unangesehen/ die Stände des Reichs für und für im Widerwillen und Mißvertrauen gegen einander stehen blieben/ daraus nicht geringer Unrath seinen Ursprung erlanget. Wofern dann in währender Spaltung der Religion ein ergäntzte Tractation und Handlung des Friedens/ in beyder der Religion, Profan- und Weltlichen Sachen nicht fürgenommen wird/ und in alle Wege dieser Articul dahin gearbeitet und verglichen/ damit beyderseits Religionen hernach zu vermelden wissen möchten/ was einer sich zum andern endlich zu versehen/ daß die Stände und Unterthanen sich beständiger und gewisser Sicherheit nicht zugetrösten/ sondern für und für ein jeder in unträglicher Gefahr/ zweiffentlich stehen müsten; Solche nachdenckliche Unsicherheit auffzuheben/ der Ständen und Unterthanen Gemüther wiederum in Ruhe und Vertrauen gegen einander zustellen/ die teutsche Nation, unser geliebt Vatterland/ vor endlicher Zertrennung und Untergang zu verhüten/ haben wir uns mit der Churfürsten Räthen und Geordneten/ erscheinenden Fürsten und Ständen/ der abwesenden Bottschafften und Gesandten/ und sie hinwieder sich mit uns vereiniget und verglichen.

1. Setzen demnach/ ordnen/ wollen und gebieten/ daß hinführo niemands/ wes Würden/ Standes oder Wesens der sey/ um keinerley Ursache willen/ wie die Nahmen haben möchten/ auch in was gesuchtem schein das geschehe/ den andern bevehden/ bekriegen/ berauben/ fahen/ überziehen/ belägern auch darzu für sich selbst/ oder jemands andern von seinetwegen nicht dienen/ noch einig Schloß/ Stadt/ Marck/ Befestigung/ Dörffer/ Höfe und Weyler/ absteigen/ oder ohn des andern Willen mit gewaltiger That freventlich einnehmen/ oder gefährlich mit Brand/ oder in andere Wege beschädigen/ noch jemands solchen Thätern Rath/ Hülff und in kein ander Weise Beystand oder Fürschub thun/ auch sie wissentlich und gefährlich nicht beherbergen/ behausen/ ätzen/ träncken/ enthalten oder gedulden/ sondern ein jeder den andern mit rechter Freundschafft und Christlicher Lieb meinen/ auch kein Stand noch Glied des Heiligen Reichs dem andern/ so an gebührenden Orten Recht leyden mag/ den freyen Zugang der Proviant/ Nahrung/ Gewerben/ Rent/ Güld und Einkommen abstricken noch aufhalten/ sondern in alle Wege die Käys. Maj. und wir/ alle Stände/ und hinwiederum die Stände die Käys. Maj. und uns/ auch ein Stand den andern bey dieser nachfolgenden Religions, auch gemeiner Constitution des auffgerichten Landfriedens alles Inhalts bleiben lassen sollen.

2. Und damit solcher Fried auch der spaltigen Religion halben/ wie aus hievor bemeldten und angezogenen Ursachen/ die hohe

ANNO 1555.

ANNO 1555.

Nothdurfft des Heil. Reichs Teutscher Natioo erfordert/ desto beständiger zwischen der Römischen Kayserlichen Majestät/ uns/ auch Chur-Fürsten/ Füesten und Ständen des Heiligen Reichs Teutscher Nation angestellet/ auffgericht/ und erhalten werden möchte; So sollen die Kayserliche Majestät/ wir/ auch Chur-Fürsten/ Fürsten und Stände des Heil. Reichs/ keinen Stand des Reichs/ von wegen der Augspurgischen Confession, und derselbigen Lehr/ Religion und Glaubens halber/ mit der That gewaltiger Weiß überziehen/ beschädigen/ vergewaltigen/ oder in andere Wege wider sein Conscienz, Wissen und Willen/ von dieser Augspurgischen Confessions-Religion, Glauben/ Kirchen-Gebräuchen/ Ordnungen und Ceremonien/ so sie auffgericht/ oder nachmahls auffrichten möchten/ in ihren Fürstenthumen/ Landen und Herrschafften tringen/ oder durch Mandat/ oder in einer andern Gestalt beschweren oder verachten/ sondern bey solcher Religion, Glauben/ Kirchen-Gebräuchen/ Ordnungen und Ceremonien/ auch ihren Haab/ Gütern/ liegend und fahrend/ Land/ Leuten/ Herrschafften/ Obrigkeiten/ Herrlichkeiten/ ruhlich und friedlich bleiben lassen/ und soll dit streitige Religion nicht anderst/ dann durch Christliche/ freundliche/ friedliche Mittel und Wege/ zu einhelligen Christlichen Verstand und Vergleichung gebracht werden/ alles bey Kayseel. und Königl. Würden/ Fürstlichen Ehren/ wahren Worten/ und Pön des Land-Friedens.

3. Dargegen sollen die Stände/ so der Augspurgischen Coofessioo verwandt/ die Römische Kayserliche Majestät uns/ und Chur-Fürsten/ Fürsten und andere des Heil. Reichs-Stände der alten Religion anhängig/ Geistliche oder Weltliche/ samt und mit ihren Capituln/ und andern Geistlichs Standes/ auch ungeachtet/ ob und wohin sie ihre Residentz verrücket oder gewendet hätten (doch daß es mit bestellung der Ministerien gehalten werde/ wie hierunter darvon ein sonderlicher Articul gesetzet) gleicher gestalt bey Ihrer Religion, Glauben/ Kirchen-Gebräuchen/ Ordnungen und Ceremonien/ auch ihren Haab/ Gütern/ liegend und fahrend/ Landen/ Leuten/ Herrschafften/ Obrigkeiten/ Herrlichkeiten und Gerechtigkeiten/ Renten/ Zinsen/ Zehenden/ unbeschwert bleiben/ und sie derselbigen friedlich und ruhiglich gebrauchen/ geniessen/ unweigerlich folgen lassen/ und getreulichen darzu verholffen seyn/ auch mit der That/ oder sonst in Ungutem gegen denselbigen nichts fürnehmen/ sondern in allewege/ nach laut und Ausweisung des H. Reichs Rechten/ Ordnungen/ Abschieden und aufgerichten Landfrieden/ jeder sich gegen den andern an gebührenden ordentlichen Rechten begnügen lassen/ alles bey Fürstlichen Ehren/ wahren Worten/ und Vermeidung der Pön/ in dem auffgerichten Land-Frieden begriffen.

4. Doch sollen alle andere/ so obgemeldten beyden Religionen nicht anhängig/ in diesem Frieden nicht gemeinet/ sondern gäntzlich ausgeschlossen seyn.

5. Und nachdem bey Vergleichung dieses Friedens/ Streit fürgefallen/ wo der Geistlichen einer oder mehr/ von der alten Religion abgetreten würden/ wie es der von Ihnen bis daselbst hin besessenen und eingehabten Ertz-Bißthum/ Bißthum/ Prälaturen/ Beneficien halben/ gehalten werden soll/ wessen sich aber beeder Religions-Stände nicht haben vergleichen können: Demnach haben wir in Krafft hochgedachter Römischen Kayserlichen Majest. uns gegebenen Vollmacht und Heimstellung erkläret und gesetzet/ thun auch solches hiemit wissentlich/ also/ wo ein Ertz-Bischoff/ Bischof/ Prälat/ oder ein anderer Geistliches Standes/ von Unser alten Religion abgetreten würde/ daß derselbig sein Ertz-Bißthum/ Bißthum/ Prälatur/ und andere Beneficien/ auch damit alle Frucht und Einkommen/ so er davon gehabt/ alsbald ohn einige Widerung und Verzug/ jedoch seinen Ehren ohnnachtheilig/ verlassen/ auch den Capituln/ und denen es von gemeinen Rechten/ oder der Kirchen und Stifft-Gewohnheiten zugehöret/ ein Person der alten Religion verwandt/ zu wählen/ und zu ordnen zugelassen seyn/ welche auch samt der Geistl. Capituln und andern Kirchen bey der Kirchen und Stift Fundationen/ Electionen/ Præsentationen/ Confirmationen/ alten Herkommen/ Gerechtigkeiten und Gütern/ liegend und fahren/ unverhindert und friedlich gelassen werden sollen/ jedoch künfftiger Christlicher/ freundlicher und endlicher Vergleichung der Religion unvergreiflich.

6. Dieweil aber etliche Stände/ und derselben Vorfahren/ etliche Stifft/ Closter und andere Geistliche Güter eingezogen/ und dieselbigen zu Kirchen/ Schulen/ milden und andern Sachen angewendet/ so sollen auch solche eingezogene Güter/ welche denjenigen/ so dem Reich ohne Mittel unterworffen/ und Reichs-Stände seynd/ nicht zugehörig/ und deren Possession die Geistlichen zur Zeit des Passauischen Vertrags/ oder seithero nicht gehabt/ in diesen Fried-Stand mit begriffen/ und eingezogen seyn/ und bey der Verordnung/ wie es ein jeder Stand mit obberührten eingezogenen und albereit verwendten Gütern gemachet/ gelassen werden/ und dieselbe Stände derenthalb weder in- noch ausserhalb Rechtens/ zu Erhaltung eines beständigen ewigen Friedens/ nicht besprochen noch angefochten werden: Derhalben befehlen und gebieten wir hiemit/ und in Krafft dieses Abschieds/ der Kayserlichen Majest. Cammer-Richter und Beysitzern/ daß sie/ dieser eingezogenen und verwendeter Güter halben/ kein Citation, Mandat, und Process erkennen und decerniren sollen.

7. Damit auch obberührte beyderseits Religions-Verwandte so viel mehr in beständigen Frieden/ und guter Sicherheit gegen und mit einander sitzen und bleiben mögen/ so soll die Geistliche Jurisdiction, (doch den Geistl. Chur-Fürsten/ Fürsten und Ständen/ Collegien/ Clöstern und Ordens-Leuten/ an ihren Renten/ Gült/ Zinß und Zehenden/ Weltlichen Lehnschafften/ auch andern Rechten und Gerechtigkeiten/ wie obstehet/ unvergriffen) wider der Augspurgischen Confession, Religioo, Glauben/ bestellung der Ministerien/ Kirchen-Gebräuchen/ Ordnungen/ und Ceremonien/ so sie auffgericht/ oder auffrichten möchten/ bis zu endlicher Vergleichung der Religion, nicht exercirt/ gebraucht oder geübt werden/ sondern derselbigen Religion, Glauben/ Kirchen-Gebräuchen/ Ordnungen/ Ceremonien und Bestellungen der Ministerien/ wie hiervon nachfolgends ein besonderer Articul gesetzt/ ihren Gang gelassen/ und kein Hinderniß oder Eintrag dadurch beschehen/ und also hierauff/ wie obgemeldt/ bis zu endlicher Christlicher Vergleichung der Religion, die Geistliche Jurisdiction ruhen/ eingestellet und suspendiret seyn und bleiben; Aber in andern Sachen und Fällen/ der Augspurgischen Confession Religion/ Glauben/ Kirchen-Gebräuchen/ Ordnung/ Ceremonien und bestellung der Ministerien nicht anlangend/ soll und mag die Geistliche Jurisdiction, durch die Ertz-Bischoff/ Bischoff und andere Prälaten/ wie deren Exercitium an einem jeden Ort hergebracht/ und sie in deren Ubung/ Gebrauch und Possession seynd/ hinfür/ wie bißher/ unverhindert exerciret/ geübt und gebraucht werden.

8. Als auch den Ständen der alten Religion verwant/ alle Ihre zuständige Rent/ Zinß/ Gült und Zehenden/ wie oblaut/ folgen sollen/ so soll doch einem jeden Stand/ unter dem die Rent/ Zinß/ Gült/ Zehenden oder Güter gelegen/ an denselbigen Gütern sein Weltliche Obrigkeit/ Recht und Gerechtigkeit/ so er vor Anfang dieses Streits in der Religion daran gehabt/ und im Brauch gewesen/ vorbehalten/ und dadurch denselbigen nichts benommen seyn/ und sollen dannoch von solchen obgenandten Gütern/ die nothdürfftige Ministeria der Kirchen/ Pfarrherrn und Schulen/ auch die Allmosen und Spitäler/ die sie vormahls bestellet/ und zu bestellen schuldig/ von solchen obgemeldten Gütern/ wie solche Ministeria der Kirchen und Schulen vormahls bestellet/ auch nachmahls bestellet und versehen werden/ ungeacht was Religion die seyen.

9. Und/ ob solcher bestellung halb Zwiespalt und Miß-Verstand fürfielen/ so sollen sich die Partheyen etlicher Scheids-Personen (deren jeder Theil eine oder zwo zu benennen/ und/ da sich dieselbige nicht vergleichen könten/ einen unpartheyischen Obmann zu erwählen/ der nachmahls mit Ihnen/ den Zusetzen/ die Sach zu entscheiden/) vergleichen/ die nach summarischer Verhörung beyder Theile/ in sechs Monaten erkennen/ was und wie viel zu Unterhaltung obgemeldter Ministerien und Stück gegeben werden soll. Doch/ daß diejenigen/ so der Unterhaltung halben der Ministerien angefochten werden/ ehe und dann dieser gütlicher Austrag oder bescheid der Entscheids-Personen/ und auff dem Fall Obmanns erfolget/ des Ihren/ so sie in Possession seynd/ nicht entsetzt/ oder auch arrestiret/ noch auffgehalten werden. Desto weniger aber nicht/ so sollen doch mittlerweile diejenigen/ so/ wie obgemeldt/ denen die Rent/ Gült/ Zinß/ Zehenden und Güter/ davon von Alters hero die Ministerien der Kirchen versehen worden/ und die solch onus uf Ihnen gehabt/ zustehen/ bis zu Austrag der Sachen/ was sie von Alters hero solchen Ministerien gegeben haben/ auch fürter entrichten.

10. Es soll auch kein Stand den andern/ noch desselben Unterthanen zu seiner Religion dringen/ abpracticiren/ oder wider ihr Obrigkeit in Schutz und Schirm nehmen/ noch vertheidigen in keinen Weg. Und soll hiemit denjenigen/ so hievor von Alters Schutz- und Schirmherrn anzunehmen gehabt/ hiedurch nichts benommen/ und dieselbige nicht gemeinet seyn.

11. Wo aber unsere/ auch der Chur-Fürsten/ Fürsten und Stände Unterthanen/ der alten Religion, oder Augspurgischen Confession anhängig/ von solcher ihrer Religioo wegen aus Unsern/ auch der Chur-Fürsten/ Fürsten und Ständen des Heil. Reichs-Landen/ Fürstenthumen/ Städten oder Flecken/ mit Ihren Weib und Kindern/ an andere Ort ziehen/ und sich niederthun wolten/ denen soll solcher Ab- und Zuzug/ auch Verkauffung ihrer Haab und Güter/ gegen ziemlichen billigen Abtrag der Leibeigenschafft und Nachsteuer/ wie es eines jeden Orts von Alters her üblich herbracht und gehalten worden ist/ unverhindert männiglichs/ zugelassen und bewilliget/ auch an ihren Ehren und Pflichten allerding unentgolten seyn. Doch soll den Obrigkeiten an ihren Gerechtigkeiten und herkommen der Leibeigenen halben/ dieselbigen ledig zu zählen oder nicht/ hierdurch nichts abgebrochen oder benommen seyn.

12. Und nachdem eine Vergleichung der Religion und Glaubens-Sachen durch ziemliche und gebührliche Wege gesuchet werden soll/ und aber ohne beständigen Frieden zu Christlicher freundlicher Vergleichung der Religion nicht wohl zu kommen: So haben wir/ auch der Chur-Fürsten Räthe/ an statt der Chur-Fürsten/ erscheinende Fürsten/ Stände/ und der abwesenden Bottschafften und Gesandten/ Geistliche und Weltliche/ diesen Fried-Stand/ von geliebtes Friedens wegen/ das hochschädliche Mißvertrauen im Reich auffzuheben/ und diese löbliche Nation vor endlichen vorstehenden Untergang zu verhüten/ und damit man desto ehe zu Christlicher/ freundl. und endlicher Vergleichung der spaltigen Religion kommen möge/ bewilligt

solchen

solchen Frieden in obgeschriebenen Articuln biß zu Christlicher/ freundlicher und endlicher Vergleichung der Religion und Glaubens-Sache/ stet/ vest/ und unverbrüchlich zu halten/ und demselben treulich nachzukommen. Wo dann solche Vergleichung durch die Wege des General-Concilii, National-Versammlung/ Colloquien/ oder Reichs-Handelungen nicht erfolgen würde/ soll alsdann nichts destoweniger dieser Friedstand in allen oberzehlten Puncten und Articuln bey Kräfften/ bis zu endlicher Vergleichung der Religion und Glaubens-Sachen/ stehen und bleiben: Und soll also mit obberührter Gestalt/ und sonst in alle andere Wege/ ein beständiger/ beharrlicher/ unbedingeter/ für und für ewig währender Friede auffgericht und beschlossen seyn und bleiben.

13. Und in solchem Frieden sollen die freye Ritterschafft/ welche ohne Mittel der Kayserl. Maj. und uns unterworffen/ auch begriffen seyn/ also und dergestalt/ daß sie obbemeldter beeder Religion halben/ auch von niemand vergewaltiget/ bedranget noch beschweret sollen werden.

14. Nachdem aber in vielen Frey- und Reichs-Städten/ die beede Religionen/ nemlich unser alte Religion/ und der Augspurgischen Confession-Verwandten Religion/ eine Zeithero im Gange und Gebrauch gewesen/ so sollen dieselbigen hinführo auch also bleiben/ und in solchen Städten gehalten werden/ auch derselben Frey- und Reichs-Städt Bürger und Einwohner Geistliches und Weltliches Standes/ friedlich und ruhig/ bey und neben einander wohnen/ und kein Theil des andern Religion/ Kirchen-Gebräuch oder Ceremonien abzuthun/ oder ihn davon zu dringen/ unterstehen/ sondern jeder Theil den andern/ laut dieses Friedes/ bey solcher seiner Religion/ Glauben/ Kirchen-Gebräuchen/ Ordnungen und Ceremonien/ auch seinen Haab und Gütern/ und allen andern/ wie hie oben beeder Religion Reichs-Ständ halben verordnet und gesetzet worden ruhiglich und friedlich bleiben lassen.

15. Und soll alles/ das in hievorigen Reichs-Abschieden/ Ordnungen/ oder sonst begriffen/ und versehen/ so diesen Friedenstand in allen seinen Begriff/ Articuln und Puncten zu wider seyn/ oder verstanden werden möchte/ denselbigen nichts benehmen/ derogiren noch abbrechen/ auch dagegen keine Declaration oder etwas anders/ so denselben verhindern/ oder verändern möchte/ nicht gegeben/ erlangt noch angenommen/ oder ob es schon gegeben/ erlanget oder angenommen wurde/ dannoch von Unwürden und Unkräfften seyn/ und darauff/ weder in- noch ausser Rechtens/ nicht gehandelt oder gesprochen werden.

16. Solches alles und jedes/ so obgeschrieben/ und in einem jeden Articul nahmhafftig gemachet/ und die Kayserl. Majest. und uns anrühret/ sollen und wollen Ihre Liebden und Kayserl. Majestät/ und wir/ bey Ihren Kayserl. und Unsern Königl. Würden und Worten/ für uns und unsere Nachkommen/ stet/ unverbrüchlich und auffrichtig halten und vollenziehen/ dem stracks und unweigerlich nachkommen und geleben/ und darüber jetzt oder künfftiglich weder aus Vollkommenheit/ oder unter einigen andern schein/ wie die Nahmen haben möchten/ nicht fürnehmen/ handeln oder ausgehen lassen/ noch jemand anders von Ihrer Liebden und Kays. Majest. und unsertwegen zu thun gestatten.

17. Und wir die verordnete der Chur-Fürsten Räthe/ an statt Ihrer Churfürstl. Gnaden/ auch für ihre Nachkommen und Erben/ wir die erscheinende Fürsten/ Prälaten/ Graffen und Herren/ auch der abwesenden Fürsten/ Prälaten/ Graffen und Herren/ und des Heil. Reichs Frey- und Reichs-Städte/ Gesandte/ Botschaffter und Gewalthaber/ an statt/ und von wegen unserer Herrschafften und Obern/ auch für ihre Nachkommen und Erben/ willigen und versprechen/ bey Fürstlichen Ehren und Würden/ in rechten guten Treuen/ und im Wort der Wahrheit/ auch bey Treuen und Glauben/ so viel einen jeden betrifft oder betreffen mag/ wie allenthalben obstehet/ stet/ vest und unverbrüchlich zu halten/ und dem getreulich unweigerlich nachzukommen und zu geleben.

18. Ferner verpflichten und verbinden wir uns zu allen Theilen/ daß die Kays. Majest. wir/ und kein Stand den andern/ mit was gesuchten schein das geschehen möchte/ mit der That/ oder sonst einiger gestalt/ heimlich oder offentlich/ durch uns selbst/ oder andere von unsertwegen beschweren/ überziehen/ vergewaltigen/ bekriegen/ tringen/ beleidigen oder betruben sollen oder wollen/ und so auch einig Theil oder Stand/ wider solchen auffgerichteten Frieden/ den andern/ als doch nicht seyn soll/ jetzt oder künfftiglich mit thätlicher Handlung/ die geschehe heimlich oder offentlich/ vergewaltigen oder betrangen würde/ daß die Kayserl. Majest. wir/ oder sie/ auch unsere und Ihre Nachkommen und Erben/ alsdann nicht allein dem Vergewaltiger/ oder dem so thätliche Handlung fürgenommen/ oder fürnehme/ keinen Rath/ Hülffe oder Beystand leisten/ sondern auch dem andern Theil oder Stand/ so wider diesen Frieden vergewaltiget/ überzogen/ oder bekrieget würde/ wider den Vergewaltiger/ oder der sich thätlicher Handlung unternimmet/ Hülff und Beystand leisten wollen und sollen/ alles getreulich und ohngefährlich.

19. Wir befehlen und gebieten auch hiemit und in Krafft dieses unsers Reichs-Abschieds/ dem Kayserl. Cammer-Richter und Beysitzern/ daß sie sich diesem Friedensstand gemäß halten und erzeigen/ auch den anruffenden Partheyen darauff/ ungeacht/ welcher der obgemeldten Religion die seyn/ gebührliche und nothdürfftige Hülff des Rechtens mittheilen/ und wider solches alles kein Proceß noch Mandat decerniren/ oder auch sonst in einigen andern Weg thun noch handeln sollen.

20. Alsdann auch auff diesem Reichs-Tage fürgenommen/ gerathschlaget und verordnet werden soll/ durch was ziemliche und gebührliche Wege/ die nothwendig und heilsame Vergleichung und Einigkeit/ in den streitigen Religion- und Glaubens-Sachen gesucht/ und vermittelst Göttlicher Gnaden getroffen und erlanget werden möge/ welche aber von wegen vieler und zum Theil obvermeldeter Ursachen/ jetzo auch nicht beschehen mögen; So haben sich der Chur-Fürsten Räthe/ die erscheinende Fürsten/ Stände/ und der Abwesenden Bottschafften und Gesandten mit uns/ und wir hinwiederum mit ihnen vereiniget und entschlossen/ dieses Articuls Erledigung auff künfftige Reichs-Versammlung zu verschieben; Also/ und mit solcher Bescheidenheit/ daß von wegen Hinlegung der schädlichen Spaltung und Trennungen in unser Heil. Christlichen Religion und Glaubens-Sachen die Römische Kayserl. Majestät/ unser lieber Bruder und Herr/ und wo Ihre Liebden und Kayserl. Majest. daran verhindert würden/ von Ihrer Liebden und Kayserl. Maj. wegen/ wir eigener Person solchen Reichs-Tag besuchen und dem beywohnen/ dergleichen Chur-Fürsten und Fürsten auch in eigenen Personen erscheinen/ und ausserhalb kundlicher Leibes-Schwachheit und Unvermöglichkeit/ auch andern Ehehafftigen Ursachen/ nicht ausbleiben sollen. Darzu auch jeder mit seinen Gelehrten und Theologis sich mittlerweile dermassen gefast machen/ und in Reitschafft schicken/ damit nicht allein von dem Wege und Masse/ dadurch die Vergleichung zu suchen/ gerathschlaget/ sondern auch alsbald darauff in der Haupt-Sache/ so viel immer möglich/ fortgeschritten/ würcklich und fruchtbarlich gehandelt und geschlossen werden möge/ doch alles vermöge und Inhalt des Passauischen Vertrags. Und wiewohl etlicher unser und des Heil. Reichs Chur-Fürsten verordnete Räthe/ in einen künfftigen Reichs-Tag/ mit Bestimmung gewisser Zeit und Mahlstatt von Ihrer Liebd. nicht abgefertiget/ und derhalben aus Mangel ihres Gewalts und Befehlichs/ darin nicht willigen können. Nachdem/ sintemahl wir kurtzverschiener Tagen/ von wegen Haltung eines künfftigen Reichs-Tages und Verschreibung derer Sachen/ so allhier füglich nicht erlediget werden mögen/ zu Ihren Liebden unsere eigene Gesandten abgefertiget/ und auf derhalben beschehene Werbung/ von denselbigen so viel vermercket/ und in Antwort empfangen/ daß wir uns nicht versehen/ daß Ihrer einig Ihme die Bestimmung und Ansetzung gewisser Zeit und Mahlstatt zu solchem Reichstage zu wider seyn lassen werde. Darum und auf daß solch nothwendig Werck/ daran nicht allein aller zeitliche wohlfahrt/ sondern auch unser Seelen Heil und Seeligkeit zum höchsten viel gelegen/ in keinen unnothwendigen Verzug gestellet werde: So haben wir im Nahmen und an statt hochgedachter Kayserlicher Majestät uns entschlossen/ daß solcher künfftiger Reichstag auf schierst künfftig ersten Tag des Monats Martii in unser und des Heiligen Reichs-Stadt Regenspurg fürgenommen und gehalten werde/ und hiemit und in Krafft dieses Abschiedes/ Chur-Fürsten/ Fürsten und Stände des Heil. Reichs ohn einiges ferner Ersuchen und Ausschreiben/ also bestimmet und angestellet seyn soll. Darauf fürnemlich von Christlicher Vergleichung Unser heiligen Religion und Glaubens-Sachen/ und dann auch von endlicher Richtigmachung und würcklichen Vollenziehung der neuen Müntz-Ordnung und Kayserl. Edicts, und was sonst mittlerweile vor mehr Obliegen und Sachen fürfallen werden/ davon hochgedachter Kayserlichen Majestät/ und uns gemeinen Ständen des Heiligen Reichs daselbst zu handeln/ und Erledigung zu thun/ nutz oder noth seyn wird/ schleunige Berathschlagung/ Vergleichung und Erledigung beschehen soll.

21. Es soll auch die Session und Stimm/ so wohl die Subscription zu Ende dieses Abschiedes beschehen/ einen jeden an seinem herbrachten Gebrauch und Gerechtigkeit/ gantz unnachtheilig/ unschädlich und unvorgreifflich seyn.

22. Solches alles und jedes/ so obgeschrieben stehet/ und die Kayserliche Majestät unsern lieben Bruder und Herrn/ und uns anrühret/ gereden und versprechen wir/ an statt und im Nahmen der Kayserlichen Majestät/ und für uns selbst/ stet/ fest/ unverbrüchlich und auffrichtig zu halten/ und zu vollenziehen/ dem stracks und ungeweigert nachzukommen und zu geleben/ sonder alle Gefehrde. Des zu Uhrkund haben wir Unser Königlich Insiegel an diesen Abschied thun hangen. Und wir die verordnete Chur-Fürstliche Räthe/ erscheinende Fürsten/ Prälaten/ Grafen und Herren/ und des Heiligen Reichs Frey- und Reichs-Städte Gesandte/ Bottschafften und Gewalthaber hernach benennet/ bekennen auch offentlich mit diesem Abschied/ daß alle und jede obgeschriebene Puncten und Articul/ also wie obstehet/ mit unserm guten Willen/ Wissen und Rath fürgenommen und beschlossen sind/ willigen auch dieselbigen alle/ samt und sonderlich hiemit und in Krafft dieses Brieves. Gereden und versprechen demnach in guten/ wahren Treuen/ die so viel einen jeden seine Herrschafft oder Freunde/ von denen er geschicket/ oder Gewalthabend ist/ betrifft/ oder betreffen mag/ wahr/ stet/ vest/ auffrichtig und unverbrochen zu halten und zu vollenziehen/ und dem nach allen unsern Vermögen nachzukommen und zu geleben/ sondern Gefährde.

Und seynd diese hernach geschriebene/ wir der Chur-Fürsten Räthe/ Fürsten/ Prälaten/ Grafen/ Herren und der Abwesenden Stände/ auch des Heiligen Reichs Frey- und Reichs-

ANNO 1555.

Städte Botschafften und Gewalthaber. Der Chur-Fürsten Botschafft und Räthe von wegen Danieln erwehlten zum Ertz-Bischoff zu Mayntz/des Heil. Röm. Reichs durch Germanien Ertz-Cantzlers und Chur-Fürsten/Marquard von Stein/Thum-Probst der hohen Thum-Stifft Mayntz/ Bamberg und Augspurg/ Thum-Herr zu Saltzburg/rc. Johann Andreas Moßbach von Lindenfelß/ Thum-Dechant und Cammerer zu Mayntz/rc. Philips von Koppenstein/ Thum-Herr zu Mayntz/Christoph Matthæus der Rechten Licentiat, Cantzler/ Johann Brendel von Homburg der Aelter/ des Heil. Reichs Burggraf zu Friedberg/ Sebastian Rudt von Collenberg/ Amtmann zu Bischoffsheim/ Hanß Leonhard Kotwitz von Aulenbach/ Amtmann zu Clingenberg/ Peter Echter zu Meßpelbron/ Amtmann zu Protselden/ George Böhem Theologiæ Licentiatus, Diether Kauff/ und Stephan Herden/ beede der Rechten D. Johannsen Ertz-Bischoffen zu Trier/ des Heil. Römischen Reichs durch Gallien und das Königreich Arelaten Ertz-Cantzlers und Chur-Fürsten/ George von Eltz/ Amtmann Münster Mayenfeld/ Philips von Reiffenberg/ Amtmann zu Cochem/ Nicolaus von Enschringen/ Heinrich von Buchel/ Schultheiß zu Trier/ beede der Rechte Licentiaten/ und Jacob Hensel/ D. Adolphen/ Ertz-Bischoffen zu Cölln/ des Heiligen Römischen Reichs durch Italien Ertz-Cantzlers/ und Chur-Fürsten/ Hertzogen zu Westphalen und Engern/ Wilhelm von Breitbach zu Borißheim/ Amtmann zu Bonn/ George von der Leyen/ Amtmann zu Andernach/Frantz Burchard der Rechten D. und Johann Kurtrock. Friedrichen/Pfaltzgrafen bey Rhein/ Hertzogen in Bäyern/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Truchsessen und Chur-Fürsten/ Johann von Dienheim/Amtmann zu Creutznach/Eberhard von Graenrod/ Amtmann zu Oppenheim/ Philips Heyles/ Melchior Drechsel und Hartmannus Hartmann/ alle drey Doctores. Augusten Hertzogen zu Sachsen/ des Heil. Römischen Reichs Ertz-Marschalln und Chur-Fürsten/ Land-Grafen in Thüringen/ und Marggrafen zu Meissen/ Asmus von Konentz/ auf Lobschüll/ Frantz Kram und Laurentius Lindemann/ beede Doctores, und Erich Volmar von Berlepsch. Joachimen/ Marggrafen zu Brandenburg/ des Heil. Römischen Reichs Ertz-Cämmerern und Chur-Fürsten/ zu Stetin/ Pommern/ der Cassuben/ Wenden/ und in Schlesien/ zu Crossen Hertzogen/ Burggrafen zu Nürnberg und Fürsten zu Rügen/rc. Jacob Schilling/ Amtmann zu Saarmund/ Christoph von der Straffen/ Timotheus Junck/ und Lambert Diestelmeyer/ alle drey Doctores. Des Hauses Oesterreich/ Wilhelm der jünger/ des Heil. Römischen Reichs Ertz-Truchses und Freyherr zu Waldburg/ George Ilsing von Traßberg/Landvogt in Obern- und Niedern-Schwaben/und Johann Ulrich Zasius der Rechten Doctor, alle drey der Römischen Königl. Maj. Räthe. Geistliche Fürsten persönlich/ von GOttes Gnaden Michael Ertz-Bischoff zu Saltzburg/rc. Melchior/ Bischoff zu Eychstatt/ Otto der Heil. Römischen Kirchen Tituli sanctæ Sabinæ Priester/ Cardinal und Bischoff zu Augspurg/ Wolffgang Abt zu Kempten. Geistlicher Fürsten Botschafften/von wegen Sigismunden/ postulirten und bestätigten Ertz-Bischoffen zu Magdeburg/ Primaten in Germanien/rc. Albrecht Krafft/ Thumherr zu Magdeburg/ und Johann Trautenbuel/ der Rechten Doctor, Wolffgangen/Administrat. des Hochmeister-Amts in Preussen/ und Meister-Teutschen Ordens rc. Sigismund von Hornstein/ Land-Commenthur der Baliy/ Elsaß und Burgund: Johann von Ehingen/ Commenthur zu Blomenthal/ Thomas Meyerhöffer/ D. Weyganden Bischoffen zu Bamberg/ Andreas Kebitz D. und Friedrich von Ketwitz zu Titschnitz/ Dietrichen/ Bischoffen zu Warms/ Philips von Rechsberg zu Hohen-Rechberg/ Thumherr zu Worms und Thumherr zu Augspurg/ und Lucas Landstraß/ D. Rudolffen Bischoff zu Speyer/ und Probsten zu Weissenburg/ Lucas Landstraß Doctor, und Wendelsberg Licent. Eraßmen Bischoffen zu Straßburg/ und Landgrafen in Elsaß/ Christoph Welsinger Doctor Christoph Bischoffen zu Costnitz/ und Herren der Reichenau/ Boppelin von Stein Hofmeister. Leo Bischoffen zu Freysingen/ Wolffgang Hunger/ D. Cantzler/ und George Gulden D. Passauischer Cantzler. George Bischoffen zu Regenspurg/ Johannes Lorichius D. Cantzler. Wolffgangen Bischoffen zu Passau/ George Gulden D. Cantzler. Wilhelm Bischoffen zu Münster/ Jost von Dincklagen Thumherr zu Oßnabrück und Paderborn/ und von wegen Remberten/ Bischoffen zu Paderborn. Georg/ Bischoffen zu Lüttich/ Hertzogen zu Bullion/ und Grafen zu Loen/ Wolffg. Andres Rem von Ketz/ Thumherr zu Augspurg/ Probsten rc. und Ulrich Rem von Ketz. Christophen/ Cardinals und Bischoffen zu Trient/ Hercules Rüttinger D. Thumherr zu Augspurg und zu Brixen. Julii, Bischoffen zu Naumburg/ Johann Topffer/Mersenburgischer Secretarius. Michaeln/ Bischoffen zu Mersenburg/ Johann Topffer Secretar. Niclasen/ Bischoffen zu Meissen/ Magister Sigfridus Nutz. Dechant und Capitul zu Minden/ Veit Krum/ Probst und Syndicus. Johannsen/ Bischoffen zu Curland/ und Administratoris des Stiffts Oetzel/ Leopold Dieck D. Wolffgangen/ Abts zu Fulda/ Valentin Klinhard/ Fuldischer Rath; Johann Rudolphen/ Abts zu Murbach und Lüders/ Rochius Mertz von Staffelfeld/ zum Schramberg/ und Christoph Welsinger D. Georg von Hohenheim genannt Bombast/ M. Johannes Ordens/ in Teutschen Landen/ Apollinarius Kirschen D. Cantzler/ und Christoph Welsinger D. Teutschmeisters in Liefland/ Georgen Sieberg zu Wischling/ Commenthur zu Riga/ Teutsche Ordens. Otten/ Cardinals und Bischoffen zu Augspurg/ als Probst und Herren zu Elwang/ Ludwig/ Freyherr zu Graveneck/ Thumherr zu Augspurg und Wendelberg/ Licent. Weltliche Fürsten persönlich. Von GOttes Gnaden/ Albrecht Pfaltzgraf bey Rhein/Hertzog in Ober- und Nieder-Bayern/rc. Christoph/ Hertzog zu Wurtenberg und Teck/ Graf zu Mompelgard/ rc. Carol/ Marggraff zu Baden und Hochberg/ rc. Philibert/ Marggraf zu Baden/ und Graf zu Spanheim. Emanuel Philibert/ Hertzog zu Sophoy und Printz in Piemont/ rc. Heinrich der Aelter/ des Heil. Römischen Reichs Burggraf zu Meichsen/ Graf zu Hartenstein/ und Herr zu Plauen/vor sich und seinen Bruder Heinrich den jüngern. Weltlicher Fürsten Botschafften: Von wegen Otto Heinrichs/ Pfaltzgrafen bey Rhein/Hertzog in Nieder- und Ober-Bayern/ Adam von Hoheneck zu Hoheneck/ Hoffmeister/ und Heinrich Helffant Licent. Johannis/ Pfaltzgrafen bey Rhein/ Hertzogen in Bayern und Grafen zu Spanheim. Sebastian Meyern/ Licent. und Schultheiß zu Creutznach. Wolffgangen/ Pfaltzgrafen bey Rhein/ Hertzog in Bayern/ und Grafen zu Veldentz/ Christoph Landschad von Steinach/ Hofmeister/ Michel Han/ Cantzler/ Ulrich Sintzinger Doctor, und Heinrich Lerßner D. Heßischer Cantzler. Johannes Friedrichen des Mittlern/ Johannes Wilhelmen/ und Johannes Friedrichen des jüngern/ Gebrüdern/ Hertzogen zu Sachsen/rc. Eberhard von der Than/ und Lucas Thaniegel D. Johansen/ Marggrafen zu Brandenburg rc. Barthold von Mandersloe/ und Andreas Zock D. Georg Friedrichs/ Marggrafen zu Brandenburg rc. Heinrich von Muschloe/ Amtmann zu Schwabach/ Wernher Eysen D. und Caspar Etzel Licent. Heinrich des Jüngern/Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg/ M. Veyt Krummer/ Wilhelm/ Hertzogen zu Jülich/ Cleve und Berg/Grafen zur Marck und Ravenspurg/ Herrn zu Ravenstein/ Wilhelm von Neuenhofen/ genannt Ley/ Hofmeister/ Wilhelm von Reiffrenberg und Heinrich von der Reck. Barnims zu Stetin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden Hertzogen/ Fürsten zu Rügen/ Grafen zu Gutzgau/ Author Schwalenberg der Rechten Doctor. Philipsen zu Stetin/ Pommern/ der Cassuben und Wenden Hertzogen/ Fürsten zu Rügen und Grafen zu Gutzgau/ Heinrich Normann/ Christian Kussenwein/ und Valentin von Eichstedten. Philipsen/ Landgrafen zu Hessen/ Grafen zu Catzenelnbogen/ zu Dietz/ zu Ziegenhayn und Nidda/ Heinrich Lerßner Cantzler/ und Justus Didemayr/ D. Wolffen/ Fürsten zu Anhalt/ Grafen zu Ascanien und Herrn zu Bernburg/ Marcus Zimmermann/ Doctor. Joachims und seiner unmündigen Vettern/ Fürsten zu Anhalt/ Grafen zu Ascanien und Herrn zu Bernburg/ Marcus Zimmermann/ D. Wilhelmen/ Grafen zu Henneberg/ Eberhard von der Than/und Lucas Thaniegel D. Prälaten persönlich. Gerwich/ Abt zu Weingarten und Ochsenhausen. Johannes/ Abt zu Kaysersheim/ Sigmund von Hornstein/ Land-Commenthur der Baley Elsaß und Burgundi. Sebastian/ Abt zu Elchingen. Prälaten Botschafften. Von wegen Johansen von Salmansweiler/ Sebastians zu Prsin/ Georgen zu Roggenburg/ Veyten zu Rott/ Thomassen zu Ursperg/ Andreassen zu Mundernau/Benedicten zu Schussenried/ und Christoffen zu Marckthal; alle Aebte berührter Gotteshäuser/ Christoph von Hausen/ D. Kraffftens/ Abts zu Hirschfeld/ Heinrich Lerßner/ Heßischer Cantzler/ und Justus Diedemayer/ D. Albrecht von Wachtendung/ Abts zu St. Cornelien/ Münster in der Juden/ Wilhelm von Reuschenberg/ Gülischer Rath. Eraßmus/ Abts zu S. Heymeran zu Regenspurg/ Steffen Gottsperger/ Secretar. des Gottshauses Waldsachsen/ und des Probsts und Stiffts zu Seltz/ Johann von Dienheim/ Amtmann zu Creutznach/Eberhard von Grorod/ Amtmann zu Oppenheim/ Philips Heylers/ Melchior Drechsel/ und Hartmannus Hartmanni/ alle drey Doctores. Pfaltzgräfische Churfürstliche Räthe. Christoffen/ Abts zu Prunheim und Stabel/ Heinrich von Buchel/ Licent. Schultheiß zu Trier/Wolffgangen/ Probsten und Ertz-Priesters zu Berchtholsgaden/ Hanß Gremer/ Land-Richter. Gebhardten/ Abts zu Petershausen/ Mang Steger/ Secretar. Abbatissin Botschafften/ von wegen Anna/ Abbatißin zu Hervorden/ Wilhelm von Neuenhoffen/ genannt Ley/ Clevischer Hofmeister/ Amtmann zu Orsey und Rueroth/ Wilhelm von Reuschenberg/ und Heinrich von der Reck. Barbara/ Abtißin zu Ober-Münster in Regenspurg/ Stephan Gottesperger/ Secret. Anna/ des freyen Weltlichen Stiffts zu Gerenroda Abtißin zu Quedlinburg/ gebohrne Gräfin zu Stolberg/ Marcus Zimmermann/ Doctor. Grafen und Herren persöhnlich/ Ludwig der ältere/Wolffgang und Friederich/ alle Grafen zu Oetingen. Joachim/ Graf zu Ortenburg/rc. Heinrich der junge/ Reuß von Plauen/ Herr zu Graitz/ Cranchfeld und Gera/ für sich und seine Brüder/Heinrich den Aeltern und Mitlern/ Reussen von Plauen/ Herren zu Graitz/rc. Gottfrieden von Wolffenstein/ Freyherr zu Ober-Saltzburg/ zu Bamberg und Augspurg Thumherr/ vor sich selbst/ und mit Gewalt Herrn Hansen und Herrn Barni von Wolffstein/ Freyherr zu Ober-Sultzburg/ seiner Gebrüder/ Hanß George und David von Baumgarten/ Freyherr zu Hohen-Schwangau und Erbach. Grafen und Herren Botschafften: Von wegen Friedrichs/ Grafen zu Fürstenberg/ Heiligenberg und Werdenberg/ Land-Grafen zu Bare/rc. Hugen/ Grafen zu Mountfort und Rotenfelß/ Herrn zu Ternang und Argen/rc. Wilhelm/ Grafen zu Eberstein/ Jost Niclasen/ Grafen zu Hohen-Zollern/

des

ANNO 1555.

des Heil. Reichs Erb-Cämmerer/ ꝛc. Georgen/ Sebastian und Ulrichen/ Grafen zu Helffenstein/ und Freyherren zu Gündelsingen/ Gebrüdern/ ꝛc. Wilhelmen/ Grafen zu Sultz und Landgrafen zu Klekau/ Joachim/ und Eitel Friedrichen/ Grafen zu Lipfen/ und Landgrafen zu Stillingen/ Froben/ Christophen/ Grafen und Herren zu Simmern/ ꝛc. Margarethen/ Abtißin des Stiffts Buchau/ gebohrne Gräfin zu Montfort/ Wilhelm/ des Heil. Reichs Erb-Truchsessen/ Freyherrn zu Waltpurg des älteren/ Johann Jacoben/ Freyherrn zu Königseck und Allendorff/ Georgen und Heinrichen/ Gevettern/ des Heil. Reichs Erb-Truchsessen/ Freyherren zu Waltpurg/ Quirin Gangolffen/ Herrn zu Hohen-Gerolseck/ und Georgen von Fronsperg/ Freyherrn zu Mundelheim/ Hanß Schletz/ Ober-Voigt zu Trochtelfingen/ und Vorsteher zu Ingau/ und Peter Andersgut. Wilhelm/ Graf von Nassau/ Catzenelnbogen/ Vianden und Dietz/ Philipsen/ Grafen zu Nassau/ und zu Sarbrücken/ Johann/ Grafen zu Nassau/ und Herrn zu Beylstein/ Reinhard Philipsen/ und Friedrich Magnussen/ Grafen zu Solms und Herren zu Müntzenberg/ Anthon und Reinhardten von Ysenburg/ Gevettern/ Grafen zu Budingen/ Ludwig/ Grafen zu Stolberg/ Königstein und Rutschenfort ꝛc. Herrn zu Epstein und Müntzenberg ꝛc. Philipsen/ Grafen zu Hanau/ Herrn zu Lichtenberg/ Johann Grafen zu Wieda/ Herrn zu Runckel und Ysenberg/ Philipsen Grafen zu Hanau und Herrn zu Müntzenberg. Johann Lieberich von Crofftelbach/ Solmischer Rath und Secretarii, Günther/ und Hanß Güuthern/ Gebrüdern/ Grafen zu Schwartzenburg/ Herrn zu Arnstatt/ und Sundershausen/ Günther von Dram Secret. Ludwigen/ Heinrichen/ Albrechten/ Georgen und Christoffen/ Gebrüdern/ für sich und der Vormundschafft ihrer jungen unmündigen Vettern/ weyland Graf Wolffgangs ihres Bruders seeligen hinterlassenen Söhnen/ alle Grafen zu Stollberg/ Königstein/ Rutschfort und Werningeroda/ Herren zu Epstein/ Müntzenberg/ Breuberg und Aygmont/ Johann Liebrich von Crofftelbach/ Solmischer Secret. und Rath. Albrechten/ Grafen und Herrn zu Manßfeld/ Andreas Saurer. Hanß Georgen und Hanß Albrechten/ Grafen zu Manßfeld/ Edle Herren zu Heldringen/ Wilhelm Perschen. Philipsen Reinharden/ und Georgen/ Grafen zu Leyningen/ Herren zu Westerburg und Schaumburg/ Gebrüdern/ Johann Lieberich von Crofftelbach/ Solmischer Secret. Conraden/ Grafen zu Teckelnburg/ Herren zu Reden ꝛc. Johann Lieberich von Crofftelbach/ Solmischer Secret. Bernhardten/ Grafen zu der Lippen/ Hermann Frieß. Hansen von Thamt/ Grafen zu Falckenstein/ Herren zu Oberstein und Bruch/ Sebastian Meyer/ Licent. und Schultheiß zu Creutzenach. Rudolffen/ Grafen zu Diepholt und Bruckhorst/ Herrn zu Berckenlohe/ Joachim Lowe Secret. Wolffgangen/ Grafen und Herrn zu Barbey und Mühlingen/ Marcus Zimmermann Doctor. Albrechten Grafen zur Hoya/ Hermann Friesse. Heinrichen von Fleckenstein/ Freyherren zu Dagstuhl ꝛc. Veyt Moll/ Stadtschreiber zu Hagenau. Ludwigen von Freyberg/ als Inhaber der Herrschafft Justingen/ Hanß Ehinger/ Jobst Weickmann. Der Frey- und Reichs-Städte Gesandten. Rheinische Banck. Aach/ Gerlachus Redermacher/ Doctor Syndicus. Straßburg/ Heinrich von Mülchenm Stattmeister/ Hanß von Broß Ammeister/ Ludwig Gremper Doctor, und Jacob Hermann. Worms/ Peter Berling/ alter Stättmeister/ und Hanß Melchior Soether Stadtschreiber und Syndicus. Speyer/ Adam Sueß Raths-Verwandter. Franckfurth/ Conrad Humbracht Doctor und Antoni zum Jungen/ mit befelch der Stadt Wetzlar/ Hagenau/ und die Städte in die Land-Voigtey Hagenau gehörig/ nehmlich Colmar/ Schlettstett/ Weissenburg/ Landau/ Ober-Ehenheim/ Käysersberg/ Münster im S. Gorgenthal/ Roßheim und Türckheim/ Veit Moll/ Stadtschreiber zu Hagenau/ und Balthasar von Heln/ Stadtschreiber zu Colmar. Gelnhausen/ Johann von Dienheim/ Amtmann zu Creutznach/ Eberhard von Groenrod/ Amtmann zu Oppenheim. Philips Heylers/ Melchior Drechsel/ und Hartmannus Hartmanni/ alle drey Doctores, Pfaltzgräfliche Churfürstliche Räthe. Mühlhausen in Thüringen/ Magister Lucas Otto Syndicus. Goßlar/ Christoph Trautenbuel Doctor und Syndicus. Friedberg in der Wetterau/ Johann Brendel von Homburg der Aelter/ Burggraf zu Friedberg. Schwäbische Banck. Regenspurg/ N. Portner/ Stadt-Cämmerer/ Johann Offendresch Doctor und Niclas Dutzel/ Magister Syndicus. Nürnberg/ Sebald Haller von Hallerstein/ Christoph Gugel der Rechten Doctor, Jacob Muffel/ und George Volckeimer/ mit befehlich der Stadt Windsheim und Weissenberg am Nordgau. Ulm/ George Besserer/ Hanß Krafft/ geheime Räthe/ Hanß Ehinger/ Burgermeister/ und Jobst Weickmann/ mit befehlich der Stadt Aalen/ Geugen/ Wimpfen/ Biberach/ Dunckelspühl/ Leutkirch/ Pfullendorff/ Buchau am Feder-See. Schwäbischen Hall/ George Rudolph Widmann/ Doctor und Advocat daselbsten. Rotenburg an der Tauber/ Günter Bock/ der Rechten Doctor Syndicus, mit befehlich der Stadt Schweinfurth/ Eßlingen/ Hieronymus Preglin/ Burgermeister/ und Johann Machtolff/ Licent. Nordlingen/ Hanß R. [illegible] Schwäbisch Gmünd Paulus Goldsteiner/ Städtm [illegible]. Memmingen/ Lutz von Freyburg/ Raths-Verwandten/ und Felix Pfost. Lindau/ Hieronymus Rappus Burgermeister/ und Caspar von Kirch. Ravenspurg/ Melchior Adelgeyß. Kempter/ Bartholomäus Schmid/ Stadtschreiber. Kaufbeuren/ Blas. Gerhard/ Raths-Verwandter/ Leo Thaner Burgermeister/ und Leonhard Baumeuter. Ysni/ Hanß Brauneyer/ Raths-Verwandter. Giengen/ Hanß Seger/ Bürgermeister. Bopfingen/ George Eßlin/ des geheimen Raths und Joh. Franck/ Stadtschreiber daselbst. Weyl/ Valentinus Kemminger/ und Gabriel Lutz/ Stadtschreiber. Donawerth/ Hanß Bucher Burgermeister/ und Wolff Dischinger/ Stadtschreiber. Heilbronn/ Wolff Vetle/ Bürgermeister/ und Ambrosius Vechten/ Raths-Verwandter. Augspurg/ Conrad Meyer/ Bürgermeister/ Johann Baptista Heintzel/ Hieronymus im Hoff/ und Sebastian Christoph Rehlinger/ Doctor mit befehlich der Stadt Nordhausen/ Uberlingen/ und Buchhorn. Des zu Uhrkund haben wir Marqward vom Stein/ zu Mayntz/ Bamberg und Augsburg Thum-Probst/ Eberhard von Groenrodt Amtmann zu Oppenheim/ Mayntzische und Pfaltz-Gräffische Churfürstl. Geordnete Räthe zu diesem Reichs-Tage/ an statt Unser Gnad. Herren und der andern Chur-Fürsten. Michael Ertzbischoff zu Saltzburg/ Legat des Stuhls zu Rom/ und Albrecht/ Pfaltzgraff bey Rhein/ Hertzog in Obern- und Niedern-Bayern/ von unser und der Geistlichen und Weltlichen Fürsten wegen. Christoph von Hausen Doctor von wegen der Prälaten. Peter Andersgut/ von wegen der Graffen und Herren. Und wir Bürgermeister und Rath zu Augspurg/ von unser und der Frey- und Reichs-Städt wegen/ Unser Insiegel an diesen Abschied thun hencken Geben in Unsers Königs Ferdinandi/ und des Hei. Reichs-Stadt Augspurg auf den 25. Tag des Monats Septembr. nach Christi Unsers lieben HErren Geburt/ ein tausend/ funffhundert/ und funff und funffzigsten Jahre/ Unserer Reiche des Römischen im funff und zwantzigsten/ und der anderen im neun und zwantzigsten.

FERDINANDUS.

XLI.

Cession & transport des Pays-Bas, *& de la* Bourgogne, *par* CHARLES-QUINT *Empereur,* à PHILIPPE *son Fils Roi d'Angleterre & depuis Roi d'Espagne. A Bruxelles, le 25. Octobre,* 1555. [GOLDAST, Constitut. Imper. Tom. I. pag. 575.] 25. Oct. CHARLES-QUINT ET PHILIPPE SON FILS.

CAROLUS divina favente gratia Romanorum Imperator & Rex Hispaniarum.

1. Notum facimus singulis & universis hic præsentibus, & hasce visuris, quatenus nos ad animum revocantes, quòd in posterum propter ætatem & valetudinem nostram, aliasque causas, labores, profectiones, & molestias, quas hucusque longo tempore ob gloriam Domini Dei nostri, conservationem ac defensionem Statuum, Regnorum, nostrorumque Subditorum ea incolentium perpessi sumus, sufferre non valeamus; statuerimus ac determinaverimus, Regna nostra Hispaniensia revisere, & in iis, quod vitæ reliquum est, in quiete & tranquillitate transigere.

2. Et videntes Philippum Regem Angliæ & Neapolis, Filium nostrum charissimum in ætate apta, Gubernationi & integræ administrationi Regionum Belgicarum, à quibus jam Juramento ei obstrictis tanquam unicus noster Filius & Hæres pro futuro Principe & Domino, cum observatione consuetarum debitarum solennitatum, jam anteà receptus est, & quod ad hæc Regnum Angliæ hisce Terris vicinum sit: quod propterea ut dicto Domino & nostro Filio sit melior opportunitas gubernandi atque regendi Regna & Regiones citimas, easque conservandi & defendendi ab invasione & insultu Hostium, ei cesserimus dictas Terras, & cupiamus hisce de causis, aliisque justis & æquis rationibus, expositis in præsentia nostra, & Filii nostri Regis Angliæ in plena & solenni Congregatione Procerum & Statuum harum Terrarum, nostræ mentis dispositionem atque sententiam in effectum producere, omnino confidentes, eos minimè gravatim nomine nostro præfatum Regem recepturos, utpote cui cessio, relaxatio, & translatio harum Terrarum proprio motu nostro, libera voluntate, autoritate, & potestate absoluta, facta est, ut & per præsentes cedimus, relaxamus & transferimus dicto nostro Filio, Regi Angliæ & Neapolis, omnes Terras citeriores, Ducatus, Marchionatus, Principatus, Comitatus, Baronatus, Dominia, Civitates, Oppida, Castra, Arces, quæ in hisce sunt, cum Regaliis, Feudis, Homagiis, Allodiis Patrimoniis, Advocatiis, Redditibus, Proventibus, Confiscationibus, mulctis, pertinentiis, & appendiciis ipsorum, & omni

ANNO 1555. Jure & actione, quod potuimus aut possumus prætendere ad dictas res: prætereà omnes Dignitates, Præeminentias, Prærogativas, Privilegia, Exemptiones, Jurisdictiones, Appellationes, & denique omnes Superioritates, cujuscumque generis sint, & quacumque ratione competere possint, seu titulo Patrimonii seu alio, nullo fructu vel usu in ulla commemoratarum Superioritatum ac Dignitatum nobis retento vel reservato, quibus usi, fruiti, & gavisi hactenus fuimus. Nihilominus tamen volentes, ut id fiat cum transitu obligationis solvendi omnia debita & mutua contracta per nos, aut alios nomine nostro, in rebus concernentibus Terras has citeriores.

3. Et per præsentes facimus, creamus, & instituimus ipsum Principem & Dominum dictarum Terrarum, consentientes & permittentes, ut abhinc in posterum sine ulla alia licentia aut requisitione ipsemet, aut alii pro ipso, integram & plenam possessionem apprehendat: dantes quoque illi amplam potestatem & liberam autoritatem faciendi de novo quicquid opus fuerit, obstringendi Status & Subditos Juramento, & renovandi Investituras Locorum, prout res requisierit; similiter recipiendi Juramentum ab iplis, & obligandi ad omne id, ad quod prioribus Juramentis reciprocè tenentur: Consentientes amplius, ut retineat, mutet, deleget, atque instituat in dictis Terris Gubernatores, Judices, Justiciarios, tam pro defensione & conservatione ipsarum quàm pro administratione Justiciæ, Politiæ, & alterius quàm voluerit. Denique ut faciat quod verus, supremus, naturalis ac proprius Princeps possit & facere soleat, & non aliter quam fecerit aut facere potuerit post nostram mortem.

4. Et ad hunc finem quictavimus, absolvimus, & exoneravimus, quictamus, dimittimus, & exoneramus, omnes Episcopos, Abbates, Prælatos, & alios Ecclesiasticos, Duces, Principes, Marchiones, Comites, Barones, Gubernatores, Capitaneos, Terrarum & Belli Præsides, Cancellarios, Præfectos atque Rectores Ærarii, ac Rationum, aliosque Officiales, Præfectos Militum, Munitionum, Præsidiariorum, eorumque Vicarios, Equites, Scutarios, Vasallos, & denique omnes Subditos hujus citerioris Terræ & quemlibet ipsorum à Juramento fidelitatis, Fide, Homagio, Promissionibus, & Obligationibus, quibus nobis tanquam ipsorum Domino & superiori Principi fuere obstricti, volentes, ordinantes, & expressè mandantes unicuique, ut dictum nostrum Filium pro vero ipsorum Domino & supremo Principe recipiant, & illi Juramentum fidelitatis, Homagium, Promissiones, Obligationes, modo consueto, & secundum qualitatem Terrarum, Locorum, Feudorum, & Dignitatum præstent. Adhæc ut illi omnem honorem, reverentiam, obedientiam, & fidem exhibeant, servitia præstent, eumque tali amore & studio prosequantur, qua bonos & fideles Subditos ipsorum verum, supremum, & naturalem Principem & Dominum complecti decet, & prout nobismet ipsis hactenus fecerunt: supplentes omnes defectus & omissiones tam Juris quàm facti, qui poterunt in hac Cessione atque Translatione esse, & derogantes ex plenaria & absoluta potestate omnibus Legibus & Constitutionibus, quæ ei obstare poterunt. Nam ita nobis placet: in cujus Testimonium & noticiam præsentes manu nostra propria subscripsimus, easque majoris nostri Sigilli munimine firmari fecimus.

Datæ in Civitate nostra Bruxella, xxv. die Octobris, Anno Dominicæ Incarnationis MDLV. ANNO 1555.

FIN DE LA III. PARTIE DU TOME IV.



SUPLE-

SUPLEMENT

Pour le IV. Tome.

I.

ANNO 1505. 4. Avril. *Tabulæ Pacis factæ inter* MAXIMILIANUM I. *Romanorum Imperatorem*, PHILIPPUM I. *Hispaniæ*, & LUDOVICUM XII. *Galliæ Reges, quibus nonnullæ conditiones*, &, *inter eas palmaria, de Investitura Mediolanensi, ratæ sunt habitæ, die 4. Aprilis Anno* 1505. [LUNIG, Codex Italiæ Diplomaticus, &c. Tom. I. Part. I. col. 127.]

MAXIMILIANUS divina favente clementia Romanorum Rex semper Augustus ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxenburgiæ & Geldriæ, Lantgravius Alsatiæ, Princeps Sueviæ, Palatinus Habspurgiæ & Hannoniæ, Princeps & Comes Burgundiæ, Tirolis, Goritiæ, Artesii, Hollandiæ, Zelandiæ, Ferreti, Kiburgiæ, Namurci & Zutphaniæ, Marchio Sacri Romani Imperii super Anasum & Burgoviæ, Dominus Frisiæ, Marchiæ Sclavonicæ, Mecliniæ, Portus Naonis & Salinarum &c. Notum facimus universis præsentibus & futuris, quod ad laudem & gloriam omnipotentis Redemtoris nostri Jesu Christi, exaltationem atque amplificationem totius Christianæ Religionis orthodoxæque Fidei honorem, commodum, tranquillitatem, & conservationem Statuum & Subditorum nostrorum, atque Serenissimi Principis Domini Ludovici Francorum Regis, Fratris & Consanguinei nostri charissimi, nec non Serenissimi Principis Domini Philippi, Castellæ, Legionis & Granatæ Regis, Archiducis Austriæ, Principis Aragonum, & Ducis Burgundiæ &c. Filii nostri charissimi, bona, vera, secura, fidelis, sincera, atque perpetua Pax, Unio, Amicitia, Fœdus, & Confœderatio, omni ævo duratura, facta, firmata ac conclusa fuit & est, die vigesimo secundo mensis Septembris, Anno Domini millesimo quingentesimo quarto inter præfatum Franciæ Regem, parte ex una, & honorabiles, devotos & fideles nostros, dilectos Philbertum Naturellum, Præpositum Ecclesiæ Trajectensis inferioris, & Cyprianum de Serntein, Cancellarium Comitatus nostri Tirolis Oratores nostros, & nobiles & honorabiles, devotos & fideles nostros, dilectos, Johannem de Luxemburgo, Dominum de Ville, Carolum de Ranchicourt, Præpositum Attrebatensem & Magistrum du Bliol ipsius Regis Castellæ Oratores, Nuncios, ac Procuratores speciales ad hoc specialiter deputatos, parte ex altera, in hunc qui sequitur modum.

Imprimis quod prædicti Principes, videlicet dictus Serenissimus Rex Romanorum & Christianissimus Francorum Rex, & Serenissimus Castellæ Rex nunc, tunc vero Archidux Austriæ, faciunt, ineunt, tractant, & concludunt unam veram, bonam, sinceram, & indissolubilem inter se Fraternitatem, Fœdus, Confœderationem, & Amicitiam pro ipsis, Hæredibus & Successoribus suis, omni ævo & tempore duraturam, adeo quòd, tanquam una anima in tribus corporibus, erunt amici amicorum, inimici inimicorum, ita & taliter quod neuter eorum dabit unquam, directè vel per indirectum, sub quocunque colore, causa, aut occasione, quæ dici aut excogitari possit, ulli Principi, Domino, Communitati, aut Potentatui, seu alicui quicunque sit, favorem, opem, auxilium aut subsidium contra & adversus omnes & singulos, cujuscumque status aut conditionis existant, eis seu alteri eorum Bellum inferentibus.

Item, cum tanta sit Amicitia inter Serenissimos præfatos Reges, ut ipsi sint amici amicorum, idcirco inter ipsas Partes conventum est, quod Serenissimus atque Excellentissimus Romanorum Rex nihil faciet aut attentabit tam in Ducatu Mediolani, & Patriis sibi in Italia spectantibus, quam etiam in Terris & Dominiis Confœderatorum & Recommendatorum suæ Celsitudini qui sunt Illustrissimi Sabaudiæ, & Ferrariæ Duces, Montisferrati, & Mantuæ Marchiones, Dominium Florentinum, Communitates Senensis & Lucensis, Dominus Albertus de Carpi, & Joannes Petrus de Gonzaga, nisi superioritatem, honorem, & obedientiam, quam ipsi debent Suæ Majestati, & Sacro Romano Imperio, denegaverint. ANNO 1505.

Si tamen contingat, præfatam Cæsaream Majestatem transire per Ducatum Mediolanensem, aut alia præfati Christianissimi Regis trans Alpes, Dominia, faciet exhiberi, ut par est, dictæ Cæsareæ Majestati omnem honorem & comitatem quam poterit, & faciet eam associari per suos Locatenentes, Cancellarium & alios principales Officiales, quod libentius sua Celsitudo facere personaliter, si ibi adesset.

Item ad Serenissimi & Christianissimi Regis Francorum petitionem & instantiam, Serenissimus Romanorum Rex vult indulgere, & indulget per præsentes, Duci Ferrariæ, Marchionibus Montisferrati & Mantuæ, Florentinis, Lucensibus, Senensibus, & Domino Alberto de Carpi & Joanni Petro de Gonzaga, omnia quæ ab eo die & tempore, quo Christianissimus Rex Carolus, novissime defunctus, primum ingressus est Italiam, usque in hunc diem contra suam Majestatem tanquam Romanorum Regem & Sacrum Imperium commiserunt, aut quovis modò committere potuerunt, tam faciendo, quam omittendo & propter quæ Feuda eorum, quæ a Sacro Imperio tenent, ipsi Serenissimo Romanorum Regi devoluta & confiscata fuissent & eos ad præfati Francorum Regis petitionem absolvit, & permittit redire in gratiam, & sub favorem & tutelam Sacri Imperii & nihilominus poterunt prænominati Dux Ferrariæ, & cæteri, remanere Confœderati, Servitores & Recommendati Christianissimi Francorum Regis, juxta tenorem Tractatus apud Tridentum inter Cæsaream Majestatem, & Reverendissimum Dominum Legatum confecti, pro quo ipsi deinceps Romanorum Regi, & Sacro Imperio, sicut cæteri subditi, fideles, obedientes, subditi & dediti esse debent & tenentur.

Et si de cætero in his quæ Romanorum Regi & Sacro Imperio exhibere tenentur, rebelles & minus obedientes erunt, aut aliquod aliud contra eum committerent, quod tunc unusquisque Romanorum Rex, aut Imperator, eos secundum viam, ordinem, aut legem Imperii punire possit, & in isto neque in aliis quibuscumque Principatibus, Communitatibus, Civitatibus, Provinciis, Dominiis & Jurisdictionibus totius Italiæ, quocumque nomine appellentur, & ubicumque situatæ sint, quæ Romanorum Regi aut Imperio quovis modo spectarent, nullus Rex Franciæ unquam Romanorum Regi aut Imperatori, neque Imperio, aliquod impedimentum inferre neque præfatis aut aliquibus contrariis aut rebellibus Imperii, adjumentum, directè neque indirectè, dare, sed de his omnibus penitus abstinere velit & debeat.

Item tractatum est quod præfatus Christianissimus Francorum Rex non vult neque intelligit se ingerere, neque intromittere se Subditis, Feudis, & Rebus Imperii, sive in Italia, sive extra Italiam, nisi secundum quod supra dictum est & formam Tractatus apud Tridentinum apud Serenissimam & Excellentissimam Cæsaream Majestatem & dictum Reverendissimum Dominum Legatum confecti.

Item, quod Investituram Ducatus Mediolani, quam Christianissimus Dominus Francorum Rex cupit habere pro se & Hæredibus suis, conventum est, quod Serenissimus Dominus Romanorum Rex dabit infra tres menses, à conclusione Pacis, ut supra, Investituram ipsi Christianissimo Domino Regi pro se & Hæredibus suis masculis, ex suo corpore descendentibus, & eis deficientibus, pro Filia sua primogenita & pro Domino Duce de Luxemburgo, ejus Sponso, conjunctim. Et si con-

ANNO 1505.

si contingeret eam mori, pro alia primogenita, quæ nubet prædicto Domino Duci vel alteri Filiorum Serenissimi Domini Regis Castellæ & eis deficientibus sine liberis, pro Hæredibus masculis Christianissimi Domini Regis, qui illo tempore venient ad capiendum Investituram, & pro dicta Investitura, & quibuscunque aliis Rebus, Christianissimus Rex dabit Serenissimo Domino Romanorum Regi ducenta millia Francorum, secundum quod fuit tractatum Blesis, ita quod infra tres menses post Datum hujus Pacis, præfatus Christianissimus Rex mittat pro Investitura, & ipse Dominus Romanorum Rex faciet & dabit eam pro prædictis Christianissimo Rege & Domina Claudia Filia sua primogenita & Domino Duce de Luxemburgo ejus Sponso; & si contingeret eam mori pro alia Filia ipsius Christianissimi Regis, quæ nubet dicto Domino Duci vel alteri Filiorum Serenissimi Domini Regis Castellæ, ut dictum est, & si contingeret, ut supra dictum est, illos decedere absque liberis, & præfatus Romanorum Rex non daret Investituram prædictis Hæredibus Christianissimi Regis, tunc Majestas Cæsarea tenebitur restituere dictis Hæredibus prædicta ducenta millia Francorum; Jure tamen, quod dicti Hæredes in dicto Ducatu, tunc habebunt, non obstante restitutione dictæ summæ, ipsis integre salvo remanente, intellecto tamen, quod si contingeret in prædicto casu Hæredes supra dictos mittere pro Investitura, tunc illi Hæredes teneantur solvere juxta consueta dictæ Investituræ.

Et quoad Regnum Neapolitanum attinet, præfatus Christianissimus Rex promittit præfato Serenissimo Romanorum Regi, quod de cætero non tractabit, neque apunctuabit de dicto Regno Neapolitano, cum Regibus Hispaniarum & Rege Friderico de Aragonia, nisi de voluntate dicti Serenissimi & Excellentissimi Romanorum Regis; proviso tamen, quod præfatus Serenissimus Romanorum Rex non dabit directè vel indirectè, sub quovis colore, dictis Regibus Hispaniarum auxilium, suppetias, vel favorem contra vel adversus dictum Christianissimum Regem, quinimo apertè se declarabit bonum Amicum, Fratrem & Confœderatum dicti Christianissimi Regis.

Et quoad Filios Domini Ludovici Sfortiæ, quanquam ipse Christianissimus Francorum Rex in nullo eis teneatur, est tamen contentus ob honorem & amorem præfati Serenissimi Romanorum Regis, habita præfata Investitura, dare prædictis Liberis aliquas Terras seu Statum in Regno Franciæ unde poterunt honorabiliter vivere, postea quam tamen prædicti Liberi ad hoc Franciæ Regnum se contulerint, & quamdiu in eo residebunt.

Item, quoad bannitos Mediolanenses præfatus Christianissimus Rex est contentus remittere & remittit eis bona eorum & absolvit eos ab omnibus delictis, criminibus læsæ Majestatis, & offensionibus eorum, & illos in gratiam suam redire permittit, modo ipsi teneant & adimpleant quæ ipsi per eos, aut Procuratores & Negotiorum Gestores suæ Celsitudini promiserunt, exceptis tamen Domino Galea Sfortia, Alexandro Sfortia, Michaele Sclafeta, Joanne Philippo Afflico quondam Magistro Hospitii dicti Domini Ludovici, Mafino Lodensi, Ludovico de Landrino, & Fratre suo, Petro de Porres, Blasino Grinol, Hieronymo de Carcano, Oldrado Lampugnani, Bonologea de Castronovatæ, Joanne Angelo, Frederico, & Ludovico de Landriando, Fratribus; Comite Ludovico Bergamin Sforza Sfortia, Generale Humiliatorum, Episcopo Lodensi, Protonotario sancti Celsi, Protonotario Trinelle, Petro Corliæ Comite, Hannibale de Balbiano, Lazaro Immerat, Comite, Frederico de Verine, Francisco de Verine, Comite; Petro de Verne, Comite; Fregosino Joanne Antonio Bilia, Vincenno de la Taille, Silvestro Ladensi, Antonio de Landriano, Francisco de Magno, qui non residebunt Mediolani nec in aliis suis Dominiis in Italia existentibus & nihilominus recipient fructus, reditus & emolumenta bonorum suorum in dictis Dominiis existentium, tenebuntur tamen omnes & singuli, qui redibunt ad Ducatum Mediolanensem, & cætera Christianissimi Regis trans Alpes Dominia, præstare Juramentum ad sancta Dei Evangelia, in manibus Officialium Locorum ad quæ redibunt, quod de cætero ipsi erunt boni & fideles Subditi Regiæ Majestatis, nec aliquid contra suam Majestatem, aut Statum, molientur.

Convenerunt etiam Partes prædictæ, quod Sacri Romani Imperii Principes Electores, & ipsum universum Romanum Imperium, sint hujus Pacis, Unionis, Fœderum, & Concordiæ, & singulorum in eis contentorum Conservatores, ita & taliter quod possint & debeant totis viribus assistere ei, qui prædicta observaverit contra alium non observantem.

Item, conventum est, quod prædicti Serenissimi & Excelsi Domini Romanorum, Franciæ, & Castellæ Reges poterunt, infra tres menses, à die Pacis factæ numerandos, suos Confœderatos, quos in hac Pace intelligunt esse comprehensos, alter alteri nominare, & ex nunc præfatus Christianissimus Francorum Rex, declarat & nominat pro suo primo & præcipuo Confœderato S. D. N. Julium II. Papam modernum.

Poterit etiam Catholicus & Serenissimus Princeps Dominus Ferdinandus, Rex Hispaniarum, ingredi hoc Fœdus & Amicitiam infra quatuor menses a die Pacis factæ, modo velit remittere Regnum Neapolitanum, quantum ad eum attinet, Illustrissimo Domino Luxemburgiæ Duci; & Christianissimus Francorum Rex similiter remittere portionem sibi in dicto Regno competentem dictæ Claudiæ Filiæ suæ; cujus quidem Regni administratio spectabit prædicto Castellæ Regi, quousque fuerit consummatum Matrimonium inter prædictos Ducem, & Dominam Claudiam, aut alio modo, de consensu prædictorum Romanorum, Francorum, Hispaniarum, & Castellæ Regum, super hoc Regnum Neapolitanum fuerit conventum.

Cumque præinserta Pacis, Fœderis, Concordiæ & Amicitiæ Capitula omniaque & singula in illis contenta, nobis gratissima sint, ac libentissimo animo ea omnia servare, exequi & complere, quæ pro parte nostra præinsertorum Capitulorum Pacis virtute servanda & exequenda sint & complenda, idcircò præsentibus Literis nostris, omnibus melioribus via, modo & forma quibus meliùs & validiùs de Jure possumus & debemus, præinserta Pacis, Fœderis, Concordiæ & Amicitiæ Capitula, omniaque in illis quolibet eorum contenta juxta sui seriem & tenorem, laudamus, approbamus, ratificamus & confirmamus & corroboramus, ac rata, grata & firma habemus & firmamus, & insuper promittimus & juramus ad Dominum Deum nostrum & ejus sanctam Crucem, & sancta quatuor Evangelia, manibus nostris corporaliter tacta, bona fide & in verbo Regio & sub Censuris Apostolicis, quibus nos in hoc casu contraventionis subjicimus, tenere, adimplere & inviolabiliter observare, pro nobis, Hæredibus & Successoribus, Regnis, Terris, Dominiis & Ditionibus nostris, omnia & singula in præsentis Pacis & Fœderis, Concordiæ & Amicitiæ Capitulis contenta, prout in eisdem cavetur & continetur, & contra ipsam quovis modo directè vel indirectè non facere, nec venire, sub obligatione & hypotheca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, nec non sub pœna perjurii, quam Rex possit tali casu incurrere & si, quod Deus avertat, non adimplerentur integrè omnia & singula, per nos prædictis Serenissimis Principibus promissa, volumus & consentimus ex nunc prout ex tunc, quod ipsi & neuter eorum in nullo sit nobis penitus obligatus.

In quorum omnium & singulorum prædictorum testimonium, præsentes Literas manu nostra signavimus, Sigillique nostri munimine jussimus roborari. Datum in nostro & Imperii Sacri Oppido Haguenaw die quarto mensis Aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo quinto, Regnorum nostrorum, Romani vigesimo, Hungariæ decimo sexto.

II.

1521. 8. Mai.

Tabulæ Fœderis stabiliti inter CAROLUM V. *Romanorum Imperatorem*, & LEONEM X. *Pontificem Maximum contra Gallos aliosque Italiæ turbatores, datæ Romæ die* 8. *Maii Anno* 1521. [LUNIG, ibid. col. 167.]

QUONIAM recta Regnorum & rerum publicarum Gubernatio duabus maxime rebus efficitur, cum & voluntas Principum intenta ad bonum communem spectat salutem, & cum eorum talis est potentia, quæ possit reprimere & coërcere Pacis ac Justitiæ turbatores; idcirco decet eos, qui & auctoritate & potentia maxime excellunt, inter se concordes & unitos esse, quoniam sicut eorum discordiæ Bellorum & tumultuum causa sunt, sic concordia atque amicitia Pacem conservat, bonis fiduciam, malis injicit timorem, publicam omnium tuetur salutem. Quod si ulla in alia Natione & Gente hæc Pax Populorum, Principum Concordia, curanda & elaboranda fuit, certe hoc maxime

ANNO 1521.

maxime fieri decet in Christiana, quæ tanto ceteris nobilior est, quanto hæc divino Numine constituta est, ceteræ humanis consiliis ordinatæ fuerunt. Et tamen (quod magno cum dolore dicendum est) ubi potissimum Pax & Concordia, & Dei respectus, & universalis boni Procuratio vigere debuit, in Christiana Republica videlicet, in ea tot cædes, rapinæ, Urbium direptiones, Populorum eversiones, sanguinis effusiones factæ sunt, ut omni humano & divino Jure polluto, nihil relictum fuerit ad majorem crudelitatem, præsertimque in hac misera & afflicta Italia, in qua omnium cupiditates & odia sævierunt: quæ cum per se acerba & intoleranda, tum hoc etiam periculosiora ac perniciosiora fuerunt, quod imminente cervicibus totius Christianitatis atque ejusdem miseræ in primis Italiæ potentissimo atque immanissimo Hoste Christiani nominis Rege Turcarum, quæ arma ad defensionem tanti periculi parata esse debuerunt, ea a nonnullis Principibus Christianis, tanquam conspiratione cum ipsis Infidelibus facta, ad augendum periculum damnumque Christianitatis, male conversa fuerunt. Et quidem non defuere illi, quorum auctoritas valere debuit, in admonendo, cohortando, & obsecrando, ut iis privatis odiis omissis, generali Christianitatis saluti & sanctæ fidei Catholicæ consuleretur: nec ullus labor aut cura prætermissa est, ut sancta inter Christianos Principes Pax constitueretur. Sed tantum potuit quorundam effrænata cupiditas & privati emolumenti non tam amor, sed rabies, ut clausis ad bona & salutaria consilia auribus atque animis, vice Turcarum atque Infidelium, in ipsos Dei Populos hucusque fuerit sævitum. Multa fuerunt dicta, scripta, tractata, ut sancta Expeditio contra Turcas sumeretur: multa hinc inde recepta & promissa: Decimæ Ecclesiasticæ Principibus concessæ, Cruciatæ datæ, maximæque ex his rebus Pecuniæ coactæ: & tamen unius adhuc solius Serenissimi Cæsaris Caroli Regis Romanorum electi fides & virtus in hoc præclarissimo opere spectata est, qui magna classe Gerbas Insulam Maurorum, receptaculum Piratarum, valde opportunam rebus Christianis, sub ditionem suam redegit.

Ceterorum aliquis, qui pro nomine & meritis erga hanc sanctam Sedem potissimum tenebatur, his diebus requisitus, ut auxilium Rhodo Insulæ, atque Italiæ, ac Siciliæ ferre vellet, quas Turcæ invasuri credebantur, respondit, hanc curam eorum esse debere, quorum interesset: se remotum ab his periculis, sua, cum opus esset, defensurum esse, hoc modo suum auxilium Deo & Christianæ fidei negans, contra promissiones etiam suas manu propria conscriptas: quas pravas voluntates, mala, detrimentaque totius Christianitatis cum inde processisse & aucta fuisse manifestum sit, quod aliqui Principum suis propriis cupiditatibus frena laxantes, ad veros & primarios Principes Christianitatis, Romanum videlicet Pontificem, & Serenissimum Imperatorem respectum non habuerunt, propterea quod ad hunc diem alter auctoritate sola regere insolentias illorum non poterat, alter debitam ad coërcendum potentiam non habebat: visus est omnipotens Deus suo divino consilio his tantis malis providere voluisse, vocato ad Imperium Serenissimo Carolo Catholico, qui opibus & potentia multis jam sæculis parem non habuerit, ex cujus magnitudine animi, pietate erga Christi fidem, observantia in sanctam Sedem Apostolicam sit præditus, ut summa & certissima in eo spes felicium temporum, & liberandæ ab omni Infidelium, & eorum, qui Infidelibus quandoque deteriores sunt, periculo, Christianitatis, possit constitui. Qua occasione oblata, quoniam utrasque has Potestates, Pontificalem, & Imperialem supremas omnium constituit Deus, & ab ipsis, Romano Pontifice & Imperatore, ratio Deo reddenda est Gubernationis & administrationis totius Reipublicæ Christianæ, idcirco ad emendandos Christianitatis errores, Pacemque universalem constituendam, Bellum generale contra Turcas suscipiendum, omniaque in meliorem statum & formam redigenda, decreta est, Deo inspirante, eodemque adjuvante, inter Sanctissimum Dominum nostrum Leonem Papam X. & Serenissimum Cæsarem Carolum prædictos perpetuæ Pacis, Amicitiæque & inviolabilis Fœderis conjunctio, quæ signum attollat, & spem confirmet omnibus Deum vere colentibus & fidem Catholicam salvam volentibus, meliora deinceps tempora a Deo optimo maximo suis fidelibus præparari.

Sed quia corpus graviter ægrotum sine alicujus partis detrimento sæpe non potest sanari, necessarioque pravum aliquod membrum aut secandum, aut inurendum est, idcirco si armis necessario utendum fuerit ad auctores tantorum malorum a sua injuria & insolentia repellendos, conveniet hoc Justitiæ. Non enim potest effectus optatæ Pacis consequi, nisi causæ Bellorum sublatæ sint: quæ omnes ab ipsa Italia & propter ipsam, ut plurimum, exortæ sunt. Patet enim duas res fuisse & esse omnis tumultus semper & perturbationis causas: unam anxiam illam cupiditatem Francorum obtinendi Ducatum Mediolanensem & Civitatem Genuæ, ac ab his, tanquam Arcibus, toti Italiæ dominandi: alteram, damna & injurias huic sanctissimæ Sedi Apostolicæ sæpe illatas, quas ut propulsare & evitare posset, suaque detrimenta sarcire, erepta recuperare, auxilium ab aliquo Principum petere coacta est, & adversus impie contra se venientes arma implorare. Quibus malis omnibus providere omnino cogitans Serenissimus Cæsar Carolus, Sedemque Apostolicam, ut bonum ejus Advocatum & Protectorem decet, in omni sua dignitate incolumem conservare, Italiam vero, cujus Corrector ipse est, Statumque Mediolani & Civitatem Genuæ, ad se Jure omni pertinentes, a tyrannide & violentia ad æqulus Imperium & legitimam Gubernationem redigere, Subditosque & Commendatitios suos per vim atque injuriam pulsos restituere, rebusque publicis meliorem formam reddere; Sanctissimus vero Dominus noster Leo X. ad quietem, pacemque stabilem totius Christianitatis, & Bellum contra Infideles, ut semper, anhelans, huncque Ducem sacræ Expeditionis a Deo sibi oblatum judicans, & quemadmodum Socii in summa auctoritate ac potestate a Deo facti, ut sic animis, amore, amicitia, & fœdere perpetuo socientur ambo, quod Deo gratum & acceptum, Reipublicæ Christianæ felix faustumque sit, utrisque ipsis utile ac honorificum, Fœdus indissolubile, Pacemque perpetuam sub Capitulis infra scriptis, per Magnificum Dominum Joannem Emanuelem, Cæsareæ Majestatis Oratorem, ad Cæsarem mittendis, ab ipsa deinde Cæsarea Majestate ratificandis manu propria, & approbandis, inierunt, fecerunt, confirmaverunt.

I.

Et primo, prædicti duo Principes, Serenissimus Papa, Leo X. & Serenissimus Cæsar Carolus Hispaniarum ac utriusque Siciliæ citra & ultra Pharum Rex, faciunt Ligam atque Amicitiam, junguntque se Fœdere perpetuo & indissolubili, ita ut eosdem habeant Amicos, eosdem Hostes sine exceptione, ut una atque eadem amborum sit fortuna, idem velle & nolle ad offensionem quorumcunque & defensionem a quibuscunque opus fuerit, alter semper cum altero copulati atque conjuncti, obligantes se invicem uterque alterius statum, dignitatem, res omnes, tam publice, quam privatim possessas, nunc & in posterum vigore præsentis Fœderis possidendas, tueri, conservare, defendere, ut qui alterutrum læserit aut lædere attentaverit, alterius continuo sit Hostis.

II.

Item, quod omnia alia Fœdera & Colligationes, & obligationes alias inter eosdem Pontificem & Cæsarem facta, permaneant in suo robore, neque illis per hoc præsens Fœdus intelligatur ullo modo derogatum, sed nova hæc Conjunctio superiorum Fœderum inter eos potius sit major confirmatio. Verum aliæ quidem omnes Societates, Amicitiæ, Confœderationes, quas alteruter eorum cum alio quovis Principe aut Potentatu habeat, intelligantur suspensæ & abrogatæ, quatenus contra præsentem veniant Conventionem. Hinc vero inter dictos duos Principes Fœderi præsenti per alias nullas Conventiones cum quovis alio Principe aut Potentatu factas seu faciendas, intelligatur unquam derogatum, neque possit derogari. Nec vero alter sine altero duorum dictorum Principum Pacem sive Inducias, aut Conventionem aliquam cum aliis quibuscunque facere debeat.

III.

Item cum deliberaverit Serenissimus Cæsar ob rationes supra allegatas redigere in eam formam Statum Mediolani & Genuæ, quæ cum voluntate suorum majorum, & quiete ac Pace Italiæ olim fuit servata, ut ipse tanquam verus eorum Princeps pro Imperiali sua Dignitate recognoscatur, id quod nunc non fit, Sanctissimus Dominus Noster contentus est & paratus accedere ad voluntatem Cæsaris, & contribuere pro sua parte auxilium ad hoc opus. Et quoniam plurimum conferet, in hanc Expeditionem uti viribus & manu Helvetiorum, quæ fortissima Natio hujus sanctæ Sedis devotissima, & Cæsareæ Majestatis amantissima est, conventum est & decretum inter dictum Sanctissimum Dominum Nostrum, & Cæsarem conducere sexdecim millia Helvetiorum, & pro stipendio eorum, tempore, quo militaverint, deputare ducenta millia Ducatorum,

rum, centum per Sanctissimum Dominum Nostrum providenda, alia centum millia per Serenissimum Cæsarem.

IV.

Item quod hanc Summam ducentorum millium Ducatorum uterque pro sua parte paratam & in promptu habere debeat in Civitate Augustæ primo die Septembris proxime futuri, & uterque ibidem hominem suum, in quo confidat: qui homines uno animo atque consilio dictas pecunias exponant, Militibus stipendium dent, omniaque concorditer tractent atque gerant, quæ ad commodum & voluntatem suorum Principum exequendam fuerint opportuna.

V.

Item quod dictus numerus Helvetiorum debeat stipendiari citra diem XV. Septembris, & quam celerrime & occultissime fieri poterit, Illustrissimo Domino Francisco Sfortiæ, Barri Duci, Mediolanum versus præmitti, eodemque tempore Cæsarea Majestas ordinet, ut Classis sua cum omni copia Militum, qui nunc sunt ad Favilinam, Adurnos Genuam deducat, atque ut expeditius utraque Civitas recuperetur, Mediolanum & Genua videlicet, jam nunc statuatur, ut utra manus celerius commissionem suam peregerit, cum altera statim conjungatur ad opus celerius perficiendum, Gallosque extra Italiam penitus submovendos.

VI.

Item cum Cæsarea Majestas intentionem firmam habeat habueritque reponere dictum Franciscum Sfortiam in Statum Mediolanensem, prout Frater & Pater ejus fuerunt, teneatur illum creare Ducem Mediolani, sicut a claræ memoriæ Maximiliano Avo suo Pater dicti Francisci creatus fuit, itemque Antoniottum Adurnum Ducem Genuæ juxta morem & Leges illius Civitatis, a quibus tamen, tanquam obedientissimis suæ Majestatis Servitoribus, Serenissimus Cæsar pro vero & supremo Domino eum omni reverentia recognoscatur.

VII.

Item quod Franciscus Sfortia prædictus teneatur, recepto Ducatu Mediolani, & Gallis expulsis, etiamsi nondum Arces recuperatæ fuerint, curare, ut præfatis Papæ & Cæsari restituantur septuaginta quinque millia Ducatorum in termino duorum mensium, & in alio aliorum duorum mensium termino alia septuaginta quinque pro tanto accepto beneficio & pro tantis expensis, ab ipsis Pontifice & Cæsare in ejus commodum atque honorem factis: quæ in totum centum quinquaginta millia Ducatorum Pontifex & Cæsar pro rata parte impensæ in Helvetios factæ, inter se dividant.

VIII.

Item quod prædictus Adurnus, & Hieronymus ejus Frater, recepta Genua, teneantur intra dies XV. curare, ut Militibus Classis Cæsareæ stipendium solvatur unius statim mensis, deinde etiam alterius, in recognitionem tanti beneficii & propter stabilimentum Status sui: quod beneficio Cæsaris assequentur, & sub ejusdem patrocinio retinebunt.

IX.

Item quo tempore Helvetii Mediolanum versus, Classis maritima Genuam jussu & auspiciis Cæsaris, contendent, eodem tempore ordinare debeat Cæsar, ut ex Regno Neapolitano quingenti Equites cataphracti ad eandem properent Expeditionem: qui quidem jam nunc sub alio colore & prætextu (quod facile erit) in unum cogendi sunt, Bononiam suo tempore celeriter mittendi: quibus per Statum Sanctæ Ecclesiæ transeuntibus totidem ex suis aut etiam plures adjungat Summus Pontifex: qui omnes conjuncti & uniti, quo opus fuerit, tempestive ducantur.

X.

Item quod Cæsarea Majestas ordinare debeat, ut in sua Classe vis magna sit Tormentorum cum omni munitione navaria, quibus, ubi res postulaverit, in Terram expositis, Arces, quæ ab Hostibus tenebuntur, expugnari possint: idemque Sanctissimus Dominus Papa facere teneatur, copiamque Tormentorum Bononiæ & in Romandiola paratam habere, quæ duci possint quo expedierit.

XI.

Item cum Serenissimus Cæsar constitutum habeat reintegrare Sanctam Romanam Ecclesiam & Sedem Apostolicam ad eas res omnes, quæ ad eam jure spectant, ut optimi Protectoris ejus & Advocati nomen Officiumque adimpleat, ex nunc promittit Serenitas sua quamprimum Galli e Mediolanensi Statu fuerint expulsi, etiamsi Arces nondum recuperatæ fuerint, restituendas se curaturum Parmam atque Placentiam Sanctissimo Domino Nostro & Sedi Apostolicæ, prout à felicis recordationis Julio II. & à Sanctitate sua possessæ atque obtentæ fuerunt, deque eis eundem Sanctissimum Dominum Nostrum & Sedem Apostolicam investiturum, renunciando, & in eam omne Jus, actionemque, quam ipse forsitan ad eas Jure Imperiali prætenderet se habere, transferendo, itemque efficiendo, ut Franciscus Sfortia eisdem cedat eidem Apostolicæ Sedi, omneque Jus, quod, tanquam Dux Mediolani, in eas habet, in Apostolicam Sedem transferat. Quas etiam Civitates supradicto casu Sanctissimus Dominus Noster recipere & recuperare sibi ipse possit, & illi intelligantur concessæ & datæ.

XII.

Item promittit Serenissimus Cæsar, se effecturum, ut à prædicto Francisco Sfortia eædem Conventiones, Pacta, & Capitula Salis, à Sede Apostolica accipiendi, serventur, quæ cum Rege Francisco fuerunt facta, id est ut toti Statui Mediolanensi non aliud Sal, quam à Sede Apostolica acceptum in usu sit, cum eisdem conditionibus & Pactis, ut dictum est, quæ cum Francisco Rege convenerunt; promittendo etiam se effecturum, ut in his Capitulis partes illæ, quæ ad Franciscum Sfortiam, & Dominos Adurnos spectant & pertinent, per eos ipsos acceptabuntur & ratificabuntur.

XIII.

Item, ut omnibus in rebus appareat Cæsareæ Majestatis erga Sanctam Sedem Apostolicam amor & observantia, utque ea in omne jus sibi debitum restituatur plenarie, cum clarius luce sit, Ferrariam ad ipsam Sedem omni ratione & causa pertinere, promittit Serenissimus Cæsar omnem vim, omnem potentiam suam, atque auxilium, ut ea eidem Sedi Apostolicæ recuperetur: modus autem eam obtinendi sic futurus est facilis, ut apparet, & expeditus & non magnæ impensæ. Ut primum invadentes Statum Mediolanensem Helvetii Gallos expulerint & nondum receptis Arcibus, subito Ferrariam deducantur; itemque maritimæ Copiæ, recepta Genua, itinere terrestri ad eandem Civitatem Ferrariæ continuo mittantur, ac simul cum his quingenti Equites supradicti sub auspicio Cæsaris, totidemque vel etiam plures Summi Pontificis uniantur cum Tormentis & Classe Cæsarea, & iis, quæ per Sanctissimum Dominum nostrum Bononiæ & circum fuerint parata: quo præpotente Exercitu, Tormentis & apparationibus, de celeri Expeditione dictæ Civitatis dubium futurum non est, præsertim re & celeriter & secrete tractata; tanta enim erit obsidionis vis & celeritas, ut locus non videatur dari, illam Civitatem, ut opus foret, fortificandi, etsi etiam bene munita esset, terrorem tamen tanti Exercitus ferre non possit. Quod si tamen præter omnem rationem difficilior esset, & tardior Ferrariæ expugnatio, tunc idem Serenissimus Cæsar promittit Sanctissimo Domino Nostro, se prosecuturum expugnationem cum idoneo Exercitu ad eam expugnandam per sex integros menses, medietatemque totius impensæ, in hoc Bellum faciendæ, se contributurum.

XIV.

Item promittit Serenissimus Cæsar, se accepturum, prout ex nunc accipit, patrocinium & protectionem ac defensionem quascunque sine ulla prorsus exceptione personæ Sanctissimi Domini Nostri & totius Illustrissimæ Domus & Familiæ de Medicis, ac in specie & præcipue Reverendissimi Domini Cardinalis de Medicis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Vicecancellarii, necnon Statuum, bonorum, rerum, Jurium, Privilegiorum, & Prærogativarum omnium, quæ dicta Familia possidet, tam à Sede Apostolica dependentium, quam propriorum & privatorum.

XV.

Item promittit idem Cæsar, in eadem se protectione habiturum omnes Confœderatos & Colligatos cum Sanctissimo Domino Nostro, & specialiter Florentinos cum omni statu & rebus, quas in præsens possident. Et quia in ipsis Confœderatis Sena Civitas est cum eo, quo nunc gubernatur, regimine, in quam plenum Jus est Cæsaris, cui nulla in parte detrahere, sed potius semper favere intendit Sanctissimus Dominus Noster; ideo declaratur, Cæsarem ex sua benignitate velle, & concedere, ut Sena sub protectione ejusdem Sanctissimi Domini Nostri, & in eo, in quo nunc est, statu, gubernante Reverendissimo Cardinali de Petrucciis, manere permittatur; propterea quod ad ceterum Statum ejusdem Sanctissimi Domini Nostri vehementer commoda & opportuna est, & Cardinalis Petruccius Senæ ejusdem factura est. Sed hæc ita sint tamen, ut dicta Civitas, & ejus Regimen recognoscant Cæsarem supremum

ANNO 1521.

mum ſuum Principem, & illi omni obſervantia, ſervitio, & fide ſubjecti ſint, quantum commode & honeſte fieri poterit.

XVI.

Item, quoniam Sanctiſſimo Domino noſtro cura eſt aliquanto etiam major rerum ſpiritualium & paſtoralis officii, quam temporalium, dignitatem Sanctæ Apoſtolicæ Sedis ſupra omnia cariſſimam habet, multi autem exorti ſunt, qui & de Fide Catholica male ſentire, & dictam Sedem ſua malignitate & maledicentia lacerare non dubitant, promittit Sereniſſimus Cæſar, ſe contra eos, qui Sedem Apoſtolicam verbo, & facto lædere præſumunt, aut Fidem Catholicam perturbare conantur, ut juſtiſſimum & Chriſtianiſſimum Imperatorem decet, omnem vim ſuæ poteſtatis diſtricturum, eosque perſecuturum, omnesque injurias eidem Sedi illatas, tanquam ſibi factas, vindicaturum.

XVII.

Item promittit idem Cæſar, ſe non accepturum in protectionem quemque Sanctæ Eccleſiæ Subjectum mediate ſeu immediate, ſed eos omnes relicturum ſub correctione & pleno arbitrio Sanctiſſimi Domini Noſtri. Et ſi forſan aliquorum hujusmodi protectionem ſuſceptam jam haberet, ſe eam dimiſſurum, & adverſus contumaces ſe eidem Sanctiſſimo Domino Noſtro omni auxilio affuturum, ut puniantur: quæ omnia viciſſim promittit Sanctiſſimus Dominus Noſter Cæſari, de ejus Subditis, & quod de iis, quæ ex utraque parte deliquerint, ſtabunt & fidem habebunt inter ſe, alter dicto & aſſertioni alterius. Item promittit Sanctiſſimus Dominus Noſter Sereniſſimo Cæſari, quoties opus ſit, in defenſionem Regni Neapolitani à Cæſare poſſeſſi contra quoscunque omnia auxilia ſua, tam Terreſtria, quam Maritima, quantum ſuæ & hujus Sanctæ Sedis vires ſe extendent, armaque omnia, tam temporalia, quam ſpiritualia.

XVIII.

Item, quod adventum Cæſaris ad Italiam & ad accipiendam Coronam Imperii omni ſua gratia & liberalitate Sanctiſſimus Dominus Noſter excipiet, & in omnibus eum, tanquam cariſſimum & amantiſſimum Filium, tractabit.

XIX.

Item promittit Sanctiſſimus Dominus Noſter, ſe omni auxilio affuturum Sereniſſimo Cæſari, quotiescunque ille Bellum contra Venetos ſit ſuſcepturus, omnibus viribus ſuis temporalibus & ſpiritualibus: nec non in omnibus aliis rebus, Negotiis, Bello, & Pace, ſe cum eadem Majeſtate Cæſarea ſemper conjunctiſſimum futurum, ut res ipſius Cæſaris eodem habeat loco, quo ſuas, in omnibus & per omnia. Quoniam autem fortiſſima Helvetiorum Natio cum hac Sancta Sede conjunctiſſima ſemper fuit, multaque præclara geſſit facinora ad Eccleſiaſticam libertatem defendendam, ac præſertim contra eosdem Gallos, unde illuſtribus titulis meruit decorari, eamque Sanctiſſimus Dominus Noſter ſecum omni tempore vult eſſe conjunctam, quam eandem fore non dubitat obſervantiſſimam Majeſtatis Cæſareæ; idcirco in hoc Fœdere vult eſſe comprehenſam, prout Sanctitas Sua eam comprehendit & nominat.

XX.

Item cum Sereniſſimus Rex Angliæ, & propter virtutem, & propter celſitudinem animi ſit huic Sanctæ Sedi ſit amiciſſimus, atque eodem in Cæſarem animo ſit & benevolentia, Sanctiſſimus Dominus Noſter, & Cæſar in hoc præſenti Fœdere locum illi relinquunt honorificum, & digniſſimum ipſius Serenitate Regia, ita quidem, quod non poſſit prædictus Rex Angliæ alios ſecum in Fœdere aſcribere, quorum aſcriptio & nominatio præſenti Fœderi & Capitulis in eo contentis aliqua ex parte contrarietur.

XXI.

Item, quod præſentis Fœderis ac Conventionis & Colligationis, omniumque in ea Capitulorum contentorum duo Exemplaria authentica fieri debeant, quorum unum manu Sereniſſimi Cæſaris ſubſcriptum apud Sanctiſſimum Dominum Noſtrum remaneat, alterum manu ſubſcriptum ejusdem Sanctiſſimi Domini Noſtri apud ipſum Cæſarem ſit depoſitum.

Hæc autem Capitula acta, concluſa, & firmata fuerunt in Palatio Apoſtolico in Camera ejusdem Sanctiſſimi Domini Noſtri, die, menſe, & anno infraſcriptis: quæ etiam erunt ſubſcripta manu ipſius Sanctiſſimi Domini Noſtri, & Illuſtris Domini Joannis Emanuelis Oratoris & Procuratoris dicti Sereniſſimi Caroli Regis in Imperatorem electi. ANNO 1521.

Ita convenimus & promittimus J.

Ego Joannes Emanuel Sereniſſimi Caroli Romanorum & Hiſpaniarum Regis Catholici in Imperatorem electi apud Sanctiſſimum Dominum Noſtrum & Sedem Apoſtolicam Orator, habens plenum & ſufficiens mandatum ad capitulandum & firmandum Conventiones & Pacta quæcumque cum Sanctiſſimo Domino Noſtro Leone divina providentia Papa X. & dicta Sede, vigore dicti mandati, quod exhibui, & eidem Sanctiſſimo Domino Noſtro conſignavi, approbo & confirmo omnia ſupraſcripta, ac obligo prædictum Imperatorem nomine, quo ſupra, ad ſervandum omnia ſupradicta, per me ſuo nomine geſta: ac promitto, quod idem Carolus Rex ratificabit de novo infra viginti quinque dies à præſenti data omnia ſupraſcripta in authentica forma cum inſertione ſupradictorum Capitulorum & Conventionum ſub pœna decem millium Ducatorum, Cameræ Apoſtolicæ applicandorum: & Ratificationem ſubſcriber manu propria, & ſuo Sigillo ſignari faciet, ac ad Urbem mittet, & eidem Sanctiſſimo Domino Noſtro realiter & cum effectu intra dictos dies conſignabit.

Et in fidem præmiſſorum hanc ſubſcriptionem manu alterius ſubſcriptam, propria manu firmavi, & ſubſcripſi, & meo parvo Sigillo firmari juſſi. Romæ die VIII. Maji MDXXI.

Loco † Sigilli.

III.

(1) *Capitulatio conclusa inter* Cæſareum Exercitum *in Italia commorantem*, *&* CLEMENTEM VII. *Pontificem Maximum*, *data die 25. Junii Anno 1527.* [LUNIG, ibid. col. 187.] 1527. 25. Juin.

POSTQUAM fœliciſſimus Cæſareus Exercitus, oppugnata Roma, Urbem ingreſſus eſt, & Sanctiſſimus Dominus noſter Papa, Clemens Septimus, & quam plurimi ex Reverendiſſimis Dominis Cardinalibus, Prælatis, Curialibus, Familiaribus & etiam Capitaneis, & Gentibus armorum, cum nonnullis Mercatoribus & Civibus Romanis, & aliis ad Caſtrum S. Angeli confugerunt, credens & perſuaſum habens præfatus Sanctiſſimus Dominus noſter Cæſaream Majeſtatem ei non defuturam, ſed ejus Beatitudinem, Reverendiſſ. Cardinales, & alios antedictos, & Sanctam Sedem Apoſtolicam ab omni conatu & violentia conſervaturam & protecturam. Cum ipſius Sanctiſſ. noſtri mentis & intentionis ſemper fuerit, & ſic ſtare & perſeverare in Amicitia, tranquillitate & quiete cum ſua Majeſtate: accerſitum ad ſe fecit Magnificum Dominum Joannem Bartholomæum Gattinaram, Regentem in Regno Neapolitano, ut ipſe D. Joannes Bartholomæus ejus Sanctitatis nomine exhiberet & offerret Illuſtribus, Magnificis & multum & longe ſtrenuis Capitaneis dicti fœliciſſimi Exercitus, & ipſi Exercitui ſubſequentes conditiones, ab utraque parte inviolabiliter obſervandas. Et primo, quod præfati Pontificis Sanctitas cum Reverendiſſimis Dominis Cardinalibus, Prælatis, Curialibus, Familiaribus, & etiam Capitaneis & Gentibus armorum, & quibuscunque Mercatoribus, Civibus Romanis & his omnibus, qui in dicto Caſtro reperiuntur, ponantur & ſeponi debeant, ſub fide, protectione, & poteſtate prædictorum Dominorum Capitaneorum Cæſar. Majeſt. & cum ſecuritate perſonarum, & bonorum ſuorum aſſociari debeant in Regnum Neapolitanum, & etiam ulterius, ſi expediens fuerit, ut commode & absque violentia & impedimento eis inferendis poſſint accedere ad Cæſaream Majeſtatem, & tractari debeant, prout convenit ejus Sanctitati, habita ſemper ratione Dignitatis præfati Sanctiſſimi Domini noſtri, Romanorum Cardinalium & aliorum, de quibus ſupra. Et ſi aliqui præfatorum, demptis ſemper perſonis ſummi Pontificis, Romanorum Dominorum Cardinalium & Obſidum infra ſcriptorum, vellent alio ſe conferre, ſeu Romæ

(1) Cette Pièce a été déja inſerée en François dans la I. Part. de ce Tome pag. 485. No. CCXI. ſous le 7. Juin 1527. Mais, comme la Copie en eſt très-fautive, on a cru qu'il étoit à propos de la mettre ici telle que Mr. *Lunig* vient de la publier, parce qu'elle eſt plus authentique, & qu'elle peut ſervir à corriger la précedente.

Anno 1527.

Romæ commorari, hoc eis lib[illegible]sit: & hac de causa eis præstare debeat amplus salvus Conductus, [illegible] præsidium, pro eorum tutela & securitate. Item quod præfatus Sanctissimus Dominus per totam diem crastinam dare debeat & consignare in potestate & manibus illorum, qui deputabuntur per prædictos Cæsareos Capitaneos, Castrum S. Angeli, cum Machinis, Munitionibus, Cibariis, Victualiis & Mobilibus, quibuscunque existentibus in dicto Castro quoquo modo pertinentibus, & Deputatis ad defensionem & pro defensione & sustentatione dicti Castri. Alia vero bona particularia prædicti summi Domini nostri, Reverendissimorum Dominorum Cardinalium & aliorum sint & remaneant in libera potestate & arbitrio præfati summi Domini nostri, Reverendissimorum Cardinalium eorum, ad quos spectant dicta bona. Item ut Exercitus Cæsareus stare possit præsenti Capitulationi & eam observare: quod quidem non esset facturus, ubi ei saltem in aliqua parte non satisfieret. De quantitatibus, quæ ei pro Stipendiis per decursa tempora debentur, præfatus Sanctissimus Dominus noster assentit, & vult solvere & exbursare de præsenti centum millia Scutorum auri a Sole: In hunc modum, ut quamprimum firmata fuerit præsens Capitulatio, quadraginta millia scutorum in pecunia numerata, & tantam quantitatem auri & argenti, ex qua conflari possint alia quadraginta millia Scutorum: & infra terminum sex dierum viginti millia Scutorum, & alia quinquaginta millia Scutorum infra terminum viginti dierum, quæ promittitur solvere Reverendo Domino Abbati Nazario, seu ejus Procuratori, in Civitate Januæ, Senarum aut Neapolis. Quæ quidem centum quinquaginta millia Scutorum, persolventur pro liberatione personarum, quæ reperiuntur in dicto Castro, & bonorum suorum, quæ liberantur, prout superius dictum est. Et præfatus Sanctissimus Dominus noster ordinabit, & faciet impositionem super Terris possessis per Ecclesiam, & ex ea impositione ultra dicta centum quinquaginta millia Scutorum persolventur alia ducenta quinquaginta millia Scutorum: & dicta de Ecclesia Sanctitas sua deputabit Exactores, Officiales & Ministros, qui sibi videbuntur magis idonei, ut effectualis exactio & infra breve tempus subsequatur, ut tanto citius liberari possint Obsides, qui exhiberi debent pro securitate dictæ solutionis, prout infra dicetur. Et pro hujusmodi exactione fienda, & alia quavis occasione præfatus Exercitus exhibebit prælibato Sanctissimo Domino nostro auxilium & favorem necessarium & opportunum. Et ut prædictus Exercitus reddatur tutus solutionis dictorum millium Scutorum fiendæ, ut supra, præfatus Sanctissimus Dominus noster dabit Obsides Reverendissimos Archiepiscopos Sipontinum & Pisanum, Episcopos Pistoriensem & Veronensem, D. Jacobum Salviatum, D. Laurentium, Ridolphum & Simonem de Recca Solis, sub hac tamen declaratione, quod præfatus Sanctissimus D. noster non possit, nec debeat imponere onus alicujus solutionis super Terris, quæ de præsenti consignari debent Cæs. Majest. ut infra dicetur, nec etiam super Terris Latii & Campaniæ, super quibus Sanctitas sua non intendit onus aliquod imponere. Item ut dictus Exercitus ex Urbe Roma, & ex aliis Terris Ecclesiæ egredi possit, pro ut desiderio tenetur ejus Sanctitas, & non detur Exercitui causa & necessitas capiendi possessionem temporalem aliquarum Terrarum, Civitatum, & Locorum possessorum per Ecclesiam, prædictus Sanctissimus Dominus noster offert præfatis Dominis Capitaneis eisdem & in manibus suis nomine prædictæ Cæsareæ Majestatis consignare & ponere infra Civitates cum suis Fortalitiis & Territoriis, videlicet Hostiam, Civitatem veterem cum ejus Portu, Mutinam, Parmam & Placentiam, quas de præsenti Sanctitas sua & Sedes Apostolica possidet. Ad arbitrium præfatæ Cæsareæ Majestatis, & in eventum, in quem aliquæ ex Terris præfatis præter & contra voluntatem suæ Sanctitatis adversarentur, & essent renitentes, & inobedientes, possint & valeant præfati Cæsarei Ministri & Capitanei eas expugnare, & tanquam hostiles & inimicos habere & tractare: sperans & confidens præfatus Sanctissimus Dominus noster, quod prælibata Cæsarea Majestas pro ejus benignitate & observantia, quam semper habuit & habet erga Sedem Apostolicam, respiciet, prout convenit, honorem & dignitatem, & tuebitur auctoritatem ejus Beatitudinis & sanctæ Sedis Apostolicæ. Et in eventum, in quem observentur contenta in præsenti Capitulo, præfati Domini Capitanei Cæsarei teneantur & debeant se abstinere & abstineri facere præfatum Exercitum & alios quoscunque Subditos Cæsareæ Majestatis ab omni violentia & hostilitate contra alias Civitates, Terras & Status, mediate & immediate subjectas Ecclesiæ, ita tamen, quod Possessores dictarum Terrarum mediate & immediate aliquid non operentur contra Cæsaream Majestatem. Item contemplatione præfatæ Cæsareæ Majestatis & dictorum Capitaneorum, & ut eis complaceat, præfatus Sanctissimus Dominus noster assentit, & vult redintegrare Illustres Dominos Columnenses ad Civitates, Terras, Castra & Status, quæ & qui de præsenti per eos tenebantur & possidebantur, absque aliqua exceptione & dilatione. Et pariformiter restituere ac redintegrare Reverendissimum Cardinalem Columnensem ad pristinas ejus Dignitates, Officia & Prærogativas, & etiam ad bona sua patrimonialia & temporalia. Item præfatus Sanctissimus Dominus noster ad preces prædictorum Dominorum Capitaneorum & dicti Exercitus assentit liberare & absolvere præfatos Dominos Columnenses ab omnibus & quibuscunque censuris, excommunicationibus, pœnis, & inhabilitationibus, in quas hactenus incursi fuissent, ex quibuscunque commissis contra ejus Sanctitatem & Sedem Apostolicam. Item quod Illustris Dominus Princeps intersit & præsens sit, quando Gentes armorum, & aliæ Personæ utriusque sexus existentes in Castro S. Angeli, exibunt ex dicto Castro, & providere debeat, quod tuto possint abire absque damno & injuria. Item debeat eas Gentes & Personas associari facere ab illis, seu Cohortibus tribus Peditum Alemannorum, & quinque Hispanorum, per spacium quatuor seu quinque milliariorum, & etiam ultra, si necessum fuerit, & a centum Equitibus levis armaturæ per spacium viginti, seu viginti quinque milliariorum, cum fide & securitate, quod possint pro eorum libito, tuto reverti. Item quod eis, qui remanebunt in dicto Castro S. Angeli, & eis, qui voluerint Romæ manere, vel alio se conferre, fieri debeant Literæ Patentes, & salvi Conductus in oportuna forma pro eorum securitate. Item, quod unico & eodem & conceptu & tempore, quo Gentes armorum exibunt, dictum Castrum S. Angeli, in eo ingredi debeant Gentes Cæsareæ Majestatis, prout ordinabit & statuet præfatus Dominus Princeps: quæ Gentes Cæsareæ sub earum custodia & potestate tenere habeant Fortalitia dicti Castri.

Et nihilominus non intelligatur, nec sit concessum alicui ascendere partes superiores dicti Castri, præterquam Personis propriis dictorum Dominorum Capitaneorum, cum quatuor seu sex Sociis pro quolibet eorum, pro convenienti custodia. Item quod per totam diem crastinam præfatus Sanctissimus Dominus Noster significare debeat, & notum facere Castellanis & Gubernatoribus Hostiæ & Civitatis veteris, firmationem præsentis Capitulationis, ut possint exinde exportari facere bona sua. Et postmodum sequenti die debeat & relaxare Fortalitia, & Arces in potestate & manibus ipsorum, qui ad hoc deputabuntur per præfatum Illustrissimum Dominum Principem cum contrasignis & brevibus expedientibus, ut curent cum effectu, ut primo quoque tempore Andreas de Auria cum suis Triremibus, & aliæ quinque Triremes armatæ discedant ex Portu Civitatis veteris, ut subinde post ejus discessum consignari possit Agentibus Cæsareæ Majestatis. Item quod præfatus Sanctissimus Dominus Noster, & Reverendissimi Domini Cardinales, & alii, qui cum eis discedere voluerint, facta satisfactione dictorum Scutorum centum millium, & consignatione dictarum Civitatum, Hostiæ, Civitatis veteris & expeditis Commissariis & Exactoribus pro exigenda impositione aliarum quantitatum & pro consignandis dictis Civitatibus, Mutinæ, Parmæ, Placentiæ, possint & valeant pro libito & voluntate eorum discedere ex dicto Castro, & se conferre ad Regnum Neapolitanum, prout superius expressum est: & interim præparari debeant omnia ad hæc necessaria, & Sanctitas sua vacare debeat præmissis ordinationi & expeditioni. Intellectis igitur supra dictis oblationibus & Capitulis præfati Sanctissimi Domini Nostri, Illustrissimus Princeps Philibertus de Chialon, Princeps Orangiæ, & reliqui Domini Capitanei Gentium, tam Equestrium, quam Pedestrium Hispanorum, Alemannorum & Italorum, & Reverendissimus Dominus Abbas Nazarius, Commissarius generalis præfati Exercitus, & cæteri Consiliarii & Officiales ipsius Exercitus perspectam habentes humanissimam & optimam voluntatem præfati Sanctissimi Domini Nostri erga Majestatem Cæsaream, quæ utique declaratur ex præmissis, & cognoscentes mentes & animi præfatæ Cæsareæ Majest. semper fuisse & esse, habere & tractare præfatum Sanctissimum Dominum, ac si sibi

esset

ANNO 1527. esset Pater, & eum in bona amicitia conservare, & sub ejus protectione habere, prout condecens est ejus Majestati prompto animo & sincera fide âcceptarum hujusmodi Capitulationum & oblationum. Et sic dictæ promissiones stipulatæ fuerunt, interventu dicti Magnifici Domini Johannis Bartholomæi Gattinariæ. Et quemadmodum Sanctitas sua promisit, & promittit ipsa Capitula observare & observari facere sincere, realiter & cum effectu absque aliqua sinistra interpretatione pro parte sua. Ita etiam præfati Capitanei & Domini Cæsarei promittunt ea observare & observare facere inviolabiliter pro parte sua, & in fidem præmissorum prædictæ Partes subscripserunt se præsentibus Capitulis, propriis suis manibus: quæ quidem Capitula duplicabuntur, ut penes utramque Partem remaneant Capitula ipsa authentica & subscripta. Datum Romæ ut supra, die 5. Junii, Anno 1527.

Ego A. Episcopus Ostiensis.
Ego Ant. Episcopus Portuensis.
Ego Paulus, Episcopus Sabinensis.
Ego Laurentius, Episcopus Prænestensis.
Ego Laurentius, Cardinalis Campegius.
Ego F. Cardinalis Camerarius.
Ego B. Cardinalis Ravennensis.
Ego F. Cardinalis Ursinus.
Ego P. Cardinalis S. Eustachii.
Ego Her. Cardinalis de Rangon.
Ego A. Cardinalis S. Adriani.
Ego F. Cardinalis S. Marci.
Ego N Cardinalis Firmanus.
Philibertus de Chialon, Princeps.
Ferdinandus de Gonzaga.
Conradus de Bemelberg.
Colonellus de Alemannia.
Johannes de Urbina
Comes Ludovicus de Ladron.
Joannes Bartholomæus Gattinaria.
Marinus Abbas de Naggera.
Hieronymus Moronus.
Loys Gonsaga.
Petrus Ramirus.
Hieronymus de Mendoza.
Loys de Vallos.
Alfonsus de Gajoza.
Andreas de Egnareta.
Andreas Mendes.
Michael de Arrieda.
N. de Aldana.
Lodovicus de Ripalta.
Johannes de Zepe.

IV.

1530. 14.Fevr. INSTRUMENTUM *primum*, *de solennitatibus circa* IMPERATORUM *Coronationem Italicam cum Corona ferrea observari solitis*, *agens. Dat. Modoetiæ die* 14. *Februarii Anno* 1530. [LUNIG, ibid. col. 2515.]

IN Nomine Domini. Anno à Nativitate ejusdem millesimo quingentesimo trigesimo. Indictione tertia. Die Lunæ, quartodecimo mensis Februarii. Cum expediat Serenissimum & Catholicum Dominum Carolum Divina favente clementia Romanorum Regem cupientem in præsentia Coronationem suam absolvere, & perficere servatis omnibus, & singulis solemnitatibus observari requisitis, & consuetis ex dispositione Ordinum, & Constitutionum tam a Summis Pontificibus, quam a Serenissimis Prædecessoribus suis in Imperio editorum, & in Chronicis, aliisque Monumentis continentibus solemnitates, & alia, in Coronationibus hujusmodi servatas, & servari requisitas in Oppido Modoetiæ existentibus descriptas autenticas habere, & de eis fidem publicam fieri. Cum hujusmodi Chronicæ, & alia Monumenta ad Civitatem Bononiæ, in qua ipsa Coronatio fieri debet, deferri non possint, hinc est, quod pro habenda fide prædictorum, instantibus Agentibus pro Communitate ipsius Oppidi Modoetiæ, Spectabilis Dominus Jacobus Capredonus Filius quondam Spectabilis Domini Prandini, nunc Castellanus, & Capitaneus Modoetiæ, ejusque Districtus pro Excell. & Illustr. D. D. Francisco II. Sfortia Mediolani Duce, convocatis de mandato præfati Domini Castellani & Capitanei Agentibus pro dicta Communitate, nec non Venerabilibus Canonicis, & Fabriceriis Sacelli S. Joannis Baptistæ Modoetiæ, expositoque eis hoc præfati Serenissimi imperatoris desiderio, cupientesque Agentes præfatæ Communitatis, ac Canonici, & Fabricerii huic honesto voto suo satisfacere, prout tenentur. Delatis per eos coram præfato Domino Capitaneo, & lectis prius omnibus Chronicis, & Monumentis dicti Oppidi Modoetiæ commorantibus, omnia, & singula, quæ in his Coronationibus observari debent, & consueverunt, compertum in primis fuit in Bibliotheca Venerabilis Canonicæ Sacelli D. Joannis Baptistæ ejusdem Oppidi adesse quamdam Chronicam jam antiquissimo tempore in charta membrana manuscriptam, descriptaque ibi esse Capitula infrascripta, videlicet in folio X. Capitulum tenoris hujusmodi, videlicet. Et quod Capitulum est XXI. in ordine: *Cum narrare decreverimus, quare Imperatores instituerint &c.* Adest & aliud Capitulum XXII. in Chronica tenoris hujusmodi, videlicet: *Karolus Magnus hujus nominis primus, Pipini Grossi Franconiæ &c.* In eadem etiam Chronica folio XII. adest Capitulum, quod est XXVIII. in ordine tenoris hujusmodi, videlicet: *Otto Henrici Alamanorum Regis Filius &c.* Compertum postremo fuit in Ecclesia S. Joannis Baptistæ Modoetiæ post locum, super quo cantantur Epistola, & Evangelium, quando Missæ solemnes celebrantur, tabula marmorea, in qua sculptum est Altare majus ipsius Ecclesiæ, & super Altari sculpto adsunt vasa tria sculpta ad repræsentationem trium vasium Thesauri dictæ Ecclesiæ, sculpta quoque est Crux ad repræsentationem Crucis D. N. J. C. & desuper Altare sculptum adest etiam sculptus baculus, in quo dependent IV. Coronæ aureæ sculptæ ad repræsentationem earum IV. Coronarum Thesauri prædicti relictarum per Reginam Theodelindam. Apud dictum Altare sculptum sculptæ sunt duæ Statuæ repræsentantes duos Canonicos, alterum indutum, scilicet veste Subdiaconi, & alterum indutum veste Diaconi, & qui Diaconi veste indutus est, manibus tenet Baculum Pastoralem sculptum in modum Tridentis. In eadem etiam tabula apud has duas Statuas Canonicorum sculptorum sculpta est Statua Archipresbyteri dictæ Ecclesiæ, induti vestibus Episcopalibus, habentis etiam infulam Episcopalem in capite, & ambabus manibus imponentis Coronam ferream in capite Statuæ Cæsarem repræsentantis, sedentem armatum super quadam Cathedra emittente ab utroque latere ipsius Cathedræ caput animalis, quod non potuit discerni, habentemque vestem quamdam superiorem more Imperii longam, & talos excedentem, fultam pelle varii coloris circa humeros, & collum, & ornamenta quædam auri, videlicet fimbrias quasdam. Et memoratæ Statuæ Archipresbyteri, & Canonicorum sunt a manu dextra Cæsaris sedentis. A manu autem sinistra apud Cæsarem sedentem in eadem tabula sculpta est Statua Archiepiscopi Coloniensis tenentis in manu dextra quamdam Cedulam, & in manu sinistra Librum, & in utraque manu habet anulos, capite detecto, vestitique vestibus Episcopalibus, & stantis in pede. Sequitur postea Statua Ducis Saxoniæ stantis in pede, habentis manu dextra Ensem Imperialem coopertum, & seu tectum fodro rubeo, & cingulum aureum involutum circa ensem, induti veste alba habente fimbrias aureas, & tenentis manum sinistram super pugione, & vestis fulta videtur pellibus variis, habentisque caput nudum. Sequitur postea Imago Archiepiscopi Treverensis induti vestibus Episcopalibus, pro more tamen quotidiano deferri solitis. Et cum similibus vestibus induta est Statua Archiepiscopi Coloniensis, & Statua hæc habet etiam caput detectum stans in pede. Sequitur postea Statua Landegravii, qui, prout ex Chronicis Modoetiæ deprehenditur, est Comes Palatinus, induti veste consimili vesti Ducis Saxoniæ, habentis chirotecas in manibus, biretum in capite, & stantis. Sequitur postmodum Statua Archiepiscopi Maguntiæ induti consimilibus vestibus, quibus induti sunt Archiepiscopi Coloniensis, & Treverensis, cum capite detecto, tenentis in manu dextera Cedulam sculptam, in quam scriptum est: *Imperator.* Sequitur postea Statua Marchionis Brandeburgensis induti consimilibus vestibus, quibus indutus est Landegravius, manu dextra accipientis a Statuis septem Oratorum Modoetiensium Privilegium Communis Modoetiæ cum Sigillis pendentibus. Et in eadem tabula inter primum Oratorem Modoetiensium, & dictum Marchionem scripta sunt hæc verba, quæ videntur pronunciata a præfato Marchione: *Dominus Rex bene novit, quæ dixistis: ideo*

ANNO 1530. *ampliabit fortiter, & confirmabit Privilegia vestra.* Super capita autem dictorum Oratorum Modoetiensium in eadem tabula scripta sunt infrascripta verba, quæ videntur pronunciata per ipsos Oratores: *Homines Modoetiæ a majore usque ad minorem semper fuere, & sunt Imperatoriæ Majestati fidelissimi.* In eadem etiam tabula super capita dictarum Statuarum Archipresbyteri, & Canonicorum infrascripta sunt hæc verba, quæ videntur pronunciata ab ipso Archipresbytero: *Altissimi Dei, & Apostolicæ Sedis gratia concedente, prout constitutum est Modoetiæ, quæ caput Lombardiæ, & Sedes Regni illius esse dignoscitur in S. Oraculo S. Joannis Baptistæ Ferreo Diademate de Jure Regni corono te prius electum juste, atque unctum Regem fertilis Italiæ.* Et ideo prædictus Dominus Capitaneus pro Tribunali sedens super ejus solito Tribunali consistente in Palatio Communis Modoetiæ ex authoritate sibi virtute dicti Officii sui attributa jussit, & jubet mihi Notario infrascripto, ut per hoc præsens publicum Instrumentum cunctis fidem faciam, & attester, prout etiam attestor, dicta Capitula, & prædicta superius narrata a dictis Chronica, & tabula fideliter, & ad unguem extracta fuisse, nil addito, vel diminuto, aut alterato, quod substantiam hujus rei vitiet, variet, vel immutet &c.

Actum Modoetiæ die quarto decimo Februarii MDXXX.

V.

17. Fevr. **INSTRUMENTUM** *secundum ejusdem cum antea inserto argumenti. Dat. Modoetiæ die 17. Februarii Anno 1530.* [LUNIG, ibid. col. 2517.]

MDXXX. Die Jovis 17. Mensis Februarii.

QUUM Illustrissimus, & Excellentissimus DD. Franciscus II. Sfortia Mediolani Dux Serenissimo, & Catholico D. D. Carolo Divina favente clementia Romanorum Rege, Imperatore electo requirente Literis suis scripserit Illustri D. Alexandro Bentivolo in Ducali Dominio Mediolani pro præfato Excell. Duce Gubernatori, & Locumtenenti, ut curaret ea, qua posset, diligentia habere Scripturas, Instrumenta, & Protocollos, & alia quæcumque Monimenta continentia solemnitates, & alia quæque servata in Coronationibus factis tam in Oppido Modoetiæ, quam in Civitate Mediolani de Imperatoribus Prædecessoribus præfati Serenissimi Imperatoris electi, & Scripturas ipsas, Instrumenta, Protocollos, ac Monimenta ad præfatum Excellentissimum Ducem nostrum tradenda præfato Serenissimo Carolo destinaret, & propterea facta per præfatum Illustrem D. Alexandrum diligenti inquisitione, & investigatione pro habendis dictis Scripturis, & ex omnium relatu præfatus Illustris D. Alexander pro explorato haberet hujusmodi Scripturas, & Monumenta facilius Modoetiæ, quam alibi reperiri posse, & certior esset factus propter diuturnum Bellum, quod in Dominio Mediolani nimium diu invaluit, & propter validam, & sævissimam pestem, quæ in eo Oppido anno superiore debacchata fuit, plerosque Incolas aut absentes, aut mortuos esse, ita ut ex solita multitudine hominum unus tantum Notarius in eo Oppido præsens comperiatur, qui requisita ab Illustrissimo Duce possit perquirere, & investigare, & de inventis solemne Transumptum facere, & propterea Reverendissimus, & Magnificus Senatus præfato Excellentissimo Duci obtemperare, & Cæsareæ Catholicæque Majestati satisfacere, ut ea, qua potest, solemnitate agantur, Senatusconsultum edidit hujusmodi.

MDXXX. die 16. Februarii. Quum Illustriss. & Excellentiss. Princeps Franciscus II. Mediolani Dux &c. Bononia Literas dedisset ad Illustrem virum Alexandrum Bentivolum generalem in universa ipsius Jurisdictione Locumtenentem, ut omnes ritus, omniaque instituta, quæ ad coronandos in Oppido Modoetiæ, & Civitate Mediolani Imperatores per tempora servari consueverunt, ex veteribus Monimentis, & Archivis summa cum cura perquireret, & in publicas tabulas referri mandaret, ad eumque transmitteret, ita requirente Sacratissimo, atque Invictissimo Principe Carolo V. Romanorum electo Imperatore, qui ex Hispania profectus Coronationis suæ causa Bononiæ nunc moratur. Quumque idem Illustris Locumtenens certior esset factus omnes Modoetienses Notarios propter Belli, Pestisque gravissima incommoda, quæ duo harum Regionum Incolas nimium diu affixerunt, aut absentes, aut mortuos esse, & præter unum, qui huic perquisitioni adesse possit, neminem alium in eo Oppido ad præsens reperiri; eaque de causa hoc ad amplissimum ipsius Illustrissimi Ducis Senatum retulisset, qui & voluntati Cæsaris, & mandato Principis nostri cumulatissime satisfieri curaret.

Senatus, ut hæc omnia majori cum fide, atque solemnitate peragerentur, censuit mittendos esse Modoetiam egregios Julianum Piscluam Cameræ præfati Excell. Ducis Mediolani Notarium, nec non Joannem Petrum Gazurtum Notarium publicum Mediolanensem, qui una cum Notario Modoetiensi, vocatis, atque adhibitis Capitaneo, Castellaneoque, ac Canonicis, & Decurionibus ipsius Oppidi, Testibusque omni exceptione majoribus, qui per tempus inveniri poterunt, ex Chronicis, Annalibus, Archivis, Actisque publicis, & literarum Monimentis omnes Ritus, Solemnitates, Cærimonias omniaque Instituta, quæ faciendæ Ferreæ Coronationis gratia tradita sunt a majoribus, quam diligentissime scrutentur, perquirant, & investigent, & quæcumque compererint, omnia summa cum fide describant, & in publicum, atque solemne Instrumentum redigant, ut ad ipsum Illustrissimum Ducem perferri possint. Signatur suprascriptam Bartholomæus Landrianus & sigillatus Sigillo consueto præfati Senatus.

Quum etiam in executione mandati præfati Illustris D. Locumtenentis, & Senatusconsulti prædicti, Domino Capitaneo, & Castellano dictæ Terræ una cum Consiliariis, Præfectis, ac Deputatis Oppidi; & Canonicis ad id congregatis prædicta significaverimus, & inter dictos D. Capitaneum, Deputatos, & Canonicos habitum super inde longum colloquium fuerit, & Consilium, & ducti fuerimus in Archivum, & Bibliothecam prædictæ Terræ positam in Ecclesia S. Joannis Baptistæ, quæ Cathedralis est ejusdem loci, clausam, & per Deputatos ipsius Oppidi de publico diligenter custoditam, præsentibus præfato D. Capitaneo, dictis Dominis Canonicis, ac Deputatis, & infrascriptis Testibus, ingressi fuimus nos infrascripti tres Notarii Archivum prædictum, & compertis in eo diversis voluminibus Librorum jam antiquissimo tempore in Carta Membrana manuscriptorum, unum tantummodo Librum comperuimus, cui titulus est *Chronica Oppidi Modoetiæ* vetustissimum, eoque a nobis infrascriptis Notariis diligenter, & accurate lecto, etiam ad præsentiam præfati D. Capitanei, & præfatorum Dominorum Canonicorum, & Deputatorum, nec non infrascriptorum Testium, quatenus per tempus licuit, compertum fuit in eadem Chronica descripta esse Capitula infrascripta, & videlicet folio decimo Capitulum tenoris hujusmodi, videlicet: In quadam Chronica existente in Bibliotheca Canonicæ S. Joannis Baptistæ Modoetiæ manuscripta in Carta Membrana descripta sunt infrascripta Capitula, videlicet folio decimo Capitulum tenoris hujusmodi videlicet, & quod Capitulum est vigesimum primum in ordine: *Cum narrare decreverimus quare Imperatores instituerunt Terram de Modoetia Caput Lombardiæ*, & eam sic affirmant esse, & quare debeant *ibi in Ecclesia S. Joannis Baptistæ coronari, possumus ostendere pluribus rationibus, & exemplis &c.* Adest & aliud Capitulum XXII. in eadem Chronica tenoris hujusmodi videlicet: *Karolus Magnus hujus nominis Primus &c.* In eadem Chronica folio XII. adest Capitulum, quod est XXVIII. in ordine tenoris hujusmodi, videlicet: *Otto Henrici Alamanorum Regis Filius &c.*

Quum autem præfatus D. Capitaneus dicti D D. Canonici, Deputati, & ego Julianus Notarius ut supra, ac dicti infrascripti alii Notarii, & Testes prædictis expeditis egressi essemus dictum Archivum, nobisque omnibus existentibus in Ecclesia prædicta Canonici ipsi præfato D. Capitaneo, ac dictis Deputatis, & nobis Notariis, & Testibus infrascriptis quamdam tabulam marmoream in muro posteriori loci, super quo cantantur Epistola, & Evangelium in eadem Ecclesia, quando Missæ solemnes celebrantur, affixam ostendissent, asseverantes in eadem sculptas esse Cærimonias solitas in hujusmodi Coronationibus servari, propterea ego Julianus Notarius, ut supra, cupiens hujus rei veritatem indagare, & elicere, apposita juxta dictam marmoream tabulam scala, per gradus ascendens ipsi tabulæ propinquus factus, astantibus, & præsentibus, videntibusque prædictis D. Capitaneo, Canonicis, Deputatis & Notariis, ac Testibus infrascriptis, cum vidissem in ea Tabula sculptas esse plurimas Statuas, & infra.

ANNO 1530. infrascriptas etiam quasdam Literas, descripsi Statuta ipsas, ac Literas, & comperii, quod in tabula ipsa sculptum est Altare majus &c.

Quibus omnibus peractis, jussu præfati D. Capitanei, & auctoritate nobis attributa per Reverendissimum, & Magnificum Senatum, Ego Julianus Piscina una cum infrascriptis Notariis de prædictis omnibus, & singulis tam a dicta Chronica, quam a suprascripta tabula marmorea fideliter extractis, hoc publicum Transumptum confecimus, publicum de eo tradimus Instrumentum.

Acta hæc fuerunt in Palatio Communis Modoetiæ præsentibus Venerabile D. Presbytero Joanne de Rippa Canonico prædictæ Ecclesiæ S. Joannis Baptistæ, nec non &c.

VI.

10. Juin, 1551. *Conventiones inter* EDUARDUM VI. *Angliæ Regem & MARIAM Reginam Scotorum super definitione Limitum & mutuo Commercio conclusæ. Datæ apud Ecclesiam de Norhame die* 10. *Junii Anno* 1551. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. XV. pag. 265.]

UNIVERSIS ET SINGULIS ad quos præsentes Litteræ pervenerint Salutem & Fidem indubiam adhiberi.

Quùm in Tractatu perpetuæ Pacis, inter Illustrissimos ac Potentissimos Principes *Henricum*, Dei gratiâ, *Franciæ Regem* Christianissimum, ac *Edwardum*, eadem gratiâ, *Angliæ Regem* 24 die Martii, *Anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo nono* concluso, Illustrissima Princeps *Maria*, eadem gratiâ, *Scotorum Regina* Regnumque Scotiæ, certis modis & conditionibus in dicto Tractatu pleniùs specificatis, comprehendantur, dictaque *Regina* comprehensionem illam postea acceptavit & approbavit, sicut per Litteras suas Patentes Magno Scotiæ Sigillo munitas uberius est attestatum; licet Bellorum exinde tumultu cessante dicti Serenissimus *Rex Angliæ*, ac Illustrissima *Scotiæ Regina*, eorum Regna, Dominia, Subditique hincinde quieto, tranquillo & amico rerum statu degant (quem Deus Optimus Maximus pro suâ erga mortales pietate incolumem ac perpetuum esse velit) quia tamen Quæstiones quædam ac Controversiæ tàm de utriusque Regni Angliæ & Scotiæ Limitibus, quàm de Captivorum & Obsidum nonnullorum detentione & liberatione; præterea de Piratiis, Deprædationibus aliisque Attemptatis, Injuriis & Damnis, quæ per alterutram Gentem alteri inferri possint; ac denique de hospitali & benignâ Mercatorum, Navium & Subditorum utriusque Regni tractatione hactenus indecisæ dependeant, quæ si non aliter componantur, haud contemnendum periculum imminear: Ne earum occasione amœnitas hæc Amicitiæ inter tàm Potentes Populos nuper resarcitæ denuò, quod absit, turbetur, oportunum ac item necessarium visum est quæ dubia isthinc oriuntur ita enodari, diffiniri & determinari, ut, quantum fieri possit, hujusmodi Litium & Bellorum segetes de cætero amputentur.

Nos igitur *Robertus*, Permissione Divinâ, *Orchaden. Episcopus*, *Robertus Dominus Maxwell*, *Thomas Magister Erskin* & *Ludovicus de Sancto Gelasio* Dominus de Lanssac Eques Auratus, dictæ Illustrissimæ Principis *Scotorum Reginæ* Commissarii, Ambassiatores, Oratores, Procuratores, Deputati ac Nuncii speciales, ad infrascripta sufficientem Potestatem & Auctoritatem habentes, cum Reverendo & Nobilibus Viris, *Thomâ*, Permissione Divinâ, *Norwicensi Episcopo*, *Roberto Bowes*, *Leonardo Beckwith* & *Thoma Chalonar*, Equitibus Auratis, dicti Serenissimi *Regis Angliæ* Commissariis, Procuratoribus, Legatis, Oratoribus, Deputatis & Nunciis specialibus, convenimus, concordavimus & conclusimus, Auctoritateque Commissionum nostrarum (quarum Tenores inferius inseruntur) per Præsentes convenimus, concordamus & concludimus articulatim prout sequitur.

INPRIMIS, conventum, conclusum & concordatum est inter Nos Oratores & Commissarios præfatos, quòd Regnorum Angliæ & Scotiæ Limites, Termini, Fines vel Bundi hincinde, respectivè quà contigui sunt, tales idemque erunt & esse censebuntur, quales quique fuerant ac esse censebantur proximè ante initium Belli quod nuperimè, inter *Henricum Octavum Angliæ*, & *Jacobum Quintum Scotiæ* nuper *Reges*, est gestum.

ANNO 1551. ITEM, conventum, concordatum & conclusum est, quòd Terra variabilis communi utriusque Gentis vocabulo dicta *The Debatable Ground*, quæ inter Occidentales Marchias Angliæ & Scotiæ sita est, eodem in statu reponatur, ac quantum ad usum ejus spectat, ita maneat prout ante prædicti Belli initium extitit ac extare solebat; ita tamen quòd utriusque Regni Ligei aut Subditi, super Terram dictam variabilem nunc inhabitantes aut Domos habitantes, potestatem & libertatem habeant usque ad Festum Sancti Michaelis Archangeli proximè post datam Præsentium futuri ibidem absque istius Articuli præjudicio commorandi, eademque usu fruendi, quo commodiùs, pendente dicto temporis intervallo, sese, Uxores, Liberos, Bona, Catalla, & cæteras Res suas inde amovere, ac ad suam quisque Partem transferre valeant; quòd si interea non aliter de dicta Terra variabili fuerit inter dictos Potentissimum *Angliæ Regem* ac Illustrissimam *Scotiæ Reginam* bonis mediis compositum & conclusum & ultra dictum Festum quispiam hincinde Inhabitantium dictarum huic Articulo in aliquo contravenerit, a Gardianis dictarum Marchiarum Occidentalium eorumve Deputatis respectivè extrudentur, & debito modo Jure Legum Marchiarum punientur;

Proviso etiam quòd temporario hoc Privilegio & Dilatione non gaudeant nec gaudebunt quicunque interim mandatis & conventis Gardianorum ambarum Marchiarum prædictarum, communi consensu pro ipsorum bono Regimine capiendis, stare recusant aut iisdem in aliquo contraveniunt.

ITEM, conventum, concordatum & conclusum est quòd, durantibus Pace & Amicitiâ prædictis, Castrum & Villa *de Berwik* cum antiquis suis Limitibus & Inhabitantes & Incolæ eorundem, sub eisdem Pace & Amicitiâ continebuntur, stabunt & permanebunt, ita quòd neque Illustrissima *Regina Scotiæ* per se, aut alios Subditorum, Ligeorum aut Vasallorum suorum, Guerram, Insultum, Obsidionem aut aliud quidpiam hostile in illis locis aut contra Incolas eorundem movebit; neque Potentissimus *Rex Angliæ* per se, aut suos Inhabitantes Villam seu Castrum hujusmodi, Bellum seu Guerram, Insultum, Obsidionem aut aliud quidpiam hostile dictæ Illustrissimæ *Reginæ Scotiæ* seu suis Ligeis aut Vasallis faciet quovis modo, pendente tempore dictæ Pacis & Amicitiæ.

ITEM, conventum, concordatum & conclusum est quòd, infra quatuor dies post datam præsentis Tractatûs, Domus & Molendinum *de Edringtoun* aliàs dictum *Caw Mylns*, cum Terris, Piscariis & reliquis suis Pertinentiis quæ ut ejusdem Loci Parcellæ, priusquam dictum Bellum gerebatur, a Scotis possidebantur, dictæ Illustrissimæ *Scotiæ Reginæ* restituentur, Præsidio Anglorum, quod nunc ibi residet, dimoto.

SIMILITER etiam concordatum & conclusum est, quòd tot & tales Piscationes Fluminis Twedæ, a Bundis & Limitibus de Berwik usque ad Reddenburne ascendendo, quot & quales ad Regnum Scotiæ proximè ante initium prædicti Belli notoriè pertinebant, & a Scotis usu fruebantur, iterum ab eisdem exercebuntur, habebuntur & tenebuntur simili modo quo antea de Jure poterant.

ITEM, conventum, concordatum & conclusum est, quòd Obsides & Captivi quicumque, quacunque ex causa hincinde tempore dicti Belli capti & detenti, quamcelerrimè & commodissimè fieri poterit, liberè dimittentur.

ITEM, conventum, concordatum & conclusum est, quòd, Pace & Amicitiis ex comprehensione prædicta durantibus neuter Principum prædictorum quovis modo receptabit, nec a suis Subditis receptari permittet aliquos Homicidas, Fures, Latrones, Transfugas aut Rebelles, nec alios Malefactores quoscunque ex Subditis alterius eorum, nec hujusmodi Furibus, Latronibus, Homicidis, Transfugis, Rebellibus, aut aliis Malefactoribus quibuscunque, qui in aliquem Locum Obedientiæ alterius Principum prædictorum declinaverint quoquomodo dabit, præstabit Consilium, Auxilium, Favorem, Subsidium aut Assistentiam, sed infra x. Dies proximè & immediatè sequentes postquam, per Literas illius Principum cujus hujusmodi Homicida, Fur, Latro, Transfuga, Rebellis aut Malefactor Subditus extitit, aut sui Gardiani Locumtenentis seu Deputati, alter ex Principibus hujusmodi requisitus fuerit, Litterarum hujusmodi Requisitionis Latori, aut alii in eisdem Litteris nominato seu Deputato, prædictos Homicidas,

Fures

ANNO 1551.

Fures & Transfugas, Rebelles & Malefactores tradet & deliberabit tradive & deliberari faciet;

Proviso tamen quod hoc Articulo non intelligantur esse comprehensi aut astricti, sed pro exceptis habeantur, illi utrorumvis Principum prædictorum Subditi qui, ratione aut causâ superiorum Bellorum, alterius dictorum Principum partes foventes eidem sese addixerunt.

ITEM, conventum, concordatum & conclusum est per Oratores antedictos, quòd Literæ Salvi Conductûs per neutrum Principum prædictorum qualitercumque eorum alterius Rebellibus, Gentibus Guerrarum, Mercatoribus, Artificibus aliisve eorum utriusque Subditis cujuscumque status, dignitatis, gradûs aut conditionis existant, sub utriusque aut alterius eorum Magnis, Privatis aut Signetorum Sigillis, nec vivis vocum eorum Oraculis aut aliter qualitercumque, per Terram sive per Mare, durantibus Pace & Amicitiâ ex comprehensione prædictâ de cætero concedentur, aut aliquo modo annuentur per eorum alterum nisi ad id alter eorum per alterum eorundem congruè in Scriptis requiratur expressè: Et casu quo de cætero quandocunque alter alterum dictorum Principum pro hujusmodi Litteris Salvi Conductûs cuicunque Subdito suo quibuscunque Subditis suis indulgendis in Scriptis de Facto interpellaverit aut requisierit, stabitur nichilominus Arbitrio & Voluntati Principis sic interpellati, an hujusmodi Interpellationi acquiescere, Literasve hujusmodi Salvi Conductûs voluerit concedere, an non, secundùm quòd eidem Principi sic requisito meliùs expedire videbitur, ita tamen quòd hujusmodi Litteræ Salvi Conductûs ultra unum Annum duraturæ minimè concedentur;

Proviso tamen quòd Litteræ supplicatoriæ utriusque dictorum Principum vim habebunt Literarum Salvi Conductûs, eruntque sufficientis roboris ut Ligei & Subditi in eisdem nominati, cujuscunque fuerint dignitatis, status aut præeminentiæ, liberi tutique in suum Regnum redire poterint, etiamsi Princeps ipse interpellatus Litteras suas Salvi Conductûs tradere noluerit aut recusaverit; Litteris nichilominus Salvi Conductûs, ante hæc tempora concessis, suo robore duratutis.

ITEM, conventum & conclusum est, quòd Homicidæ, Fures, Latrones, & alii Malefactores quicunque utriusque Regnorum prædictorum, durante dictâ comprehensione, modo & formâ sequenti puniantur; viz. si contingat de cætero aliquem vel aliquos Subditum vel Subditos dictæ *Reginæ Scotiæ* aliquem vel aliquos Subditum vel Subditos *Regis Angliæ* infra Marchiam Scotiæ vel Limites Marchiarum Angliæ violenter interficere, Gardianus prædictarum Marchiarum Scotiæ vel ejus Deputatus vel Deputati, cum omni curâ & diligentiâ, omni favore postposito, ac dolo, fraude & sinistrâ machinatione quibuscunque in hac parte cessantibus, prosequentur, & quilibet prosequetur, ut talis Interfector seu Interfectores capiantur & ducantur ad *Diætam* per Gardianos utriusque Marchiarum vel per eorum Deputatos appunctuandam, ubi si per Leges Marchiarum legitimè convincantur, vel aliquis eorum convincatur, tunc Gardianus Marchiarum Scotiæ talem Interfectorem vel Interfectores, ut supra convictum vel convictos Gardiano Marchiarum Angliæ liberabit seu liberari faciet; qui Gardianus Marchiarum Angliæ ipsum Homicidam vel Homicidas sic, ut supra, convictum vel convictos, & sibi consignatum vel consignatos, pro hujusmodi Homicidio ultimo Supplicio condemnabit; & si contingat de cætero aliquem vel aliquos Subditum vel Subditos dicti *Regis Angliæ*, aliquem vel aliquos Subditum vel Subditos dictæ *Reginæ Scotiæ*, intra Marchias Angliæ, vel Limites Marchiarum Scotiæ, violenter interficere, Gardianus Marchiarum dictarum Angliæ, vel ejus Deputatus seu Deputati, cum omni cura & diligentia, omni favore postposito, ac dolo, fraude & sinistrâ machinatione in hac parte cessantibus, prosequentur & quilibet prosequetur, ut talis Interfector sive Interfectores capiantur & ducantur ad *Diætam* per Gardianos utriusque Marchiarum, vel per eorum Deputatos appunctuandam, ubi si per Leges Marchiarum legitimè convincantur, vel aliquis eorum convincatur, tunc Gardianus Marchiarum Angliæ talem Interfectorem vel Interfectores, ut supra, convictum vel convictos, Gardiano Marchiarum Scotiæ liberabit seu liberari faciet; qui Gardianus Marchiarum Scotiæ ipsum Homicidam vel Homicidas sic, ut supra, convictum vel convictos, & sibi consignatum vel consignatos, pro hujusmodi Homicidio ultimo Supplicio demandabit.

ITEM, conventum & conclusum est quòd, si aliquis ex Subditis alterius Principum prædictorum quicquam deprædatus fuerit seu attemptaverit infra Marchiam aut Terram alterius Partis Partium prædictarum, & post deprædationem illam sic attemptatam fugiendo revertatur ad Marchiam vel ad Terram illius Partis cujus est Subditus, licebit illi contra quem sic attemptatum fuerit in recenti, vel infra sex dies computandos a tempore delicti sic attemptati vel commissi, auctoritate præsentis Ordinationis & Tractatûs, absque aliis Litteris vel Salvo Conductu, prosequi illum Malefactorem, & ipsum sic prosequendo intrare salvò & securè Marchiam & Terram in quam dictus Malefactor se contulerit; dummodò quamcitò hujusmodi Marchiam sive Terram hac de causa introierit, adeat aliquem virum bonæ famæ & opinionis illæsæ, inhabitantem infra Marchiam quam sic intret & eidem declaret causam introitûs sui; viz. ad prosequendum deprædationem, describatque & specificet quibus Bonis vel Rebus deprædatus seu spoliatus fuerit, ac insuper requirat eundem quòd, quamdiu hujusmodi Prosecutionem suam fecerit, secum eat, ut super Factis suis tempore dictæ Prosecutionis possit cum requisitus fuerit super hoc Testimonium perhibere Veritati.

ITEM, cùm hucusque Inhabitatores Marchiarum prædictarum non solùm clàm & occultè, sed etiam palàm & publicè, cum magno Hominum numero fines hincinde Marchiarum ingressi, Arbores alienas cedere, & ad usum Ædificiorum suorum auferre consueverint, Dominis invitis & minimè consentientibus, quæ magna inter confines simultatum, discordiarum ac jurgiorum materia fuit; proinde, ad omnem contentionis occasionem removendam, conventum, concordatum & conclusum est, quòd deinceps nullus Subditus dictorum Principum, sive in Marchiis prædictis aut in *le Debatable Ground* commorans, aut alibi locorum ubicunque, talia aut similia committet aut perpetrabit aut perpetrari consentiet, nec ullas Arbores vel Ligna quæcunque ex Marchiis alterius Principis quovismodò aut quovis quæsito colore auferet, aut in illis cedet, nisi prius super hoc cum vero Domino pactus fuerit & convenerit de eodem, & si secùs & contra præmissa aliquid actum, gestum aut perpetratum fuerit, tanquam attemptatum contra effectum præsentis Tractatûs debitè reformabitur; Arboribus cæsis aut abductis Domini Juramento æstimandis.

ITEM, conventum & concordatum est, quòd Fugitivi Scotiæ qui devenerunt Ligei *Regis Angliæ* debent ligari ex parte Anglorum ad observandum Articulos præsentis Tractatûs, & quòd attemptata per eos super Subditos *Reginæ Scotiæ* debent eodem modo reformari, quo reformabuntur attemptata per Originarios Subditos *Regis Angliæ:* Idem per omnia observandum ex parte *Reginæ Scotiæ* si qui Angli ante hæc tempora Ligei *Reginæ Scotorum* devenerint quovis modo.

ITEM, conventum & conclusum est, quòd si aliquis Subditus alicujus Principum prædictorum, passus Rapinam vel Spolium a Subdito alterius eorundem, propriâ Auctoritate suâ propter hanc Spoliationem, Prisas vel Districtiones Personarum vel Bonorum fecerit, eo ipso cadat a causa sua, & nichilominus secundùm delicti exigentiam punietur.

ITEM, conventum, concordatum & conclusum est, quòd Pace & Amicitiâ ex comprehensione prædicta durantibus, si contingat, Tempestatis vi aut aliâ impellente necessariâ causâ, navigantes de una parte vel alia Naufragium pati, dummodò aliqua Persona humana superstes ex ipsis fuerit, Bona & Navis non intelligantur a Proprietariis aufferenda, sed illis reservabuntur qui Domini & Proprietarii antea fuerunt.

ITEM, conventum & conclusum est, quòd si, Pace & Amicitiâ ex comprehensione prædicta durantibus, contingat aliquos Subditos sive Ligeos alterius vel utriusque Principis prædicti per Mare, ex quacunque justa rationabili vel licita causa, navigantes, sive Mercatores fuerint sive Peregrini, Piscatores aut alii cujuscunque conditionis Homines, vi Tempestatis sive aliâ rationabili urgenteque causâ ad hoc eos omninò cogente, cùm ipsi hoc non affectaverint, nec id tempore recessûs eorum a Patria sua proposuerint, applicare in aliquo Portu sive Loco quocunque Regni alterius Principum, Naufragium pati, dummodò aliqua Persona humana in Navi sic Naufragium passâ superstes existat, non licebit alteri Principum, seu alicui vel aliquibus Subditorum seu Ligeorum suorum, per se vel per alios, ipsos sic appulsos seu Naufragium passos, eorum Naves, Bona, Mercandisas sive Res alias quascunque in hujusmodi adductas, capere, rapere vel ab eisdem sic appulsis vel Naufragium passis aut passo aufferre quovis modo

ANNO 1551. modo vel detinere, aut ratione debiti alicujus Personæ easdem Res, Bona vel Mercandisas arrestare vel arrestari facere; sed licebit ipsis sic appulsis aut Naufragium passis cum Navibus, Bonis, Mercandisis & Rebus suis, causâ hujusmodi cessante prout sic appulsi & Naufragium passi, eorum Nave refectâ, tenebuntur quam citissime commodè valeant recedere, absque quibuscunque impetitione, impedimento, arresto, sive alia occasione quacunque, sibi per alterum Principem, aliquem vel aliquos ejusdem Subditum vel Subditos, objiciendis seu etiam faciendis.

ITEM, conventum & conclusum est, quòd si aliquis Subditorum vel Ligeorum alterius Principis sic, ut præmittitur, appulsus vel appulsi, sive in Regnum alterius sub Salvo Conductu veniens vel venientes, ante diem expirationis Salvi Conductûs sui adversâ valitudine adeò vexetur vel vexentur, quòd sic appulsus vel appulsi, Naufragium passus vel passi, aut sub Salvo Conductu veniens aut venientes, cum Nave vel Navibus, quâ vel quibus applicuit vel applicuerunt, vel ante diem expirationis sui Salvi Conductûs sic veniens vel venientes nequeat vel nequeant commodè recedere, & in proprias partes se recipere; tunc benè licebit sic appulso vel appulsis, Naufragium passo vel passis, ac venienti & venientibus, infirmo vel infirmis cuicunque & quibuscumque, salvò & securè in Loco quo sic appulsus vel appulsi, Naufragium passus vel passi, applicuerit vel applicuerint, infirmari contigerit expectare, quousque reconvaluerit vel reconvaluerint; Et extunc cum Litteris Testimonialibus Majoris, Ballivi, Constabularii aut alicujus alterius Officiarii Principis in Loco quo sic eum vel eos infirmari contigerit, eidem vel eisdem sub moderatis expensis concedendis & tradendis, causâ hujusmodi infirmitatis cessante, in partes proprias recedere licebit, idemque infirmus sive infirmi hujusmodi sic recedere debebit & debebunt absque impedimento vel obstaculo quocumque sibi per aliquem Subditorum Principis vel Ligeorum utriusque Principis quomodolibet faciendis; ita tamen quòd interim nihil præjudiciale contra alterum Principem, Regnum seu Ligeos ejusdem attemptet vel attemptent fierive procuret seu procurent.

Præterea conclusum & conventum est quòd si, durante Amicitiâ ex Comprehensione prædicta, contingat aliquem non Subditum vel aliquos non Subditos utriusque Principis Navem vel Naves, Personam vel Personas, Res, Mercandisas aut Bona quæcumque alicujus vel aliquorum Subditi vel Subditorum alterius Principis capere, & eas vel eam in aliquem Locum vel Portum alteri Principi subjectum adducere, non licebit ipsi Principi vel alicui Subdito sive Ligeo suo eas vel ea seu aliquam partem earundem emere, seu quovis modo ad utilitatem suam recipere, absque consensu ejus vel eorum ad quem vel ad quos Bona seu Res hujusmodi ante eorum captionem pertinebant, aut eorum Factorum, & si Mercator vel Proprietarius Bonorum vel ejus Factor non fuerit præsens, tunc sufficiet licentia Magistri Ductoris seu Gubernatoris Navis ante captionem, & aliarum Personarum in eadem Navi existentium, quod si per aliquem eorum quicquam in contrarium hujusmodi Ordinationis factum vel attemptatum fuerit, tunc Personæ, Bona, Mercandisæ & Res quæcunque sic emptæ sive receptæ, illi vel illis, ad quem vel ad quos Bona hujusmodi verè pertinebant, fraude malóve ingenio cessantibus quibuscunque, integraliter restituentur per sic ementes sive recipientes, eo modo quo restitui debent si a Subditis illius Principis capta fuissent in cujus Regno Res hujusmodi emptæ erant, & nichilominus sic attemptans tanquam præsentis Tractatûs violator pro modo & qualitate criminis punietur.

ITEM, conventum & conclusum est quòd si, durante Comprehensione prædictâ, contingat aliquam Navem alterius Partium prædictarum Naufragium pati aut rumpi, & aliqua Personarum existentium in Navi sic Naufragium passâ vel ruptâ superstes remanserit, cessantibus in ea parte dolo, fraude & malo ingenio quibuscumque, Mercandisæ, Bona & Res quæcumque quæ de dicta Navi projecta sunt, ex eadem extracta, vel in Mari collecta, seu ad Terram venientia, seu aliàs quovis modo salva & servata, per eos ad quorum manus Res, Mercandisæ & Bona hujusmodi devenerint nullatenus dissipentur, diminuantur, alienentur, dividantur, nec quovis modo subtrahantur & concelentur, sed integrè sine diminutione quacunque, Gubernatori illius Dominii seu Loci in quod vel in quem dicta Bona devenerint, seu ejus Deputato fideliter & sine fraude deliberentur atque tradantur, ad usum vel utilitatem illius vel illorum ad quem vel ad quos Bona ipsa, rei veritate inspectâ, pertinere noscuntur, conservanda, cui vel quibus intra spatium unius Anni, a tempore notitiæ Naufragii vel rupturæ Navis computandi, licebit pro recuperatione & restitutione rerum, Mercandisarum & Bonorum hujusmodi prosequi coram Judice in ea parte competenti, cui vel quibus sic prosequenti vel prosequentibus realiter & effectualiter tradi, liberari & restitui debent: solutis tamen expensis & sumptibus rationabilibus factis circa collectionem & salvationem Bonorum eorundem: proviso semper quòd Persona vel Personæ superstes vel superstites ex eadem Navi ad Terram venientes statim, juxta effectum & tenorem Præsentium, liberè dimittentur. ANNO 1551.

ITEM, conclusum est quòd si, durante dicta Comprehensione, aliqua Navis unius Partis vel alterius, Personis, Rebus, Mercandisis aut Bonis onusta sive rupta, sive pro Victualibus necessitate eis in Mari supervenieute emendis, applicuerit in aliquem Portum vel Locum alium alicujus Partium prædictarum, pro quâ refectione Navem ipsam, Personas, Res & Bona contenta in eadem oporteat ad Terram deponi; in hoc casu Personæ, Res, Merces & Bona ipsa sic deposita, absque impedimento, & sine solutione Custumæ, in eadem Navi cum refecta fuerit vel in aliâ reponantur & liberè abducantur; Proviso tamen quòd, pro Mercibus, Rebus, Bonis & Mercandisis, ibidem pro emendis Victualibus eis necessariis pro numero Personarum venditis, Custumæ & cætera Devaria in ea parte debita fideliter persolvantur.

ITEM, quia nonnunquam Subditi unius Partis per Mare navigantes a Navigatione suâ plurimùm impediuntur & alia damna patiuntur per hoc, quod per Subditos alterius Partis qui sufficientem habent notitiam per Coketa sive alia evidentiæ Documenta quòd sic alterius Partis Subditi sint, Vela sua coguntur subtrahere, seu in toto vel parte deponere; inter Nos Commissarios prædictos conclusum est, quòd nulli Subditorum unius vel alterius Partis liceat aliquos alterius Partis Subditos navigantes, dummodò per hujusmodi Cocketa sive Documenta evidenter constat eisdem quòd alterius Partis Subditi, Naves & Bona sint, cogere Vela seu Velum suum deponere, seu aliquo modo a licitâ Navigatione impediri, & si eorum aliquis vel aliqui contrafecerit vel contrafecerint severè arguantur ac puniantur.

ITEM, conventum, concordatum, conclusum & specialiter provisum est, quòd occasione, prætextu vel colore quocunque cujuscunque Articuli, Clausulæ, Sententiæ, Verbi vel alterius rei in præsenti Tractatu inserti aut insertorum, nullâ ex parte derogatum, obviatum, dispensatum aut contrarium esse censeatur, primitùs dicto Tractatui perpetuæ Pacis de Data *vicesimo quarto mensis Martii* Anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo nono, inter dictos Illustrissimos ac Potentissimos *Francorum & Angliæ Reges* concluso, nec alicui Articulo, Clausulæ, Sententiæ, Verbo vel alteri rei cuicunque in dicto Tractatu perpetuæ Pacis specificatis (exceptis reservatis vel provisis) quin ea omnia & singula universim & per se non minus firma, rata, inconcussa ac observanda maneant a quocunque vel quacunque eadem observari vel perimpleri oporteat, quàm si in præsenti Tractatu iisdem verbis repetita exprimerentur, vel si præsens Tractatus nunquam initus fuisset.

ITEM, conventum, conclusum & concordatum est, quòd dictus Serenissimus *Rex Angliæ*, infra sex dies postquam ad id per Oratorem sive Oratores dictæ Illustrissimæ *Reginæ Scotiæ* fuerit requisitus, eisdem Oratori sive Oratoribus, Litteras suas Patentes Tractatûs istius confirmatorias & ratificatorias, desuper sufficienti formâ confectas, necnon magno suo Sigillo munitas, tradet & deliberabit, seu tradi & deliberari faciet cum effectu, & quòd vicissim dicta Illustrissima *Scotiæ Regina*, infra sex dies postquam ad id per Oratorem sive per Oratores dicti Serenissimi *Regis Angliæ* fuerit requisita, eisdem Oratori sive Oratoribus Litteras suas Patentes Tractatûs istius confirmatorias & ratificatorias desuper sufficienti formâ confectas, necnon magno suo Sigillo munitas, tradet & deliberabit, seu tradi & deliberari faciet cum effectu.

Sequuntur

ANNO 1551.

Sequuntur Tenores Commissionum,

MARIA, &c. [RYMER, pag. 263.]

EDWARDUS SEXTUS, Dei gratiâ, *Angliæ Franciæ & Hiberniæ Rex Fidei Defensor*, ac in Terra Ecclesiæ Anglicanæ & Hibernicæ *Supremum Caput*, omnibus ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Salutem.

Quùm in Tractatu ultimæ Pacis, inter *Nos* & Illustrissimum ac Potentissimum *Henricum Francorum Regem* Christianissimum, Fratrem, Amicum & Confœderatum nostrum Charissimum, vicesimo quarto die Mensis Martii, Anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo nono, nuper concluso, Illustrissima Princeps Soror & Consanguinea nostra Charissima, *Maria Scotorum Regina*, Regnumque Scotiæ, sub certis modis & conditionibus in dicto Tractatu Pacis plenius specificatis comprehensa sint, licet a tempore comprehensionis prædictæ Hostiles Invasiones ac Bellici tumultus, inter Nos dictique Regni Scotiæ Subditos, hactenus cessaverint atque inpræsentiarùm etiam cessent;

Quia tamen quæstiones quædam, tàm de Juribus quibusdam ac utriusque Regni terminis & limitibus, quàm de & super Captivorum & Obsidum quorumdam detentione & liberatione, Deprædationibus, Piratiis aliisque Attemptatis, Injuriis & Damnis, ac amico Mercatorum, Navium & Subditorum utriusque Regni Tractatu adhuc remanent indecisæ.

Sciatis quòd nos, qui Christianis omnibus Pacem optamus, volentes quantum in Nobis est Litium, Bellorum & Contraversiarum occasiones amputare, deque fidelitatibus, prudentiis & circumspectionibus, dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum, *Thomæ Norwicensis Episcopi*, *Roberti Bowes*, *Leonardi Beckwith* ac *Thomæ Chaloner*, Equitum, plurimùm confidentes, ipsos nostros veros & indubitatos Commissarios, Ambassiatores, Oratores, Procuratores, Deputatos ac Nuncios nostros speciales facimus, constituimus & ordinamus per Præsentes:

Dantes & concedentes eisdem seu tribus eorum, Potestatem, Auctoritatem, Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro, cum prædicta Sorore & Consanguinea nostra, ejusve Commissariis, Ambassiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus & Deputatis, ad id sufficientem Potestatem & Auctoritatem habentibus, super Quæstionibus, Contraversiis supradictis, tàm de Regni, tàm Nostri quàm dictæ charissimæ Sororis nostræ, Terminis & Limitibus constituendi, quàm de & super Captivorum & Obsidum quorumcunque detentione ac liberatione, necnon Deprædationibus, Piratiis aliisque Attemptatis, Injuriis & Damnis, ac amico Mercatorum, Navium & Subditorum, tàm nostrorum quàm dictæ charissimæ Sororis nostræ, Tractatu, aliisque Causis, Negotiis & Litibus quibuscunque, inter *Nos* ac dictam *Sororem nostram* nostrosve & dicti Regni Scotiæ Subditos, adhuc indecisis & Contraversis, communicandi, tractandi & concludendi; ac generaliter ea omnia & singula faciendi & expediendi quæ in præmissis vel circa ea necessaria fuerint vel oportuna;

Promittentes, bonâ fide & in Verbo Regio, Nos ratum, gratum & firmum habituros & observaturos, quicquid per dictos nostros Procuratores, Ambassiatores & Nuncios sive eorum tres, circa præmissa vel eorum aliquod actum, promissum, gestum & conclusum extiterit, & quòd contra ea vel aliqua ipsorum neque Verbo aut Facto quovismodo veniemus, sed ea omnia & singula manutenebimus & inviolabiliter observabimus, ac a Subditis nostris quibuscunque observari faciemus.

In cujus rei Testimonium hiis Litteris nostris, manu nostrâ signatis, Sigillum nostrum magnum apponi fecimus.

Datum apud *Manerium nostrum de Grenewiche* decimo die Maji, Anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo primo, & Regni nostri quinto.

In quorum omnium Fidem & Testimonium nos *Robertus Episcopus Orchaden. Robertus Dominus Maxwell*, *Thomas Magister Erskin* & *Ludovicus de Sancto Gelasio* Dominus de Langsac sæpefatæ Potentissimæ & Serenissimæ *Reginæ Scotiæ* Commissarii supradicti, præsentes Litteras subscripsimus, & Sigilla nostra eisdem apposuimus.

Datum apud *Ecclesiam de Norhame*, decimo die mensis Junii, Anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo primo. ANNO 1551.

ROBERT ORCHADEN.
ROBERT MAXWELL.
THOMAS ERSKIN.
LOYS DE St. GELAYS.

Sigillis avulsis.

VII.

Tractatus Matrimonialis inter PHILIPPUM *Principem Hispaniarum*, CAROLI V. *Imperatoris Filium*, & MARIAM *Reginam Angliæ conclusus. Dat. apud Westmonasterium Mense Martio anno* 1553. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. XV. pag. 377.] 1553. 1554. Mars.

MARIA, Dei gratiâ, *Angliæ, Franciæ & Hiberniæ Regina*, Fidei Defensor &c. universis & singulis ad quorum notitias præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Cùm, post multas & varias Deliberationes & Consultationes, inter, dilectos & fideles Consiliarios nostros,

Reverendissimum in Christo Patrem,

Stephanum Wintoniensem Episcopum, Cancellarium nostrum Angliæ,

Henricum Comitem Arundelliæ, Magnum Seneschallum Hospitii nostri, Secretioris Concilii Præsidentem & Ordinis nostri Garterii Militem,

Guillielmum Dominum Paget de Beandesert, dicti nostri Ordinis Garterii Militem,

Robertum Rochestre Militem, Hospitii nostri Contrarotulatorem & Ducatûs nostri Lancastriæ Cancellarium,

Et *Willielmum Petre* Militem Secretarium nostrum Primarium,

Oratores, Procuratores & Commissarios nostros speciales, ex una,

Et Illustres, Præclaros & Nobiles Viros,

Dominum Admirallum *Comitem Egmonde* & *Principem Gauriæ*,

Et Dominum *Carolum Comitem de Lalaing, Baronem Scornan. &c.* Locumtenentem, Capitaneum Generalem & Supremum Ballivum Comitatûs Hanoniæ, Equites Ordinis Aurei Velleris,

Dominum de Curriere Ballivum Comitatûs Alostensis,

Philippum Nigri Præpositum Harlebecensem ac Ordinis Aurei Velleris Cancellarium,

Et *Simonem Renard* Locumtenentem Ballivatûs d'Amont,

Illustrissimi & Potentissimi Principis *Caroli*, Dei gratiâ, ejus nominis *Quinti*, Divinâ favente Clementiâ, *Romanorum Imperatoris* semper Augusti, *Germaniæ*, *Hispaniarum*, *utriusque Siciliæ*, *Jherusalem*, *Hungariæ*, *Dalmatiæ*, *Insularum Baleareum*, *Sardiniæ*, *Fortunatarum*, *Indiarum & Terræ firmæ Maris Oceani &c. Regis*, *Archiducis Austriæ &c.* Consiliarios, Oratores, Nuncios & Commissarios speciales, ex altera, auctoritate & virtute Commissionum, *a Nobis* & dicto Illustrissimo & Potentissimo Principe Domino *Carolo Romanorum Imperatore*, eis respectivè concessarum, quarum Tenores inferiùs describuntur, Tractatus quidem Matrimonii, inter *Nos* &, Serenissimum Principem Hispaniarum, Dominum *Philippum d'Austria* Filium dicti Imperatoris charissimum, contrahendi, nuper hincinde conventus & conclusus fuerit in ea quæ sequitur forma;

Ad Laudem & Honorem Dei Optimi Maximi, & pro constabiliendis veteri Amicitiâ Fœderibusque, necnon pro bona consideratione, augmento Honorum & Statuum, Regnorum, Dominiorum, Provinciarum, Invictissimi & Potentissimi Principis & Domini, Domini *Caroli Romanorum Imperatoris*, *Hispaniarum Regis*, *Archiducis Austriæ &c.* Serenissimi & Excellentissimi Domini, Domini *Philippi Principis Hispaniarum* unici ejusdem Filii, Hæredis & Successoris, ex una, &, Serenissimæ & Potentissimæ Dominæ, Dominæ *Mariæ Reginæ Angliæ &c.* ex altera parte,

Post

ANNO 1553. 1554.

Post multas & varias Consultationes & Tractatus, tàm super Matrimonium inter præfatum Serenissimum *Principem Hispaniarum* ac dictam *Dominam Mariam Reginam* contrahendo, & in iis qui de eo dependent, quàm super Conservationem & Confirmationem Fœderum veterum, *Stephanum Wyntoniensem Episcopum* Magnum Angliæ Cancellarium, *Henricum Comitem d'Arundellæ* Magnum Senescallum Hospitii dictæ Dominæ Reginæ & Concilii ejusdem Præsidentem, Ordinis Garterii Militem, *Willielmum Dominum Paget* de Beaudesert Ordinis Garterii Militem, *Robertum Rochestre* Militem, Hospitii dictæ Dominæ Reginæ Contrarotulatorem, Ducatûs Lancastriæ Cancellarium, & *Willielmum Peter* Militem & dictæ Dominæ Reginæ Principalem Secretarium, &, Magnificos Illustres Viros & Dominos, Dominum Admirallum *Comitem Egmonde* & *Principem Gauriæ*, & *Dominum Carolum Comitem de Lalaing*, Baronem Scomon &c. Locumtenentem, Capitaneum Generalem & Supremum Ballivum Comitatûs Hannoniæ, Equites Ordinis Aurei Velleris, *Johannem de Montmorency Equitem*, *Dominum Courriere* Ballivum Comitatûs Alostensis, *Philippum Nigri* Præpositum Ecclesiæ Collegialis Harlebicensis & Cancellarium dicti Ordinis Aurei Velleris, & *Simonem Renard* Locumtenentem Ballivatûs d'Amont, Consiliarios, Oratores & Procuratores utriusque Partis, habitos (accedente tandem divinâ gratiâ) conventum, concordatum & conclusum fuit inter eos in hunc qui sequitur modum;

IMPRIMIS, conventum, concordatum & conclusum est, quòd inter dictum Serenissimum Principem & dictam Serenissimam Dominam *Mariam Reginam*, in propriis Personis, quamprimùm id commodè fieri possit, Matrimonium verum, purum & licitum, per verba de præsenti, in Anglia contrahatur, celebretur & consummetur, virtute cujus Matrimonii ita contracti, celebrati & consummati, dictus Dominus Serenissimus *Princeps Philippus* Regnorum & Dominiorum dictæ *Serenissimæ Reginæ* pertinentium, unà cum eadem Serenissima *Regina* Consorte suâ, Stilo, Honore & Nomine Regio, constante Matrimonio prædicto, censebitur & gaudebit, eamque Serenissimam Consortem suam, in fœlici Regnorum & Dominiorum suorum Administratione, adjuvabit; salvis tamen Legibus, Juribus, Privilegiis & Consuetudinibus eorundem Regnorum & Dominiorum; & etiam nominatim cauto & convento, quòd dictus Serenissimus *Princeps*, Dominæ Conthorali suæ *Reginæ Mariæ*, omnimodam dispositionem omnium Beneficiorum, Officiorum, Terrarum Redditµum & Fructuum dictorum Regnorum & Dominiorum relinquet, quodque illa dabuntur Originariis & Naturalibus eorundem, quodque omnia ipsorum Negotia eis Linguis tractabuntur in quibus ab antiquo ibidem tractari consueverint, & per naturales.

ITEM, conventum, concordatum & conclusum est, quòd ipsa Serenissima *Regina*, virtute Matrimonii prædicti, admittatur in Societatem Regnorum & Dominiorum dicti Serenissimi *Principis*, tàm præsentium quàm futurorum, quæ ei, cùm in tempore obvenire poterunt (constante itidem Matrimonio) & pro Dotalitio suo singulis Annis recipiat *sexaginta millia Librarum*, ad valorem quadraginta Grossarum Monetæ Flandriæ, super universis ejusdem Invictissimi Domini *Imperatoris* Genitoris sui Regnis, Terris & Dominiis Patrimonialibus, distribuendo ea ut sequitur;

Videlicet,

Quadraginta millia Librarum assignabuntur super *Regnis Hispaniarum* & *Coronis Castellæ & Arragoniæ* eorumque dependentibus, idque in meliori forma, & juxta eorundem Regnorum Stilum & Consuetudinem, ita quòd adveniente casu præfati Dotalitii, & quòd ipse Serenissimus *Princeps* præmoriatur, Serenissima *Domina Regina Maria*, dictis *quadraginta millibus Librarum*, citra aliquod impedimentum, uti, frui & gaudere liberè possit, reliqua autem *viginti millia* ei assignabuntur super Ducatibus, Comitatibus & Dominiis *Brabantiæ*, *Flandriæ*, *Hannoniæ*, *Holandiæ*, & aliis Terris Patrimonialibus dicti Domini *Imperatoris* in *inferiori Germania*, prout eandem Summam olim super eos habuit & percepit quondam Domina *Marguerita de Anglia*, Illustrissimæ & laudabilis memoriæ, Domini *Caroli Ducis Burgundiæ* Conthoralis & Relicta, ita quòd, dictâ *Reginâ* superstiti, mox a Morte Serenissimi Mariti sui concedetur possessio & usus eorundem Bonorum, quatenus ea in Patrimonio suo & non alienata, vel aliis obligata fuerint, in quantum verò aliqua ex his alienata aut obligata reperiantur, loco eorum alia ejusdem valoris, & cæteris Dotalitiis suis bonis vicina & propinqua, intra Trimestre substituentur, & in debita forma assignabuntur, quibus quidem præfata *Domina* ejusdem modo & formâ utetur & fruetur, quibus prædicta Domina *Marguerita de Anglia* antea usa & fruita fuit;

ET nè inter Liberos Controversiæ de Successione oriantur, quæ separatim ex hoc Matrimonio perpetuæ Concordiæ fructum inter Regna & Dominia utriusque Partis queant perturbare, de ea, in hunc qui sequitur modum, dispositum est:

PRIMO quòd, quantum pertinet ad Maternæ Hæreditatis Jura ex Regno Angliæ & aliis Regnis & Dominiis de eo dependentibus, Masculi & Fœminæ ex eo Matrimonio nascituri, in eis succedent secundùm Jura, Statuta & Consuetudinem eorum, quantùm verò attinet ad Bona quæ ipse Serenissimus *Hispaniarum Princeps* relicturus est; Imprimis, reservabuntur Filio suo Primogenito Domino *Carolo d'Austriæ Infanti Hispaniarum*, Liberisque & Hæredibus ex ipso descendentibus, tàm Fœminis quàm Masculis, omnia & singula Jura quæ dicto *Principi* nunc competunt vel imposterùm competitura sunt, & ad eum, Morte Serenissimæ *Reginæ Aviæ*, vel Invictissimi *Imperatoris Caroli Quinti* Genitoris sui (quam Deus diu avertat) quandocunque divolventur, in *Regnis Hispaniarum*, necnon *utriusque Siciliæ*, omnibusque eorum dependentibus & pertinentibus, *Ducatuque Mediolani*, & aliis Terris & Dominiis *Lumbardiæ & Italiæ*, quocumque Nomine Titulóve censeantur, cum onere tamen præfati Dotalitii *quadraginta millia Librarum*, in quibus quidem Regnis, Dominiis & Terris, ipso Domino *Carolo Infante* aut Descendentibus legittimis ex eo stantibus, Liberi ex præsenti Matrimonio nihil prætendere poterunt, sed si ipsum Dominum *Carolum*, Descendentesque ex eo, deficere contingat, tunc, & in eo casu, Primogenitus ex præsenti Matrimonio in prædictum Jus subrogabitur, & juxta eorum Regnorum & Dominiorum naturam, Leges & Consuetudines succedere debebit, idem etiam succedet in omnibus Ducatibus, Comitatibus, Dominiis & Terris Patrimonialibus ad dictum Dominum *Imperatorem* pertinentibus, tàm in *Burgundia* quàm in *Inferiori Germania*; scilicet, Ducatibus *Brabantiæ*, *Luxemburgiæ*, *Gueldriæ*, Comitatibus *Flandriæ*, *Arthesiæ*, *Holandiæ*, *Zelandiæ*, *Namurci*, *Zutphenæ*, *Burgundiæ*, *Frisiæ*, *Trajecti*, *Patriæ Transisulanæ*, & aliis quibuscunque Patrimonialibus inde dependentibus eisdemve annexis, cum omnibus eorum Juribus & Querelis; sed si dictus Dominus *Carolus* vel Descendentes ex eo extabunt, fueritque ex hoc Matrimonio aliqua Proles Mascula, eo casu, dictus Dominus *Carolus* sive Descendentes, erunt, & manebunt exclusi a dictis Terris & Dominiis Patrimonialibus *Inferioris Germaniæ* & *Burgundiarum*, illaque, cum omni Jure devolventur ad Filium Primogenitum hujus Matrimonii nasciturum, cæteris autem Masculis & Fœminis ex eodem nascituris congrua assignabitur Portio & Dos in Regno Angliæ & Dominiis de eo dependentibus, dictisve Terris & Dominiis Patrimonialibus *Inferioris Germaniæ*, nec poterit quoque, seu Primogenitus ex hoc Matrimonio, seu alii Filii ex eodem geniti, quicquam Juris prætendere in *Regnis Hispaniarum* aut aliis Dominiis de eisdem dependentibus, & dicto Domino *Carolo Infanti* reservatis, nisi & in quantum per Paternam aut Avitam dispositionem ipsis datum aut relictum fuerit;

Porrò si nullus forte Masculus ex hoc Matrimonio nascatur sed Fœmina duntaxat, eo casu, Primogenita in prædictis Terris & Dominiis *Inferioris Germaniæ & Burgundiarum* pleno Jure succedet, dummodò si aliquem non *Originarium Angliæ* aut *Inferioris Germaniæ* eligere velit Maritum, eum, de consilio & consensu dicti Domini *Caroli Infantis* Fratris sui Matrimonium contraxerit, alioquin verò si aliquem non *Originarium Angliæ* aut *Inferioris Germaniæ*, neglecto consilio & consensu dicti Domini *Caroli* Maritum acceperit, eo casu, eidem Domino *Carolo Infanti* salvum erit & manebit Jus Successionis in dictis Dominiis *Inferioris Germaniæ*, *Burgundiarum* & dependentibus, quæ, in casu prædicto, ad eum ejusve Descendentes, tàm Masculos quàm Fœminas, devolventur, veruntamen tunc ipsa, prout & aliæ Filiæ ex hoc Matrimonio prognatæ, non extantibus Masculis, ex Paternis Bonis tàm *Hispaniarum* quàm *Inferioris Germaniæ* congruè & secundùm dictorum Regnorum & Dominiorum Consuetudines dotari debebit; Deficiente vero etiam Domino *Carolo* & Stirpe ex eo, nullisque aliis ex hoc Matrimonio extantibus Liberis quàm Fœminis, eo casu, Primogenita

ANNO 1553. 1554. genita Filiarum ex hoc Matrimonio nascitura, in dictis Dominiis *Inferioris Germaniæ & Burgundiarum* succedet, quemadmodum & in aliis Regnis *Hispaniarum* & cæteris juxta eorundem naturam, Leges & Consuetudines;

Proviso tamen & expressè cauto & reservato, circa omnes & singulos casus Successionis supra declaratos, quòd, quicunque & quæcunque in eis succedent, debebunt singulis Regnis, Terris & Dominiis illibata & integra relinquere sua Privilegia, Jura & Consuetudines, eaque Regna & Dominia administrare & administrari facere per Originarios eorundem Regnorum, Dominiorum & Terrarum, & in omnibus eorum utilitatem & quietem fideliter procurare, ac eos secundùm Statuta & Consuetudines ipsorum in bona Justitia & Pace regere & fovere:

Finaliter, quòd inter dictum *Imperatorem*, *Principem* ejusve Successores, Regna & Dominia quæcunque, necnon Dominam *Reginam* ejusve Regna, erit deinceps integra & sincera Fraternitas, Unio & Confœderatio arctissima perpetuis temporibus feliciter, volente Deo, duratura, itaque se mutuò adjuvent per omnia & in omnibus quæ ipsis, ipsorumque honori, & conservationi & augmento Statuum, Regnorum, Dominiorum ac Provinciarum, Hæredumque & Successorum suorum convenerint, juxta vim, formam & effectum novissimi Tractatûs arctioris Amicitiæ, & Declarationem ejusdem, de Data apud *Westmonasterium* Anno Domini 1546. quantùm ad Declarationem.

Quæ omnia & singula ita, ut præfertur, conventa, conclusa & concordata per Dominum Invictissimum *Cæsarem*, tàm Nomine suo quàm Serenissimæ *Dominæ Reginæ*, solemniter ratificabuntur in verbis Imperialibus ac Regiis, & medio Juramento, pro se, Hæredibus Successoribusque suis, quamprimùm poterunt Literas in forma debita vicissim tradent aut tradi facient; quibus Literis Ratificatoriis & Juramento etiam illud cavebitur expressis verbis, quòd omnia hic conventa & conclusa bonâ fide observabunt & adimpleri curabunt, omnesque & singulas Securitates præstabunt, quæ, de Jure & Consuetudine in similibus Tractatibus pro illorum subsistentia firmare, præstari debent seu consueverint, justâve aliqua ratione pro natura rei præmissæ, hincinde exigi aut requiri possint, renunciantes omnibus Juris, Legum vel Statutorum Pragmaticarumque dispositionibus aut beneficiis quibuscunque in contrarium, eisque, quantùm contra prædicta faciunt, ex plena scientia, proprioque motu, &, ex plenitudine Potestatis ipsis, a Deo, in dictis Regnis, & Dominiis tributum, denegantes; Statuentésque, ea omnia & singula debere in omnibus suis Punctis & Articulis firma manere, perpetuisque & immobilibus Legibus vim obtinere.

Nos Tractatum prædictum, ac omnia & singula Capitula in eisdem contenta & specificata, rata & grata habentes, ea omnia & singula, ex certa scientia nostra, quatenus Nos, Hæredes vel Successores nostros concernunt, approbamus, laudamus, confirmamus & ratificamus, & inviolabiliter, firmiter, benè & fideliter tenere, observare & perimplere, tenerique, observari & adimpleri facere cum effectu, bonâ fide & in verbo Regio, promittimus per Præsentes, omni exceptione seu contradictione cessante:

Eademque in præsentiam Illustris & Nobilis Viri Admirali *Comitis Egmonde & Principis Gauriæ & Simonis Renard* Locumtenentis Ballivatûs d'Amont, supra memoratorum Consiliariorum & Oratorum dicti Potentissimi *Imperatoris* in Curia nostra residentium, Sacris Evangeliisque per Nos tactis Jurejurando firmatum.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & Testimonium his Præsentibus, manu nostrâ subscriptis, magnum Sigillum nostrum apponi fecimus.

Datum apud *Palatium nostrum de Westmonasterio* mensis Martii Anno Domini 1553. & nostri Regni primo.

Clausula annexa.

ANNO 1553. 1554. Cùm in Tractatu Matrimoniali intra Serenissimum Dominum *Philippum Principem Hispaniarum* & Serenissimam Dominam *Mariam Reginam Angliæ* &c. generaliter dictum & cautum sit, quod Officia ejusdem Regni Dominiorumque inde dependentium debeant administrari per Originarios & Naturales eorundem, quodque in omnibus debeant servari intra Privilegia & Consuetudines ipsorum, cupientes, contra Pericula futura & Inconvenientia, quæ ex diversarum Nationum conjunctione & extraneorum admissione nonnunquam evenire solent, de maturo providere Remedio, dictus Dominus *Princeps Hispaniarum*, antequam Nuptiarum Solemnia celebrabuntur, solenniter & in verbo Principis promittet & Juramento etiam firmabit Capitula sequentia,

PRIMO, quòd nullum extraneum & non natum sub Dominio & Subjectione Serenissimæ *Reginæ* & Dominiis ei annexis, dictus Serenissimus *Princeps* in Servitium Domûs & Curiæ suæ recipiet & admittet Nobiles & Vassallos dicti Regni Angliæ in numero competenti, eosque ut proprios suos Subditos commendatos habebit, tractabit & fovebit, nec ullos in sua Comitiva adducet aut habebit qui Subditis Regni prædicti aliquam inferant molestiam, & si intulerint condignâ Punitione eos afficiet & de sua Curia expelli curabit; quódque dictus Serenissimus *Princeps* nihil faciet ut aliquid innovetur in Statu & Jure publico aut privato, Legibus & Consuetudine dicti Regni Angliæ Dominiorumve de eo dependentium, sed contra confirmabit & observabit singulis Statibus & Ordinibus sua Jura & Privilegia;

Quodque dictus Dominus *Princeps* præfatam Serenissimam Dominam *Reginam* extra Fines Regni sui Angliæ, nisi ipsa id fieri rogaverit, non abducet, neque Liberos qui ex hoc Matrimonio nascentur ex eodem Angliæ Regno distrahet, sed ibidem eos ad spem futuræ Successionis nutriri & educari sinet, nisi aliud de consensu Magnatum Angliæ faciendum videbitur,

Et in casu quo, multis relictis Liberis, Serenissima Domina *Regina* præmoriatur, dictus Dominus *Princeps* nullum sibi in dicto Regno Angliæ Jus vendicabit, sed ejus Successionem ad eos quos secundùm Jura & Leges ejusdem Regni spectabit pervenire sine aliquo impedimento permittet;

ITEM, quòd dictus Serenissimus *Princeps* non poterit extra dictum Regnum portare vel transferre Jocalia & Res pretiosas majoris æstimationis, nec quoque alienabit quicquam de Pertinentiis dicti Regni Angliæ, aut quicquam per suos Subditos aut alios de eis usurpari permittet; sed omnia loca Regni, & præsertim Fortalitia & Limitropha ejus fideliter ad usum & utilitatem dicti Regni & per Originarios & Naturales ejusdem custodiri & conservari curabit, nec inde Naves, Bombardas aut alia quæcunque Belli & Defensionis Instrumenta amoveri sinet, sed contra diligenter ea custodiri &, quando necesse erit, renovari faciet, & ita providebit ut ea perpetuò ad Regni Tutelam in suo vigore consistere valeant;

ITEM, quòd occasione hujus Matrimonii non debebit Regnum Angliæ, directè vel indirectè, misceri Bello existente inter Invictissimum *Imperatorem* ejus Domini *Principis* Genitorem & *Henricum Francorum Regem*; sed ipse Dominus *Philippus*, quantum in se erit, ex parte dicti Regni Angliæ curabit Pacem, inter dicta Regna Franciæ & Angliæ existentem, observari, nec alicujus Infractionis causam præbebit, ita quòd non censeatur per hoc in aliquo derogatum Tractatui novissimo arctioris Amicitiæ, verùm sic in suo vigore permanebit; salvò etiam quòd ex parte aliorum Regnorum & Dominiorum ipse *Princeps* liberas habebit manus, Patrique suo observandissimo in defensione Terrarum suarum & vindicatione acceptarum injuriarum, ita ut ei meliùs videbitur, correspondere & assistere liberè possit.

FIN DE LA III. PARTIE DU TOME IV.

